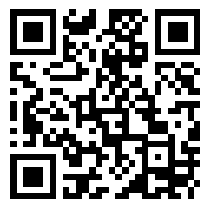


---

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

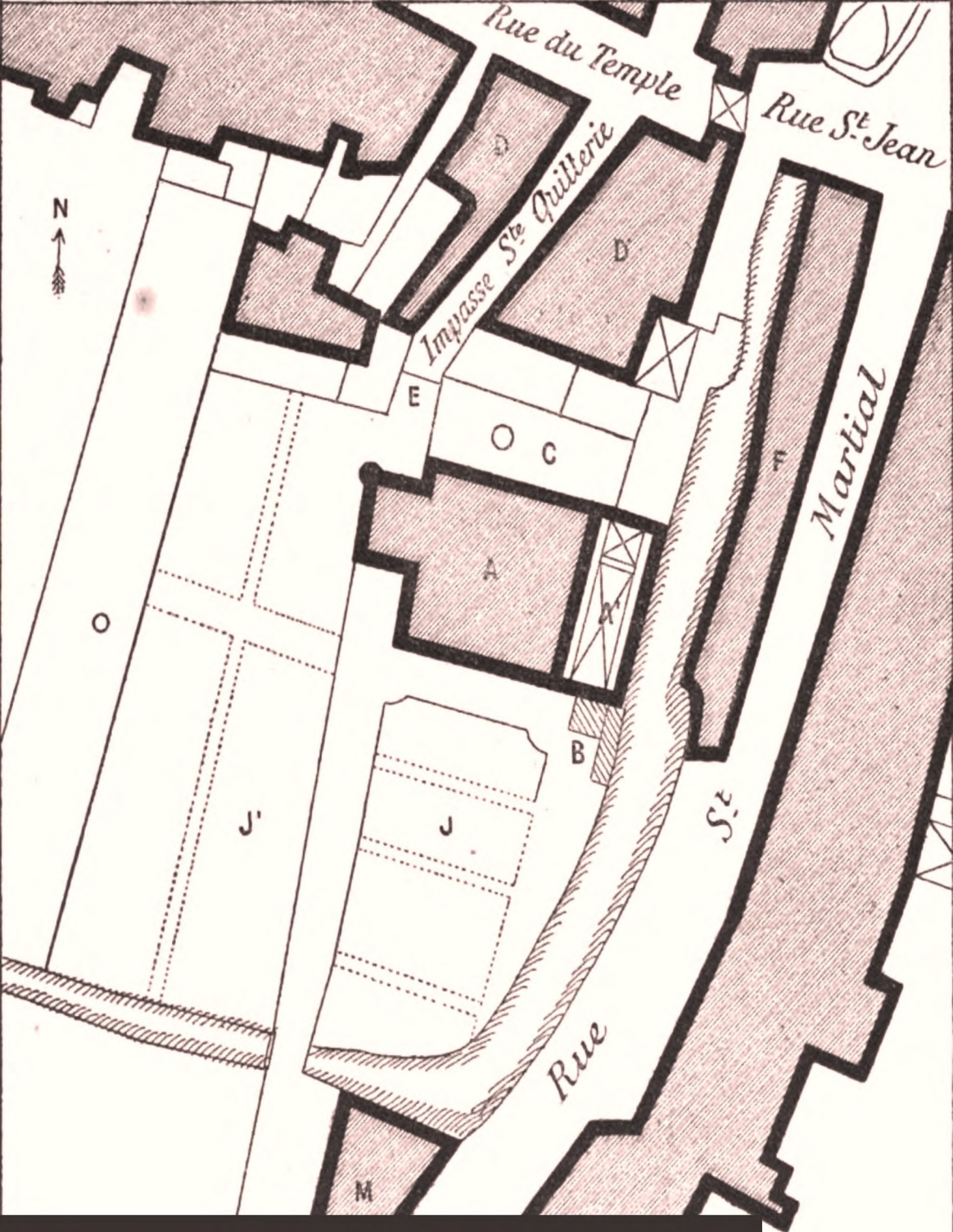
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



*Revue de l'Agenais*

BERKELEY  
LIBRARY  
UNIVERSITY OF  
CALIFORNIA







# REVUE DE L'AGENAIS

**TOME XIX — 1892.**

**1**



# REVUE DE L'AGENAIS

ET DES

ANCIENNES PROVINCES DU SUD-OUEST

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES, LETTRES & ARTS D'AGEN

---

Tome Dix-Neuvième. --- Année 1892

---

AGEN

IMPRIMERIE P. NOUBEL. — V<sup>o</sup> LAMY, SUCCESSEUR

43, Rue Voltaire. 43

---

1892



LOAN STACK

DC 611  
A16 R4  
v. 19

# LE REFUGE

ou

## MAISON DU BON PASTEUR A AGEN

---

La dernière maison, nous ne dirons pas régulière, car celle dont nous avons à parler ici ne se rattache en aucune façon aux précédentes, mais simplement religieuse, la dernière Communauté de femmes en un mot qui fut fondée à Agen avant la Révolution, fut celle du *Refuge* ou *Maison du Bon Pasteur*. Son but primitif « aurait été, nous dit Proché, de servir d'asile aux pénitentes volontaires. » Mais en réalité elle fut établie, ainsi que nous l'apprennent les Lettres patentes de 1746 que nous reproduirons plus loin, « pour y recevoir et entretenir gratuitement les filles et femmes de mauvaise vie qui y seraient enfermées en vertu de nos ordres ou par jugement et ordonnance de police. » On l'appela dans la suite *Maison de force* ; et nous verrons que c'était bien presque toujours par force que ses jeunes pensionnaires en franchissaient le triste seuil.

Du reste, le besoin d'une telle fondation se faisait à cette époque, aussi bien à Agen que dans toutes les grandes villes du royaume, impérieusement sentir. L'austérité, souvent plus apparente que réelle, du règne de Louis XIV avait fait place à la licence la plus effrénée ; et c'est d'accord avec les autorités civiles que l'autorité ecclésiastique chercha à enrayer le mal. Sous un masque, plus fin il est vrai, la luxure régnait en maîtresse souveraine ; et les mœurs du xviii<sup>e</sup> siècle pouvaient marcher de pair avec celles du temps des derniers Valois.

Nous n'entreprendrons pas, on le comprend facilement, de retracer ici le tableau du libertinage agenais aux siècles précédents, encore moins de faire un historique complet de la prostitution dans notre ville à ces lointaines époques. Cette étude, qui ne

manque pas d'intérêt, ne saurait rentrer dans le cadre de notre travail. Nous nous en tiendrons simplement à l'histoire de la Maison du Refuge au xviii<sup>e</sup> siècle. Néanmoins, comme au xvi<sup>e</sup> siècle déjà, nos pères avaient fondé un établissement à peu près identique dans Agen, et que les documents sur l'ancienne maison des Filles Repenties se présentent à nous aussi nombreux que piquants, nous remonterons quelque peu en arrière, et nous indiquerons quelles mesures furent prises par les consuls de notre ville pour essayer de ramener au bien les Madeleines pécheresses, aussi peu repentantes du reste à cette époque que de nos jours.

— Déjà, au commencement du xvi<sup>e</sup> siècle, les désordres étaient grands dans la ville d'Agen, et notre cité ne brillait ni par la pureté de ses mœurs ni par la chasteté de ses habitants. Les frères Prescheurs tonnaient en pleine chaire contre ce relâchement des conduites, et les Consuls cherchaient, mais vainement, à opposer une digue aux nombreux abus qui en résultaient. Ce fut un Jacobin qui prit l'initiative d'une réforme aussi salutaire, et qui, pendant tout le carême de 1511, ne cessa de réclamer auprès de la municipalité « qu'elle eut à créer un Covent de Filles Repenties, comme il en existe dans les aultres villes voisines, pour les filles communes. » La Jurade se réunit après Pâques, et le 15 avril de cette même année, elle décida « que lesdites filles seraient mises en quelque maison que soit louée aux dépens de la ville, jusqu'à ce que on voie comment elles se porteront, sans faire aultre préparation ni création de maisons ; et que si on vouldra leur faire haulmône, que on leur fasse <sup>1</sup>, »

La population agenaise soutint les officiers municipaux ; elle leur fournit les premiers subsides ; et, dès l'année suivante 1512, le couvent des Filles Repenties était fondé. Les consuls édictèrent à cet effet, le 1<sup>er</sup> mai de cette année, le curieux règlement suivant :

« Nous, Marc de La Vyguerie, licencié ès droits, Pierre d'Es-tradas, Jehan de Votz, Pierre de Gaillard, Jehan Chabrité, Pierre Joly, Pierre Robbert dict de Nozères et Nycolas Reynondeau, con-

---

<sup>1</sup> Archives municip. d'Agen. BB. 23, fol. 108.

suls de la cité d'Agen, pour l'année mil quinze cent et douze : Par advis et délibération de Conseil, de Messieurs les Jurats d'Agen, et pour la conservation de la maison des Filles Repenties et leur collège, avons ordonné et estably, ordonnons et établissons que, avant que aucune fille repentie soit reçue avecques les autres filles ès en leur maison et collège, demourera trois mois entiers avec une femme de bien, vivant honnestement, et sans reprouches ; et, passé ledit temps de trois mois, fauldra que ladite femme où aura demeuré ladite fille, amène et conduise ladite fille en la maison de la ville, et se purge par serment devant Messieurs les Consuls *supra vita et moribus* de ladite fille, et ce faict, s'il se trouve par ledict serment que ladicte fille soit honneste et de bonne conversation, audit cas, sera ladite fille repentie mise et acceptée avecques les autres filles repenties. Laquelle fille, nouvellement reçue, demourera trois moys entyers avecques les autres filles, et iceux passés aura ladite fille eslection et liberal arbitre de demeurer avecques les autres filles, ou bien de s'en aller là où bon luy semblera. Et si ladite fille ainsi reppentie eslit demeurer avecques les autres filles, ne s'en pourra aucunement sortir, sinon que, se mariât, entrât en religion, ou bien qu'elle fut mariée avant que entrée audit collège, et que son marri la requit et demandât, pour le servir, vivre et demeurer avecques lui, comme femme doit faire avecque son mary. Et encore audit cas que le mary la requist, ne luy sera baillé ni délivré que ne soit par congié et licence de tous Messieurs les Consuls, affin de evitter les abus et inconvenians qui s'en pourraient ensuivre. *Registratum fuit de mandato dictorum dominorum consulum, die prima mensis Maii, anno Domini millesimo quingentesimo duodecimo* <sup>1</sup>. »

Cette première maison des Filles Repenties fut établie rue Pontarique, ainsi que nous l'apprennent les Archives municipales :

« Comme aussi fut que la Maison, vulgairement appelée des Filles Repenties, est sise en ladite ville d'Agen et près la place de Paulin, confrontant par devant à une rue publique dite de *La Pon-*

---

<sup>1</sup> Archives municip. BB. 23. fol. 121.

*tarique* et par ung cousté à la maison de Maistre Jacques de Antonio et d'autre cousté à la maison de Jehan de Pis dit l'Espaulat <sup>1</sup>. »

Mais ce local devint bientôt trop petit, et il dut être modifié, tant dans son règlement intérieur que dans ses dispositions extérieures. Le 27 janvier 1515, en effet, les Consuls constatent « que la Maison des Filles Repenties s'est adhultérée et perdue à cause du mal gouvernement d'icelles. » Ils font dresser « l'inventaire des ustensiles et meubles meublants de ladite maison », et ne trouvent que quatre lits, « ce qui est de beaucoup insuffisant <sup>2</sup>. » Aussi décident-ils, au bout de quatre ans « que les maisons de l'Ecole Vieille et des Filles Repenties seront vendues pour appliquer la somme provenant de ces ventes à la construction d'un hospital, spécial aux pestiférés, et qui sera établi au lieu de Saint-Michel dont il portera le nom <sup>3</sup>. »

Enfin, le 18 août 1521, il est décidé ce qui suit :

« Comme aussi ladite maison des Filles Repenties, près la place de Paulin, est trop petite et moins que suffisante à faire collège et habitation auxdites filles repenties, par advis et délibération de Messieurs les Consuls et Juratz de ladite cité a esté ordonné icelle maison estre vendue et à l'encan public, au plus offrant et dernier enchérisseur, pour employer lesdits pécune et fonds et deniers qui en proviendront à l'édifice de la *maison de Barbaste*, en laquelle souloit estre le b.....; laquelle maison de Barbaste, par advis et délibération ci-dessus, a esté cédée et depputée pour faire ung Collège et Covent auxdites Filles Repenties. Et depuis en ça, icelle maison desdites Repenties, assise près ladite place de Paulin, a esté vendue à l'encan public et par substitution accoustumée, moyennant tant et par devant M. Antonio, notaire, par Monsieur de Nadal.... lequel argent sera employé à la réparation de ladite maison de Barbaste et Covent desdites Repenties, à présent communément nommé *le Covent de la Magdeleine* <sup>4</sup>. »

---

<sup>1</sup> Archives municip. BB. 23. fol. 311.

<sup>2</sup> Idem., fol. 177.

<sup>3</sup> Idem., fol. 264.

<sup>4</sup> Idem., BB. 23. fol. 311.

Il nous aurait été fort difficile d'indiquer en quel quartier de la ville se trouvait « cette maison de Barbaste » où furent transportées en 1521 les Filles Repenties, sans la précieuse indication de la dénomination précédente, qu'elle prit alors, « de Couvent de la Magdeleine. » Il résulte en effet des documents que nous avons déjà publiés dans le Tome 1<sup>er</sup> de ce travail <sup>1</sup>, que les Pénitents Bleus s'établirent, en 1590, « dans l'église de La Magdelaine et bâtiments y adjassants, qui autrefois avaient servi pour l'ancien Collège », et que cet ancien Collège avait été installé précédemment « dans l'ancien Couvent de La Madeleine ou des Filles Repenties. » Or, nous savons que les Pénitents Bleus occupèrent tout l'emplacement compris entre la rue Saint-Jérôme à l'Est, la rue du Cat au Midi, le jardin des Capucins à l'ouest, et l'hôtel de Maurès, aujourd'hui l'hôtel de Parades, au Nord. C'est donc là que se trouvait, au commencement du xvi<sup>e</sup> siècle, la maison dite de Barbaste, et que fut établi le couvent de La Madeleine, ainsi dénommé à cause des Pénitentes que l'on y enferma.

La nouvelle institution fonctionna environ quarante ans ; mais ce ne fut pas sans engendrer peu à peu de déplorables désordres, susciter durant ce laps de temps de nombreux ennuis aux Consuls, et finalement disparaître sous le mépris public, par suite des scandales qui naissaient chaque jour. Quoique fort concis, les Mémoires et Testaments des Consuls nous en disent assez pour nous édifier sur ce sujet. Tout alla bien aux débuts. Le 15 mars 1522, une jeune pêcheresse d'Agen demande aux Consuls à ce qu'il leur plaise de la faire entrer au Couvent des Filles Repenties. « Elle se repend sincèrement de son inconduite passée, et désire prendre l'habit de La Magdelaine, voulant vivre désormais honnestement pour gagner Paradis et saulver ici bas son âme <sup>2</sup>. »

Surviennent bientôt les abus. En 1526, les trésoriers de la communauté octroient « sept livres, neuf sols, onze deniers aux man-

---

<sup>1</sup> Voir notre ouvrage : *Les Couvents d'Agen avant 1789*, Couvents d'hommes, Tome 1<sup>er</sup>, pages 199 et 321.

<sup>2</sup> Archives municip. BB. 23, fol. 336.

des pour avoir mis en prison les Filles Repenties, qui s'étaient battues <sup>1</sup>. »

« L'an 1531, nous dit Labénazie dans ses annales de la ville d'Agen, il y avait à Agen un couvent de Repenties, appelé de La Madeleine, comme il paraît par le testament de Catherine Delas. » En 1535, les Consuls décident qu'il faut nommer « un homme de bien pour veiller sur la maison des Filles Repenties où se fait grand tapage et se commettent nombreux désordres <sup>2</sup>. »

Le mémorandum laissé par les Consuls de l'année 1538 à leurs successeurs de 1539 est bien plus explicite encore : « Itèm, vous plaira visiter souvent le Couvent des Repenties, auquel, durant lequel temps, avons trouvé de graves insolences tant que restaient dans ledit couvent plusieurs filles mal vivantes. Ainsi les Repenties vont par la ville aux cabarets et tavernes, tellement que ledit couvent est grandement diffamé, auquel se faict, comme il est nothoire, grandes meschantises et paillardises, quelque remonstration que par plusieurs foyz leur ayons faicte de bien vivre honnestement. Par quoy serait bon de reconnettre deux ou troys honnestes femmes Repenties, et, icelles reconnues, chasser toutes celles qui sont au dit couvent, et, ainsi faisant, faire œuvre méritoire <sup>3</sup>. »

La licence des mœurs était en effet devenue extrême à cette époque. Scaliger, qui pourtant aurait dû se montrer plus reconnaissant envers la cité qui le glorifiait et l'avait si généreusement adopté, la décrit ainsi :

#### DE AGENNO

Nomina nōn ponam, tua nomina ponere nil est,  
Nam, quia nil est, sunt nomina tua nulla.  
Livor edax, fœnus, fraudes, discordia, lites,  
Barbaricis mendax perdita lingua probris.  
Natio mendax, mendax natio, natio mendax !  
Quo terra et cœlo tetrius esse nequit.  
Segnis, iners, spurca sub paupertate superba,

---

<sup>1</sup> Archives municip. CC. 292.

<sup>2</sup> Idem. BB. 25.

<sup>3</sup> Idem., BB. 25, fol. 92.

Sordenti fatuus luxus avaritia.  
Templa vorans attenta superstitione, sed extra  
Pupilla et vidua et tu, peregrine, cave !  
Triste pecus, pigri ventres, mens subdola : victa  
Fracta es, victricem non ferat ipse Deus.  
Jactabunda, sed in hoc est jactatio : talus  
Insidiæ diræ, jurgia, damna, neces.  
Perfidiosa, exlex, fera, cervicosa, maligna.  
Cum vino et vini turbine cæca Venus.  
Venalis pudor, ac testi se vendere ludus.  
Qui nequam faciat laude superbus aget.  
Furtis ingenium deest, deest vis justa rapinis ;  
Sacrilegam tamen hoc ditat utrumque manum.  
De magna dictum est olim Carthagine, quod te  
De minima, de te velle silere pium est <sup>1</sup>.

Bien qu'exagérée et présentée sous des couleurs par trop sombres, il faut croire toutefois que cette peinture des mœurs de notre ville avait un fond d'exactitude et de vérité. Les Archives municipales viennent en bien des points confirmer le dire du grand homme, et les efforts de la municipalité, pour faire cesser cet état de choses, nous donnent une idée peu édifiante de la conduite des habitants d'Agen à cette époque.

— Il serait trop long de citer en effet ici les multiples arrêtés et ordonnances des consuls contre les femmes adultères et les filles débauchées, encore moins d'entrer dans les détails des peines diverses édictées contre les batteurs de pavé, les larrons, les coureurs de brelans et coupeurs de bourse, qui pullulaient dans Agen, et faisaient, le soir, de ses rues de véritables coupe-gorges. Le bannissement, le fouet, le collier, le carcan, l'exposition publique, la promenade dans une cage de fer, la baignade surtout, réservée aux femmes impudiques <sup>2</sup>, constituaient les principaux modes de répression de la prostitution et des attentats aux bonnes mœurs. Souvent

---

<sup>1</sup> Jules-César Scaliger. Poésies in-8° 1574. part. II, p. 35. Voir aussi *Revue de l'Agenais*. Tome xv, p. 270.

<sup>2</sup> Dans son intéressante notice, *Un Châtiment singulier*, M. Jules Andrieu s'est longuement étendu sur ce curieux mode de correction employé par nos pères aux xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles. (Agen, in-8°. 1885).



aussi, et lorsqu'il s'agissait de jeunes filles ou femmes repentantes, on les enfermait soit pour quelques mois, soit pour toute leur vie, au couvent de La Magdeleine. L'arrêt du Parlement de Bordeaux, du 8 octobre 1543, rendu sur appel d'un jugement du bailliage d'Agen, et condamnant « Françoise de Duras, coupable d'adultère, à être fustigée par les carrefours de la ville et renfermée ensuite, sa vie durant, au couvent des Filles Repenties de ladite ville d'Agen, mais la relaxant de l'accusation d'empoisonnement intentée contre elle par son mari <sup>1</sup>, » nous fournit un de ces nombreux exemples de la sévérité que montraient nos pères dans la répression de l'inconduite et de l'immoralité.

Ce fut pis encore, lorsque les édits de 1560 et 1565, provoqués par les vœux des Etats d'Orléans, supprimèrent officiellement la prostitution. Le libertinage s'étendit à toutes les classes de la société, et la police des consuls ne put donner ordre aux scandales et délits de toutes sortes qui se commettaient chaque soir dans Agen. C'est l'époque où Belleforest, qui, d'après Labrunie, vivait alors dans notre ville et y remplissait les fonctions de précepteur des enfants d'Antoine de Nort, conseiller au Présidial, écrivait ses *Histoires Tragiques* et s'exprimait en ces termes sur les mœurs de notre cité :

« ... La jeunesse d'Agen <sup>2</sup>, ayant abondance de biens, pleine de ses désirs, et n'ayant soucy que de rire, plus transportée des appétits sensuels que du désir d'embrasser la vertu ou les affaires, ne s'adonnoyent qu'à dresser festins et masquerades, et n'eut-on ouy qu'aubades aux portes des damoiselles caressées et servies par cette jeunesse oisive et pleine de loisir. Ce pervertissement estoit causé par deux sortes de gens, desquels la cité est plus fertile que d'autres, de financiers c'est à savoir, et d'ecclésiastiques, les uns employant les deniers du Roy à telles et si folles despenses, et les autres consumans les biens des pauvres à l'entretienement plus des

---

<sup>1</sup> Archives municipales, BB. 25. f<sup>o</sup> 143.

<sup>2</sup> *Histoires tragiques*, par François de Belleforest, Commingeois, tome VI, histoire VII<sup>e</sup>. (Lyon, 1583.), p. 475 et suiv.

violons et hauboyes et en présens faicts à leurs favorites, qu'à vestir les membres de Jésus-Christ et nourrir ceux desquels ils engloutissent le patrimoine; auxquels s'estait adjousté un tiers genre de corruption, à sçavoir ces jeunes escoliers, nouveaux venus de Tholouse, lesquels se pourmenant de jour en la sale de la court du Seneschal, et allans au parquet ouyr déduire et plaider quelque cause, estoient toute la nuict sur le pavé, courroyent de rue en rue et visitoyent, comme caymans, les portes des grans maisons, accompagnés de menestriers (genre d'hommes nez pour la ruyne de la jeunesse), et suivaient la façon de faire des premiers à courtiser les dames.

« Revenant à nostre propos, estant telle la corruption de la jeunesse et tout perty, et pour la licence de mal faire et la grande impunité de maux, on eut dit qu'Agen était un vrai coupe-gorge, et était aussi assuré d'aller de nuict par les détroits plus périlleux de quelque boys ou montagne, que par les rues d'icelle ville, tant les bateurs de pavé y estoient ordinaires, et les bateries fréquentes et blessures y advenant presque tous les soirs. Je ne vous dis rien de quoi je ne puisse dire; je l'ay veu, estant en icelle cité du temps que l'on poursuivoit la cause sur laquelle j'ai basti ceste histoire, et lors qu'un certain financier voulut occir un prescheur dans l'église cathédrale de Saint-Estienne, pour n'avoir presché à sa fantaisie. Car, à bien parler, je ne pense à ma vie avoir esté en lieu de la France ou les partialités, ligues, querelles et inimitiez fussent en tel règne qu'en ceste cité, et ne vois jamais peuple tant dissimulé ny couvant sa malice en son cœur, en si défiant de son prochain, que les habitans de cette ville, tellement que se fréquentant ensemble, se visitant familièrement, c'estoit pour prendre garde aux actions, gestes et paroles les uns des autres, pour puis après s'en prévaloir; et estoit sortie cette défiance pour l'esgard des financiers, lesquels, sans rien flater, ont esté cause de la ruine d'Agen, laquelle tant s'en faut que soit telle que jadis. Si elle en a quelque ombrage, de cecy je m'en rapporte au tesmoignage mesme de ceux qui en sont natifs, desquels j'en ay cogneu de fort gens de bien, pleurans le désastre de leur país et se plaignant de la corruption de ce siècle et abatardissement de la gloire de la cité, estimée la plus gentille de ses voisines. »

Ce passage n'est du reste que le préambule d'une histoire fort tragique, qui se serait passée en ces temps-là à Agen, que raconte très longuement Belleforest, et dont la brutalité et la sauvagerie dépassent toutes les bornes du possible.

—En présence d'un tel débordement de mœurs, toutes les mesures préventives prises par l'autorité consulaire demeurèrent vaines. Les scandales multipliés qui se produisaient au couvent des Filles Repenties, les désordres de toutes sortes qu'y constataient chaque jour les consuls<sup>1</sup>, finirent par leur donner des doutes sur l'utilité d'une maison, dont les bons effets se faisaient si longtemps attendre. De plus son entretien leur coûtait fort cher. La prostitution déclarée libre, ils comprirent que cet établissement n'avait plus aucune raison d'être. Ils le supprimèrent.

C'est du moins ce qui semble résulter des arrêtés pris par eux, dès 1564, concernant la maison des Filles Repenties. Il est dit, en effet, dans le livre des audiences des consuls de cette année, que la municipalité agenaïse fit auprès du haut clergé des instances réitérées « pour fonder dans l'église de la Madeleine un collège pour la célébration des messes du Saint-Esprit<sup>2</sup>. » L'établissement était donc à peu près fermé ou tout au moins jugé inutile.

La démarche des consuls aboutit. Et, dès l'année suivante, 1565, une ordonnance du Roi prescrivait la formation d'un collège, qui prit le nom de collège du Saint-Esprit, et fut installé « dans l'ancien couvent des Filles Repenties<sup>3</sup>. » Ces dernières furent-elles, une fois encore, transportées dans un autre local ? Nous ne le pensons pas. Nous ne trouvons plus, en effet, depuis cette date, aucune trace de leur existence dans la ville d'Agen. Sans doute les arrêts judiciaires condamnent encore les filles de mauvaise vie à être enfermées « dans un couvent de Filles Repenties » ; mais tout fait supposer que c'est en dehors d'Agen, dans quelque ville voisine, pourvue d'une semblable maison de correction, qu'elles durent

---

<sup>1</sup> Archives municipales, BB. 25.

<sup>2</sup> Idem. FF. 32.

<sup>3</sup> Idem. BB. 30, f° 131, 137, 233. Voir notre *Monographie sur le collège d'Agen*. (Agen, 1888).

subir leur peine. Le seul établissement qui pouvait les recevoir alors à Agen était l'hôpital. Et nous savons, par les archives hospitalières de notre ville, que beaucoup d'entre elles y furent renfermées.

— Cet état de choses dura jusqu'au milieu du xviii<sup>e</sup> siècle. Les règnes de Louis XIII et de Louis XIV, ou plutôt les mesures énergiques prises par leurs représentants en province, semblent avoir, à Agen, adouci et moralisé singulièrement les mœurs de ses habitants. Il n'est que très-rarement trace, en effet, dans les archives municipales, d'excès commis par eux.

En revanche, avec la Régence, la licence reprit de plus belle, et avec elle le libertinage et la prostitution. Dès 1726, les dossiers d'informations contre les femmes ou les filles de mauvaise vie se multiplient dans les casiers de la juridiction consulaire. Beaucoup de ces malheureuses sont poursuivies sur la requête de leurs maris. Quelques-unes prennent les devants et emploient les menaces en guise d'intimidation. Quelquefois c'est le père qui les dénonce, en sa qualité de grand justicier. Le sieur Jean Fabré, infirme, vient requérir contre sa femme qui a vendu ses deux filles, Rosette et Nanette<sup>1</sup>. Le mal s'aggrave de plus en plus et les consuls, à qui appartiennent la connaissance et la répression de ces abus, rendent chaque semaine des jugements portant tous des condamnations à la réclusion dans une Maison de Force d'une ville voisine, ou bien à l'hôpital général de la présente ville, et ce, pour un délai de un à dix ans, ou souvent même pour un temps indéfini. A dater de 1746, la réclusion est ordonnée dans la Maison du Refuge d'Agen<sup>2</sup>.

Monseigneur de Chabannes, si zélé pour le bien de son diocèse et qui ne reculait devant aucun sacrifice pour tâcher d'améliorer le sort de ses administrés, fut en effet le premier instigateur de la nouvelle fondation. Emu de la corruption et de la dépravation des mœurs du peuple d'Agen, il résolut d'y apporter, dans la limite de ses moyens, un prompt remède ; à cet effet il s'entendit avec

---

<sup>1</sup> Archives municipales, FF. 106, 107, 108, etc.

<sup>2</sup> Idem.

l'archevêque de Bordeaux, pour qu'il fût créé dans l'un ou dans l'autre diocèse une Maison de Refuge, à la fondation et à l'entretien de laquelle ils participeraient également tous deux. Sa demande fut favorablement accueillie, et, après de nombreux pourparlers, les deux prélats aboutirent à une entente définitive. Il fut décidé qu'une Maison de Refuge serait créée dans le diocèse d'Agen, et autant que possible dans la ville même d'Agen, qu'elle recevrait les pénitentes de cette ville comme de celle de Bordeaux, et que les autorités, tant municipales qu'ecclésiastiques des deux cités, contribueraient à son existence. Les archives de la Gironde nous ont conservé, en effet, une volumineuse correspondance de Monsieur de Tourny, intendant général, concernant « l'établissement projeté tant à Bordeaux qu'à Agen, par le seigneur de La Tresne, l'archevêque de Bordeaux et l'évêque d'Agen, d'une Maison du Bon Pasteur, à la création de laquelle les jurats des deux villes ne donnent leur consentement que dans l'espérance d'en voir rapidement suivre l'élévation <sup>1</sup>. »

Monseigneur l'Evêque d'Agen prit donc en mains l'organisation d'une telle œuvre, et il écrivit au Roi pour lui en démontrer l'utilité, en même temps qu'il lui soumettait les grandes lignes de la nouvelle institution. La réponse de Louis XV ne se fit pas attendre; et, dès le mois de décembre 1746, il octroyait les lettres patentes suivantes, portant dans la ville d'Agen établissement d'une Maison ou Communauté de Refuge :

« Louis, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, à tous présents et à venir, salut. Notre amé et féal conseiller en nos conseils, ledit sieur de Chabannes, évêque d'Agen, nous a fait remontrer que des personnes de piété de cette ville proposent de fournir des fonds nécessaires à l'établissement d'une Maison de Refuge, ainsi et de même qu'il s'en trouve d'établies dans plusieurs villes de notre royaume, pour y recevoir et entretenir gratuitement les filles et femmes de mauvaise vie qui y seront enfermées en vertu de nos ordres ou par jugement et ordonnances de police; ou celles qui, touchées de repentir, après avoir vescu dans le li-

---

<sup>1</sup> Archives de la Gironde. C. 2499.

bertinage, s'y présenteront de leur plein gré, pour pratiquer la pénitence dans les exercices de piété et d'une vie occupée ; que cet établissement, donnant un asile aux femmes et filles qui ont vescu dans le libertinage, et qui n'y persistent que faute de secours légitimes pour s'en retirer, et montrant aux autres qui voudraient s'opiniâtrer dans le désordre un lieu destiné à leur faire faire une pénitence forcée, ne peut produire que des effets très avantageux, et qu'il est devenu si nécessaire dans la ville d'Agen où la corruption et la dépravation des mœurs du bas peuple font tous les jours de nouveaux progrès; qu'il ne peut y avoir d'autre moyen de réprimer la licence et de ramener le bon ordre ; et que n'y ayant point dans toute la Guyenne de maison de pareil institut, cette province participera à l'avantage qu'on retirera de celle qui sera établie en ladite ville d'Agen ; mais que cet établissement ne pouvant avoir lieu sans notre autorité; ledit sieur Evêque d'Agen nous a très humblement fait supplier de lui accorder nos lettres patentes sur ce nécessaires ;

« A ces causes et autres à ce nous mouvant, Nous, de l'avis de notre conseil et de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, avons permis, loué et approuvé, et par ces présentes, signées de notre main, permettons, louons et approuvons l'établissement d'une communauté dans notre ville d'Agen, sous le titre de *Maison de Refuge*, pour y recevoir gratuitement toutes les filles et les femmes débauchées qui, persistant dans leur libertinage, y seront renfermées par nos ordres, ou par sentences et ordonnances des juges de police de ladite ville, et celles qui, touchées du désir d'une meilleure vie, voudront s'y retirer de leur plein gré pour expier leurs fautes. Voulons que ladite maison jouisse des privilèges, franchises et libertés dont jouissent les communautés de pareil institut dans les différentes villes de notre royaume où il y en a d'établies. Permettons à ladite maison d'accepter tous dons et legs qui lui pourront être faits, et d'acquérir maisons, terres et héritages, etc. Comme aussi amortissons les fonds seulement sur lesquels sont ou pourront être batis la chapelle, maison, jardin et enclos, etc. Ladite maison de Refuge sera immédiatement sujette à la juridiction du sieur Evêque d'Agen et de ses successeurs, et gou-

vernée suivant les règlements, statuts et constitutions qui lui seront données par ledit sieur Evêque, lequel pourra établir et changer à son gré la Supérieure qu'il trouvera à propos d'y préposer, entendre et cloturer par lui, ses successeurs ou vicaires, les comptes de recette et dépense de ladite maison. Si donnons en mandement, etc. Donné à Versailles, au mois de Décembre l'an de grâce 1746, et de notre règne le trente-deuxième. Signé : Louis <sup>1</sup>. »

Ces lettres ne furent enregistrées sur les registres de l'Hôtel de Ville d'Agen que neuf ans après, le 24 septembre 1755. Elles avaient été enregistrées au Parlement de Bordeaux, le 19 avril 1747 <sup>2</sup>.

— Ainsi qu'on le voit, les juges de police avaient le pouvoir, dès cette époque, de faire enfermer de force dans cette Maison les filles qui persistaient dans le libertinage ; en même temps que ses portes s'ouvraient devant celles qui, touchées de repentir, s'y présentaient de leur plein gré.

L'établissement était placé sous la juridiction de Monseigneur d'Agen, qui se réservait de lui donner ses règlements, statuts et constitutions.

Restait à trouver dans Agen un local convenable. C'est ici que les difficultés commencèrent et que pendant de longs mois Mgr de Chabannes vit son œuvre entravée par le mauvais vouloir des habitants et l'absence de toutes ressources pécunières. Nul ne se souciait en effet d'un voisinage qui, d'après la tradition, menaçait d'être fort turbulent. Nulle Communauté, nulle administration, nul citoyen ne consentit, malgré les supplications de l'Evêque, à abandonner sa demeure, pour la louer à cet effet à l'autorité ecclésiastique. Ce ne fut qu'en 1751, c'est-à-dire cinq ans après l'octroi des Lettres royales, que l'Evêque d'Agen parvint, à force de persévérance et de patience, à asseoir définitivement la maison qui lui tenait tant à cœur.

Il jeta en effet les yeux sur l'ancien fief de Sainte-Quitterie, toujours aux Chevaliers de Malte, et qui, en partie ruiné et presque

---

<sup>1</sup> Archives municipales, GG. 230. — Idem, BB. 77.

<sup>2</sup> Idem, BB. 77.

abandonné par ses propriétaires, se prêtait admirablement aux projets philanthropiques de l'éminent prélat.

Nous avons déjà parlé, dans le Tome I<sup>er</sup> de ce travail sur les Couvents d'hommes d'Agen avant 1789, de cet intéressant fief des anciens Chevaliers du Temple, devenu, à la disparition de cet ordre, la propriété des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem <sup>1</sup>. Il est donc superflu de rappeler ici quelles furent les différentes phases de l'existence de la Commanderie de Sainte-Quitterie, dépendante de la maison mère du Temple de Brulhes, au moyen-âge et dans les temps modernes.

Nous savons que les Pénitents Gris s'y installèrent momentanément à leur création en 1600, et qu'ils y demeurèrent jusqu'en 1632, époque où ils résilièrent leur bail avec les chevaliers de Malte et vinrent s'installer dans la rue Fon Nouvelle <sup>2</sup>. Depuis ce moment, le vieux domaine du Temple ou de Sainte-Quitterie fut presque entièrement délaissé par l'ordre. Il ne rapportait du reste que de très minimes revenus.

Néanmoins, au dernier siècle, les visites des commandeurs de Saint-Jean de Jérusalem y devinrent plus fréquentes; et le procès-verbal de celle de 1737 nous donne l'état exact où se trouvait ce membre relativement peu important de l'altière Communauté. A cette époque en effet il fut fait une vente détaillée de la chapelle et du mobilier de Sainte-Quitterie :

« Et avons requis lesdits marguilliers, chargés de l'entretien de ladite chapelle, qui nous ont répondu qu'ils avaient donné tous leurs soins depuis longtemps à orner, entretenir et faire servir ladite chapelle, où ils font dire la messe tous les dimanches et fêtes, pour lequel service ils donnent aux R. P. Jacobins la somme de 45 livres annuellement, sans aucun secours que celui des quêtes et dons des fidèles qui commencent de finir depuis quelques années par le mauvais tems.

« Et après avoir fait la visite de l'église et sacristie, nous en

---

<sup>1</sup> Les Couvents d'Agen avant 1789, Tome I<sup>er</sup>, p. 27 et suivantes.

<sup>2</sup> Voir également, dans le même ouvrage, notre chapitre sur les Pénitents Gris d'Agen. (T. 1, p. 337 et suiv.)



sommes sortis par la porte qui a communiqué au jardin au pied de la tour, qui est couverte de tuiles canal, n'ayant d'autre plancher que celui qui couvre ladite sacristie. Les quatre murailles, dont l'épaisseur est fort grande, sont basties de pierre de briques et d'un excellent mortier qui les entretiendront aussi longtemps que l'édifice pourra subsister.

« L'ancien cloître, qui est en devant ladite chapelle fermé d'une bonne porte à clef, est entouré d'un couvert en apent, couvert de tuiles à canal, et au milieu est un vuide pour un parterre qui est aujourd'hui en jardin formant un carré entouré de trois côtés de piliers en bois qui soutiennent ledit apent, et du côté de la chapelle, en briques, le dessus sert de galerie, ayant remarqué de plus que vis à vis la galerie il y a une maison du nommé Roudanès, qui a fait ouvrir deux fenêtres sur ledit cloître et jardin et a appuyé sa bâtisse sur les murs dudit cloître, sans en avoir obtenu la permission.

« Au bout du grand jardin, joignant la chapelle, est le logement du jardinier, lequel nous avons trouvé consister en deux petits étages, le bas servant de chay, et tout contigu une décharge séparée par une cloison avec sa porte, le haut par où nous sommes montés, par un degré de pierre couvert par l'avancement du toit ; ladite maison consiste en une seule chambre avec sa cheminée, éclairée par une fenêtre du côté du midi. Ledit logement est basti de pierre, couvert de tuiles à canal.

« Le jardin qui part depuis l'église jusqu'au dit bâtiment, divisé en deux parties, est de contenance d'environ 12 picotins, confrontant du levant à la rue Saint-Martial, clos de ce côté par un fossé et une bonne muraille ; du midy, à rue de l'Ecole Vieille ; du couchant à jardin muré et maison du sieur Rouquette, procureur au Sénéchal ; et du Septentrion à maison et ruelle de Sainte-Quitterie, dans laquelle il y a un puits commun au portal de ladite Commanderie et à la muraille du jardin et maison et chaplainie de Saint-Prasy<sup>1</sup>. »

---

<sup>1</sup> Archives du grand prieuré de Toulouse. Ordre de Malte. Liasse Sainte-Quitterie. (Arch. dép. de la Haute-Garonne.)

C'est dans cet état, reproduit par nous sur le plan original (Tome I<sup>er</sup>, p. 36), que se trouvaient la chapelle et l'enclos de Sainte-Quitterie d'Agen, lorsque Mgr de Chabannes résolut d'y fonder sa maison de Refuge.

A cet effet, il fit proposer à Messire Jean-François de Pallavicini, commandeur du Temple de Brulhes, d'où dépendait Sainte-Quitterie, de lui donner ladite chapelle et enclos en fief ou cens perpétuel. Celui-ci s'en rapporta à la décision de son supérieur, le grand maître de l'Ordre, et à son sacré conseil. Sur quoi il fut rendu, le 10 novembre 1751, un décret portant qu'au préalable il serait nommé deux commissaires *in partibus* pour procéder à la vérification de l'utilité ou du préjudice de cette aliénation.

Les deux commissaires, MM. de Leumont et de Nupces, nommés par commission du 9 mars 1752, déclarèrent qu'un contrat d'inféodation était préférable à un acte de vente. Un bail à fief s'en suivit, le 16 avril 1752, sous les cens et redevances de 45 livres. Mgr de Chabannes prit aussitôt possession du local. Il fit démolir le vieux donjon du Temple, la chapelle et le cloître, et, sur leur emplacement, fit élever, dès cette époque, « un grand corps de maison, avec chapelle et offices nécessaires au logement des Pénitentes. »

Mais ce premier bail fut infirmé par un décret du 14 décembre 1752, qui n'approuva l'aliénation que sous la rente en aliments.

Un nouveau bail fut passé entre les deux parties, en 1754, qui cette fois aboutit. Il fut la conséquence d'une seconde enquête, dont nous allons donner in extenso le procès-verbal, tant à cause des curieux détails qu'il nous fournit sur l'ancienne disposition de la vieille maison de Sainte-Quitterie que des clauses et conditions qui règlementèrent définitivement l'acquisition de l'Evêque d'Agen. Cette relation des chevaliers Deaulx et de Valence sur l'aliénation de la chapelle de Sainte-Quitterie d'Agen porte la date du 27 mai 1755.

PHILIPPE LAUZUN.

(A suivre).

# LA VILLE D'AGEN

PENDANT LES

## GUERRES DE RELIGION DU XVI<sup>E</sup> SIÈCLE

(Suite)

---

XVI.

### LA LIGUE.

MESURES DE DÉFENSE APRÈS LA BATAILLE DE COUTRAS. — PETITS ENGAGEMENTS. — COMBAT DE NÉRAC. — RUINE DU PAYS. — SERMENT D'UNION ET DE FIDÉLITÉ AU ROI. — FERMENTATION DE LA VILLE APRÈS LE MEURTRE DES GUISE. — L'UNION CONTRE LE ROI. — SIÈGE DU PASSAGE.

(1587-1589).

La nouvelle de la victoire de Coutras exalta l'audace des partisans du roi de Navarre, tandis qu'elle jetait la consternation parmi les Agenais. Les villes déclarées pour la Ligue recevaient des sommations d'avoir à se rendre. On parlait de l'intention du roi de Navarre de marcher sur la Gascogne et de demander les clefs d'Agen. Le Conseil de guerre s'appliqua à mettre la ville en état de défense : les habitants devaient être contraints à se pourvoir de vivres en prévision d'un siège. D'accord avec le maréchal, on aurait pour garnison le régiment de Lamothe-Bardigues. Toutes ces résolutions avaient été prises à la hâte, sous le coup de la plus vive émotion. Lorsqu'il fut établi d'abord que l'armée du roi de Navarre était encore loin du pays, ensuite qu'elle se dispersait, on se ravisa. En considération des dépenses que l'entretien d'un régiment causerait à la ville, les consuls se contentèrent d'adresser au sieur de Bardigues des remer-

ciements pour sa bonne volonté. Et, de fait, on avait peine à faire vivre une seule compagnie de garnison, commandée par le sieur de Cabarroque.

Matignon, qui avait recueilli les débris de l'armée de Joyeuse, manœuvra habilement pour protéger la province contre les troupes du roi de Navarre. Quand ce prince, après un voyage à Paris, se fut dirigé sur Montauban, le maréchal s'établit en observation à Condom, puis à Moissac, d'où il manda aux Agenais de lui envoyer quatre pièces de canon qu'ils avaient en dépôt <sup>1</sup>.

Le Conseil obéit à ces ordres, mais, trop faible, l'escorte de cette artillerie éprouva des pertes sensibles. Voici le récit de cette échauffourée, tiré des procès-verbaux des assemblées du Conseil. « Le 27 janvier, le capitaine Cabarroque sourtist de ceste ville, avec sa compagnie et le cappitaine Dupin aussi, avec aucuns habictans de ceste ville, à la conduyte du canon et artillerye conduyte par Valladon, comissaire, et, quant les dites troupes furent arrivées au bout du Gers jongniant la rivière de Guarone près la ville de Layrac, le sieur de La Cassaigne, goberneur au dit lieu pour le party contraire, acompagné de deux ou troys cens hommes tant de pied que de cheval, leur coururent sus, tellemant que le dit La Cassaigne et aultres dudit party contraire misrent le dit cappitaine Cabarroq, ceulx de sa dite compagnie, cappitaine Dupin et habictans de ceste ville en desroutte, en theurent et blessarent sur le lieu une partye, et presque tout le reste sont prisoniers au dit Layrac, entre les mains du dit sieur de La Cassaigne et mesmes le dit cappitaine Cabarroq <sup>2</sup>. »

La lutte fut très vive et le Conseil put attester au maréchal que soldats et capitaines avaient fait leur devoir. L'artillerie avait été sauvée et conduite jusques à Sauveterre.

Toutefois la leçon avait été rude et l'on s'empressa d'enrôler de nouveaux soldats placés sous le commandement de Laporte. Cette garnison improvisée fut bientôt remplacée, avec l'assentiment du

---

<sup>1</sup> CC. 323. — EE. 64. — Lettre de Matignon, du 24 janvier 1588, citée dans le livre de jurades BB. 26, f° 94.

<sup>2</sup> BB. 26, f° 99. — D'après le procès-verbal d'une assemblée du Conseil, les prisonniers emmenés à Layrac étaient au nombre de 55 ou 56. — EE. 9, f° 33.

maréchal, par celle du capitaine Dupin, qui devait occuper la ville durant tout le cours de l'année.

Il fallait être d'autant plus sur ses gardes que le roi de Navarre, dont les projets n'étaient pas connus, restait à quelques journées de marche. Ce prince convoqua des états à Lectoure, sans doute dans le but de compter ses partisans et de rallier par intimidation quelques indécis. Le maréchal se montra très énergique. Il fit défense aux communautés du Bruilhois d'envoyer des députés à ces états sous peine d'être traitées en rebelles <sup>1</sup>.

Le 15 février, le roi de Navarre, partant de Lectoure, fit une pointe dans la direction d'Astafort et, passant avec son armée sur les coteaux de Saint-Vincent, gagna la ville de Nérac <sup>2</sup>. Chemin faisant, il eut une conférence avec des chefs Ligueurs, entre autres Charles de Monluc et M. de Réaup, commandant de la garnison de Laplume.

On était avisé d'une entreprise qu'il méditait sur le Mas, car déjà il avait expédié trois cents cavaliers aux abords de cette place <sup>3</sup>.

Matignon, qui avait suivi tous les mouvements de l'armée ennemie, ne réussit pas à préserver Damazan d'un coup de main, mais il résolut de défendre le Mas. Il convoqua la noblesse du pays et demanda au Grand Prieur de Toulouse, qui avait à venger la mort de son frère, le duc de Joyeuse, de lui venir en aide. Il écrivit aux consuls d'Agen de lui fournir sans retard 200 sacs de blé pour le ravitaillement de son armée <sup>4</sup>.

Cette prise d'armes empêcha le roi de Navarre d'exécuter son entreprise. Tandis qu'il manœuvrait autour de Nérac, il fut atteint par ses ennemis. Lui-même a fait le récit de cet engagement, dans lequel il n'eut pas l'avantage :

« Hier <sup>5</sup>, le mareschal et le grand-prieur vinrent nous présenter la

---

<sup>1</sup> Archives de Laplume, BB. 5.

Il s'agit évidemment d'une lettre circulaire qui fut adressée à d'autres villes de la province.

<sup>2</sup> La marche par Astafort fit craindre aux Agenais d'être attaqués. Ils requèrent même à ce sujet un avis du maréchal. Voir EE. 9, f° 34.

<sup>3</sup> Archives de Laplume, BB. 5.

<sup>4</sup> *Missives*, II, 339. — Lettre du maréchal aux consuls d'Agen, datée de Condom, 21 février 1588. BB. 36, f° 102.

<sup>5</sup> La lettre est du 1<sup>er</sup> mars. *Missives*, II, 341.

« bataille, sachant bien que j'avois congédié toutes mes troupes ; ce  
« fust au haut des vignes, du costé d'Agén. Ils estoient cinq cents  
« chevaux et près de trois mille hommes de pied. Après avoir esté  
« cinq heures à mettre leur ordre qui fut assés confus, ils partirent  
« résolus de nous jeter dans les fossés de la ville ; ce qu'ils devoient  
« véritablement faire, car toute leur infanterie vint au combat. Nous  
« les reçeumes à la muraille de ma vigne, qui est la plus loin, et  
« nous retirames au pas, toujours escarmouchant, jusques à cinq  
« cens pas de la ville, où estoit nostre gros, qui pouvoit estre de  
« trois cens arquebusiers. L'on les ramena de là jusques où ils  
« nous avoient assaillis. C'est la plus furieuse escarmouche que  
« j'aye jamais veue, et du moindre effect ; car il n'y a eu que trois  
« soldats blessez, tous de ma garde, dont les deux n'est rien. Il y  
« demeura deux des leurs, dont nous eusmes la despouille, et  
« d'autres qu'ils retirèrent à nostre veue et force blessez, que  
« nous voyons amener <sup>1</sup>. . . »

Après avoir remporté cet avantage, Matignon résolut de parcourir la province pour remettre quelques places en l'obéissance du roi. De son aveu même ces succès devaient être balancés par ceux que le roi de Navarre remporterait non moins aisément sur de petites villes déclarées pour la Ligue. Cette conduite des opérations militaires était faite pour ruiner la Guienne affamée par les deux partis. Le maréchal pria le roi de renforcer son armée et de l'autoriser à porter la guerre dans les propres domaines du roi de Navarre, en Béarn. Par là, on ferait cesser ces coups de main sans issue, qui, depuis bientôt trois ans, se multipliaient aux abords de la vallée de la Garonne <sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Comparer ce récit avec celui de Caillièrre, dans son *Histoire du maréchal de Matignon*. D'après cet auteur, les troupes du roi de Navarre auraient laissé « plus de huit cens hommes morts sur la place ». Voilà un chiffre assez éloigné de celui des trois blessés accusé par l'illustre vaincu, lequel, après avoir si bien payé de sa personne à la prise de Cahors, à la bataille de Coutras et ailleurs, trouvait cependant que l'affaire de Nérac était *la plus furieuse escarmouche* qu'il eût jamais vue. La contradiction saute aux yeux ; mais, dans une lettre à la comtesse de Grammont, il était permis d'atténuer les pertes subies et de ne pas avouer qu'en faisant aussi le métier de soldat plus que celui d'héritier de la Couronne, il avait eu le talon de sa botte tranché par une mousquetade.

Et, de son côté, Caillièrre paraît avoir aussi beaucoup exagéré.

<sup>2</sup> Voir *Hist. du maréchal*.

Ces considérations étaient fort justes, et, si l'on voulait joindre des pièces justificatives à l'appui de la requête que le maréchal faisait au roi, on n'aurait qu'à citer les livres de jurade de certaines communautés telles que Laplume et Francescas. Cette dernière ville était placée sur la route des gens de guerre des deux partis, dans le quadrilatère formé par Nérac et Lectoure protestants, Condom et Agen catholiques. Ses malheureux habitants vivaient au jour le jour, jamais assurés du lendemain, usant de toute leur diplomatie pour n'offenser ni les chefs protestants ni les chefs ligueurs ; et, malgré cela, malmenés par les uns et les autres jusques à n'en plus pouvoir, ils songeaient parfois à fermer leurs portes ; ils se décidaient à mettre la main à la truelle pour renforcer de quelques assises leurs remparts insuffisants. Vain effort, qui les jetait bientôt dans un plus grand péril ! Une ville close était exposée bien vite à recevoir des sommations d'avoir à se déclarer. Fermer les portes, refuser le passage, c'était faire acte d'hostilité, courir les risques d'un siège. Comme les milices communales, mal armées, dépourvues d'artillerie, se sentaient incapables de lutter, ceux même qui avaient travaillé aux courtines en rouvraient les brèches, détruisant ce qu'ils avaient élevé ; et, comme par le passé, la ville ouverte était de nouveau livrée aux réquisitions de tous les capitaines, aux maraudes des picoreurs, aux violences de la soldatesque.

Les archives communales du xvi<sup>e</sup> siècle ne nous sont parvenues qu'en petit nombre, mais les annales de quelques villes nous font apprécier le sort que toutes avaient à subir. Eût-on même conservé tous les témoignages contemporains, ils seraient sinon inutile du moins fastidieux de les reproduire tous. Les épisodes se répètent ; la terreur règne partout ; les cris de détresse sont les mêmes ; la ruine est commune.

A la suite du combat de Nérac, Matignon avait fait replier sur Agen des compagnies de Suisses et de lansquenets atteints de maladies contagieuses. Il fallut payer 400 écus pour s'en débarrasser.

Le Conseil de guerre avait trop fréquemment à se plaindre du maréchal, qui, en imposant à la ville d'Agen des dépenses au-dessus de ses forces, lui faisait payer cher sa protection. Ayant reçu de lui l'ordre de rétablir la citadelle de la porte du Pin dans la forme où elle était lors de l'occupation du roi de Navarre, il refusa d'obéir, en invoquant les anciens privilèges <sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Séances du Conseil des mois de mars et d'avril. EE. 9.

Ce fut sans doute avec grand plaisir qu'on vit s'éloigner l'armée du maréchal. A la fin du mois de mars, elle s'était concentrée à Port-Sainte-Marie. Le comte de Laroche s'en détacha avec quelques troupes pour se saisir de Montagnac. Fontrailles, à qui appartenait le château, le rendit après quelque résistance. Peu après, Laroche repassa la Garonne pour rejoindre le maréchal qui se portait rapidement au secours de Libourne et qui réussit à préserver cette ville d'un siège<sup>1</sup>.

Dans le cours de l'année, les Agenais allaient avoir une dernière occasion d'attester leur fidélité au roi, dont ils avaient jusques à ce jour défendu la cause sans défaillance.

De Chartres, où il s'était réfugié après la journée des barricades, Henri III leur avait écrit pour leur faire part des événements et s'assurer de leur concours. A la lecture de cette lettre, le Conseil jura de maintenir la ville en son obéissance.

La tâche était facile : quand l'édit d'union fut proclamé, tous les habitants furent appelés à prêter le serment. Un registre fut couvert d'adhésions et de signatures. Les feux de joie flambèrent sur les places publiques. L'enthousiasme fut à son comble<sup>2</sup>.

La réalisation dans tout le royaume de cette grande *Union* était faite pour donner des assurances de force. Nos malheureuses populations se laissaient aller à l'espérance.

L'été s'était passé pour elles dans les conditions les plus dures. La banlieue d'Agen était tout entière livrée aux incursions des ennemis, qui coupaient les blés, arrêtaient sur les routes les paysans pour leur enlever les vivres qu'ils portaient au marché. Le fort de Roudoulous, sur la voie antique d'Agen à Cahors, avait été pris et occupé quelque temps par les protestants. Le seigneur de Lusignan levait des contributions sur le pays. Des avis, d'après lesquels la ville était menacée d'une surprise, imposaient pour la centième fois aux habitants l'obligation de se tenir sur leurs gardes<sup>3</sup>.

Il en était de même un peu partout. On avait vu passer à Agen une députation des pays de Quercy, de Rouergue et d'Auvergne,

---

<sup>1</sup> CC. 323. — *Hist. du maréchal*.

<sup>2</sup> Juin à septembre 1588. — EE. 9 ; AA. 23.

<sup>3</sup> Jurades et procès-verbaux du Conseil. BB. 36 ; — EE. 9.



envoyée vers le maréchal avec mission de faire confirmer une trêve passée avec les ennemis pour le temps des moissons. Le Conseil d'Agen avait joint ses instances aux leurs <sup>1</sup>. Pareille démarche avait été déjà faite par nombre de chefs protestants, mais Matignon, n'écoulant ni les uns ni les autres, avait ajourné toute décision jusqu'à la tenue des Etats de Guienne, qui ne devaient se réunir qu'à la fin de l'année, dans la ville de Moissac <sup>2</sup>.

Malvès, gouverneur d'Agen, ayant été tué dans une escarmouche, le maréchal, de passage au commencement de septembre, pria le Conseil de le remplacer par le sieur de Roquépine, ce qui fut agréé <sup>3</sup>.

On redoubla de sévérité pour les gardes de nuit et de jour. Des palissades furent dressées en avant des portes de la ville, afin de la mettre à l'abri de l'effet des pétards. Des hommes devaient surveiller les herses, prêts à couper les cordes en cas de surprise. Les paysans de la banlieue, et notamment les habitants de Bajamont et de Casteculier, furent réquisitionnés pour travailler aux fossés.

L'année finit au milieu des alarmes. On faisait des enquêtes sur les intelligences que la garnison de Puymiroi et son capitaine Belsunce avaient avec les forains. De temps à autres des bandes de lansquenets et de Suisses traversaient la ville. A la fin de décembre, le maréchal faisait une expédition du côté de Lafite, sans doute pour contenir ou menacer Clairac, et les Agenais contribuèrent au transport de son artillerie jusques à Port-Sainte-Marie. On ravitaillait des petits postes tels que ceux du moulin d'Auzilis et, plus près d'Agen, de l'église Sainte-Radegonde, où commandait le vicaire Géraud Ricard, qui réclamait souvent des envois de poudre <sup>4</sup>.

Ce sont là de petits épisodes. De graves événements allaient troubler profondément le pays, en divisant les catholiques unis jusques

---

<sup>1</sup> Jurades et procès-verbaux des séances du Conseil. BB. 36 ; — EE. 9.

<sup>2</sup> *Hist. du maréchal.*

<sup>3</sup> EE. 9. — *Hist. du maréchal.*

Il résulte bien du procès-verbal de la séance du Conseil que Roquépine fut reçu comme gouverneur ; cependant son nom ne figure pas dans les procès-verbaux ultérieurs. A cette époque, le sénéchal Saint-Chamarand présidait ordinairement le Conseil.

En novembre, Roquépine était à Condom, où on lui envoya un message portant l'ordre de faire marcher des lansquenets au secours de Dunes. — CC. 323.

<sup>4</sup> BB. 35 ; — CC. 80, 81, 82, 323 ; — EE. 8, 9 ; — FF. 40.

à ce jour. La nouvelle de l'assassinat des Guise dût causer une profonde stupeur. Cependant la série assez complète des livres de la jurade et du Conseil de guerre d'Agen ne contient aucune mention de la fin tragique des chefs de la Ligue. On hésitait sans doute à inscrire des témoignages de blâme contre le souverain<sup>1</sup>. Avant de se détacher de lui, il convenait de connaître les suites et de s'orienter.

Le Conseil redoubla de précautions pour la garde de la ville. En l'année 1588, les processions et les grandes manifestations religieuses avaient été multipliées. Les consuls de l'année 1589, Michel Boissonnade, Pierre Dupérier, Charles de Redon, François de Monméjean, Jean de Foix et Bernard Pellicier se montrèrent des plus zélés pour faire observer les commandements de l'église et réprimer les scandales et les débauches. Dans un ordre de pensées supérieur, le mépris des hommes peut ramener à Dieu ; pour la foule, les passions religieuses sont brutales et sans mesure quand elles s'ajoutent aux passions politiques<sup>2</sup>. Les Agenais, en grande majorité, devaient attendre la formation d'une nouvelle ligue indépendante ; d'autres hésitaient à se séparer du roi. Matignon, malgré tout fidèle serviteur de Henri III, travaillait activement à maintenir la province et notamment la ville de Bordeaux. Le Parlement de Guienne, entrant dans ses vues, adressa aux Agenais une lettre qui atteste la crainte de voir se produire de grandes défaillances. Voici le texte même de ce document fort précis :

« Chairs et bien aimés, ce estent le tempz que les bons subjectz du  
« roy<sup>4</sup> doibvent plus que jamais velhier à se maintenir en la fidellité  
« obéyssance de Sa Majesté, affin d'enpescher les altérations et inno-  
« vations que les esprictz turbulans produizent en divers endroitz,

---

<sup>1</sup> Les lettres envoyées par le roi ne paraissent pas avoir été insérées dans les registres suivant l'usage. Cette omission, ce silence sont assez probants. Il y eut sans doute des séances du Conseil et de la jurade dont les décisions restèrent secrètes. Ainsi les documents font défaut pour cette période si tourmentée de notre histoire. L'annaliste, réduit aux suppositions, peut toutefois préjuger des causes d'après les effets. Agen allait bientôt se séparer du roi : les préliminaires de la rupture doivent remonter au meurtre des Guise ; mais il est impossible de déterminer dans leur ordre et d'apprécier dans leur intensité les fluctuations de l'opinion publique.

<sup>2</sup> On peut juger par exemple de l'effet que devaient produire sur le peuple des nouvelles telles que celle-ci : la révolte de Paris et la décision de la Sorbonne, la sédition de Toulouse et le meurtre de Durant.

« que soubz faulx pretexte ce séparent des serviteurs du Roy et ce  
« coullent à des factions et partialités contre son autorité et y  
« atirent des villes catholiques, nous avons bien vollevu vous faire  
« cest yci, affin que, vous tenant au bon et droict chemin, vous de-  
« meurés fermes et constraintz observer en votre ville l'honneur  
« et crainte de Dieu, l'autorité du roy, l'unyon, acorde et tranquil-  
« lité de vous habictans, ce que vous ne fairés faulte de leur faire  
« entendre et les exposer et affectionner le plus que vous sera pous-  
« sible; et oultre prendre garde à ceulx que contreviendront aux  
« eddictz du Roy tant pour le faict de la religion catholique, aposto-  
« lique et romayne que à l'hobéyssance qui est deus a sa dite Ma-  
« jesté, affin de les réprimer et punyr selon leurs démérites, nous  
« avertissans en oultre à toutes occasions de ce que surviendra. Sur  
« quoy nous priérons le Créateur vous avoir en sa sainte et digne  
« garde. Escript à Bourdeaulx en Parlement, et soubz le saing et  
« sel d'icelluy, le huictiesme jour de fevrier mil cinq cens quatre  
« vingtz neuf. Signé plus bas : Les gens tenans la cour de Parle-  
« ment de Bourdeaulx. Signé Darnal.

« Et au-dessus de la lettre: a chiers et bien amez les officiers du  
« Roy et consulz de la ville d'Agen <sup>1</sup>. »

La division des esprits engendra la défiance. Un ami de la veille  
pouvait être devenu un ennemi secret. L'entrée de la ville fut inter-

---

<sup>1</sup> BB. 36. — Cette pièce m'a paru assez courte et assez importante pour  
être reproduite dans le texte.

Elle a échappé aux recherches de Boscheron des Portes, qui, dans son  
*Histoire du Parlement de Bordeaux*, s'exprime ainsi :

« Les lettres que le monarque adressa à tous ses Parlements pour expli-  
« quer le drame de Blois, ne pouvaient être que très mal accueillies de  
« ceux qui subissaient déjà le joug de l'Union. A Bordeaux, la Compagnie,  
« libre de toute contrainte, se borna à ordonner l'impression et la publica-  
« tion des lettres du roi. C'était déjà beaucoup dans une circonstance aussi  
« embarrassante.

« Les registres ne nous apprennent rien de plus sur ce qui se passa alors  
« au Parlement. »

La lettre aux Consuls d'Agen prouve deux choses : 1° Le Parlement de  
Bordeaux devint militant pour le parti du roi, tout comme le maréchal.

2° Agen paraissait au Parlement une des villes les plus disposées à se  
détacher du parti royaliste, puisqu'il jugea à propos d'adresser ces conseils  
à ses magistrats municipaux.

dite à tous « grands ou petits. » On se mit à traquer les suspects, parmi lesquels Lapascalie et Saint-Gilis, qui s'étaient cachés, et le capitaine Lafage. Les capitaines Lagibière et Beaubois, qui étaient allés, disait-on, à Cadillac, ne pouvaient rentrer sans se justifier. On n'était point sûr de la garnison, dont les soldats mal payés commettaient toute sorte de méfaits et pouvaient à toute heure se mutiner ou trahir. On savait Villeneuve menacé par des bandes établies à Monclar et Saint-Pastour. Des gens de la banlieue ou de la ville même conservaient des relations inquiétantes avec les protestants de Puymirol. Au milieu de mars, on reçut des avis certains que les ennemis, assurés d'intelligences dans la place et réunis au nombre de dix-huit cents, se préparaient à surprendre la ville<sup>1</sup>.

Même alerte le 3 avril. On parlait alors de deux cents hommes cachés dans les maisons prêts à donner la main à des soldats qui, par dehors, attaqueraient la porte Saint-Antoine.

Le capitaine Couderc ravageait la banlieue. On pria le sénéchal de l'obliger à déguerpir, sinon on provoquerait le peuple à lui courir sus<sup>2</sup>.

La nouvelle que le roi proclamait une trêve fut reçue avec indifférence par la jurade. Sous prétexte que le Parlement différait la publication de ce traité, il fut décidé qu'on se tiendrait sur la réserve. Ainsi les officiers municipaux et le Conseil temporisaient. Vainement, le 17 avril, ils renouvelaient le vieux serment d'union, ils furent bientôt débordés. Le sénéchal Saint-Chamarand, en apparence et de fait, restait fidèle au roi, de même que le maréchal. S'il avait encore pour lui l'assistance de la jurade et du Conseil, la population, en

---

<sup>1</sup> BB. 37; — CC. 324; — EE. 9.

<sup>2</sup> Les événements qui se rapportent à cette époque, depuis la réception de Saint-Chamarand en qualité de sénéchal jusques à la mort tragique de ce personnage au pied des barricades dressées à Agen, ont été fort bien exposés par M. Ad. Magen, dans un mémoire lu à la Sorbonne en 1865 et publié dans les *Mémoires lus à la Sorbonne* :

*La ville d'Agen sous le sénèchalat de Pierre de Peyronnenc, seigneur de Saint-Chamarand* (novembre 1588, janvier 1591).

Cette étude, qui se recommande par sa précision et son relief, n'est pas à refaire. Si j'ai dû reprendre le sujet à nouveau, c'est uniquement pour ne pas laisser une lacune de deux chapitres dans une série comprenant les annales d'une génération entière, un quart de siècle.

masse dévouée à la Ligue, proclamait hautement que sa présence était un danger, qu'il n'avait qu'à se retirer de bon gré, sinon il devrait être chassé par la force des armes. Des assemblées tumultueuses, en armes, avaient lieu « publiquement et par escadrons », dans lesquelles on somrait les consuls d'agir promptement. Le bruit de ces émotions populaires se répandit à Bordeaux et le Parlement, voyant que l'autorité du maréchal devenait impuissante, résolut d'intervenir une seconde fois : il délégua deux commissaires, Damalvy et Desaignes, pour pacifier la ville d'Agen. La commission était datée du 29 avril.

Ce même jour, grâce à la fermeté déployée par une assemblée des trois ordres, grâce à la clairvoyance et à l'abnégation de Saint-Chamarand, un grand pas avait été fait pour cette pacification. La veille, les consuls avaient eu peine à contenir une révolte préparée à l'occasion d'une procession à Saint-Caprais et à empêcher un massacre. Les délégués des trois ordres, après avoir prêté le serment d'union, firent une démarche auprès du sénéchal pour lui exposer la situation et lui offrir au besoin de « luy faire un bouclier de leurs vyes. »

Ainsi les classes dirigeantes à Agen étaient encore royalistes, et, sur le point de changer d'opinion pour de justes causes, du moins jusques à cette crise suprême, elles avaient fait preuve d'un sentiment de l'honneur que le péril n'avait pas affaibli.

Le sénéchal sut prendre, avec dignité, la seule décision capable d'empêcher la plus horrible des guerres civiles. Sa réponse aux députés des trois ordres est à citer toute entière :

« Lequel seigneur seneschal a faict responce qu'il a sa conscience  
« necte de toutes les choses que luy sont mises sus par ledit peuple  
« et qu'il n'a jamais eu aultre intention que de garder et conserver  
« toute intégrité en sa charge selon le serement de fidellité qu'il en  
« a presté à la cour, et qu'il aymeroit mieulx mourir qu'avoir pencé  
« à aultre choze qu'à conserver la ville et habitans d'icelle suyvant  
« la susdite resolution. Néantmoingz, que, puisque le péril estoit sy  
« éminent, qu'il aymoit mieulx céder à la feueur et s'absanter vo-  
« lontairement que d'estre cause de la ruyne et désollation des ha-  
« bictans de la dite ville. »

Le départ du sénéchal dût soulager d'un grand poids le Conseil de guerre et la jurade, auxquels il ne resterait bientôt plus qu'à faire cause commune avec le peuple. La dernière tentative de résistance

eut lieu le premier mai. On prêta, pour la quatrième ou cinquième fois, le serment d'union et de fidélité au roi ; un vote de blâme fut émis contre les prêtres qui prêchaient « les séditions et escandalles ». Mais comment lutter contre un courant irrésistible ?

On exécutait toujours les ordres de Matignon, en interdisant l'entrée de la ville aux gentilshommes, à Charles de Monluc, au sieur d'Escassefort, que les protestants avaient tenté de surprendre dans sa maison forte de Lamothe-Lalande ; toutefois, lorsque le maréchal, voyant la ville lui échapper, ordonna d'envoyer l'artillerie déposée à l'arsenal d'Agen au régiment de Parabelle, qui s'était avancé jusques à Monheurt, on trouva des prétextes pour refuser<sup>1</sup>. C'était d'une sage prévoyance.

On peut juger de l'effet de cette nouvelle que Henri III s'était allié ouvertement au roi de Navarre. Les incitations de Villars, évêque d'Agen, l'un des quarante, les décisions du pape, tout devait contribuer à rallier à la Ligue les Agenais si fermes catholiques. La bourgeoisie, longtemps hésitante, devait aussi se souvenir que le roi de Navarre était un ennemi personnel de la ville. Délivrée de tant de serments par les crimes du roi de France, par le changement de front de sa politique, elle fut à son tour ébranlée. L'opinion du peuple si vive, si passionnée, triomphait : le Conseil et la jurade devinrent Ligueurs.

Dès lors leur chef sera Mayenne, leur roi, le cardinal de Bourbon. Ils auront pour ennemis non seulement les protestants partisans du roi de Navarre mais aussi les chefs royalistes, tels que leur gouverneur, le maréchal de Matignon, et Saint-Chamarand, leur sénéchal.

Il importait de remplacer promptement ces chefs. Charles de Monluc, petit-fils du maréchal, bien que fort jeune, avait déjà fait ses preuves ; son nom était populaire et c'est à lui qu'on eut recours. De sa propre autorité, la république agenaise l'investit du commandement, avec le titre de gouverneur. L'accord passé d'abord entre lui et la jurade est daté du 30 mai. Il sauvegardait tous les droits et privilèges de la ville, et toutes les garanties étaient prises contre une tentative de dictature. Le 13 juin, un pacte d'union contre les hérétiques et « leurs fauteurs » (ce qui comprenait évidemment le roi de France) fut soumis aux suffrages populaires. Le sort en était jeté. Comme les ennemis menaçaient la ville, chacun, selon son pouvoir se mit aussitôt à préparer la résistance.

---

<sup>1</sup> EE. 9 ; — BB. 37.

L'argent manquait ; les Toulousains en offrirent<sup>1</sup>. On résolut naturellement de se passer de l'autorisation du maréchal pour recouvrer les sommes qui permettaient de solder les gens de guerre. Ce fut à Mayenne qu'on s'adressa dès lors pour régulariser ces dépenses.

Les ennemis occupaient de petits postes fortifiés dans la banlieue. Monluc fut chargé de les déloger pour établir à leur place des garnisons catholiques.

Des délégations devaient être envoyées aux Etats tenus à Toulouse et aux Etats-Généraux que la Ligue se proposait de réunir à Paris.

Les ordonnances de Monluc se multipliaient : tantôt c'était une procession solennelle qui devait se faire sous les Cornières ; tantôt, des injonctions à tous les habitants de se pourvoir de farine pour trois mois et de provisions de poudre d'arquebuse. Des ordres sévères étaient donnés pour l'entretien des soldats et pour la garde. On travaillait toujours aux fossés et plus activement. Les étrangers avaient été expulsés. On fermait les portes à des gentilshommes suspects tels que le vil Laugnac, l'assassin de Guise, et Bajamont, en procès avec la ville<sup>2</sup>.

Dans le pays, les partis se classaient. Toulouse, Auch, Périgueux s'étaient déclarés pour la Ligue, de même qu'Agen ; mais ces villes, éloignées les unes des autres et obligées de pourvoir à leur défense, ne pouvaient s'entraider. La sénéchaussée d'Agenais presque entière était restée royaliste et la ville d'Agen, réduite à ses propres forces, était littéralement entourée d'ennemis. Les Etats de Guienne, réunis à Toulouse, lui avaient refusé des subsides. Il est vrai qu'ils préparaient la formation d'une troupe de deux mille fantassins et de cinq cents cavaliers, destinés à renforcer les garnisons des villes et à secourir les points menacés depuis le Comminges jusques au Périgord. Les levées d'hommes étant difficiles et le champ d'action trop vaste, il y avait peu de choses à espérer de ce côté. Malgré tous les périls, le courage des Agenais ne fut pas ébranlé.

Saint-Chamarand, qui devait regretter alors d'avoir quitté la ville, ne songeait qu'à la reprendre. Aux yeux du roi et de Matignon, gouverneur de Guienne, sa conduite avait dû ressembler à une défec-

---

<sup>1</sup> Le lendemain de la déclaration de la ville à l'Union, Monluc avait expédié à Toulouse Archebal Dumont pour « porter les nouvelles et fere » avancer le voyage de M. le Comte conseiller. » CC. 84.

Il s'agissait sans doute de l'emprunt sinon d'une assistance effective.

<sup>2</sup> BB. 36, 37.

tion. Pour se faire pardonner, il avait à payer de sa personne et à prendre une revanche. Après s'être rendu maître du château de Castelculier et de la plupart des maisons fortes de la banlieue d'Agen, il établit des corps de troupes à une portée d'arquebuse des remparts. En attendant l'occasion de faire donner son armée ou de surprendre une porte, il se mit d'accord avec les chefs royalistes pour couper les communications entre Agen et la Gascogne.

Les habitants d'Auvillars furent les premiers à avertir ceux d'Agen de l'entreprise qui allait s'exécuter contre le Passage.

Ce faubourg de la rive gauche consistait en un groupe de maisons que rien ne protégeait. Il ne subsistait que la moitié du pont de pierre qui le reliait autrefois à la ville. Un bac, affermé chaque année, fonctionnait entre l'extrémité des arches fondées sur le Gravier et la tête du pont jadis fortifiée qui s'élevait à l'entrée du Passage. Un pont de bateaux fut établi rapidement à la place du bac et la circulation continue entre les deux rives fut assurée. On exécuta en toute hâte des terrassements, mais toutefois sur un périmètre assez restreint.

Quand le temps est limité, pour une même somme d'efforts, mieux vaut bâtir un petit ouvrage solide, creuser plus profondément les fossés, hausser davantage les parapets que d'étendre au loin des lignes de tranchées insuffisantes. Le fort improvisé au Passage devait être en forme de demi-lune, cernant le port et la tête du pont. Valadon, qui commanda l'artillerie d'Agen, était un ingénieur habile; c'est lui sans doute qui dirigea les travaux achevés seulement en présence de l'ennemi. La meilleure preuve que ces ouvrages de défense étaient parfaits c'est qu'ils purent résister à une batterie de trois canons et à de furieuses attaques.

Les chefs royalistes, d'accord avec Matignon, accoururent de toutes parts et se concentrèrent à portée du fort pour l'attaque. Informés de leurs mouvements, les consuls d'Agen avaient expédié des espions pour dénombrier leurs forces; l'un d'eux alla jusques à Nondieu pour connaître la composition de leur artillerie. Les capitaines les plus renommés du parti protestant, tels que Turenne, commandant en chef, et Vivant se trouvèrent associés au royaliste Laugnac, le spadassin aux gages de Henri III<sup>1</sup>. Fontrailles, Piles, Pardaillan,

---

<sup>1</sup> Les *Faits d'armes* ne contiennent aucune mention de cette entreprise contre le Passage. Le biographe de Geoffroy de Vivant, à l'exemple de la plupart des auteurs de mémoires, passe volontiers les insuccès sous silence.



de La Suze, Laroque-Bénac, Lusignan, le vicomte de Gourdon, Favas, Castelnaud, Saint-Léger, amenèrent chacun des contingents de trente à soixante maîtres. Belsunce avait quitté Puymirol pour s'unir à Saint-Chamarand. Le régiment de Gourgues préludait aux hostilités en pillant toute la banlieue. A la fin du mois de juillet, les ennemis avaient réuni une force de trois à quatre mille hommes contre la ville et le Passage <sup>1</sup>.

Aussitôt que les Agenais avaient vu, à n'en plus douter, que l'entreprise était sérieuse, ils avaient envoyé de toutes parts des messages aux villes, aux capitaines et aux gentilshommes dont ils pouvaient espérer du secours. En dépit de la distance, un député fut chargé d'avertir Mayenne.

Le marquis de Villars, à Montpezat ; Faudoas et Montespan, à Vic-Fézenzac ; du Bouzet, à Auvillars ; de Sainte-Foy, à Tournon reçurent les instantes prières des Agenais, qui avertirent aussi les consuls de Moirax, de Monclar, de Sainte-Livrade, de Monséjour en Bazadais.

Le capitaine Faure, qui occupait le poste d'Arasse, fut rappelé. De Laur et le sieur du Limport, accourus à Agen, reçurent des commandements. Les capitaines des milices urbaines étaient Lassalle, Pauqua, Molinier, Estabel, Pupille, Monbet, du Bourg.

Les états de Guienne expédièrent de Toulouse trente quintaux de poudre ; les consuls d'Aiguillon, six quintaux. Deux bateaux remplis de soldats descendirent de Moissac. Villars s'étant décidé à secourir

---

<sup>1</sup> Le récit du siège du Passage est tiré en grande partie de la relation publiée par un contemporain, document fort intéressant qui a été réédité et annoté par M. Adolphe Magen : *Briefve narration de ce qui s'est passé en la ville d'Agen depuis sa déclaration au party de la sainte union* (1589-1590).

Nous avons utilisé les notes précieuses et les corrections proposées par notre savant ami, particulièrement pour identifier les noms de lieu et de personne dénaturés par le premier imprimeur lyonnais.

Les archives de l'Hôtel de Ville ont fourni des renseignements complémentaires. Les pièces se rapportant à ce sujet se trouvent dans les liasses ou registres cotés BB. 37 ; CC. 82, 84, 324 ; EE. 8, 64.

Labénazie donne aussi quelques détails à relever et qui ont été puisés par lui dans un poème introuvable de La Pujade sur le siège du Passage.

Agen, la confiance qu'on avait en lui valut de nombreuses recrues<sup>1</sup>. Il n'était gentilhomme ligueur du pays qui n'amenât quelques troupes. Autant qu'il est possible de l'apprécier, les forces des deux partis étaient à peu près égales ; de même l'artillerie. Les milices agenaises moins exercées que les vieux soldats qu'elles avaient pour adversaires rachetaient cette infériorité : elles combattaient à l'abri de retranchements et la passion ligueuse les enflammait.

Le siège commença le dimanche 30 juillet et fut conduit régulièrement. Les ennemis ouvrirent des tranchées et se postèrent dans quelques auberges de mariniers laissées en dehors de l'enceinte du fort. Leur batterie, établie dès le troisième jour, tira dès lors en brèche sans désemparer. Les assiégés, prompts à réparer les dégâts causés à leurs retranchements, renouvelaient les gabions sous le feu de l'ennemi et dans plusieurs sorties heureuses culbutèrent les avant-postes. Une coulevrine, placée sur les arches du pont, d'autres, sur le Gravier, battaient de leurs projectiles les abords de la forteresse, tenant à distance le gros de l'armée royaliste. On se hâtait de fondre des mousquets pour renforcer cette artillerie<sup>2</sup>.

Du moment où les ennemis furent concentrés sur la rive gauche, les Ligueurs s'étaient sentis assez forts pour prendre l'offensive sur la rive droite. Monluc et Laur attaquèrent avec du canon le fort de La Teste, en face de Layrac, et s'en emparèrent. Le capitaine Agre et les vingt-cinq arquebusiers qui l'occupaient furent passés au fil de l'épée et remplacés par une garnison agenaise sous les ordres du capitaine Molinié.

Un autre fort, sur le chemin de Villeneuve, fut également emporté. C'était assez pour jeter l'alarme parmi les détachements que le capitaine Gourgues avait dispersés dans la campagne d'Agen ; abandonnant tous leurs postes, ils cherchaient à se rallier pour aller traver-

---

<sup>1</sup> Le marquis de Villars, qui entre en scène en ce moment, est Emmanuel de Savoie. Bien que fort jeune, il devint un des principaux chefs de la Ligue en Guienne.

Il importe de le distinguer d'Honorat de Savoie, marquis de Villars, amiral de France, gouverneur de Guienne, dont il a été souvent question dans cette étude et qui était mort en 1580.

<sup>2</sup> Il résulte de nombreux textes sur la fonte des mousquets que les engins désignés par les consuls sous ce nom étaient non des armes d'arquebuserie chargées à balle mais de petites pièces d'artillerie lançant des boulets.

ser la Garonne à Port-Sainte-Marie. Monluc les surprit dans le trajet et les mit en telle déroute qu'au lieu de rejoindre l'armée royaliste, ils s'enfuirent jusqu'à Bordeaux, emportant leurs blessés.

Le fort du Deffès reçut une garnison sous les ordres du capitaine Laporte. La maison forte de La Cassaigne, près Colayrac, fut occupée par quelques soldats sous les ordres du capitaine Sustrac ; Martinet, près de Sainte-Radegonde, fut également mis en état de défense.

Escassefort et Redon, sieur du Limport, avaient exécuté dès le début un coup de main hardi sur la rive gauche : ils avaient enlevé un poste établi dans la maison de Plaisance, en face du hameau de Saint-Hilaire.

Balthazar de Thoiras, sieur de Cauzac, paraît avoir aussi tenu la campagne aux abords de l'armée ennemie. De là, pour envoyer aux Agenais une dépêche importante, il la confia à un messager qui dût traverser la Garonne à la nage.

La jeunesse agenaise rivalisait d'ardeur pour défendre le fort du Passage. Des troupes fraîches remplaçaient sans cesse celles qui étaient fatiguées à refaire les ouvrages rompus par le canon. Voyant qu'ils ne viendraient à bout de leur entreprise qu'à la condition de couper les communications entre Agen et le Passage, les assiégeants s'avisèrent d'un stratagème jadis employé par Blaise de Monluc. Un moulin à nef fut détaché de ses amarres, en amont, et livré à la dérive ; mais, depuis le fort de la Teste, le cours de la Garonne était surveillé. Trois bateliers furent avertis à temps pour aborder le moulin et le faire échouer au Gravier. Des troncs d'arbre et des brulots jetés dans la Garonne n'atteignirent pas non plus les bateaux du pont que l'on préserva de leur choc.

D'autre part, on en venait aux approches. Les assiégeants avaient creusé une galerie de mine pour faire sauter le fort, mais ses défenseurs parèrent au danger en faisant une contre-mine.

Toutefois il suffisait aux royalistes de gagner du temps pour s'emparer de la place. Leur nombre augmentait ; des recrues arrivaient même du Béarn. Matignon, furieux de la défection d'Agen, venait prendre part au siège avec un millier d'hommes et quatre pièces de canon. Déjà il avait atteint Port-Sainte-Marie (8 août), lorsque la nouvelle imprévue de la mort de Henri III le décida à rebrousser chemin. Il importait avant tout d'empêcher la révolution que cet événement pouvait produire à Bordeaux, puis il fallait attendre les

ordres du roi de Navarre sur lequel à cette heure tous les regards étaient fixés. Ces ordres lui parvinrent à Marmande et lui prouvèrent qu'il avait pris le bon parti <sup>1</sup>. Mieux valait assurément ne pas reprendre Agen et sauver la capitale de la province.

Des considérations de même nature durent agir sur l'esprit des chefs de l'armée assiégeante, qui se dispersèrent après onze jours d'efforts sans résultat.

La ville d'Agen, menacée de sac et pillage avec le ravissement des femmes et des filles n'avait été sauvée par le courage de ses habitants, et par un hasard heureux pour elle. Après la mort du roi de France, elle se rattacha plus étroitement à la Ligue.

Cependant, dès la déclaration de l'Union, il y avait eu des réfractaires. Quelques jurats, parmi lesquels un Sevin, suivis de quelques habitants avaient quitté la ville et servi les ennemis. Leurs noms furent rayés des livres consulaires.

Ceux-ci étaient coupables d'avoir déclaré une guerre ouverte à leurs concitoyens ; d'autres, plus dangereux, n'avaient pas quitté la ville, prêts à la trahir. Le danger restait toujours grand après la délivrance du Passage.

G. THOLIN.

(A suivre.)

# MÉMOIRES DU CAPITAINE JÉRÔME-ÉTIENNE BESSE

ANCIEN SOLDAT DE LA GRANDE-ARMÉE.

( Suite ).

---

## CHAPITRE III.

DEPUIS LA RETRAITE DES LIGNES DE WISSEMBOURG, JUSQU'À LA FAMEUSE  
RETRAITE DE MOREAU.

*An 2. — Vendémiaire.* — Nous fûmes visités dans notre camp par deux fameux terroristes, les représentants du peuple, Saint-Just et Lebas. Ils s'établirent à Strasbourg, à portée de l'armée, et y exercèrent leur abominable tyrannie. On voyait tous les jours affluer, dans le repaire de ces bêtes féroces, par charretées, les victimes dont elles repaissaient leur horrible faim de chair humaine. Elles en vinrent jusqu'à s'abreuver du sang des défenseurs de la patrie. L'armée elle-même, tremblante ou plutôt stupéfiée, se laisse enlever, du milieu de ses rangs, le général de brigade Yzambert, et un simple dragon, qui furent immolés sous les prétextes les plus frivoles. Le général était coupable, dit-on, d'avoir abandonné un fort à l'ennemi. Ce fort n'était aussi qu'une méchante tour, gardée à peine par une demi-compagnie, et que les cruels proconsuls jugeaient propre, sans doute, à arrêter une armée victorieuse. Le malheureux dragon, ne pouvant plus résister aux privations et aux souffrances qu'il endurait, avait laissé échapper quelques paroles de plaintes contre la république. Quelques heures de prison l'auraient sévèrement puni : on l'égorgea.

On prétendait contenir les Français dans le devoir par ces exécutions sanglantes, on ne faisait que leur inspirer de l'horreur et de la haine pour les dominateurs du jour.

Ces indignes représentants venaient souvent au camp, et disaient aux soldats que s'ils croyaient quelqu'un d'entre eux capable de commander, ils n'avaient qu'à le désigner, et qu'ils le nommeraient général en chef. Ils se persuadaient, avec ces propos, inspirer de la confiance ; ils se trompaient. C'est ainsi cependant qu'un simple commandant de bataillon du département du Doubs, Pichegru, fut promu au commandement suprême de l'armée.

Un jour, je fis partie d'un détachement de tirailleurs, qui fut envoyé dans un bois, sur la droite de Strasbourg, dans la direction de Brumth. Après avoir fait le coup de fusil, toute la journée, nous nous retirâmes et fûmes passer la nuit dans un chemin couvert, à proximité de nos lignes. Quoique nous fussions en plain air, et malgré la pluie qui tomba pendant une bonne partie de la nuit, je ne m'éveillai qu'au jour, tout mouillé et tout transi de froid. Un feu se trouvant allumé à peu de distance, je m'en approchai précipitamment ; mais j'y arrivais à peine, qu'une étincelle sauta dans le mouchoir qui me servait de ceinture, et qui se trouvait malheureusement remplie de cartouches.

Une explosion se fit entendre, et le feu prit subitement, non seulement à ma giberne, mais encore à mon habit, à mon gilet, doublés de coton l'un et l'autre et jusqu'aux cheveux qui brûlaient comme de l'étoupe.

C'en était fait ; je faisais mon purgatoire en ce monde, si un soldat, nommé Déchamp (son nom ne s'effacera pas de longtemps de ma mémoire), n'eût eu l'avisement de tremper dans l'eau son sac de campement. de m'en coiffer jusqu'au cou et d'en passer le reste autour de mon corps qui flambait. L'incendie fut éteint en un clin d'œil ; mais il en resta de fâcheuses empreintes sur ma figure : elle était entièrement boursoufflée. Je crus bien d'être à jamais défigurée. On me conduisit à l'hôpital de Strasbourg. Je ne sais de quels ingrédients on se servit, mais au bout de quinze jours, je rentrai dans ma compagnie parfaitement guéri ; il ne s'y connaissait plus rien, et je ne m'en suis jamais ressenti de ma vie.

*Frimaire.* — Au commencement de frimaire, le général en chef Pichegru arriva, et s'occupa de suite du rétablissement de la discipline. Il réorganisa toutes les branches de l'administration, et il se prépara à attaquer l'ennemi.

Le 18 Frimaire, l'armée fit un mouvement ; mais le terrain fut disputé, et elle en gagna très peu.

Le 19, l'ennemi fut repoussé jusqu'à Brumth. et le lendemain, jusqu'à ses lignes d'Aguesseau, où il résista quelques jours, pendant lesquels il se livra divers petits combats. Le bataillon prit position à Hochfelden le 25.

Ce jour-là-même, je fis partie d'un détachement qui fut envoyé en tirailleurs, dans un bois, un peu en avant de notre camp.

Nous avançâmes, d'abord, sans éprouver la moindre résistance ; mais dès que nous fûmes un peu engagés dans le fourré, nous fûmes assaillis à l'improviste par de l'infanterie et de la cavalerie à la fois. Les cavaliers étaient des Hessois qui ne faisaient pas de prisonniers. Je les entendis sabrer un grand nombre de mes camarades. Dans ce péril extrême, je me recommandai à la vitesse de mes jambes ; mais je me vis au moment d'être atteint, entre deux troncs de chêne où je fus un instant retenu, embarrassé que j'étais par le bidon de l'ordinaire et le sac qu'il avait été à mon tour de porter ce jour-là. Ma vie m'était plus chère que le sac et le bidon, je me dégageai en les abandonnant. Rendu à ma légèreté naturelle, je franchis comme un écureuil une haie et un fossé pour esquiver le sabre du cavalier Hessois qui me talonnait ; et, à peine j'avais mis entre lui et moi cette espèce de retranchement, que, faisant volte-face, je l'ajustai de sang-froid et si bien, qu'il en mordit la poussière.

*Nivôse.* — Le 3 Nivôse, l'ennemi évacua Biseville, Dusenheim et Haguenau, malgré les ouvrages presque continus dont il avait couvert ses trois postes.

Le 5 et le 6, nos deux armées arrivèrent de front. La droite de celle de la Moselle campa sur les hauteurs en face de Roths, où était l'ennemi, et touchant la gauche de celle du Rhin ; la droite de celle-ci en face de Lauterbourg ; le centre sur les hauteurs d'Anspach, et la gauche sur celles de Rhinfeld.

Le 7, après un combat sanglant et opiniâtre, les lignes de Wissembourg furent emportées et Lauterbourg fut pris.

Le 8, les Autrichiens furent chassés de leur camp, et l'armée marcha sur Landau, où elle entra le même jour. Après le déblocus de Landau, l'armée avança vers Spire. Notre bataillon fut un de ceux qui rétrogradèrent pour se porter du côté du fort Vauban, occupé alors par l'ennemi. Nous primes position aux environs de la place, et nous y restâmes jusqu'au 29, jour où les Autrichiens l'abandonnèrent, après avoir fait sauter les fortifications et mis le feu à la ville.

*Pluviôse.* — Ce fut à cette époque que le général Pichegru quitta l'armée du Rhin, dont le commandement fut donné au général Michaud. La rivalité qui régnait entre Hoche et Pichegru détermina les représentants à ce changement. Pichegru prit peu après le commandement de l'armée du Nord.

Après l'évacuation du fort Vauvan par l'ennemi, notre bataillon fut chargé de garder une partie de la gorge qui communique de Neustats à Keyserlautern. Le poste qu'on lui assigna était à Veiden-dal et Frankestein. Nous reçûmes là un bataillon auxillaire de la Côte-d'Or, pour être incorporé dans le nôtre : ils n'eurent la faculté de conserver aucun grade.

*Germinal.* — Vers le 15 Germinal, nous reçûmes l'ordre d'aller à Keyserlautern, où nous restâmes quelques jours. On nous fit partir ensuite pour Charleroi, où nous entrâmes dans l'armée de Sambre-et-Meuse, qui se formait, sous les ordres du général Jourdan. Nous fûmes dirigés sur Arlon, où nous primes position, et nous demeurâmes quatre ou cinq jours.

*Floréal.* — Nous continuâmes ensuite notre route par Neuschâteau, Saint-Gérard et le Camp de la Tombe, où nous arrivâmes vers le premier jour de Floréal. Nous trouvâmes à ce camp une partie de l'armée réunie ; le restant était sur la rive gauche de la Sambre, et y achevait le blocus de Charleroi. Notre bataillon passa sur cette rive, et coopéra aux ouvrages du siège.

*Prairial.* On commença, le 11 Prairial, à y envoyer des balles.

L'ennemi s'étant renforcé s'approcha de Charleroi, nous en fit lever le siège, et nous força à repasser la Sambre. Le croirait-on ? seize soldats furent fusillés pour avoir passé la rivière à la nage, dans cette retraite, plutôt que de s'exposer à être pris. C'est ainsi que l'on passait alors par les armes, pour les cas les plus légers. La garnison de Charleroi fut à peu près renouvelée ; mais l'ennemi fut contraint à son tour de se retirer. Nous repassâmes la Sambre et le siège recommença le 30 Prairial, avec plus d'activité que jamais, sous la direction du général Hatry.

*Messidor.* — Le 7 Messidor, la ville capitula au moment que les dernières dispositions se faisaient pour donner l'assaut.

Notre bataillon fut un de ceux qui entrèrent dans la place.

Le 8, l'ennemi, ignorant la capitulation, donna la bataille de Fleurus, dans l'espoir de délivrer Charleroi, qu'il croyait encore en son pouvoir. Déjà, dans cette persuasion, il avait fait pénétrer quelques troupes avec du canon jusques vis-à-vis Marchiennes, pour en détruire le pont et nous couper la retraite. Mais lorsqu'il s'aperçut



que la garnison de Charleroi était française, il s'en retourna plus vite qu'il n'était venu. La bataille d'ailleurs se décida en notre faveur et l'ennemi fut mis en pleine retraite.

Nous sortîmes de Charleroi, peu de jours après, pour joindre l'armée qui marchait sur Namur. Cette ville et sa citadelle furent évacuées le 27.

*Thermidor.* — L'armée se porta ensuite sur Liège et s'en empara, vers les premiers jours de Thermidor : l'ennemi cependant, prit position sur les hauteurs de la Chartreuse, près des faubourgs, qu'il incendia, et s'y défendit avec la plus grande opiniâtreté.

Nous restâmes au camp devant Liège, jusqu'à la fin de Thermidor. Nous nous portâmes ensuite avec une partie de l'armée vers Huë. Le bataillon passa la Meuse vis-à-vis de d'Eisenach. L'ennemi s'était retranché derrière l'Ourte et y occupait des positions qui paraissaient inexpugnables.

*Jours complémentaires.* — On n'attaqua pas moins, le 2 complémentaire, sur toute la ligne, et le passage de l'Ourte fut effectué sur plusieurs points à la fois. Le bataillon passa cette rivière à gué, en face des retranchements des Autrichiens. Le général de brigade Bonnet commandait notre colonne. L'ennemi opposa la plus vive résistance et fit les plus grands efforts pour nous contraindre à repasser, mais inutilement : après s'être bravement battu, il fut refoulé hors de ses belles positions et réduit à se retirer sur Juillers. Dans l'action, je fus blessé d'une balle à l'épaule droite, ce qui ne m'empêcha pas de continuer de participer à la fête et de suivre mon régiment, après avoir été pansé à l'ambulance.

Dans cette brillante affaire, notre brave officier d'artillerie Gogelin Martinelli, se distingua. Lui-même il pointait ses pièces. Du premier coup, il abattit un arbre de la liberté, élevé sans doute par moquerie au milieu du camp autrichien, et sa mitraille fit de grandes brèches dans la colonne qui nous était opposée. Il fallait voir avec quelle ardeur il chargeait et foudroyait.

*An 3. — Vendémiaire.* — Le 11 Vendémiaire, on livra bataille dans la plaine de Juillers. La nombreuse cavalerie autrichienne voulut profiter du terrain pour donner avec avantage, mais elle ne put rien contre ces colonnes victorieuses. L'armée autrichienne tout entière fut battue et culbutée dans le Roër.

On la poursuivit jusqu'à ce qu'elle eut repassé le Rhin, et l'on s'empara de Cologne où l'on resta campé quelque temps, près du fleuve.

*Brumaire et Frimaire.* — Les troupes qui avaient fait le siège de Maëstricht vinrent nous remplacer, et nous campâmes devant Crevelt ou nous ne passâmes que peu de jours, le mauvais temps ayant nécessité le cantonnement des troupes. Le bataillon fut logé à Rancherach et aux environs.

*Nivôse.* — C'est là qu'eut lieu notre premier amalgame, le premier nivôse, avec le 2<sup>e</sup> bataillon du 58<sup>e</sup> régiment, et la 2<sup>e</sup> de la Moselle. Le corps prit la dénomination de 116<sup>e</sup> demi-brigade. Le général de brigade Soult présida à l'organisation, et nomma chef le commandant Boustiquet du 58<sup>e</sup>, au détriment de M. Campagnol, notre commandant qui, par son ancienneté de grade, aurait dû être préféré.

Peu après notre amalgame, la nouvelle demi-brigade quitta ses cantonnements pour se porter sur le Rhin et y prendre poste, afin d'observer l'ennemi. Cette mesure était nécessitée par les conquêtes de l'armée du Nord qui s'emparait alors, à la faveur des glaces, des places fortes de la Hollande. L'hiver était d'une rigueur extrême et très propre à ce hardi plan de campagne.

*Pluviôse.* — Le dégel étant survenu, le Rhin rompit tout-à-coup ses glaces avec fracas et, sortant violemment de son lit ; bien nous prit de lui céder la plaine sans marchander.

La demi-brigade fut cantonnée à Issem, dans la Gueldre, jusqu'à ce que les eaux fussent suffisamment retirées, après quoi nous nous rapprochâmes du fleuve, et primes notre cantonnement à Calcar et aux environs.

*Ventôse.* — Nous nous trouvions là deux demi-brigades qui n'avaient, à elles deux, que notre chirurgien-major pour le service de santé. M. Lasserre reçut l'ordre du général d'établir une ambulance pour donner ses soins aux galeux des deux demi-brigades. Elle fut organisée dans un vaste appartement où arrivèrent jusqu'à deux cents galeux. M. Lasserre ne se voyant pas secondé, eut la mauvaise inspiration de songer à moi, et me désigna pour aide. Je reçu l'ordre de me rendre chez M. notre chef de brigade où je trouvai M. le général et M. Lasserre, qui du plus loin me cria que j'étais mis à sa disposition. Je me défendis de cette désagréable corvée, me rappe-

lant le refus qu'avait fait M. le chirurgien de me prendre auprès de lui, quand je lui en avais exprimé le vœu : mais j'eus beau dire. il fallut obéir ; et me voilà, du matin au soir, préparant des onguents, faisant de la tisane et la distribuant aux malades, non sans ronger mon frein à belles dents. Les médicaments étant sur le point de manquer, on me délivra un bon du conseil d'administration, avec une voiture, pour aller faire des provisions à Crevelt où était la pharmacie de l'armée.

Les questions de M. le pharmacien en chef m'amènèrent à lui dire que j'avais été deux ans en apprentissage, dans l'intention d'être pharmacien. « Je suis bien surpris, me dit-il alors, que vous ne soyez pas placé dans quelque ambulance de l'armée, car les chefs de corps ont reçu une circulaire qui leur enjoignait de faire connaître les volontaires qui ont quelque notion de pharmacie. » Je reconnus bien là l'espèce de fatalité qui me repoussait de cette profession. Je ne pus m'empêcher, toutefois, de me plaindre à notre commandant de ce qu'il nous avait tu la circulaire. « Nous sommes partis ensemble d'Agen, me dit-il, avec bienveillance ; nous y rentrerons de même : ça été du moins mon intention. » Pour ajouter à mon mécontentement du service forcé qu'on m'avait imposé, j'appris qu'en mon absence on avait fait des distributions d'effets à ma compagnie, et qu'on m'avait oublié. Cette injustice m'indisposa à tel point que j'acceptai la proposition qui m'avait été faite souvent d'entrer dans la compagnie des grenadiers, que je n'avais pas accueillie jusque là, toute flatteuse qu'elle était, pour ne pas me séparer de mon cher cousin germain Duplan.

Je n'avais les épaulettes rouges que depuis quelques jours, lorsque je reçus une lettre de mon curateur M. Besse (Joseph), mon oncle, qui me faisait de vifs reproches de ce que j'avais préféré la compagnie de grenadiers, commandée précédemment par ce même Lorman, qui convoitait ma succession, et à qui il supposait que je m'étais déterminé à donner mon petit avoir.

Il m'était aisé de deviner que je devais cette semonce aux rapports de mon cousin qui, bien certainement, s'était mépris sur mes intentions. J'en conçus quelque dépit, et nous en restâmes quelque temps en froideur. A quelques jours de là, on m'annonça qu'il m'était arrivé une nouvelle lettre du pays, à mon ancienne compagnie. Je partis à l'instant, quoiqu'il fût déjà bien tard, et j'arrivai d'un trait à une maison où nos gascons étaient réunis. En ouvrant la porte, je me sens étroitement serré, et je me trouve dans les bras affectueux de

mon cousin Duplan. Quelle douce surprise et quel délicieux plaisir de recevoir une lettre de mon pays, et de me rapatrier avec mon fidèle compagnon d'armes, avec le parent qui me représentait toute ma famille absente, avec l'autre moi-même, qui s'était dévoué pour moi, comme je m'étais dévoué pour lui, aux chances de la guerre. Notre séparation devenant de plus en plus insupportable, j'expliquai à mon oncle les vrais motifs de mon changement de compagnie, et pour ne plus lui laisser le moindre doute, je fis part de tout à mon chef de brigade, et le priai de me faire rentrer dans mon ancienne compagnie.

*Germinal, Floréal et Plairial.* — On publia la paix avec la Prusse, le 1<sup>er</sup> Germinal, et, immédiatement après, la demi-brigade reçut l'ordre d'aller au blocus du Luxembourg.

Le général Hatry, commandait le siège. La ville se rendit le 19 prairial, après avoir consommé ses provisions de toute espèce, et la garnison fut désarmée et rendue sur parole.

M. Lasserre établit une ambulance comme celle de Calcar; nous n'y restâmes guère qu'un mois, et cette corvée ne m'en porta pas moins malheur.

Cette fois encore, on fit des distributions d'effets dans ma compagnie, et j'y fus oublié. Les absents ont toujours tort. Je ne voulus pas cependant passer condamnation sans me plaindre. Je fis mes représentations au chef, et j'eus la satisfaction de les voir accueillies. « Tu as raison, me dit-il, ton arrivée à l'ambulance est aussi utile que dans les rangs. Entre dans cette tente, il y a des effets de toutes nature; prends ce que tu voudras: je t'y autorise. » Cet acte de bonté me flatta d'autant plus, que j'étais gascon, et que ce chef n'aimait pas nos gascons, parce qu'ils s'étaient fait la réputation de pillards et de maraudeurs. Dans la vérité, je n'avais rien fait pour être confondu avec les coupables.

*Messidor.* — Après la capitulation de Luxembourg, nous fûmes campés dans la plaine de Coblenz, et nous éprouvâmes là une cruelle pénurie de vivres. Réduit au quart de la ration d'un pain extrêmement mauvais, le soldat avait beau faire des recherches hors du camp: la terre ne lui offrait rien pour apaiser la faim qui le dévorait.

Il était réduit à faire cuire les herbes qu'il rencontrait ou les germes des fruits passés de fleur; et le seigle fut à peine formé qu'on

allait le couper furtivement pour l'écraser et en faire une espèce de bouillie.

*Thermidor.* — L'été se passa ainsi tout entier, et, malgré tout, il fallait aller presque tous les jours à la manœuvre ou aux travaux commencés sur le Rhin, pour y tenter un passage.

Pour la troisième fois, M. le chirurgien-major Lasserre, établit une ambulance, pendant la première quinzaine de Thermidor, dans le château de l'Electeur, à Coblenz, et je dus à son intervention une permission de trois mois, pour aller au pays et revenir. Je partis la veille du jour où la demi-brigade passa le Rhin. J'avais à traverser toute la France; mais j'étais endurci à la fatigue : ce ne fut rien pour moi, d'autant que je recevais le meilleur accueil dans tous les logements.

J'avais dépassé Villeneuve-d'Agen depuis deux heures, lorsque je vis venir un piéton à qui je m'adressai pour m'informer si j'étais loin d'Artigues, où s'était marié une de mes cousines. Mon homme entendant ma question, m'envisage, et me répliquant brusquement : « Donnez-moi votre sac, camarade ; je vous reconnais aux traits de votre sœur. Je suis le mari de votre cousine Péchambert ; venez que je vous conduise à elle, et que je vous reçoive dans ma maison. » Aussitôt fait que dit.

Mon cousin Péchambert marchait devant moi et, en peu d'instants, j'embrassai ma cousine. Je passai chez elle une délicieuse soirée. Le lendemain, nous allâmes tous faire une visite à M. le curé d'Artigues, frère de mon nouveau cousin Péchambert. Ce vénérable ecclésiastique me combla d'honnêtetés. Il aurait voulu que j'eusse passé chez lui le temps de mon congé ; mais Aubiac me tenait trop au cœur pour ne pas m'y rendre. Je revis avec délices Ponche et ses chers habitants ; et quelques jours avant l'expiration de ma permission, j'acquittai la promesse que j'avais faite à M. le curé d'Artigues, de le revoir avant mon départ. Pour le coup, M. le curé s'empara de mon sac et de mes papiers, en me signifiant que je ne me remettrais en route, quelle que fût mon intention de rejoindre promptement, qu'après que j'aurais mangé ma part de quelques bons lièvres. Il n'y avait pas moyen de résister. Le temps s'écoula avec une rapidité extrême. Honteux de ma position illégale, je n'osais pas revenir à Ponche, en plein jour, quelque désir que j'en eusse. Pour surcroît de contradiction, étant parti un soir assez tard pour m'y rendre, je fus arrêté, à Agen, par un débordement de la Garonne, et par l'ab-

sence des bateliers du bac. Forcé de revenir sur mes pas, j'entrepris le même trajet le lendemain, à la même heure.

J'avais fait à peine un quart de lieue, lorsque j'aperçus devant moi, à la lueur des étoiles, un cavalier que je reconnus pour mon oncle. Il était allé à Ponche, pendant que j'étais chez le curé d'Artigues, parce qu'il avait calculé que j'avais déjà dépassé mon temps. — « N'êtes-vous pas M. Besse ? lui dis-je en l'accostant. » — Oui, me dit-il, et, tournant bride : « Monte en croupe et suis-moi, ajouta-t-il ; et nous nous en retournâmes ensemble. Je partis, quelques jours plus tard, pour rejoindre, non sans être préoccupé de la réprimande et de la punition auxquelles je m'attendais.

Cependant, en passant à Villeneuve, j'allai faire visite à mon ancien capitaine, Fourcés, retiré par suite de blessure ; et, lui ayant compté mon cas, j'en obtins une nouvelle feuille de route, qui me rendit l'esprit content, et qui lui valut bien des remerciements de ma part.

Je rentrai au corps le 5 Ventôse, à Saint-Avolt ; mais on m'y donna un billet de logement pour un village voisin, qui n'était pas celui où était ma compagnie. Je me disposais, le lendemain matin, à revenir à Saint-Avolt, lorsqu'à ma grande surprise, j'entendis, à certaine distance, un sifflement qui me fit tressaillir. C'était le même que j'avais souvent entendu au pays, dans mon enfance. « Rêves-tu », me demandai-je, et malgré moi j'éprouvai un si vif battement de cœur, qu'il m'aurait failli peut-être si cette émotion s'était prolongée ; mais elle avait été rapide comme la pensée ; et mes lèvres ayant machinalement répondu au sifflet, je passai de l'anxiété au comble de la joie, lorsque je vis accourir mon cher cousin, Duplan de Ponche.

Il avait su mon arrivée, la veille, à Saint-Avolt ; et, sans songer qu'il ne savait pas un mot d'allemand, il avait pris des informations à la mairie, et il était venu au village où j'étais logé : mais arrêté là par la difficulté de faire comprendre ses questions, il avait recouru au signal qui, tant de fois nous avait rappelés et réunis dans les coteaux, les vallons et les bois paternels, où l'ardeur de la chasse nous avait momentanément séparés. Après des étreintes réitérées, nous revîmes ensemble à Saint-Avolt, et je ne rejoignis ma compagnie que le surlendemain.

Habitué à prendre des notes qui servent actuellement à la rédac-

tion de mes mémoires, j'eus grand soin de demander ce qui s'était passé pendant la durée de mon congé, et j'appris ce qui suit :

*Fructidor*, — J'ai dit que j'étais parti la veille du jour où notre demi-brigade effectua le passage du Rhin, dont les préparatifs nous avaient été si pénibles, au milieu des privations de toute espèce.

L'aile gauche de l'armée nous avait prévenus ; elle avait passé le Rhin vers la fin de *Fructidor*, à Dusseldorf, et avait forcé l'ennemi à la retraite. Ceux qui étaient devant nous furent aussi obligés de reculer pour ne pas s'exposer à être coupés. L'armée suivit leurs mouvements, passa le Rhin à Neuvick, et poussa jusqu'à Francfort.

*An 4. — Vendémiaire, Brumaire, Frimaire, Nivôse et Pluviôse.* — Mais les Autrichiens avaient battu le général Jourdan, qui avait passé le Rhin, à Manheim, et l'avaient rejeté au-delà du fleuve. Mettant ce premier succès à profit, ils franchirent le Mein, le 3 Vendémiaire an 4, avec des forces supérieures, et contraignirent à leur tour, l'armée française à la retraite. Le mouvement ayant commencé pendant la nuit, la 4<sup>e</sup> compagnie de mon bataillon, qui gardait un parc d'artillerie y fut oubliée et enlevée avec le parc. Les ponts établis sur le Rhin favorisèrent cette retraite. Il y en avait deux à Neuvick, un à Bom et un à Cologne : c'est sur dernier que la demi-brigade fit son passage. Elle reçut l'ordre d'aller au camp de Mayence ; mais, après quelques jours de marche et déjà parvenus sur les hauteurs de Ringen, les nôtres apprirent que les lignes de Mayence avaient été surprises le 7 Brumaire, c'est-à-dire depuis deux jours, et que nos troupes avaient été repoussées.

Néanmoins, se dirigeant sur Kayerslautern, en passant par Cruzeneau et Kirne, et quoiqu'on longeât le flanc droit de l'ennemi, on ne rencontra que quelques hussards éclaireurs. On prit haleine sur les hauteurs de Kirne et l'on continua la marche rétrograde jusqu'à Rokenausen où appuyait l'aile gauche de notre armée. Dès le lendemain de notre arrivée, l'ennemi nous attaqua et nous repoussa sur Kayerslautern.

Le général Pichegru qui commandait l'armée sous la dénomination d'armée de Rhin et Moselle, donna sa démission et fut remplacé par le général Moreau. Nos Français séjournèrent à Kayerslautern et se retirèrent un peu en arrière, sur Pirmissans. L'ennemi ne laissant point de relâche, il se livra plusieurs combats dans cette ville ; mais

il fallut chercher des positions plus avantageuses et s'y tenir sur la défensive. La demi-brigade fut cantonnée à Sarbruck.

*Ventôse.* — Le 1<sup>er</sup> Ventôse, notre deuxième amalgame eut lieu à Saint-Avols avec la 36<sup>e</sup> demi-brigade composée du 2<sup>e</sup> bataillon du régiment, d'un bataillon du Loiret et du 5<sup>e</sup> de la Somme. Le corps prit la dénomination de 84<sup>e</sup> demi-brigade et eut pour chef M. Que-tard.

J'arrivai de congé à Saint-Avols, quatre jours après cet amalgame.

*Germinal.* — Vers la fin de Germinal, l'armée française fit un mouvement pour reprendre l'offensive, et la demi-brigade prit position sur les hauteurs des Deux-Ponts. Les compagnies de grenadiers des 1<sup>er</sup> et 2<sup>me</sup> bataillons donnèrent là un fâcheux exemple. Ventre affamé n'a point d'oreilles. Nous manquions de tout ; et on nous tenait sans cesse sous les armes pour les manœuvres : les deux compagnies refusèrent de s'y rendre. Deux jours après elles reçurent l'ordre de se rendre au quartier général de Deux-Ponts.

Elles y arrivèrent sans se douter de ce qui les attendait. Elles s'y trouvèrent, à leur grande surprise, renfermées dans un cercle formidable de troupes, et elles n'eurent rien de mieux à faire que de se soumettre à l'ordre qui leur fut donné de mettre bas les armes. On les conduisit tout entières, désarmées, dans la forteresse de Bitche où elles demeurèrent prisonnières jusqu'au passage du Rhin à Kel.

*Messidor.* — L'armée attaqua avec succès les lignes ennemies au commencement de Messidor et s'avança en toute diligence sur Strasbourg. Dès le 6, l'aile droite avait traversé le fleuve sous le fort du Kel, pris ce fort et poursuivi les autrichiens sur la route d'Offenbourg. Nous arrivâmes, le lendemain 7, à Kel et nous passâmes le Rhin sur le pont qui venait d'y être construit. Lorsque nous eûmes dépassé la place et que nous fûmes parvenus aux avant-postes qui n'en étaient pas fort éloignés, les trois compagnies de grenadiers de la demi-brigade furent envoyées en tirailleurs et le reste du corps les suivit en colonne serrée. Nous gagnâmes ainsi deux lieues de terrain à peu près, sur la route de Rastadt ; mais la nuit étant survenue, nous primes position. Nous y séjournâmes tout le lendemain, tandis que le restant de l'armée passait le Rhin sur plusieurs points différents.



Une première affaire eut lieu près de Renkhem, où l'ennemi fut mis en pleine déroute par la brigade du général Sainte-Suzanne et le corps du général Desaix. Après cette affaire, le général en chef réorganisa l'armée. Le général Férino eut le commandement de l'aile droite ; le général Saint-Cyr fut mis au centre ; Desaix fut chargé de diriger la gauche. L'ennemi fut ensuite battu à Rastadt, en bataille rangée. Notre demi-brigade marcha sur Baden. Trois jours après, on prévint l'ennemi, qui se montrait disposé à prendre revanche et on le repoussa de ses belles positions dans les montagnes noires, où l'élite de ses troupes se défendit avec un acharnement inconcevable. Le plateau de Rallensolhe près l'abbaye de Franswainal fut le plus disputé. Il était très élevé et d'un abord si difficile qu'il exigea de grands efforts pour être emporté. Quelques tirailleurs de notre demi-brigade eurent le bonheur et la gloire de se glisser sur les derrières de l'ennemi et de contribuer pour beaucoup au succès de ce brillant coup de main.

Cette belle journée ôta aux Autrichiens l'espoir de nous faire repasser le Rhin. Ils se retirèrent à Forlzheim. Nous les y suivîmes et nous nous y reposâmes deux jours : le troisième on se disposa à l'attaque, mais l'ennemi était parti. Nous ne vîmes que son arrière-garde qui était restée pour nous observer et nous bivouaquâmes sur les hauteurs de Forslzheim.

Le 30 Messidor, nous rencontrâmes les Autrichiens en avant de Stuttgart, capitale de Wurtemberg, et nous les repoussâmes, malgré leur résistance, à travers la ville, que nous traversâmes au pas de charge jusqu'à une lieue au delà. Le combat ne cessa qu'à la nuit et nous couchâmes sur le champ de bataille.

*Thermidor.* — Le lendemain, l'ennemi gagna son pont sur le Neker ; mais il fut attaqué le 3 à Constadt et à Eslingue, où il se défendit bravement. Il n'en fut pas moins délogé, et nous restâmes maîtres du village de Berg, au pied duquel était un pont qu'ils n'eurent pas le temps de couper. Quelques-uns de nos tirailleurs entrèrent même avec eux dans Constadt ; enfin la rive gauche du Neker fut entièrement balayée.

Nous remontâmes cette rivière. l'ennemi cédant à mesure que nous avançons, et nous traversâmes les montagnes d'Alb. Le 16 Thermidor, Eydenheim tomba en notre pouvoir. Le 18, dans une reconnaissance, il s'engagea un combat où nous perdîmes quelques prisonniers, mais la retraite se fit en bon ordre.

Le 21, l'ennemi attaqua subitement la 1<sup>re</sup> division du centre qui s'était un peu trop avancée, sous les ordres des généraux Duham et Vandamme. Il eut beau s'acharner à faire des efforts pour détruire cette division isolée, il ne put pas même l'entamer.

Le 23 on attaqua, et nous avions l'avantage, lorsqu'un violent orage sépara les combattants. Nous reprîmes nos positions emmenant bon nombre de prisonniers.

Le 24, le prince Charles osa livrer la bataille de Neresheim qu'il perdit. On se battit toute la journée et le lendemain, avec fureur de part et d'autre, sans autre avantage pour l'ennemi que de gagner le champ de bataille.

*Fructidor.* — Après cette bataille, les Autrichiens se retirèrent, passèrent le Danube, et furent prendre position sur le Lech. Marchant sur leurs talons, nous traversâmes aussi le Danube à Hachstelt, le 2 Fructidor. C'est alors que le prince Charles se détacha lui-même de son armée avec un gros corps de troupes, en masquant habilement cette manœuvre, et tomba à l'improviste sur les derrières de l'armée de Sambre et Meuse, qu'il mit en déroute et força de rétrograder précipitamment. Le prince avait laissé le commandement en son absence, au général Latour, qui sut cacher aux Français cet important mouvement.

Le 25 Fructidor nous avançâmes sur Augsbourg, et le 17 nous passâmes le Lech, à travers les plus puissants obstacles ; nous prîmes Fribourg et nous remportâmes une victoire complète.

Le Lech passé, l'armée s'avança en Bavière. Le 15 Fructidor, l'ennemi attaqua notre aile gauche à Guisonfeld, et fut battu. Nous avançâmes par Phossenoffeld vers Liser ; mais comme nous approchions de Munich, l'Électeur s'empessa de conclure un armistice qui fut très avantageux à l'armée française.

Cependant on ne recevait plus aucune nouvelle de l'armée de Sambre-et-Meuse, et nos convois étaient menacés et souvent attaqués, sur nos derrières, par les paysans qui s'étaient insurgés. Notre position devenant de plus en plus inquiétante, notre général en chef se détermina à rétrograder.

Le 24 Fructidor, le général Desaix prit les devants avec un corps de troupes pour inquiéter les derrières de l'archiduc. Il passa le Danube à Neubourg, et suivit la route de Nuremberg. Dans la même nuit, l'armée fit son mouvement de retraite, et se porta d'une seule

marche, à onze lieues en arrière. Nous passâmes aussi le Danube à Neubourg. et prîmes position sur la rive gauche de ce fleuve, pour y attendre le général Dessaix.

Le 29, nous repassâmes le Danube, et le 30, Dessaix rejoignit l'armée. Nous continuâmes alors notre marche sur Augsbourg, et traversâmes rapidement le Lech, le 3<sup>e</sup> jour complémentaire, ayant sans cesse à repousser les attaques de l'ennemi qui nous serrait de près, et qui apprit souvent à ses dépens que l'habileté de notre général en chef égalait sa prudence, et que l'armée française en retraite n'en demeurerait pas moins victorieuse. On se dirigea ensuite sur Ulm.

Pendant cette mémorable retraite de Moreau, jeme trouvai un jour de planton avec quatre hommes, faisant les fonctions de caporal postiche, lorsque j'entendis sortir d'une maison des cris de détresse et de désespoir. J'avance avec mes quatre hommes vers la porte de cette maison, et je vois une troupe de mauvais sujets de toutes armes, se livrant à toutes les horreurs que la guerre entraîne trop souvent après elle. De malheureuses femmes, victimes de leur brutalité, avaient poussé les cris que j'avais entendus. Révolté de tant d'atrocités, je commande à mes hommes de mettre la baïonnette au bout du fusil et de les croiser. M'adressant alors aux brigands qui déshonoraient le nom français : « Evacuez sur le champ, leur criai-je où vous êtes morts. » Il comprirent sans doute à mon accent que la menace était sérieuse, et malgré la supériorité de leur nombre, subjugués sans doute par l'ascendant de la discipline militaire, quand elle est énergiquement protégée, il défilèrent sans mot dire, me laissant stupéfait et tout glorieux d'un tel succès.

(A suivre.)

---

# LES SUCCESEURS DE SHAKESPEARE

---

## I.

### LE PARADOXE BACONIEN.

On s'est demandé au commencement de ce siècle si Homère avait existé, et s'il avait écrit l'*Odyssée* et l'*Iliade* ; on se demande aujourd'hui, non pas si Shakespeare a vécu, mais si les œuvres qu'on lui attribue sont vraiment de lui. Personne ne nie qu'un certain Shakespeare, né à Stratford-sur-Avon, dans le comté de Warwick, ait été comédien à Londres et soit revenu mourir à Stratford en 1616 ; personne ne conteste que de son vivant il ait paru deux poèmes, cent cinquante quatre sonnets et vingt-un drames marqués à son nom ; dans les bibliothèques publiques et chez quelques particuliers on voit encore un fameux in-folio imprimé sept ans après sa mort en 1628, et cet in-folio contient quinze drames de plus, mentionnés déjà presque tous par des contemporains et présentés de nouveau par les éditeurs comme étant son œuvre.

Tout cela est admis par tout le monde, mais quelques-uns soutiennent que cette signature est fausse et que Shakespeare, comédien, mais jamais auteur, n'a pas écrit un mot des ouvrages qu'on lui attribue. Il a, disent certains critiques, prêté son nom, et pas autre chose, à un ou plusieurs écrivains qui sous ce nom voulaient rester cachés. Shakspeare, à leur yeux, ne serait pas un poète, mais l'homme de paille d'un ou plusieurs poètes dont nous aurions maintenant à chercher le vrai nom.

Cette idée, qui a fait son chemin, comme nous allons voir, n'avait jamais été émise du vivant de Shakspeare, ni dans les deux siècles qui ont suivi sa mort. On avait pu, en Angleterre même, le goûter plus ou moins, faire subir des éclipses à sa renommée, l'oublier à peu près ou le traiter de barbare, à certaines époques faussement classiques, mais nul n'avait suggéré l'idée et nul n'avait dit qu'il ne fût pas l'auteur des œuvres publiées sous son nom de 1597 à 1623.

Au milieu du xviii<sup>e</sup> siècle, le grand acteur Garrick ayant admirablement incarné quelques-uns des principaux rôles de Shakespeare, la gloire du poète de Stratford n'était plus contestée ; on se demandait seulement si un homme capable de pareils chefs-d'œuvre avait été aussi ignorant que son contemporain Ben Jonson le prétendait. Quelques personnes faisaient même observer que la composition des poèmes et surtout des drames de Shakspeare supposait des lectures nombreuses et variées. Il avait fallu, disait-on, que Shakespeare connût plusieurs langues, qu'il comprit des livres écrits en grec, en latin, en italien, en français, et l'on en concluait qu'il avait dû être assez instruit. Un ecclésiastique anglican, Richard Farmer, combattit cette opinion en 1766 dans un livre bien fait sur l'érudition de Shakespeare. Il y prouva que Shakespeare, pour écrire ses œuvres, n'avait pas eu besoin de lire autant qu'on le croyait, et qu'en tout cas il avait lu sans choix ni critique, ne rectifiant jamais les erreurs contenues dans ses livres, confondant les époques et les coutumes et se servant constamment de traductions, qui, heureusement pour lui, étaient déjà nombreuses de son temps en Angleterre. Du reste, ajoutait Farmer, la nature lui avait donné pour faire des drames ce qui vaut mieux que la science, le génie ; l'ignorance des langues et des faits n'exclut pas le don de peindre et de créer. Deux ans plus tard, le sceptique Horace Walpole, cherchant à réhabiliter Richard III, s'exprimait à peu près de même sur les bévues historiques de Shakespeare. On en était là quand finit le dix-huitième siècle ; au commencement du nôtre, Schlegel, madame de Staël, Villemain, de Barante, acceptèrent sans en être choqués la pensée que Shakespeare eût été à la fois un homme de génie et un ignorant. Mais dans d'autres têtes fermentait une idée contraire ; certaines personnes se refusaient à admettre que l'ignorance et le génie pussent cohabiter et produire ensemble de si belles œuvres. Cette disposition d'esprit se manifesta dans un roman publié à New-York en 1848, par un nommé Hart et portant ce titre : *The romance of yacht*, (Le roman du yacht). Deux ans plus tard, le 7 août 1852, le journal de Chambers, à Edimbourg, insérait dans ses colonnes un roman de Jamieson qu'on lit encore quelquefois aujourd'hui et qui se nomme *High life below stairs* : (Grand train au bas de l'escalier).

Là nous entendons causer Mistress Kitty avec je ne sais quel lord anglais, inventé par le romancier. — Qui a écrit Shakespeare ? demande Mrs. Kitty. — C'est Ben Jonson, répond M. le duc. — Non, reprend Lady Bab ; c'est un M. Finis ; car à la fin du livre, j'ai vu ce nom en

grosses lettres. » Poser et résoudre ainsi la question, c'est une plaisanterie ; mais un peu plus loin Jamieson revient sur le même sujet et prétend que très probablement Shakespeare a fait fortune en entretenant un poète de génie qui aurait écrit les pièces jouées par lui et par sa troupe. Shakespeare ne serait donc qu'un bon directeur de théâtre sachant s'enrichir du travail d'autrui, et une fois riche, se retirant dans sa ville natale. Et quel était donc ce grand poète sur lequel Shakespeare aurait mis la main ? Jamieson, en 1852, ne le disait pas, mais en 1856, dès le mois de janvier, une Américaine osa le dire et le faire imprimer dans le *Putnam's Magazine*. Suivant Miss Delia Bacon, c'était son homonyme, le philosophe Bacon, qui aurait écrit les pièces attribuées à Shakespeare, et qui les aurait employées à propager ses idées philosophiques. L'ouvrage de Miss Delia Bacon a pour titre : *La philosophie des pièces de Shakespeare dévoilée*, et suivant elle, cette philosophie est celle de Bacon, dramatisée et mise sur le théâtre par Bacon lui-même, mais par Bacon caché sous le nom de Shakespeare, et présentant Shakespeare, le comédien, en son lieu et place aux spectateurs et aux lecteurs de son temps et des siècles à venir.

Miss Bacon, qui n'avait de commun que le nom avec l'illustre et malheureux chancelier, mourut folle à 48 ans et demi, le 2 septembre 1859, mais son idée lui a puissamment survécu ; une suite déjà longue d'écrivains l'ont soutenue, la soutiennent encore ; une société baconnienne, formée à Londres, s'acharne à prouver que Bacon est l'auteur des drames Shakespeariens ; en Amérique, dans l'Inde, en Australie, on écrit et l'on parle pour et contre cette thèse ; on injurie, on insulte Shakespeare, on rappelle les hontes de Bacon ; et deux partis, Baconiens et Shakespeariens, d'accord pour admirer ces drames immortels, se disputent uniquement, mais avec fureur, sur la question de savoir à qui on les doit. Les Baconiens, il est vrai, se divisent déjà ; quelques-uns associent à Bacon d'autres gentilshommes qui l'auraient aidé, selon eux, à défrayer le théâtre de Shakespeare ; mais tous sont d'avis que Bacon a composé la plus grande partie des drames contenus dans l'in-folio de 1623, et que par conséquent, comme poète et comme philosophe, sa gloire dans les temps modernes est incomparable.

En ce moment le chef des Baconiens purs et exclusifs est M. Ignace Donnelly, auteur américain de deux gros volumes datés de 1880, qui ont pour titre *Le grand Cryptogramme* (j'expliquerai plus tard le sens et l'origine de ce nom). D'un autre côté, les Sha-

kespeariens décernent volontiers le premier rang à Mme Charlotte Stopes qui, en 1889, a donné la seconde édition d'un volume beaucoup moins compact, intitulé : *Réponse à la question Bacon-Shakespeare*. En lisant ces trois tomes et en y joignant un article de M. de Raynal inséré dans le *Correspondant* du 25 août 1888, on peut se mettre au courant de toute cette discussion dont le premier germe remonte, nous l'avons vu, à 125 ans, et qui ne semble pas encore près de se terminer.

Les Shakespeariens s'appuient sur une possession ancienne et qui pendant bien longtemps ne fut pas contestée. Quoi ! disent-ils à leurs adversaires, en présence des in-quarto publiés du vivant de Shakespeare, en présence du grand in-folio qui vit le jour 7 ans après sa mort, mais dont les éditeurs furent ses deux camarades Heminge et Condell, vous venez nous dire que la signature de toutes ces publications est fausse et que Bacon est le véritable auteur des poèmes, des sonnets et des drames ? Pourquoi d'abord, croyez-vous impossible que Shakespeare les ait composés ? — Parce qu'il était, disent les Baconiens, trop ignorant, — Qui vous l'assure ? — Ben Jonson. — Mais c'est un témoin suspect. Se piquant lui-même d'érudition, il a accordé difficilement ce mérite aux autres. De plus, il a quelquefois, dans sa prose et dans ses prologues, critiqué les œuvres de Shakespeare, qu'il ne trouvait pas assez régulières, assez classiques. Enfin que l'accuse-t-il d'avoir ignoré ? le grec surtout, et dans une certaine mesure le latin. Shakespeare, à en croire Ben Jonson, savait peu de latin et encore moins de grec. — Peu de latin ; sans doute, mais ce peu, c'est quelque chose et où l'avait-il appris ? Ben Jonson ne nous le dit pas, mais il est bien permis de supposer que Shakespeare était allé, durant son enfance, à l'école de grammaire établie à Stratford et où depuis vingt ans on enseignait le latin et même les éléments de la rhétorique. — Rien ne prouve, disent les Baconiens, qu'il y soit allé. — C'est vrai, mais rien aussi ne prouve le contraire, et quand on voit, imprimés sous son nom et de son vivant, tant d'ouvrages qui ont exigé au moins une teinture du latin, il est naturel de penser qu'à Stratford ou ailleurs il l'avait appris, puisque ni à Stratford où il est né, ni à Londres, où il a si longtemps vécu, il ne lui était impossible de l'apprendre. Curieux et intelligent comme on peut le croire, il aura complété son instruction à Londres. L'émigré italien Florio qui savait très bien le français et qui a traduit en anglais les *Essais* de Montaigne, peut lui avoir expliqué bien des ouvrages écrits en

français et en italien. Chez les libraires du temps, Creede, Field, Blunt et Vautrollier, on trouvait beaucoup de traductions, dont la liste et les exemplaires nous sont parvenus. On y trouvait aussi des histoires d'Angleterre, entre autres la chronique de Hollinshed, à laquelle il a emprunté *Macbeth*, *le roi Jean*, *le roi Henri IV*, *Henri V*, et *Richard III*. Quant à Plutarque, qui lui a fourni le sujet de *Coriolan*, de *Jules César*, d'*Antoine et Cléopâtre*, Amyot l'avait traduit chez nous, et dès l'année 1592, North mettait en anglais la traduction d'Amyot.

Ne nous dites pas, ajoutent les shakespeariens, que certaines nouvelles italiennes, entre autres celle d'*Othello*, par Géraldo Cintio, n'avaient pas encore été traduites en anglais. Pour comprendre un si court récit, Shakespeare a très bien pu se faire aider par quelqu'un, par ce Florio dont nous parlions tout à l'heure, ou même par quelque grand seigneur ami des lettres, comme le comte de Southampton auquel ses deux poèmes narratifs sont dédiés. N'est-il pas plus raisonnable de supposer cela que de déclarer fausse l'attribution à Shakespeare des in-quarto publiés de son vivant et sous son nom ? Notez que Ben Jonson, en tête de l'in-folio, fait l'éloge non pas seulement de l'œuvre, mais du poète qu'il nomme positivement Shakespeare et qu'il appelle *le doux cygne de l'Avon*, par allusion à la jolie rivière sur les bords de laquelle Shakespeare était né. Et pendant deux siècles et demi personne ne songe à douter qu'il soit l'auteur de ces poèmes, de ces sonnets et de ces drames. Il a même fallu attendre jusqu'à 1856, pour qu'on s'avisât de leur désigner un autre père et d'affirmer que ce père était Bacon.

L'hypothèse que Shakespeare a fait beaucoup de lectures irrégulières, peu méthodiques, et complété ainsi tant bien que mal ses études, s'accorde parfaitement avec les anachronismes et les erreurs si fréquentes dans ses pièces. Ou y reconnaît un homme très inégalement instruit, qui ne sait pas toutes les dates et tous les détails de mœurs qu'il faut connaître pour ne pas confondre les époques. Ainsi, dans un de ses drames (*Troïlus et Cressida*), Hector cite Aristote 800 ans au moins avant sa naissance ; il parle de Milon de Croton qui vécut six siècles après lui. Plutarque ayant écrit que Coriolan possédait toutes les qualités que Caton souhaitait dans un soldat, l'auteur anglais copie maladroitement la phrase et fait dire à l'un des contemporains de Coriolan « voilà le soldat idéal de Caton ». S'il avait suivi un cours régulier d'histoire romaine, il aurait su qu'entre Coriolan et Caton deux siècles et demi se sont écoulés. Des fautes



pareilles commises par Bacon nous surprendraient fort. Que sera-ce s'il s'agit d'erreurs commises sur l'histoire de la science ? Shakespeare fait sonner les horloges romaines, il fait tirer le canon en Ecosse par Macbeth et en France par Philippe-Auguste à des époques où aucun chroniqueur anglais ni français n'a la moindre idée de la poudre. Peut-on supposer que Bacon, si curieux du progrès des inventions humaines, ait avancé la date des premiers canons européens, surtout dans son *Macbeth*, dont la scène se passe en l'an 1047 après Jésus-Christ ? — Oui, disent les Baconiens, on peut le supposer ; ni cet anachronisme, ni d'autres encore ne nous étonnent chez Bacon auteur dramatique. On a vu ses contemporains, Beaumont et Fletcher, qui tous les deux étaient des hommes instruits, commettre dans leurs drames le même genre de fautes : Ben Jonson, l'érudit, représente des sénateurs romains regardant l'heure à des montres qu'ils tirent de leurs poches. Sur le théâtre anglais, au temps d'Elisabeth et de Jacques 1<sup>er</sup>, les auteurs les plus instruits ont peint les choses de la façon qui semblait la plus naturelle à la majorité ignorante des spectateurs. Pour faire comprendre que l'heure d'un crime est arrivée, on fait sonner l'horloge, même chez les anciens Romains. Les auteurs dramatiques ont beau sortir des universités, ils se font peuple pour le peuple et modernes pour leurs contemporains. D'ailleurs Bacon, ajoutent ses partisans, devait ici avec d'autant plus de soin cacher sa science qu'il ne voulait pas laisser deviner son nom. Écrivant ses pièces et les faisant jouer sous le nom de Shakespeare, il feignait l'ignorance pour mieux ressembler à son prête-nom et pour dépister la curiosité publique. L'ignorance de Shakespeare, poursuivent les Baconiens, et particulièrement M. Donnelly, était prodigieuse. On n'a qu'à jeter un coup d'œil sur sa signature, qui existe encore au bas de son testament et de quelques actes relatifs à ses intérêts. Elle est d'un homme qui sait à peine écrire, elle est à peu près illisible, tremblée, irrégulière ; quand on écrit si mal et si péniblement son nom, on ne peut pas écrire trente-six drames dont quelques-uns ont plus de deux mille vers.

Nous avons aussi, disent les Baconiens, un acte signé par la seconde fille de Shakespeare, qui se nommait Judith. Eh bien ! savez-vous comment elle signait à l'âge de 27 ans ? en traçant un griffonage, où l'on ne reconnaissait pas une lettre ; elle signait enfin comme quelqu'un qui ne sait pas écrire. Et voilà l'instruction que son père lui avait fait donner ! Shakespeare, conclut M. Donnelly, ne savait qu'une chose : gagner de l'argent, bien conduire ses affaires, et ex-

ploiter un homme de génie qui lui empruntait son nom pour éviter de se montrer.

Les Shakespeariens n'admettent pas cette conclusion. Supposons un instant, disent-ils, que Bacon ait en effet voulu écrire et publier *incognito* des poèmes, des sonnets et des drames, et que le meilleur moyen de garder l'*incognito* ait été de feindre l'ignorance. Encore ne devait-il la feindre que jusqu'à un certain degré ; et s'il voulait prendre pour pseudonyme, non pas un nom de fantaisie ou un anagramme, mais le nom d'un personnage réel et vivant, n'était-il pas maladroit de choisir celui d'un homme qui aurait su écrire à peine ? Si Shakespeare eût été ignare au point où le suppose M. Donnelly, on n'aurait pas été longtemps dupe du stratagème. On aurait dit, sans attendre la mort de Shakespeare, que cet âne de comédien ne pouvait pas être l'auteur de pareils ouvrages. Or, si quelqu'un l'a dit à cette époque, il n'a guère trouvé d'écho. Dans un pamphlet que tous les critiques ont cité, Greene, un poète dramatique supplanté par Shakespeare, l'accuse de remanier des pièces déjà anciennes, d'être un fac-totum de théâtre, de fabriquer du neuf avec du vieux, mais non pas de prêter son nom à des gens instruits. D'ailleurs, l'éditeur du pamphlet de Greene ne tarda pas à se réconcilier avec Shakespeare, qui n'en était encore qu'à ses débuts ; et depuis nous voyons accepter comme de Shakespeare les pièces publiées sous son nom, et surtout celle que contient l'in-folio. Vers la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, deux pasteurs anglicans de l'église de Stratford insèrent dans le journal de leur vie quelques traditions déjà lointaines qu'ils ont recueillies sur Shakespeare. L'un nous apprend qu'il est mort par suite d'excès commis dans un repas qu'il donna à des camarades ; l'autre nous dit qu'il est mort catholique, mais aucun d'eux ne prétend qu'il ait été incapable de rien écrire ; tous deux au contraire ne parlent de lui que parce qu'ils le regardent comme un poète célèbre et dont la ville de Stratford s'enorgueillit.

Il est vrai, et M. Donnelly se plaît à le rappeler, que vers l'année 1587, une pièce intitulée la *Belle Emma* fut jouée sur le théâtre, et critiquée par Greene. Le poète mécontent soutient dans un autre pamphlet composé à cette époque, mais publié un peu plus tard (1592), que la *Belle Emma* a été écrite par un théologien, qui ne voulant pas se nommer, a fait signer ses vers par un acteur, et par un acteur ignorant qui ne sait pas même écrire l'anglais. Or, le drame de la *Belle Emma* ayant été attribué à Shakespeare par quelques-uns, M. Donnelly s'empresse de nous dire : Voyez comme Greene

a jugé ce **comédien**, comme il l'a cru capable de prêter son nom à d'autres et impuissant à rien composer par lui-même. Cette conclusion est singulièrement précipitée ; car dans le pamphlet où il parle de la *Belle Emma*, Greene ne nomme pas Shakespeare et ce n'est peut être pas à lui qu'il fait allusion. En tout cas, un poète vieillissant ou passé de mode, et que Shakespeare naissant faisait oublier, ne pouvait être un juge impartial pour son jeune rival ; le dépit, la jalousie l'aveuglaient évidemment et le rendaient à bon droit suspect. Est-il besoin de dire que la *Belle Emma* est exclue de l'in-folio de 1623 et que bien peu de critiques regardent cette pièce comme une œuvre de Shakespeare ? Quant aux preuves sur lesquelles M. Donnelly se fonde pour accuser Shakespeare d'avoir à peine su écrire son nom, elles sont puériles ; car nous n'ignorons pas que sous les plumes les plus habiles et les plus soigneuses, la signature du nom est souvent ce qu'il y a de plus illisible. Tel qui écrit élégamment signe fort mal.

Et maintenant si Judith Shakespeare n'a pas su signer, faut-il absolument s'en prendre à son père ? Eloigné d'elle lorsqu'elle était enfant, Shakespeare n'a guère été en mesure de surveiller son instruction, et si plus tard il l'y a trouvée rebelle, il a dû d'autant moins lutter contre sa résistance, qu'à cette époque une fille de bourgeois anobli pouvait, surtout dans une petite ville comme Stratford, avouer sans honte qu'elle ne savait pas écrire. Son grand-père John Shakespeare ne l'avait pas su davantage, et il avait pourtant été maire de sa ville. Il ne faut pas juger des coutumes du seizième siècle par celles qui ont avec raison prévalu depuis, ni dire encore comme M. Donnelly, que Shakespeare était une bête puisqu'il ne savait pas comment épeler son nom et qu'il l'écrivait ou le laissait écrire de douze manières différentes. L'orthographe des noms propres était à cette époque aussi mal fixée que celle des autres mots, et bien qu'une certaine marquise de Sévigné ait tour à tour signé Sévigné et Sévigny, on ne s'avise pas chez nous de la déclarer ignorante.

On le voit, l'incapacité littéraire de Shakespeare et son mépris pour toute espèce de savoir ne sont pas aussi bien prouvés que les Baconiens se le persuadent ; toutefois ils passent outre, et déclarant Shakespeare déchu de tout droit à la paternité des poèmes des sonnets et des drames, il transfèrent à François Bacon l'honneur d'avoir composé ces ouvrages. Et quelles sont pour cela leurs raisons ? La première de toutes, c'est qu'une fois Shakespeare exclu, on ne pou-

vait choisir qu'un génie de premier ordre pour lui attribuer de tels chefs-d'œuvre. Là-dessus les Shakespeariens se récrient : Bacon génie de premier ordre ? disent-ils ; soit en philosophie, en morale, en histoire, en prose anglaise, mais non pas en poésie. Sa traduction versifiée de quelques psaumes est faible, ses Masques ou pièces allégoriques et morales, jouées par des étudiants et des avocats, n'ont absolument rien de dramatique ; il y a entre *Othello* et de pareilles productions un abîme que rien ne semble pouvoir combler. Les Baconiens le reconnaissent, mais ils allèguent que le talent poétique de Bacon est fort imparfaitement connu. Ses traductions de psaumes datent de sa vieillesse et des plus cruels moments de sa disgrâce, il était malade et désolé quand il les a faites. Ses Masques ne sont pas dramatiques, mais ils avaient pour but d'instruire, de moraliser, et ils renferment quelques jolis discours. En 1629 on publia sous le nom de Bacon la paraphrase en vers et très bien réussie d'une épigramme grecque. On a retrouvé également sous son nom dans les liasses de manuscrits cette même paraphrase et quatorze vers remarquables sur la tranquillité du juste. Bacon nous raconte dans son *Apologie* qu'il avait certain jour composé un sonnet destiné à être lu par la reine Elisabeth et à la réconcilier avec le comte d'Essex. Il est donc sûr, disent les Baconiens, que ce grand homme cultivait la poésie et que nous ne savons pas tout ce qu'il a écrit en vers. D'ailleurs que lui manquait-il pour y réussir ? Ni l'imagination, ni la connaissance du cœur humain, ni le don du pittoresque, ni même celui des bons mots. Pourquoi n'aurait-il pas été poète dramatique ?

Ici les Shakespeariens allèguent que ni l'esprit, ni l'imagination de Bacon ne leur paraissent ressembler à ceux de Shakespeare ; que Bacon vise toujours un but nettement tracé, tandis que Shakespeare s'abandonne soit à la fantaisie, soit à l'émotion, soit à la peinture des choses ou des personnes qui ne touchent en rien à ses intérêts ou à ses desseins. Shakespeare, comme diraient les Allemands, est infiniment plus objectif et plus en dehors de lui-même que Bacon. A ce jugement les Baconiens répondent que la différence des genres crée bien souvent la différence des génies, et qu'un même génie peut changer quand il s'applique à un genre nouveau pour lui. Se serait-on douté, disent-ils, que le mélancolique Cowper pût composer la joviale ballade de *John Gilpin* ? La pathétique tragédie d'*Andromaque* annonçait-elle l'amusante comédie des *Plaideurs*, et pouvait-on prédire que la même plume écrivait *Zaïre* et *Candide* ? La souplesse de certains talents n'a, pour ainsi dire, au-

cune limite. Donc si l'on trouve des indices que Bacon ait composé des vers et surtout des drames non avoués par lui-même et destinés à rester secrets, il ne faudra pas nier de parti pris la possibilité et l'existence de ces drames ou de ces vers, si différents qu'ils soient de ses autres œuvres connues.

Mais où sont ces indices, demandent les Shakespeariens ? — Dans les lettres de Bacon, répondent leurs adversaires, dans son *Apologie*, dans un de ses *Apophthegmes* et dans une lettre de l'un de ses correspondants. Durant l'année 1596, vers le mois de novembre Bacon, n'obtenant de la reine aucun avancement, était pauvre et criblé de dettes.

« La question d'argent, écrit-il au comte d'Essex, m'intéresse d'autant plus que je suis décidé à ne pas exercer le métier d'avocat. La pratique me prendrait trop de temps, et mon temps est consacré à de meilleurs desseins. Mais même en ce qui regarde cette question d'argent et de ressources, j'incline un peu vers l'opinion de Thalès, qu'un philosophe peut devenir riche s'il le veut ». Cette phrase, disent les Baconiens, semble indiquer que Bacon avait un plan pour gagner de l'argent tout en restant philosophe, et même en y faisant servir la philosophie.

Or, à cette époque, le théâtre était, de toutes les carrières littéraires, la seule qui fût véritablement lucrative. Ecrire pour le théâtre en mêlant à ses drames beaucoup de philosophie et d'observation morale, tel dut être le projet de Bacon dans sa misère, et peut-être même avait-il déjà commencé à l'exécuter. Ce qu'il y a de remarquable, insistent les Baconiens, c'est que les drames shakespeareiens cessent de paraître au moment où Bacon arrive aux honneurs et commence à toucher des émoluments considérables. Le *Comte d'hiver* fut joué en l'année 1611 ; et tous les critiques le regardent comme la dernière pièce de Shakespeare.

A cette époque Bacon était avocat-général et bien en Cour ; il n'avait plus besoin du théâtre pour vivre, et ses loisirs devaient être tout entiers consacrés à la conception de sa nouvelle méthode scientifique. Il a cessé alors d'écrire des drames ; Mais avant d'en arriver là, à quels travaux multiples il a dû se livrer et quelles alarmes, suivant les Baconiens, ont dû traverser sa vie d'auteur dramatique inconnu ! Ainsi, les partisans du comte d'Essex ayant fait jouer, en 1599, le *Richard II*, de Shakespeare, qui datait déjà de trois ou quatre ans, la reine fut mécontente qu'on eût remis

au théâtre un drame où étaient représentés la déposition et le meurtre d'un roi. Aucun ordre, il est vrai ne fut donné contre Shakespeare ; mais, en 1601, l'avocat-général Coke insulta Bacon et lui dit qu'il mériterait d'être mis hors la loi : « Vous n'avez plus le droit de m'y mettre, répondit Bacon, vous êtes en défaut ; vous suivez une vieille piste ». Selon les Baconiens, cette réponse voulait dire que depuis longtemps Bacon s'était justifié d'avoir écrit *Richard II* dans une intention révolutionnaire. Cependant, ajoutent les mêmes critiques, le nom de Bacon et celui de Shakespeare restèrent unis dans l'esprit de plusieurs personnes, et ce qui le prouve, c'est ce manuscrit trouvé dans le palais de Northumberland-House et portant sur sa couverture une liste de pièces ainsi composée : *Richard II, Richard III, Asmund et Cornelia, l'Île des chiens*. Sur cette même couverture trois noms sont griffonnés, Shakespeare, Bacon, Neville. Les Baconiens trouvent ce rapprochement significatif.

Ils citent encore (et ceci est bien plus spécieux) une lettre où Bacon s'adressant, le 1<sup>er</sup> mars 1603, à un certain sir John Davies, avocat et poète, qui était allé complimenter en Ecosse le roi Jacques VI sur son avènement au trône d'Angleterre, le prie de préparer en sa faveur l'esprit du monarque : « Soyez bon, dit-il, vous qui êtes poète, oui, soyez bon pour les *poètes cachés* ».

Ce dernier mot, disent les Baconiens, a beaucoup de portée ; on ne saurait y prêter trop d'attention. Bacon se range parmi ceux qui cultivent la poésie en secret et même sous de faux noms, car l'expression de *poètes cachés* comporte tout cela.

Et certes, disent-ils encore, Bacon avait bien raison de se cacher pour composer et pour faire jouer des drames. Tant que la reine Elisabeth avait vécu, tout en prenant plaisir à causer avec Bacon et même à lui demander son avis, elle le déclarait *peu profond* *He is not deep*, disait-elle au comte d'Essex qui le lui recommandait. Si elle avait su qu'il écrivait pour le théâtre, et qu'il donnait ou plutôt vendait ses pièces, non pas à des élèves d'Oxford, de Cambridge ou des écoles de droit, mais à des comédiens publics, il était perdu. Aussi cachait-il avec soin ses occupations dramatiques ; mais quelques amis cependant, sir John Davies entre autres, les connaissaient, comme le prouve, selon les Baconiens, la lettre que nous venons de citer.

Enfin durant l'année 1623 Bacon écrit à son ami Toby Matthew, demeurant alors en Espagne qu'il va lui envoyer un noble gage d'amitié. Toby, dans sa lettre de remerciements lui dit en post-scriptum : « Le plus prodigieux esprit que j'aie connu de ma nation et de ce côté de la mer porte le nom de Votre Seigneurie, quoiqu'il soit connu sous un autre nom. »

Eh bien ! disent les Baconiens à leurs adversaires, pouvez-vous douter encore ? Toby Matthew, intime ami de Bacon, vous dit bien clairement que Bacon est l'auteur des drames shakespeariens ; car le plus prodigieux esprit d'Angleterre et d'Europe à cette époque était évidemment l'auteur de ces drames. Quant au *noble gage* promis par Bacon, M. Donnelly y voit sans difficulté l'in-folio de 1623, alors sous presse ou récemment achevé et contenant le recueil des drames shakespeariens.

Voilà les indices extérieurs qui, selon les Baconiens, prouvent que le nom de Bacon devrait être, sur les deux poèmes, les 154 sonnets et les fameux drames, substitué à celui de Shakespeare qu'ils ont cependant porté du vivant de Bacon.

Mais plusieurs de ces indices sont d'une grande faiblesse ; et le plus faible de tous, à mon sens, c'est le rapprochement de ces deux noms sur le manuscrit trouvé dans Northumberland-House. Le manuscrit, qui n'a pas été achevé, devait contenir, comme la liste tracée sur la première page l'indique, des œuvres de différents écrivains, entre autre l'*Ile des chiens* qui est d'un poète appelé Nash. On y trouve une espèce de masque composé par Bacon et ayant pour titre la *Conférence du plaisir*. En somme, c'était un cahier où plusieurs ouvrages devaient être réunis, sans que cette juxtaposition impliquât le moins du monde l'identité d'auteur.

Quant aux soupçons que le procureur-général Coke exprima un jour sur Bacon, ils étaient assez naturels, après tant de bienfaits que le comte d'Essex avait répandus sur ce dernier. Que Bacon se fût concerté avec les partisans d'Essex pour faire jouer par les comédiens un *Richard II* révolutionnaire, cela était possible sans qu'il en fût l'auteur. Bacon, il est vrai, nous raconte dans ses apophtegmes, qu'il a spirituellement justifié devant Elisabeth le docteur Heyward accusé d'avoir écrit une histoire séditieuse de Henri VI ; mais cela ne prouve pas non plus qu'il fût lui-même l'auteur de cette histoire ; on peut sympathiser avec un écrivain et le défendre des soupçons et de la colère d'une reine sans avoir néanmoins pris la plume avec

lui. « J'ai fait jadis, nous dit Bacon dans ses apophtegmes, une réponse au sujet de cette affaire, qui bien qu'elle vint de moi, a passé sous d'autres noms ». Dans cette phrase équivoque, un fougueux Baconien, M. Appleton Morgan, s'était hâté de voir un aveu : « L'affaire, disait-il, était venue de lui, Bacon le reconnaît, et il ne s'agissait pas seulement de l'histoire, mais du drame de *Richard II* » M. Donnelly, quoique disposé à faire flèche de tout bois en faveur de Bacon, croit qu'ici M. Appleton Morgan s'est trompé, qu'il a mal compris la phrase et rapporté à l'affaire ce qui ne se rapportait qu'à la réponse. C'est la *réponse*, et non l'*affaire* dont Bacon se vante d'avoir été l'auteur. Rien à tirer, par conséquent, de son récit pour le soutien de la thèse baconienne. •

Les mots de *poètes cachés* (*concealed poets*) que contient la lettre à Davies, peuvent s'expliquer de deux façons. Ils signifient peut-être poètes allégoriques, Bacon lui-même ayant défini l'allégorie « une image qui montre et qui cache tout ensemble la vérité, » un poète allégorique est à certains égards un poète caché, mystérieux. Or, quand il composait ses masques et ses conférences allégoriques, Bacon était réellement un poète de cette classe. Mais supposons qu'il fit allusion à d'autres ouvrages en vers, à ce sonnet préparé par lui pour le comte d'Essex, et à deux ou trois pièces fort courtes qu'on a publiées seulement après sa mort, et dont je parlais tout à l'heure, ces morceaux connus d'un petit nombre d'amis l'autorisaient à se donner le nom de *poète caché*, sans qu'il soit nécessaire de lui attribuer la composition secrète et pseudonyme d'œuvres aussi splendides que les drames Shakespeariens.

Reste à expliquer maintenant la lettre de Toby Matthew décernant à un homme qui porte le nom de Bacon, mais qui est connu sous un autre nom, le titre du plus prodigieux esprit d'Angleterre et d'Europe. Il y a dans de telles expressions un mystère qui fait bien rêver, et une emphase qui prête à toutes les suppositions.

Les Shakespeariens remarquent néanmoins que les lettres de Toby Matthew publiées au commencement du *xvii<sup>e</sup>* siècle par le docteur Donne ne portent point de dates et nous sont présentées sans ordre. Il n'est donc pas bien sûr que le fameux post-scriptum ait été écrit en 1623. Admettons pourtant qu'on doive le rapporter à cette époque ; le *noble gage* promis par Bacon à son ami pourrait bien être la traduction latine du *Traité de l'Avancement des Sciences*, traduction destinée, dans la pensée du philosophe, à être comprise de tous les savants et de tous les siècles. N'oublions pas maintenant que Bacon



a eu un frère très spirituel et sachant s'introduire dans toutes les sociétés. Ce frère, qui se nommait Anthony Bacon, s'était chargé d'instruire le gouvernement anglais de tout ce qui se passait en France sous la Ligue et sous Henri IV. et pour ne pas inspirer de soupçons, il changeait de nom et se faisait appeler autrement en France qu'en Angleterre. L'éloge que lui accorde Toby Matthew est exagéré lorsqu'il le qualifie d'esprit prodigieux ; mais ce Toby Matthew, très reconnaissant envers François Bacon qui l'avait jadis fait rappeler de l'exil, a voulu procurer à son bienfaiteur le plaisir de croire que sa famille était réellement la plus intelligente d'Angleterre et peut-être d'Europe.

Voilà comment les Shakespeariens expliquent cette phrase. Quelques-uns vont plus loin et prétendent avec Mrs. Stopes leur chef, que Toby Matthew l'a rédigée un peu différemment. Suivant eux, il aurait écrit : « L'esprit le plus prodigieux de ma nation que j'aie jamais connu sur le continent. » Et ainsi tourné, le compliment ne peut plus s'appliquer à Francis Bacon, mais seulement à son frère Anthony déguisé sous de faux noms pour espionner la France.

Quant à moi, avant d'avoir collationné ensemble les éditions de Toby Matthew et ses manuscrits, s'il nous en reste, je me ferais scrupule d'adopter la leçon proposée ici par les Shakespeariens, et qui leur donnerait trop facilement gain de cause. J'admets donc que Toby Matthew, comme me l'écrit un bibliothécaire du British Museum que j'ai consulté, a réellement tracé ces mots : « Le plus prodigieux esprit que j'aie jamais connu de ma nation et de ce côté-ci de la mer porte le nom de Votre Seigneurie bien qu'il soit connu sous un autre nom. »

Je veux même accorder au mot *wit* le sens très étendu d'esprit, d'intelligence, de talent, qu'il avait au dix-septième siècle ; et toutes ces concessions une fois faites aux Baconiens, je trouve l'explication fournie par leurs adversaires encore plus vraisemblable que l'hypothèse nouvelle. Oui, tous ces indices extérieurs, ces témoignages, ces prétendus aveux me semblent insuffisants à soutenir le paradoxe baconien, et je ne crois pas qu'ils doivent prévaloir contre la mention que les contemporains, critiques bienveillants ou pamphlétaires jaloux, ont faite de Shakespeare comme auteur des poèmes, des sonnets et des drames, et contre le nombre des imprimés qui, de 1593 à 1623, portent en toutes lettres le nom de Shakespeare.

Aussi les Baconiens, tout en continuant de s'appuyer sur les raisons

extrinsèques que je viens de résumer, veulent-ils en trouver d'autres dans l'examen comparé des œuvres elles-mêmes. Suivant eux, les idées et le style de Shakespeare sont tellement pareils aux idées et au style du célèbre philosophe que, sous le chapeau emprunté à Shakespeare, on ne peut s'empêcher, disent-ils, de voir apparaître la tête de Bacon. Cette assertion est-elle juste? c'est ce que nous verrons.

## II.

Nous savons maintenant que depuis l'année 1856, il s'est formé dans toutes les contrées du monde où la langue anglaise est en usage, un parti littéraire résolu à soutenir que les deux poèmes, les cent cinquante-quatre sonnets et les trente-six drames attribués à Shakespeare ont pour véritable auteur le philosophe Francis Bacon. Nous avons examiné sur quels indices extérieurs, sur quels documents ce parti se fonde pour faire triompher un tel paradoxe; et nous avons trouvé que, parmi ces indices, la plupart sont très faibles et que les plus spécieux peuvent encore s'expliquer d'une façon très plausible et naturelle, qui n'ébranle en rien la possession si longtemps incontestée de Shakespeare. Les Baconiens toutefois ne s'en tiennent point à ces prétendus rapprochements, à ces aveux ou à ces allusions qu'ils croient découvrir et qu'ils nous montrent; ils veulent encore que nous comparions entre elles les œuvres Shakespeariennes et les œuvres de Bacon, et ils nous affirment que dans les poèmes, dans les sonnets et dans les drames nous retrouverons le style et les idées de Bacon; puis ils ajoutent ces mots:

« Comme de l'aveu des contemporains. Bacon était infiniment plus savant que Shakespeare, si les œuvres, dites de Shakespeare, sont pleines de la science de Bacon, c'est à Bacon, et non plus à l'ignorant comédien, qu'il faut se décider à les attribuer.

Que le lecteur me permette de suivre les Baconiens et de l'emmener avec moi et avec eux sur les différents terrains où ils nous appellent. Voyons en quoi le style et les idées de Bacon ressemblent si fort au style et aux idées de Shakespeare.

Les Baconiens, et en particulier leur chef actuel M. Donnelly, nous mettent sous les yeux une liste énorme d'expressions communes aux deux auteurs, ou pour parler comme eux, aux deux ensembles d'ouvrages. Mais la plupart de ces ressemblances ne prouvent que peu de chose, et la raison en est très simple. Bacon et Shakes-

peare écrivant à la même époque, et sur des sujets très connus, il était impossible que les mêmes mots ne se rencontrassent pas souvent sous leur plume.

Ainsi, quand M. Donnelly remarque que Shakespeare, dans *Hamlet*, et Bacon, dans un traité d'histoire naturelle, donnent au vent froid l'épithète de *eager*, il fait une observation bien inutile à sa thèse. Au xvi<sup>e</sup> siècle, *eager*, qui vient du français *aigre*, s'appliquait constamment à un froid vif et désagréable. Et aujourd'hui encore nous disons en France qu'il souffle une bise *aigre* et piquante, et ces doux mots appartiennent si bien à tout le monde que le plus grand auteur ou savant français peut le prononcer ou l'écrire au même moment où je l'écris ou le prononce. Quand Bacon veut exprimer son mépris pour certaines gens, il les appelle l'*écume* de l'humanité, *The scum of men*, Shakespeare parle également de l'*écume* des paysans bretons, *The scum of Bretagne and peasants*.

Mais quoi d'étonnant dans cette ressemblance d'expressions ? Est-ce que tous les jours des milliers de français n'emploient pas dans le même sens les mots d'*écume* et de *lie* ? Et faut-il que tous les ouvrages où ces mots se rencontrent soient attribués à un seul et même auteur ?

M. Donnelly peut dire, il est vrai, que le mot *eager*, cité par lui et par nous, il y a un instant, ne s'emploie guère dans le sens où Shakespeare et Bacon l'emploient lorsqu'ils l'appliquent à un vent aigre et piquant. Mais c'est de nos jours qu'il n'a guère plus ce sens ; du temps de Shakespeare et de Bacon, il l'avait couramment, et personne alors n'aurait prétendu reconnaître le style de Bacon à cet emploi particulier du mot *eager*.

Presque toutes les remarques de M. Donnelly sur les vocables qui se rencontrent dans les deux ensembles d'ouvrages viennent échouer contre la même réponse : on peut presque toujours lui dire que Bacon et Shakespeare, étant à la fois compatriotes et contemporains, devaient forcément parler la même langue.

Que Bacon écrive au roi Jacques I<sup>er</sup>. « Je prierai pour vous jusqu'au dernier soupir ; » et que Shakespeare fasse dire à l'un de ses personnages : « Je te suivrai jusqu'au dernier soupir ; » cette ressemblance a-t-elle rien d'extraordinaire ? Est-ce que dans les circonstances les plus différentes deux personnes voulant exprimer, l'une sa reconnaissance, l'autre son dévouement, qui dureront autant que leur vie, ne seront pas amenées à employer la même image ?

Bacon et Shakespeare ont écrit tous deux *the last gasp*, jusqu'au dernier soupir, et M. Donnelly en conclut que les deux auteurs n'en font qu'un et que c'est Bacon seul qui a écrit les deux passages.

Dans un chapitre de son livre sur *L'avancement des sciences*, Bacon parle de gens ignobles, sanguinaires et envieux, *base, bloody and envious persons*. Shakespeare, dans la première partie d'Henry IV, décrit une *ignoble et sanguinaire* insurrection.

— Voyez, dit à ce propos M. Donnelly; des deux côtés mêmes épithètes : *ignoble, sanguinaire*, langage identique, auteur identique. *Remède souverain* pour l'esprit, dit Bacon. *Remède souverain* pour les meurtrissures, dit Shakespeare; *sovereign remedy*. — Voici, s'écrie Bacon dans un discours au Parlement, le commencement d'un monde d'or, *of a golden world*. Et Shakespeare à son tour parle de l'âge d'or, *golden age, golden days*. Suivant M. Donnelly, il n'est pas probable que deux auteurs différents aient pu se rencontrer ainsi. Bacon parle du *globe* de l'univers, *the orb of the universe*; Shakespeare parle du *globe* de la terre, *the orb of the carth*. Comment ne pas voir ici, nous disent les Baconiens, l'identité de style et par conséquent d'auteur? Ainsi, parce que Corneille et Rotrou auront appelé l'amour un *beau feu*, parce qu'ils auront fait rimer l'un et l'autre *lauriers* et *guerriers*, *gloire* et *victoire*, vous en concluez que Corneille et Rotrou ne font qu'un, que la même plume a écrit *Venceslas* et *Le Cid*, et que le nom de l'un de ces deux hommes doit disparaître de notre histoire littéraire! On rirait certes d'un tel raisonnement; mais l'argumentation que M. Donnelly et les Baconiens fondent sur la ressemblance des mots employés dans les écrits que Bacon a signés et dans ceux qui portent le nom de Shakespeare n'est ni plus solide, ni moins risible. Evidemment deux hommes du même pays et de la même époque ne peuvent s'empêcher de puiser au même dictionnaire, d'employer les mêmes locutions, et souvent les mêmes métaphores, les mêmes comparaisons qui de leur temps sont en vogue. Voyez encore, nous disent les Baconiens, comme tous les deux s'accordent pour donner aux flatteries perfides, aux tentations séduisantes le nom de *gluaux* (*lime-twigs*) et pour appeler l'ambition « le péché qui a fait tomber les anges. » C'est le même homme qui a trouvé ces deux formules, et cet homme unique est Bacon.

Eh bien, cette comparaison se trouvait déjà dans l'Arioste qui avait été imité par Spenser et traduit en 1591 par John Harington. Quant à l'idée que le péché des anges a dû être l'excès d'ambition, nous la

trouvons chez les pères de l'Eglise. Les prédicateurs les moins célèbres, d'humbles curés de village l'ont répétée depuis dans des sermons, auxquels Shakespeare a pu parfois assister.

Ces idées-là n'offraient rien d'original, ni Bacon, ni Shakespeare ne les avaient créées, et tous deux les ont prises dans le domaine commun, je dirai même dans le domaine populaire.

Il y a des figures de rhétorique dont tout le monde se sert sans y attacher l'importance ou la signification doctrinale qu'elles ont eues jadis. Quand Boileau nous dit qu'un auteur ne doit pas sortir de la prose si *son astre en naissant ne l'a créé poète*, il ne faut pas s'empreser d'en conclure que Boileau croyait à l'astrologie, et il ne faut pas non plus attribuer cette superstition à Bacon et à Shakespeare, parce que tous deux nous parlent de gens « voués aux conspirations par les *astres* sous lesquels ils sont nés. » Il ne faut pas surtout, à l'exemple de M. Donnelly, déclarer que cette théorie astrologique n'a pu préoccuper sérieusement que Bacon, et que par conséquent si l'on y trouve une allusion dans les œuvres Shakespeariennes, c'est parce que Bacon est le véritable auteur de ces œuvres. Comme si les métaphores tirées de l'astrologie n'étaient pas à cette époque, comme de nos jours où l'on n'y croit plus, du domaine de tout le monde !

J'ai dit plus haut que M. Donnelly était persuadé de l'ignorance absolue de Shakespeare, mais j'ai dit aussi qu'il ne parvenait pas à démontrer nettement cette assertion. Pour lui Shakespeare ne fut qu'un comédien ignare, complètement incapable de citer un auteur quelconque.

Par conséquent toutes les fois que dans Shakespeare M. Donnelly trouve une citation formelle ou indirecte, il s'écrie : Voyez-vous, c'est Bacon le savant qui cite un de ses prédécesseurs ; un âne tel que Shakespeare ne savait rien de ce qu'on avait pu dire avant lui. Il y a même en ce genre un certain passage qui comble de joie M. Donnelly ; c'est celui où Shakespeare cite un mot d'Aristote sur la philosophie *morale*. Or il se trouve qu'Aristote a dit ce mot sur la philosophie *politique*, et comme Bacon à son tour cite le même mot en commettant la même erreur que Shakespeare, M. Donnelly ne doute pas que dans l'œuvre Shakespearienne comme dans l'œuvre Baconienne la faute vient de Bacon qui est l'unique auteur des deux. Cette bêtise est, selon lui, une marque évidente involontairement déposée par la main de Bacon. La vérité est qu'un certain Baudwin, commentateur anglais d'Aristote, qui avait déjà

faussé la citation, a pu induire en erreur aussi bien le poète que le philosophe. Par conséquent cette erreur ne prouvera rien en faveur de la thèse baconienne. Qu'on se rappelle la forte position que les Shakespeariens occupent toujours. Ils ont pour eux tous les in-quartos imprimés sous le nom de Shakespeare du vivant même de Shakespeare, et ils prétendent que l'œuvre Shakespearienne révèle des connaissances assez variées, mais irrégulièrement acquises et inégalement réparties, ce qui expliquerait très bien les anachronismes et les erreurs dont elle fourmille, et ce qui concorde avec le témoignage sévère du contemporain Ben-Jonson, déclarant que Shakespeare a su peu de latin et encore moins de grec.

Les Baconiens soutiennent au contraire que, sauf les erreurs historiques et géographiques laissées par Bacon dans ses drames à dessein et pour préserver son incognito, l'œuvre dite shakespeareienne respire une science profonde, allant aussi loin qu'elle pouvait aller dans ces premières années du xvii<sup>e</sup> siècle, devançant même quelquefois les idées du temps, et par conséquent digne de Bacon.

Suivant M. Donnelly, les drames shakespeareiens ne peuvent avoir été écrits que par un habile jurisconsulte. Les affaires de droit civil et politique y sont parfaitement exposées, la loi Salique, dans la première scène de Henry V, y est discutée, au point de vue anglais, sans doute, mais avec une précision remarquable et une grande abondance de faits à l'appui.

L'auteur des drames shakespeareiens emploie très souvent les termes de palais, et toujours à propos, jamais à contre-sens, lors même que ces termes sont empruntés au latin du moyen-âge ou au vieux français normand. Il y a telle scène shakespeareienne qui dans une école de droit pourrait servir comme leçon de procédure. Shakespeariens et Baconiens sont à cet égard du même avis ; mais au lieu de conclure que Bacon a écrit ces pièces où brille tant de savoir juridique, les Shakespeariens expliquent par les relations de Shakespeare ce mérite particulier de son œuvre. Il a, disent-ils, dans sa première jeunesse, été clerc chez un homme de loi ; une vague tradition, restée au pays, donne lieu de le penser. En outre, il a eu, si l'on en croit certains récits populaires de Stratford, maille à partir, comme braconnier, avec le juge de paix, son voisin Thomas Lucy ; son père, alderman, puis maire de Stratford, avait acquis une pratique courante de certains règlements de police ; enfin plus tard, à Londres, il a pu suivre les tribunaux, consulter des amis qui avaient fait leur droit. Cette scène où il discute si bien la loi salique, est

une de celles qu'il a le plus travaillées, car nous en possédons deux éditions, l'une in-quarto, l'autre in-folio, qui diffèrent entre elles et présentent de nombreuses retouches. Shakespeare a étudié le droit irrégulièrement, mais avec une curiosité d'artiste sincère, et aussi avec ce sens de la réalité qui ne lui fit pas défaut dans la vie et qui le ramena riche et paisible pour mourir au sein de sa famille et de sa ville natale.

Shakespeare ne fut pas non plus étranger à la médecine ; ses descriptions du corps humain, des maladies, des médicaments, des poisons offrent autant d'exactitude que l'état de la science en pouvait alors comporter. Aussi les Baconiens ne manquent-ils pas de dire qu'ils reconnaissent Bacon à ces mérites scientifiques ; mais ici encore on leur répond qu'il n'a été impossible à Shakespeare ni de lire des livres de médecine ni de consulter des hommes versés dans ce genre d'études, ni d'entrer en curieux ou en observateur dans une boutique d'apothicaire ou un laboratoire de chimiste. Quant à soutenir que dans un certain passage d'*Hamlet*, la circulation du sang est devinée, c'est forcer le sens du passage en question, et c'est faire trop d'honneur à la science de Shakespeare, ou même à celle de Bacon, qui jamais dans les ouvrages}avoués et signés par lui, n'a su décrire la circulation du sang.

A l'époque de Shakespeare, de Bacon, de Descartes même et de Malebranche, de Bossuet, et de Fénelon, tout le monde expliquait les rapports de l'âme et du corps par l'intervention des *esprits vitaux*, que l'on définissait « la partie la plus subtile et la plus agitée du sang. » Lors donc que Shakespeare et Bacon s'accordent, l'un dans ses sonnets, l'autre dans sa prose, à appeler les passions coupables « une vaine dépense d'*esprits*, » n'allez pas dire, comme les Baconiens, que vous reconnaissez là une théorie de Bacon dont le comédien Shakespeare n'a pas pu avoir l'idée. C'était en ce temps-là la théorie de tout le monde, et une théorie qui dans la langue française a laissé jusques à nos jours des traces aussi visibles et aussi persistantes qu'en anglais. Shakespeare parle quelquefois de faire des expériences, c'est ce qu'il appelle dans *Hamlet* « *to try conclusions* ; » mais le médecin Gilbert les recommandait avant Bacon, et même il avait publié le récit de celles qu'il avait faites sur l'aimant.

Le Hamlet de Shakespeare écrit à Ophélie : « Doute que les étoiles soient du feu ; doute que le soleil se meuve autour de la terre ; mais ne doute pas de mon amour. » Là-dessus les Baconiens s'écrient : voilà du Bacon. L'illustre chancelier croyait à la nature

ignée des étoiles et au mouvement du soleil ; par conséquent il fait dire à Hamlet : doute des choses les plus évidentes, les plus certaines, mais ne doute pas de mon amour, qui est encore plus certain. Les shakespeariens répondent que ce n'est pas là le véritable sens du passage, que Hamlet veut dire au contraire : la nature ignée des étoiles est douteuse, le mouvement du soleil l'est aussi, mais mon amour ne l'est pas. Qu'on interprète ces vers de *Hamlet* comme on voudra, il restera toujours à prouver que Bacon seul dans l'Angleterre d'alors connaissait les discussions ouvertes sur ces deux points, et qu'un comédien imparfaitement instruit, mais curieux et observateur, n'en avait jamais entendu parler. Or, je défie qui que ce soit d'en faire la preuve. Il est certain que Shakespeare pouvait, sans être Bacon, et même sans l'avoir lu, avoir appris que Tycho-Brahé et Galilée, ses contemporains, discutaient ces questions en sens opposé et que le monde savant était partagé entre eux.

A. DE TRÉVERRET.

(*A suivre*).

---



# HENRY QUATÉ ET LOU CARBOUË DÉ CAPCHICOT

(RÉCIT LANUSQUET).

---

## QUATRIÈMO CHANT

Capchicot àou rétour dé Paris soun grand biatjié,  
Déns soun castèt tout nèou àout un courriouatjié  
Dous mè dous : la fourtûno éngagnâdo àou tinéou  
Aboundouso, basiouo, èro toutjiours dé mèou :

« Ysabê, si digout, dé la nosto fourtûno  
« Càou hézé coumo hênt dé récorto coumûno  
« Dount portont à la glèyzo un pugnérat dé groun,  
« Agnêts, doutzénos d'ûous et poulêts tout à roun ;  
« Càou reléoua la glèyzo ; aprêts, coumo dé justé,  
« Pér tant qué lou ségnou d'Allouns nous tarabusté  
« Aouram lou nosté banc sibant lou nosté drèt ;  
« Aqûi tabé s'entèrro un ségnou dé l'èndrèt. »

Moussu curé countènt announcèt én cadièro  
Qué la glèyzo d'Allouns ta praoubo séré bèro,  
Qu'ûo man sé draoubiouo én dé la reléoua.  
Et qué bêts jours sus èro anéouont sé léoua.  
Digout pas arré mèy, parlèt pas dou baillayré :  
Mais lou ségnou d'Allouns à la méssou àout l'ayré  
Aouéjat, mésprésiou et tant arrégagnat,  
Qué digout : « N'ès pas ét qu'à la glèyzo a baillat. »

Lou travail sè hascout ; clouchè dam campanéto,  
L'aouta, lous ornoménts, moubiliè dé glèyzéto,  
Estèt bien aboundous aquèt néouèt ségnou :  
L'aouté nou baillèt pas qué sa machanto himou.  
Quand béygout déns la glèyso io plaço réserbâdo  
En dou néouèt ségnou, déns soun âmo irritâdo  
S'engragnèt à jamais la raoujo dé bénjia  
L'affront hèyt à soun réng. Sé boutèt à sounjia  
Coumo pouyré tira d'un carboué bénjiênço,  
Sans paréchè éstima d'y trouba nâdo oufensso,  
Pérqué jamais bilain n'oufênsèt un ségnou :

# HENRY QUATRE ET LE CHARBONNIER DE CAPCHICOT

---

## QUATRIÈME CHANT

Capchicot, au retour de Paris, son grand voyage,  
Dans son château tout neuf eut une arrivée  
Des plus douces : la fortune familière chez lui,  
Généreuse, pleine de sève, était toujours de miel :  
« Elisabeth, dit-il, de notre fortune  
« Il faut faire comme on fait de récolte ordinaire,  
« Dont on porte à l'église une mesure de grains,  
« Des agneaux, des douzaines d'œufs et des poulets aussi :  
« Il faut relever l'église ; après, comme de juste,  
« Pour autant que le seigneur d'Allons nous tarabuste  
« Nous aurons notre banc suivant notre droit ;  
« Là aussi s'enterre un Seigneur de l'endroit. »  
Monsieur le curé, content, annonça en chaire  
Que l'église d'Allons, si pauvre, serait belle,  
Qu'une main s'ouvrît pour la relever,  
Et que de beaux jours sur elle allaient se lever.  
Il ne dit pas autre chose ; il ne parla pas du donateur :  
Mais le seigneur d'Allons à la messe eut l'air  
Ennuyé, dédaigneux et tellement rageur,  
Qu'on dit : « Ce n'est pas lui qui a l'église a donné. »

Le travail se fit ; clocher avec cloche,  
L'autel, les ornements, mobilier de petite église,  
Il fut bien généreux ce nouveau seigneur !  
L'autre ne donna que sa mauvaise humeur :  
Quand il vit dans l'église une place réservée  
Pour le nouveau seigneur, dans son âme irritée  
Entra pour toujours la fureur de venger  
L'affront fait à son rang. Il se mit à penser  
Comment il pourrait tirer d'un charbonnier vengeance  
Sans paraître estimer d'y trouver quelque offense,  
Parce que jamais vilain n'offensa le seigneur :

- « Pér m'oufensa cadré qu'estéssé aoustant qué jou,
- « Et n'és qu'un carbouè, disèouo ! Mais soun titré ?
- « Jamais lou rèy nou pot hèzé noblé un bélièré !
- « Dam ploumb nou podont pas hèzé nat louis d'or !
- « És à bésé qu'aci lou rèy a tout lou tort :
- « Mais, sé càou, mèmo àou réy l'y troubèrèy la coupo,
- « Et pouyra, milo-dous ! énbia touto sa troupo,
- « Né crègni nat d'èci, ni dé Castèttjiélous !
- « Dé défendé soun noum quin ségnou n'és jélous ?
- « Défendèrèy lou mén ! Pourtraits dé ma famillo,
- « Mous aoujols, nosté noum coumo ûo éstélo brillo,
- « L'y birèrèy l'affrout ! Pur l'èsparièrèy
- « Coumo mé l'ats baillat ! Ous éspatarnèrey
- « Déns la glèyzo, sé càou, prumè, jou blou, dé bésé
- « Un carbouè manant aoustant qué jou sé crésé,
- « Déouant jou sé pourta coumo dou mè hàout réng !
- « Coumént ! d'un grand ségnou la parénci sé prend !
- « Et dam un tros fraoudat dé papè dé noublèssô
- « Boudré marcha pariè dous ségnous dé Sangrèssô
- « Qu'estènt toutjiours prumès dam lous rèys àous coubats,
- « Et qué d'un ta hàout réng nou sount jamais coumbats ! »

Atàou arrégagnat, ésmalit, à la mèsso  
Sangrèssô s'en angout pér téngué sa proumessô  
D'arcouèillè lou bilain qué né hazé ségnou  
Et dé l'éspatarna pér hénjia soun aounou.  
Capchicot prégrant Diou déns soun banc s'èspampèouo :  
Moussu curè mè louy sas hôros légissèouo.  
Aous argouèys lou ségnou dam l'èspaso àou coustat  
Bènt coumo l'astourèt, et sé rounço irritat  
A d'ahignous sou banc qué d'ûo ségutido  
Hascout tout éstrémpli : sus aquéro butido  
Capchidot éstounat. sous chapélèts àous dits,  
Sé biro sou ségnou sarbâno qué l'y dits :  
« Quito aquét banc, manant, sé bos pas qué t'en ttri !  
• Mé bésos ésmalit, ét sus tu quand mé biri  
« Aquéro man buièjo én dé t'éspatarna ! »  
Labèts tiro l'èspaso et parlo d'ou sanna  
« Coumo un porc sangliè, sé l'y dits én coulèro :  
« Mais s'èros un ségnou, sérès homi dé guërro !  
• Aro té boutèrés én gardo crounto jou,

- « Pour m'offenser il faudrait qu'il fût autant que moi.
- « Et ce n'est qu'un charbonnier, disait-il ! Mais son titre ?
- « Jamais le roi ne peut faire noble un bêlître !
- « Avec du plomb on ne peut pas faire des pièces d'or !
- « C'est à voir qu'ici le roi a tout le tort :
- « Mais, s'il le faut, même au roi je lui trouverai le joint,
- « Et il pourra, mille-doux ! envoyer toute sa troupe,
- « Je n'en crains aucun d'ici ni de Casteljaloux !
- « De défendre son nom, quel seigneur n'est jaloux ?
- « Je défendrai le mien ! Portraits de ma famille,
- « Mes aïeux, notre le nom comme une étoile brille,
- « Je lui détournerai l'affront ! Pur je le garderai
- « Comme vous me l'avez donné ! Je les percerai de l'épée
- « Dans l'église, s'il le faut, plutôt que, moi vivant, de voir
- « Un charbonnier manant, autant que moi se croire,
- « Devant moi se porter comme du plus haut rang !
- « Comment d'un grand seigneur la tenue il se prend !
- « Et avec un chiffon frelaté de papier de noblesse
- « Il voudrait marcher l'égal des seigneurs de Saintgresse
- « Qui furent toujours les premiers avec les Souverains aux combats.
- « Et qui d'un si haut rang ne sont jamais tombés ! »

Ainsi menaçant, colère, à la messe  
Saintgresse s'en alla pour tenir sa promesse  
D'aller au devant du vilain qui se faisait seigneur,  
Et de le percer pour venger son honneur.  
Capchicot, priant Dieu, dans son banc se prélassait :  
Monsieur le curé, plus loin, ses Heures lisait.  
Aux aguêts le seigneur, avec l'épée au côté,  
Vient comme l'épervier, et se précipite irrité  
De surprise sur le banc que d'une seéousse  
Il fait tout s'ébranler : sur cette poussée  
Capchicot surpris, son chapelet aux doigts,  
Se retourne sur le seigneur hors de lui qui lui dit :  
« Quitte ce banc, manant, si tu ne veux pas que je t'en tire !  
« Tu me vois en fureur, et sur toi quand je me tourne  
« Cette main me démange de te transpercer ! »  
Alors il dégaine l'épée et parle de le saigner  
« Comme un porc sanglier, lui dit-il en colère :  
« Mais si tu étais un seigneur, tu serais homme de guerre !  
« Alors tu te mettrais en garde contre moi,

- « Et dé toun sabé-hâ mouchévés la balou ! »  
Et lou ségnou d'Allouns àou combat sé parèouo :  
« Un, dus ! » cridèouo aqui. Lou Capçhicot sé lèouo ;  
Sans sé facha l'y dits : « Moussu, s'aouèy lou fouét  
« Bous biréri d'aci, bous dam bosté flourét ! »  
Et lou ségnou labéts dé saouta dé coulèro :  
« Manant, sé l'y digout, ûo espàso ta bèro,  
« L'espàso dous guèrriers, dous aoujols, dé moun pay,  
« L'apèros un flourét ? » — « Disi coumo s'escay  
« Lou mot, sé digout l'aouté : et tabé, bosto espàso,  
« La coulèro dount èts rougé coumo la bràso,  
« Nou sount pas pèr mé hà parla bién justomént :  
« Ets un piquiou, Moussu, t'h'at disì francomént !  
« Bous èy-jou pourtat tort, empouchiouat à bosto,  
« Ou demandat ardots pèr paga ço què costo  
« Aquésté praoubé banc qu'ètz' hè tant èsmali,  
« Et coumo un patarin què jurats d'abali ?  
« Déchats-nous préga Diou qu'és aci nostè mèstè !  
« Réspéttats sa maysoun, sé grand ségnou bôts èsté :  
« Bous dioui pas arré, nou bous porti pas tort ! »  
— « Coumènt, sé cridèt l'aouté, acos un pâou trop fort !  
« Nou bésos pas qu'aci, tu ségnou, m'amèndrissos !  
« Què l'aounou dé moun noum dam lou toun assoumbrissos !  
« Què Diou bôou ésta soul pèr ésta lou mè grand !  
« Et què lou mè boun blat s'èsganis dam l'èsgram ?  
« Què pensa d'un ségnou què sab pas sé défèndé ? »  
« Què counéch pas l'espaso et nou sat pas sé réndé ?  
— « Es bray, counéchi pas l'espaso, lou flourét,  
« L'y digout Capçhicot, mais counéchi lou fouét,  
« La hourco, lou bastoun, lou bésouil, l'aguillâdo,  
« La lutto, sé boulèts, et d'armos né câou nâdo,  
« Quand lou Boun Diou nous a dé bras, dé pugns armats :  
« Hazèts lou paydoutèmps, aci m'agarréjats  
« Prâmo què souy ségnou ! N'âts pas doune prou dé plaço ?  
« Moun castèt bous hèy ombro et lou bosté émbarrasso !  
« Pensats què n'âm pas prou dou màou què bènt soulèt  
« Sans l'y hèsè courdèt à pous dé pistoulèt ?  
« S'èy reléonat la glèyso, èro prèsqué toumbâdo  
« Dèmpèy lous higounâous què l'aouènt dérrouillâdo ;  
« Jou n'at aouri pas hèyt s'at aouèots hèyt bous ;

- « Et de ton savoir faire tu montrerais la valeur !  
« Et le seigneur d'Allons en garde se parait :  
« Un, deux ! » criait-il là. Capchicot se lève ;  
Sans se fâcher il lui dit : « Monsieur, si j'avais le fouet  
« Je vous écarterais d'ici, vous et votre fleuret ! »  
« Et le seigneur alors de bondir de colère :  
« Manant, lui dit-il, une épée aussi belle !  
« L'épée des guerriers, des aïeux, de mon père,  
« Tu l'appelle un fleuret ? » — « On dit comme il vient  
« Le mot, répondit l'autre : et aussi votre épée,  
« La colère dont vous êtes rouge comme des charbons ardents,  
« Ne sont pas pour me faire parler bien justement.  
« Vous êtes bien susceptible, Monsieur. je vous le dis franchement.  
» Vous ai-je porté tort, gêné en rien chez vous,  
« Ou demandé de l'argent pour payer ce que coûte  
« Ce malheureux banc qui vous fait tant fâcher,  
» Que comme un mécréant vous jurez de renverser ?  
« Laissez-nous prier Dieu qui est ici notre Maître !  
« Respectez sa maison si grand seigneur vous voulez être ;  
« Je ne vous dois rien, je ne vous porte pas de tort ! »  
— « Comment, cria l'autre, c'est un peu trop fort !  
« Tu ne vois pas qu'ici, toi seigneur, tu m'amoindris !  
« Que l'honneur de mon nom avec le tien tu assombris !  
« Que Dieu veut être seul pour être le plus grand !  
« Et que le meilleur blé s'étiole avec le chiendent !  
« Que penser d'un seigneur qui ne sait pas se défendre,  
« Qui ne connaît pas l'épée et ne sait pas rendre l'attaque ? »  
— « C'est vrai, je ne connais pas l'épée, le fleuret,  
« Lui dit Capchicot, mais je connais le fouet,  
« La fourche, le bâton, la houe, l'aiguillon,  
« La lutte, si vous voulez, et d'armes il n'en faut aucune  
« Quand le bon Dieu nous a de bras et de poings armés !  
« Vous faites du vacarme, ici vous me provoquez,  
« Parce que je suis seigneur ! Vous n'avez donc pas assez de place ?  
« Mon château vous fait ombre et le vôtre embarrasse ?  
« Pensez-vous que nous n'ayons pas assez du mal qui vient seul  
« Sans lui donner la main à coups de pistolet ?  
« Si j'ai relevé l'église, elle était presque tombée  
« Depuis les huguenots qui l'avaient démolie ;  
« Je ne l'aurais pas fait si vous l'aviez fait vous-même ;

« Dé ço qu'és én dé Diou nou siéts pas jélous ! »  
« Lou rèy m'a hèyt aounou : sé n'és coumo lou bosté  
« D'hérétatjié, és dou rèy, et n'és pas méns lou nosté ;  
« Et mèy qué tout lou bèn mé l'ésparièrèy ;  
« Lou banc, la supûrturo én quésto glèyso aourèy :  
« Sount mous dréts ! » — « Sé lou rèy t'a hèyt aounou, bé sabont  
« Qu'ès lou praoubo capèro, y digout : tous té brabont,  
« Et sé trufont dou pèc : n'és pas lou carboné  
« Qu'éngragno lou réyot, disont : sé l'Yzabé !... »  
Ah ! praoubés, én quét mot, raoujous, hò dé coulèro  
Capçhicot sou ségnou saouto, l'éstamplo à terro,  
L'y coupo soun éspaso, et sus ét éstampat  
Tusto coumo sou sô paysans batont lou blat.  
Moussu curé dam touts aoué quittat la plaço :  
« Léngo dé trétzé, apprend à mé hèzé la crasso,  
« Cridèouo Capçhicot, d'attaqua l'Yzabé !  
« At paguérés mè chèr sé lou rèy at sabé !  
« En dé respétta pas la glèyzo ni la méssou  
« Es dounc un higounàou ? Déouant Diou héy proumèssou  
« Dé té coupa lous réns, guispoun, tristé ségnou,  
« Sé débisos dou rèy, dé l'Yzabé, dé jou ! »  
Et lou déchèt atàou passat à l'éstamino,  
Tout arrémillouat coumo ûo gatomino.  
Lou carboné tournèt ségui sous chapéléts,  
Et Sangrèssou én ésporlo apèrèt sous bayléts.  
Jamais lou Capçhicot déns ta grâno coulèro  
N'èro éntat : « Yzabé, lou rèy, pérquero t'èro !  
« Ah ! lou tristé sutjiéc ! S'y tourno , ou boy tua ! »  
Quand réntret Yzabé d'ou bésé pantua,  
Bèlèou mèy ésmaouut qué dam lou biél Sangrèssou,  
L'interrouguèt dé tout : « Toun titré dé noublèssou  
« As bien hèyt dé bénjia, l'y digout Yzabé :  
« Aquét biél arpatin aoué dit àou crabé  
« Lèzos caousos su jou, sou réyot : àmo làcho,  
« En d'escarta lou rèy à méssounjios s'abàcho !  
« Ah ! coumo as-tu bién hèyt dou roumpé, carboné,  
« May l'espaso tabé dé l'y coupa, ma foué ! »

Damb'aco Capçhicot enjié plus nou droumiouo.  
S'inquièteouo dé tout ; pér mouménts s'éstrémbliouo,  
Et tout soulét disé : « Quand hazèoui carboun,

« De ce qui est pour Dieu ne soyez pas jaloux.  
« Le roi m'a fait honneur : s'il n'est comme le vôtre  
« D'héritage, il est du roi. il n'est pas moins le nôtre ;  
« Et plus que tout le bien je me le conserverai ;  
« Le banc, la sépulture en cette église j'aurai :  
« Ce sont mes droits. » — « Si le roi t'a fait honneur, on sait bien  
« Que tu es le pauvre imbécile. lui dit-il : tous te provoquent  
« Et se moquent de toi : ce n'est pas le charbonnier  
« Qui attire le prince, dit-on, si Elisabeth !... »

Ah ! pauvres, à ce mot. enragé, fou de colère  
Capchicot sur le seigneur saute, l'étend par terre,  
lui coupe son épée et sur lui étendu  
Il frappe comme sur le sol on bat le blé.

Monsieur le curé avec tous avait quitté la place :

« Langue perfide, apprends à me faire la vilénie,  
« Criait Capchicot. d'attaquer Elisabeth !  
« Tu le paierais plus cher si le roi le savait !  
« Pour ne pas respecter l'église ni la messe,  
« Tu es donc un huguenot ! Devant Dieu je fais promesse  
« De te casser les reins, guêpe, vilain seigneur,  
« Si tu critiques encore le roi, Elisabeth et moi ! »

Et il le laissa ainsi passé à l'étamine,

Tout recoquillé comme une chenille.

Le charbonnier revint continuer son chapelet.

Et Saintgresse éreinté appela ses valets.

Jamais Capchicot dans une aussi grande colère

N'était entré : Elisabeth. le roi, par cette terre !

« Ah le triste sujet ! S'il y revient je veux le tuer !

Quand il rentra, Elisabeth, en le voyant essoufflé,

Peut-être plus ému qu'avec le vieux Saintgresse,

L'interrogea sur tout : « Ton titre de noblesse

« Tu as bien fait de venger, lui dit Elisabeth :

« Ce vieux débauché avait dit au chevrier

« De laides choses sur moi, sur le prince : âme lâche,

« Pour écarter le roi à des mensonges il s'abaisse !

« Ah ! comme tu as bien fait de le fustiger, charbonnier,

« Et aussi l'épée de lui couper, ma foi ! »

Avec tout cela Capchicot jamais plus ne dormait.

Il s'inquiétait de tout ; par moments il tremblait,

Et tout seul il disait : « Quand je faisais du charbon



« Et qu'èri Capchicot lou carboué d'Alloun,  
« Sé n'aouèy pas tant d'or, un castèt et lou mayné,  
« Et s'adàro n'èy plus là misèro qu'ém jaymé,  
« Nou souy pas tant hurous coumo n'èri labèts :  
« Lous praoubés ant toutjious l'espéranço damb'èts,  
« Lou souméil, l'appétit, surtout quand lou pan manco ;  
« Aro nat jour dé boun, nâdo bouno nèyt franco ;  
« Appétit n'èy jamais. et dénpèy qu'àm dé tout,  
« Malagantè, jélous m'escanont dé pèrtout.  
» Lou réyot m'at disé : sé poudèoui lou bésé,  
« Jou dou ségnou d'Alloun qu'ou boulèoui pas crésé,  
« Pénsi qu'arriré bien d'ou bésé atâou prèssat ! »  
Digun nou sabout pas ço qué s'èro passat.  
Capchicot et sas gèns lou dimèché à la mèsso  
Sé boutènt déns lou banc, et lou ségnou Sangrèssou  
Typèt et bégout plus à la glèyzo d'Allouns.  
Et toutjious Capchicot troubèouo lou tèmps lounq.  
Paterniouo arbourit : d'aoujé ûo carbouèro  
Toutjious dé mèy én mèy sèntlouo la dèrguèro.  
Yzabè l'y disèouo : « Et ba t'én biatjiéja !  
« Délèto-té ! N'as pas pòou dé miséréja ! »  
— « Pouyri pas, disèouo ét ; las forços, sé mé sèmblo,  
« Mé quittont cado jour : moun cô tapéjo, trèmblo ;  
« N'anguiri pas hardit coumo èy hèyt à Paris ;  
« Souy plus bisclé, ni jouén, et moun péou és tout gris ! »  
Et toutjious ço dé mèmo aprèts rapapillèouo,  
Et lou malagantè, l'aouéjè répinneouo.  
A la fin né toumbèt dèrguè, énjioisté, péllou.  
Digout à l'Yzabè : « Nous bam lèou disé adiou ! »  
Enbièt à cèrca dam lou mètjié lou prèsté.  
Aprèts lous sacromènts, digout : « Gn'a qué m'arrèsté  
« En dé mouri countént qué lou ségnou d'Allouns :  
« Damb'èt aouri dus mots à disé : anguirats dounc  
« Lou préga dé bèni ; souy à l'hòro darrèro. »  
Et quand èstèt aqui : « Su nosto praoubo tèrro,  
« Sé l'y digout, Moussu, sount mèy lountèmps couchiats  
« Qué drèts : tabé nous càou déouant d'esté ayassats  
« Pér quèro nèyt ta lounqo aoujé couchiéto bouno :  
« Moussu curé m'a dit : Lou boun Diou tz'é pèrdouno !  
« Mais mé séré bién dous qu'ém bouillèts pèrdouna,

- « Et que j'étais Capchicot le charbonnier d'Allons,
- « Si je n'avais pas tant d'or, un château et le domaine,
- « Et si maintenant je n'ai plus la misère qui me gêne,
- « Je ne suis pas de beaucoup heureux comme je l'étais alors.
- « Les pauvres ont toujours l'espérance avec eux,
- « Le sommeil, l'appétit, surtout quand le pain manque :
- « A présent aucun jour bon, aucune bonne nuit franche ;
- « Appétit je n'en ai jamais, et depuis que nous avons de tout,
- « Maladie, jaloux m'étranglent de partout.
- « Le prince me le disait ; si je pouvais le voir,
- « Moi du seigneur d'Allons qui ne voulais pas le croire,
- « Je pense qu'il rirait bien de le voir ainsi étrillé ! »

Personne ne sut ce qui s'était passé.

Capchicot et ses gens le dimanche à la messe  
Se placèrent dans le banc, et le seigneur Saintgresse  
Bouda et ne vint plus à l'église d'Allons.

Et toujours Capchicot trouvait le temps long.

Il souffrait enflé : d'avoir une charbonnière  
Toujours de plus en plus il sentait la démangeaison.

Elisabeth lui disait : « Et va-t-en voyager !

- « Prends tes aises : tu n'as pas à craindre la misère ! »

— « Je ne pourrais pas, disait-il ; les forces, me semble-t-il,

- « M'abandonnent chaque jour : mon cœur palpite, tremble ;

- « Je n'irai pas intrépide comme j'ai fait à Paris :

- « Je ne suis ni robuste, ni jeune et mes cheveux sont gris. »

Et toujours même chose après il rabâchait,

Et le malaise. L'ennui il répétait.

A la fin il devint malade, abattu, languissant.

Il dit à Elisabeth : « Nous allons bientôt nous dire adieu ! »

Il envoya chercher avec le médecin le prêtre.

Après les sacrements il dit : « Il n'y a qui m'arrête

- « Pour mourir content que le seigneur d'Allons :

- « Avec lui j'aurais deux mots à dire : vous irez donc

- « Le prier de venir ; je suis à l'heure dernière. »

Et quand il fut là : « Sur notre pauvre terre

- « Lui dit-il, Monsieur, on est plus longtemps couchés

- « Que droits : aussi nous faut-il avant d'être étendus à terre,

- « Pour cette nuit si longue avoir une bonne couche :

- « Monsieur le curé m'a dit : Le Bon Dieu vous pardonne !

- « Mais il me serait bien doux que vous veuillez me pardonner,

« Et touca man dam jou déouant dé m'en ana. »  
Et sa man armouillouso et m'agro, marfandido,  
Lou ségnou la préngout déjà touto enrèjido ;  
La sarrèt dé boun cô : dessus éro toumbèt  
Io lèrmo, én dou pérdoun ço qué y a dé mè bèt.

Lou carboué passèt : hascount sa supurturo  
Déns la glèyzo d'Allouns : éstèt ûo blassûro  
Aou cô dou grand ségnou qué n'y paréchout pas.  
Doublidèt lou pérdoun, dou mort hascout pas cas.  
Plourèt bé mais dé raoujo ; âous sous hascout proumèssô  
Qué bènjièrè l'affrout ta grand pér sa noubléssô.  
Béousô damôro pas, sé disont, sans counsèil,  
Coumo nou bésont pas dichaté sans sourèil.  
Ysabê damourèt quaouqué tèmps abéousâdo,  
En grand dô : çhiémiquèt, déchèt passa l'annado ;  
Mais un jour arribèt dé la part dou réyot  
Un ségnou demanda Daouno dé Capçhicot,  
Béousô dé Sènt-Bincént : éro un qué déns la guërro  
Mérquèouo dam grandou, béziat dé la glouèro.  
Èn quèt ségnou lou rèy aouè dit : « Prénd-té la ! »  
Et lou ségnou bégout dam Ysabê parla.  
La béousô l'atcèttèt ; mais dam lou maridatjié  
Sé léouèt sous castèts d'Allouns un lè nuatjié,  
Mèy aourous qué n'estèt jamais nat dé prumè.  
« Nou, nou, lous, crègnés pas ! » aouè dit Ysabê,  
Sans bésouin, pramo qu'èt éro dous pétrillayrés.  
Dou néouèt maridat quand béygount lous grands ayrés  
Dé ségnou, dé guèrriè dam sas armos pèrtout,  
Sans n'âdo pòou d'arrè, ni dé digun, dé tout  
Sé fiounènt, raoujous sé hazènt margagnétos,  
Et dinc'âous baylètots entr'êts èront bitzétos.

Mais baqui qu'à la méssô un diméché matin  
Maougrè Moussu curè qu'y pérde soun latin,  
Lou jouèn ségnou d'Allouns et las gèns dé soun mayné,  
Attaquènt Capçhicot qu'èro un grand capitayné  
Et qué sé défèndout brabé dam tous lous sous :  
Lou sang guitzèt espès et y âout dé grands pous !  
Mais lou gèndré d'Allouns à troumpa qu'èro lèsté,  
Trahit, éspatarnèt dé Capçhicot lou mèsté,  
May soun amic, soun hil, un baylèt : lou ségnou

« Et de vous toucher dans la main avant de m'en aller. »  
Et sa main humide et maigre, froide,  
Le seigneur la prit déjà toute roidie ;  
Il la pressa de bon cœur : sur elle tomba  
Une larme, pour le pardon ce qu'il y a de plus beau.

Le charbonnier mourut : on fit sa sépulture  
Dans l'église d'Allons : ce fut une blessure  
Au cœur du grand seigneur qui n'y parût pas.  
Il oublia le pardon ; du mort il ne fit pas cas.  
Il pleura bien mais de rage ; aux siens il fit promesse  
Qu'il vengerait l'affront si grand pour sa noblesse.  
Veuve ne demeure pas, dit-on, sans conseil,  
Comme on ne voit pas de samedi sans soleil.  
Elisabeth passa bien quelque temps en veuvage ;  
En grand deuil, elle pleura un peu, laissa passer l'année ;  
Mais un jour arriva de la part du roi  
Un seigneur demander Dame de Capchicot  
Veuve de Saint-Vincent : C'était un qui dans la guerre  
Marquait avec grandeur, familier de la gloire.  
A ce seigneur le roi avait dit : « Prends-la ! »  
Et le seigneur vint avec Elisabeth parler.  
La veuve l'accepta : mais avec le mariage  
Se leva sur les châteaux d'Allons un vilain nuage,  
Plus orageux que ne fut jamais aucun des premiers.  
« Non, non, ne les crains pas ! » avait dit Elisabeth,  
Sans besoin, parce qu'il était des bretteurs.  
Du nouveau marié quand on vit les grands airs  
De seigneur, de guerrier, en armes partout,  
Sans nulle crainte de rien, ni de personne, de tout  
On se provoqua, irrités on se fit des nargues,  
Et jusqu'aux petits valets entr'eux il y eût des provocations.

Mais voilà qu'à la messe, un dimanche matin,  
Malgré Monsieur le Curé, qui y perdait son latin,  
Le jeune seigneur d'Allons et ceux de son domaine  
Attaquèrent Capchicot qui était grand capitaine  
Et qui se défendit, brave avec tous les siens.  
Le sang coula abondant ; il y eut de terribles coups.  
Mais le gendre d'Allons à tromper qui était habile,  
Trahit. transperça de Capchicot le maître  
Avec son ami, son fils, un valet : le seigneur

Countént d'aoujé bénjiat dé sa maysoun l'aounou  
S'énbarrèt àou castèt oun jamais la justico  
Nou bégout lou cerca : gendarmos ni pouliço  
Nou pouscount pas jamais lou hézé éscartiéra  
Coumo èro coundamnât : diount sé rétira.

Dou praoubé carboué la toumbo èro troublâdo  
Et dou sang dé malur la glèyzo èro arrousâdo  
Qu'Henry Quaté tabé, déns io rûo à Paris  
Oun souént lou mê boun ta tristomént pérís  
Toumbèt assassinat coumo s'y attendéouo.

Coumo aci moun ésprit bièils récits récatéouo,  
Aquésté dou réyot bién souént m'ant countat  
Et coumo mé l'ant dit, sans brouda, l'èy cantat.  
Doulénto à ço bièil moun âmo s'és birâdo,  
Et déns lou témps passat cerco la rébirâdo  
Crounto lou nosté témps dous anciens mésprésiou,  
Dé la religioun et dé tout ço dé Diou.  
Tabé qué dé déstours ! Qué sé dou cos bièillèji  
Dam la grâci dé Diou d'ésprit, dé cô bérdeji.  
Bièil én bièillo maysoun, doublidous, doublidat,  
Jésus à Diou mé dàou pou bounur qué m'a dat  
Déns La Granjio, bièils murs doun bégout Henry Quaté  
Amèy lou Carboué, d'aoujé pas à coumbaté  
Nat qué sié jélous dé ma plaço sou réng :  
Pénsi pas qu'én d'éco digun mé hèsqué trén ;  
Ma plaço és la darfèro et n'és pas énbéjâdo,  
Praoubo dé ço dé grand, praoubo dé séoutado.  
Dé grandou mén dàou pas quand la bési ço qu'és :  
Grandou dé nosté témps n'a pas souént lou pés !  
Aymi mèy la dous bos, dé la mâ, dé la Lâno,  
La dou cèou déns la nèyt. Ah ! la natûro és grâno,  
Prâmo qué la natûro és lou grand libré biou  
Oun sé légis ta biéu la grandou dou Boun Diou.  
Enloc nâdo grandou coumo déns la chapèlo  
A l'oumbro d'équêts murs hàout mastats su l'argèlo  
Qué gouardont nosté Diou àou Sacromént d'amou,  
Diou aqui nosté pan, ço qu'és mèy qué grandou.  
L'âmo, aourénglo dou cèou, frédoulico, éstarido,  
Trobo aqui l'ayré dous qué la tourno ésbérido,  
L'arrajot d'un souréil qué jamais s'énecrumis,

Content d'avoir vengé de sa maison l'honneur,  
S'enferma dans le château où jamais la justice  
Ne vint le chercher ; gendarmes ni police  
Ne purent jamais le faire écarteler  
Comme il était condamné : on dut se retirer.

Du pauvre charbonnier la tombe était troublée  
Et du sang de malheur l'église était arrosée  
Que nry Quatre, lui aussi, dans une rue, à Paris,  
Où souvent le meilleur si tristement périt,  
Tomba assassiné, comme il s'y attendait.

Comme ici mon esprit vieux récits recueillait,  
Celui-ci, du bon roi, bien souvent on m'a raconté,  
Et comme on me l'a dit, sans broder, je l'ai chanté.  
Mélancolique, au vieux temps mon âme s'est tournée,  
Et dans le passé elle cherche la réponse  
Contre notre temps des anciens dédaigneux,  
De la religion et de tout ce qui est de Dieu.  
Aussi que d'épreuves ! Que si de corps je vieillis,  
Avec la grâce de Dieu d'esprit, de cœur je reverdis.  
Vieux en vieille maison, oubliant, oublié,  
Jésus à Dieu je me donne pour le bonheur qu'il m'a donné  
Dans La Grange, anciens murs où vint Henry Quatre,  
Et aussi le Charbonnier, de n'avoir pas à combattre  
Personne qui soit jaloux de ma place sur le rang.  
Je ne pense pas que pour cela quelqu'un me fasse du tapage :  
Ma place est la dernière et n'est pas enviée,  
Pauvre de toute grandeur, pauvre de revenu.  
De grandeur ne me soucie quand je la vois ce qu'elle est :  
Grandeur de notre temps n'a pas souvent le poids !  
J'aime mieux celle des bois, de la mer, de la Lande,  
Celle du ciel pendant la nuit . Ah ! la nature est grande,  
Parce que la nature est le grand livre vivant  
Où se lit si bien la grandeur du Bon Dieu.  
Nulle part aucune grandeur comme dans la chapelle,  
A l'ombre de ces murs haut dressés sur l'argile  
Qui gardent notre Dieu au Sacrement d'amour,  
Dieu là notre pain, ce qui est plus que grandeur.  
L'âme, hirondelle du ciel, frileuse, fatiguée,  
Trouve là la douce brise qui la rend agile,  
L'exposition d'un soleil qui jamais ne se voile,

Qué n'a brûmos ni crums : és coumo àou paradis :  
Achargado l'améto aqui sé désaltéro ;  
Quand pèrd espouèr pèrtout aqui toutjions espéro.  
Aymo, adôro lou Diou qu'és dèns quèts murs anciens.  
Mous pétits aousérots né sount lous musiciens :  
Diâno, baylétots qué m'aymont et m'assistont,  
Qué dam jou sount hurous et jamais mé countristont  
Gouardam aqui fidèls : énséblé bién counténts  
D'y bésé lous amics, prâmo n'èy plus parénts.

A La Granjio, lou binto-dus d'agoust 1890.

LÉOPOLD DARDY.

Qui n'a ni brouillards ni nuages : c'est comme au Paradis :  
Altérée la pauvre âme là se désaltère :  
Quand elle désespère partout là toujours elle espère :  
Elle aime, elle adore le Dieu qui est dans ces murs anciens.  
Mes petits oiseaux en sont les musiciens :  
Diane, de simples domestiques qui m'aiment et m'assistent,  
Qui avec moi sont heureux et jamais ne me contristent,  
Nous gardons là fidèles : ensemble bien contents  
D'y voir les amis parce que je n'ai plus de parents.

La Grange, 22 Août 1890.

LEOPOLD DARDY.

---



# VARIÉTÉS

---

## PAYSAGE DE MONTAGNE.

### MON BOIS DE SAPIN.

Il a six arpents mon bois de sapins noirs, six arpents d'ombre. Un étang, bordé de coudriers et de saules, l'avoisine ; une lisière de prairies l'embrasse de tous côtés, riant vestibule de ce temple aux colonnes grises dont l'architecte est le hasard et qui semble dressé pour cacher des mystères.

Vu des sommets prochains, d'où s'étalent en mosaïque les champs de trèfles rouges, de blés dorés, de maïs verts et de sarrasin aux fleurs blanches, dans le concert des couleurs disparates, il marque la note grave. Ainsi du printemps à l'automne. En hiver, il triomphe : quand partout s'étend, sous le ciel pâle, le linceul des grandes neiges, quand, au bord des vieux chemins, les arbres dépouillés des feuilles frissonnent, pénétrés par le froid et la mort, seul, mon bois aux frondaisons éternelles paraît plus vivant et plus noir ; ses branches plient sans rompre sous un manteau d'hermine, tandis que, dégagé de la cime, chaque arbre darde sa flèche bien haut dans les airs.

Ce bois a son histoire à laquelle s'attache un peu de mon âme. Mon aïeul avait planté dans un taillis de chênes trois sapins, songeant et disant que c'était plus qu'il n'en fallait pour les six planches d'un cercueil. Ces arbres ont grandi, épandu leur graine et sont tombés sous la hache. Leurs rejetons, pressés par groupes, ont envahi peu à peu la colline, luttant entre eux et contre tous pour faire leur place au soleil, travaillant un demi-siècle à compléter leur victoire. On a vu les baliveaux de chêne peu à peu dépérir à leurs pieds. Les ronces, qui rampaient comme des couleuvres, qui aiguillaient leurs épines, qui embrassaient les jeunes arbres pour les mieux étouffer, les ronces tenaces ont été vaincues. Leurs derniers efforts ont attesté un amour prodigieux de la vie, en même temps qu'une évolution presque intelligente. Longtemps elles ont projeté

leurs dernières tiges au plus loin, dans la direction des éclaircies, pour boire un peu d'air, pour se pénétrer d'un peu de lumière ; un bouquet de feuilles ravivait ainsi la souche mère ensevelie déjà dans l'ombre. Lente agonie, après laquelle le buisson tout entier n'a plus été qu'un faisceau de brindilles sèches. Et de même ont succombé les arbustes, les herbes aux plus profondes racines, les plantes les plus humbles, comme les mousses. Cependant quelques fleurs se sont réfugiées sur les bordures ; il en est de roses comme le silène, la digitale et l'épilobe ; d'autres, les genêts et les séneçons sèment leurs grappes d'or à travers les vertes broderies des fougères. Les lichens robustes ont végété sur les arbres mêmes, les uns panachant les branches de leurs flacons gris, les autres étoilant de taches brunes les écorces rugueuses. Le gui mêle au fouillis ses touffes d'une rigidité métallique.

Le bois est si haut qu'il admet un partage entre les oiseaux. La fauvette et le rassignol trouvent encore quelques abris dans les cépées vertes épargnées sur les rives ; le roitelet à crête d'or confie son nid aux branches basses ; le merle et la grive s'établissent sur les arbres de taille moyenne et les plus hautes cimes sont hantées par les familles criardes des geais, des pies, des pies-grièches blanches et parfois des ramiers et des crécerelles. Cette division par étages paraît consentie d'un commun accord ; c'est plaisir de voir comme elle maintient la bonne harmonie dans la république emplumée. Quelle vie au printemps et quelles chansons ! Le coucou volage, redouté des couveuses, le pic-vert tapageur, font des rondes quotidiennes dans les fourrés et même nombre d'oiseaux qui ont leurs nichées dans les haies loin du bois, les huppés, les loriots jaseurs, les tourterelles timides viennent y chercher l'ombre et l'égayer durant les heures chaudes.

Attirés par les fortes senteurs de résine, des hôtes de moindre taille peuplent les abris. Les mouches et les moucheron de toutes couleurs scrutent les arbres ou volent avec des bourdonnements aigus dans les clairières ensoleillées. Les fourmis ont l'amour de ces feuilles mortes tombées des sapins, fines comme des aiguilles, matériaux tout préparés, accommodés à leur taille, d'une mise en œuvre facile et d'une longue durée. Voici bien les poutres et les soliveaux pour étayer et soutenir les galeries ; le palais peut s'élever jusqu'à cent étages et sur sa couverture en dôme glisse la pluie comme sur une ardoise polie. Les feuilles de sapin, savamment assemblées par milliers et chacune à sa place, suffisent seules, de la base au faite, à

parfaire toute l'architecture. De la fourmilière énorme sortent et rentrent constamment par longues files les escouades qui vont à la picorée et se dispersent. Ainsi le sol et l'air et les arbres sont animés et, pour qui sait accorder un regard et une pensée aux plus petits des êtres, les sujets d'observation sont perpétuels.

Je ne saurais dénombrer les longues heures passées à l'ombre chaudé de ce bois que j'aime. Là même où j'allais jouer enfant, vieillard j'aime à m'asseoir, oubliant le monde dans une vague rêverie. Le moindre vent qui souffle fait bruire comme des flots les grands arbres et donne l'illusion de la mer infinie. Parfois aussi tous les bruits sont discrets, presque éteints, et se fondent dans une indicible harmonie. La solitude est complète, et je songe doucement que les Sylvains sont les plus heureux des Dieux.

Nous ne sommes pas comme eux immortels. Le bois de sapin doit me survivre ; un autre le possèdera bientôt. J'espère que ce nouveau maître l'épargnera avec un soin jaloux, et que si l'idée lui venait d'en faire un champ de blé ou même une prairie, il s'en garderait comme d'un sacrilège, si précieuses que soient les moissons, si belles que soient la verdure et les fleurs. Et puisse-t-il, en récompense, comprendre, comme moi, sa beauté, goûter, comme moi, son charme !

G. DU MONT.

# BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

---

ENCORE UN ÉVÊQUE D'AGEN INCONNU JUSQU'À NOS JOURS. Note critique sur le premier concile de Clichy (628), par Mgr HÉBRARD, protonotaire apostolique, vicaire général. — *Agen. impr. veuve Lamy*, 1891, in-8°, 40 p. [Extr. du *Recueil des travaux de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen*, 1891]

Il y a quelques années, j'ai parlé dans cette *Revue* d'un très intéressant ouvrage de Mgr Hébrard, intitulé : *Un ancien évêque d'Agen inconnu jusqu'à nos jours* ; et j'en ai extrait la liste des évêques de notre province qui assistèrent au concile de Paris en 615<sup>1</sup>. La nouvelle publication peut être considérée comme la suite de celle de 1884, et je souhaite que la série soit continuée, afin que nous ayons quelques clartés de plus sur les temps mérovingiens et carlovingiens encore si obscurs<sup>2</sup>.

L'ouvrage de Mgr Hébrard est très digne d'éloges et on doit le remercier d'avoir fort amplement traité toutes les questions générales qui peuvent être soulevées à l'occasion de ce concile. Il me permettra cependant une petite observation sur la date. Le texte porte, en effet : *Sub die V kal. Octob. anno XLIII reg. Dom. nostri Holtharii* ; or, d'après la chronologie adoptée par M. Guizot dans sa traduction de Frédegair, d'après le *Gallia christ.* (1716, I, col. 970), la 43<sup>e</sup> année du règne de Clotaire II correspond à l'année 626 et non à l'année 628.

Mettons à profit pour notre province le document que Mgr Hébrard a fait connaître. Deux de nos évêques seulement ont assisté au 1<sup>er</sup> concile de Clichy, dont ils ont signé les actes dans la forme suivante :

*Ex. civ. Elosa Senotus episc.*

*Ex. civ. Auscius Audericus episc.*

---

<sup>1</sup> *Rev. de Gasc.*, xxv (1884), p. 457.

<sup>2</sup> Dans cet ordre d'investigations, M. l'abbé Dubarat a signalé ici même, le mois dernier, une source précieuse : pour bien connaître l'Aquitaine primitive, a-t-il dit, surtout au point de vue religieux, il est nécessaire de consulter les conciles d'Espagne (voir ci-dessus, p. 44).

Ces deux prélats sont connus par d'autres documents ; il n'en est pas moins important de noter qu'après avoir assisté tous deux l'année précédente au concile de Reims (625), ils assistèrent à celui de Clichy en 626.

D'après Frédegair ( § 54 ), l'évêque d'Eauze qu'il nomme *Sidocus* fut en cette même année 626 envoyé en exil avec son père Pallade ; tous deux étaient accusés d'avoir trempé dans une rébellion de Gasccons. Ce dut être peu de temps après le concile de Clichy, qui fut signé à la fin de septembre.

Auderic, évêque d'Auch, qu'un vieux catalogue de nos prélats appelle *Auditius*, est peut-être *saint Ausit*, dont le tombeau se voyait encore, il y a peu d'années, dans la très remarquable église romane de Croute, selon le témoignage du chanoine Monlezun <sup>1</sup>.

( *Revue de Gascogne* ).

A. LAVERGNE.

---

*Le Directeur-Gérant,*

AD. MAGEN.

---

<sup>1</sup> *Hist. de la Gascogne*, 1, p. 225. L'abbé Monlezun, né à Aignan, à quelques kilomètres de Croute, pourrait bien avoir vu dans sa jeunesse le sarcophage du saint évêque.

# LE REFUGE

OU

## MAISON DU BON PASTEUR A AGEN

( Suite. )

---

« L'an mil sept cent cinquante cinq et le vingt-septiesme jour du mois de may, Nous frère Joseph de Raymond Deaulx, chevalier de l'Ordre Saint-Jean de Jérusalem, commandeur des commanderies de Villeneuve, Torane, Lagarde et de Sainte-Marguerite de Luzeran, et frère Claude Silvestre de Timbrune-Valence, chevalier du même ordre, colonel du régiment de Béarn, sçavoir faisons que nous étant rendus à la ville de Toulouse, pour y assister au chapitre provincial qui a commencé depuis le vingt-cinq du courant, nous a été remis cejourd'huy par frère Jean Sébastien de Varagnes Belestas, chevalier de notre ordre, commandeur de Pech Chavanet, receveur et procureur général au présent grand prieuré, une relation du 20 janvier dernier, signée du Vénérable Bailly de Cavanille, et du commandeur frère Dom Joseph Dalmeida, autorisé d'un décret de son A. E. E. Mgr le Grand Maître et son sacré conseil du 4 février 1754 de l'Incarnation, qui nous commet et députe en qualité de Commissaire *in partibus*, pour vérifier l'inféodation faite par l'acte du 16 avril 1753 de la chapelle et enclos de Sainte-Quitte-rie, situés dans la ville d'Agen, dépendant de la commanderie du Temple de Breuil, faite en faveur du Seigneur Evêque d'Agen, en qualité de seul supérieur de la Maison de Refuge ou de force, établie dans ladite ville en vertu des lettres patentes de Sa Majesté du mois de décembre 1746. Et après avoir fait lecture de ladite relation et décret dûment scellé en cire noire et signé par frère François Guedes, vice-chancelier, nous avons reçu la susdite commission avec honneur et respect, et de suite avons prêté le serment accoutumé sur nos croix entre les mains l'un de l'autre ; et ayant mandé venir le sieur Bernard Reynes, secrétaire de notre ordre que nous avons choisy pour écrire sous nous le présent verbal, nous luy avons fait pareillement prêter le serment. . . . .

« Et voulant procéder aux fins de notre susdite commission, nous nous serions fait remettre les relations, décrets et généralement tout ce qui a été fait depuis le décret du 10 novembre 1751 jusqu'à ce jour ; à quoy ayant été satisfait, nous dits Commissaires avons commencé par faire lecture du susdit décret, rendu sur la supplique de Mgr l'Evêque d'Agen, pour obtenir la permission d'acquérir ou d'inféoder la chapelle Sainte-Quitterie, jardin et terroir en dépendant, et qui nomme MM. les commandeurs de Leaumont et de Nupces à l'effet de se transporter dans la ville d'Agen pour vérifier l'utilité ou préjudice qui pourrait se trouver dans ladite aliénation, la relation faite par lesdits sieurs de Leaumont et de Nupces, commissaires des 6 et 9 mars 1752, qui trouvent très avantageuse l'inféodation proposée par ledit seigneur Evêque, autre décret du 23 juin de ladite année portant que les susdits commissaires rapporteront dans leur relation s'il est plus avantageux à l'ordre de vendre le susdit fonds que de l'inféoder, la relation faite par les susdits commissaires sur ledit décret, portant qu'il est plus avantageux à l'ordre d'inféoder que de vendre ; autre décret du 14 décembre 1752, rendu sur les relations cy-dessus qui permet l'inféodation à la charge que la rente censive de 85 livres proposée par ledit sieur Evêque d'Agen sera convertie en aliments, et en cas d'impossibilité permet l'inféodation à prix d'argent ; les lettres patentes accordées par le Roy à l'Evêque d'Agen du mois de décembre 1746, qui permet l'établissement d'une maison de Refuge ou de force dans la ville d'Agen, avec l'arrêt d'enregistrement rendu par le Parlement de Bordeaux, le 9 avril 1747 ; le contrat de bail à fief, du 16 avril 1753, passé par Messieurs les commandeurs de Leaumont et de Nupces de la chappelle et enclos de Sainte-Quitterie sous la rente annuelle de 85 livres ; les relations faites par MM. les chevaliers de Modène et d'Olivary du 21 juin 1754 ; une délibération de la vénérable langue de Provence du 9 novembre 1754, où est insérée la relation de MM. les chevaliers de Ligonde et de Pomerol et celle de M. le chevalier d'Olivary ; ensemble une minute de nouveau bail d'inféodation pour servir de modèle au nouveau contrat d'inféodation.

« Nous susdits Commissaires, ayant vu les principales raisons qui ont empêché la ratification de l'acte d'inféodation dudit jour

16 avril 1753, et qui sont : que les susdits Commissaires n'ont pas suivi exactement tout ce qui leur était prescrit. . . . nous étant en outre demandé de passer un second bail d'inféodation, conformément à la minute annexée à la supplique dudit sieur commandeur de Pallavicini, etc., ou de faire une nouvelle description de tous les susdits biens avec leurs revenus et un plan et une figure d'iceux.

« Nous nous serions transportés, le 30 du présent mois, aux Archives du Grand Prieuré, où nous avons vérifié lesdits titres. .... A quoi ayant satisfait, nous avons trouvé qu'il est dit dans les **dénombrements du membre de Sainte-Quitterie**, qu'il consiste en une *chapelle* dédiée à cette sainte, à côté de laquelle il y a un *cloître*, au milieu duquel est un *petit jardin* et un lopin de *jardin* et terre au derrière, et que, joignant ladite chapelle, il y a une *tour carrée*, le tout joui par les marguilliers de cette chapelle, ensemble une rente de neuf livres, seize sols, huit deniers, établie sur deux pièces de vigne, possédées par les héritiers d'Antoine Fournier et de Julien Rigaud, et ce, en conformité de l'acte consenti par lesdits marguilliers en faveur de M. le commandeur de Lussan Carbonaut, le 29 novembre 1664.

« Plus ledit sieur Commandeur possède un *grand jardin* qui est à main droite en entrant avec une *maison* à deux petits étages pour le jardinier, le tout contigu et fermé par des murs, confrontant du levant la rue Saint-Martial, midy rue de l'Ecole Vieille, couchant jardin du sieur Bazignan, muraille entre deux, septentrion maison d'Etienne Gelard de Lamouroux et rue Sainte-Quitterie, dans laquelle il y a un *puits* commun au devant du portail dudit enclos.

« Plus dépend dudit membre diverses censives sur des maisons dans la ville d'Agen et contigues à ladite chapelle, ensemble plusieurs fiefs dans ladite ville, paroisse, juridiction et lieux circonvoisins, trois pièces de vigne et trois de terre de la contenance de deux carterées, deux picotins, le tout dénombré par article dans les susdits dénombrements, le revenu duquel membre se trouve confondu dans celui de Sauvaignas et celui du local Sainte-Quitterie, évalué suivant les sousfermes dans les améliorissemens du commandeur de Cays à 30 livres, et dans ceux du commandeur de Parisot à 50 livres, etc. »

Les Commissaires vinrent, le 4 juillet suivant, au lieu de Sainte-



Quitterie, situé dans la ville d'Agen. Ils le trouvèrent « fermé par de bons murs tant anciens que nouvellement construits; » et après l'avoir très exactement parcouru et vérifié conforme aux divers dénombrements dressés précédemment : « lequel susdit local nous avons trouvé, confronte du levant la rue Saint-Martial, aqueduc de la ville, *sive* Gourbaut entre deux traversant ledit local, midy rue Narbonne cy-devant de l'Ecole Vieille, couchant jardin du sieur Basignan et du nommé Beynet, facturier, muraille entre deux, septentrion maison du nommé Salvi, petite place de Sainte-Quitterie, avec un puits commun au milieu, muraille entre deux, à laquelle est encore l'ancienne porte dudit enclos, et encore dudit septentrion avec la rue Sainte-Quitterie et maison d'Antoine Roudanes, lesquels susdits confronts nous avons trouvé être les mêmes que ceux énoncés dans les améiorissemens de MM. de Cays et de Parisot, etc., et ayant confronté le plan avec le local, nous l'avons trouvé dans son étendu et confronts parfaitement conforme, *à la réserve du local ou était placée la chapelle, la tour, le cloître, le petit jardin qui était au milieu d'yceluy et lopin de jardin et terre, à ceux que sur la foy du contrat d'inféodation dudit jour 16 avril 1753 on les a faits démolir ou détruire et fait construire à leur place un grand corps de maison avec une chapelle et offices nécessaires pour loger cette communauté*; ayant néanmoins reconnu que le tout a été bâti sur le même local comme on le verra par le nouveau plan que nous avons fait lever et par l'arpentement qui en a été fait par M. Bonnet en notre présence, duquel il conste que ledit local contient en tout quatre cartonnats, deux picotins et demy, qui est la même contenance qui fut donnée dans les arpentements précédents, etc. »

Les Commissaires règlent ensuite les clauses et conditions qui doivent être insérées dans le nouveau bail d'inféodation qu'ils se proposent de passer avec l'Evêque, et qui sont :

« 1<sup>o</sup> Que l'acte du 16 avril 1753 demeurera annulé et annullé;

« 2<sup>o</sup> Que le local où était placée la chapelle Sainte-Quitterie, tour, cloître, petit jardin qui était au milieu d'iceluy, lopin de jardin et terre, maison du jardinier et jardin, le tout contigu et dans un même tenement, ainsi qu'il est désigné dans l'arpentement et plan, sera baillé en emphytéose perpétuelle pour l'établissement de la maison de force ou de refuge moyennant la censive annuelle et per-

pétuelle de dix sacs bled froment, mesure d'Agen, le sac composé de quatre cartons, et le carton de huit picotins, beau, bon, pur et net, payable le jour et fête de saint Jean-Baptiste et rendu dans la ville d'Agen, entre les mains du seigneur Commandeur, fermiers ou procureurs, ladite censive franche et quitte de toutes charges réelles et personnelles à perpétuité, sans quelle puisse en aucun tems être diminuée ; et attendu que le fonds cy-dessus tombe en main-morte, il sera payé par ladite communauté un droit d'indemnité de trente en trente ans, évalué à la somme de cent quarante-une livres, treize sols, quatre deniers, payable en six portions, savoir : 23 livres, 12 sols, 3 deniers, chaque cinq ans, dont le paiement sera fait à la fête de saint Jean-Baptiste de l'année 1758 ; comme aussi ladite communauté paiera un droit d'accapte évalué à trois livres à la mort de chaque grand maître de l'ordre.

« 3<sup>o</sup> Que l'on sera tenu de reconnaître ledit fonds toutes les fois qu'ils en seront requis, en faire la montrée, l'améliorer et non détériorer, ny mettre en main morte, faite ni prohibée de droit, et venant le cas que ladite maison et communauté de Refuge s'endrait, serait supprimée, ou changerait de nature quelconque, les fonds cy-dessus inféodés rentreront de plein droit à ladite commanderie du Temple en l'état qu'ils se trouveront pour lors, sans que pour raison de ce l'ordre ny le commandeur soient tenus à aucune indemnité ni remboursement.

« 4<sup>o</sup> Dans le cas où l'on serait trois ans sans payer ladite censive, il sera permis audit seigneur Commandeur de reprendre lesdits biens inféodés avec toutes les améliorations qui y auront été faites, sans observer aucune formalité de justice, nonobstant tous usages contraires auxquels il sera dérogé par exprès.

« 5<sup>o</sup> Sera tenue ladite communauté d'entretenir à ses dépens ladite chapelle à perpétuité et pendant tout le tems qu'elle jouira des susdits biens et d'y faire dire annuellement une messe haute, le jour et fête de saint Jean-Baptiste, et une messe de *Requiem* le lendemain pour les défunts de l'ordre, se réservant lesdits seigneurs commissaires les droits de visite et honorifiques dans ladite chapelle qui consistent, savoir : que lorsque MM. les Commissaires, députés pour les visites de la susdite commanderie, arriveront dans ladite ville d'Agen, ils feront avertir la supérieure de ladite maison qui sera tenue d'envoyer chez eux pour prendre leur heure pour la

visite de ladite chapelle, à la porte de laquelle ils seront reçus au son des cloches par l'aumônier revêtu de surplis et étole qu'il remettra au prêtre visiteur, leur présentera de l'eau bénite et les conduira à l'autel en chantant l'antienne de coutume et oraison de l'ordre ; et après y avoir fait leur prière, le prêtre visiteur donnera la bénédiction s'il y a réserve, sans pourtant que lesdits commissaires puissent rien prétendre à ladite chapelle que ce qui sera de droit honorifique et sans qu'ils puissent exercer aucun droit de supériorité dans ladite maison.

« 6° Qu'il sera mis sur la porte principale de l'entrée dudit monastère une croix de Malte à huit pointes, remarquable.

« 7° Qu'il sera soumis à M. le Commandeur un expédié en bonne forme dudit bail, ensemble un plan du local, le tout aux dépens de ladite communauté.

« 8° Que tous les biens présans et à venir de ladite communauté seront obligés au paiement de ladite censive.

« Finalement que lorsque les clauses et articles cy-dessus seront rédigés en acte public, toutes les formalités en pareil cas requises y seront insérées, etc.

« Signés : Le chevalier d'EAULX, commandeur de Tauranc,  
Le chevalier DE TIEMBRUNE DE VALENCE<sup>1</sup>. »

Suit, à la date du 17 juillet 1755, « *le bail définitif de la chapelle et enclos Sainte-Quitterie*, consenti en faveur de Monseigneur l'Evêque d'Agen, sous la rente de dix cetiers bled, ratifiée par décret de S. A. C. en son conseil, en date du 23 octobre 1755, et passé entre Messire frère Joseph de Raymond d'Eaulx, chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem et Messire Claude Silvestre de Timbrune de Valence d'une part, et MM. Jean-Baptiste de Lagrèze, prêtre, docteur en théologie et curé d'Aiguillon, procureur fondé de Messire Jean François de Pallavicini, commandeur de la commanderie du Temple de Breuil d'autre part, et Monseigneur Joseph Gilbert Gaspard de Chabannes, évêque et comte d'Agen, supérieur de la communauté du Refuge, encore d'autre part, » lequel contrat rappelle tous les actes consentis à cet effet antérieurement; l'état des lieux avant la démolition entreprise par l'Evêque ;

---

<sup>1</sup> Archives départementales de la Haute-Garonne. Fonds de l'Ordre de Malte. Liasse 3, Sainte Quitterie, n° 4.

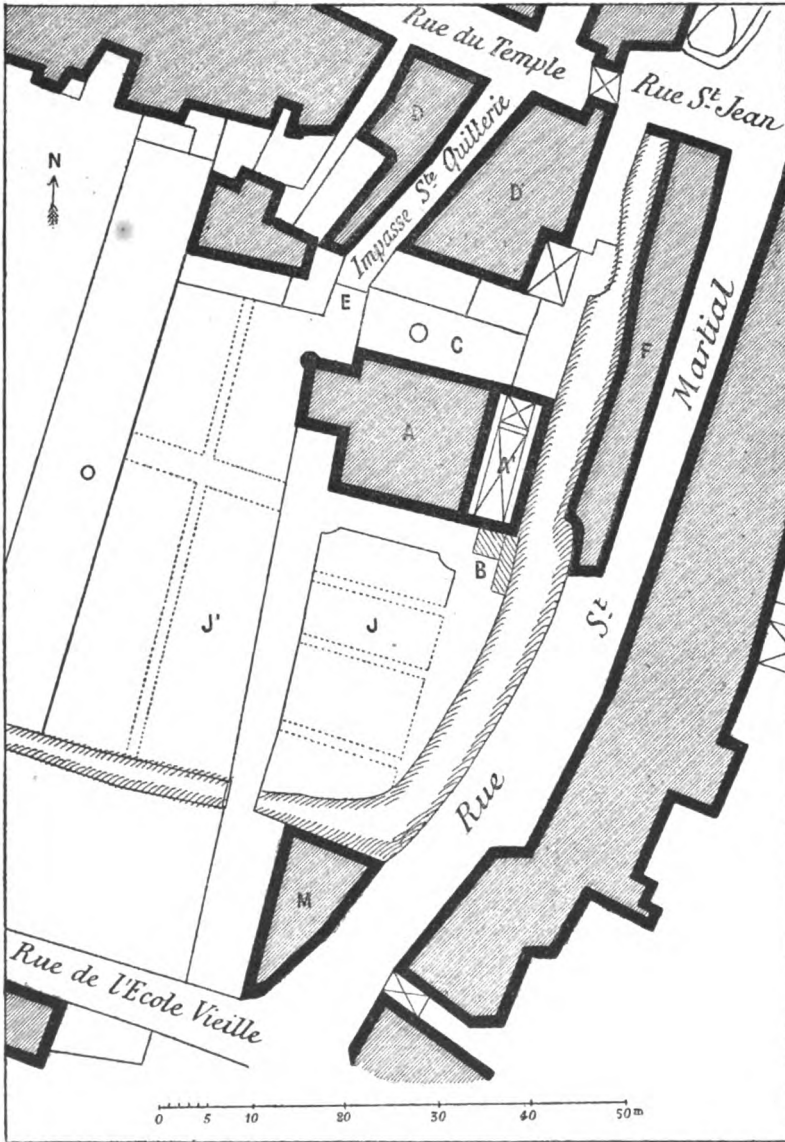
l'état actuel « consistant en un bâtiment à deux étages destiné pour ladite communauté et en un grand jardin, séparé aussi en deux par ledit fossé, le susdit local contenant quatre cartonnats, deux picotins et demi, suivant le dernier arpentement ; » enfin les confrontations déjà données et les conditions précédemment établies par les Commissaires.

Nous reproduisons ici le plan de la Maison du Refuge, telle que la fit construire en 1753 Monseigneur de Chabannes, et tel que nous le présente Lomet, dans son relevé de la ville d'Agen au moment de la Révolution.

En le comparant au vieux plan de Sainte-Quitterie, donné par nous à la page 36 de notre Tome I<sup>er</sup>, nos lecteurs verront que c'est absolument sur l'ancien emplacement de l'église, du cloître et du donjon B, que fut élevé l'unique et vaste corps de logis A, à deux étages, à peu près carré ; ainsi que la petite chapelle A' y attenant, qui le termine à l'est du côté de la rue Saint-Martial, dont elle est séparée par le pâté de maisons F, existant encore aujourd'hui et l'ancien goubaut ou fossé de ville. L'entrée se trouve toujours en E, au fond de l'impasse Sainte-Quitterie. Le puits C n'a pas été comblé, et les mêmes et vastes jardins J et J' entourent et aèrent comme autrefois la nouvelle construction au sud et à l'ouest. Le procès-verbal qui précède nous dispense de rappeler ici les diverses confrontations de cet établissement.

—Le local trouvé, Monseigneur de Chabannes fit appel à la communauté des filles du *Bon Pasteur*, fondée déjà depuis plus d'un demi-siècle et dont les bienfaits se faisaient sentir dans un grand nombre de villes du royaume. On, sait en effet, que Mme de Combé, d'origine hollandaise, femme d'un très grand sens et d'une excessive piété, prit à cœur de ramener, vers la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, les pécheresses que la débauche et le libertinage avaient égarées, et que, grâce à de nombreux aumônes, elle fonda à cet effet, le 15 mars 1688, à Paris, dans la rue du Cherche-Midi, la première maison dite du *Bon Pasteur*. Bientôt cette demeure devint trop petite, le nombre des jeunes pénitentes volontaires s'étant rapidement accru ; et la pieuse dame dut provoquer, pour les contenir dans les villes voisines, de nouvelles fondations. Orléans, Troyes, Angers, Amiens, Toulouse, etc., virent successivement s'élever dans leurs

murs des maisons de Refuge, qui toutes s'inspirèrent des règle-



ments donnés par Mme de Combé et de l'idée première qui avait présidé à la fondation de la Maison-Mère.

Bien que la plupart de ces maisons aient été dès leurs débuts soumises à la juridiction épiscopale, une même règle leur était im-

sée. Elles se composaient partout de deux sortes de filles que l'on nommait sœurs, qui ne prononçaient pas de vœux, mais dont la conduite était régulière, et de filles pénitentes. « Les sœurs se consacraient gratuitement à la conversion et à la sanctification des filles tombées dans le désordre ; et les filles Pénitentes, pour expier leurs péchés, embrassaient volontairement une vie de mortification, de travail et de retraite.

« Les robes des pénitentes sont de bure ou de gros drap brun. Elles sont serrées, le cou fermé par une agrafe. Il y a deux plis arrêtés sur les épaules. Les manches sont larges d'un bon tiers et descendent jusqu'au bas du poignet. Elles ont une ceinture de cuir noir, large d'environ un pouce et arrêtée par une boucle de fer noirci. La coiffe est d'étamine assez épaisse pour ne pas voir au travers. Au-dessous, elles portent une autre coiffe d'étamine en forme de cornette, longue de deux tiers et profonde d'un quart.

Elle ont une pointe qui avance sur la moitié du front en forme de bandeau, et portent à leur ceinture un gros chapelet de bois brun où il y a une croix, sur laquelle est un Christ de cuivre jaune. Au lieu de souliers, elles ont des sandales de bois couvertes de cuir. Les sœurs sont habillées comme les pénitentes, sauf que leurs coiffes sont en taffetas. Il n'y a nulle distinction entre elles et les pénitentes, soit pour le logement, soit pour la nourriture<sup>1</sup>. »

A Agen, Monseigneur de Chabannes donna à la nouvelle maison ses statuts et son règlement. Elle ne devait à l'origine renfermer que des pénitentes volontaires, et pendant dix ans, en effet, elle n'eut pas d'autre destination. Le document suivant en fait foi :

« Le 11 juillet 1764, en vertu d'un jugement prévotal, la nommée Jeanne Brévoty, accusée de vol et convaincue de récidive, est condamnée à être battue et fustigée nue de quatre coups de verge par l'exécuteur de la haute justice à chaque carrefour et lieux accoutumés de la présente ville, et à être flétrie à l'un d'eux d'un fer chaud marqué de la lettre W. A la suite de quoi elle doit finir sa peine dans une maison de force, en compagnie de la nommée Jeanne Estebenine. » Le Procureur du Roi adresse à ce sujet à l'Intendant Bertin, le mémoire qui suit :

---

<sup>1</sup> Voir Père Helyot : Histoire des ordres monastiques. Tome VIII, p. 244. — Idem, abbé Migne : Dictionnaire des ordres religieux. Tome I<sup>er</sup>, p. 508 et suiv.

« Par jugement prévotal et en dernier ressort, rendu à Agen le 14 juillet 1764, la nommée Jeanne Brévoty détenue dans les prisons royales de la ville d'Agen, a été condamnée à être renfermée dans une maison de Force pendant l'espace de dix ans. Par un autre jugement prévotal, aussi rendu le 6 août 1765, la nommé Jeanne Estebenine a été condamnée à être renfermée pour trois ans dans une maison de force. N'ayant pas de maison de force dans la province, le Procureur du Roy en la Maréchaussée générale de Guienne au département d'Agen, se conformant aux ordres de Monseigneur le Vice-Chancelier, a ordonné que lesdites condamnées fussent enfermées dans un dépôt provisoire. » En conséquence, M. l'Intendant général Bertin écrit à Madame la Supérieure du Refuge d'Agen, la lettre suivante :

« Je prie *Madame Bru*, supérieure de la maison du Refuge de la ville d'Agen, de recevoir dans ladite maison les nommées Jeanne Brévoty et Jeanne Estebenine, pour y demeurer par provision jusqu'à ce que les arrangemens concernant le renfermement des vagabonds soient consommés à Agen, ce 12 octobre 1765.

« P. S. — Il sera tenu compte à ladite maison du Refuge de la nourriture desdites femmes, à raison de 7 sols par mois pour chacune. »

Suit l'acceptation de la Supérieure du Refuge d'Agen :

« Je, soussignée, Supérieure de la maison du Refuge de la ville d'Agen, déclare à Messieurs les cavaliers de la brigade à la résidence d'Agen qu'ils ont remis et que j'ai reçu dans ladite maison de Refuge, en conséquence de la prière que Monsieur l'Intendant m'a fait par écrit le douze de ce mois au bas du mémoire ci-dessus et des autres par écrit de Monsieur le Procureur du Roy de la prévoté générale de Guienne au département d'Agen, les nommées Jeanne Brévoty et Jeanne Estebenine, condamnées, savoir : ladite Brévoty à être renfermée dans une maison de force pour l'espace de dix ans, par jugement prévotal du 21 juillet 1764, et ladite Jeanne Estebenine à être aussi renfermée dans une maison de force pendant l'espace de trois années par jugement prévotal du 6 août dernier, pour y demeurer dans ladite maison par provision, jusqu'à ce que les arrangemens concernant le renfermement des vagabonds soit consommés, ainsi qu'il est porté dans l'écrit de Monseigneur

l'Intendant, aussi ci-dessus, lequel écrit et mémoire de Monsieur le Procureur du Roy m'ont été remis en expédition duement collationnée et signée de Monsieur Foursau, greffier en chef de ladite prévoté par lesdits conseillers, moyennant quoi ils en demeurent bien et valablement déchargés.

« Fait à Agen, le 14 octobre 1765.

« V. BRU<sup>1</sup>. »

Il ressort donc de ces deux pièces, d'abord que, jusqu'à cette année 1765, les filles condamnées pour libertinage n'avaient pas encore été enfermées de force à la maison du Bon Pasteur d'Agen ; puis que la première supérieure de l'établissement fut la dame Bru.

Mais ainsi que nous l'apprend Proché dans ses notes inédites sur les Couvents d'Agen : « Dans la suite, on enferma au Refuge les filles prostituées que la police faisait arrêter et que les Consuls condamnaient à y rester un certain nombre de mois ou d'années, jusqu'à ce que elles parussent repentantes et entièrement converties. Les parents qui avaient des filles, dont la vie était dérégulée et scandaleuse, et qui ne pouvaient les corriger par d'autres moyens, les faisaient renfermer dans ce lieu avec la permission des Consuls. Elles étaient rasées en entrant et vêtues d'une étoffe grossière. On les mettait dans des salles où elles étaient occupées à la filature ou à des ouvrages convenables à leur sexe, sous la surveillance des sœurs qui étaient ordinairement au nombre de trois ou quatre. Ces sœurs ne faisaient pas de vœux. La nourriture de ces recluses était la soupe, du pain et de l'eau. Elles ne sortaient jamais que lorsqu'elles obtenaient leur liberté entière. Ce traitement et la crainte d'être renfermées dans ce lieu produisaient un très bon effet. »

Un mémoire du Refuge d'Agen vient confirmer le dire de Proché. Nous y lisons en effet que, d'après le règlement imposé par Monseigneur l'Evêque, le régime de cette communauté était confié à quatre dames administrasses, la supérieure étant chargée de faire exécuter ledit règlement, quant à la distribution des heures pour le travail, le repos, les offices et les repas. Une dame était commise à l'office du linge ; une autre à l'ouvrage des pénitentes ; une troisième à leur garde ; la quatrième enfin, qui était le plus

---

<sup>1</sup> Archives départementales de Lot-et-Garonne. B. 394, liasse.



souvent la Supérieure, aux offices de l'infirmierie, de la sacristie, de la cuisine, et à la surveillance générale du couvent. La maison n'avait d'autres biens que ceux dépendants du local. Ses revenus ne consistaient qu'en certaines rentes constituées. Enfin elle était gérée par un Conseil d'administration de cinq membres, dont l'Evêque était président de droit <sup>1</sup>.

Les Archives départementales de la Gironde, comme celles du Lot-et-Garonne, sont pleines, à partir de 1760 jusqu'à la Révolution, d'informations relatives à la maison du Refuge d'Agen. On se rappelle en effet que cette maison était régionale, qu'elle servait à renfermer aussi bien les condamnées de Bordeaux que celles d'Agen, et qu'elle recevait des secours de ces deux villes. Il n'est pas un registre de cette époque qui ne contienne des noms de quelque malheureuse, condamnée à y être incarcérée, soit pour quelques mois seulement, soit pour de longues années. Les pénitentes volontaires devenaient de plus en plus rares. En revanche, celles que la police municipale capturait se montraient chaque jour plus nombreuses, à tel point que le local d'Agen menaçait d'être insuffisant. De 1765 à 1775, les enquêtes augmentent avec les condamnations, et les scènes de désordre et de scandale auxquelles donnaient lieu le plus souvent l'arrivée et le séjour de ces pécheresses, presque toujours impénitentes, n'étaient pas faites pour adoucir les rigueurs de la maison.

Un échange très actif de correspondances s'établit à cette époque entre les délégués d'Agen et l'intendant de Bordeaux <sup>2</sup>, ainsi qu'entre les deux prélats chargés d'administrer la Maison du Refuge. Presque toutes sont relatives à des demandes de secours d'argent. Quelques-unes concernent spécialement les familles, souvent d'ancienne noblesse, des jeunes détenues.

Le 20 juillet 1764, entre autres faits intéressants, M. Arbeau, administrateur de la maison du Refuge d'Agen, et en même temps chanoine de Saint-Caprais d'Agen, écrit à M. Duchesne, secrétaire de l'Intendance de Bordeaux, la lettre suivante, qui nous fournit

---

<sup>1</sup> Archives départementales de Lot-et-Garonne. Biens nationaux.

<sup>2</sup> Archives départementales de la Gironde. Série C.

de curieux détails sur l'état de la maison, ainsi que sur les noms et la déplorable santé de quelques-unes de ses pensionnaires :

« Vous savez, Monsieur, que notre bonne ville d'Agen doit au zèle de M. de Tourny père l'établissement d'une maison de force, sous le nom de *Maison du Refuge*. Ce sage magistrat se prêta d'autant plus volontiers aux vues de notre Evêque pour cette bonne œuvre qu'il en connaissait l'utilité et la nécessité pour le pays. La plupart des filles que les magistrats municipaux font renfermer dans cette maison sont gâtées. Plusieurs le sont au dernier degré, et les deux dernières qu'on nous a amenées, la semaine passée, par sentence de Messieurs les consuls, seraient capables, dit-on, d'infecter toute la jeunesse de la province. Celle qu'on croit le plus gâtée n'a que dix-sept ans. Nous ne manquons pas de zèle et de bonne volonté dans cette maison pour les faire guérir. Mais un établissement naissant est trop pauvre pour avoir les facultés nécessaires. Nous n'avons pas de logement convenable et séparé pour les faire passer par le grand remède. J'ay vu, Monsieur, dans les papiers publics, il y a quelque tems, qu'on avait composé un remède qu'on appelle *les dragées*, qui réussit contre cette maladie et qu'on peut prendre sans toutes les précautions du grand remède. Ne pourriez-vous pas, Monsieur, par vos représentations, engager M. l'Intendant de nous en procurer gratuitement pour quelques malades, avec la méthode de s'en servir. Nous les ferons prendre avec tous les soins possibles <sup>1</sup>. »

Nouvelle lettre du bon chanoine Arbeau, à la date du 27 janvier 1765, dans laquelle il annonce à M. l'Intendant « qu'il a, avec assez de succès, utilisé les dragées envoyées par lui, et qu'il en désirerait d'autres. » L'intendant s'empresse d'accéder à sa demande, et, le 6 février 1765, il lui accorde « la somme de 150 livres pour acheter des dragées de Keyser <sup>2</sup>. »

En même temps, il adjuge, en manière d'aumône, au Refuge d'Agen le produit des matériaux de la chapelle Sainte-Catherine, détruite à la porte Saint-Antoine, et qui avaient été vendus cent li-

---

<sup>1</sup> Archives départementales de la Gironde. C. 522.

<sup>2</sup> Idem. C. 524.

vres<sup>1</sup>. Mais le trésorier de l'hôtel de ville y fit opposition, et se refusa à payer cette somme au Refuge sous prétexte qu'il lui était dû de huit à dix mille livres. Vainement la Supérieure insista pour la recouvrer. Il fallut que M. le chanoine Arbeau en appelât à l'Intendant de Bordeaux. « La cherté du blé, dit-il, nous met aux expédients pour faire vivre nos pénitentes, qui, en cette année, sont au nombre de 25. Cette petite somme de 100 livres nous serait du plus précieux secours. »

Le nombre des pénitentes, enfermées par force dans la maison du Bon Pasteur d'Agen, augmentant chaque jour avec le dévergondage de l'époque, cette pieuse et utile institution n'aurait pu sub-

---

<sup>1</sup> Nous croyons intéressant de reproduire ici le passage inédit que Proché consacre, dans ses notes sur les couvents d'Agen, à cette chapelle Sainte-Catherine :

« On voyait autrefois au faubourg Saint-Antoine, sur le local où est maintenant l'auberge du sieur Gautier, une chapelle qui portait le nom de Sainte-Catherine à qui elle était dédiée. C'était là que les maîtres de bateaux du Passage, qui se trouvaient de rang de poste les mardi et vendredi, faisaient dire une messe le jour de leur départ pour Bordeaux, à laquelle ils assistaient avec leur patron et leur équipage pour demander à Dieu un heureux voyage. Tous les maîtres de bateaux qui descendaient à Bordeaux observaient le même acte de dévotion. Il n'y avait pas d'aumônier attaché à cette chapelle ; mais comme elle était voisine des Cordeliers et des Capucins, on allait à l'un des deux couvents pour demander au Père gardien un prêtre qui, moyennant dix sous, célébrait la messe. Les voyageurs logés dans les auberges voisines et qui désiraient entendre la messe avant de partir, surtout les dimanches et fêtes, s'adressaient à ces religieux qu'ils payaient quelquefois généreusement. Le curé de Saint-Hilaire, dans le territoire duquel était cette chapelle, ne voulait pas qu'on y dît la messe le dimanche, afin que tous ses paroissiens assistassent à la messe et au prône. — Cette chapelle a été détruite il y a environ cinquante ans : (Proché écrivait ceci en 1815). Je me rappelle d'y avoir plusieurs fois servi la messe. Derrière était un cimetière où l'on ensevelissait les personnes noyées, après les avoir exposées pendant quelques heures sur une table de pierre, placée au milieu du cimetière. Le terrain où était cette chapelle, alors très bas et de niveau avec l'ancienne porte Saint-Antoine et les prairies qui sont au bord de la Garonne, appartenait à Mme Castan, aubergiste ; il était inculte et sablonneux. On n'y voyait que quelques aubiers épars et sans ordre. Une maison fut bâtie à la place de la chapelle Sainte-Catherine, par le sieur Lavigne, maître de poste, etc. » Elle devint une auberge et de nos jours l'Hôtel de France.

sister avec ses propres ressources, si quelque âme charitable ne fût venue de temps à autre à son secours. C'est ce qui arriva notamment, à propos du testament de la dame Antoinette Gautier, fondatrice, avec Mgr de Chabannes, du Refuge d'Agen. Cette dame, épouse du sieur Jean-Jacques Silvain de Lascombes, fit son testament à la date du 11 mai 1769. S'étant intéressée de son vivant à la fondation et à la prospérité de l'établissement, elle ordonne, dans ses dernières volontés, « qu'il soit dit à perpétuité dans la chapelle de ladite maison, et non ailleurs, une messe basse pour le repos de son âme et de celles de ses prédécesseurs; et au cas où ladite maison viendrait à ne pas subsister, elle veut que la rente de 160 livres qu'elle établit pour cette fondation soit transférée à trois communautés d'hommes qu'elle désigne par portions égales, à la charge par chacune de dire ladite messe pendant quatre mois. » En la personne du sieur Dutrouilh, cadet, syndic trésorier du bureau d'administration de ladite maison du Refuge en l'an 1781, ledit bureau demande si la testatrice a voulu fonder cette messe, chaque jour, chaque semaine ou chaque mois. Il adresse à cet effet une lettre à Monseigneur d'Agen, afin qu'il se prononce sur cette question. L'héritier Labrousse s'en remet également à la sagesse et aux lumières de Sa Grandeur.

Chargé par l'Evêque du soin de faire cesser cette incertitude, M. Argenton, curé de Saint-Hilaire, estime qu'il y a lieu d'accorder au bureau d'administration sa demande, et il requiert en conséquence que la fondation dite sera réduite et fixée à perpétuité à une messe basse, dite dans la chapelle dudit Refuge, chaque dimanche et jour de fête. De novembre 1781 <sup>1</sup>.

Parmi les autres bienfaiteurs de la maison du Refuge d'Agen, à cette époque, citons également MM. Moustafa, négociant, Marcot, Sembauzel, le marquis de Montalembert, Barsalou, Roudil, les Pères de Bon-Encontre, l'Evêché d'Agen, et de nombreux prêtres de la ville qui, tous, sur le livre de recettes sont inscrits pour diverses rentes payables annuellement <sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Archives de l'Evêché d'Agen. F. 55.

<sup>2</sup> Archives de l'Hôpital d'Agen. Registre des comptes, recettes et dépenses, etc.

Les Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem n'avaient pas, comme on pourrait le croire, abandonné tout à fait leurs droits sur leur ancien fief de Sainte-Quitterie. Ils s'en considéraient toujours comme nu-propriétaires : témoin le contrat de reconnaissance, exigé le 14 août 1780 par le nouvel et dernier commandeur du Temple de Breuil, frère Bernard de Polastron de La Hillière, et passé par M. l'abbé de Passelaïgue, chanoine de la cathédrale d'Agen, abbé de Pérignac, vicaire général et official du présent diocèse, député en même temps du bureau d'administration de la maison du Refuge d'Agen. L'acte confirme en tous points les confrontations déjà existantes, ainsi que les clauses du bail primitif ; et l'abbé s'engage, au nom dudit bureau, d'en exécuter ponctuellement les conditions <sup>1</sup>.

— La Révolution modifia de fond en comble la destination du Refuge d'Agen. Comme pour les diverses maisons régulières de la ville, le directoire du district ordonna qu'il y fut fait une visite, ainsi qu'un inventaire détaillé des meubles qui y étaient renfermés. Voici le procès-verbal de cette violation de domicile :

« Ce jour-ci, 11 septembre 1790, Nous, Antoine Albaret, administrateur du directoire du district d'Agen, et M. Cazabonne, procureur syndic du même corps, nous sommes transportés dans la maison du Refuge de cette ville, pour procéder à l'inventaire de ladite maison ; et, ayant fait avertir Madame la Supérieure d'icelle, elle serait venue à notre rencontre et nous aurait dit être entièrement soumise aux décrets de l'Assemblée nationale. Puis, elle nous aurait présenté les divers registres de propriété, contrats de rente, titres divers de rentes constituées, etc. Ensuite elle nous aurait déclaré posséder, pour tout immeuble, trois petites maisons qui sont extérieures au mur d'enceinte, et louées à divers, ainsi que deux chambres particulières louées également. » Suit l'inventaire de l'argenterie qui ne contient que trois pièces, un calice, un ciboire et un soleil, des effets de sacristie, des meubles, du linge, etc. Il n'existe ni bibliothèque, ni livres, ni

---

<sup>1</sup> Archives de Sainte-Quitterie. Liasse 3, n° 5 (Archives dép. de la Haute-Garonne.)

manuscripts, ni médailles. Suit enfin l'état du personnel qui se compose de quatre dames administreresses et d'une affiliée, savoir :

« Madame Dally de Lagarde, supérieure, âgée de 50 ans ;

« Madame Duga, 32 ans ;

« Madame Barriéty aynée, 31 ans ;

« Madame Barriéty, cadette, 23 ans ;

« Et Marie Laporte, sœur affiliée, âgée de 68 ans.

« Et attendu que lesdites dames ne font aucune espèce de vœu et qu'elles sont libres de sortir à tous instants sans l'intervention d'aucune forme, nous n'aurions pas cru prendre leur déclaration individuelle sur l'intention de sortir de ladite maison ou d'y rester.

La maison pourrait contenir environ soixante filles et les dames nécessaires pour son administration <sup>1</sup>. »

— La prostitution ne cessant pas avec la proclamation des immortels principes, et la nécessité de maintenir dans Agen une maison de force se faisant toujours impérieusement sentir, malgré le nouvel état de choses, le Directoire du département chargea, le 20 du mois de mai 1791, le directoire du district de procéder à une enquête « sur la fondation, biens, revenus, administration, régime, degré actuel d'utilité et celui dont peut devenir susceptible la Maison du Refuge, située en la ville d'Agen. » M. Noguères fut nommé commissaire, et fit à ce sujet un long rapport que nous avons déjà utilisé en partie à propos de la fondation et des règlements primitifs de l'établissement du Bon Pasteur. Voici en quels termes il s'exprime sur l'état de la maison, en cette année 1791 :

« Le nombre des Pénitentes, par l'effet du décret du 26 mars dernier, a été réduit à celui de quatre, qui y sont encore en vertu des jugements de police.

« Une seulement y est venue, de gré, y faire pénitence; deux, de l'âge de 16 à 17 ans, y ont été placées sur la sollicitation de personnes charitables, pour leur éviter les dangers de la vie du monde; il y en a cinq autres de l'âge de 11 à 14 ans.

« Toutes s'occupent à filer du coton, ainsi que les dames administreresses.

---

<sup>1</sup> Archives départementales. Biens Nationaux. Mobilier non classé.

« Leurs travaux sont insuffisants pour les nourrir ; et il résulte des renseignements pris qu'elles gagnent au plus sept ou huit sols chaque jour ouvrier.

« Le but de cet établissement y était déjà défigur<sup>é</sup> avant la Révolution. En outre des filles et femmes qui y étaient renfermées par les ordres du Roi, ou par des jugements de police, on y en admettait encore qui n'y entraient pas de gré pour y faire pénitence ; on y recevait même des filles de l'âge le plus tendre ; et cette non-conformité à l'établissement était déjà sans doute un vice, qui s'aggravait peut-être par le danger que courroient ces jeunes filles, en conversant habituellement avec des personnes déjà entachées.

« Aujourd'hui les lettres de cachet n'y constitueront plus de coupables, les règlements de police ne statuent plus sur les peines à infliger aux femmes de mauvaise vie. On ne verra guère de femmes pénitentes y vouloir entrer de gré.

« Cette maison deviendra donc vide, si les tribunaux de justice, prononçant sur les délits de ce genre, ne continuent pas d'affecter aux coupables une maison de Pénitence. Elle est donc dans l'état présent dans un degré d'utilité bien modique, puisqu'elle ne renferme valablement que les coupables qui ont encore à attendre, pour leur liberté, l'époque fixée par la condamnation des jugements qui les en prive.

« L'état de cette maison est néanmoins bon. Son local est important. Ses revenus sont encore de plus de 1,400 livres ; et il serait ridicule que l'usage en fût cependant borné à l'habitation de quatre femmes, de la liberté desquelles le terme arrivera bientôt.

« Dans cet état de choses, le directoire du district pense que la maison du Refuge doit changer de destination. Mais entre tous les établissements utiles, desquels elle pourrait devenir le siège, celui qui offrirait un asile à l'indigent, dans la faiblesse de l'enfance, dans l'abandon de la nature, lui paraît devoir être préféré. C'est un des devoirs qui se recommandent à la sensibilité de l'homme, à la prévoyance du moraliste, à la sagesse du législateur !

« Le directoire du district voit donc son humanité intéressée à proposer pour eux des vues que la raison, la morale et la politique ne peuvent désavouer.

« Elles sont de destiner la maison du Refuge à recevoir les enfants femelles exposées, lorsqu'à l'âge de sept ans elles sortiront des mains des sevruses ; de les faire jouir jusqu'à l'âge de huit ans de la somme de trois livres par mois, dont l'administration se propose de proroger le paiement jusqu'à ce terme ; de les y retenir jusqu'à l'âge de quinze ans, afin que par des travaux utiles, dont elles sont devenues capables, elles puissent compenser la faiblesse des travaux de leurs premiers ans, et maintenir dans la maison un équilibre de recette et de dépense.

« Le directoire du district ne fait que présenter l'aperçu de cet établissement. Si ses vues sont adoptées, il s'occupera avec vigilance de tous les moyens desquels il pourra obtenir une instruction solide, une éducation accommodée et une économie utile.

« Fait le 23 mai 1791.

« Noguères, vice-président ; Rouziès, Albaret, Duchanin, Caza-bonne de La Jonquière <sup>1</sup>. »

Longtemps, les avis demeurèrent partagés. Les uns voulaient adopter les conclusions précédentes et aménager l'ancien Refuge de façon à ce qu'il ne reçût que des petites filles abandonnées ; les autres penchaient pour que sa destination première lui fut conservée. Cette seconde manière de voir semble avoir prévalu ; du moins si nous en croyons l'état suivant, contenant « le devis des ouvrages de terrassement, maçonnerie, charpentes, couvertures, planchers, etc., à faire à la maison du Refuge d'Agen », et dont l'exposé débute ainsi, à la date du 22 juin 1793 :

« Dans la partie méridionale de la ville d'Agen, on construisit, il y a environ trente ans, un corps de logis destiné à servir de maison de Refuge ou de Force ; cet établissement se trouvant insuffisant, on se proposa, il y a trois ans, de le doubler en le prolongeant vers le couchant. A cette époque, il n'en fut exécuté que la moitié du côté du midi, laquelle même, à défaut de fonds, fut laissée imparfaite. Il s'agit aujourd'hui de l'achever et de distribuer les différentes pièces de ce bâtiment de manière à y placer les femmes con-

---

<sup>1</sup> Archives dép. de Lot-et-Garonne. Biens Nationaux.



damnées à la correction, à la détention et à la réclusion. Tel est l'objet du présent devis, etc. <sup>1</sup>. »

— Après plusieurs essais, tous restés infructueux, la maison du Refuge fut définitivement fermée, et ses pensionnaires transférés à l'ancien hôpital Delas, par arrêté du 22 floréal, an vi (11 avril 1798.) Une seule commission, dite de *Hospices réunis*, l'administra désormais, à partir de ce moment. Dans les précieuses archives de l'Hôpital Saint-Jacques et de l'hôpital Delas, que nous utiliserons longuement au chapitre suivant, nous voyons, en effet, à la date de messidor an vi (juin 1798), que les administrateurs de l'ancien hospice du Refuge, les citoyens Sembauzel, Ferrier, Brisse, Malebaysse et Pons rendent aux nouveaux administrateurs des Hospices éunis un compte détaillé de leur gestion. Le vieux local de Sainte-Quitterie redevint donc une fois de plus vacant.

En 1806, on y établit provisoirement le Collège, mais on l'en sortit peu après, et l'emplacement fut loué à différents particuliers, dont quelques-uns y installèrent des institutions libres d'enseignement primaire. Ce fut notamment le cas des Messieurs Levêque, d'abord instituteurs libres, puis directeurs de l'Ecole Normale de Lot-et-Garonne.

Par contrat du 7 juin 1810, l'administration de l'Hospice, de qui dépendait toujours l'ancien local de Sainte-Quitterie, afferma à M. Jacques Paul Duplantier, avocat, pour une durée de cinq ans et moyennant la somme de 500 livres par an « le grand corps de logis et le grand jardin du Refuge. »

Six ans après, par contrat du 2 février 1816, « les mêmes objets que tenait M. Duplantier furent donnés en location à demoiselle Marie Adélaïde de Batz de Trenquelléon aux mêmes conditions et pour une durée de six ans <sup>2</sup>. » On sait que le but de cette femme si distinguée était d'établir dans Agen la maison-mère des filles de Marie, et que ce fut le vieux fief du Temple qui servit de premier abri à cet ordre, qui, depuis, a rendu et rend encore de si nombreux

---

<sup>1</sup> Archives dép. de Lot-et-Garonne. Biens Nationaux.

<sup>2</sup> Archives de l'hôpital d'Agen. Registre des comptes de la maison du Refuge.

services <sup>1</sup>. Les pieuses filles restèrent quatre ans dans l'ancienne maison du Refuge. Le local étant insuffisant, elles le quittèrent en 1820 pour s'installer définitivement sur l'emplacement du vieux couvent des Augustins, au quartier Saint-Hilaire, où elles sont encore aujourd'hui.

Enfin, lorsque, le 19 mars 1839, les Frères de la Doctrine chrétienne arrivèrent dans Agen, on utilisa l'immeuble de la rue de l'Ecole-Vieille pour les y loger, et on les installa d'abord dans la bâtisse méridionale, nouvellement construite, de l'enclos de Sainte-Quitterie. La prospérité de l'institution ne faisant que croître et le nombre des élèves augmentant sans cesse, on dut céder aux Frères, en octobre 1842, une partie des jardins, ainsi que la moitié de la grande maison, la partie nord servant toujours d'habitation à M. Levêque. Ce ne fut qu'après la mort de ce dernier que les Frères devinrent, en 1871, possesseurs de tout l'ancien local du Refuge. Ils y sont demeurés jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1881, date de leur brutale expulsion. Depuis ce jour, le vieux fief de Sainte-Quitterie a été converti une fois de plus en diverses écoles publiques et laïques de filles et de garçons. Quel sort l'avenir lui garde-t-il encore ?

Ph. LAUZUN.



<sup>1</sup> Voir le chapitre VI, page 189 du Tome I<sup>er</sup> de notre travail sur les couvents d'Agen.

# LA VILLE D'AGEN

PENDANT LES

## GUERRES DE RELIGION DU XVI<sup>E</sup> SIÈCLE

(Suite)

---

### XVII.

**LES CAPITAINES LIGUEURS REPRENnent L'OFFENSIVE. — TRAVAUX AUX FORTIFICATIONS. — LA TRÈVE DES MOISSONS ET DU LABOURAGE. — ALERTES. — SURPRISE DE LA VILLE ET DÉFAITE DES ENNEMIS. — TROUBLES ET LASSITUDE DU PAYS.**

(1589-1591.)

Après la retraite des royalistes, le marquis de Villars, prenant l'offensive, s'empara du château de Lafox et des villes de Valence et d'Astaffort. Quatre compagnies des régiments de Laugnac et de Belsunce s'étaient établies fortement dans le bourg de La-Sauvetat-de-Savères ; Villars les attaqua, le 16 août, avec une extrême vigueur et les tailla en pièces dans leur retraite sur Puymirol. Toutefois, sa cavalerie, qui eut tout l'honneur de ce fait d'armes, subit des pertes sensibles : les sieurs de Sauveterre et de Vesins furent blessés à mort. Belsunce, gouverneur de Puymirol en l'absence de Lusignan, se vengea de cette défaite d'une façon atroce : il incendia douze à quinze maisons de La-Sauvetat, après y avoir enfermé des enfants ; il égorga un prêtre de quatre-vingt-dix ans et des gens sans défense, des laboureurs et des femmes.

L'ennemi évacua toutes les maisons fortes des environs d'Agen. Enhardie par le succès et fortifiée par des recrues que le sieur de Fontenilles avait amenées, la petite armée Ligueuse songeait à faire des expéditions au-delà des frontières de l'Agenais. Le maréchal crut

la ville de Fleurance menacée et manda au capitaine Baranau d'occuper cette place. Il confia la défense de Condom à Saint-Chamarrand <sup>1</sup>.

Cependant le Conseil de guerre d'Agen n'était pas assez rassuré pour négliger les précautions. Les milices urbaines furent maintenues sur le pied de guerre et, la ville n'offrant pas assez de ressources, pour compléter leur armement, on commanda trois mousquets à Jehan, fondeur, à Port-Sainte-Marie, et cent piques, livrables en cinq semaines, à Crousil, charpentier, habitant de Monclar. Les habitants de la banlieue furent réquisitionnés pour travailler aux fossés. Les chemins de ronde, obstrués sur quelques points par suite des empiétements des propriétaires voisins, furent rétablis avec une largeur de deux cannes et demie <sup>2</sup>.

Les Agenais ne purent obtenir des Etats de Guienne toutes les satisfactions qu'ils désiraient : Ils furent empêchés de prendre sur les deniers des tailles les sommes nécessaires pour payer leurs nouvelles dettes ; ils souhaitaient de voir établir dans leur ville la Recette Générale de Guienne ; les Etats décidèrent que ladite recette serait fixée à Toulouse.

Les nouvelles des événements qui se passaient dans le Nord devaient être attendues avec impatience. A la fin du mois d'octobre, de nombreux courriers de Mayenne vinrent reconforter les Agenais. Le chef de la Ligue avait apprécié les services rendus à la cause catholique par une ville qui devenait pour lui le boulevard de la Guienne. Il prodiguait les félicitations ; il se montrait reconnaissant en confirmant l'élection du Conseil de guerre et le commandement donné à Monluc ; de plus, il accordait l'avantage refusé par les Etats de Guienne en établissant dans Agen la Recette Générale des Finances de la province <sup>3</sup>.

L'évêque d'Agen, qui était au camp de Mayenne, adressait en même temps aux habitants d'Agen des éloges et des bénédictions, et à ceux

---

<sup>1</sup> *Briefve narration*. — Lettre du maréchal au roi de Navarre. *Arch. hist. Gironde*, IV, 206.

<sup>2</sup> BB. 34, 36 ; — EE. 8.

<sup>3</sup> Lettre de Mayenne aux consuls. AA. 17 ; — CC. 83 ; — EE. 64.

du Port-Sainte-Marie des exhortations et des remontrances pour les rallier à la Sainte-Union <sup>1</sup>.

Charles de Monluc avait été créé gouverneur et commandant d'Agen. Deux mois après, Mayenne, pour le récompenser de ses services, le nomma gouverneur de la sénéchaussée d'Agenais et de Condomois <sup>2</sup>.

Durant les derniers mois de l'année 1589 et dans le cours de l'année suivante, l'Agenais n'eut pas à subir les fortunes diverses et la ruine générale que les grandes expéditions entraînent toujours avec elles. Les destinées de la France se jouaient ailleurs et l'attention des chefs des deux partis était détournée de la Guienne. Toutefois la ville d'Agen fut presque constamment menacée par de petits corps de troupes, qui évoluaient à quelques étapes de distance, trop dépourvus d'artillerie pour entreprendre un siège, mais assez forts, comme effectifs, pour tenter une surprise. Le pays d'Agenais tout entier ne cessait pas d'être désolé par les guerres de partisans. La noblesse était de plus en plus divisée, nombre de catholiques s'étend ralliés à Henri IV <sup>3</sup>. Les villes déclarées pour la Ligue restaient en minorité : Marmande tenait bon, comme Agen ; Villeneuve était moins sûr. Des relations s'établirent pour la défense commune entre tous ceux qu'unissait le zèle pour une même cause : du Bouzet, à Auvillars, Réaup, à Laplume, Foncaude, à Villeneuve, Rivière à Montpezat correspondaient avec le Conseil d'Agen, qui se tenait en permanence. Les Agenais assistaient à l'occasion les villes menacées. Ils activèrent la fabrication de la poudre à ce point qu'ils purent en fournir aux habitants de Sauveterre, de Valence, de Miradoux, de Laplume, d'Aiguillon, de Damazan et d'Escassefort.

On prêtait aussi des pièces d'artillerie à Villars et à Monluc. La ville possédait à cette époque deux canons, deux grandes coulevrines, deux petites et trois mousquets montés sur roues.

---

<sup>1</sup> EE. 64. — Lettres du 18 et du 19 octobre, publiées par M. Ad. Magen dans *La ville d'Agen sous le sénéchalat de P. de Peyronenc*.

<sup>2</sup> Cette commission est datée du 13 décembre. CC. 80.

<sup>3</sup> Il faut étudier les documents relatifs aux campagnes de Henri IV dans le nord pour relever dans la liste de ses compagnons d'armes des noms de gentilshommes de la Guienne et de la Gascogne. Le plus notable d'entre eux était le maréchal de Biron, qui avait joué un si grand rôle dans notre pays même.

La plus grande activité était déployée pour l'achèvement des fossés et la restauration des remparts. Quelques tours de l'enceinte furent comblées de terre jusques à la hauteur des chemins de ronde<sup>1</sup>. Les ingénieurs Dufau et Valadon, à des dates différentes, dirigèrent l'ensemble de ces travaux.

Au mois de mars, on avait appris que Matignon était à La Réole, avec trois pièces de canon ; on craignait que son intention fut d'assléger la ville. La jurade accorda à Monluc 800 écus qu'il demandait depuis longtemps pour mettre sur pied et entretenir autant de gens d'armes que l'on pourrait. Cette grosse somme fut insuffisante et l'on vit, dans la suite, le gouverneur accaparer toutes les ressources disponibles pour les affaires militaires : les deniers des tailles, les recettes des péages, les fruits des biens confisqués sur les hérétiques passaient également par ses mains, sans l'aveu des consuls. L'imminence du péril faisait fermer les yeux sur de telles dérogations aux usages que l'on supportait en silence.

Ce même mois, l'évêque Villars fit sa première entrée dans la ville<sup>2</sup>. Il devait, peu de temps après, fonder une confrérie de Pénitents Bleus sous le patronage de Saint-Jérôme et restaurer le collège des Jésuites.

Ainsi les manifestations religieuses et les œuvres catholiques allaient toujours de pair avec les démonstrations militaires.

Au mois d'avril, le Parlement de Toulouse décida que les Etats de Guienne se réuniraient à Gimont. La jurade s'abstint d'y envoyer des députés, attendu que les convocations de cette nature ne pouvaient être faites que par le roi ou par Mayenne. Ce prétexte sur la forme couvrait les Agenais qui avaient intérêt à ne pas reconnaître les pouvoirs de cette assemblée, à ne pas s'associer à des débats dont les conclusions pouvaient condamner les faveurs exceptionnelles accordées par Mayenne. Leur abstention était habile, mais, d'autre part, la jurade risquait de mécontenter ceux dont on pouvait attendre quelque assistance.

La saisie des fruits des propriétés appartenant aux protestants avait amené partout des représailles. L'effet en fut si considérable que

---

<sup>1</sup> BB. 34, 35.

<sup>2</sup> Au mois de mars, d'après les livres des consuls. Trinque, dans ses mémoires, donne à cette entrée la date du dernier février.

des villes déclarées pour la Ligue, telles que Port-Sainte-Marie et Caudecoste, s'en détachèrent pour éviter une ruine complète. Quand le temps de la moisson approcha, pour sauver la récolte et éviter la famine, il fallut s'aboucher avec les ennemis et conclure une trêve qui assurât la protection des paysans. Une lettre des consuls motive ainsi cet accord : il « n'a este faict que pour le bien public et tran-  
« quillité du pays, estant desja les choses veneues à telle confusion  
« que les terres s'en alloient en friche, n'ozant les laboureurs habic-  
« ter en leurs maisons, contraintz ce retirer les ungz dans les villes  
« les aultres soy cacher parmy les champs comme les bestes pour  
« sauver leur vye et pour n'estre rensonnés et misérablement tour-  
« mentés, comme ilz ont esté puis long temps, et que, cessant le  
« labourage, il n'y avoit moyen de vivre dans les villes. »

La conclusion de ce traité causa un conflit entre les consuls et les deux chapitres. Ceux-ci se plaignant d'avoir été oubliés et de ne pas jouir de la sauvegarde pour les revenus de leurs bénéfices, menacèrent d'interrompre le service divin. Une belle réponse des consuls à leurs doléances contient un exposé de faits et de hautes leçons qui méritent d'être reproduits.

Malgré deux avis, les ecclésiastiques avaient eu le tort de ne pas se faire représenter dans la commission qui avait discuté les clauses du traité. Les années précédentes, cependant, ils avaient composé avec les ennemis, « à couvert et au desceu des habitans de la ville,  
« ce séparent par ce moyen du genneral et faisant le contraire de  
« ce qu'ilz monstroient en aparence. Et qu'ilz protestent de ne  
« pourter des charges ordinaires et extraordinaires, ilz ne s'en sont  
« pas beaucoup resentis jusques icy, n'ayant rien contribué au ge-  
« neral du party, ayant devers eulx des deniers des décimes desti-  
« nés aux fraiz de ceste guerre à plus de vingt mil escus, Et au  
« contraire la foulle de la despence est thumbée sur le paoure peuple  
« que y a perdu presque tous ses fruitz ses années passées, ce qu'il  
« en a reculhy n'équipollant à ce qu'ilz ont payé aux tallies et aul-  
« tres charges extraordinaires ; il porte néantmoingz le tout en pa-  
« tience, sans murmurer, pour l'amour et affection qu'il porte à la  
« religion cathollique, apostolique et romaine.

« Ils ne peuvent passer la protestation de la cessation du divin  
« service comme chose bien estrange et repugnente à la proffection  
« des dits sieurs de l'esglize. Si les Pères enciens eussent avec si  
« peu d'occasion quicté leurs charges et abandonné le service divin  
« pour ne jouyr de quelque eschentialhon de leur reveneu la religion

« catholique ne feut veneue jusques à nous; elle seroit long temps  
« y a esteinte. Où est la memoyre de tant et si fréquentz exemples  
« que ses bons pères nous ont layssé de leur constance en la manu-  
« tention de la religion catholique et service divin. Il ne fault pas  
« abandonner une si belle forteresse que la maison de Dieu pour  
« crainte de la famyne, et seroict ce rendre à trop foible baterye. Il  
« ne fault pas plier les voyles pour si petit orage et abandonner le  
« gobernal de la nasselle de Saint Pierre. L'ordre des mendians et  
« tant de dévottes compagnies qui ont soubsteneu la religion ca-  
« tholique soubz le veul de paouvrete puy si longues années parmy  
« la chrestienté et mesmes en ce royaume et en ceste ville, où les  
« quatre Ordres des mendians ont vesceu et vivent honnestement,  
« n'ont point crain la famyne. Fault-il pour une si petite perte quic-  
« ter le divin service, fermer et abandonner l'esglize.

« Et partant lesdits sieurs consulz prient lesdits sieurs de l'esglize  
« de revenir à eulx et voullant bien qu'un chacun sache qu'ilz n'ont  
« pas en aparence mais de tout leur cueur et ame affectionné et em-  
« brassé la cause de l'ordre ecclesiastique et que les dits sieurs  
« ecclesiastiques n'ont occasion de se plaindre que d'eulx mesmes et  
« non des dits sieurs consulz et depputés <sup>1</sup>. . . »

Au mois de septembre, on se mit en garde contre une surprise. Pour la troisième fois depuis le commencement de l'année, des avis alarmants étaient adressés aux consuls. On apprenait que les ennemis s'assemblaient à Port-Sainte-Marie et à Nérac ; leurs desseins étaient tenus secrets. En pareil cas, il était d'usage de faire exécuter plus rigoureusement les gardes. On décida aussi que les marchés se tiendraient en dehors des murs. On pria l'évêque, qui était à Monbran, de rentrer dans la ville « pour encores plus fortifier et donner « corage aux habictans d'icelle. »

Tout le mois d'octobre se passa en alertes. Matignon était à Condom, et Saint-Chamarand à Puymirol. L'évêque d'Agen manda les consuls pour leur communiquer une lettre contenant des renseignements précis sur les projets des ennemis. Cinquante habitants de la ville, d'intelligence avec eux, devaient se saisir de quelque fort et les introduire dans la place. On jugeait difficile de découvrir les traîtres, mais, pour prévenir leur entreprise, la jurade donna une grande publicité à cette nouvelle et réunit une assemblée des trois Ordres qui

---

<sup>1</sup> BB. 37.



déciderait des mesures à prendre. L'avis commun fut qu'il fallait prévenir de tout le marquis de Villars et Monluc, et s'occuper, toute autre affaire cessante, de la défense de la ville. Une garde extraordinaire de vingt hommes fut instituée ; les rondes de nuit furent multipliées. On devait aussi ouvrir toutes les tours du côté de la place, pour éviter que les traîtres ne s'y logeassent.

Monluc était en expédition dans le Quercy et le Périgord. Il avait emprunté deux pièces d'artillerie aux Agenais, en répondant de leur conservation au péril de sa vie. Dans ses lettres, il se déclarait prêt à venir au secours d'Agen si la ville était menacée par Matignon ou par d'autres <sup>1</sup>.

Malheureusement, il ne rentra dans son gouvernement que pour y jeter le trouble. Le château de Bajamont était défendu par les habitants du pays qui, de l'agrément du seigneur, s'y étaient retirés avec leurs familles. Ils étaient dévoués à la Ligue, faisaient bonne garde, travaillaient, quand ils en étaient requis, aux fossés d'Agen et rien ne pouvait leur être reproché. Monluc, s'étant avisé de les remplacer par une garnison, les menaça du canon en cas de refus et, sans prétexte, fit appréhender au corps quelques notables.

Cette façon brutale de traiter en ennemis de fidèles auxiliaires souleva de vives protestations dans la jurade, qui envoya des députés au gouverneur pour lui faire des remontrances. Monluc, n'ayant pas voulu se rendre à leurs raisons, il fut d'abord question de prier l'évêque de tenter auprès de lui une nouvelle démarche. On s'arrêta à un expédient plus simple ; une lettre signée de tous les membres de la jurade lui fut adressée. Une réponse hautaine, qui sentait le dépit, fut tout ce qu'on obtint. L'inquiétude devint grande et pour une cause plus grave : Monluc ne se pressait pas de restituer les deux pièces d'artillerie qui lui avaient été confiées. Il conseillait même aux consuls de prêter une autre coulevrine au marquis de Villars, qui la demandait pour faire une expédition du côté de Marmande.

Il continuait à entretenir quelques arquebusiers dans la ville, force insuffisante pour empêcher les incursions des habitants de Puymirol, auxquels on reprochait de violer la trêve du labourage <sup>2</sup>. On vivait

---

<sup>1</sup> Lettres de Monluc, datées de Salviac et de Privezac. Septembre et octobre. EE. 64.

<sup>2</sup> Jurades de décembre 1590. BB. 37.

sans repos et toutefois on était loin de soupçonner l'imminence du danger, tant on devenait blasé sur les fausses alertes.

Dans la nuit du 6 décembre, Saint-Chamarand concentra secrètement de grandes forces sous les murs d'Agen. Une partie de ces troupes était venue du Quercy et de Tournon, en passant par les coteaux de Castelculier et de Saint-André-des-Corps ; d'autres contingents, tirés de la Gascogne, avaient débouché par Layrac. C'était un millier de fantassins, munis d'échelles, de pétards et de saucisses. Ils devaient attaquer directement les portes et, en même temps, tenter d'escalader la courtine entre la tour de Marmande et la Porte-Neuve, le point de la ville où les fossés étaient dans le plus mauvais état. Leur concentration avait été si rapide et le secret de leur entreprise si bien gardé que les habitants d'Agen n'avaient reçu aucun avis. Les consuls, en relatant cet épisode dans leur testament politique, ajoutent qu'ils furent sauvés « miraculeusement » par la venue inopinée du marquis de Villars. Les ennemis ayant appris que, cette nuit même, le lieutenant général de l'Union était entré dans Agen, se retirèrent <sup>1</sup>.

Villars et Monluc défendirent, à cette occasion, d'ouvrir les portes, la nuit, sous quelque prétexte que ce fût, afin de prévenir toute surprise. Les messages devaient être recueillis dans un panier par ceux qui faisaient les rondes.

Le sénéchal, qui avait voué une haine mortelle aux Agenais, chercha de nouvelles occasions de les perdre et, comptant plus sur la trahison que sur la force des armes, il noua des intelligences avec quelques habitants dévoués au parti royaliste. Ceux-ci avaient certainement le droit de garder cette opinion au fond du cœur, mais ils commettaient un crime en se faisant les complices du massacre de leurs concitoyens.

A peine élus, les consuls de l'année 1591 eurent à repousser le plus furieux assaut qui ait été donné à la ville dans le cours des guerres du xvi<sup>e</sup> siècle. Le secrétaire de la jurade, Durand, a consigné dans le livre des jurades le récit du combat. Cette déposition d'un témoin, cette relation authentique, tracée par une main peut-

---

<sup>1</sup> BB. 35.

être encore noire de poudre, doit être mise toute entière sous les yeux du lecteur :

« Surprise de la ville d'Agen.

« Le vendredy quatriesme du moys de janvier 1591, dans la ville  
« et cyté d'Agen, messieurs maistre Jehan Camus, licencié ez droictz,  
« advocat au siège de la presant ville d'Agen. sires Arnauld Albinhac,  
« Crespin, Trinque, marchans, maistre Jehan Mathieu, aussi advocat,  
« sire Pierre Mathieu, marchand, et maistre Jehan Cayron, aussi ad-  
« vocat, bourgeois et consulz de ladite ville, estans dans leur cham-  
« bre du conseil sur l'heure de troys à quatre heures après midy,  
« receurent plusieurs advertissemens venant de divers endroitz par  
« lesquelz estoit pourté que les ennemys heretiques, pollitiques et  
« leurs faulxurs ce promettoient par le moyen et proumesse qu'ilz  
« avoient d'un nombre de traictres de ceste dite ville de ce saizir  
« d'icelle la nuyt prochaine, thuer et masacrer les habictans de la  
« dite ville ; pour obvyer auxquelz maulx, les dits sieurs consulz or-  
« donnarent que presamment seroit publié à son de tabourin par  
« les lieux et carrefourcz de la dite ville qu'il est fait commande-  
« ment à tous les habictans de la dite ville de promptement prendre  
« les armes et fermer leurs boutiques et ceulx qui seroient comman-  
« dés de garde de s'y trouver en propre personne avec les armes à  
« eulx ordonnées à peine de dix escus et aultre esmande. Laquelle  
« proclamation a esté tout incontinant faicte par les carrefourcz du  
« dit Agen à son de tabourin, y acistant maistre Anthoine Durand,  
« secrétaire des dits sieurs consulz. Et cependant les dits sieurs con-  
« sulz ont mandé venir en ladite maison de ville et en leur conseil  
« Pierre Corne, bourgeois et sargent majour d'icelle, auquel ilz ont  
« donné à entendre le susdit advertissement et exorté tenir bien le  
« cœur et avoir l'œil ouvert la nuyt prochaine aux gardes de la dite  
« ville pour esviter la dite surprise, ce que le dit Corne leur a pro-  
« mis de faire. Et advenant l'heure de quatre heures après mynuyt  
« dudit soir de vendredy les dits sieurs consulz ont dereschief receu  
« advertissemans que les dits ennemys estoient en campagne et  
« s'aprochoient de la dite ville pour la sorprendre, qui a esté cause  
« qu'ilz ont dereschief mandé venir ledit Corne, sargent majour.  
« auquel ont demandé s'il avoit bien vizité les gardes qu'il avoit  
« pozées pour la dite nuyt ; lequel Corne leur a dict qu'il venoit de  
« viziter tous les corps de garde et seyntinelles. lesquels velhoient  
« fort bien et n'avoient entendu aucune chose ny approche des dits  
« ennemys ; nonn obstant laquelle responce, les dits sieurs con-

« sulz ce sont despartis par cartiers et retourné viziter les  
« dits corps de garde. En quoy faisant, ceulx qui commandoient  
« au fort de la porte du Pin ont sonné l'alarme au son de leur clo-  
« che, que a esté cause que pour savoir que c'estoit le dit sieur  
« Trincque y est acoureu ayant avec soy ung nombre des dits habic-  
« tans de la dite ville en armes, et, estans arrivés au dit fort, par-  
« lant au cappitaine Mérigon, commandant dans iceluy, luy a de-  
« mandé que c'estoit de la dite alarme, lequel a dict au dit sieur  
« Trincque qu'il y avoit ung personnage estranger sur la porte de la  
« dite ville qui volloit entrer, pourtant de grandz advisemens,  
« lequel personnage le dit sieur de Trincque a faict entrer et luy  
« ayant demandé qu'estoit ce qu'il volloit dire, ledit personnage,  
« pourtant une livrée blanche au travers le corps et ung mouchoir  
« au chapeau, qui a dict n'estre point huguenault, bien acorde  
« qu'il estoit de leur compagnie et, désirant le bien et proffit de  
« la dite ville, il les avoit quictés pour s'en venyr advertir la dite  
« ville qu'ils feissent bonne garde et ce myssent en debvoir de soy  
« deffandre car les ditz ennemys estans en nombre de douze à quinze  
« cens hommes bien armés s'aprochoient et estoient ja pres des mu-  
« railles pour surprendre ceste dite ville, avec l'intelligence d'au-  
« cuns traistres habitans en icelle. Quoyentendu, le dit sieur Trinc-  
« que, comme aussi les autres sieurs consuls, ont faict battre l'alarme  
« avec le tabourin par toute la dite ville, à quoy la plus grand part  
« des dits habitants d'icelle ce sont mis en armes et coureu chacun  
« à son cartier ; et quelques remonstrances que les dits sieurs con-  
« suls feissent au dit sergent majour des dits advisemens, le  
« priant de tenir bien le cuer aus dites gardes, le dit sergent majour  
« disoit toujours que cella n'estoit rien. Et ayant les ditz ennemys  
« faict les aproches de la dite ville ont presanté et donné l'escallade  
« au pont et porte appelée de Guarone, c'estans saisis entièrement  
« du dit pont sans que ceulx qui commandoient au fort d'icelluy  
« leur ayent tiré jamais aucune arquebuzade ny donné aucun adver-  
« tissement à la dite ville de la dite surprise, ains au contraire lors  
« qu'ilz estoient interrogés s'ilz avoyent rien veu ny descouvert ilz  
« disoient toujours que cella n'estoit rien. Et, sur l'heure de cinq à  
« six heures du matin du jour du samedy ensuyvant et sur la  
« pointe du jour les ditz ennemys ont pozé et faict tirer deux petartz  
« contre les portes du revellin du dit pont qu'ilz ont enfoncée, et  
« après iceulx ennemys sont entrés par la dite porte dans la dite  
« ville estans armés de cuyrasses, arquebuzes et aultres armes sans

« que, comme dict est, ceulx de la garde du dit pont leur ayent faict  
« aucune rézistance ny tiré aucune mousquetade ny arquebuzarde.  
« Et, estans les ditz ennemys entrés en grand nombre, ce sont mis  
« en batalhie tirant leur chemin droict à la grand place, cryant tou-  
« jours : *Vive le Roy ! Theue ! Theue !* Avec lesquelz ennemys les  
« traistres de la dite ville ce sont jointz et allé en leur compagnie  
« combatent par les reues comme eulx contre les dits habictans. Et  
« parce que aucuns desdits habictans couroient vers le dit pont pour  
« deffendre la dite entrée, iceulx ennemys en ont theué ung nombre  
« et ce sont saizis de la grand place et du canon que y estoict, sont  
« entrés dans la maison de ville, rompeu le grand portal et portes  
« d'icelle, pris et pilhé tout ce que bon leur a semblé et faict plu-  
« sieurs insollances, quoy entendant, lesdits habictans prenant cou-  
« rage pour soy garantir ont faict plusieurs barriquades tant  
« par les reues, coings d'icelles que aux corps de garde du tour de  
« la muralhe et tenant partye des dits habictans la compagnie par la  
« dite ville ont combatteu les dits ennemys en plusieurs endroicts  
« les repoulssant tellement que le dit combat a duré depuis la dite  
« heure de cinq à six heures jusques à l'heure de dix heures du dit  
« jour de sabmedy. que les dits ennemys ayant entendu que le cap-  
« pitaine Guilheteau avec sa compagnie estoit entré par la porte du  
« Pin comme aussi une grand troupe de paysans des environs de la  
« dite ville pour secourir icelle, les dits ennemys, après avoir pilhé et  
« sacagé plusieurs maisons et boutiques, massacré plusieurs ha-  
« bictans d'icelle ville, entre aultres theué messieurs de Mathieu,  
« consul, le filz du dit sieur Camus, de Nort, sieur de Naux, le sieur  
« de Ranse, monsieur Dupergeat, jurat, le cappitaine Mériguon, qui  
« étoit sourty du dit fort combatent par ville avec les dits habictans,  
« et plusieurs aultres des dits habitans, iceulx ennemys s'en sont re-  
« tournés et ont quicté la dite ville sourtans par la dite porte de  
« Guarone avec le dit pilhage, tellemant que des dits ennemys en  
« sont esté theués et masacres tant dans la dite ville que le grevier  
« d'icelle en sourtant un grand nombre et gens de quallité.....  
« (deux lignes biffées) <sup>1</sup>. Et les habictans du dit Agen, par la grâce de

---

<sup>1</sup> L'encre à base de sel de fer qui a servi à oblitérer ce passage a rongé et émiétté le papier. M. l'abbé Barrère a lu dans les vides et à travers des lettres de surcharge : « avec lesquels ennemis le dict sergent majour s'es-  
« toit rendu après avoir faict ladite trahison et a esté thué et massacré  
« en leur compagnie. » Pour les deux tiers des mois cette leçon est pro-  
bable.

« Dieu c'estant par plusieurs fois mis de genoulx à terre et faict  
« prières à Jésus-Crist lur acister, ont esté délivrés desdits ennemys  
« et ce sont mis en dévotion, louant Dieu et le remersiant du benef-  
« fice qu'ilz avoyent receu, ayans esté délivrés de la tyrannye et  
« persécution des dits ennemys <sup>1</sup>. »

Tel est le récit officiel de la *surprise* d'Agen ; dramatique dans la forme, il est assez complet pour le fond. Cependant quelques épisodes restent à glaner à travers les archives de la ville et dans les mémoires contemporains <sup>2</sup>. Aucun détail n'est à négliger de ceux qui nous sont parvenus sur un fait d'armes tout à l'honneur des Agenais.

Les consuls, qui, en cette occasion, firent si bravement leur devoir, furent les premiers à reconnaître les fautes commises. Ils avaient décidé, dans le cours de l'année, de protéger les portes et notamment celle du pont de Garonne par de fausses braies. Des bois avaient été achetés pour la confection de ces ouvrages, puis on avait différé de faire la palissade « ce qui a esté cause de nostre malheur » disent les consuls « car les ennemys entrèrent par le dit pont, ayant « faict jouer deux petardz aux portes. »

On s'aperçut aussi que le nombre d'armes à feu dont on disposait était fort insuffisant. Les arquebuses coûtaient cher : le gros des milices communales n'avait d'autres armes que des piques ou des demi piques, bonnes seulement dans un combat corps à corps. L'artillerie ne joua pas un grand rôle, les ennemis n'ayant utilisé que la pièce de canon dont ils s'étaient emparés.

De même qu'à la prise de Cahors, les portes avaient été rompues à coups de pétards, mais il est douteux que ce genre d'attaque ait pu réussir sans la trahison du sergent Corne et d'une partie du poste du Pont de Garonne.

Issue des dissentiments politiques, la trahison était partout ; par une juste compensation, tandis que les uns dans Agen se vendaient

---

<sup>1</sup> BB. 37, f<sup>o</sup> 80 et 81.

<sup>2</sup> Mémoires du consul Trinque, recueillis par le F. Hélie ; — « Choses notables » transcrites par Jean Drappié dans les registres paroissiaux de Cuq (E. suppl. 155) ; — Comptes des consuls, CC. 326 et 327 ; — Testaments politiques, BB. 35 ; — Ordonnances, BB. 36 ; — Jurades, BB. 37, etc.

aux royalistes, un soldat, Pierre Marti<sup>1</sup>, transfuge de l'armée de Saint-Chamarand, apportait le dernier avis qui sauva la ville en provoquant l'appel aux armes.

Même après l'échauffourée, des partisans royalistes continuèrent à résider en ville. Les consuls en étaient assurés, mais comment les découvrir et comment les punir ? On se contenta de pendre deux soldats gagés et quatre paysans qui avaient mal gardé la porte. Bon-donnier, marchand d'Agen, qui avait combattu avec les ennemis, eut la tête tranchée.

Triste effet des guerres civiles ! Le chef des ennemis c'était ce même Saint-Chamarand auquel les députés des trois ordres, un an et demi auparavant, avaient proposé de faire un rempart de leurs poitrines contre le peuple mutiné<sup>2</sup> ; et, depuis cette grande manifestation, entre eux tout avait changé. Le consul Trinque, qui fut, en cette journée l'organisateur de la défense et le véritable chef des milices sut destiner ses balles au sénéchal et le tua<sup>3</sup>. Le fils de Saint-Chamarand tomba aux côtés de son père, qui fut enseveli à Layrac. C'était une faveur, car les cadavres des royalistes furent jetés à pleines charrettes dans la Garonne.

Les Agenais avaient perdu environ cinquante hommes, parmi lesquels le vieux de Naux et le consul Mathieu, auquel on fit de superbes funérailles.

Tous en combattant, avaient le sentiment qu'il y allait de leur fortune et de leur vie et la ville s'était soulevée toute entière.

Les barricades improvisées par le peuple dans le dédale des ruelles d'Agen<sup>4</sup> avaient permis de concentrer la lutte dans un étroit par-

---

<sup>1</sup> C'est le nom qui se trouve indiqué dans les notes des comptes des consuls. CC. 327.

<sup>2</sup> Un fils de Matignon, le comte de La Roche faisait aussi partie de l'expédition. A ce sujet, Caillière, le biographe du maréchal, a écrit sous le titre *Prise d'Agen par le comte de La Roche* deux grandes pages peut-être vraies pour quelques détails mais fausses pour l'ensemble.

<sup>3</sup> Henri IV, devenu roi, se souvint d'un serviteur fidèle mort pour sa cause : il donna 12,000 écus à la veuve du sénéchal. (Arrêt du Conseil d'Etat du 17 juin 1599. N° 5159 de l'*Inventaire* publié par M. Noël Valois.)

<sup>4</sup> On avait dressé des barricades avec des pavés même dans les quartiers éloignés de l'action, dans les *carrérots* de Mémet, des Trois Gonelles et au devant de l'église de Saint-Hilaire.

cours entre la porte de Garonne et l'hôtel-de-ville ; d'un quartier à l'autre, la résistance aurait pu durer longtemps. Quand les paysans, assemblés au bruit du tocsin, eurent formé leurs bandes à proximité des remparts, quand nombre de gentilshommes, parmi lesquels le sire de Mauléon et le sieur de Poussou, furent accourus à toute bride, les royalistes se virent menacés d'être pris pas derrière et cernés dans la ville sans retraite possible. Cette crainte et la perte de leur chef devaient déterminer leur déroute. Une autre cause contribua à semer le désordre dans leurs rangs. La soldatesque s'était livrée au pillage ; on avait fait d'abord main-basse sur la caisse du receveur Domain et sur quelques objets conservés à la maison commune, parmi lesquels un calice et une chaîne d'argent à laquelle pendait le sceau d'Agen et que le premier consul portait autrefois à la ceinture. L'argent et ces objets de métal précieux n'étaient pas faits pour charger trop lourdement les pillards favorisés de ces aubaines. Les pièces de soierie, de drap, de toile dérobées aux marchands étaient d'un transport moins facile. Tout soldat qui fléchit sous un pareil butin devient vite une non valeur. Aux larrons de ce genre les Agenais firent avec succès une chasse acharnée, mais quelquefois pour leur compte personnel ; les marchands dépouillés eurent peine à obtenir les restitutions des mains de leurs concitoyens. Ceci est un trait de mœurs. Il y eut aussi des vengeances particulières, des coups savamment dirigés : les ennemis incendièrent la maison du consul Trinque.

Il semble que la rude épreuve supportée en commun ait dû resserrer les liens entre les habitants d'une même cité. Le peuple, qui avait jugé ses consuls à l'œuvre, leur refusa cependant des témoignages de reconnaissance ; les mutineries ne cessèrent point ; dès le lendemain de la victoire, la jurade exprime ainsi son découragement :  
« Le peuple est tant alarmé et a en soy si peu de respect que lors  
« que les dits sieurs consulz leur commandent quelque chose, soit  
« venant de leur part ou de monseigneur le marquis, le dict peuple  
« ne faict que gronder et uzer de menasses voyre mesme en l'en-  
« droict des dits sieurs consulz, ausquelz ilz ne portent presque  
« aucun honneur, respect ny obéyssance... »

Montluc et le marquis de Villars étaient à Beaumont de Lomagne lors de la surprise d'Agen. A la nouvelle de ce grave événement, ils s'empressèrent de rentrer dans cette ville pour proclamer des ordonnances. Les assemblées particulières furent prohibées ; un nou-



veau règlement militaire, publié. Défense fut faite de piller et de démolir les maisons des royalistes. Mais tous les efforts étaient vains pour assurer la sécurité dans les rues infestées de rodeurs de nuit et dans les campagnes ravagées par les picoreurs. On avait à se plaindre même des garnisons et des capitaines aux ordres des consuls. Ainsi les soldats préposés à la garde du petit fort de Sustrac, sur les bords de la Garonne, à Colayrac, rançonnaient à leur profit les marchands et les bateliers.

Le marquis de Villars avait institué un prévôt pour juger quelques habitants d'Agen inculpés de trahison. Les consuls protestèrent au nom de leurs privilèges, déclarant qu'ils devaient faire partie du tribunal chargé de ces procédures. Ils se chargèrent aussi de faire des visites domiciliaires pour rechercher les suspects.

Ils décidèrent qu'une garnison de soixante arquebusiers serait établie dans la ville, sous leurs ordres directs, sans intervention d'autres capitaines.

On'avait beaucoup à faire pour payer les dettes, pour solder les dépenses nécessitées par les affaires de la ville, pour indemniser ceux qui avaient logé des hommes d'armes et enfin pour se maintenir en état de défense. Villars imposait un emprunt et créait un magasin de vivres pour l'entretien d'une petite armée. La part de contribution de la ville fut d'autant plus forte que la majeure partie du pays était déclarée pour le roi.

Les ennemis restaient très forts et toujours menaçants. Quinze jours après la surprise d'Agen, le 20 janvier, il y eut grande alarme et prise d'armes. On fit même une sortie pour s'assurer que les ban des royalistes n'étaient pas aux portes.

Dans l'espoir que les états généraux de la Ligue seraient enfin tenus, la jurade s'occupa de la rédaction des cahiers de doléances à soumettre à cette assemblée. Attendu que le Parlement de Bordeaux était royaliste et suspect, elle demandait la création d'un Parlement ligueur pour la province et son établissement à Agen. Elle insistait aussi pour avoir la Recette Générale des Finances vainement promise par Mayenne. Cette ambition de faire d'Agen une capitale pourvue de grands corps judiciaires et financiers hantait la bourgeoisie qui en aurait eu le bénéfice, mais le gouvernement de la Ligue vivait dans des conditions trop précaires pour asseoir l'organisation des provinces. Les Agenais en arrivèrent avec le temps à comprendre qu'ils

avaient peu d'avantages à obtenir et de grand risques à courir en persistant dans leur lutte contre Henri IV. Même avant la conversion du roi, qui entraîna la soumission de la ville, il paraît y avoir eu des mouvements d'opinion en sens divers ou tout au moins une grande lassitude. Mais les actes publics enregistrent des faits et se taisent sur les sentiments secrets. Aussi est-il fort difficile de déterminer ces fluctuations de l'opinion publique pendant les années qui devaient clore une si longue série de guerres.

G. THOLIN.

( *A suivre.* )



# MÉMOIRES DU CAPITAINE JÉRÔME-ETIENNE BESSE

ANCIEN SOLDAT DE LA GRANDE-ARMÉE.

( Suite ).

---

## CHAPITRE IV.

DEPUIS LA FAMEUSE RETRAITE DE MOREAU, JUSQU'A LA CAMPAGNE DE SUISSE.

*An V. — Vendémiaire.* — Le 3 Vendémiaire an V, le centre de l'armée française traversa l'Iller, sur les ponts de l'Iller-Dirren et de Kerchberg. Le 8, l'armée arriva derrière le lac de Fidersée. Le 9, le général Latour nous attaqua à Steinauzea et Schusseriad, où il s'engagea un combat très vif d'avant-garde. Le général Saint-Cyr soutint le choc avec son corps de bataille, et l'affaire s'étendit sur toute la ligne.

Une bataille devenant nécessaire pour éloigner l'ennemi qui nous serrait de trop près, le général en chef le fit attaquer le 11 par les centres, sur la route qui conduit de Reichembak à Ribérac.

Dans cette bataille, notre demi-brigade et la 116<sup>e</sup> se trouvèrent avoir en face un régiment autrichien qui arrivait de Vienne, et qui, pour sa bienvenue, fut forcé de rendre les armes. J'eus le plaisir d'être de corvée pour détruire leurs fusils. Nous les plaçâmes sur un tas de poudre et de cartouches auxquelles nous mîmes le feu, ce qui nous en débarrassa en un clin d'œil.

On se battit avec acharnement de part et d'autre, mais la victoire nous resta. Elle fut complète. Cinq mille prisonniers, dix-huit pièces de canon et deux drapeaux, en furent les fruits glorieux. Il y eut quelques jours après échange de prisonniers.

Nous fûmes constamment heureux dans plusieurs autres combats moins importants.

Les vallées de Reusschen et de la Kentzig étaient si fortement occupées, que notre armée se détourna vers les allées étroites qui conduisent à Fribourg, et elle prit le chemin de Doneschinguen. Un parti ennemi fut surpris dans un village qui nous barrait la route. Il prit le sage parti de s'enfuir, et nous eûmes la jouissance d'y délivrer près de quatre-vingts de nos prisonniers.

Le 20 Vendémiaire, nous rencontrâmes les Autrichiens en force ; mais nous culbutâmes tout ce qui fit résistance, et nous leur passâmes sur le corps.

Le 21, le centre de l'armée prit position près Fribourg, sur les bords du Tetz, dans la vallée de Walkirck. Le général Beaupieu y perdit la vie dans un petit combat. On prit ensuite le chemin d'Huningue, et l'aile gauche alla repasser le Rhin à Brisac.

*Brumaire.* — L'armée s'arrêta à Schengen et y séjourna. L'ennemi nous y attaqua le 3 Brumaire, mais sans succès : cependant, mon bataillon s'étant un peu trop avancé dans la plaine faillit à être enveloppé par un gros de cavalerie.

Le capitaine Mitouflet en prit le commandement et, ayant fait faire un demi-tour à droite, nous eûmes le temps de gagner une éminence plantée en vigne. Comme je levais le pied droit pour faire un pas plus haut, un boulet tomba près mon talon gauche, et ressortit entre mes jambes. J'en fus quitte pour des éclaboussures, mais non pas sans peur.

Dans la nuit, on reprit le mouvement de retraite, et nous arrivâmes le 4 à...

Le 5, nous repassâmes le Rhin à Huningue. Le général en chef ayant laissé un corps de troupe suffisant pour contenir l'ennemi et y défendre les ouvrages qui couvraient le pont, le restant de l'armée fit route pour Strasbourg. Notre demi-brigade fut cantonnée à Crestein, à trois lieues de cette ville.

Le prince Charles s'était porté devant le fort de Hel, et n'avait pas perdu un moment pour faire travailler à ses lignes de contrevallation.

*Frimaire.* — Lorsque nous fûmes établis, le général en chef voulut essayer de faire lever le siège, ou du moins inquiéter l'ennemi dans ses travaux. Nous partîmes en conséquence de nos cantonne-

ments le 1<sup>er</sup> frimaire, pour nous joindre à Kehl au corps du général Desaix, qui occupait ce fort depuis qu'il avait passé le Rhin.

Nous n'avions que trois lieues à faire, et comme nous voulions surprendre l'ennemi, nous fîmes halte à moitié chemin pour y attendre la nuit. La troupe se rafratchit, fit abondante provision de munitions et se mit en marche à la sourdine. Nous arrivâmes à Kehl vers dix heures, les compagnies de grenadiers en avant de la colonne, et nous nous portâmes avec la plus grande précaution à l'endroit désigné. Notre demi-brigade, soutenue par quelques autres troupes qui ne donnèrent pas, eut ordre d'attaquer la gauche des retranchements. Le général Lecourbe marchait à notre tête. Au signal convenu, Lecourbe commande : en avant. Aussi prompts que l'éclair, nous sautons dans la première redoute, appuyée sur un bras du Rhin. Les Autrichiens n'ont que le temps de faire une décharge de leurs armes, et ils sont expulsés, sauf ceux que nous fîmes prisonniers au milieu des pièces de canon dont nous nous emparâmes. Nous nous portâmes ensuite rapidement sur la seconde redoute que nous enlevâmes également, malgré le feu très vif d'artillerie et de mousqueterie, qui nous y accueillit et qui était dirigé à la fois sur nous de tous les autres ouvrages. Une autre colonne s'emparait en même temps de quelques redoutes ; mais il y en avait trois encore, entre les deux trouées que nous avions faites, dont on ne put déloger les Autrichiens, ce qui nous contraignit à regagner notre camp retranché.

Après un combat de quatre heures, dans lequel il y eut un grand nombre de blessés de part et d'autre, la moitié de l'armée continua à protéger la défense de Kehl, tandis que l'autre moitié se reposait dans ses cantonnements. L'on se relevait alternativement tous les quatre jours.

Je me trouvai un jour en faction, un peu avant le lever du soleil, à vingt-cinq pas d'un factionnaire autrichien. — Avez-vous de l'eau-de-vie, me demanda-t-il, à voix basse ? Non, lui répondis-je. Aussitôt il pose son bidon à terre et me le montrant du doigt : — Venez boire, répliqua-t-il, en s'éloignant. Sans plus de façon, je vais au bidon, je me réconforte et, le posant à la même place, je revins à mon poste. — Avez-vous du tabac à fumer, me demanda encore mon généreux ennemi. — Oui, lui dis-je, en auriez-vous besoin ? Au signe affirmatif qu'il me fait, je mets à terre la moitié de ma provision et je m'éloigne. Mon homme, sans se le faire dire, vient au tabac, l'emporte et va reprendre sa faction avec tout le flegme allemand. — Vend-on

du tabac au camp français ? me demanda-t-il encore. — Oui, lui dis-je. — Vous devriez bien m'en procurer un paquet. — Je le veux bien, et mon keysertis pose à terre de l'argent et s'éloigne comme la première fois. Je pris cet argent et lui ayant fait faire son emplette par un de mes camarades, je la lui fis tenir de la manière accoutumée.

Au lever du soleil, nous fûmes relevés de faction l'un et l'autre et nous nous rapprochâmes de nos camps, d'où l'on avait remarqué notre manège. non sans applaudir à la loyale obligeance avec laquelle deux ennemis venaient de se traiter les armes à la main. La querelle des gouvernements n'est pas celle du soldat : il se bat, c'est son métier, mais il est homme, aussi, avant tout.

Le canon grondait à chaque minute devant Kehl, sans qu'on y fit la moindre attention ; un seul coup de fusil faisait prendre les armes à tout le camp.

Enfin, après cinquante jours de tranchée ouverte et cent quinze jours d'investissement, le fort n'était plus capable de soutenir une attaque tant soit peu vigoureuse, car les palissades avaient été toutes emportées par les boulets ; les parapets étaient ébranlés, et l'ensemble des ouvrages de la place était si imparfait, d'ailleurs, qu'ils ne méritaient pas assurément l'honneur d'un tel siège.

*Nivôse.* — Le général en chef autorisa donc le général Desaix à entrer en pourparler. Il fut convenu que le fort serait évacué dans les 24 heures, mais que la garnison en sortirait avec armes et bagages, tambours battants, drapeaux déployés et qu'elle emporterait tout ce qui lui appartenait. Ces glorieuses conditions furent accomplies le 20 nivôse ; le 21, la place fut livrée définitivement aux Autrichiens.

Le siège de Kehl est un des plus mémorables que puisse fournir l'histoire.

L'ennemi y perdit quinze mille hommes, dont six mille dans les ouvrages et les assauts, et le reste dans les hôpitaux, de fatigue et de froid. Il y consumma 93 mille boulets, 3 mille boîtes à mitraille, et 30 mille bombes ou obus. La longue résistance de Kehl ne contribua pas peu à la prise de Mantoue. Tout se lie dans un plan de campagne.

*Pluviôse et Ventôse.* — Le 17 pluviôse, la tête du pont d'Huningue fut évacuée aux mêmes conditions que le fort de Kehl. Après ces

deux capitulations, l'armée fut répartie dans des cantonnements. Nous primes les nôtres à Durckheim Klainkarlebach. Nous séjournâmes un mois dans le Palatinat, et nous partîmes ensuite pour aller dans de nouveaux cantonnements, à Saarbruck et villages voisins.

Nous y étions à peine arrivés, que le chef de bataillon, qui commandait la demi-brigade par intérim au camp de Deux-Ponts, lorsque deux de nos compagnies de grenadiers refusèrent d'aller à l'exercice, par mécontentement de ce que les distributions de vivres ne se faisaient pas exactement, en eut une rancuneuse réminiscence. Il avait cependant perdu la mémoire de ce qui avait provoqué cet acte d'indiscipline, savoir la nécessité où l'on était de se disputer le germes des pommes de terre, quand cependant les bataillons des deux compagnies étaient seules assujetties aux manœuvres sans en excepter même le 3<sup>e</sup> bataillon de la demi-brigade, quoiqu'il ne fût logé qu'à un quart de lieue de distance.

Ces deux compagnies avaient été déjà punies en masse ; les deux capitaines n'en furent pas moins mis aux arrêts forcés. Ces deux officiers demandèrent à être jugés par un conseil de guerre qui les condamna à subir la punition infligée : mais ils firent appel à un conseil de révision. Le capitaine Mitoufflet qui était leur défenseur, osa dire aux premiers juges qu'à Brest et à Lorient il y avait des places vacantes pour des chefs de brigade et des généraux. Le jugement d'appel fut favorable aux prévenus ; le chef de bataillon fut condamné à leur faire réparation, devant un certain nombre d'officiers. Ce fut un triomphe pour le capitaine Mitoufflet, qui se plaisait à me rappeler ce fait, à Gratz, où nous étions logés ensemble en 1809.

*Germinal et Floréal.* — Vers la fin de Germinal, nous partîmes de nos cantonnements et nous nous dirigeâmes, à grandes journées, vers le Rhin, en passant par Bitche, Phalsbourg et Saverne. Nous arrivâmes le 1<sup>er</sup> floréal au soir, près du fleuve que les troupes cantonnées à proximité, avaient traversé le matin même, en face du village de Diersheims, dont elles restèrent maîtresses, après l'avoir pris, perdu et repris plusieurs fois.

Le 2 floréal, notre demi-brigade effectua le passage avec d'autres troupes, venues de loin, comme nous. Le pont qui venait d'être jeté nous donna le moyen d'aller plus promptement au secours des corps passés la veille, que l'ennemi pressait vivement.

Les Autrichiens firent de grands efforts pour nous contraindre tous

à revenir sur nos pas, et ils y auraient réussi peut-être, si notre cavalerie n'était pas arrivée dans l'après-midi. Elle était de beaucoup inférieure à celle des Allemands, mais elle n'hésita pas à charger sans s'arrêter un seul instant. La mêlée fut terrible. Des deux côtés, on recula et chargea à plusieurs reprises. La victoire nous resta enfin. L'ennemi se replia sur ses positions du matin, et, le lendemain, n'ayant plus d'espoir de nous repousser, il se décida à la retraite. On le poursuivit jusqu'à une rivière où il fit bonne résistance. Notre demi-brigade suivit le long du Rhin un sentier où l'on ne pouvait passer qu'un à un, et qui nous présenta souvent des fossés à franchir ou à passer sur des simples planches. Après une heure de marche, nous débouchâmes dans un pré. La demi-brigade s'y mit en bataille, se forma en colonnes d'attaque, et marcha sur l'ennemi au pas de charge. Jusque là les Autrichiens avaient été inébranlables, mais lorsqu'ils se virent attaqués par derrière au moyen de la manœuvre que nous venions de faire, ils prirent la débandade. Ils furent poursuivis l'épée dans les reins, et notre marche victorieuse ne fut arrêtée que par la nouvelle de la signature des préliminaires de paix de Léoben. Le courrier qui l'apporta vint du côté de l'ennemi.

J'étais en faction sur la grande route qui va de Kehl à Rastadt, lorsque je le vis avancer de loin, dans une voiture à quatre roues, portant un drapeau blanc et une branche de chêne. Les hostilités ayant cessé, l'armée garda les positions qu'elle avait à l'arrivée du courrier.

Après l'échange des ratifications du traité de Campo-Formio, nous repassâmes le Rhin à Kehl. Au moment de nous mettre en marche, le général qui commandait notre division présenta à notre chef de brigade une branche de chêne qu'il plaça à son chapeau. Cet exemple fut suivi par la demi-brigade tout entière. Les canonniers surmontèrent chacune de leurs pièces d'une grande branche, et nous entrâmes ainsi dans Strasbourg. Pendant les quinze jours que nous restâmes dans cette ville, on ne cessa pas de nous occuper aux grandes manœuvres, après quoi nous fûmes cantonnés à Bouckmens, Bitche et Phalsbourg.

Les souffrances que j'avais endurées me firent éprouver à Strasbourg, une forte maladie. Je n'entrai cependant à l'hôpital que le jour du départ de la demi-brigade. Deux jours après, je fus évacué à Colmar. J'étais dans un tel état, qu'il fut impossible de me transporter plus loin. Dès mon arrivée, je fus mis à la diète, et j'y fus tenu pendant 54 jours.



Je peux dire avec vérité que je fus bien traité, et qu'on eut grand soin de moi. Je commençai enfin à me rétablir et à manger. On me donnait deux onces de pain de soupe ; mais j'en aurais mangé quatre fois autant, ce me semblait. Ma ration s'accrut peu à peu, ce qui ne m'empêchait point de désirer ardemment ma sortie. J'étais loin certainement d'avoir à me plaindre, mais chaque jour je voyais emporter des morts hors de ma salle, et cela fatiguait mon imagination. Lorsque je fus en convalescence et au régime de trois quarts de la ration, je me donnai le plaisir de promener un peu. Je visitais plusieurs fois le jour un ruisseau qui coulait dans une de nos cours, et je profitai de mon isolement pour me débarrasser de la vermine que ma [maladie entretenait constamment sur ma tête. C'était sans cesse à recommencer. J'importunais chaque matin M. le médecin de mes demandes de sortie, sans pouvoir vaincre sa résistance, et ce ne fut que de guerre lasse qu'enfin il satisfit à ma fantaisie. « Vous vous en repentirez, me dit-il prophétiquement. » Il n'avait que trop raison. A peine avais-je fait trois lieues sur la route de Strasbourg, qu'une violente fièvre me saisit et m'arrêta tout court.

Je fus rencontré là, heureusement, par des soldats du train des équipages des vivres, qui me firent entrer dans un de leurs fourgons et me ramenèrent à mon hôpital. J'y fus placé au même lit que j'avais occupé, et je crus bien que je n'en sortirais plus qu'empaqueté pour l'autre monde. Quand M. le médecin me revit, à la visite du lendemain : « Vous n'avez pas voulu m'écoutez jeune homme ! me dit-il. Pour cette fois je serai le maître, et vous ne sortirez pas que vous ne soyez parfaitement rétabli. » La rechute m'effrayait, un grand nombre de militaires y avaient succombé. Cela ne fut rien cependant, et M. le médecin me donna, de son propre mouvement, mon billet de sortie définitive. Je mis pourtant une vingtaine de jours pour joindre ma demi-brigade, qui n'était qu'à cinquante lieues de distance.

*Fructidor.* — J'y arrivai vers la fin de fructidor, harassé et d'une telle faiblesse que je fus longtemps sans pouvoir faire aucun service. Il ne me resta pas un cheveu sur la tête. La demi-brigade avait changé de cantonnement : elle occupait Beaupart, Saint-Goar, et s'étendait jusqu'à la Moselle. Le second bataillon était à Berncastel.

*An VI. — Vendémiaire et Brumaire.* — Après la révolution de fructidor, l'armée fit un mouvement en avant pour se rapprocher du Rhin.

Nous partîmes de nos cantonnements, le 27 vendémiaire, an VI ; et nous arrivâmes à Hoëfelden, en Alsace, le 9 brumaire. Nous y restâmes jusqu'au 16. On croyait que les hostilités allaient recommencer ; mais il n'en fut rien. Le congrès de Rastadt fut ouvert le 25 par le général Bonaparte. Les troupes furent cantonnées de nouveau. Notre demi-brigade se logea à Crutznach, Baccharach et Saint-Goar, mais nous reçûmes peu de temps après l'ordre d'aller en Bretagne.

*Frimaire et Nivôse.* — Nous commençâmes cette longue et pénible route, le 12 frimaire. Nous eûmes ainsi à traverser la France, par la plus rigoureuse saison, car nous n'arrivâmes à notre destination que vers la fin de nivôse. Le 1<sup>er</sup> bataillon occupa Vannes et Lorient ; le 2<sup>e</sup> Pontivy, et le 3<sup>e</sup> Josselin.

A la première garde que je montai à Lorient, je me trouvai de poste au bagne. Il se présenta un galérien qui nous fit plusieurs questions. Quand il sut que nous avions fait partie de l'armée de Sambre et Meuse et de celle du Rhin, il nous dit qu'il avait été commissaire des guerres et il ajouta, avec le cynisme le plus effronté, qu'il était condamné à 25 ans de galères pour avoir fait son profit des vivres destinés aux troupes, devant Mayenne et au camp de Coblenz.

Ce misérable fut fort heureux que l'officier qui commandait le poste se trouvât présent, car l'irritation des soldats était telle, qu'on lui aurait fait un mauvais parti. Il s'en aperçut apparemment, car il se hâta de faire retraite et de s'enfermer dans sa chambre, d'où il ne mit plus la tête dehors, pendant tout le temps que nous demeurâmes à Lorient. Même dans ce prétendu temps d'égalité, ce criminel était traité avec une faveur révoltante. Il avait un logement à lui où il vivait avec sa femme et sa famille, sans autre contrainte qu'un anneau d'argent passé, pour la forme, autour d'une de ses jambes ; tandis que d'autres condamnés, moins coupables que lui, sans doute, éprouvaient toute la rigueur de la loi, traînant des chaînes de 10 à 12 pieds de longueur, liés deux à deux et assujettis, dans le port à des travaux pénibles.

On lança dans les premiers jours de notre arrivée, le vaisseau *Le 14 Juillet*, de 74. On y travaillait sans desespérer. Déjà il était pourvu de tout, excepté de poudre. On pouvait y aller de terre très facilement en traversant un ponton. A l'entrée de la nuit, tous les ouvriers s'en allaient.

Un matin avant le lever du soleil, j'étais en faction sur le port. Quoiqu'un peu éloigné, j'aperçus de la fumée du côté du vaisseau, et à peine je l'avais remarqué, que la flamme gagna le haut des mats. On battit la générale. Il fallut comprimer les galériens qui, n'étant qu'à cinquante pas de distance du bâtiment incendié, se croyaient perdus. Quelques-uns de ces bandits criaient à tue-tête : Lâches, donnez-nous la liberté et nous le sauverons. On prit la précaution d'amener sur le port de grosses pièces de canon, avec lesquelles on se disposa à couler bas, s'il en était besoin, ce magnifique bâtiment. La marée descendante l'emporta au large quand on eut coupé les câbles, et il alla finir de brûler vis-à-vis Pont-Louis. Le lendemain, il fut ramené par la marée montante, avec quelques pièces de vin de son chargement ; mais on ne put sauver que la carcasse, d'après ce que j'ouïs dire.

*Floréal et Messidor.* — Après avoir passé quatrè mois dans ces différentes garnisons, on nous fit traverser encore une fois la France, pour retourner près du Rhin. Nous partîmes le 25 floréal, et nous arrivâmes en Alsace le 6 messidor. Nous y eûmes pour garnison les petites villes de Ribauvilliers (où était l'état-major), de Saint-Hippolyte et Bergen, où nous demeurâmes près de quatre mois. C'est là que j'obtins mon premier grade : je fus fait caporal. J'avais, ce me semble passablement gagné mes sardines.

## CHAPITRE V.

DEPUIS LA CAMPAGNE DE SUISSE JUSQU'A L'ARMISTICE DE MUNICH, ENTRE LES  
AUTRICHIENS ET LE GÉNÉRAL MOREAU.

*An VII. — Vendémiaire.* — Le jour de ma promotion au grade de caporal compte dans l'histoire de ma vie : ce fut le 6 vendémiaire an VII. Quelques jours après, le 23, la demi-brigade reçut l'ordre d'aller en Suisse. Nous arrivâmes à Zurich, le 6 frimaire, en passant par la Porentruy.

Le général Schawembourg commandait en chef les troupes qui se trouvaient en Helvétie.

*Frimaire.* — Le 10 frimaire nous partîmes de Zurich pour aller occuper les petits cantons de Schwitz et d'Uri. La demi-brigade fut

disséminée depuis Arch et Schwitz jusqu'au Saint-Gothard. Ma compagnie était à l'hôpital et faisait le service à Saint-Gothard.

Les autres compagnies avaient des avant-postes sur les chemins et sentiers qui communiquent au pays des Grisons, parce que ces derniers n'étaient pas encore soumis, et que la guerre avait été déclarée à l'Autriche.

*Pluviôse.* — Nous restâmes dans ces montagnes jusqu'au 12 pluviôse. On nous fit ensuite rapprocher de Zurich, et l'on nous cantonna à Clotsen et Basteldouf.

Le 8 ventôse nous partîmes pour aller sur le Rhin. — Nous arrivâmes, le 15, à Vertemberg, où nous passâmes la nuit. Le lendemain matin, les compagnies de grenadiers et deux compagnies de tirailleurs organisées pour le moment dans la demi-brigade, et dont j'avais l'honneur de faire partie, passèrent le Rhin avec la 14<sup>e</sup> Légère, à un gué un peu au-dessous de la ville, sous le commandement du général Oudinot. Un de nos tambours, entraîné par le courant, fut renversé sur le dos, ayant sa caisse au-dessus du sac. Le fleuve formait un coude dans cette partie, de sorte qu'il le jeta sur la rive opposée. Le point où il aborda était tout près d'un poste autrichien, l'épaisseur des broussailles l'avait empêché d'être aperçu. Il avait vu les Autrichiens, lui, et sans s'inquiéter s'il était seul ou accompagné, il secoua l'eau qui dégoûtait de ses vêtements et de ses cheveux, et quoique transi, par suite du bain glacé qu'il venait de prendre, il saisit ses baguettes, suspend sa caisse et avance droit au poste en battant la charge. Cette musique inattendue donne le vertige aux Autrichiens ; ils fuient à toutes jambes sans même nous donner le temps de les saluer par quelques décharges et, à notre grand déplaisir, arrivés au postes quelques instants après seulement, nous les trouvons tous délogés. Le tambour seul se séchait et fumait tranquillement sa pipe au foyer abandonné. Il est bon de dire qu'il faisait un temps affreux et que le pays était couvert de neige.

Quelques autres troupes nous joignirent le lendemain sur la rive droite du Rhin. Ce passage du fleuve n'avait d'autre but que de s'emparer d'une route par laquelle les Autrichiens auraient pu porter des secours aux Grisons qu'on attaquait dans ce moment ; aussi leur petite république fut-elle soumise. On fit, par deux fois des tentatives sur Felkich, mais inutilement, l'ennemi s'y était trop bien retranché, et nous n'étions pas assez de monde pour forcer ses positions.

*Germinal.* — Le 4 germinal, la demi-brigade ayant passé le Rhin, fut dirigée sur Frawenfeld où elle arriva le 12. Elle campa près de cette ville.

*Floréal.* — On abandonna ce camp le 23. pour gagner celui de Constance. Nous nous mîmes en mouvement le 2 floréal pour remonter le fleuve et nous retournâmes pour ainsi dire là d'où nous étions partis quelques jours auparavant.

Nous avançâmes jusqu'à Malau, dans le pays des Grisons, et nous prîmes poste sur la rive droite du Rhin, jusqu'au 22. Nous repassâmes ce jour-même, sur la rive gauche pour nous rendre à Bâle, où nous traversâmes encore le fleuve, et nous nous portâmes jusqu'à Larache, à 3 lieues de Bâle. Nous nous y établîmes militairement. On se tenait de part et d'autre sur la défensive.

*Prairial.* — Nous nous remîmes en route le 12 prairial. Nous traversâmes encore le Rhin à Bâle, et nous allâmes camper à Brengarten le 25. Nous nous y trouvâmes avec la 46<sup>e</sup> demi-brigade.

*Messidor.* — Nous partîmes le 3 messidor pour aller à Zug, sous les ordres du général Chabron. Là, je fus aux équipages de la demi-brigade, par mon tour de grade.

*Thermidor.* — Le 26 thermidor on se mit en mouvement pour attaquer l'ennemi. La demi-brigade fut dirigée sur Schwitz, et les grenadiers sur Lucerne. On embarqua ces derniers sur le lac, pour les porter, dans la nuit, près Brüm.

L'ennemi fut attaqué, en effet, le 27, à Schwitz et à Brüm et il fut repoussé malgré la résistance opiniâtre qu'il opposa, jusque dans le Montherthal.

Ce même jour, les grenadiers de notre demi-brigade, ceux de la 109<sup>e</sup> et deux bataillons de la 67<sup>e</sup>, commandés par le général Lecourbe, enlevèrent Brüm et se portèrent rapidement sur Altouf, par eau. Mais arrivés à l'extrémité du lac, ils eurent beaucoup de peine pour débarquer, parce que l'ennemi, embusqué derrière des rochers, fit pleuvoir un feu terrible de mousqueterie. Tout fut bravé cependant : le débarquement s'opéra et l'ennemi fut debusqué la baïonnette dans les flancs. Il se hâta d'abandonner Fluelen, village situé sur le bord du lac, et il fut mené battant jusqu'aux débris fumants de la ville d'Altouf, qui avait été brûlée peu auparavant par accident. Là, il fit encore

résistance jusqu'au soir, et il profita de l'obscurité de la nuit suivante pour se retirer. On forma un bivouac à l'extrémité opposée de la ville. Le lendemain on se remit à la poursuite de l'ennemi jusqu'au près d'Issentis, quoiqu'il fit mine de vouloir tenir à Ursère et au-dessous, le long du lac d'Auberal. On laissa ensuite quelques compagnies à Ursère et Hospital, sous les ordres du général Loison, et le général Lecourbe resta à Altorf avec le reste des troupes.

**An VIII. — Vendémiaire.** — On se mit en marche le 2 vendémiaire an VIII, pour opérer un mouvement de concentration, dans le but de livrer bataille. L'affaire s'engagea le lendemain sur toute la ligne, et le résultat de cette journée fut la prise de Zurich, par le général en chef Masséna.

Les Français étaient arrivés à peine à Vassau, deux lieues en arrière d'Ursère, qu'on apprit le passage du Saint-Gothard par 17 ou 18 mille Russes commandés par Souwarouf ; l'occupation opérée par eux d'Hospital et d'Ursère, et la nécessité où s'était trouvé le peu de troupes que nous avions dans ces postes, à qui la retraite par la Roche percée avait été coupée de se jeter dans le Valais. On passa la nuit dans les positions les plus avantageuses qu'il fut possible de se procurer aux environs de Wassem, et on y attendit l'ennemi. Le lendemain, au point du jour, on prévint le général Lecourbe qu'un corps d'Autrichiens, venant des Grisons, était parvenu, en franchissant des montagnes très difficiles, à s'emparer du village de Stegg, et qu'il avait coupé le pont du Torrent, notre unique ressource pour la retraite. Il fallait à tout prix, reprendre ce village, ou s'exposer à périr dans des montagnes arides et à peu près inaccessibles. Cette détermination une fois prise, Lecourbe se laissa prendre entre deux feux, bien décidé qu'il était à passer sur le corps des Autrichiens.

Il s'avance, en effet, avec un bataillon de la 67<sup>e</sup>, vers Stegg, laissant le surplus de ses troupes pour faire face aux Russes. En arrivant il mit tout son bataillon en tirailleurs ; il franchit le Torrent avec son escorte : il chargea l'ennemi en avant du village et réussit à le faire replier vers les montagnes. Maître du terrain, il mit tout en œuvre pour rétablir le pont, et, malgré les vides que faisait dans ses rangs une batterie établie par les Autrichiens sur une hauteur en arrière du village, il termina cet important ouvrage ; après quoi, renforcé par ses tirailleurs, qui purent le joindre aisément, au moyen du pont, il court à la batterie et en chasse les Autrichiens, qui nous

laissent enfin en possession du poste d'où dépendait le salut des nôtres.

Les Russes de leur côté, passaient le Pont du Diable, et s'avancèrent sur les six compagnies de grenadiers et l'autre bataillon de la 67<sup>e</sup>. Le peu de largeur de la vallée favorisa heureusement nos troupes. Elles défendirent le terrain pouce à pouce, et reculèrent en combattant jusqu'à Stegg, où la nuit seule fit cesser le feu. Lorsqu'elles eurent traversé le torrent, le pont qu'on venait de rétablir avec tant de peine, fut détruit, et, après avoir laissé quelques compagnies à Stegg, comme arrière-garde, le général emmena le reste à Altorf.

Le lendemain 4, nous prîmes position pour recevoir l'ennemi, mais que faire contre des forces si supérieures ? L'arrière-garde se repliait de Stegg, tout doucement, toujours disputant le terrain. Lorsqu'elle eut rejoint, le général jugeant la résistance inutile, passa de l'autre côté de la Russ, et y établit ses bivouacs, n'étant séparé des Russes que par une rivière guéable presque partout.

Souwarof eut avis sans doute que Zurich avait été pris ; car non-seulement il ne chercha pas à nous forcer dans cette position, mais encore il s'éloigna gravissant des montagnes escarpées pour gagner le pays des Grisons, et retourner ensuite en Russie en traversant l'Allemagne. Il commença son mouvement de retraite dans la nuit du 8 au 9. Le général Lecourbe n'en eut connaissance que lorsqu'il fit grand jour. Il envoya quelques troupes pour inquiéter l'arrière-garde, mais inutilement ; on ne put la joindre. Vers le soir, il fit partir le bataillon de grenadiers pour qu'ils gagnassent avant les Russes un passage sur la montagne au-dessous de Bruman. Ce bataillon n'ayant point de barques pour longer le lac, fut obligé de passer de nuit par le sentier Guillaume Tell, pratiqué sur les flancs escarpés de la montagne, et cotoyant d'affreux précipices. Lorsqu'on arriva le 10, à Schwitz, l'on apprit que l'ennemi avait tenté, la veille de forcer ce passage, et que, n'ayant pu y réussir, il s'était détourné vers Glaris.

*Frimaire.* — Notre demi-brigade, qui avait eu déjà plusieurs affaires avec les Autrichiens dans les environs de Paris, se trouva sur le chemin de retraite des Russes, et eut beaucoup à souffrir, parce que le général Molitor, ne voulant croire, ni à l'arrivée des Russes, ni surtout à leur nombre, ne demanda point le renfort qui nous eût été si nécessaire. Notre demi-brigade considérablement affaiblie, ne

pouvant plus résister à des forces si disproportionnées, se replia sur Mollis. Il arriva enfin une autre demi-brigade, mais il était trop tard; car la notre était harassée : aussi les Russes traversèrent les montagnes de Glaris, pénétrèrent chez les Grisons, et ensuite en Allemagne. Nous eûmes la douleur de voir s'échapper cette proie qu'un secours envoyé à temps nous eût donné les moyens de saisir à son passage. La demi-brigade n'en poursuivit pas moins les Autrichiens, jusqu'à la frontière des Grisons, et elle prit poste à Sargans. Le bataillon de grenadiers et les autres détachements qui avaient été préposés à la garde des divers débouchés des montagnes, firent des mouvements concertés pour se réunir, et lorsque leur jonction fut opérée, on campa, partie à Clotten, partie à Brütten, jusqu'au 12 frimaire, après quoi chacun rentra à sa demi-brigade.

La notre était à Glaris, lorsque je la rejoignis le 30 frimaire.

*Pluviose* — Le 1<sup>er</sup> pluviose on changea de cantonnement : la notre fut à Rittersviller.

*Ventôse*. — Le 2 ventôse, la demi-brigade fut envoyée en garnison à Zurich.

*Germinal*. — Le 26 germinal, on forma deux bataillons des 2<sup>mes</sup> compagnies de grenadiers de l'armée, et on les envoya près du Rhin.

Le général Masséna était passé en Italie, dans le mois de frimaire, pour y commander en chef. Le général Moreau vint se mettre à la tête des troupes qui avaient fait partie de l'armée du Danube et de celle du Rhin, et qui prit le nom d'armée du Rhin. Cette armée était forte de 90 à 95 mille hommes.

*Floréal*. — Ce fut vers les premiers jours de floréal que la campagne s'ouvrit. L'aile gauche de l'armée passa le Rhin à Kelh ; le corps du général Saint-Cyr à Brizach. Une partie de la réserve, aux ordres du général Richepanse, déboucha par Bâle. Le 10, l'armée était réunie sur la rive droite, à l'exception de l'aile droite dont notre demi-brigade faisait partie, et qui était commandée par le général Lecourbe. Cette aile ne passa le fleuve que le 11, à Reichlingen.

Elle marcha droit à Schaffhouse pour joindre l'armée, et obtint en passant la capitulation de la garnison de cette ville, qui craignait de se trouver entre deux feux.



Le 12, le commandant Wurtembergeois, du fort d'Hohenwiél, capitula aussi.

Le 13, nous avançâmes sur Stoka où nous rencontrâmes l'ennemi. La résistance fut énergique ; mais malgré ses efforts, il fut culbuté en arrière de la ville, avec grande perte ; car cela nous procura la possession d'immenses magasins d'avoine et de farine, de 90 pièces de canon et de 7,000 prisonniers.

Le 15, l'ennemi nous attendit sur un plateau en avant de Maskirk. Sa position était superbe ; il l'avait garnie d'une nombreuse artillerie. La bataille dura du matin au soir. Il nous démontra la majeure partie de nos pièces. Cependant sa gauche fut enfoncée, et on entra avec lui dans la ville. Le général Kray rassembla un corps de troupes autrichiennes sur sa droite, et fit les plus grands efforts pour tourner notre gauche ; mais il ne put jamais y réussir : toutes ses attaques furent repoussées, et la victoire se déclara enfin pour nous. Nous couchâmes sur le champ de bataille.

L'ennemi ne dormit point. Il se retira dans la nuit pour passer le Danube. Nous marchâmes sur l'Iller, et nous ne le rencontrâmes qu'aux environs de cette rivière. Nous l'attaquâmes, le 20, dans la plaine de Memingue. Le combat fut continu pendant le jour entier et non seulement le champ de bataille nous resta, mais encore nous entrâmes le lendemain dans Memingue.

Le général en chef fit faire plusieurs mouvements aux différents corps d'armée, dans le but d'attirer les Autrichiens du côté Locq ; mais le général Kray s'obstina à garder ses positions d'Ulm, où il avait concentré son armée. Notre aile droite se porta sur Augsbourg, et retourna un peu sur ses pas, après quoi elle revint dans cette ville. Nous nous acheminâmes ensuite vers le Danube.

Le général Moreau voyant que l'ennemi ne voulait pas quitter Ulm, se détermina à lui couper ses communications avec les villes de Ratisbonne, Ingolstadt et Donawert où il avait ses magasins. Dès son arrivée vis-à-vis d'Illingue, le général Lecourbe fit une fausse attaque pour y retenir l'ennemi, au moyen d'une forte canonnade. Pendant ce bruyant concert, 800 nageurs passèrent le Danube vers Btlinheim suivis de deux petites nacelles portant leurs armes et leurs habits. A peine ils avaient touché du pied la rive que, ne se donnant pas la peine de s'habiller, ils saisissent leurs armes et courent sur les Autrichiens. D'autres tirailleurs jettent des échelles sur les piles du pont détruit et arrivent aux postes ennemis qu'ils repoussent. Le

pont alors est rétabli promptement ; nos troupes s'y succèdent avec rapidité. Le combat s'engage avec un nouvel acharnement ; jusqu'à ce que notre cavalerie arrivée, enfin, avant le coucher du soleil, effectue des charges impétueuses et achève la défaite de l'ennemi qui nous laisse force prisonniers et certain nombre de pièces de canon.

**Messidor.** — Cette bataille décida le général autrichien à abandonner ses positions d'Ulm et à faire sa retraite sur Ingolstadt. Nous l'y poursuivîmes jusques sur les hauteurs de Marlingen où il fit mine de nous résister. Nous lui en fîmes perdre l'envie, le 4 messidor, en le battant de nouveau, ce qui le contraignit à continuer sa retraite, nous le suivîmes et, le 5, nous repassâmes sur la rive droite du Danube. Notre corps d'armée se porta ensuite sur Neubourg. Le 8, nous y rencontrâmes l'ennemi dans un bois, en avant de la ville : il y eut une affaire terrible. Les Autrichiens voulaient assurer leur retraite et donner à leurs équipages le temps de passer sur le pont de Neubourg, pour se rendre sur la rive droite du Danube et de là sur Ingolstadt, place forte. Ils avaient réuni des forces considérables sur ce point. Malgré tout nous pénétrâmes d'abord assez avant dans le bois : mais ayant été repoussés, nous battîmes en retraite, en bataillon carré, faisant face de toutes parts, lorsque le général Lecourbe se présenta dans la plaine et se précipitant à la tête de la demi-brigade, une carabine à la main : — « 84<sup>e</sup>, s'écria-t-il, en avant ! point de retraite » ; et aussitôt il marche vers le bois, nous l'y suivons et nous nous y maintenons jusqu'à l'arrivée de renforts. On nous fit passer alors sur les derrières, et ce ne fut qu'après des efforts inouïs qu'on parvint à débusquer l'ennemi de sa position.

Ce fut dans cette sanglante journée que fut tué Latour d'Auvergne, le premier grenadier de France. Jamais ce brave n'avait voulu consentir à échanger ses épaulettes rouges contre des épaulettes à étoiles. Il combattait dans les rangs de la 46<sup>e</sup> toute glorieuse d'y compter un tel soldat, plus glorieuse encore de l'avoir aidé à mourir de la mort des héros.

Notre division marcha ensuite du côté du Tyrol, tandis que l'armée battait l'ennemi à Landshut.

Le 22, le général de division nous fit attaquer les positions des Autrichiens en avant de Fuessen, près du Tyrol. Redoutes et retranchements tout fut enlevé au pas de charge. L'ennemi fut entiè-

rement chassé avant la nuit et contraint de se retirer près du fort Reytt.

Le 25, Feldkirch fut pris par d'autres troupes qui avaient passé le Rhin à Lucisteig.

Le 26, un armistice fut conclu et les hostilités cessèrent. Nous primes nos cantonnements à Mengen, Scher et aux environs.

L'empereur d'Autriche n'ayant fait des propositions de paix que pour temporiser, on reçut l'ordre de se porter sur la ligne et de recommencer les hostilités. Notre demi-brigade campa sur les hauteurs de Gurmonde, près le lac de Lengersée. Nous étions à peine arrivés dans ces positions que nous eûmes avis d'un nouvel armistice de 45 jours par lequel l'Empereur nous livrait, pour garantie de ses intentions pacifiques, les places de Philisbourg, d'Ulm et Ingolstadt.

(A suivre.)



# L'ABBAYE D'EYSSSES EN AGENOIS

---

Le *Mémoire* que je présente au public est tiré d'un manuscrit provenant du monastère de Sainte-Croix de Bordeaux, et conservé maintenant aux archives départementales de la Gironde <sup>1</sup>. C'est un cahier grand in-8° de 18 feuillets : il a quelque peu souffert des *injuries du temps*, surtout au bas des premières pages ; mais les mots effacés ont pu aisément être suppléés au moyen d'une autre copie contenue dans le n° 12,669 du *Fonds latin* de la Bibliothèque Nationale. Notre *Mémoire* occupe les f. 157-171 de ce recueil. Il y est suivi d'une compilation chronologique, œuvre de Dom Etienne Dulaura et intitulée. *Synopsis rerum memorabilium abbatiae Sanctorum Gervasii et Protasii de Exiis*, ainsi que de *Notes adressées à D. Germain* en réponse à une lettre que celui-ci avait écrite le 4 avril 1688 (f. 178) <sup>2</sup>.

A qui faut-il attribuer la paternité de ces *Mémoires* ? Après les avoir lus, on jugera, je pense, que l'auteur est un religieux bénédictin de la Congrégation de Saint-Maur, à laquelle l'abbaye d'Eysses fut unie en 1631, et que pendant qu'il les composait, ce religieux habitait le monastère, et avait sous la main ce qui subsistait encore de ses archives. — Mais son nom ? Ma pensée, mes soupçons s'étaient tout

---

<sup>1</sup> Série H, Cartons, *Abbayes diverses*.

<sup>2</sup> A la fin du *Synopsis* on lit ces mots : *Explicit die 27 junii 1696; Stephanus Du Laura*. J'en ai eu connaissance et j'ai pu y puiser quelques détails, grâce à une copie que m'a envoyée M. Pellechet, à qui plusieurs de nos bibliothèques municipales doivent le catalogue de leurs *incunables*. Dom Jacques Boyer, religieux bénédictin de la Congrégation de Saint-Maur, envoya aussi à ses confrères de Saint-Germain des Prés, à Paris, des notes concernant l'abbaye d'Eysses, ainsi qu'on le voit dans son *Journal de voyage*, publié et annoté par M. Vernière (Clermont-Ferrand, 1886, in-8°, p. 148, 284, 315, 404). Il n'y parle pas autrement de notre abbaye parce qu'il n'alla pas dans le diocèse d'Agen : c'est dommage, car nous y perdons de n'avoir pas à citer quelques passages de ce journal parfois si piquant.

d'abord portés sur Dom Raymond-Odon de La Motte, bénédictin de Saint-Maur, né à Saint-Clair au diocèse de Toulouse : on rapporte en effet, qu'il dressa le catalogue des abbés de Sainte-Croix de Bordeaux <sup>1</sup> ; d'ailleurs, — et ceci serait bien plus probant — les frères de Sainte-Marthe disent tenir de lui la liste des abbés d'Eysses imprimée dans leur *Gallia Christiana* <sup>2</sup>. Mais il y a contre cette hypothèse une objection fort sérieuse. Dom La Motte mourut âgé de 45 ans, le 24 février 1643 ; or l'auteur de notre mémoire cite à plusieurs reprises le 1<sup>er</sup> tome des *Rerum Aquitanicarum* d'Auteserre, lequel ne vit le jour que cinq ans après, en 1648 <sup>3</sup>. Toutefois, si la rédaction de notre texte est postérieure à cette année 1648, elle doit être antérieure à 1656, année où parut le *Gallia* des auteurs ci-dessus cités ; car, outre que leur ouvrage contient des abbés qui ne figurent pas dans le *Catalogue* de notre manuscrit, celui-ci ne renvoie jamais, alors même qu'il en a l'occasion, au *Gallia Christiana* des frères de Sainte-Marthe, mais bien à celui de M. Robert, publié trente ans auparavant, en 1626.

S'il en est ainsi, dira-t-on, quel intérêt peut encore offrir ce mémoire, aujourd'hui surtout que l'on possède les notices insérées en 1720 dans le tome II du *Gallia* bénédictin, ou en 1774 dans *Le clergé de France* de l'abbé Du Tems ? — D'abord notre manuscrit expose avec étendue les raisons et autorités qui militent en faveur d'opinions que ces derniers auteurs ont cru devoir rejeter, mais pour lesquelles certains auteurs modernes semblent éprouver une répulsion moins vive : quand on aura lu toutes les pièces du procès, on se décidera pour ou contre avec plus de maturité et de connaissance. Ensuite, et surtout, il y a dans cette notice bien des faits histori-

---

<sup>1</sup> D. Tassin, *Histoire littéraire de la Congrégation de Saint-Maur* ; Paris, 1770, in-4<sup>o</sup>, p. 18.

<sup>2</sup> *Gallia christiana... opus gemellorum... Sanmarthanorum ; Lutetiæ-Parisiorum*, 1656, in-fol. t. IV, p. 360.

<sup>3</sup> Un bibliographe érudit croira peut-être aussi pouvoir tirer une objection semblable de l'endroit où se trouve cité le *De Ducibus et Comitibus provincialibus Galliarum* du même d'Auteserre, attendu que la dédicace de cet ouvrage est datée du 13 septembre, et le privilège du 14 novembre 1643, sept ou neuf mois après la mort de D. La Motte ; mais il nous serait aisé de répondre que cette citation a été ajoutée à notre texte par une main étrangère, et que, par conséquent, on ne doit pas l'attribuer à l'auteur même des *Mémoires*.

ques laissés de côté par les écrivains postérieurs, comme n'entrant pas dans le plan de leur ouvrage : sous ce rapport, nos *Mémoires* non seulement ne sont pas dépourvus d'intérêt, mais le fonds peut en être considéré comme inconnu en très grande partie ; on peut donc dire, sans crainte d'être taxé d'exagération, que c'est vraiment là du *bénédictin inédit*.

De notre travail d'éditeur, nous dirons peu de chose parce qu'il y a effectivement peu de chose à en dire. Nous avons numéroté les titres des paragraphes, mais nous avons respecté le style de l'auteur bien qu'il soit quelquefois embarrassé et trainant comme celui des historiens de son époque. Les renvois aux ouvrages ont été contrôlés et quelquefois complétés. Ce que les historiens postérieurs ont ajouté au travail de leur devancier a été mis en note, afin de rendre cette notice aussi complète que possible. Dans le même but, on a continué le catalogue des abbés jusqu'à l'époque de la Révolution, et ajouté une liste des prieurs de l'abbaye depuis l'introduction de la réforme de Saint Maur, liste pour laquelle la gracieuse collaboration du Révérend Père Dom Dubourg, bénédictin de Solesmes, nous a été d'un grand secours<sup>1</sup>. Nous avons pu également faire connaître l'état de l'abbaye au moment de la Révolution, principalement sous le rapport temporel, grâce aux précieux documents qui nous ont été obligeamment envoyés par M. G. Tholin, l'éminent archiviste de Lot-et-Garonne, auteur de plusieurs ouvrages aussi intéressants qu'érudits. Enfin, accédant à notre prière, il a bien voulu raconter lui-même les transformations que les bâtiments de notre monastère ont subies au XIX<sup>e</sup> siècle, et nous dire comment les pieux cénobites d'autrefois ont été remplacés par d'autres *reclus*, plus nombreux à la vérité, mais d'une toute autre espèce : ce dernier paragraphe est le digne couronnement de la notice bénédictine.

Bordeaux, le 21 mars 1892, fête de Saint-Benoît.

ANT. DE LANTENAY.

---

<sup>1</sup> Je tiens également à remercier ici Mgr Hébrard, vicaire-général d'Ageo, et M. A. Pourpory, qui m'ont fourni des indications et des notes utiles.

# MÉMOIRE

POUR

## L'HISTOIRE DE L'ABBAYE LÈS VILLENEUVE-D'AGENOIS

---

Le très long temps qu'il y a que cette abbaye est fondée, les diverses fois qu'elle a été détruite et ruinée, et les divers enlèvements et perte de titres et chartres qui y étaient, sont cause qu'on n'en peut donner au public beaucoup de particularités. Du peu de titres qu'on a eu soin de ramasser on tire ce qui s'ensuit :

### I. — FONDATION.

Quelques-uns font son fondateur Charlemagne, comme Mons. Pithou en une harangue qu'il fit à Agen l'an 1583, le 26 mai, comme procureur général en la Chambre de justice ordonnée par le roy en Guyenne<sup>1</sup> ; M. Robert en son *Gallia Christiana*<sup>2</sup> ; le sieur de Vallicq, avocat de Bordeaux, cité par le s<sup>r</sup> Jean Darnalt, procureur du roi au siège présidial d'Agen, en une harangue faite à l'entrée du

---

<sup>1</sup> Elle remplit les pages 686-697 du Recueil intitulé : *Petri Pithæi opera sacra, juridica, historica, miscellanea* ; Parisiis, 1609, in-4°. On lit à la page 690 : « Charlemagne ayant établi l'un de ses quatre principaux séjours en son palais de Cassegneuil en ce mesme Comté (d'Agenois), y fonda luy et ses enfans, plusieurs belles églises et monastères, et entre autres l'abbaye de Clerac et celle d'Eyxse, retenant encore avec le nom quelques restes de l'ancien *Excisum* mentionné en l'*Itinéraire* romain. »

<sup>2</sup> *Gallia christiana, in quâ regni Franciæ... diœceses et in iis præsules describuntur, curâ et labore Claudii Roberti Lingonensis presbyteri*, Lutetiæ.—Parisiorum, 1626, in-fol., p. 576.

présidial d'Agen imprimée <sup>1</sup> ; et M. de Hauteserre, avocat au parlement de Toulouse, livre 1<sup>er</sup> des *Choses d'Aquitaine*, chap. 12 <sup>2</sup>. Si cela est ainsi, il y a apparence que ce fut, comme remarque le sieur Pithou, au lieu sus allégué, lorsqu'il se transporta en Guyenne, comme raconte Aymoin en son *Histoire*, livre 5, chap. 1<sup>er</sup> <sup>3</sup>. et Eginard en la vie de Charlemagne, livre 4, chap. 71 <sup>4</sup>, où il dit qu'il pas-

---

<sup>1</sup> *Remonstrance ou harangue solennelle faicte en la Cour de Seneschaucée et siege presidial d'Agenois et Gascongne, à Agen, aux ouvertures des plaidoyries apres la Saint-Luc, par Maistre Jehan Darnalt, conseiller du Roy et procureur de Sa Majesté en ladicte Seneschaucée et siege presidial, où se void la conference et comparaison de la mer avec la profession et exercice de la justice; ensemble les Antiquitez de la ville d'Agen et pays d'Agenois, année par année, depuis dix-sept cens ans en ça, jusques à l'estat present de ladite ville et pays; avec le panegyrique de la Reyne Marguerite, Duchesse de Valois, comtesse d'Agenois, Condomois, etc.;* Paris, 1606, in-8°, fol. 57, 58.

<sup>2</sup> « In Aginnensi Pago situm Excisum, de quo in *Itinerario Antonini*: Aginnum, Excisum, Trajectum, Vesunnam. Hic monasterium fundatum fertur à Carolo M., monasterium Exsciense dictum in tabulis Moyssiaccensibus, vulgò *Nostre Dame Deysses*. (*Rerum Aquitanicarum libri quinque, in quibus vetus Aquitania illustratur*); autore Ant. Dadino Alteserra; Tolosae, 1648, in-4°, p. 60.

<sup>3</sup> L'auteur de cette histoire n'est pas Aimon, ou plutôt Aimoin, moine de Saint-Germain des Prés, ainsi que l'a cru D. Du Breul, un de ses éditeurs, et avec lui notre bénédictin, lequel s'est servi de son édition, comme nous aurons bientôt occasion de le constater : c'est Aimoin, moine de Fleury, né dans le Périgord, le même qui accompagna S. Abbon à La Réole et fut témoin de son martyre : encore le livre v<sup>e</sup> de son ouvrage, le seul qui sera cité dans cette notice, n'est-il pas son œuvre : on l'attribue à quelques moines de Saint-Germain des Prés. Voir pour plus de détails l'*Histoire littéraire de la France, par des religieux bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur*; Paris, 1746, t. VII, p. 216 et suiv.

<sup>4</sup> Evidemment, notre auteur est ici distrait. On ne trouvera pas dans toute la *Vie* de Charlemagne, par Eginhard, le passage cité plus bas : il s'en faut d'ailleurs que cet ouvrage ait 4 livres ou 71 chapitres, car il tient tout entier dans 14 pages in-folio. Voici, je pense, l'explication de ce lapsus. Au moment où il composait, notre bénédictin avait sous les yeux ou sur sa table le tome II des *Historiæ Francorum scriptores* d'André Du Chesne. L'opuscule d'Eginhard y occupe les pages 93-106; mais il est précédé immédiatement d'une autre *Vie* de Charlemagne composée par un moine de Saint-Cybard d'Angoulême; or, c'est à ce dernier écrit qu'est empruntée la citation, comme nous le verrons tout à l'heure.



sa les fêtes de Noël à Duciac<sup>1</sup>, —qui, comme dit Aymoin au livre 5 de son *Histoire*, chap. 32, étoit proche de Ardenne<sup>2</sup> — et de là s'avança à Casseneuil<sup>3</sup> en Agenois, et y célébra les fêtes de pâques : *Natalem Domini in Duciac villa, pascha verò in Aquitania apud Cassinogilum celebravit*<sup>4</sup>. Il laissa là la reine Hildegarde pour passer en Gascogne et de là en Espagne contre les Sarrazins, d'où étant revenu après de grandes conquêtes, et après néanmoins la défaite de son arrière-garde dans les monts Pyrénéens, il trouva la reine accouchée de deux jumeaux, dont l'un fut Louis-le-Débonnaire, et en ce même temps et année, qui étoit l'an 778 ou environ<sup>5</sup>, il établit des gouverneurs, abbés, comtes et vasses, et fonda, comme on peut présumer, l'abbaye de Cleyrac à trois lieues au dessous de Casseneuil où il étoit, et celle d'Eysses une lieue au dessus dans l'enclos d'une ancienne ville de laquelle parle l'*Itinéraire d'Antonin* en ces termes : *Trajectum Vesumna*. Les auteurs ci-dessus cités sont d'opinion que cet *Excisum* est notre Eysses, et avec grand fondement, car anciennement pour aller d'Agén à Périgueux, qui étoit appelé *Vesumna* (et encore à présent il y a une tour qui porte ce nom)<sup>6</sup>, il falloit passer par Eysses, comme on passe à présent par Villeneuve qui a été bâtie depuis ; et sans doute Bergerac, qui est sur la rivière de Dordogne et sur le chemin d'Agén et de Villeneuve à Périgueux, est

---

<sup>1</sup> De *Duciacum* ou *Duziacum*, corruption de *Duodeciacum*, en français Douzy, commune du canton de Mouzon, département des Ardennes. Cf. *Hadriani, Valesii Notitia Galliarum ordine alphabetico digesta* ; Parisiis, 1675, in fol., p. 182, 183.

<sup>2</sup> « Carolus vero mense augusto Ardennam pervenit » (*Aimoini monachi inelyti cænobii D. Germani à Pratis libri quinque de Gestis Francorum... studio Jacobi Du Breul, monachi S. Germani à Pratis* ; Parisiis, 1602, in-fol. p. 325.)

<sup>3</sup> Casseneuil, dans le canton de Cancon, arrondissement de Villeneuve (Lot-et-Garonne.)

<sup>4</sup> On voit bien que notre auteur cite de mémoire : le véritable texte est ainsi conçu : *Celebravit idem dominus Rex Carolus Natale in villâ Dorciaco, et Pascha in Aquitanid in villâ Cassinogilo. (Karoli Magni Francorum regis et imperatoris vita, descripta, ut videtur, magnâ ex parte à monacho cænobii Engolismensis S. Eparchii, ap. Historiæ Francorum scriptores, operâ Andreæ Du Chesne* ; Parisiis, 1636, in-fol. t. II, p. 72.)

<sup>5</sup> *Aimoini... De Gestis Francorum*, lib. V, cap. I, ed cit. p. 262, 263.

<sup>6</sup> Pour la description de la célèbre *Tour de Vésone*, voir le bel ouvrage de M. le comte Wilgrin de Taillefer, *Antiquités de Vésone, cité gauloise, remplacée par la ville actuelle de Périgueux* ; Périgueux, 1821, in-4<sup>o</sup>, t. I, p. 328 et suiv.

ce *Trajectum*, et il est croyable qu'il s'appeloit *Briva*, *Beracum*, car ce mot de *Briva* en langue celtique signifioit *Trajectum* ou *Vadum*, ou un pont sur une rivière, comme disent Quercetanus <sup>1</sup> en ses remarques qu'on trouve en la *Bibliothèque de Cluny* sur la vie de Saint-Gérard <sup>2</sup>, et le sieur de Hauteserre au livre 2<sup>e</sup> des *Choses d'Aquitaine*, chapitre neuvième <sup>3</sup>.

Nonobstant ce que dessus, on assure et le sieur Darnalt le remarque en son livre, qu'il y avoit des titres dans les chartres du monastère qui faisoient foi <sup>4</sup>. et il y en a encore quelques mémoires qui restent d'un procès entre le sieur abbé et le baron de Pujols <sup>5</sup>, qui font mention, comme autrefois l'église de cette abbaye a été fondée par l'autorité du pape Silvestre, *ad instantiam comitis Seguni*, à l'instance du comte Seguin. S'il y avoit seulement qu'elle a été fondée par le Comte Seguin sans parler du pape Silvestre, cela se pourroit convenablement rapporter au temps de Charlemagne, car entre les comtes qu'il établit il y en avoit un appelé Seguin, qu'il fit gouverneur de Bordeaux au rapport d'Aymoin au lieu sus allégué <sup>6</sup>.

Mais ce mot du pape Silvestre porte cette fondation plus haut, jusques à Silvestre premier du nom, depuis lequel, jusques à Charlemagne, il n'y en a point d'autre qui porte ce nom ; et la tradition est restée après la perte desdites chartres, que le comte Seguin étant

---

<sup>1</sup> Nom latinisé d'André *Duchesne*, auteur de plusieurs ouvrages précieux pour l'histoire, et éditeur de la *Bibliotheca Cluniacensis* citée dans la note suivante.

<sup>2</sup> *Bibliotheca Cluniacensis, in quâ SS. Patrum Abb. Clun. Vitæ, Miracula, Scripta, Statuta, Privilegia, Chronologiaque duplex.... omnia collegerunt D. Martinus Marrier.... et Andreas Quercetanus... disposuit ac Notis illustravit ; Lutetiæ — Parisiorum, 1614, in-fol. ; Notæ ad vitam S. Geraldii, Comitis Aureliacensis, col. 31.*

<sup>3</sup> *Rerum Aquitanicarum...* p. 140.

<sup>4</sup> « Aux archives de laquelle (abbaye) se trouvent les marques de cette tant honorable fondation et comme tous les religieux doivent être de noble race ». Darnalt, *Remonstrance*, f. 58.

<sup>5</sup> *Pujols*, commune du canton de Villeneuve-sur-Lot, à 4 kilomètres. Cfr. J.-B. Gerbeau, *Essai historique sur la baronnie de Pujols en Agenais ; Agen, 1891, in-8° de 575 pages.*

<sup>6</sup> « Ordinavit autem per totam Aquitaniam Comites... eisque commisit curam regni, prout utile judicavit... Tholosæ Corsonem, Burdigalis Siguinum ». *Aimoini... De gestis francorum*, lib. v, cap. I. ed. cit. p. 263.

idolâtre et n'ayant qu'un seul fils, un jour étant à la chasse, pensant tirer à quelque bête sauvage, il le frappa et tua d'un coup de flèche, dont il conçut une étrange tristesse et contracta une langueur qui le consumoit sensiblement. Il consulta les médecins, et ayant fait expérience de leurs remèdes long temps sans trouver soulagement, il y en eut un qui lui dit que son mal étoit plus dans l'esprit qu'en son corps ; qu'à Rome il y avoit un homme qui guérissoit de toutes sortes de maux ; qu'il lui conseilloit d'y aller s'il vouloit trouver remède à son mal. Le comte suivit ce conseil, fit le voyage de Rome, et ayant trouvé le pape Silvestre, il lui déclara son mal et surtout l'origine dont il provenoit, qui étoit la mort de son fils. Le pape Silvestre le consola, l'instruisit et le convertit à la foi, et lui bailla l'absolution de tous ses péchés; et s'en étant retourné, par le conseil et ordre qu'il avoit de ce saint pape, il fonda l'église d'Eysses et la dota de ses biens. On ne sait en quel temps après on y établit des religieux.

Si les titres ci-dessus mentionnés n'étoient pour appuyer cette histoire, elle ne contient pas rien d'incroyable; car, en premier lieu, il n'y aurait pas d'absurdité de mettre un comte en cette Ville d'Eysses dès ce temps-là auquel vivait Constantin le Grand qui gouvernoit toutes les Gaules, puisque ce mot étoit déjà en usage, comme remarque le sieur de Hauteserre en ses livres, intitulés. *De Ducibus et comitibus*, livre 1<sup>er</sup>, chapitre 2<sup>1</sup>, citant Eusèbe en la *Vie* de Constantin, au livre 4, chap. 1<sup>er</sup>, où il dit que l'Empereur institua des comtes et les distingua en trois rangs<sup>2</sup>. Il est aussi croyable que non seulement du temps de Constantin, mais longtemps auparavant, lorsque Ollovicon et son fils Teutomat étoient rois des Nitobriges qui étoient les peuples d'Agenois, desquels César fait mention, livre 7 *De Bello Gallico*, au lieu et Ville d'Eysses qui étoit et est encore en fort bon et fort beau pays, il y avoit un seigneur juge et gouverneur du lieu et des environs, dont les successeurs durèrent jusqu'à Constantin, entre lesquels fut ce Seguin ; car ce lieu devoit être considérable suivant les apparences qui restent encore, y ayant, à un jet de pierre de l'enceinte des fossés du monastère, une partie

---

<sup>1</sup> *De Ducibus et Comitibus provincialibus Galliae libri tres... autore Ant. Dadino Altaserra, Tolosae, 1643, in-4°, p. 5.*

<sup>2</sup> « Jàm comitum alios in primo ordine collocavit, alios in secundo, alios item in tertio ».

d'une tour ronde, appelée dans les titres *la tour vieille*, ou tour des Sarrazins, bâtie de petites pierres carrées, qu'on dit avoir été du fondateur de l'abbaye, sur une porte de laquelle il y avoit un écusson de trois crapaux qui étoient les armes des anciens Gaulois. Le sieur Valiech ci dessus cité par le sieur Darnalt en fait mention en un plaidoyer au procès de Villeneuve contre la ville de Marmande pour la préséance aux assemblées du diocèse, qui fut adjugé à Villeneuve <sup>1</sup>.

Il remarque aussi que, comme on fouilloit dans l'enceinte des murailles, on trouva un tombeau bâti à la mosaïque de petites pierres carrées de l'épaisseur de quatre pouces, au dedans duquel étoit une urne de verre bleu, et dans icelle une lampe de bronze et quelques restes d'ossements brûlés, et quantité de cendres avec une médaille aussi de bronze à l'entour de laquelle on lisoit, *Constantini Augusti*; et au bas y avoit une S et un C; et quand bien Seguin qui avoit succédé en qualité de seigneur, de gouverneur et de juge n'auroit été appelé *comte* dès ce temps-là, néanmoins parce qu'après que le titre de comte commença d'être en usage, il le prenoit, comme on voit dans le sieur Pithou au livre des *Comtes de Champagne* <sup>2</sup>, et Dupleix, livre I, *Histoire de France*, page 76, pour tels seigneurs, gouver-

---

<sup>1</sup> « Au derrière de l'abbaye, dit-il, y a des mazures d'une ancienne tour, sur l'un des portaux de laquelle y a un escusson de trois crapauds, plus ancienne marque des premiers rois de France : laquelle ne peut estre de moindre temps que d'auparavant du règne de Clovis, dont y a près de douze cens ans, pour ce que ce fut luy lequel apres la mission céleste de la sainte Ampoule et de l'Auriflambe, lors de son christianisme et sacre, changea les trois crapauds en l'escusson des trois fleurs de lys ». (Darnalt, *Remonstrance*, fol. 58.) Après avoir exposé les différentes opinions des érudits sur l'origine et la signification des trois crapauds qu'on a attribués à l'écu royal de France, le célèbre héraldiste De La Roque dit qu'elles ont été « judicieusement réfutées par Papire Masson » et qu'elles ne sont fondées sur aucune bonne autorité. Il y a lieu de croire, ajoute-t-il, que l'on a pu prendre des fleurs de lis mal faites pour des crapauds ; car, selon Claude Paradin, les fleurs de lis qui étoient représentées en bosse dans la ville de Nîmes leur ressembloient si fort, qu'on croyait que ce fût des crapauds, bien que ce fût des fleurs de lis. (*Traité singulier du blason*, chap. vi, p. 9 et 10 de l'édition donnée à la suite du *Traité de Noblesse* du même auteur; Paris et Rouen, 1761, in-4°.

<sup>2</sup> Le premier livre des *Mémoires des Comtes héréditaires de Champagne et de Brie*, auquel il est traité de l'origine des Ducs, Comtes, Palatins, etc., dans *Petri Pithoei opera sacra*, etc., p. 463.

neurs et juges des villes, celui qui a écrit l'histoire et a parlé plusieurs siècles après Seguin, l'auroit pu appeler *comte*, parce qu'il étoit en même dignité et autorité que les comtes de son temps.

Le voyage de Seguin à Rome seroit rendu fort possible, surtout si l'histoire de la guérison miraculeuse de l'empereur Constantin par Saint-Silvestre dans les fonts du baptême est véritable<sup>1</sup>; car le bruit d'une telle merveille ne demeura pas dans Rome, étant bien assuré qu'il s'étendit par toutes les paroisses de l'Empire, entre lesquelles étoit l'Aquitaine. Seguin donc en ayant appris la nouvelle, pouvoit bien entreprendre ce voyage, ou de son mouvement, ou par le conseil de ses médecins.

Il est bien croyable que le pape Saint-Silvestre auroit conseillé au comte Seguin de bâtir et doter une église, surtout n'ayant plus d'enfants, car en ce temps-là, on le faisoit en tout l'empire par les soins et sollicitations de ce saint pape, et libéralités de l'Empereur et des grands seigneurs à son exemple.

On pourroit objecter et demander où on trouva des moines pour établir cette église. A quoi on répondroit qu'on les y établit quelque temps après, quand Saint-Martin vivoit; voire même que Grégoire de Tours, livre I<sup>er</sup> de son *Histoire*, chapitre 35, cité par le sieur de Hauteserre, au livre IV des *Choses d'Aquitaine*, chapitre 16, donne à entendre qu'il y en avoit en France avant Constantin, du temps de Dioclétien, écrivant qu'Urbicus qui, de sénateur et marié, fut évêque d'Auvergne, pour un manquement qu'il avait commis, se retira dans un monastère pour y faire pénitence, environ la 288<sup>e</sup> de

---

<sup>1</sup> La question du baptême de Constantin par le pape S. Sylvestre a beaucoup exercé et exerce encore de nos jours les savants. Si l'opinion négative semble réunir en sa faveur plus d'autorités et de raisons, l'opinion affirmative en revanche a pour elle le bréviaire romain au sujet duquel cependant une remarque intéressante est à faire. Dans les anciennes éditions, la légende de S. Sylvestre (31 décembre) portait en termes absolus : « *Leprae curandae causâ... Constantinus... Sylvestrum vocat : à quo baptismô sanatur, et ad tuendam propagandamque Christi religionem inflammatur* ». Mais depuis quelques années, ces mots ont été remplacés par les suivants : « *Quem (Constantinum) etiam, uti vetus Ecclesiae Romanae refert, traditio, sacro baptismate tinxit, et ab INFIDELITATIS lepra mundavit* ». Voir sur cette question, Mamachi, *Orig. et Antiquit. Christ.*, lib. II, p. 232; *Principes de la critique historique*, par le P. Ch. de Smedt, Bollandiste; Liège, 1883, in-8°, p. 137-459.

Notre-Seigneur<sup>1</sup>. On pourroit aussi ajouter que. l'an 359, Phébadus évêque d'Agen. que Saint-Jérôme met parmi les écrivains ecclésiastiques sous le nom de *Sæbadius*, qui écrivit un livre contre les ariens et assista avec les autres évêques catholiques au concile de Rimini, auquel et à Delphin, évêque de Bordeaux. Saint-Ambroise adresse l'épître 55<sup>2</sup>, revenant d'Italie où il y avoit déjà des religieux, en pourroit bien avoir mené avec soi pour servir Dieu en son diocèse et en cette église. Il n'y a pas d'inconvénient de dire que le comte Seguin bâtit et dota cette église, et que seulement quelque temps après, quand les religieux commencèrent à s'étendre, ils y furent établis. C'est tout ce qu'on peut dire touchant sa fondation<sup>3</sup>.

## II. — SITUATION.

Sa situation est où étoit anciennement l'*Excisum* de l'*Itinéraire* d'Antonin, à présent Eysses, à un quart de lieue de Villeneuve d'Agenais, au diocèse d'Agen, où le peuple s'est retiré depuis qu'on l'a bâtie, à l'occasion des guerres et de la commodité de la rivière, en une grande, belle, et fertile plaine, qui commence trois lieues au dessus du monastère du côté du levant, et continue cinq grandes lieues au dessous tirant vers le couchant, ayant presque partout une grande demi lieue de largeur, étant bornée des deux côtés et de bout en bout de fort belles et hautes collines couvertes presque toutes de

---

<sup>1</sup> Altaserra, *Rerum Aquitanicarum*, p. 295.

<sup>2</sup> C'est aujourd'hui la LXXXVII<sup>e</sup> de la seconde classe dans l'édition des Bénédictins de S. Maur ; Paris, 1690, in fol. t. II, col. 1106, 1107.

<sup>3</sup> L'opinion des Bénédictins du *Gallia* de 1720 est ainsi résumée par l'abbé Du Tems : « L'abbaye de Saint-Gervais et de Saint-Protais d'Eysses, ordre de saint Benoît, située près de Villeneuve d'Agenois, fut bâtie sur les débris de la colonie romaine, appelée *Excisa* ou *Excisum*. Les uns disent qu'un Comte, appelé Seguin, la fonda dans le iv<sup>e</sup> siècle, par ordre du pape Sylvestre en expiation de la mort de son fils qu'il avoit tué en chassant. D'autres en attribuent l'origine à Charlemagne. Le premier sentiment n'est appuyé que sur une tradition populaire. Le second manque de vraisemblance, puisque ce monastère ne fut point compté dans le concile d'Aix-la-Chapelle, parmi ceux qui devoient des prières ou le service militaire. Il n'y a donc rien de certain sur l'époque de son établissement, ni sur le nom de son fondateur. Peut-être s'appeloit-il Séguin ; mais on s'est trompé sur le temps de la fondation ». (*Le Clergé de France*, t. II, p. 289 ).

beaux vignobles, le surplus étant cultivé et propre à produire toutes sortes de grains et de fruits, ayant au milieu la rivière du Lot, en latin *Oltus*, qui prenant sa source en Gévaudan au diocèse de Mende<sup>1</sup>, traversant le Rouergue et le Quercy, se rend à Villeneuve où elle commence à porter bateau, et suivant la plaine, va se joindre à la rivière de Garonne une lieue au-dessous de Clairac, proche de la ville et duché d'Aiguillon. Le monastère a une très belle vue et très agréable aspect sur toute la largeur de ladite plaine, et sur une grande étendue de longueur et presque sur toutes les collines.

L'église qui est ruinée, n'y restant que les murailles, étoit toute de pierre de taille et en quelque façon faite en croix. Les bâtiments étoient aussi ruinés, et il n'y restoit que les anciennes murailles qui ont été cédées aux religieux par les traités passés avec les sieurs abbés, pour y faire les réparations nécessaires à leur établissement et demeure. L'enclos du monastère étoit anciennement tout entouré de murailles, de tours et de fossés, et, comprenant lesdits fossés, contient environ cinq septerées d'espace, la septerée huit cartonnats, et chaque cartonnat, mesure de Villeneuve, huit lattes et demie en carré, et chaque latte douze pieds de roi aussi en carré.

### III. — DIVERSES DESTRUCTIONS DE L'ABBAYE.

Si on suit l'opinion que Charlemagne est fondateur, on la préserve et exempte d'une ancienne ruine ; mais si l'autre opinion a quelque fondement, en ce cas il faudrait dire que ce qu'on appelle fondation de Charlemagne n'étoit qu'une restauration et réédification, qui supposerait une destruction préalable, qui peut bien arriver si l'abbaye étoit sur pied lorsque les Goths, sous leur roi Evaric, ravagèrent toute l'Aquitaine l'an 469, au rapport de Dupleix, du temps du roi Childéric, ou quand les Sarrasins passèrent en Guyenne et s'avancèrent jusques en Touraine où ils furent défaits.

On sait bien qu'elle a été détruite depuis Charlemagne, mais on ne trouve pas en quel temps et en quelle année. Il est croyable que les murailles et les tours qui faisaient l'enclos et étaient environnées

---

<sup>1</sup> Le Lot, disent les géographes modernes, naît à 1,500 mètres de Bonnetès, canton de Blaynard (Lozère), sur le flanc sud de la montagne du Goulet.

de bons fossés qui paroissent encore. furent ruinées du temps des Albigeois; car le monastère étoit environné de fortes places qui tenoient pour eux et leur servoient de retraite, comme Penne<sup>1</sup> d'Agen, à une lieue au dessus, que Saint-Louis demanda pour ôtage au comte de Toulouse; le château de Casseneuve dont a été ci-devant parlé, à une lieue au-dessous, et le château de Pujols distant seulement de demi lieue, desquels il demanda aussi au comte la démolition audit traité, au rapport de Catel, livre II de l'*Histoire des comtes de Toulouse*. page 336<sup>2</sup> et en la page 118 dans la chronique d'un auteur incertain<sup>3</sup> qui décrit les victoires de Simon de Montfort, il raconte comme il prit Casseneuve : *Deindé Cassanolium castrum fortissimum in territorio Agennensi, in quo sedes haereticorum una de principalibus erat in Agennesio, et fuerant ab antiquo homines castri illius pessimi, et bis antea recidiverant et jam tunc rebellabant, captumque et cassatum est Cassanolium 16<sup>o</sup> kalendas septembris de l'an 1214*. Ayant donc de si mauvais voisins, on peut bien conjecturer que difficilement il pouvoit demeurer pendant ces révolutions en son entier, et quand bien les Albigeois n'y auroient pas touché. il y eut tant de guerres avec la France et l'Angleterre. pendant lesquelles on a fait tant de ravages. Tant y a que. outre les murailles susdites qui faisoient l'enclos, on connoit et voit clairement que l'église a été souventes fois réparée en divers endroits; et les abbés et religieux en divers temps et assez souvent ont été contraints de se retirer à Villeneuve, depuis qu'elle fut bâtie, l'abbé ayant de tout temps une maison abbatiale proche d'une porte qu'on appelle de l'abbé; et les religieux firent bâtir, et réparer la chapelle de Saint-Martial dans Villeneuve sur le bord de la rivière. pour y retirer ce qu'ils avoient de plus précieux et y faire l'office divin en

---

<sup>1</sup> Penne, à 9 kilomètres de Villeneuve.

<sup>2</sup> *Histoire des Comtes de Tolose, par M. Guillaume Catel, conseiller du roy en sa cour de Parlement de Tolose, avec quelques traitez et chroniques anciennes concernant la mesme histoire; Tolose, 1623, in-fol.* Dans le traité conclu entre le roi et le comte de Toulouse, il est formellement stipulé que *diruentur funditus et replebuntur fossata triginta villarum et castrorum per ipsum Raymundum, videlicet... de Cassanolio, de Pugeolis... nec poterunt reaedificari sine voluntate Ecclesiae et nostrae* (p. 335, 336).

<sup>3</sup> Cette chronique a pour titre : *Praeclara Francorum facinora, seu Chronicon ab anno Domini MCCII ad annum ejusdem Domini MCCCXI; incerto autore.*



cas de nécessité et de guerre ; comme on trouve dans un titre de parchemin de l'an 1387, 14<sup>e</sup> d'août, qui fait mention que le sénéchal d'Agenois, capitaine dans Villeneuve, donna aux religieux 20 louis d'or pour les réparations.

L'an 1400 on la ruina en partie, comme appert par un titre de l'an 1402, dans lequel le sieur abbé est déchargé de certaine pension à cause des réparations qu'il étoit pour lors obligé de faire, et on permit au sacristain, dont sans doute la maison étoit ruinée, de loger dans une autre et d'en bâtir une à ses dépens, avec faculté de prendre le bois nécessaire dans la forêt du monastère, *item modo simili tegulas ab aedificiis dirutis*, des tuiles des édifices ruinés ; et l'an 1418, le 28<sup>e</sup> de mai, les marguilliers de l'église Saint-Sernin qui est la paroissiale, ayant devers elle un marc d'argent, le seigneur évêque d'Agen donna ordre de le bailler à un religieux qui l'avoit demandé pour l'employer en réparations ; ce qui fait croire que le monastère avoit été ruiné ou du tout ou en partie.

La plus grande destruction, qui fut entière, arriva l'an 1577, le premier jour de l'an, par l'impiété des hérétiques calvinistes. On mit le feu à l'église, on sapa quatre gros et puissants piliers qui portoient un beau dôme au milieu, et la voûte qui étoit toute de belle pierre de taille tomba, sans qu'il en soit rien resté que la coquille qui couvre le grand autel à quelques pas du côté du grand portail de l'église. On fit fondre huit grosses cloches des plus belles qui fussent en Guyenne, qu'on emporta, comme on sait par tradition. Le feu fut aussi mis aux logemens, tant de l'abbé que des religieux, et les habitants de Villeneuve contribuèrent à faire ruiner certaines tours belles et fortes qui avoient triple voûte. L'an 1570, le 12<sup>e</sup> d'avril, les papiers avoient été brûlés et dispersés ou enlevés par lesdits hérétiques, et les religieux qui pouvoient bien résister s'ils eussent voulu, ce lieu étant fort, furent extrêmement négligens et lâches. Enfin, il ne resta rien que quelques murailles de l'église et de quelques bâtimens qui ont demeuré environ 60 ans découvertes ; jusqu'à ce que les religieux de la Congrégation de Saint-Maur y ont fait de grandes réparations pour y habiter et y faire l'office divin.

Il ne sera pas hors de propos de raconter ici, au sujet des destructions et réparations sus mentionnées, deux choses qui feront voir comme la providence de Dieu et les Saints Gervais et Protais, patrons de ce monastère, en ont un soin particulier, et comme il ne faut pas profaner ce qui a été dédié à Dieu, à ses saints et à l'usage de ceux qui le servent.

Environ l'an 1625, un paysan fit bâtir dans son fonds une étable pour loger son bétail à laine, et se servit des ruines du monastère qu'il trouvoit assez proches et à sa commodité ; retirant son bétail dans cette étable, il trouva qu'il y mouroit successivement et en assez grand nombre. La pensée lui vint que cela pouvoit provenir du larcin qu'il avoit fait des pierres et de la brique du monastère ; et en effet il abattit ces murailles et cette étable qu'il fit bâtir d'autres matériaux, et logeant son troupeau dedans il n'y reçut plus aucun déchet.

De là à quelque temps, un riche bourgeois de Villeneuve possédant une grande métairie proche le monastère, y fit faire un four pour l'usage de sa maison, et le fit paver de brique. Comme on commença de s'en servir, on prit garde qu'il y avoit un pain à chaque fois qui n'était pas cuit ; ce qui l'obligea de remarquer l'endroit où il ne cuisait pas, qui se trouva toujours le même. L'aîné, héritier de la maison, homme de très bon sens, riche et très bien apparenté, a raconté aux religieux de la Congrégation de Saint-Maur depuis qu'ils sont établis au dit monastère, que son père et lui se souvenant de l'étable sus-mentionnée, soupçonnèrent qu'on eût employé quelque vieille brique du monastère, et en ayant ôté quelques unes à l'endroit où le pain ne cuisait pas, ils en substituèrent d'autres neuves, et ils trouvèrent que tout leur pain cuisait fort bien sans exception. Si la chose étoit assez importante, on trouveroit des témoignages authentiques de ces deux événements.

#### IV. — PRIEURÉS DÉPENDANTS.

Il n'y en avoit qu'un seul, dont il est fait mention dans la *Bibliothèque de Cluny*, col. 1740 ; *Abbatia SS. Gervasii et Prothasii Exiensis Aginnensis diocesis, in qua debent esse viginti duo monachi : prioratus de Emal immediatè subditus abbatiæ Exiensi*. Dans un titre de l'an 1331 et 1402, et encore à présent, il est appelé Aymet<sup>1</sup>. Il est au diocèse de Sarlat, à quatre lieues d'Eysses sur l'ex-

---

<sup>1</sup> On écrit aujourd'hui *Eymet* : c'est un chef-lieu de canton dans l'arrondissement de Bergerac, par conséquent dans le diocèse de Périgueux. Cfr. Ducourneau, *La Guienne historique et monumentale* ; Bordeaux, 1842, t. 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> partie, p. 182-188.

trémité du côté du Périgord, en une petite ville, sur la rivière du Drot qui de là va passer à Duras et va se rendre dans la Garonne, à Gironde, à demi lieue au-dessous de La Rèole. Il avoit deux cures à sa nomination et présentation, savoir : Saint-Etienne de Font-Roques<sup>1</sup> et de Saint-Alanies, et une belle censive à Aymet, et de belles possessions.

L'an 1331, le prieuré était séculier. Quelques années après, le monastère d'Eysses le céda à celui de Moissac<sup>2</sup>, comme il sera dit ci-après. L'an 1402, il faisoit une pension aux religieux et monastère d'Eysses. On n'a trouvé aucun mémoire s'il étoit conventuel ou non.

Remarque secrète. Il y a fort long temps que le prieuré est en la disposition des comtes de Curson en Périgord, qui ont des censives proche d'Eymet. Le bruit est qu'ils ont incorporé celle qui dépendoit du prieuré dans leur patrimoine ; pour les dîmes, ils ont disposé, je ne sais comment, d'une partie. pour l'unir à un petit couvent de pères Minimes, appelé la Bastide de Curson, qu'ils ont fondé depuis environ vingt ans<sup>3</sup>. Le surplus des dîmes appartient à un de cette mai-

---

<sup>1</sup> *Fonroque*, commune du canton d'Eymet.

<sup>2</sup> L'abbaye de Moissac, autrefois du diocèse de Cahors, se trouve aujourd'hui — ou du moins ce qui en reste — enclavée dans le diocèse de Montauban, comme la ville de Moissac où elle était située.

<sup>3</sup> Vraisemblablement les comtes de Gurson croyaient par là rendre à Dieu dans la personne des enfants de saint François de Paule ce qui appartenait à Dieu en la personne des fils de saint Benoît... Le couvent auquel il est ici fait allusion eut pour fondateur Frédéric de Foix, comte de Gurson et de Fleix, conseiller du roi en ses conseils, grand sénéchal de Guienne, et son épouse Charlotte de Caumont, fille de François Nompar, comte de Lauzun. Non contents de donner leur terre dite de Plaignac pour y élever un couvent, les nobles époux s'engagèrent encore à le faire construire de leurs deniers, et à fournir des revenus suffisants pour l'entretien de douze religieux. L'acte est du 18 juin 1615, et signé du P. Jacques Berthon, provincial, acceptant au nom de son Ordre. Comme le couvent était situé sur le territoire de la paroisse St-Martin-de-Lherm, François de la Beraudière, évêque de Périgueux, donna cette cure aux RR. PP. Minimes le 10 novembre 1618, et dix ans après le pape Urbain VIII par un rescript pontifical confirma cette union. Cf. *Chronicon generale Ordinis Minimorum...* Lutetiae-Parisiorum, 1635, in-fol. p. 474, 475. — Frédéric de Foix et Charlotte de Caumont furent tous deux enterrés dans le couvent : le premier décéda en 1655, la seconde mourut le 21 janvier 1671, au château de Montpont en Périgord. Cf. La Chenaye-Desbois, *Dictionnaire de la noblesse* Paris, 1773, t. vi, p. 460.

son qui porte le nom de prieur. On a été en voie de trouver les titres et anciennes reconnaissances, et on n'a pas encore perdu l'espérance.

Remarque aussi secrète. Il y a un autre prieuré appelé de Monflanquin, au même diocèse d'Agen, à deux lieues d'Eysses, qui a été il y a plus de trois cents ans, constamment et successivement tenu par les religieux du corps et chapitre d'Eysses, de la même façon que ceux qui relèvent des offices claustraux, en sorte que de tout temps, celui qui en a été pourvu a demandé et obtenu rang au chœur, voix en chapitre et pension au monastère ; et il y a des titres qui justifient cela <sup>1</sup>.

Il y en a un autre, appelé de la Barthe ou Saint-Severin de Rebe-lède, à demi lieue de l'autre et plus proche d'Eysses, qui a été longtemps tenu par les religieux d'Eysses, et résigné et obtenu en cour de Rome conjointement avec une place audit monastère d'Eysses, de quoi on a quelques titres. Ces deux prieurs ont, de longue main, tenu rang après les officiers claustraux au monastère, et à leur différence, le prieur du monastère s'appeloit *claustral*. On jouit à présent de Monflanquin, et on a pourvu à l'assurer au monastère en faisant pourvoir un religieux.

---

<sup>1</sup> J'emprunte au n° 12,669 du fonds latin de la Bibliothèque Nationale la liste des prieurs de Monflanquin qui furent moines d'Eysses jusqu'en l'année 1676. — Stephanus de Reilhac, anno 1264. — Guillelmus de Coissels, 1300. — Rocabrunus D'Aute, 1326. — Seguinus de Mons, 1363. — Stephanus Delisse, 1379. — Joannes de Casis, 1383. — Bernardus de Raimond, 1399. — Arnaldus Guillelmus de La Lande, 1411. — Johannes de Raimond, 1420. — Guillelmus de Guardia, 1426. — Joannes Dumoulin, 1444. — Petrus de Majes, 1446. — Petrus de Lescure, 1458. — Arnaldus du Boscas, 1460. — Joannes Tadonis, 1480. — Joannes Balaguier, 1537. — Odoardus de Salonay, 1552. — Joannes Antonius de Raimond, *alids* Talmont, 1556. — Stephanus de Faure, 1594. — Guillelmus Montagne, 1620. — Jacobus Ferrand, 1652. — Jacobus Baldit, 1655. — Thomas de Valois, 1675. — Petrus Relier de la Bretonnière, 1676.

## V. — CURES A PRÉSENTER.

Saint-Sernin d'Eysses <sup>1</sup> avec ses annexes, Saint-Pierre de La Mothe Fayet et Sainte Catherine à Villeneuve <sup>2</sup>.

Saint-Pierre de Corbiac <sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Il en est parlé dans la note suivante. Toutes celles qui se rapportent à ce paragraphe sont de M. G. Fallières, l'homme qui connaît le mieux l'Agenais d'autrefois et l'Agenais d'aujourd'hui.

<sup>2</sup> Saint-Sernin d'Eysses. — R. Exiencis Villanovæ, S. Catharinæ et de Monte-Fayeto in archipresb. Montaldensi (Monclar) (Pouillé de Jean de Valier, 1520) — R. B. Saturnini Exiencis cum suis annexis, B. Catharinæ Villanovæ et B. Petri de Mote Fayeto, ad præs. abbatis Exiensis, in archip. Montaldensi, in dominio regio Villanovæ (Pouillé du XVII<sup>e</sup> siècle) — S. Sernin d'Eysses avec ses annexes, (S. Pierre de Lamothe-Fay et Ste-Catherine de Villeneuve — L'abbé d'Eysses y nomme (Pouillé de Mascaron) : — Saint-Sernin d'Eysses est actuellement une paroisse *extra muros* de la commune de Villeneuve. Son église est à côté de l'ancienne abbaye devenue maison centrale. Ste-Catherine de Villeneuve, son ancienne annexe, située *intrâ muros*, sur la rive droite du Lot, est maintenant la paroisse principale et le chef-lieu du canton. Dans la nouvelle distribution du diocèse, Lamothe-Fay, située dans la commune de Monflanquin, a été attribuée comme annexe à la paroisse de Saint-Sernin de Labarthe, dépendante également de la commune de Monflanquin. Elle n'est pas desservie. (V. *Ordo* du diocèse d'Agen.

<sup>3</sup> R. de Corbiaco (Pouillé de J. de Valier) — R. B. Petri de Corbiaco, ad præs. Abb. Exiensis, in archip. Fumellensi, in dominio domini de Tombebouc (Pouillé du XVII<sup>e</sup> siècle). L'attribution à l'archiprêtré de Fumel est une erreur du Pouillé qui confond cette paroisse avec celle de Saint-Vincent de Corbiac près de Tournon). — Saint-Pierre de Corbiac dans l'archiprêtré de Villeneuve. L'abbé d'Eysses prétend y nommer ? (Pouillé de Mascaron). C'est actuellement une paroisse rurale de la commune de Villeneuve, sur la rive droite du Lot.

---

<sup>1</sup> Entre la rédaction du Pouillé latin du XVII<sup>e</sup> siècle et celle du Pouillé de Mascaron, il avait été fait une augmentation et une nouvelle distribution des archiprêtres. Saint-Sernin d'Eysses et ses annexes qui avaient dépendu de Monclar (Montalde), appartenaient, au temps de Mascaron, à l'archiprêtré de Villeneuve. (Pouillé du XVII<sup>e</sup> siècle).

Saint-Martin de Trémons <sup>1</sup>.

Sainte-Radegonde de Donuhac <sup>2</sup>.

Saint-Pierre de Soubirous avec Notre-Dame de Mazerac <sup>3</sup> ne sont qu'une à présent.

Notre-Dame de Bias avec son annexe.

Saint-Nicolas de Pujols et Saint-Etienne de Villeneuve <sup>4</sup> avaient an-

---

<sup>1</sup> R. de Tribus montibus (P. de J. de Valier) — R. B. Martini de Tribus montibus, ad præ. abb. Exiensis, ultra Oltum, in archip. de Opere (Villeneuve). Saint-Martin de Trémons. L'abbé d'Eysses y nomme (Pouillé de Mascarón). — Saint-Martin de Trémons, ou le Petit-Trémons, est aujourd'hui une annexe de S. Pierre de Corbiac qui précède ; elle est située dans la même commune et sur la même rive du Lot. Elle est desservie (V. Ordo.)

<sup>2</sup> R. S. Radegundis et de Donuhaco in archip. Fumellensi (Pouillé de J. de Valier). — R. B. Radegundis de Doignaco, ultra Oltum, ad præ. abb. Exiensis in archip. Montaldensi (Pouillé du XVII<sup>e</sup> siècle) — Ste Radegonde de Doniac, dans l'archiprêtré de Villeneuve. L'abbé d'Eysses prétend y nommer (Pouillé de Mascarón). — C'est encore une paroisse rurale de la commune de Villeneuve, sur la rive droite du Lot, au nord.

<sup>3</sup> R. de Sobiros, in archip. Montaldensi. R. de Mazelaco (Pouillé de Jean de Valier). — R. B. Petri de Soubirosio, cum annexa B. Mariæ de Mazeraco, ad præ. abb. Exiensis, in archip. Montaldensi (Pouillé du XVII<sup>e</sup> siècle). — S. Pierre de Soubiroux et son annexe N. D. de Mazerac. L'abbé d'Eysses y nomme dans l'archip. de Villeneuve (Pouillé de Mascarón). Autre paroisse rurale de la commune de Villeneuve, toujours sur la même rive du Lot. L'annexe, N. D. de Mazerac, dépend aujourd'hui de la commune de Pailloles, canton de Cancon. Son église est démolie. (*Etat des communes du dép. de Lot-et-Garonne avec leurs églises existantes ou démolies*).

<sup>4</sup> R. S. Stephani Villanovæ, de Bias et S. Nicolai de Pujolibus in archip. de Opere (Villeneuve) (P. de J. de Valier). — R. B. Mariæ de Bias cum annexa S. Stephani, in archip. de Opere, in Dominio regio Villanovæ, ad præ. ab. Exiensis. R. B. Nicolai de Pujolio ad præ. abb. Exiensis, in archip. de Opere. Ecclesia S. Nicolai est destructa et in ejus loco est propugnaculum. Tota cura prædicta translata est à D. epo Fregosio, ad ecclesiam B. Fidis de Pujolibus et in capellam dictam « Le bas chœur de Pujols », qui officio fungitur perochiali. (Pouillé du XVII<sup>e</sup> siècle). — S. Etienne de Villeneuve avec son annexe N. D. de Bias, dans l'arch. de Villeneuve. (Pouillé de Mascarón). — S. Etienne est aujourd'hui la seconde paroisse de Villeneuve, *intra muros*, sur la rive gauche du Lot. Bias est une paroisse rurale dépendant de la commune de Villeneuve, au sud et sur la rive gauche du Lot. S. Nicolas est redevenu le patron de la paroisse actuelle de Pujols, commune du même nom, canton de Villeneuve.

ciennement deux curés appelés *conrecteurs*, l'un desquels étoit à la présentation de l'abbé, et depuis que l'annexe de Saint-Nicolas est séparée, l'abbé fait la présentation.

Notre-Dame de Motentezac et de Monséguir <sup>1</sup> ne font qu'une.

Saint-Avit et Saint-André de Layros <sup>2</sup> près et dans Monflanquin ne faisant qu'une.

Ces deux dernières sont par indivis à la nomination de l'abbé et des religieux, par clause expresse de la transaction de l'an 1265, et le sieur abbé ayant présenté le curé ou vicaire perpétuel de Motentezac environ l'an 1471, les religieux en ladite année, le 3<sup>e</sup> d'août, ratifièrent la présentation faite par l'abbé.

## VI. — BIENFAITEURS.

On doit tenir pour bienfaiteur du monastère Alphonse, frère de saint Louis, comte de Poitiers et de Toulouse, et par conséquent d'Agenois, qui en reconnaissance que l'abbé lui donna pour bâtir Villeneuve d'Agenois, le sieur de Ville-Favreux, sénéchal d'Agenois et de Quercy, faisant pour lui, confirma au monastère toutes ses possessions et domaines, dont il avoit auparavant joui, en particulier le port et fleuve de Lot, les moulins et droits qu'il avoit sur ledit fleuve, les péages, actions personnelles ordinaires et extraordinaires, mixtes, criminelles, et tous droits dont il avoit joui dans Eysses et son territoire, jusque là que si quelqu'un des sujets de l'abbé et monastère, tenans des fiefs de leur mouvance, se retiroit pour habiter

---

<sup>1</sup> R. de Monte Securo in arch. Fumellensi (P. de J. de Valier). R. B. Marie de Autezaco, sive de Maturaco, sive de Monteseuro, in archip. Fumel., in dominio domini dicti loci (Pouillé du XVII<sup>e</sup> siècle). N.D. de Montatejac ou de Monséguir. L'abbé d'Eysses y nommait; le prieur de Monsempron prétend y nommer (Pouillé de Mascaron). — C'est présentement la paroisse de N. D. de Monséguir, commune du même nom, canton de Monflanquin.

<sup>2</sup> R. de Monteflanquino et S. Avieti (Pouillé de J. de Valier). R. B. Andrae Montisflanquini cum annexis S. Aviti, etc. ad abb. Exiensem, in dominio regio Montisflanquini, in archip. Fumellensi (Pouillé du XVII<sup>e</sup> siècle). — S. André de Monflanquin dans l'archip. de Villereal. Il n'est pas question de ses annexes. (Pouillé de Mascaron). — S. André et S. Avit d'Aleyroux, églises de la commune de Monflanquin, aujourd'hui démolies (*Etat des communes du dép. de Lot-et-Garonne avec leurs églises existantes ou démolies*). Comme l'église actuelle de Monflanquin porte encore le nom de S. André, il faut qu'il y ait eu anciennement dans cette commune deux églises de ce nom.

dans la dite ville. que ledit abbé et monastère se pourroient saisir desdits fiefs, sans que ledit sénéchal ni autre au nom dudit comte dût empêcher, sinon que ledit abbé et monastère agréassent le changement et donnassent leur consentement. En second lieu, que le juge appelé *Bayle* de la ville nouvellement bâtie, ne pourroit contraindre aucun des habitants d'Eysses d'aller plaider devant lui pour aucune cause que ce fût, sinon en cas que l'abbé et monastère fussent négligens à rendre ou faire justice. Fait à Eysses. dans le chapitre du monastère, l'an 1264, le dixième jour, sur la fin d'avril <sup>1</sup>.

## VII. — QUELS RÉGLEMENTS FAITS ET OBSERVÉS.

Il y a quelque espèce de tradition que les religieux de Saint Basile possédaient anciennement ce monastère, mais on n'a trouvé aucun titre qui en fasse mention. Si cela étoit véritable, il seroit bien probable que l'abbaye étoit fondée avant Charlemagne, et que les religieux de l'ordre de Saint Benoît n'y furent établis que quand ledit Charlemagne restaura ledit monastère. Quoiqu'il en soit, il est certain que cette abbaye étoit unie à la Congrégation de Cluny dès l'an environ 1088 sous Hugues abbé, comme il est rapporté dans le privilège et bulle d'Urbain second en la *Bibliothèque de Cluny*, col. 515. Les termes de la bulle sont : *Monasterium Sanctæ Mariæ de Charitate, monasterium Sancti Martini de Campis, apud Parisios, monasterium Sancti Dionysii de Nogento. Sanctæ Mariæ de Nazara. Sancti Gervasii de Exiis, Sanctæ Mariæ de Arulis, Sancti Petri de Campo rotundo*, et un peu après, *Sanctæ Mariæ de Tolosâ*.

Si on peut rien conjecturer du rang que tiennent les monastères dans la bulle, et que l'union à Cluny en ait été faite suivant l'ordre qu'ils ont, Eysses qui y précède Sainte Marie de Toulouse, appelée

---

<sup>1</sup> Déjà en 961, Raimond I<sup>er</sup> comte de Rouergue et marquis de Gothie, dans un testament daté de la même année, avait partagé entre l'église d'Eysses et celle de Saint-Vincent un tiers des biens qu'il possédait dans l'Agenais. « *Alia tertia pars (de alios alodes meos quos habeo in Aginnense) inter Exciso et sancto Vincentio* » (*Histoire générale du Languedoc*, par deux religieux bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur (D. Devic et D. Vaissete); Paris 1733, t. II, Preuves, p. 110). A cette époque, on ne l'ignore pas, la syntaxe latine n'étoit le souci ni des princes ni des notaires.



depuis la Daurade, auroit été plus tôt uni et par conséquent avant l'an 1077 <sup>1</sup>, auquel an Isarn, évêque de Toulouse, du consentement du comte Guillaume quatrième, donna à Saint Hugues et unit à Cluny l'église de Sainte-Marie, comme il est rapporté par M. Catel en son *Histoire des Comtes de Toulouse*, page 124, en ces termes : *Juris est Ecclesiæ meæ, quoque gloriosa est et venerabilis ab antiquis diebus, meritis ejusdem Virginis, desolata tamen divini cultus et Dei servitio*; et il ajoute : *Cum consilio senioris mei Guillelmi Tholozani Comitis, ad hoc videlicet ut monasticus ordo ibi maneat et pro succedenti tempore perpetuo duret*. Telles unions se faisoient par l'autorité des Evêques, quand les églises unies dépendoient d'eux, et par le consentement des seigneurs temporels, comme on voit en cet exemple; et si on unissoit quelque abbaye, le consentement de l'abbé y intervenoit, ce qui fut observé en l'union du monastère et abbaye de Vabres, maintenant érigé en évêché; car elle fut unie l'an 1061 à Cluny et Moissac par indivis, comme on trouve dans le même Catel, livre 2, page 130 : *cum consensu Berengarii tunc Ruthenensis episcopi, et Petri abbatis; itemque cum consensu Richardæ et Berthæ Comitissarum*. Et on trouve dans les archives de Saint-Savin de Bigorre, que les monastères dudit Saint-Savin et Saint-Sever de Rustang furent unis à celui de Saint-Victor de Marseille par les seigneurs évêques de Bigorre et comtes de Bigorre. Voilà pourquoi l'union du monastère de Moissac, — qui sans doute s'étoit uni et agrégé à celui de Cluny dès avant l'an 1061, puisque le monastère de Vabres leur fut uni par indivis, comme on vient de dire, — ne fut pas fermement établie, jusqu'à ce que l'évêque de Cahors dans le diocèse duquel il étoit et est encore situé, y eût consenti; et faute de ce consentement, il est dit dans la bulle d'Urbain II citée ci-dessus : *Moissiacense sanè cœnobium in eâ, quâ nunc est, in posterum libertate permaneat, nisi fortè episcopus admiserit, propter quod ejus debeat ditione privari*. Il est donc fort croyable, pour ce qui regarde l'union du mo-

---

<sup>1</sup> Mabillon rapporte cette union à l'année 1067. « Hoc ipso anno, dit-il, Fulco quidam, filiusque fratris sui Willelmi conferunt Cluniaco monasterium Excisum, Exis vulgo nominatum, cum suis appendicibus, situm in pago Aginnensi ad Oltum fluvium prope Villam-novam, in honorem sanctorum martyrum Gervasii et Protasii constructum, quod abbati et fratribus Moissiacensis cœnobii regendum committunt, quamdiu in subjectione monasterii Cluniacensis perstiterint » (Annales Ordinis S. Benedicti; Lutetiæ-Parisiorum, 1713, t. V, p. 8).

nastère d'Eysses, qu'elle se fit du consentement de l'évêque d'Agen et de l'abbé d'Eysses, et qu'elle fut comprise parmi plusieurs autres que l'archevêque de Bordeaux<sup>1</sup> confirma en faveur de Cluny, environ cent ou 80 ans après l'an 1182, du temps que Theobaldus en étoit abbé, comme il est rapporté en la *Bibliothèque de Cluny*, col. 1445: *et auctoritate metropolica confirmasse quidquid prædecessores nostri burdegalenses archiepiscopi, et episcopi nostri Aginnenses, Pe-tragoricenses, Engolismenses, Santonenses, et Pictavenses ei rationabiliter concesserunt et contulerunt.*

Pourroit bien être aussi que le comte de Toulouse, Guillaume quatrième, y consentit, qui selon Catel, Livre 1<sup>er</sup>, page 113, n'étoit pas seulement comte de Toulouse en ce temps-là, mais encore d'Albigeois, Quercy, Périgord, Agenois, et il vivoit lorsque Urbain II confirma l'union d'Eysses à Cluny dans la bulle sus alléguée de l'an 1088, le même pape en la même année lui ayant baillé la faculté de choisir sa sépulture dans l'église de Notre-Dame de Toulouse.

Outre cette union à Cluny, Eysses aussi bien que Sainte-Marie de Arules<sup>2</sup> et Saint-Pierre de Campredon<sup>3</sup> en Catalogne, furent unis au monastère de Moissac comme membres immédiatement dépendants. Cela se fit environ l'an 1100, comme on conjecture avec grand fondement de la bulle de Pascal II, expédiée en ladite année, dans laquelle Moissac se trouvoit uni à Cluny sans réserve et sans condition, et sans que l'évêque de Cahors y fit plus de résistance. Il ne se parle plus de ces trois monastères ni dans aucune des bulles suivantes, non plus que de Sainte-Marie de Toulouse dès la seconde bulle de Pascal II de l'an 1109, parce que sans doute elle fut unie à Moissac dans l'intervalle de ces deux bulles de Pascal, et le monastère de Moissac commençant d'être inséré dans les bulles, les quatre susdits monastères y perdent leur nom, comme font les petites rivières quand elles sont unies à une grande. En effet, le catalogue des abbayes et des monastères dépendants de Cluny qui est dans la *Bibliothèque*, col. 1740 et 1741, fait mention de Sainte-Marie d'Arles, de Saint-Pierre de Campredon et de Sainte-Marie de Toulouse, comme étant membres de Moissac; mais je m'étonne qu'il n'a pas mis Eysses au

---

<sup>1</sup> Guillaume I<sup>er</sup> le Templier: il fut élu archevêque de Bordeaux en 1173 et mourut probablement en 1187.

<sup>2</sup> Notre-Dame d'Arles au diocèse de Perpignan.

<sup>3</sup> Du Tems dit *Champrond*, ce qui est bien la traduction de *Campus rotundus*. Elle étoit située dans le diocèse de Gironde, en Catalogne, d'abord suffragant de Narbonne, et ensuite de Tarragone.

même rang; au contraire, il l'a mis parmi les dépendances de Cluny sous le titre d'abbaye avec son prieuré d'Emal ou Aymet, ce qui donneroit à présumer qu'elle n'étoit pas encore unie à Moissac. Quoi qu'il en soit, il est indubitable que le monastère d'Eysses, outre son union à Cluny, a été aussi uni à Moissac, sans avoir perdu dans ces unions le titre et qualité d'abbaye qu'il possédoit sans doute auparavant, et l'a toujours conservé depuis, suivant la bulle de Pascal II en la *Bibliothèque de Cluny*, col. 523, qui ne défend ce titre, sinon aux prieurés et monastères qui, au temps de leur union, n'avoient pas d'abbé ou titre d'abbaye.

On prouve cette union à Moissac et ce titre d'abbaye très évidemment par une transaction et sentence arbitrale de l'an 1264 du cinquième de mars, le sujet de laquelle étoit plusieurs différends entre Pierre, évêque d'Agen, et son chapitre d'une part, et Bertrand, abbé de Moissac, et son monastère, d'autre, touchant la juridiction sur le monastère d'Eysses, l'élection de l'abbé qui devoit être pris et élu par les religieux d'Eysses,—touchant la visite et correction de l'abbé et des religieux, confirmation de l'abbé après l'élection;—et d'ailleurs entre l'évêque et Bernard, abbé d'Eysses, pour la moitié du dime de Saint-Avit de Leyros, et de Saint-André proche Monflanquin et de Monflanquin pour le règlement de ce que devoit prendre le curé ou chapelain pour dix sols arnaldens <sup>1</sup> de pension qu'il faisoit de redevance au

---

<sup>1</sup> Arnalden, ou Arnauden, *Arnaldensis*, sorte de monnaie, spécialement des comtes de Lomagne, ancien petit pays de France dans la Gascogne, faisant aujourd'hui partie des départements du Gers et du Tarn-et-Garonne. Plusieurs de ces vicomtes s'appelaient Arnaud, d'où l'épithète *arnaudin*. Telle est l'origine de ce mot, selon Du Cange qui, entre autres exemples, en apporte deux de l'époque et de la région même dont parle notre texte. Le premier est tiré d'une charte de Jean de Greilly, sénéchal de Gascogne en 1283, et contenue dans le registre de la constablerie de Bordeaux : il y est dit : *habuisse et recepisse... à Joanne Episcopo Agennensi 300 librarum bonorum Arnaldensium*. L'autre exemple emprunté au même registre et de l'année 1303, prouve que cette monnaie, avait alors cours à Agen : *In Agenno currunt Arnaldenses*. Cf. Du Cange *Glossarium ad scriptores medie et infimae latinitatis*, Vi<sup>o</sup> *Arnaldensis*, *Arnauden*). — « La monnaie arnaudine, dit M. Gerbeau, était frappée par les évêques d'Agen et prenait son nom probablement d'Arnaud de Beauville » — qui se démit en 1049. — « Les documents la mentionnent depuis 1040 jusqu'à 1303. Un exemplaire unique de cette monnaie a été découvert à Périgueux en 1880 » (*Essai historique sur la baronnie de Pujols* ; Agen, 1891, in-8°, p. 33).

monastère pour l'entretien d'une transaction faite entre Guillaume, évêque d'Agen, qui fut depuis patriarche de Jérusalem, et l'abbé d'Eysses, pour la présentation de Motentezac et de Monségur, pour le quart du dime de Bias.

Les parties prirent pour arbitre Augier, abbé de Condom, M<sup>r</sup> Bertrand Gardella, chanoine et official d'Agen, et Hugues, moine cellérier de Moissac, sous peine de cent marcs d'argent contre celui qui contreviendrait aux ordonnances qu'ils feroient. Ils ordonnèrent :

1° Que quand l'abbaye viendrait à vaquer, les religieux se rendroient à Moissac pour y élire un abbé du corps et chapitre de Moissac.

2° Que l'abbé de Moissac le confirmeroit.

3° Que l'abbé de Moissac auroit droit de visiter et corriger l'abbé et les religieux dans l'enclos du monastère.

4° Que l'évêque d'Agen bénirait l'abbé élu et confirmé, qui ne se pourroit adresser ailleurs pour avoir sa bénédiction.

5° Que l'abbé se trouveroit au synode diocésain deux fois l'an.

6° Que l'abbé et les religieux garderoient les statuts du Synode et commandements de l'évêque, en tant qu'ils ne seroient pas contraires aux privilèges et grâces concédées par le Saint-Siège à l'ordre de Cluny et aux statuts du Chapitre dudit Cluny.

7° Que l'évêque auroit procuration (qui est l'obligation de le défrayer pendant sa visite) dans le monastère tous les ans, à raison de l'église paroissiale de la ville d'Eysses.

8° Que l'évêque auroit plein droit pour le spirituel hors l'enclos du monastère, tant dans la ville d'Eysses que dehors dans les églises et lieux du monastère d'Eysses, mais n'auroit pas droit sur l'abbé et religieux, même hors l'enclos du monastère en tout ce en quoi ils auroient des privilèges exprès de Cluny ; qu'il auroit droit de les contraindre s'ils manquoient de se faire bénir à lui après leur élection et confirmation, d'assister au Synode deux fois l'an sans cause ou empêchement légitime, de garder les statuts synodaux selon les conditions sus alléguées, de payer le droit de visite et de le recevoir processionnellement la première fois qu'il viendrait au monastère, ou toutes fois et quantes qu'il viendrait de la Cour de Rome et se retireroit au monastère ; s'ils ne lui permettoient d'annoncer la parole de Dieu dans le monastère et chapitre, et qu'en ce cas il les puisse excommunier s'ils sont dans son diocèse, nonobstant la juridiction du monastère de Moissac.

9° Qu'il pourra prêcher publiquement la parole de Dieu au chapitre quand il viendra prendre au monastère le droit de visite, en sorte néanmoins qu'il ne songera de prendre connoissance des personnes de l'abbé ni des religieux, ni de l'état du monastère, ni du droit de corriger et visiter le monastère.

10° Que le seigneur évêque jouira de la moitié du dîme du blé et des vins, et autres choses des paroisses de St-Avit, de Leyros et de St André près Monflanquin, et de Monflanquin, à la réserve du dîme du lin et du chanvre, de la laine des agneaux, des chevreaux, des cochons, et autres dîmes personnels ; lequel dîme sera du prieur et du chapelain ou curé ; excepté aussi de la dîme de la vigne du prieur de Monflanquin jusques à dix dinerades <sup>1</sup>, si tant est qu'il la fasse travailler et cultiver à ses mains et à ses frais ; que les abbés de Moissac et d'Eysses feront valoir les fruits provenant de cette moitié de dîme annuellement 70 livres.

11° Pour le prieur et chapelain de Monflanquin, ils auront par égales portions toute la prémice du lin, du chanvre, des laines, des agneaux, des chevreaux, des cochons, et tous les dîmes personnels des paroisses, toutes les offrandes et pieux legs qu'on leur fera, ou conjointement ou séparément.

12° Que ledit chapitre sera obligé de faire les offices et services desdites églises, et qu'il payera annuellement cinq sols arnaudens des dix que ci devant il étoit obligé de payer.

13° Que l'abbé d'Eysses et son monastère auront droit de présenter la cure de Montentezac et de Monségur, celle de Saint-Avit et de Saint-André de Monflanquin, et qu'en reconnaissance ils paieront annuellement au chapitre d'Agen, le jour de saint Etienne, dix sols tournois ; mais ils seront exempts de payer *marabotinum*, comme ils souloient faire annuellement : on ne sait en quoi consistait cette redevance <sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> *Denariatu, Denairada*, pretium rei per denarios (Du Cange, *Glossarium*, v° *Denariata*).

<sup>2</sup> Notre auteur ne pouvait en effet consulter le *Glossaire* de Du Cange — il ne parut qu'en 1578 — bien moins encore les suppléments qui y furent ajoutés postérieurement par les bénédictins de la Congrégation de S.-Maur. Le *Marabotinus*, ou *Marbotinus*, en français *Marbotin*, était une monnaie d'Espagne, ordinairement d'or. Une charte de 1270 porte qu'un nommé Guillaume *Debet Domino Duci (Aquitaniae) unum marbotinum sporlae in mutatione Domini*. (Du Cange, v° *Marabotinus*).

14° Que la transaction faite ci devant entre Guillaume, évêque d'Agén, et l'abbé d'Eysses, seroit exécutée en tous les points auxquels on ne dérogeoit pas par la présente.

15° Que la quatrième partie du dime de Bias dont l'évêque jouissoit appartiendrait désormais à l'abbé et monastère.

16° Que l'abbé de Moissac tiendrait la main à faire exécuter ce que dessus pour ce qui concernoit le seigneur évêque, l'abbé et monastère d'Eysses; et que l'évêque aussi y tiendrait la main pour ce qui concernoit l'abbé de Moissac.

17° Qu'on feroit ratifier la présente transaction et sentence arbitrale à l'abbé et monastère de Cluny, aux dépens d'Eysses, et qu'à frais communs on en poursuivrait la confirmation en Cour de Rome.

18° Qu'on en feroit six extraits authentiques, scellés du sceau de l'évêque et de son chapitre, des abbés de Moissac et d'Eysses, et du sceau de l'abbé de Figeac pour le monastère d'Eysses qui n'avoit point de sceau.

*Haec omnia praedicta, universa et singula fuerunt acta et concessa in claustrum ecclesiae Sancti-Stephani de Agenno, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo quarto 15<sup>a</sup> die ab introitu martii, praesentibus et testibus ad hoc specialiter vocatis et rogatis religiosi viris, Gausberto, Dei gratia abbate Sancti-Maurini, Petro Bertrando priore de Neyraco, Roberto Bertrando priore de Moyras, Petro priore de Aculeo, Domino Raymundo, abbatibus archidiacono... etc.*

En second lieu, la même chose se prouve par une bulle du Saint Père qui vuide un différend entre les monastères de Moissac et d'Eysses, touchant l'élection de l'abbé d'Eysses, environ l'an 1329, comme on verra ci après.

Troisièmement, par un acte de l'an 1402, 2 de novembre, dans lequel l'abbé de Moissac accompagné de l'abbé de Campredon en Catalogne qui dépendoit aussi de Moissac, vint au monastère d'Eysses et y fit divers réglemens sur divers différends qui étoient entre l'abbé et les religieux et officiers, et il y a plusieurs autres titres qui prouvent sa juridiction sur le monastère d'Eysses.

Le nombre des religieux au dit monastère étoit de vingt-deux, comme on voit dans la *Bibliothèque de Cluny*, col. 1740, en confirmation de quoi on en trouve autant de soussignés sous l'abbé Arnaud Raymond Coyssels l'an 1300; et l'an 1332, sous l'abbé Gérard de la Lande il y en avoit vingt-trois; voire même en l'an 1408, Bernard de Raymond, abbé, dans un accommodement qu'il fit avec les religieux touchant les réparations, avoue qu'il y en avoit eu par le passé jusques au nombre de quarante.

### VIII. — CHOSES REMARQUABLES.

On sait par tradition assurée que l'église d'Eysses, avant qu'on la ruinât, étoit fréquentée d'un grand abord de peuple qui y venoit, non seulement du voisinage mais encore de très loin, des extrémités du royaume et des pays étrangers, à cause de la dévotion qu'on portoit à saint Gervais pour être délivré ou préservé du haut mal ou caduc, accompagné d'un fréquent et ordinaire aboiement ; et il y avoit une confrérie dont les confrères se rendoient à Eyssès, même après la démolition de l'église. Mais peu à peu cela se changea en abus, à cause des courses des hérétiques voisins, du temps de la Ligue ; ce qui occasionnoit que les confrères y venoient en armes, et ce qu'on faisoit pour lors par nécessité, on le faisoit après par coutume, y venant tambour battant avec les mousquets, la mèche allumée, et plutôt en soldats qu'en confrères. Enfin tout cela est aboli, et ne reste plus rien qu'une foire qui se tient à l'entour du monastère le jour de saint Gervais. Dans un rôle de l'an 1579, il y avoit encore soixante-neuf confrères.

Pour ce qui est des reliques, la tradition dure encore qu'on avoit dans ce monastère le corps de saint Advin ; et outre la tradition il y reste une pierre d'autel de trois pieds dix pouces de long, d'un pied neuf pouces de large, et épaisse de dix pouces ; au milieu il y a une petite fossette taillée en carré comme à deux petits degrés, et à l'entour de ladite pierre on trouve gravées ces lettres à la forme qu'elles sont ici couchées :

HIC REQUIES

CIT BEATISSIMUS. ADVINUS EPIS

CORPUS URBIS ROMÆ

La tradition porte qu'on mit le corps saint dans une chässe d'argent en forme de demi corps, qui fut enlevée avec les reliques et quelques

gouttes de lait de Notre-Dame<sup>1</sup> et une petite pièce de sa robe, avant la démolition du monastère, la veille de la fête de la Purification, on ne sait précisément quelle année.

Personne n'a su dire d'où étoit ce saint Advin, mais seulement que, étant évêque et faisant voyage, il mourut et fut enterré au monastère. On n'a non plus pu savoir quel jour on faisoit la fête de ce saint, ni quand on commença : mais depuis quelques années, sur la croyance que Messieurs les anciens religieux eurent qu'on en avoit fait fête ci devant, ils recommencèrent de la faire avec office double, et assignèrent pour cet effet, plutôt par accident qu'autrement, le quatrième jour de février, et du depuis on a toujours continué.

On présume, par ces mots *Episcopus urbis Romae*, que peut-être il vivoit du temps des Ariens, et qu'à la distinction des évêques hérétiques, il s'appeloit évêque de la ville de Rome pour exprimer sa religion et qu'il tenoit la même croyance que le pape qui étoit évêque de Rome, comme nous nous disons chrétiens catholiques-romains ; car, au reste, il n'y a eu aucun pape romain appelé Advin, ni dans le martyrologe on ne trouve aucun saint qui porte ce nom. On pourroit aussi avec fondement l'appeler évêque de la ville de Rome s'il avoit été fait et consacré évêque à Rome, et envoyé de là comme évêque régional<sup>2</sup> pour prêcher contre les hérétiques ; car, en ce cas-là, il n'auroit point de siège épiscopal en particulier dont il pût être appelé évêque, et seroit appelé convenablement de Rome pour les raisons susdites, et pour le distinguer des autres évêques qui avoient leur siège épiscopal désigné en particulier : et c'est l'opinion plus véritable, car on trouve dans Aimon, au livre 5 de son *Histoire*, chapitre 16, page 297<sup>3</sup>, un évêque tout semblable à celui-là et portant la même qualité ; racontant que quand l'abbé Adrebal fut envoyé

---

<sup>1</sup> Sur le lait et autres reliques de la Très Sainte Vierge, cfr. Trombellé, *Mariae sanctissimae Vita ac Gesta* ; Bononiæ, 1765, in-4°, t. VI, p. 140 et suiv.

<sup>2</sup> Un évêque régional étoit un missionnaire évangélique avec le caractère épiscopal, mais sans siège particulier auquel il fût attaché, afin qu'il pût aller prêcher et faire les autres fonctions du saint ministère partout où l'Esprit de Dieu et le besoin des peuples le conduiroient.

<sup>3</sup> Le renvoi à la page 297 correspond exactement à l'édition d'Aimoin donnée en 1602 par D. Jacques Du Breul : nous avons donc raison plus haut de supposer que notre auteur a travaillé sur cette édition.



par Louis le Débonnaire vers le pape Grégoire, ledit pape le renvoya chargé de présents : *Mittens cum eo duos episcopos, Petrum Centum Cellensis urbis, et Georgium regionarium Romanae urbis simul episcopum*. Tel étoit notre saint Advin, et suivant cette opinion qu'il étoit évêque et régionnaire, il seroit fort croyable qu'il fut envoyé en cette qualité pour prêcher au pays Agenois contre les Albigeois, qui étoient en très grand nombre, où il mourut et fut enterré à Eysses.

Outre ce saint corps, il y avoit d'autres reliques au monastère, qui furent transportées à Villeneuve dans la chapelle de Saint-Martial, dont on fit inventaire l'an 1534, le vingt-huitième de juin, par devant deux religieux, dans lequel on voit un os carré de saint Martial, et deux petits os dans un reliquaire de laiton émaillé.

Item un os du doigt de sainte Radegonde, et un petit reliquaire rond de laiton, où étoit aussi un paquet de reliques des saints Clou, Ferréol, Léon, Quintin, sainte Anasthasie, et autres deux, dont on n'a su lire les noms.

Item un reliquaire de laiton rond ayant de petits piliers où il y avoit des reliques de saint Chinian (c'est saint Aignan).

Item un reliquaire de bois en forme de bras, où étoient quelques reliques de saint Martial. On a trouvé ledit inventaire dans un registre de notaire qui vivoit en ce temps-là.

(A continuer.)

---

Le Directeur-Gérant,

AD. NAGEN.

---

Agen, Imprimerie V<sup>o</sup> Lamy, rue Voltaire, 43.

# LES IBÈRES

---

Avant la conquête du midi de la Gaule par les Francs, et sous les premiers successeurs de Clovis I<sup>er</sup>, on ne désignait encore, sous le nom de Vasconie, que le versant sud des Pyrénées occidentales, avec la petite portion du littoral de l'Océan bornée à l'ouest par l'ancien pays des Vardules, et finissant, du côté de la Gaule, au promontoire Oeaso, actuellement représenté par le Cabo del Higuer. Mais, par suite d'événements que je n'ai pas à raconter ici, l'appellation de Vasconie s'étendait déjà, dès le VII<sup>e</sup> siècle, à la portion du sud-ouest de la Gaule correspondant à peu près à la Novempopulanie du Bas-Empire.

A dater de cette extension, et jusqu'au temps des premiers rois de Navarre, l'histoire de la Vasconie cispyrénéenne, et plus tard celle du duché héréditaire de Gascogne, sont souvent inséparables de celle de la Vasconie espagnole.

Je compte donc les étudier simultanément à l'heure propice. En attendant, je constate que l'immense majorité de nos érudits accepte les Vascons espagnols comme les descendants des anciens Ibères. Jusqu'à ce jour, tous ont admis que, vers l'année 587 de notre ère, ce peuple déborda dans la portion la plus occidentale du versant nord des Pyrénées novempopulaniennes, autrement dit dans les futurs Pays de Labourd, de Basse-Navarre et de Soule, qui forment le Pays Basque français. Ainsi, d'après cette doctrine, il faudrait rattacher aux Ibères, par les anciens Vascons d'Espagne, tous les Basques de race et de langue. Or, on parle basque, en France, dans les trois régions susnommées. En Espagne, on fait plus usage du même idiome dans l'ancienne province de Guipuzcoa, et dans une portion de celles d'Alava et de Biscaye, dont l'ensemble forme les Provinces Vascongades (*Provincias Vascongadas*), ainsi que dans la portion occidentale de la Vasconie transpyrénéenne ou Navarre proprement dite qui confine aux Provinces Vascongades. Dans leur ensemble, celles-ci représentent, et sans conteste, les territoires des anciens Vardules, Caristes et Autrigons.

Telle est l'opinion universellement reçue. Je l'ai moi-même professée jusqu'à ces derniers temps, et je m'en accuse. Il ne m'est plus possible d'y persister. C'est pourquoi j'affirme ici, en attendant de le prouver ailleurs : 1° Que les habitants du Pays Basque français descendent d'Aquitains établis dans cette portion des Pyrénées avant les temps historiques, et qui n'ont jamais été romanisés, comme le furent les autres habitants de la Novempopulanie ; 2° Qu'à aucune époque, et notamment vers 587, les Vascons espagnols n'ont jamais conquis le moindre territoire en-deça des monts ; 3° Que l'extension du nom de Vasconie à la Novempopulanie dès le VII<sup>e</sup> siècle, provient de causes tout autres qu'une prétendue conquête.

Mais, en acceptant même cette démonstration comme déjà faite, l'historien de la Gascogne ne saurait pourtant s'exonérer d'une étude spéciale sur les vieux Ibères, présentés si volontiers, non seulement comme les ancêtres des Vascons espagnols, mais aussi comme ceux de tous les autres Basques établis au-delà et en-deça des Pyrénées. Tel est précisément l'objet de ces recherches, où je ne ménage pas mes prédécesseurs. Je supplie les érudits compétents de me juger avec la même sévérité.

§ I. — DOMAINE DES IBÈRES. — Dans la Péninsule espagnole, comme dans le midi de la France, on a maintes fois découvert d'incontestables vestiges de la très ancienne existence de l'homme. Je laisse à d'autres le soin de raisonner ou de déraisonner là-dessus. Pour moi, la véritable histoire ne commence qu'avec les plus vieux écrits.

Les Ibères (*Hiberes*, *Iberes*. *Hiberi*, *Iberi*. Ἰβηρες). sont à coup sûr la plus ancienne race historique de l'Europe occidentale. Leur pays portait le nom d'Ibérie, (*Iberia*, Ἰβηρια), à cause du fleuve de l'Èbre (*Iberus*, *Hiberus*, Ἰβηρος), qui arrose une partie de l'Espagne (*Hispania*, Ἰσπανία). Mais le domaine des Ibères ne se bornait pas originairement à cette Péninsule. Il faut y ajouter d'abord la primitive Aquitaine, approximativement bornée par l'Océan, la chaîne des Pyrénées, et le cours de la Garonne. Attribuons-lui également le surplus de la Gaule méridionale jusqu'au Rhône, dans la direction du levant.

Ceci est prouvé non seulement par le témoignage de Strabon, mais aussi par celui de Hérodore, historien du V<sup>e</sup> siècle avant J.-C. <sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> STRAB., *Geogr.*, I. IV, c. I, § 19.

Le *Périple* de Scylax, dont la rédaction peut remonter au temps d'Alexandre-le-Grand, nous montre les Ibères établis dans la contrée comprise entre les Pyrénées et le Rhône <sup>1</sup>. Pline atteste aussi qu'à l'époque d'Eschyle, c'est-à-dire pendant la première moitié du v<sup>e</sup> siècle avant J.-C., le Rhône était un fleuve de l'Ibérie <sup>2</sup>. Un auteur du v<sup>e</sup> siècle de notre ère, Festus Avienus, dont les ouvrages sont traduits ou imités des anciens poètes et logographes, répète, et assurément d'après un plus ancien auteur, que le Rhône limitait les Ibères et les Lyges <sup>3</sup>.

Mais avant les temps immédiatement antérieurs à la conquête de la Gaule par les Romains, l'Ibérie ne dépassait déjà plus la chaîne des Pyrénées. Là-dessus, nous avons les témoignages formels de César <sup>4</sup>, de Silius Italicus <sup>5</sup>, de Pline <sup>6</sup>, de Strabon <sup>7</sup>, de Ptolémée <sup>8</sup>, d'Agathémère <sup>9</sup>, etc. Est-il besoin d'ajouter qu'à cette dernière époque la limite était purement administrative, puisque la Gaule et l'Espagne se trouvaient toutes deux au pouvoir des Romains ?

§ II. — RACE. — Les Ibères, dit Tacite, et il s'agit ici des Ibères de race pure, avaient le visage basané, et les cheveux le plus souvent frisés <sup>10</sup>. Jordanès, improprement appelé Jornandès, affirme que ces cheveux étaient noirs <sup>11</sup>. Tel devait être, en effet, le cas le plus gé-

---

<sup>1</sup> HERODOR. HERACL., *Fragm. hist. graec.*

<sup>2</sup> Pyrene celsa mimbosi verticis arce,  
Divisos Celtis late prospectat Hiberos,  
Atque aeterna tenet magnis divortia terris.

SIL. ITALIC., *Punic.*, l. III, v. 417-419.

<sup>3</sup> Aquitania a Garumna flumine ad Pyrenaeos montes et eam partem Oceani quae est ad Hispaniam. CAESAR, *Bell. Gall.* l. I, c. 4.

<sup>4</sup> Pyrenaei montes Hispanias Galliasque distimulant promontoriis in diversa maria proiectis. PLIN., *Nat. hist.*, l. III, c. IV (III).

<sup>5</sup> Nam quod Aeschylus in Iberia, hoc est in Hispania Eridanum esse dixit, eundemque appellari Rhodanum. PLIN., *Nat. Histor.*, XXXVII, 11.

<sup>6</sup> FEST. AVIEN., *Ora maritim.*, V. 608-610.

<sup>7</sup> SCYLAX, *Peripl.*

<sup>8</sup> PTOLÉM., *Geogr.*, l. II, c. 7, proem.

<sup>9</sup> AGATHEMER., *Geogr. inform.*, 7.

<sup>10</sup> Colorati vultus, torti plerumque crines. TACIT., *Agric.*, II.

<sup>11</sup> JORDAN., *De Reb. Get.* Cet historien copie d'ailleurs le passage précité de Tacite.

néral. Mais il y avait aussi des Espagnols blonds, surtout dans les contrées où les Ibères s'étaient plus intimément mélangés avec les races étrangères, et en particulier avec les Celtes. Nous avons là-dessus les témoignages précis de deux auteurs classiques <sup>1</sup>.

Lelewel, qui a étudié la numismatique des Ibères, trouve les têtes de leurs médailles généralement semblables entre elles, et offrant un idéal dont elles s'éloignent rarement, ou très peu : l'œil grand, l'arcade sourcillière unie ainsi que le front, le nez fort, la barbe et les cheveux bouclés <sup>2</sup>. Il attribue plus de variété aux figures gauloises <sup>3</sup>.

Voilà tout ce qu'il est raisonnablement permis d'avancer sur les caractères ethniques des anciens Ibères. Le type des hommes de cette race semblerait d'ailleurs avoir subi de fort bonne heure de notables altérations. Nous lisons, en effet, dans Diodore de Sicile, que « les Celtes et les Ibériens se firent longtemps la guerre au sujet de leur habitation, mais que ces peuples s'étant enfin accordés, habitèrent en commun le même pays, et que, s'alliant les uns aux autres par des mariages, ils prirent le nom de Celtibériens composée des deux autres <sup>4</sup> ».

---

<sup>1</sup> Sur les chevelures blondes de certains Espagnols, nous avons d'abord deux passages de Silius Italicus.

Hos duxere viros flaveni vertice Phorceys.

SIL. ITALIC., *Punic.*, III, 402.

Inde comam rutilus, sed cum fulgore nivali  
Corporis, implevit caveam clamoribus omnem  
Eurytus.

*Id. Ibid.* XVI, 402.

Phorceys était le chef des Tartessiens.

Le passage ci-après de Calpurnius Flaccus n'est pas moins probant. Il en existe deux variantes, l'une affirmative et l'autre interrogative. Dans les deux cas, le renseignement reste le même. Ce passage se trouve dans Quintilien, (édit. Dussault), VI, p. 323-24 : « Hispaniae vultus non eodem omnes colore tinguntur. »

Cependant l'Espagnol Martial, qui était de sang très mêlé (*ex Iberis Celtisque genitus*, X, 65 ; IV, 55, etc.), oppose à la chevelure longue et onduyante d'un enfant de la Grèce (*tu flexa nitidus coma vagaris*) ses cheveux espagnols, raides et rebelles (*Hispanis ego contumax capillis*, X, 65).

<sup>2</sup> LELEWELL, *Types gaulois*, p. 42.

<sup>3</sup> DIODOR. SICUL., *Bibl. hist.*, V, 33.

D'après bon nombre d'érudits, il ne faut pas inférer de ce passage que les Celtes se soient plus ou moins mêlés aux Ibères sur toute l'étendue de la Péninsule. Strabon, citant Éphore <sup>1</sup> et d'autres auteurs anciens, déclare qu'en Europe tous les peuples établis à l'occident de la Méditerranée étaient compris sous le nom de Celtes, que ceux qui étaient au nord, se nommaient Scythes, et ceux du sud Éthiopiens. De là, disent ces savants, on doit conclure que le mélange des deux races n'eut lieu qu'en Celtibérie, dont la situation est parfaitement connue.

Le mélange de Celtes et d'Ibères, dont parle Diodore, est d'ailleurs confirmé par tout ce que les autres auteurs rapportent des Celtibères, qui furent la force de l'Espagne. <sup>2</sup> On nous les dépeint comme aussi agiles <sup>3</sup>, aussi durs à la fatigue, à toutes les privations, et aux souffrances, que les autres peuples ibériques. D'après Diodore, ils l'emportaient même en opiniâtreté sur les Lusitaniens <sup>4</sup>.

§ 2. — *LANGUE.* — J'ai souvent dit ailleurs que les savants contemporains font dériver les Basques transpyrénéens et cispyrénéens des anciens Vascons, et ceux-ci des vieux Ibères répandus à une époque très reculée dans la Péninsule et dans le midi de la Gaule. Ces érudits considèrent comme prouvé, par l'histoire et par la langue, que l'idiome des Ibères fut jadis parlé, non seulement en Espagne, mais aussi dans la primitive Aquitaine. Me voilà donc forcé d'étendre, pour une fois, ces recherches de l'autre côté des monts. La partie correspondante de mes futures recherches sur l'Aquitaine se trouvera, par suite, abrégée d'autant.

Et d'abord, d'où vient l'opinion qui fait du basque l'idiome des anciens Ibères ?

Sous une forme rudimentaire, on trouve déjà cette indication dans Joseph Scaliger <sup>5</sup>, Paul Merula <sup>6</sup>, Mariana <sup>7</sup>, etc. Sans doute, ces

---

<sup>1</sup> STRAB., *Geogr.* l. I. c. 11, § 28.

<sup>2</sup> FLORUS, *Epit. de gest. Rom.*, II, 17.

<sup>3</sup> TIT. LIV., *Hist. Rom.*, XXXVII, 2.

<sup>4</sup> DIODOR. SICUL., *Bibl. hist.*, V. 34.

<sup>5</sup> JOS. SCALIGER, *Opuscula varia*, 112.

<sup>6</sup> MERULA, *Cosm.*, Pars II, l. II, c. 8.

<sup>7</sup> MARIANA, *Hist. de reb. Hisp.*, l. I, c. 1.

savants trouvent plus pompeux de désigner les populations de langue basque sous le nom de Cantabres. Mais qu'importe, puisque ce sont bien les Basques espagnols qui sont visés? Il est prouvé d'ailleurs que le duché de Cantabrie, tel que nous le voyons constitué durant le haut moyen-âge, englobait, avec d'autres populations, tous les Basques espagnols, sauf ceux de la basse région de la Navarre primitive, à une certaine époque de l'occupation sarrasine.

Ambrosio de Morales n'est pas du même avis que Scaliger, Merula et Mariana. Certains mots espagnols, conservés par Pline et par d'autres auteurs de l'antiquité, manquent, dit-il, dans le glossaire des Basques. Donc, leur langue ne s'étendit jamais à toute la Péninsule <sup>1</sup>. Mais est-il bien certain que ces mots fussent exclusivement espagnols?

Le premier auteur qui ait affirmé, en motivant son opinion, que le basque actuel procède du langage des anciens Vascons et des vieux Ibères, est Oihenart dans sa *Notitia utriusque Vasconiae*. Sa doctrine est, du reste, modérée relativement. On n'a fait depuis, et surtout durant notre siècle, que l'exagérer dans des proportions énormes, et fécondes en toutes sortes d'erreurs. Mais c'est d'Oihenart dont j'ai d'abord à parler.

Pour cet érudit, les Vascons espagnols descendent des vieux Ibères, dont l'idiome se divisait en deux dialectes. L'un de ces dialectes, aujourd'hui représenté par le basque, était usité, non seulement chez ces Vascons, mais aussi chez les Vardules, les Autrigons, les Caristes, les Astures, les Gallaeques et les Lusitaniens. Strabon attestant que tous ces peuples avaient les mêmes mœurs et coutumes, Oihenart en infère qu'ils devaient avoir aussi la même façon de parler. Le second dialecte était en usage parmi les autres peuplades ibériennes <sup>2</sup>.

Toujours d'après cet érudit, le basque aurait, durant la domination des Visigoths en Espagne, été propagé de la Vasconie dans les pays

---

<sup>1</sup> MORALES, *Coronica general de Espana*, l. IX, c. 8.

<sup>2</sup> OIHENART, *Nota utr. Vasconiae*, l. I, c. 13.

des anciens Vardules, Caristes, et Autrigons<sup>1</sup>, postérieurement re-

<sup>1</sup> Voici quelques renseignements que je crois utiles, sur les Vardules, Caristes et Autrigons.

VARDULES. — *Varduli*, Mela, III, 3, IV, 22; III, 4. Οὐάρδουλοι Ptolem., II, 6, § 65. Certains les confondent avec les Βαρδυνῆται de Strabon, III, 4, § 67. Ce peuple était établi dans une portion difficile à déterminer des provinces actuelles de Guipuzcoa et d'Alava. Ptolémée (II, 6, § 64, 65, 66.) le localise à l'orient des Caristes, et au couchant des Vascons. Il place sur le littoral de la Vardulie le fleuve Μηνόσκη (II, 6, § 9), qui est le *Menoscus* de Pline (IV, 29), que bon nombre d'érudits identifient avec le *Menlascus*. Ptolémée (II, 6, § 65) nomme sept villes sises dans l'intérieur des terres : 1° Γαδάλα, que je n'ose localiser ; 2° Γαδάλαια, dont l'identification est difficile ; 3° Τουλλόιον, le *Tullonio*, de l'Itinéraire d'Antonin, que les érudits prétendent retrouver à Alegria ; 4° Ἄλβα, l'*Alba*, de l'Itinéraire d'Antonin, aujourd'hui Albaniz ; 5° Σιγουτία Πιράμικα, dont la situation est inconnue ; 6° Τριτίον Τουδόνικον, peut-être Motrico ; 7° Θαδούκη, qu'il serait périlleux d'identifier.

CARISTES. — *Caristi*, Plin., IV, 4. Καριστοί, Ptolem. II, 6, § 8 et 64. Ce dernier auteur fait déboucher sur le littoral appartenant à ce peuple le petit fleuve appelé Δηούα, c'est-à-dire la Deva, qu'il ne faut pas confondre avec un autre cours d'eau de même nom. Ce dernier tombe dans la mer entre le Cabo Hoyhambre et le Cabo Mendia. Dans l'intérieur des terres, Ptolémée donne trois villes aux Caristes : 1° Σουεστάσιον, le *Sestatio* ou *Suestatio* de l'Itinéraire d'Antonin et qui est placée par ce document, entre *Tullonio* (Alegria) et *Beleia* (Iruna) ; 2° Τουλλία, dont la position est incertaine ; 3° Ουέλια, la *Belgia*, de l'Itinéraire d'Antonin, la *Belgia* de la *Notitia dignitatum*, la *Belgia* de l'Anonyme de Ravenne, dont Pline (III, 28), appelle les habitants *Velienses*, et qui est probablement représentée aujourd'hui par Arinez ou Iruna. Toujours d'après Ptolémée, les Caristes étaient placés au levant des Autrigons, et au couchant des Vardules.

AUTRIGONS. — *Autrigones*, Mel., III, 1, 10 ; Plin., III, 3. *Aurigones*, Flor. 4, 12, 47. Ἀυτρίγονες. Ptolem., II, 6, § 52, 54, 64 et 65. Ce dernier géographe place les Autrigons au levant des Cantabres proprement dits, des Cantabres de l'époque impériale. Il les fait confiner aux Caristes vers le couchant, aux Berons vers le midi, en occupant une position sur l'une et l'autre rive de l'Èbre. Le même auteur attribue aux Autrigons les sept villes suivantes : 1° Οὐξαμα Βάρκα, que je n'ose identifier ; 2° Σεγισαμόνουλον, la *Segasa numelo*, de l'Itinéraire d'Antonin, sise entre *Libia* (Leyva), et *Virovesca*, (Cribies) ; 3° Οὐρούεσσα, la *Virovesca* de Pline, III, 27) et de l'Itinéraire d'Antonin, la *Virobesca* de l'Anonyme de Ravenne, aujourd'hui Bibriesca ; 4° Ἄντεκουία, dont la



présenté par les Provinces Vascongades, autrement dit le Guipuzcoa, l'Alava et la Biscaye.

position est inconnue ; 5° Δεόβριγα, certainement la *Deobriga* de l'Itinéraire d'Antonin, mais qu'il est difficile d'identifier exactement ; 6° Οὐινδελεία, la *Vindeleia* de l'Itinéraire d'Antonin, représentée peut-être par Pancorvo ; 7° Σαλιόχα, dont la situation est inconnue.

Voici quelques indications géographiques sur les anciennes Provinces Vascongades :

PROVINCE DE GUIPUZCOA en 1879. — I. *Partidos*, comprenant : San-Sebastian, Tolosa, Aizpetia, Mondragon, Vergara, Deva, Motrico, Elgoybar, Fuenterabia, Guetaria, Cestona, Hernani, Zumaya, Eybar, Elqueta, Berastegui, Anzuola, Besain. — II. *Alcadias mayores*, comprenant Areria, Sayaz, Aiztondo. — III. *Uniones*, comprenant : Santa-Cruz de Arguisano, Ainsu, Aizpurua, Bozue mayor, Rio Oria, Vallereal de Leniz, divisé en deux portions : ( Escoriaza et Archaveleta ).

PROVINCE D'ALAVA, de 1567 à 1841. — I. *Hermanidad de Vitoria*, comprenant : Vitoria, Salinas de Anana, Bermedo, Guevara, Bergüenda y Fontecha, Estavillo, Morillas, Labraza, Tuyo, Portilla, Ijona, Lacha y Barria, Martioda, Oquina, Bellogin, Larrinzar, Andolu, San-Juan de Mendolia. — II. *Hermanidad de Salvatierra*, comprenant : Salvatierra, Iruraz, San-Millan, Araya y la Minoria, Campezo, Arana. — III. *Hermanidad de Ayala*, comprenant : Ayala, Arciniega, Llodio, Arrastaria, Urcabustaiz. — IV. *Hermanidad de Laguardia*, comprenant : Laguardia, Tierras del Conde, Marquinez, Berantevilla, Salinilla, Aramayona, Villareal. — V. *Hermanidad de Zuya*, comprenant : Zuya, Cuartango, La Ribera, Valdegovia, Valderejo. — VI. *Hermanidad de Mendoza*, comprenant : Mendoza, Gamboa, Barrundia, Asparrena, Yruna, Arinez, Los Huetos (ou Guetos), Badayoz, Cigoitia, Ubarrundia, Aranza, Lacoymonte.

PROVINCE DE BISCAYE en 1789. On y comptait huit districts ou *merindades*. — I. *Arratia*, comprenant sept paroisses (*anteiglesias*). — II. *Bedia*, comprenant deux paroisses. — III. *Bustaria*, comprenant vingt-sept paroisses. — IV. *Marquina*, comprenant une ville (*villa*) et deux paroisses. — V. *Uribe*, comprenant trente-quatre paroisses. — VI. *Zornoz*, comprenant quatre paroisses. — VII. *Durango*, comprenant onze paroisses. — VIII. *Valle de Orozco*, comprenant une seule paroisse. — Dans la Province se trouvaient en outre comprises, avec une existence distincte : Orduna, Bermeo, Bilbao, Durango, Elorrio, Guernica, Guernicaiz, Ermua, Lanestoa, Larrabezua, Lekeitio, Miravalles, Munguia, Ochandiano, Ondarroa, Plencia, Portugalete, Rigoitia, Valmaseda et Villaro. Venaient ensuite les quinze conseils dits *nobles* des *Encartaciones*, où la juridiction ordinaire était

Quant au basque cispyrénéen, encore parlé de nos jours dans les anciens pays de Labourd, de Basse-Navarre et de Soule <sup>1</sup>, autrement

exercée par les alcades ordinaires : Sopuerta, Galdames, Zalla, Guenes, Gordejuela, Arcentales, Carranza, Trucios, San-Julian, Musquiz, Santa-Juliana de Musquiz, San-Pedro de Abanto, San-Roman de Ciervana, San-Jorge de Santuru, San-Salvador del Valle, Santa-Maria de Sestao.

<sup>1</sup> Voici la composition du Pays Basque français :

LABOURD, comprenant : Aigonne, Ainhoa, Anglet, Arbonne, Arrangos et Bassussary, Ascain, Ahetze, Bayonne, Biarritz, Bidart, Briscons, Cambo, Cibourre, Espelette, Guétary, Hacsou, Hasparren, Itsatsou, Laressore, Loursoa, Macaye, Mendiondo, Sare, Souraïde, le Saint-Esprit, Saint-Jean-d-Luz, Saint-Jean-le-Vieux, Saint-Pé et Serres, Saint-Pé-d'Irube, et Villefranque avec Hendaye et Biriadou, Urcuit, Ustarrits, et Jaxou.

BASSE-NAVARRE. — I. *Pays d'Arberoue*, comprenant : Arberoue, Hélette, Isturits, Méharin, Suhescun, Saint-Esteban, Saint-Martin. — II. *Pays de Cize et de Châtellenie de Saint-Jean*, comprenant : Ahatxe, Alciette, Aincille, Barcassan, Béhorléguy, Janits, Jazu Iribi, Ispourre, Lacarre, La Madeleine, Mendibe, Mongelos, Sarrasquette, Sorhaburu, Saint-Jean-Pied-de-Port, Saint-Michel, Urrutialde, Utziat. — III. *Pays d'Irissary, Armendarrits et Lentabat*, comprenant : Armendarits, Ascombéguy, La Bastide de Clairance, Béhanne, Iholdy, Irissary. — IV. *Pays de Mixe*, comprenant : Armen-deux, Amoros, Arbérats, Arbouet, Arraute, Aysirits, Béguios, Béhasquen, Beyrie, Biscay, Camou, Charrite, Gabat, Garrin, Ilharre, Labets, Larribar, Masparraute, Oneix, Orègue, Orsanco, La Piste, Sillègue, Sombarraute, Succos, Suhast, Surhaute, Saint-Palais, Uhart. — V. *Pays d'Olabarret*, comprenant : Arhansus, Arros, Asme, Banus, Cibits, Hosta, Ibarre, Ibarrola, Juxue, Larcevau, Ostabat, Saint-Just. — VI. *Vallée de Baigorri*, comprenant : Accous, Anhaus, Arnéguy, Ascarat, Bastide, Ermiette, Jureléguy, Lasse, Leispars, Otticoren, Sorhouette, Saint-Étienne. — VII. *Vallée d'Ossès*, comprenant : Ahaïce, Bidarray, Exave, Eyharce, Galardu, Hosta, Irriberry, Ugarcin.

SOULE, comprenant : Abense-de-Haut, Abense-de-Bas, Ainharp, Alcabéhéty, Alçay, Alos, Arhan, Aroue, Arrast, Atherey, Aussurucq, Barcus, Berraute, Berrogain, Camou, Charrite-de-Haut, Charrite-de-Bas, Chéraute, Chihigue, Domezain, Espès, Etchebar, Garindein, Gestas, Gotein, Haux, Hôpital, Idaux, Ithorots, Lacarry, Laguinge, Larrau, Larrebieu, Larrory, Laruns, Libarren, Lic, Lichans, Liharre, Lohitzun, Mauléon, Mendy, Mendibieu, Menditte, Moncayolle, Montory, Musculdy, Olhaïby, Ordiarp, Ossas, Osserrain, Oyhercq, Pagolle, Restoue, Rivareyte, Roquiague, Sauquis, Sibas, Sonhar, Sonharette, Sorholus, Suharre, Saint-Engrace, Saint-Étienne, Tardets, Trois-Villes, Undurein, Viodos.

dit les arrondissements actuels de Bayonne et de Mauléon (Basses-Pyrénées), il y aurait été importé, vers l'année 587 de l'ère chrétienne, par les Vascons, qui se seraient alors emparés du versant septentrional de la portion la plus occidentale des Pyrénées. De là, ces envahisseurs auraient rapidement étendu leur influence politique sur le surplus du territoire correspondant à peu près à l'ancienne province romaine de Novempopulanie, qui devint alors la Vasconie du haut moyen-âge, et plus tard la Gascogne des périodes féodale et monarchique.

Telle est la doctrine d'Oïhenart<sup>1</sup>. Mais le lecteur voudra bien remarquer que, dans sa *Notitia utriusque Vasconiae*, cet érudit étend ses recherches, de l'autre côté des Pyrénées, non seulement à toute la Vasconie proprement dite, mais aussi aux provinces de Guipuzcoa, d'Alava et de Biscaye, et cela par la seule raison que, dans ces trois districts, le basque est parlé par les habitants dans des proportions que j'indiquerai plus bas. C'est ce qu'Oïhenart appelle la Vasconie ibérique (*Vasconia Iberica*)<sup>2</sup>. De même, en-deçà des Pyrénées, ce savant compose la Vasconie aquitanique (*Vasconia Aquitanica*), non seulement des pays de langue basque, mais aussi des contrées où l'on parle le gascon, dialecte du provençal<sup>3</sup>. Il est donc clair que, pour étendre le plus possible l'aire de ses recherches, Oïhenart prend le mot *Vasconia* dans sa plus large acceptation.

D'après lui, les Astures, les Cantabres, les Gallaèques et les Lusitaniens, aussi bien que les Vardules, les Caristes et les Autrigons, parlaient le même langage que les Vascons espagnols, et cela par la raison que tous ces peuples avaient les mêmes mœurs, qu'ils menaient le même genre de vie<sup>4</sup>. La similitude de ces coutumes est certaine. Je n'en écarte pas moins l'induction linguistique qu'Oïhenart me semble en tirer bien à tort. Mais avant de discuter ce problème, il convient de se rendre compte suffisant de la façon dont la langue basque est répartie de l'autre côté des monts.

Selon le prince Louis-Lucien-Bonaparte, seule autorité compétente en la matière, l'extrême limite de l'idiome basque, dans la Navarre espagnole, ne dépasse pas les localités suivantes : Burgui, Racas-Alto, Adoia, Ongoz, Larequi, Uli, Mogueta, Artajo, Turrillas,

---

<sup>1</sup> OÏHENART, *Notit. utr. Vasconiae*, l. I, c. 18.

<sup>2</sup> *Id. Ibid.*, l. II, c. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18.

<sup>3</sup> *Id. Ibid.*, l. III, c. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13.

<sup>4</sup> *Id. Ibid.*, l. I, c. 13.

Induresia, Guerguetieria, Besolla, Izco. Abinzano, Iburzabalza, Esquisoria, Iracheta, Iriberrri, Orisoaia, Garisoaia, Esteroz et Iturgoyen <sup>1</sup>. Tout le reste de ladite Navarre transpyrénéenne, c'est-à-dire plus de la moitié de ce pays est occupé par des populations de langue romane.

Outre cette portion du primitif royaume de Navarre, on fait usage du même idiome au-delà des monts : 1° dans tout le Guipuzcoa ; 2° dans la Biscaye, moins la partie occidentale, délimitée du sud au nord par une ligne laissant à droite Cuadra, Ritueta, Baracaldo, Portugaleta, et aboutissant à la mer ; 3° dans la petite portion septentrionale de l'Alava confinant au sud de la Biscaye, et déterminée par une ligne sinueuse qui va de l'ouest à l'est, laissant dans la région romane Abornicano, Ondagoya, Mantuela, Estarrona, Harrazo, Alegria, Salvatierra.

Pour en finir avec ces renseignements de géographie linguistique je constate, et toujours d'après les recherches du prince Louis-Lucien Bonaparte, que dans le Pays Basque transpyrénéen, on doit distinguer deux régions : 1° celle du basque proprement dit, où on n'emploie pas d'autre idiome ; 2° la zone hispano-basque bordant la précédente contrée, et dont les habitants usent à la fois du basque et de patois espagnols. Cette zone représente évidemment une conquête de l'espagnol sur le basque. J'ajoute, de mon chef, que cette conquête progresse chaque jour grâce à des influences politiques. Les populations basques de l'Espagne étaient et sont encore fort atta-

---

<sup>1</sup> *Carte linguistique des Sept Provinces basques*. Prince Louis-Lucien BONAPARTE.

Cette carte, datée de 1862, et exécutée à l'Institut Géographique de Standford, n'a été mise en circulation qu'en 1867. Il en existe deux éditions, l'une en taille douce, et l'autre lithographiée. Les exemplaires en sont devenus si rares qu'à l'heure où j'écris, c'est-à-dire le 4 janvier 1891, il n'en existe pas un seul dans les grands dépôts publics de Paris. Pourtant, force écrivains ont eu l'audace de citer cette carte comme s'ils l'avaient consultée maintes fois, et tout à loisir. La vérité est qu'ils ont à peine manié l'imitation souvent fautive qu'en a donné le Docteur Paul Broca, dans son *Mémoire sur l'origine et la répartition de la langue basque*, inséré dans le Tome IV de la *Revue d'anthropologie*. M. Julien Vinson en a publié une critique dans le journal *l'Avenir de Bayonne*, n° du 15 mai 1875. Sur les erreurs géographiques de Broca, v. aussi BLADÉ, *Études sur l'origine des Basques*, Seconde Partie, c. I et II.

chées à la cause carliste. C'est pourquoi les gouvernements dits libéraux, qui se sont succédés depuis la mort de Ferdinand VII, ont fait tout leur possible pour castillaniser les Basques espagnols. Le concours des instituteurs primaires a surtout servi leurs desseins. En-deça des monts, au contraire, l'idiome basque ne semble pas avoir subi d'importantes restrictions depuis une époque très reculée. Ici il n'y a pas, comme en Espagne, une zone où les habitants parlent deux langues, qui seraient, en ce cas, le dialecte gascon et le basque. L'une finit brusquement sur la ligne où commence l'autre.

Voilà tout ce que j'avais à dire concernant la répartition de la langue basque sur l'un et l'autre versant des Pyrénées. Je puis maintenant discuter la doctrine d'Oïhenart.

Le basque (dialecte souletin) était l'idiome natal de ce savant. Certains de ses écrits prouvent, au dire des bons juges, qu'il le possédait admirablement. Il est néanmoins assez clair que ce ne pouvait être qu'en praticien. Pas moyen d'opérer, de son temps, avec les procédés dont disposent les philologues contemporains. L'auteur de la *Notitia utrique Vasconiae* ne pouvait donc alléguer rien de pareil à ce qu'ont indiqué de nos jours les recherches étendues par les érudits à toute l'Espagne et au Portugal. A l'appui de sa thèse, Oïhenart fournit une liste de termes présentés comme étant communs à l'espagnol et au basque, et qui, d'après lui, n'existeraient pas dans d'autres langues. Ainsi, ces termes seraient d'origine ibérienne. Il est pourtant assez prouvé que le basque a directement tiré force mots de l'espagnol. Ici, ma compétence n'est pas nulle. D'ailleurs, j'ai sous la main les travaux de spécialistes, tels que Pedro de Alcala, Sarmiento, Sousa, Engel'man, etc. Cela suffit, en bien des cas, pour montrer combien la liste d'Oïhenart laisse à désirer. Mais je me borne à signaler ici les termes passés de l'arabe au basque, par l'intermédiaire de l'espagnol : *Alcade*, esp. ; *alcate*, basq. ; magistrat local. — *Aldea*, esp. ; *aldea*, basq. ; village, hameau. — *Atalaya*, esp. ; *atalaya*, basq. ; expression désignant le lieu d'où l'on observe, et aussi l'observateur. — A ces mots on pourrait ajouter : *alfang*, sabre ; *alberchigu*, abricot, etc., etc.

Cette portion de ma critique, je tiens à le confesser bien haut, ne tend, ni à dénier, ni à concéder l'existence de termes exclusivement, communs à l'espagnol et au basque. Si l'affirmative était prouvée, il faudrait évidemment en conclure que, linguistiquement, les Basques, sont les héritiers des vieux Ibères, et que l'idiome de ceux-ci fut parlé jadis dans toute la Péninsule, sans préjudice de la Gaule méri-

dionale. Mais, encore une fois, je ne puis ni ne veux me prononcer sur ce point. Toute mon ambition se borne à prouver qu'Oihenart, et bien d'autres après lui, ne disposaient pas des informations nécessaires pour nous procurer sur ce point pleine certitude.

Poursuivons notre examen.

Sur la foi de la similitude des coutumes des Vascons, des Vardules, des Caristes, des Autrigons, des Cantabres, des Astures, des Gallaeques et des Lusitaniens, Oihenart se croit en état d'affirmer que tous ces peuples parlaient basque. Est-il donc permis de conclure de l'unité de ces coutumes à l'unité du langage ? Il est prouvé que le nord-ouest de l'Espagne ne fut jamais soumis aux Carthaginois, et qu'il n'obéit aux Romains qu'à une époque relativement tardive. Encore plus que les territoires des Vascons, des Vardules, des Caristes et des Autrigons, ceux des Cantabres, des Astures, des Gallaeques et des Lusitaniens se trouvaient préservés des influences étrangères par leur éloignement, et par je ne sais combien de sierras plus ou moins hautes. Considérez aussi que c'est là qui naquit, sur la fin du haut moyen-âge le premier royaume chrétien de l'Espagne, le royaume des Asturies ou de Léon, et que c'est là précisément que nous disposons des plus anciens textes historiques pour les temps qui marquent les premiers échecs infligés aux Sarrasins par les gens du nord-ouest de la Péninsule. Comment se fait-il que ces documents, et ceux des temps postérieurs, ne signalent d'aucune façon l'emploi de l'idiome basque à n'importe quelle époque ? Comment ne constate-t-on, dans ces contrées, que le même et petit nombre de similitudes phonétiques relevées par les philologues entre l'espagnol et le basque ?

Il n'y a donc à tenir aucun compte de cet argument d'Oihenart. Sans doute les Vardules, les Caristes et les Autrigons ont dû jadis parler basque, car cet idiome est encore usité dans le Guipuzcoa, ainsi que dans une portion de l'Alava et de la Biscaye. L'auteur de la *Notitia utriusque Vasconiae* déclare quelque part que ce parler fut introduit à l'époque visigothique dans les futures Provinces Vascongadas par les Vascons qui s'emparèrent alors de ces territoires <sup>1</sup>. Il en allègue pour preuves des passages authentiques d'écrivains du haut moyen-âge, où nous voyons le nom de Vasconie incontestablement étendu aux anciens pays des Vardules, Caristes et Autrigons.

---

<sup>1</sup> OIHENART, *Not. utr. Vascon.*, l. I, c. 6.

Mais, en raisonnant ainsi, notre érudit ne prend pas garde que, si les Vascons ont véritablement importé à leur idiome à l'époque visigothique, il se contredit lui-même, ayant ailleurs affirmé que les Vardules, les Caristes et les Autrigons parlaient basque, de même que les Vascons, les Cantabres, les Astures, les Gallaèques et les Lusitaniens. On ne peut contester d'ailleurs que, même en supposant qu'on ait jadis parlé basque dans toute l'ancienne Vasconie, la portion orientale de ce pays était déjà romanisée avant le haut moyen-âge. Or, la portion de la Navarre confinant de l'ouest aux Provinces Vascongades, ne représente environ que le quart du territoire où l'on parle basque dans la Péninsule. Est-il raisonnable de croire que ce quart ait jamais été doué d'une telle faculté d'expansion qu'il ait pu absorber ou transformer des populations trois fois plus nombreuses, et cela dans un aussi bref délai que le suppose Oïhenart ? Bien plus, notre érudit admet en outre que, vers l'année 587 de l'ère chrétienne, ces mêmes Vascons espagnols auraient conquis, en-deça des Pyrénées, le territoire aujourd'hui représenté par le Pays Basque français. Mais alors, cette incroyable expansion aurait porté sur un territoire, non pas quatre, mais cinq fois plus grand que le domaine linguistique des prétendus conquérants.

Il n'y a donc pas lieu de se fier à cette portion de la doctrine d'Oïhenart. Sans doute, comme il le constate, les écrivains du haut moyen-âge étendent le nom de Vasconie au Guipuzcoa, à l'Alava et à la Biscaye, alors soumises, comme la portion montagnarde de la Vasconie transpyrénéenne, à l'autorité des rois des Asturies. Mais cela ne montre nullement que ces contrées aient jamais été conquises par lesdits Vascons. Tous les textes par moi utilisés dans un autre mémoire, attestent, en effet, que depuis l'occupation de l'Espagne par les Visigoths jusqu'au temps des premiers rois de Navarre, les Basques n'entreprirent jamais que des incursions passagères, et souvent réprimées, dans les basses régions de la Péninsule qui confinaient à son territoire <sup>1</sup>.

Ce n'est pas tout. J'affirme ici gratuitement, mais sous promesse de le prouver dans une étude spéciale, qu'avant la prétendue conquête du versant nord de la portion la plus occidentale des Pyrénées, on désignait déjà sous le nom de Vascons des brigands qui

---

<sup>1</sup> BLADÉ, *La Vasconie transpyrénéenne jusqu'à la mort de Dagobert I<sup>er</sup>*.

tombaient, pour la piller, sur la Basse-Novempopulanie, sauf à regagner aussitôt leurs montagnes. Tels furent ceux qu'Oihenart, alléguant un passage de Grégoire de Tours <sup>1</sup>, se permet de présenter comme des conquérants, vers 587. Mais, ni le texte invoqué, ni les écrits antérieurs ou médiocrement postérieurs, n'autorisent une telle supposition. Dans la langue géographique de Grégoire et de son contemporain Fortunat, les mots *Vasconia* et *Vascones* désignent spécialement le Pays Basque français et ses habitants, et par extension les montagnards du surplus des Pyrénées novempopulaniennes, qui devaient aussi piller les basses régions sises au nord de la chaîne. Sous l'influence de causes politiques que je ne puis signaler ici, le nom de Vasconie s'étendit rapidement au surplus de la Novempopulanie, et il désignait déjà, dès le début du vi<sup>e</sup> siècle, un grand gouvernement ou duché bénéficiaire.

Voilà ce qu'Oihenart n'a pas compris. Son erreur concernant la prétendue conquête de 587, se retrouve dans tous les écrits postérieurs, y compris les miens. J'ai péché par trop de confiance, et je le confesse à nouveau. Si je ne puis réparer pleinement ma faute que plus tard, je dois du moins faire observer qu'on parle basque en-deça des Pyrénées, dans les pays de Mixe et d'Ostabat, tardivement annexés à la Navarre cispyrénéenne. En effet, ils dépendaient auparavant de la vicomté de Dax. Le premier se trouvait compris dans le diocèse de Dax, et le second dans celui de Bayonne<sup>2</sup>. Voilà donc bien la preuve qu'on parle basque, en-deça des monts, sur un territoire autre que la région supposée conquise vers 587.

Telle ma respectueuse et libre critique d'une des parties les plus importantes du livre d'Oihenart. Force écrivains subalternes ont depuis exagéré grandement ces erreurs du maître.

Et d'abord, voici le système des étymologies basques, fondé par le P. de Larramendi, jésuite, natif de la province de Guipuzcoa <sup>3</sup>. Le procédé de cet écrivain consiste, tout bonnement, à former, de toutes les syllabes d'un nom géographique, les mots basques qui lui conviennent, par des additions ou retranchements de lettres, et à

---

<sup>1</sup> GREGOR. TURON, *Hist. Franc.*, l. IX, c. 7.

<sup>2</sup> MARCA, *Hist. de Béarn*, l. V, c. X, § 3.

<sup>3</sup> P. MANUEL DE LARRAMENDI, *De la antigüedad y universalidad del Bascuense en Espana*. Salamanca, 1728 — *El imposible vencido*. Salamanca, 1729. *Diccionario trilingue del Castellano, Bascuense y Latin*. San-Sebastian, 1745.



réunir ensuite, par l'abus des syncrèses simples et composées, tous ces mots nouveaux dans la création d'un seul. Ainsi, d'après lui, le nom de la ville de Setuval, appelée d'abord *Cetobriga*, se composerait des mots *seint-uballaria*, et signifierait « terre des fils de Thubal. » Ce patriarche tient beaucoup, du reste, au cœur du P. de Larramendi. Il prétend démontrer, et sans réplique, la venue de ce Thubal en Espagne, et la diffusion primitive du basque dans toute la Péninsule<sup>1</sup>. Encore ce domaine ne lui suffit-il pas, et prétend-il établir, toujours à l'aide de son système étymologique, que *Escocia*, *Irlanda*, *Dinamarca*, *Suevia*, *Norvegia*, *Islanda*, etc., sont tous dérivés du basque.

Tel est, en résumé, le système du P. de Larramendi adopté par Hervás<sup>2</sup>, et développé ensuite par Pedro-Pablo de Astarloa, et par Juan-Bautista de Erro y Aspiroz. Cette doctrine souleva, dès l'origine, la réprobation d'un basquisant autorisé, Gregorio Mayans y Siscar, qui s'exprime ainsi dans le tome II de ses *Origines de la lengua Espanola* : « On trouvera plus d'étymologies sur le territoire espagnol, dans la langue latine que dans l'arabe ; plus dans l'arabe que dans la langue grecque ; plus dans la grecque que dans l'hébraïque ; plus dans l'hébraïque que dans la celtique ; plus dans la celtique que dans la gothique ; plus dans la gothique que dans la panique ; et plus dans la panique que dans la biscayenne. »

Le véritable héritier du P. de Larramendi est Don Pedro-Pablo de Astarloa, curé de Durango, en Biscaye, et auteur de la *Apologia de la lengua bascongada*, livre imprimé à Madrid en 1803. Cet étymologiste recule les prétentions favorables à la langue basque bien au-delà du temps du patriarche Thubal. « Je justifierai d'abord, dit-il, les arguments que nos écrivains biscayens ont déjà produits pour attester que la langue basque ne fut pas seulement la langue primitive de l'Espagne, mais qu'elle fut formée par Dieu même, dans la confusion de la Tour de Babel. En second lieu, je démontrerai, par les expressions mêmes de cette langue, que son antiquité remonte beaucoup au-delà de toute époque dont les historiens aient pu conserver le souvenir. Je prouverai enfin, dans une troisième partie, que par sa perfection extraordinaire, la langue basque est la seule qui ait pu être inspirée au premier homme par son Créateur<sup>3</sup>. »

---

<sup>1</sup> LARRAMENDI, *Dict. triling.*, Prolog., 57, 110, et suiv.

<sup>2</sup> LORENZO HERVAS, *Saggio pratico delle lingue*. — *Catalógo de las lengua de las naciones conocidas*, I, 224, etc. Madrid, 1800.

<sup>3</sup> ASTARLOA, *Apolog. de la lengua bascongada*, 270-278.

Le curé de Durango était, on le voit de reste, un homme de grande imagination. Il est loin de racheter ce défaut par la rigueur de sa méthode étymologique. A l'exemple du P. de Larramendi, il se croit autorisé à supprimer des syllabes, et à les remplacer par celles dont il a besoin, sous la dénomination de *correspondantes*. Il ajoute ou retranche, par synalèphe, des lettres ou des syllabes, comme n'étant pas *consonnantes, caractéristiques d'abondance, d'appelation*, etc. Il s'autorise de l'enphonie pour substituer une consonne à une autre, et pousse les choses si loin, que la méthode de son prédécesseur Larramendi devient, en regard de la sienne propre, un chef-d'œuvre de réserve et de prudence. *Ab uno disce omnes*. Le mot *ecclesia* (du grec *ἐκκλησία*), dont les Gascons ont fait *glèiso* et les Espagnols *iglesia*, viendrait en droite ligne du basque. *Elaxa*, modifié d'après ces procédés, donne *eli, elija*, « multitude » *etetché, etchea* ou *etchia*, « maison. » Astarloa se croit le droit d'en conclure que la réunion de ces deux mots signifie, non pas, comme on devrait s'y attendre, « maison de la multitude » mais bien « maison des fidèles<sup>1</sup>. » A ce compte, il y aurait donc eu des églises chez les Basques avant l'établissement du christianisme,

Toujours d'après Astarloa, le basque possède « plus de quatre milliards de mots de une, de deux et de trois syllabes, sans préjudice de ceux qui en ont davantage<sup>2</sup>. » Il n'est donc pas étonnant qu'avec une glossaire réputé si riche, et surtout avec l'élasticité de sa méthode étymologique le curé de Durango ait interprété par le basque une multitude de noms de lieux en Espagne et dans d'autres pays.

Le système de Larramendi et d'Astarloa a eu pour continuateur Juan-Bautista de Erro y Aspiroz<sup>3</sup>. Cet écrivain a tenté d'édifier sa théorie sur une double base, la numismatique et l'étymologie. Mais je ne veux pas m'arrêter un seul instant aux extravagances étymologiques. Erro promet d'abord de prouver que la langue basque existait « dès les premiers jours de la création<sup>4</sup>. Ce n'est pas tout : « Un nouvel ordre d'observations jusqu'à nos jours inconnues, et d'importantes découvertes vont démontrer, par les noms que la lan-

---

<sup>1</sup> *Id. Ibid.*, 81.

<sup>2</sup> *Id. Ibid.*, 57.

<sup>3</sup> ERRO Y ASPIROZ, *Alfabeto de la lengua primitiva de Espana*. Madrid 1806. *Id.*, *El mundo primitivo*, Madrid, 1815.

<sup>4</sup> ERRO Y ASPIROZ, *El mundo primitivo*, 14.

gue basque donne aux nombres, que cette portion de l'idiome biscayen embrasse, dans treize paroles, tous les principes fondamentaux de la philosophie naturelle, et constitue un système magnifique de tout le mécanisme de la nature <sup>1</sup>. » Un peu plus loin, l'auteur revient sur ces nombres merveilleux, et affirme que « les mystères de la philosophie de Pythagore et de Platon, fondée sur les nombres, n'ont pu être établis que sur les principes de la numération biscayenne, et sur les connaissances physiques que les Basques avaient répandues dans l'Orient <sup>2</sup>. D'après lui les mots *Arsia, Assyria, Sennaar, Arabia, Syria, Cilicia, Armenia, Albania, Palestina, Phenicia, Coelesyria*, etc., etc., etc., tirent aussi leur origine du langage byscayen <sup>3</sup>. Mais l'auteur ne s'arrête pas en si beau chemin. Par toutes sortes de raisons, il prétend démontrer qu'Adam et Ève parlaient basque dans le Paradis Terrestre, dont il nous donne une description détaillée, sans préjudice d'une interprétation biscayenne de la toponymie hébraïque de la Genèse <sup>4</sup>. Tragia <sup>5</sup> et Conde, sous le pseudonyme du curé de Mantuenga, en firent une critique très vive <sup>6</sup>, à laquelle Erro y Aspiroz ne put opposer une défense raisonnable <sup>7</sup>.

En 1799, Guillaume de Humboldt avait commencé quelques études basques à Paris, avec le Dictionnaire manuscrit de Sylvain Pouvreau, conservé à la Bibliothèque Nationale, et avec le recueil des Proverbes d'Oihenart. L'année suivante, il fit un voyage en Espagne, séjourna deux mois à peine dans le Pays Basque transpyrénéen, et s'y lia avec Astarloa et avec un autre érudit, Antonio Miguel de Urquiza. Le savant prussien n'eut pas d'autres conseillers, et jamais il ne revint dans les Provinces Vascongadas. Voilà toute sa préparation. Quant à

---

<sup>1</sup> *Id. Ibid.*, 99.

<sup>2</sup> *Id. Ibid.*, 103.

<sup>3</sup> *Id. Ibid.*, 247-264.

<sup>4</sup> *Id. Ibid.*, 208-243.

<sup>5</sup> V. l'art. *Navarra*, inséré par ce savant dans le *Diccionario geografico-histórico*, publié par l'Académie Royale d'histoire de Madrid.

<sup>6</sup> D. J. A. C., cura de Montuenga, *Censura crítica del Alfabeto primitivo de Espana*, Madrid, 1806.

<sup>7</sup> D. J. B. E., *Observaciones filosóficas en favor del Alfabeto, primitivo*. Pamplona, 1807.

sa doctrine, elle se trouve formulée dans divers écrits<sup>1</sup>, dont le principal et dernier a été traduit en français par A. Marrast en 1866, *Recherches sur les habitants primitifs de l'Espagne à l'aide de la langue basque*. En tête de ce livre, Humboldt déclare qu'il a eu pour prédécesseurs Larramendi, Astorloa et Erro Aspiroz, dont il trouve les affirmations souvent hasardées, « ce qui met en garde même contre ce qu'ils ont établi de vrai<sup>2</sup>. » Leur disciple se prévaut de certains caractères phonétiques particuliers aux Basques pour proposer, par cet idiome, l'interprétation de bon nombre de noms de lieux de l'Espagne ancienne. A cela je me borne à formuler ici sommairement trois objections capitales : 1° Dans bien des cas, la toponymie ancienne de l'Espagne ne nous est pas connue avec toute la précision nécessaire, et il est impossible de déterminer la forme qui doit obtenir la préférence entre celles que les divers manuscrits des auteurs anciens appliquent à telles et telles localités ; 2° Pour interpréter ladite toponymie par le basque, il faut admettre, sans y être autorisé par aucun texte, qu'on a jadis parlé basque dans toute la Péninsule, et que cette langue n'a pas varié depuis plus de deux mille ans ; 3° Il faut enfin se résigner à ne pas voir que, dans bien d'autres parties du monde antique, on trouve force localités dont les noms sont identiques ou analogues à ceux d'Espagne, et que Larramendi, Astarloa et Erro Aspiroz ont prétendu expliquer aussi par le basque.

Il est d'ailleurs par trop clair que Humboldt manquait absolument de compétence en fait d'histoire et de géographie historique de l'Espagne ancienne. J'ai déjà parlé de la nullité presque absolue de sa préparation linguistique. Et pourtant les corps savants accordèrent jadis à son livre leurs plus hautes récompenses. Sylvestre de Sacy l'approuva sans réserve. Fauriel trouva moyen de renchérir sur les erreurs de son devancier. A leur suite, la masse des historiens, des philologues, des numismates, s'engagea dans la même voie avec

---

<sup>1</sup> HUMBOLDT, *Ankündigung einer Schrift über die Baskische Sprache und Nation nebst angabe des Gesichtpunktes und Erhaltes desselben*, dans le *Museum* de Frédéric Schlegel, année 1812 ; *Mithridates*, année 1817, où l'auteur essaie de redresser des erreurs d'Adelung concernant la langue basque ; *Prüfung der untersuchungen über die urberwohner Hispaniens, vermittelt der Waskischen Sprache*, Berlin, 1821.

<sup>2</sup> HUMBOLDT, *Recherches sur les habitants primitifs de l'Espagne à l'aide de la langue basque*, 110-112.

une incroyable docilité. On peut voir, dans mes *Études sur l'origine des Basques*, la critique que je consacrai jadis à cette doctrine<sup>1</sup>. Dès son apparition, ce livre déclencha sur moi les attaques des innombrables disciples du savant prussien. Après vingt-trois ans, je me demande encore comment je n'y ai pas aussitôt succombé. Pourtant je ne regrette rien. Il faut apprendre la vie à ses dépens. Un jour où je serai de bonne humeur, je raconterai peut-être mes tribulations d'antan.

Après Humboldt, voici le romaniste Friedrich Diez. Celui-ci prétend également que « les premiers habitants de l'Espagne furent des Ibères, qui étaient peut-être une race celtique, mais qui s'étaient séparés de bonne heure de la souche commune; ils n'étaient purs de tout mélange que vers les Pyrénées et sur la côte sud de la Péninsule<sup>2</sup>. »

Diez, on le voit, n'est pas chiche d'affirmations. Pourtant les archéologues ont abondamment constaté, en Espagne et en Portugal, l'existence de l'homme aux temps anté-historiques. Comment Diez établit-il que ces premiers habitants étaient vraiment des Ibères? Comment colore-t-il l'hypothèse où il présente ceux-ci comme formant peut-être un rameau celtique détaché de très bonne heure de la souche commune? Sur quel témoignage repose le passage où cet érudit déclare que « les Ibères n'étaient purs de tout mélange que vers les Pyrénées et sur la côte sud de la Péninsule? »

Il est d'ailleurs assez clair que le romaniste allemand n'a pu étudier la formation de l'espagnol qu'avec les textes de l'antiquité et du moyen-âge, c'est-à-dire après les mélanges successifs produits par l'arrivée successive des Celtes, des Phéniciens, des Grecs, des Carthaginois, des Romains, des Vandales, des Alains et Suèves, des Visigoths et des Sarrasins dans la Péninsule. Est-il possible de trouver, dans l'ordre politique et philologique, une matière plus troublée?

Toujours d'après Diez, la latinisation de l'Espagne s'opéra, sans doute, au moins en partie, très promptement, et je n'y contredis pas. Comme preuve de l'existence de l'ancien idiome ibérien, ce romaniste cite un passage de Strabon où il est dit qu'une des populations du sud de l'Espagne, les Turditans, avaient entièrement adopté les mœurs romaines, à ce point qu'ils ne se souvenaient plus

---

<sup>1</sup> BLADÉ, *Études sur l'origine des Basques*, 369-396.

<sup>2</sup> DIEZ, *Grammaire des langues romanes* (trad. française), I, 83-84.

de leur ancien langage <sup>1</sup>. Mais peut-être Strabon raconte-t-il cela sans y croire.

Les provincialismes latins cités par <sup>2</sup>Columelle, qui ne sont que des mots latins, comme *focaneus* de *fauz*, et beaucoup d'autres, montrent combien le latin avait, au temps où il écrivait, pénétré profondément la population. Cependant Cicéron parle de la langue espagnole comme d'un idiome vivant <sup>3</sup>. Tacite parle aussi d'un homme de la tribu des *Termistini* qui, mis à la torture, s'exprimait dans la langue de ses ancêtres <sup>4</sup>.

Ces raisons ont leur prix <sup>5</sup>. On peut donc admettre, suivant cette théorie, que les Ibères parlaient un idiome distinct <sup>6</sup>. Par malheur, Diez accorde grande confiance aux rêveries de Guillaume de Humboldt. N'importe. On pourrait supposer que l'idiome ibérien est aujourd'hui représenté par le basque, qui n'a rien à voir avec les idiomes indo-germaniques, et qui, de même que le finnois, est dépourvu de flexions.

Suivant le compte de Sarmiento <sup>7</sup>, six dixièmes des mots espagnols sont latins, un dixième liturgique et grec, un dixième norois (germanique), un dixième oriental, allemand moderne, français et italien. Ce calcul, dit Friedrich Diez, semble bien être à peu près juste, si l'on entend par mots les radicaux. Mais il ne faut pas oublier que les diverses parties constitutives d'une langue ont une valeur très inégale <sup>8</sup>.

Ce n'est pas tout. On peut expliquer avec assez de certitude, par le basque un certain nombre de mots espagnols. Voir, par exemple, dans le *Dictionnaire étymologique* (titre allemand : *Etymologisches Wörterbuch der Romanischen Sprachen*) de Diez, les articles *álabe*,

---

<sup>1</sup> STRAB., *Geog.*, III, 2.

<sup>2</sup> Similes enim sunt dii, si ea nobis obiciunt, quorum neque scientiam neque explanationem habeamus, tanquam Poeni aut Hispani in senatu nostro sine interprete loquerentur. CICER., *De divinatione*, II, 64.

<sup>3</sup> Voce magna, sermone patrio, frustra se interrogari chamitavit. TACIT., *Annal.*, I, IV, c. 45.

<sup>4</sup> DIEZ, *Grammaire des langues romanes*, I, 84.

<sup>5</sup> Sur le plus ancien état linguistique de l'Espagne, v. ALDRETE, *Del origen de la lengua castellana*, fol. 2 b, 30 b, 39 b, 23 b.

<sup>6</sup> SARMIENTO, *Obras postumas*, 107.

<sup>7</sup> DIEZ, *Grammaire des langues romanes*, I, 85.

*ardite, balsa, burra, chamarasca, estacha, ganzua, garabito, garbanzo, gazusa, guijo, garrumina, herbero, izaga, lelo, mandria, modorra, moron, nava, orqueruela, sarracina, socarrar, vericueto, zahurda, zalea, zamarro, zanahoria, zaque, zaragüelles, zaria, zato, zirigana.* Pour d'autres, tels qu'*ademas, amapola, jorjina, zaga*, etc., cette origine est plus douteuse<sup>1</sup>. Diez, à qui j'emprunte cette liste, a déclaré à bon droit que les *provincialismes* cités par Colunelle, ne sont que des dérivés populaires de radicaux latins, comme *focaneus* de *faux*, et beaucoup d'autres<sup>2</sup>. A la page XI de son *Dictionnaire étymologique* ce romaniste signale en outre quelques traits du système phonique des Ibères, tirés du basque et passés dans la langue espagnole.

« L'*r* basque se comporte comme l'*r* espagnole, avec cette différence qu'on fait précéder la première d'une voyelle initiale, pour venir en aide à la prononciation (comme pour l'*s impurum*), par ex. *arroza, arribera, errabia, errequela (regula)*. Ce que fait aussi le béarnais, le plus voisin des dialectes romans : *arride (rtidere), arroda (rota), arrois (ros)*. » Rien de plus exact. Mais Diez a tort de croire que cette particularité se limite au Béarn. On la retrouve dans bien d'autres parties de la Gascogne romane. « *R* vient de *l* dans le mot espagnol « *lirio* et dans quelques autres mots (changement très fréquent en basque et en gascon) ; de *n* dans *cofre*. »

« Le *z* espagnol, comme le *z* italien, est d'origine multiple. Il provient notamment « du *z* basque, grec, allemand et arabe, par ex. dans *zaga, zaque, azimo, zelo, bautizar, zinco* (allemand. *zinck*), *azafran, zambra, zorzal*. Multiple est aussi l'origine du *ch* espagnol qui se retrouve en basque, par ex. *chingola (cingulum), chardina (sardina), chimihoa (simia)*. « Il répond au *ch* basque, p. ex. dans *chacora, chaparra, charro*. »

Parmi les provenances du *G*, il y a la forte « rarement à l'initiale, comme dans *graso, guitarra*, ( *γῑθάρα* ), où il est très usité en basque : *garizuma (quadragesima), gatur (catus), gouza (causa), gastelua (castellum)*. — Rarement, en espagnol *g* vient du *v* latin. Citons pourtant « *gomito* mis à côté de *vomito*, cf. aussi le basque *legamia* (franç. levain), *poroganza* (esp. *probanza*)<sup>3</sup>. »

<sup>1</sup> DIEZ, *Grammaire des langues romanes*, t. 85-86.

<sup>2</sup> *Id. ibid.*, I, 84.

<sup>3</sup> DIEZ, *Grammaire des langues romanes*, I, 330-351.

Telle est encore, à l'heure actuelle, l'état présent de la doctrine des plus prudents philologues sur les traces laissées par la langue des anciens Ibères dans l'idiome espagnol. Je ne dirai rien du portugais, car ses nombreux rapports avec l'espagnol ne sont pas contestables. Le premier de ces idiomes semble pourtant bien contenir beaucoup moins de mots basques, « soit que les Ibères fussent moins nombreux en Lusitanie, soit que, venus des pays basques, ces mots aient atteint jusqu'à la Castille, sans pénétrer jusqu'en Portugal <sup>1</sup>.

Pour tout dire à ce sujet, je dois ajouter que j'ai consulté, sur la doctrine de Diez des basquistes de haute compétence, qui ne m'autorisent pas à les nommer. Ils refusent unanimement de s'expliquer là-dessus. En revanche, ces savants s'accordent spontanément à souhaiter qu'en Espagne et en Portugal, des spécialistes se hâtent de suivre l'exemple donné pour l'Aquitaine primitive par mon cher et vénéré maître M. Allmer. Nous verrons plus bas comment ce grand érudit s'est attaché à distinguer, dans les inscriptions romaines de ce pays, la proportion de noms ibériens et gaulois mêlés au latin.

En attendant, je supplie le lecteur de ne pas oublier que la portion de la Navarre espagnole où l'on parle basque, n'est même pas équivalente à la moitié de la Vasconie antique. Je ne nie pas qu'on ait pu parler basque dans l'autre partie avant la conquête romaine. Néanmoins, aucun texte ne nous renseigne à ce sujet. Mais, en admettant qu'on y ait jadis fait usage de cette langue, la Vasconie orientale devait, sans aucun doute, être romanisée avant le haut moyen-âge. L'histoire bien connue de la Navarre et de l'Aragon ne signale, en effet, pour les temps postérieurs, et jusqu'à l'avènement de la maison d'Autriche-Espagne, aucune influence politique capable de modifier sérieusement l'état linguistique de ces royaumes, et notamment celui du Pays Basque transpyrénéen. Or, à dater du règne de Charles-Quint, les renseignements de toute nature abondent pour l'Espagne entière. Si le basque avait alors perdu sérieusement du terrain, sans aucun doute nous en serions informés.

---

<sup>1</sup> L'auteur d'une étude sérieuse sur le dialecte de Léon, GESSNER (Berlin, 1868), regarde le castillan comme la base de ce dialecte, qui a néanmoins subi une influence très prononcée du portugais. Le langage de Léon doit donc être considéré comme un chafnon réunissant le portugais au castillan. Cf. DELIUS, *Sprachfamilie*, 31; DIEZ, *Grammaire des langues romanes*, 90-93; id. *Etymologisches Wörterbuch der Romanischen Sprachen*, p. XVIII.



Admettons donc que cet idiome est celui de populations qui ne furent jamais romanisées linguistiquement, ni par la République, le Haut et le Bas-Empire, ni par les gouvernements postérieurs. Et comme le Pays Basque français est contigu au Pays Basque espagnol, comme d'autre part j'ai promis de prouver ailleurs que cette contrée ne fut conquise à aucune époque par les Vascons, il s'ensuit que le Labourd, la Basse-Navarre et la Soule n'ont pas été romanisés non plus. Sans doute, dans ces portions de l'Aquitaine et de la Tarraconnaise, comme dans tout le reste du monde romain, le latin était la langue officielle, et il y paraît assez par les inscriptions du temps <sup>1</sup>. Mais l'idiome du peuple resta sensiblement le même, et c'est de lui que procède incontestablement le basque actuel.

Ce langage était-il vraiment le même pour tous les habitants de la Péninsule, pour tous les Ibères, avant la venue des Celtes, des Grecs, des Carthaginois et des Romains ? Nous avons vu sur quelle base fragile cette hypothèse a reposé jusqu'à Humboldt et à ses disciples. Mais nous savons aussi que les philologues ont prétendu relever, depuis, entre le basque et l'espagnol, des affinités qu'on ne retrouve pas ailleurs. Sur la valeur de cette doctrine, j'ai consulté, en France et en Espagne, des basquistes très autorisés. Tous ont refusé de se prononcer. Mais ils admettent que, si de véritables spécialistes appliquent aux inscriptions antiques de l'Espagne la méthode inaugurée par M. Allmer avec le secours de celles de l'Aquitaine, la question si longtemps et si stérilement agitée, pourrait être aujourd'hui résolue dans un sens affirmatif ou négatif.

---

<sup>1</sup> Sur les inscriptions antiques de la Vasconie et du reste du Pays Basque espagnol, v. SANDOVAL, *Catalógo de los Obispos de Pamplona*, f. v. 2 et 3; OIHENART, *Notitia utrisque Vasconiae*, 77, 141 et 142; RISCO, *La Vasconia*, 272; HUBNER, *Inscriptiones Hispaniae Latinae*, dans le tome II du *Corpus Inscriptionum Latinarum*, n° compris entre les p. 401 et 413, et concernant les cités de la Vasconie antique englobées dans le *Conventus Caesaraugustanus*. — Pour les inscriptions du Pays Basque français et du reste de la Novempopulanie, v. BLADÉ, *Épigraphie antique de la Gascogne*, et les divers travaux épigraphiques de Julien Sacaze. D'après M. MOMMSEN, *Römische Geschichte* V, les légendes des très anciennes monnaies ibériennes permettraient de constater dans la Péninsule, l'antique existence de deux grands dialectes ibériens. Mais il est à craindre que cet érudit ne parle ici que sur la foi de numismates aventureux, et visiblement inquiets de trouver à tout prix des preuves de l'hypothèse d'Oihenart.

Passons maintenant aux affinités du langage des populations de l'Aquitaine antique, autrement dit de la région approximativement limitée par l'Océan, les Pyrénées et la Gascogne, avec l'idiome basque.

Ici, nous disposons de trois textes. César déclare, en effet, que les Celtes, les Belges et les Aquitains, différaient par la langue, les institutions et les lois <sup>1</sup>. Strabon atteste que les Aquitains se distinguent essentiellement de la race gauloise, non seulement par le langage, mais par la constitution physique. Ils ressemblaient plus aux Ibères qu'aux Gaulois <sup>2</sup>. Ailleurs, ce géographe parlant des *Bituriges Vivisci* ou habitants du Bordelais, établis sur les deux rives de la Garonne, affirme qu'ils étaient d'une autre race que les Aquitains, et qu'ils n'acquittaient pas avec eux les charges publiques <sup>3</sup>.

Voilà, je crois, tous les témoignages écrits dont nous disposons sur l'état linguistique de la primitive Aquitaine. J'estime que, directement et indirectement, on peut en conclure que les habitants de ce pays ont parlé jadis un idiome ressemblant plus ou moins à celui des Ibères. Reste à savoir de quels Ibères Strabon s'inquiète en ce passage. Je ne crois pas être téméraire, en supposant qu'il a dû songer surtout aux peuples d'Espagne voisins ou rapprochés de l'Aquitaine, aux Vascons, aux Vardules et aux Caristes et Autrigons. Or, il se trouve précisément qu'on parle encore plus ou moins basque sur l'ancien territoire de ces Vardules, Caristes et Autrigons, comme sur une certaine partie de la Vasconie occidentale, qui touchait au pays des Vardules. Que l'idiome de ces quatre peuples fut ou ne fut pas celui des autres habitants de l'Ibérie espagnole, là n'est pas, pour moi, la véritable question. Il me suffit que Strabon n'ait pu songer, en écrivant ainsi, qu'aux peuples de la Péninsule les plus rapprochés des Aquitains. Ceux-ci s'exprimaient donc dans une langue apparentée avec celle des Basques espagnols.

Voilà ce dont témoigne l'histoire. Nous allons voir que la philologie le confirme. Nous allons constater, dans le gascon, dialecte du provençal, certaines habitudes phonétiques, et même quelques ter-

---

<sup>1</sup> Hi (Belgae, Aquitani, Celtae) omnes lingua, institutis, legibus inter se differunt. CAES., *Bell. Gall.*, I, 1.

<sup>2</sup> STRAB. *Geogr.*, IV, 2.

<sup>3</sup> *Id. Ibid.*, IV, 2.

mes, qu'on a retrouvés aussi dans le basque, mais qu'on n'a pas encore retrouvés ailleurs.

Parlant du dialecte gascon, Diez estime qu'à « ses particularités appartiennent (nous nous restreignons à la partie sud de la province, c'est-à-dire à la Navarre et au Béarn, l'a préposé à l'*r* (*ren* = *arren*), *riu* = *arriu*), comme en basque; *ll* = initial pour *l* comme en catalan, (*levar* = *lleba*, *leit* = *llit*); *r* médial pour *l* (*galina* = *garie*); *ch* pour *s* ou *ss* (*senes* = *chens*), *laissar* = *lacha*, *conoïs* = *counech*); *ca* guttural, jamais palatal (*causi* et non *chausi*); *qua* prononcé en faisant entendre l'*u* (*can* = *couan*, de même que *gaitag* = *gouaita*); *y* mis pour *j*, comme en basque (*jutjar* — *yutyá*, *joyd* = *yoye*, *satge* = *sage*); *b* toujours mis pour *g* comme en basque (*volia* = *boulè*, *servici* = *serbici*); *h* pour *f*, comme en espagnol (*fagot* = *hagot*, *far* = *ha*, *femma* = *hemne*)<sup>1</sup>. »

Même pour un homme qui a exclusivement étudié le gascon en praticien, il est clair que Diez a établi sa caractéristique de ce dialecte à l'aide exclusif de textes concernant le Béarn et la Basse-Navarre. On pourrait assurément souhaiter davantage; cela suffit néanmoins pour les besoins de ma discussion.

Depuis que Diez a publié son livre, la phonétique basque a été étudiée de beaucoup plus près par des auteurs bien autrement versés que lui dans cette matière<sup>2</sup>. On a aussi relevé, dans le lexique gascon, et surtout dans celui des sous-dialectes montagnards, des expressions assez nombreuses qui diffèrent du lexique provençal, et dont beaucoup lui sont communes avec l'espagnol. Certains mots présentent des ressemblances indéniables avec leurs correspondants dans le glossaire basque. Exemples: *ardit* (liard), *barenc* (cavité, abîme), *charre* (mauvais), *chourre* (oiseau), *chourruta* (couler lentement), *esquer* (gauche), *acaralha* (bruire, crier, coasser), *marroc* (cri d'a-

---

<sup>1</sup> DIEZ, *Gramm. des langues romanes*, I, 102. — La *Grammaire des langues romanes* de M. W. Meyer-Lübke, très postérieure à celle de Diez, ne m'est connue que par la traduction française de M. Rabet (Paris, 1890), dont le premier volume a seul paru. Il n'y est encore question, ni du dialecte gascon, ni du basque.

<sup>2</sup> VINSON, *Revue de linguistique*, V, n° d'octobre, 172; *Id.*, *Étude de la langue basque*; *Ibid.*, V, 576; III, p. 190-189; *Ibid.*, p. 276; III, *Ibid.*, p. 429-459; IV, p. 115-124. — VAN EYS, *Essai de grammaire basque*, et *Introduction au Dictionnaire basque-français*; RIBARY, *Essai sur la langue basque* (trad. Vinson), p. XII, etc.

nimal), *mourre* (tas monceau), etc. On pourrait y ajouter *tintcharro* (mésange bleue, en basque *tchi-tchorri*, petit oiseau), *aragnoun* (prunelle sauvage, diminutif du terme basque *arana*, prune), etc. Il peut d'ailleurs advenir que, par suite d'enquêtes plus sérieuses, certains des mots dont s'agit soient rayés de ce catalogue, et que d'autres y soient inscrits. Sachons attendre sans impatience le résultat de ces investigations.

J'ai déjà dit que, dans mes *Études sur l'origine des Basques*, j'ai, non pas combattu le principe même du système de Humboldt<sup>1</sup>, mais contesté simplement la compétence historique et linguistique de cet

---

<sup>1</sup> Parmi les auteurs qui ont trouvé moyen de renchérir sur le système de Humboldt, figure le numismate Boudard (de Béziers), qui prétendait, dans sa *Numismatique ibérienne*, non seulement lire, mais expliquer aussi les légendes des très vieilles monnaies de la Péninsule. Les spécialistes ont fini par me donner raison contre Boudard, et par condamner ses disciples, Phillips (*Ueber das Iberische Alphabet*, Vienne, 1870), et Alois Heiss (*Description générale des monnaies antiques de l'Espagne*, Paris 1870). V. notamment VINSON, *Revue de linguistique*, IV, 58-61; Van Eys, *De la langue basque et de la langue ibérienne*. Pourtant M. Mommsen (*Römische Geschichte*, V, p. 53, note 1), semble bien s'inspirer de l'ancienne opinion, et ne fait guère que viser ici la doctrine empruntée à Oihenart par ZOBEL, *Estudio histórico de la moneda antigua española*, 2 11.) Sur la foi de ce numismate, M. Mommsen admet que les Ibères espagnols se divisaient en deux branches. En réalité cette opinion remonte à Oihenart, qui établit gratuitement cette division dans sa *Notitia utriusque Vasconie*, l. I, c. 12. Les numismates contemporains ne font, pour la plupart, que répéter cette assertion, sans en soupçonner l'origine. — Parmi les partisans de la théorie de Humboldt, je dois citer encore Davezac-Macaya, *Revue critique* des 19 et 26 mars 1870. L'auteur prétend y défendre, par des raisons purement historiques, le système de Humboldt, et il y condamne sans miséricorde mes *Études sur l'origine des Basques*. Peu de temps après Davezac, Boudard lança contre moi une brochure (*Note sur les Études de M. Bladé concernant l'origine des Basques*, Béziers 1869), où je suis accusé de plagiat, pour avoir utilisé, d'ailleurs imprudemment, certains passages du livre *De l'Ibérie* de Graslin, en me référant, du reste, et plusieurs fois à cet ouvrage. Boudard, irrité de mes censures, se garda bien de noter la chose. Je ripostai à ces deux censeurs par une *Défense des Études sur l'origine des Basques*, Paris, 1870. Mais ma réfutation de Davezac ne vaut pas mieux que sa critique. Tous deux nous avons pataugé dans les plus banales erreurs de la doctrine officielle. C'est dans mon *Histoire générale de la Gascogne* qu'il faudra chercher la confession pénitente et intégrale de mes fautes passées.

écrivain pour traiter un sujet pareil. Ici, Humboldt tient exclusivement ses titres de l'école, j'allais dire de la *camorra* doctrinaire et libérale, qui domina si tyranniquement l'opinion publique sous la Restauration, la Monarchie de Juillet et le second Empire

A cette école, qui d'ailleurs régente encore officiellement, appartient M. Achille Luchaire, lequel s'est affirmé tout à la fois, dans divers travaux <sup>1</sup>, comme restaurateur du système de Humboldt et comme provençaliste. Après et d'après bientôt d'autres, il croit que, dans les dialectes et sous-dialectes romans de notre midi, on trouve trace d'influences antérieures à la propagation du latin. Je sais que M. Paul Meyer n'admet pas cela <sup>2</sup>; mais d'autres romanistes, qui le

---

<sup>1</sup> LUCHAIRE, *De lingua latina*, Paris 1877; *Origines linguistiques de l'Aquitaine*, Paris, 1877; Article de la *Revue de Gascogne*, n° de mars 1878, p. 127-135; *Études sur les idiomes pyrénéens de la région française*, Paris, 1879; *Recueil de textes de l'ancien dialecte gascon, d'après des documents antérieurs au XIV<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1881.

<sup>2</sup> *Romania*, numéro de janvier 1878, p. 162. V. dans la *Revue de Gascogne*, numéro de mars 1878, p. 127-135, la réplique de M. Luchaire.

M. Paul Meyer est sans compétence en fait d'histoire politique du midi de la France, et spécialement de la Gascogne. La preuve, c'est qu'il ne reproche pas à M. Luchaire de tirer plus d'une fois ses paradigmes des dialectes et sous-dialectes de chartes féodales concernant diverses portions de ma province. Très visiblement, M. Luchaire s' imagine que ces textes représentent le langage desdits territoires, par cela seul qu'ils les concernent, ou même qu'ils y ont été rédigés. Or, il est notoire qu'à l'époque féodale, les rois d'Angleterre, ducs de Guienne, et aussi les chefs des grandes maisons suzeraines de notre sud-ouest, qui possédaient des seigneuries un peu partout, gageaient volontiers des scribes à titre fixe, lesquels transportaient avec eux leurs habitudes spéciales de langage. Il n'y a donc pas à ajouter une confiance absolue dans les pièces de ce genre utilisées par M. Luchaire. Cet écrivain aurait beaucoup mieux fait d'emprunter plus souvent ses exemples aux anciens livres de records ou délibérations des communes; car les assemblées municipales prenaient très généralement leurs greffiers parmi les hommes de la localité.

Je crois devoir profiter ici de l'occasion pour constater que M. Luchaire ignore jusqu'aux premiers éléments de la géographie historique de la Gascogne. Il établit cependant la caractéristique des dialectes et sous-dialectes d'après la géographie féodale et monarchique. On peut notamment juger de son incompétence par les erreurs consignées dans ses *Études*

valent bien, repoussent cette portion de sa doctrine comme surannée. Et puis, telle n'est pas la question.

Tout en confessant que Humboldt a commis des fautes. M. Luchaire tient, en principe, sa méthode pour excellente. Il prétend personnellement agir « avec toute la rigueur de la méthode étymologique, c'est à-dire après avoir consciencieusement étudié d'une part les lois de la formation et de la nomenclature géographique aujourd'hui subsistante, d'autre part les lois phonétiques et le vocabulaire de la

---

sur les idiomes pyrénéens. Mais je ne puis relever ici que celles dont la réfutation réclame le moins de temps et d'espace.

P. 251. Le dialecte Armagnac comprend « le patois de l'Astarac, du Fezensac, du Gabardan (Landes), de la Rivière-Basse (Hautes-Pyrénées) et de la Lomagne (Tarn-et-Garonne). » — Pourquoi M. Luchaire n'englobe-t-il pas dans ce domaine le comté de Pardiac, démembré de celui d'Astarac en 1035 ? Pourquoi attribue-t-il toute la Lomagne au Tarn-et-Garonne, tandis que plus de la moitié se trouve dans le département du Gers ? V. DELISLE, *Carte du Béarn, de la Bigorre, de l'Armagnac et des pays voisins* ; ROBERT, *Partie méridionale du gouvernement de Guienne* ; MONLEZUN, *Histoire de la Gascogne* 144-145 II,

P. 252. Les « patois de l'Astarac (Masseube), et de l'Armagnac (Auch). » — Les cartes précitées et Monlezun. *Histoire de la Gascogne*, II, 437-439, donnent Auch au Fezensac, et non à l'Armagnac.

P. 252. Les « patois du Fezensac (Eauze), de l'Armagnac occidental, etc. » — Les cartes précitées et Monlezun, *Histoire de la Gascogne*, II, 450, attribuent Eauze à l'Armagnac.

P. 252. Les « patois de Gimoëz et de l'Isle-Jourdain, proches parents de ceux de la Gascogne Toulousaine. » — Par ce passage, M. Luchaire exclut évidemment de la Gascogne Toulousaine la vicomté de Gimoëz et le comté de l'Isle-Jourdain, qui pourtant composaient le pays dont s'agit, avec la judicature de Verdun, et les châtellenies de Muret et de Samatan, démembrées du Toulousain au profit des comtes de Comminges. V. OIHENART, *Notitia utriusque Vasconiae*, 533.

P. 252. M. Luchaire comprend dans le « dialecte Armagnac les patois de Lomagne (Lavit, Beaumont). » — Lavit était bien en Lomagne, mais pas Beaumont. Je sais bien que, vers la fin de l'ancienne monarchie, on disait, et qu'on répète encore aujourd'hui « Beaumont-de-Lomagne. » Mais la vérité est que cette ville appartenait à la judicature de Verdun, sise dans la sénéchaussée de Toulouse. V. DELISLE, *Carte du Béarn, etc.* ; EXPILLY, *Dict. Géogr.*, art. *Grenade et Rivière-Verdun* ; MONLEZUN, *Hist. de la Gascogne*, II, 448.

langue basque. » L'auteur affirme s'être pourvu de « cette indispensable préparation, » tout en vitupérant les excentricités des « disciples maladroits de Humboldt. » et les « moqueries plus ou moins loyales de ses adversaires. »

A la bonne heure. La doctrine de Humboldt était donc à réviser. Voilà précisément ce que je réclamaï. Avec une confiance dont témoigne éloquentement le passage ci-dessus, M. Luchaire a pris pour lui cette tâche. Je veux dire qu'il a la prétention d'étendre plus prudemment la même méthode à l'Aquitaine ibérique, comme l'avaient essayé d'ailleurs, avant lui, le général Creuly<sup>1</sup>, Eugène Cordier<sup>2</sup>, etc.

Ainsi, M. Luchaire ne fait qu'user d'un procédé connu. D'un grand nombre d'épigraphes authentiques des Pyrénées gasconnes, il prétend induire, pour le langage des vieux Aquitains, les lois de leur phonétique. Il s'inquiète de dresser le glossaire des radicaux et des dérivés, d'interpréter ces termes par le basque, etc., etc.<sup>3</sup>. Ce travail n'était évidemment pas très nécessaire pour rattacher l'Aquitaine à l'antique Ibérie, puisque les textes anciens, et les constatations de nos philologues vraiment spéciaux, sont précis à ce sujet. Pourtant de nouvelles preuves ne seraient pas à dédaigner. Reste à voir si M. Luchaire était en état de les fournir.

Ce savant m'a reproché de n'avoir pas assez étudié le basque. Rien de plus juste. Voilà pourquoi deux éminents spécialistes, M. l'abbé Inchauspe, et le capitaine Duvoisin, voulurent bien rédiger, sur ma requête, toute la partie linguistique de mon livre. Sans le moindre esprit de tardives et ridicules représailles, je dois constater, à mon tour, qu'en fait de basque M. Luchaire n'en a jamais su plus que moi. Cet écrivain fut jadis professeur au Lycée de Pau, où il ne demeura pas bien longtemps. Or, à Pau, on parle béarnais, variété du dialecte gascon. Il y a pourtant, dans cette ville, un certain nombre de Basques, dont le pays est d'ailleurs très rapproché. M. Luchaire a profité hâtivement de ces très insuffisantes facilités pour interroger vite, vite, quelques lettrés, mais sachant uniquement le basque en praticiens.

---

<sup>1</sup> CREULY, *Revue archéol.*, IX, 92.

<sup>2</sup> Eugène CORDIER, *Bulletin de la Société Ramond*, numéro de janvier 1867, p. 20-47.

<sup>3</sup> LUCHAIRE, *Études sur les idiomes pyrénéens de la région française*, ch. II.

Il a aussi reconnu sommairement les travaux de divers spécialistes. Voilà comment s'est échaffaudé le travail de M. Luchaire, produit en sa forme première à la Sorbonne, sous forme de thèse de docteur ès-lettres : *De lingua Aquitanica*. Cet écrivain prétend opérer « avec toute la rigueur de la méthode étymologique » Ainsi l'ont cru, sans aucun doute, les juges du candidat à la Sorbonne et à l'Institut. Mais, à-dessus l'avis de spécialistes, tels que MM. l'abbé Inchauspe et Julien Vinson, prime sans conteste celui des Facultés et des Académies. Quel basquisant hautement autorisé a donc cru devoir discuter la doctrine de M. Luchaire, dont un indigeste résumé se trouve dans le livre de Desjardins ?

---

<sup>1</sup> DESJARDINS, *Géographie de la Gaule romaine*, II, 30-42. — Desjardins n'a jamais compté comme philologue ; mais beaucoup l'acceptent encore comme géographe. Pourtant, la partie de son travail concernant la Gascogne contient à peu près autant de fautes que d'assertions. On en jugera par les erreurs suivantes, choisies parmi celles dont le redressement réclame le moins de temps et d'espace.

T. II, p. 367. Desjardins donne aux *Tarusates* et au diocèse d'Aire-sur-l'Adour, « la Chalosse, le Gabardan occidental, et quelques terres de l'Estarac. » — Une portion seulement de la Chalosse dépendait du diocèse d'Aire. L'autre était comprise dans l'évêché de Dax. V. *Inventaire-Sommaire des Arch. départ. des Landes*, Introd., p. 22 et 24. L'Astarac, que Desjardins écrit « Estarac », a toujours fait partie du diocèse d'Auch. V. DOM BRUGÈLES, *Chron. eccles. du dioc. d'Auch*, passim ; SANSON, *Carte géographique de l'Archevêché d'Auch*.

T. II, p. 367. Desjardins attribue aux *Elusates* le futur pays de « Condomois. » — Il est pourtant notoire que cette contrée a dépendu de l'évêché d'Agen jusqu'en 1317, époque où le diocèse de Condom fut créé avec la portion de l'Agenais sise sur la rive gauche de la Garonne. V. *Gall. christ.* II, 954.

T. II, p. 367. Le même érudit donne aux *Lactorates* et au diocèse de Lectoure « la plus grande partie de l'Armagnac et de la Lomagne. » — Or, deux districts de l'Armagnac, l'Eauzan et le Bas-Armagnac appartenaient au diocèse d'Auch. Le troisième, celui de Rivière-Basse, dépendait de l'évêché de Tarbes. V. DOM BRUGÈLES, *Chron. eccles. du dioc. d'Auch*, passim ; SANSON, *Carte géographique de l'Archevêché d'Auch*.

T. II, p. 367 et 368. Le même savant comprend dans le pays des *Bencharnenses* et dans le diocèse de Lescar la vallée de « Soule. » — Mais la Soule a toujours dépendu du diocèse d'Oloron ou de celui de Dax. V. MARCA, *Hist. de Béarn*, 283 et 292. RAYMOND, *Dict. topog. du département des Basses Pyrénées*, art. Oloron et Soule.

T. II, p. 368. Toujours d'après Desjardins, l'ancien pays des *Bigerriones*



Comme contraste à cette entreprise de M. Luchaire, il serait bien difficile de souhaiter mieux que la doctrine exposée, avec autant d'autorité que de prudence, par M. Allmer, à propos d'un fragment d'inscription romaine, d'un débris d'épithaphe avec nom celtique trouvé à Auch (Gers), en 1880.

DVNAIO....

FLIO.....

TOVTARONIA.....

« Il est peu vraisemblable, dit M. Allmer, que ce texte soit complet; le défaut de symétrie entre la première ligne et la dernière, la présence d'un point à la fin de la seconde semblent indiquer qu'il se poursuivait sur la partie aujourd'hui manquante. *Dunaius* pourrait bien avoir été suivi d'un autre nom au génitif à rattacher au mot *flia* qui vient après, c'est-à-dire alors : « A *Dunaio*, fils de tel. » Ensuite devait être indiqué l'âge du défunt : « *annorum* tant ». Puis, à la suite du nom de *Toutaronia*, la qualification de la personne ainsi nommée, c'est-à-dire un des mots *mater*, *flia* ou *uxor*, devait parfaire la dernière ligne. Puis encore on a à se demander s'il faut lire en un seul mot *Toutaronia* ou en deux mots *Touta Ronia fi (lia)*. *Dunaius* assurément, *Touta* ou *Toutaronia* vraisemblablement, n'étant ni citoyens romains ni citoyens latins, ont dû se désigner, conformément au mode usité en pareil cas, par le nom de leur père à la suite du leur. Mais ce qui fait l'intérêt de cette épithaphe, toute mutilée qu'elle est, c'est que le dernier des noms qui s'y lisent est certainement celtique, et que le premier l'est peut-être aussi, non pas à cause de la syllabe *dun*, qui se rencontre dans beaucoup de noms ayant d'une manière incontestable la physionomie ibérienne, mais

---

ou Bigorre, correspond « à peu de chose près au département des Hautes-Pyrénées. » — Pourtant ce département englobe : 1. les vallées d'Aure, de Nestes et de Barousse, qui dépendaient du Comminges, 2. l'ancien archidiaconé de Magnoac, compris dans l'archevêché d'Auch. Le Montanerès, démembré du Bigorre, et annexé au Béarn vers 1096, a toujours dépendu de l'ancien diocèse de Tarbes. Il est aujourd'hui compris dans le département des Basses-Pyrénées. V. CASTILLON, *Hist. des popul. Pyrén.*, II, 452 et 456; MARCA, *Hist. de Béarn*, 359; DOM BRUGELES, *Chron. eccles. du diocèse d'Auch*, passim; RAYMOND, *Dict. topogr. des Basses-Pyrénées*, art. *Montaner* et *Montanerès*.

parce que, s'il n'est pas entier, on serait assez tenté de le compléter par *Dunaiorigi*. Ce serait donc un nom, peut être deux noms à ajouter au nombre prodigieusement petit des noms celtiques dans l'Aquitanie méridionale, où, même avec ce renfort, nous ne trouvons jusqu'à présent à notre compte, même en y comprenant une étrangère venue de la Segusiavie aux caux de Luchon, que cinq noms celtiques<sup>1</sup> sur environ cent trente noms, qui, n'étant ni celtiques ni romains ne peuvent être, croyons-nous, qu'ibériens<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> *Touta, Dannonia, Dannorigis* (génitif), *Donnus, Toutaronia* (?)

<sup>2</sup> A moins d'indication contraire, les noms en IS sont au génitif. Accaten (fém.) — Ahoissus — Ambexonis — Ander... Andere (fém.) — Andere... — Anderesen (fém.) — Anderexsus — Andossicus — Andossus — Andost... — Andoston — Andostennus — Andox — Annoss — Arbelexsis — Arbelsis — Arserris — Attacon — Attaconus — Attaiorigis — Attexis — Axionnis — Balais — Bombix — Barhosus ou osis — Belheiorigis — Berhaxsis — Bihoscinnis — Bihotarris — Bihotus — Bihoxus — Bombelex — Boneconis — Bonnexis et Bonnexsis — Bonnoris (nominatif) — Bontar — Bontex — Bonxson — Bonxorius — Bonxsus et Bonxus — Borroconis — Bortossus — Calixsonis — Cison — Cisonten — Cissonbonnis — Condannossus — Conduesenus — Condovi (gén.)

Donnadinnis — Derus — Derro — Dunaio... — Dunohrigs (gén.) — Dunohoxsis — Dunaioisc...

Ebelo — Edunnis — Elonus — Ennebox — Erdenius — Erdescus — Eresen (fém.) — Estinconis

Gerexo — Gisonconnis

Halsconis — Halscotarris — Hannac — Hannaconis — Hanarrus — Hannaxis — Hannaxus — Harbelex — Harbelexis — Harsorus — Harspus — Harsus — Hautensen — Herexon (fém.) — Hohanne (fém.) — Hontharrus — Hotarr — Hotarris — Hoxsus — Hunnu

Igillus — Illunnosus

Lexcia

Nahantenn... — Neurus

Odannus — Ohasseris — Ombecco — Orco... — Orcotarris — Orcvarrus... — Orgavarra — Osson

Salinis (nominatif) — Salicius — Sapalonis — Schennis — Sembodon — Sembetten — Sembus — Senarre (fém.) — Seniponnis — Sennacoius — Sennagus — Senixsonis — Sennis — Serrancon — Silabina — Silex — Silexconis — Sericconnis — Sorus — Sosonnis

Talsconis — Torsteginnus — Tarros

Ulohoxis — Uriaxe — Urupatis

Valdene — Vedunu...

En tout cent vingt-neuf noms.

« Il en est de même pour les noms de divinités ; sur environ quarante divinités non romaines, une seule, la déesse Belisama, se rencontre à la fois en Aquitanie, en pays celtique, à Saint-Lizier et à Vaison.

« Les habitants de l'Aquitania comprise entre les Pyrénées et la Garonne n'étaient pas de race celtique, ne parlaient pas la langue celtique, ne pratiquaient pas la religion des Celtes. A l'exception des Bituriges-Vivisques, qui, eux, étaient des Celtes et formaient, d'après le positif témoignage de Strabon (p. 189), dans cette Aquitanie méridionale « plus ibérienne que celtique », une enclave étrangère, la population était ibérienne en même temps que le débris le mieux conservé de l'ancienne famille ibérienne, primitivement maîtresse de la Péninsule entière et de la partie de la Gaule située au nord des Pyrénées entre les deux golfes jusqu'au Rhône. Ainsi l'attestent également, indépendamment de Strabon, Hérodote, historien du cinquième siècle avant Jésus-Christ ; il dit que l'Ibérie ne se terminait qu'au Rhône ; le Périple de Seylax, dont la dernière rédaction peut remonter au temps d'Alexandre le Grand ; on y voit que les Ibères occupaient la contrée intermédiaire entre les Pyrénées et le Rhône. Plin (37, 11) rappelle qu'au temps d'Eschyle, c'est-à-dire pendant la première moitié du cinquième siècle avant notre ère, le Rhône était un fleuve de l'Ibérie. Festus Avienus, auteur du quatrième siècle de l'ère chrétienne, mais dont presque tous les ouvrages sont imités ou traduits d'anciens poètes ou logographes grecs, répète, certainement d'après quelque auteur grec, que le Rhône faisait la séparation des Ibères et des Lyges (Voy. *Dict. arch. de la Gaule*, p. 34.)

« Mais, tandis que romanisés de bonne heure, les Ibères d'Espagne ont à peine laissé de leur nationalité quelques vestiges reconnaissables, au contraire, dans les Pyrénées : la Biscaye, le Guipuscoa, la Navarre, subsiste, encore de nos jours, un reste de l'ancienne langue nationale, et se rencontrent, sur le versant nord, non seulement de nombreux autels à des dieux non celtiques, mais aussi de nombreuses épitaphes dont les noms s'écartent de la manière la plus tranchée des noms de forme celtique et ne peuvent être alors qu'ibériens. A

---

Pour deux ou trois noms, IGILLUS par exemple, l'attribution peut être contestée. Dans le doute nous les avons joints au plus grand nombre ; mais, dans tous les cas, une énorme disproportion n'en reste pas moins manifeste. *Note de M. ALLMER.*

côté de ces noms ibériens abondent sur les autels aussi bien que sur les épitaphes les noms romains, de plus en plus dominants à mesure qu'un s'éloigne davantage des Pyrénées, et se montrant exclusivement seuls dans la partie qui en est la plus éloignée. Mais inutilement y chercherait-on, des Pyrénées à la Garonne, des noms celtiques en nombre tant soit peu significatif ; ils y font, peut-on dire, complètement défaut, et il ressort de ce fait cette constatation importante pour l'histoire, que l'Aquitania pyrénéenne constituait dans la Gaule, à l'époque romaine, une petite Ibérie, fortement pénétrée de l'élément romain, mais restée en quelque sorte entièrement fermée à l'élément celtique. Différents de race, de religion, de langue et même d'extérieur, Ibères et Celtes ont vécu sous l'empire romain parallèlement, séparés faiblement par l'étroit cours d'un fleuve, largement et profondément par leurs dissemblances<sup>1</sup>.

« On ne saurait comprendre que les Aquitains, s'ils eussent formé une nation d'une race particulière, c'est-à-dire autre que la celtique ou ibérienne, eussent pu se maintenir entre les Celtes, maîtres de tout le reste de la Gaule, et les Ibères, maîtres de l'Espagne. Évidemment, il a fallu pour cela qu'ils eussent sur l'une des deux nations contre l'autre un solide et puissant appui, et cet appui était la communauté de race avec l'une d'elles. On sait pertinemment, par les témoignages ci-dessus rappelés qu'ils n'étaient pas Celtes. Strabon, entre autres, l'affirme de la manière la plus expresse : par le langage, par l'extérieur, ils ressemblaient aux Ibères d'Espagne, non aux Celtes, et les Bituriges-Vivisques établis chez eux à l'embouchure de la Garonne y constituaient, par cela seul qu'ils étaient Celtes, une intrusion étrangère. Donc les Aquitains étaient, non pas des Celtes, mais des non-Celtes et alors des Ibères. Aussi longtemps que les Celtes s'avancèrent du nord de la Gaule plus avant dans le midi, et même pénétrèrent, par le littoral sans doute, jusque dans l'intérieur de l'Espagne, où leur mélange avec les indigènes a donné naissance à la peuplade des Celtibères, les Ibères de la Gaule, qui alors s'étendaient, comme on l'a vu, du golfe de Garonne au golfe de Lyon et au Rhône, cédèrent seulement sur ce dernier point, mais restèrent impénétrables à l'invasion dans l'Ibérie de la Gascogne aux Pyrénées et à l'Océan, et certainement parce qu'ils avaient derrière

---

<sup>1</sup> Il résulte des preuves fournies ci-dessus, que le domaine actuel de la langue basque en Espagne est beaucoup plus étendue que ne le suppose M. Allmer.

eux, non pas seulement les Pyrénées, mais de l'autre côté des Pyrénées leurs apparentés d'origine. Plus tard encore, cette affinité des Aquitains avec les Espagnols s'affirme d'une manière manifeste à l'occasion de guerres de Romains contre les peuples du versant sud : dans toutes ces guerres, ainsi que l'a fait ressortir M. Mommsen dans son *Histoire des provinces romaines*, les Aquitains, s'ils ne font pas cause commune avec leurs nationaux d'outre-monts, agissent au moins de connivence avec eux. Tout à l'inverse, dans la guerre de conquête des Gaules, ils restent spectateurs inactifs des défaites des Gaulois, et, lorsqu'ils sont eux-mêmes attaqués, ce sont les Cantabres d'Espagne qu'ils appellent à leurs secours. Ensuite, ils demeurent en dehors de la ligue nationale de Vercingétorix.

« Que les Ibères d'Espagne n'aient presque pas laissé de traces de la primitive nationalité, cela s'explique facilement ; la conquête de l'Espagne par les Romains a précédé de très longtemps celle de l'Aquitanie. La romanisation, accomplie sous l'oppressif régime de la République, y était à peu près complète dès avant l'avènement de l'empire si ce n'est dans la partie montagneuse des Pyrénées, tandis qu'au contraire dans l'Aquitanie conquise par César et organisée par Auguste, sous un gouvernement relativement tolérant et libéral, elle s'est effectuée, comme dans les deux autres Gaules, plus lentement et moins parfaitement ; même elle n'a jamais été entière, ni dans les Pyrénées, ni dans la région contiguë. Et, puisque dans le pays basque est encore actuellement en usage un dialecte antique sans rapport avec la langue celtique, ni avec aucune autre langue d'origine indo-germanique, puisque dans une large zone y attendant se rencontrent journellement des autels consacrés à des dieux inconnus en pays celtique, et des tombeaux sur lesquels se lisent des noms essentiellement différents des noms celtiques, c'est que ce dialecte est ibérien, c'est que ces noms de divinités <sup>1</sup> et de person-

---

<sup>1</sup> Voici, d'après Julien Sacaze, les noms des divinités relevées dans les inscriptions romaines :

Abelion — Abellion — Aereda — Ageion — Alar — Ande — Arard — Argas — Arpeninus — Arteh — Asto Ilun — Averen — Baesert — Baicorix — Baigorix — Baicos — Beisiris — Belisama — Bocus Harouson — Buai-corix — Car — Daho — Edelat — Ele — Erge — Expcenn — Fagus ou le Hêtre — Les Fontaines — Gar — Heraus Corritseha ? — Horolat — Idiat — Ilixon — Ilube || xion — Iluberrix — Ilumber — Ilun — Iluron — Iscitt — Lahe ou Laha — Leheren — Lelhunn — Les Montagnes — Nethon — Six arbres — Sutugius — Tole — Xuban — SACAZE, *Les anciens Dieux des Pyrénées*.

nes appartiennent à la langue de l'Aquitaine et sont ibériens ; cela va de soi sans démonstration, c'est le contraire qui aurait à être démontré. Au-delà d'Auch et d'Eauze jusqu'à la Garonne, les noms conservés sur les autels et sur les épitaphes sont exclusivement romains, d'où on voit que dans cette partie du pays la civilisation romaine avait achevé son œuvre. Mais il ne s'en suit pas que l'Aquitaine ait été ouverte aux Celtes. Si la population avait été tant soit peu fortement mêlée ce Celtes, Strabon, au premier siècle de notre ère, n'aurait pas pu dire que les Celtes Vivisques y étaient des étrangers d'une race différente, ni l'inscription d'Hasparren, au second siècle probablement, faire la distinction des *novem populi* et des *Galli* <sup>1</sup> ».

Ainsi raisonne M. Allmer, avec sa circonspection et sa sagacité habituelles, avec sa profonde connaissance de tout ce qui touche aux destinées du midi de la Gaule avant et pendant la domination romaine. Mon cher et vénéré maître me permettra pourtant une objection, qui, même en la supposant fondée, n'altérerait en rien d'ailleurs la solidité de sa thèse principale. Certes, les habitants de l'antique Aquitaine se rattachaient linguistiquement aux Ibères d'Espagne, et en particulier aux Vascons, aux Vardules, aux Caristes et aux Autrigons, dont une très grande portion des descendants parle encore aujourd'hui le basque. Mais est-il bien permis d'affirmer que, si les Aquitains maintenaient encore leur indépendance contre les Celtes, au moment de la conquête romaine, cela tenait à l'appui que leur avaient fourni les Ibères de la Péninsule? Pourtant nous savons que ces Ibères ne purent repousser ni les bandes celtiques qui s'emparèrent du midi de la Gaule depuis la Garonne jusqu'au Rhône, ni celles qui s'établirent dans une portion de la Péninsule, et donnèrent naissance aux Celtibères. De même, les Grecs, les Carthaginois, s'emparèrent ensuite d'une partie de la Péninsule, et les Romains la conquièrent finalement tout entière, malgré la résistance des habitants. Et dès lors, comment ceux-ci auraient-ils pu protéger, au-delà des Pyrénées, l'indépendance des Aquitains, alors qu'ils étaient notoirement hors d'état de maintenir leur propre autonomie? Certes, j'aurais tort de nier qu'à l'époque de la conquête romaine les Vascons, Vardules, Caristes, Autrigons, et autres peuples encore désignés sous le nom général de

<sup>1</sup> ALLMER, *Revue épigraphique du midi de la France*, n° 39, d'avril-mai 1886, inscription n° 596, p. 193-196.

Cantabres, soient alors venus au secours de l'Aquitaine. Mais cela ne peut évidemment tenir qu'à d'autres causes, et le moment de les rechercher n'est pas encore venu. Ma future démonstration, je le répète, n'altérera d'ailleurs en rien le principal de la thèse de M. Allmer concernant les affinités de la langue basque avec celle des anciens Aquitains. Au détriment de celui de M. Luchaire, son travail démontre une fois de plus qu'en érudition, comme en bien d'autres matières, un principe ne vaut bien souvent que par la façon dont on sait en tirer les conséquences.

Et voilà toute ma critique des doctrines philologiques issues de l'influence lointaine d'Oihenart. Certes, je ne suis, comme M. Luchaire, qu'un basquisant d'occasion. En philologie romane, je ne compte que comme un praticien passable. Voilà pourquoi, de ce double chef, j'ai copieusement consulté les spécialistes. Mais, en fait d'histoire politique et de géographie historique du sud-ouest de la France et du nord-ouest de l'Espagne, je n'ai maintenant, et pour mon malheur, que bien peu de choses à apprendre de nos érudits contemporains. Or, les seuls arguments par moi tirés de l'exposé de la succession des doctrines, montre ce que vaut en elle-même l'hypothèse initiale d'Oihenart, et ce qu'elle est finalement devenue dans les travaux des écrivains postérieurs. C'est pourquoi je me crois le droit de tirer du présent paragraphe, et des deux qui le précèdent, les conclusions que voici :

1° L'ensemble des témoignages fournis par les auteurs de l'antiquité indique bien qu'à une époque très reculée, une race dite ibérienne, occupait seule, sans doute, la Péninsule et le midi de la Gaule de l'Océan jusqu'au Rhône, avant l'immigration des Celtes, des Grecs, des Carthaginois et des Romains. D'une part, les affinités relevées par les philologues entre le basque actuel et l'espagnol et le portugais n'autorisent pourtant pas à affirmer encore que les Ibères de la Péninsule parlaient tous, soit un seul et même langage, soit deux dialectes du même idiome représenté par le basque actuel. D'autre part les monuments de l'épigraphie romaine découverts dans ladite Péninsule n'ont pas encore été assez minutieusement interrogés pour nous fournir, à ce point de vue, un surcroît fort nécessaire d'informations.

2° Les Vascons, les Vardules, les Caristes et les Autrigons, étaient incontestablement des Ibères. Ils parlaient un langage dont est issu le basque actuel, et dont fait encore usage une très grande partie de leur

descendants. Néanmoins, les habitants de la Vasconie orientale étaient certainement romanisés avant le haut moyen-âge, et, sans doute aussi, une assez importante portion des Vardules, des Caristes et des Autrigons.

3° Il est historiquement et philologiquement prouvé que les habitants de la primitive Aquitaine se rattachaient à la race ibérienne par la race et par la langue. Et par langue, il faut surtout entendre ici l'idiome dont est issu le basque actuel, parlé sur l'un et l'autre versant des Pyrénées. Les Basques français ne sont que les descendants non romanisés de ces Ibères, comme l'étaient aussi ceux du reste de la région comprise entre l'Océan, les Pyrénées et le cours de la Garonne. A aucune époque, et notamment en l'année 587 après Jésus-Christ, ni les Vascons d'Espagne, ni les Vardules, Caristes et Autrigons, ne se sont emparés d'une portion quelconque de l'ancienne Novempopulanie, et n'y ont importé leur type ethnique et leur langage.

§ III. RELIGION. — Ici, je me borne à présenter la traduction d'un court passage de M. Mommsen concernant la religion des Ibères espagnols.

• Que la civilisation romaine ait imprégné l'Espagne plus tôt et plus fortement qu'aucune autre province, cela est prouvé de plusieurs façons, et spécialement par la religion et la littérature.

« Sans doute le vieux domaine ibérique demeuré quelque peu en dehors de l'immigration, la Lusitanie, la Galice, les Asturies, les Dieux indigènes avec leurs noms bizarres se terminant généralement en *ieus* ou *ecus*, tels que l'Endovellicus, l'Eaecus, Vagodonnae-gus — se sont maintenus, même sous le Principat, dans les anciennes localités. Mais dans la Bétique entière on n'a pas trouvé une seule pierre votive qui n'ait aussi bien pu être érigée en Italie, et il en est de même de la Tarraconnaise propre, sauf que des traces isolées de divinités celtiques se rencontrent sur le Douro supérieur<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> A Clunia, on a découvert une dédicace aux Mères (C. I. L. II, 2776) la seule (inscription) de ce culte, qui se répandit si loin, et qui subsista si longtemps chez les Celtes de l'Occident; — à Uxama une autre consacrée aux *Lugoves* (Id. 2818), divinité qui se retrouve chez les Celtes d'Aventicum. Note de M. MOMMSEN.



« Une aussi énergique romanisation religieuse ne s'est étendue sur aucune autre province <sup>1</sup>.

§ IV. ÉTAT POLITIQUE DES IBÈRES D'ESPAGNE AVANT LA CONQUÊTE ROMAINE. — M. Mommsen constate à bon droit qu'il est impossible d'apprécier actuellement en quoi l'Institution communale des Ibères peut être distinguée de celle des Gaulois. De la division en maisons, l'Espagne tout aussi bien que la Gaule cisalpine et transalpine, s'éleva à la division en cantons. Les *Vaccei* et les *Cantabri* de l'Espagne ne se distinguent pas essentiellement des *Cenomani* de la Transpadane, ni des *Remi* de la Belgique. Il fut, à coup sûr, un temps où l'Espagne posséda de grandes associations cantonales. Les monnaies frappées dans cette péninsule, aux premiers temps de la domination romaine, ne désignent pas des villes, mais des cantons. Elle visent non pas *Tarraco*, mais les *Cessetani* <sup>2</sup>, non pas *Saguntum*, mais les *Arsetani* <sup>3</sup>. Or, ce fait montre, plus clairement que l'histoire des guerres faites à la même époque, qu'à un moment donné, il y a eu en Espagne de grandes associations cantonales.

Mais les Romains ne traitèrent pas toutes ces associations de la même manière. Les cantons transalpins restèrent en commission politique avec la domination romaine. Ainsi que les cantons cisalpins, les cantons espagnols ne furent considérés que comme des circonscriptions géographiques.

§ V. ROMANISATION DES IBÈRES ESPAGNOLS. — Les rapides progrès de la domination romaine en Espagne, s'expliquent surtout par ce fait que l'influence de la République ne faisait que se substituer à celle des Carthaginois. Au reste, il est bien difficile de préciser, pour cette époque aussi bien que pour celle des empereurs, comment la romanisation se fit, par le mélange des colons italiens et des anciennes populations de l'Espagne. Toujours est-il que les Ibères disparaissent sous la première dynastie impériale <sup>4</sup>.

JEAN-FRANÇOIS BLADÉ.

---

<sup>1</sup> MOMMSEN, *Römische Geschichte*, V, 68.

<sup>2</sup> Dénomination adoptée par M. Mommsen. On a dit longtemps *Laletani*.

<sup>3</sup> Dénomination adoptée par M. Mommsen, au lieu d'*Edetani*.

<sup>4</sup> MOMMSEN, *Römische Geschichte*, V. 62-64.

# MÉMOIRE

POUR

## L'HISTOIRE DE L'ABBAYE LÈS VILLENEUVE-D'AGENOIS

( Suite ).

---

Celles qui sont présentement au monastère consistent en de très petites particules ramassées de divers endroits, sans qu'on en puisse donner des assurances authentiques. Elles sont toutes renfermées dans une petite boîte en forme d'un petit bahut long d'un demi pied, et large de deux pouces. La plus grande et plus notable, et qui est authentique, est une petite côte de saint Patern, évêque d'Auxerre, envoyé au présent monastère par le R. P. D. Grégoire Tarrisse, l'an 1637, étant pour lors supérieur général, portée et mise dans cette petite boîte par le R. P. D. Pierre Béziat <sup>1</sup>, visiteur, le 24 novembre de ladite année.

Lorsqu'on passa le concordat pour l'établissement de la Congrégation de Saint-Maur au présent monastère avec Messieurs les anciens religieux, ils se réservèrent de faire l'office divin en la chapelle de Saint-Martial à Villeneuve, et des reliques, de celles sans doute qui sont contenues dans l'inventaire sus mentionné, n'en donnèrent la charge au sieur sacristain : on manqua de l'en faire charger par inventaire et par main publique : il en a eu très peu de soin ; néanmoins on a trouvé moyen de les recouvrer, quoique dans une grande confusion, ne pouvant les discerner en aucune façon.

---

<sup>1</sup> Pierre Besiat embrassa d'abord la vie monastique dans l'ordre de Cluny, puis fit profession, en 1621, dans l'abbaye de S.-Augustin de Limoges, après que la réforme y eut été introduite. Il fut plusieurs fois prieur du monastère de Sainte-Croix de Bordeaux, et mourut à Toulouse dans le monastère de La Daurade le 22 juillet 1675. Cf. *Les Prieurs claustraux de Ste-Croix de Bordeaux et St-Pierre de La Réole depuis l'introduction de la Réforme de S.-Maur* ; Bordeaux, 1884, in-8°, p. 52-53.

Il est à propos de faire mention, au sujet des reliques, comme il y a au monastère un fort beau tombeau de marbre gris, ouvrage ciselé par le dehors, ayant sur les côtés au milieu une figure en la façon qu'on la verra sur le papier, ayant les bords épais de trois pouces et demi, et le creux en longueur de six pieds onze pouces, en largeur trois pieds sept pouces, et en profondeur deux pieds sept pouces. Il étoit dans un petit caveau voûté de nouveau sous le grand autel. Le bruit est commun dans tout le pays, que le sieur comte et maréchal de Matignon, lieutenant pour le roi au gouvernement de Guyenne, après l'avoir vu et considéré, le fit tirer de là pour l'emporter et en faire, à ce qu'on dit, un abreuvoir pour ses chevaux. On le porta sans résistance jusque sur le seuil du grand portail de l'église, où étant déjà la moitié dehors, il fut impossible de le faire passer plus avant, quoiqu'on y attelât grand nombre de chevaux et de paires de bœufs<sup>1</sup>. On en parle encore souvent et publiquement, quoique avec exagération; car on dit qu'on y avoit attelé jusques à 50 paires de bœufs, ce qui ne semble pas croyable. Il est encore proche du grand portail en son entier, et il y en a dans l'église un semblable, de même matière ouvragée, mais beaucoup plus petit, portant d'un côté sur l'autel d'une chapelle, et de l'autre dans une muraille. Il n'est pas croyable que ce fût le tombeau de saint Advin, n'étant pas proportionné à la tombe susmentionnée, ni de même matière.

#### IX. — TITRE DE BARONNIE<sup>2</sup>.

L'abbaye et monastère portoit anciennement le titre de baronnie, ce qui a fait que les abbés prenoient la qualité de barons, comme Gaillard de Montraby l'an 1278, Arnaud Raymond de Coyssels l'an 1321, Gérard de la Lande l'an 1329; et les deux derniers ne le prenoient pas seulement pour eux, mais encore le donnoient aux reli-

---

<sup>1</sup> Les auteurs du *Voyage littéraire de deux bénédictins* (D. Martène et D. Durand) racontent la même chose presque dans les mêmes termes, et donnent le fait comme « attesté par des personnes auxquelles on n'a pu refuser créance » (part. II, p. 43).

<sup>2</sup> Dans le manuscrit, ce paragraphe est placé après le suivant. Comme nous devons faire au *texte* de celui-ci plusieurs additions importantes, il nous a paru meilleur de reproduire notre manuscrit d'abord en entier : la transposition d'ailleurs n'a d'autre conséquence que le changement de deux ou trois mots et la suppression de deux ou trois autres, pour mettre au futur certains verbes qui étoient au prétérît.

gieux en commun. De quoi il n'y a pas fondement de s'étonner ; au contraire, tant l'abbé que les religieux pouvoient prendre le titre de *comte*, puis qu'ils possédoient la ville d'Eysses avec toute la paroisse, et celles de Corbiac, de Sainte-Radegonde, et la moitié de celle de Trémons, qui sont toutes contigues, en haute justice, moyenne et basse, ce qui suffisoit pour porter ledit titre. Et en effet, le fondateur qui leur bailla ces possessions étoit et s'appeloit comte, comme il sera dit ci-dessous. Le monastère jouissoit encore de la justice du temps de la fondation de Villeneuve, comme appert par l'acte de l'an 1264. Mais du depuis les officiers du roi l'ont usurpé, et il est croyable que l'abbé et les religieux, de gré ou de force, s'en privèrent dans le traité passé entre les gens du roi et l'abbé Arnaud Raymond de Coyssels l'an 1323, 17 de juillet, duquel on n'a pas trouvé le contenu, et après lequel néanmoins l'abbé et les religieux ne laissèrent pas de porter ledit titre de barons, comme, par exemple, au temps de Gérard de la Lande qui fut abbé après ledit traité, et lesdits abbés sont demeurés seigneurs fonciers et directs des susdites paroisses, qui sont et composent encore à présent l'entière juridiction de Villeneuve d'Agenais.

Il y a une messe d'obligation toutes les semaines pour une fondation.

## X. — CATALOGUE DES ABBÉS.

On n'a pu trouver les noms que de ceux qui suivent :

GÉRAUD DE REILHAC<sup>1</sup> étoit abbé d'Eysses en 1229, comme il se prouve par un acte que nous avons eu des archives de Moissac, par lequel il conste qu'il prêta serment de fidélité à Raymond de Montpezat, abbé de Moissac, dans le monastère de la Daurade, à Toulouse<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Avant Géraud de Reilhac, ou Rilhac, le *Gallia* de 1720 place Arnaud I<sup>er</sup>, abbé en 1105, Arnaud II, abbé en 1176, et Pierre I<sup>er</sup>, abbé, en 1185.

<sup>2</sup> « Anno 1237, defuncto G. abbate, Exienses monachi ad Moissiacensem abbatem deputant pro novi abbatis electione, et eligitur, ut credere par est, Guillelmus I quem absque cognomine in chartis memoratum video. Sic enim de eo habetur in Moissiacensi tabul.: *Guillelmus abbas Exiensis obedientiam promisit D. Abbati Moissiacensi, anno 1240* » (*Gallia christiana*, t. II, col. 937).

BERNARD JORDANIS, abbé l'an 1258<sup>1</sup>, 18 décembre ; il étoit religieux dudit Eysses et prieur de Sedilhac en Périgord l'an 1234, et fut pris pour arbitre pour l'abbé d'Eysses en ladite année, mais l'abbé n'est pas nommé. Ce fut lui qui, l'an 1264, le 10<sup>e</sup> d'avril, bailla, du consentement des religieux en tènement de Gaiac mouvant du monastère, la place où est à présent bâtie Villeneuve d'Agenois, à Alphonse, comte de Poitiers et de Toulouse, frère de S. Louis ; le sieur de Ville-Favreuse, sénéchal d'Agenois et du Quercy faisant pour ledit comte, frère Etienne de Relhiaco, le sieur Gaubert, de Rampo, gentilhomme dudit comte, et M<sup>e</sup> Ponce de Meynard, notaire d'Agen, désignèrent la place, et le sénéchal en prit possession, et au dit nom confirma à l'abbé et monastère toutes ses possessions<sup>2</sup>. De son temps aussi se passa cette grande transaction entre le seigneur évêque d'Agen, l'abbé de Moissac et lui, en son monastère, dont les articles sont ci dessus spécifiés. Il vivoit encore l'an 1268, ayant passé cette année-là un compromis avec le sieur de Monfavès, pour le déguerpissement d'une partie du dime et d'une métairie dépendante de la Mothe Fayet<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Bernardus I Jordani memoratur abbas an. 1249 quo controversiam inter ipsum et Moissiacensem abbatem ratione subjectionis hujusce monasterii cœnobio Moissiacensi arbitrari sententia componit Guillelmus præsul Aginnensis, ut in ipso vidimus. (*Gallia christiana*, t. II, col. 937).

<sup>2</sup> L'acte est rapporté tout au long dans le tome II du *Gallia Christiana, Instrumenta*, col. 435-438. « Il y a, dit M. Cassany-Mazet, quelque incertitude sur l'année précise de cet acte. Le manuscrit traduit du texte latin, et Darnalt dans ses *Antiquités de l'Agenois* varient sur 1253 et 1254, il est toujours certain qu'il est tout au moins du 10 avril 1254. » (*Annales de Villeneuve-sur-Lot et de son arrondissement*; Agen, 1846, in-8°, p. 71.) Le texte reproduit par le *Gallia*, « *ex chartâ authenticâ* », donne bien positivement la date du 10 avril 1264, et non 1253 ni 1254. M. Cassany-Mazet ne dit pas où il a pris l'« ancienne traduction » qu'il donne aux pages 279-281 de son volume, et où l'acte est dit fait en 1253. Quant à l'autorité de Darnalt, elle n'est pas ici d'un grand poids. « Ce fut, dit-il, en l'année 1253, si je ne me trompe, comme est porté par un ancien titre de cette abbaye que j'ai eu entre les mains. » (f. 79).

<sup>3</sup> Anno 1250, à papa delegatus judex pro componenda lite diutina inter Eliam de Vallibus et W. . . ejus uxorem, id præstat. Anno 1263, ad concordiam revocat Eliam decanum Yssigiaci, et Bertrandum de Montibus. . . Anno 1268, nonnulla acquisivit apud Motam ; et anno saltem 1272, aut vivere desierat, aut pedum cesserat » (*Gallia Christiana*, t. II, col. 937).

**GAILLARD DE MONTRABEY**, l'an 1274, cinquième jour à l'entrée d'août; cette année et jour<sup>1</sup>, le sieur de Monfavès, ses frères et sœurs lui déguerpirent la métairie de la Grimaudie, dépendant de la Mothe Fayet, aujourd'hui appelée le Molar, et une partie du dime de la Mothe, annexe de S. Sernin. Dans un titre de l'an 1278, 2<sup>e</sup> à l'entrée de janvier, il prend le titre de baron. Il vivoit encore l'an 1283, 12<sup>e</sup> à l'entrée d'avril.

**BERNARD DE LA ROCA**, l'an 1288, en juillet, y reçut le même an de Bonafous de Palavols, gentilhomme, l'hommage du fief appelé de la Couture et du Moulin, en la paroisse de Nagejoul<sup>2</sup>, et de Monbals, dépendants du doyenné. On ne trouve aucun mémoire de lui<sup>3</sup>.

**ARNAUD RAYMOND DE COYSSELS**, l'an 1300, 8<sup>e</sup> à l'entrée du mois de mai. Le même an et jour, il reçut de noble Guillaume Esclaval l'hommage pour un fief situé en la paroisse de Nagelouls, dépendant du doyenné du monastère. L'an 1316, 15 avril, il fonda l'office de cellérier au monastère et lui assigna des revenus. De son temps, il y avoit vingt-quatre religieux; les offices: prieur, cellérier, aumônier, chambrier, sacristain, infirmier, pitancier, hôtelier, réfecturier, chantre. De tout ceci est fait mention dans un acte de l'an 1316, qui est un accord fait entre le cellérier et les religieux pour la pitance: par où il paraît qu'ils mangeoient de la viande. L'an 1321, 20 juillet, Arnaud Raymond fonda plusieurs messes à perpétuité et acheta plusieurs censives pour les faire dire, qu'il affecta aux religieux. L'an 1323,

---

<sup>1</sup> Les Bénédictins disent 1272 et non 1274.

<sup>2</sup> *Nagejoul*, dans la commune de Tournon-d'Agenais.

<sup>3</sup> Excellente raison pour nous de reproduire l'article du *Gallia*. « Bertrandus de la Roca occurrit 1286. Sabbato antè festum sancti Martini in hyeme quo, nomine Bertrandi de Insula episcopi] Tolosani, Bertrando abbati Moissiacensi dat apocham 50 librarum Turonensium pro anniversario quod in dicto monasterio celebrabatur pro anima dominæ Indæ matris dicti Bertrandi episcopi. Difficultates plurimas pro sua ordinatione passus est; excommunicatus enim fuit ab abbate Moissiacensi, eo quod electionem suam ab Agennensi episcopo confirmari fecisset. Quà de re ad Appamiensem episcopum scripsit Innocentius IV primo sui pontificatus anno. Ejus electio irrita declarata fuit et nulla à Bernardo sancti Saturnini abbate et episcopo Avenionensi Sedis Apostolicæ legato deputato judice. Abbatiam nihilominus retinuit; etenim anno 1288 Jonafusus de Palavols miles fidem ei præstitit, et fecit hominum pro nonnullis quæ a cœnobio cui præerat, tenebat. » (*Gallia Christiana*, t. II, col. 937, 938. )

dix-septième juillet, il fit un traité avec les gens du roi dont on n'a pu trouver en détail le contenu ; mais, en général, ledit abbé, selon qu'on peut conjecturer, demeura seigneur des paroisses de S. Sernin d'Eysses et de Corbiac, d'une partie de la paroisse de Tremons, et de la paroisse de Sainte-Radegonde dite de Donuhac. Car le sénéchal ayant fait main mise sur les terres incultes vacantes de toute la juridiction de Villeneuve, à la réquisition des gens du roi, pour les faire reconnaître au roi environ l'an 1466 ou 1467, Guy de Mombrun, abbé d'Eysses, ayant produit la donation de la place où Villeneuve fut bâtie l'an 1264, 10 de mai, et le traité dont est question, qui s'est perdu du depuis, au même instant, le sénéchal donna main levée et avoua qu'il apparoissoit par un titre, que l'abbé étoit seigneur desdites paroisses, et fit cet aveu du conseil de l'avocat et procureur du roi. Dans un titre de l'an 1325, il prenait le titre de baron en deux ou trois endroits, et dans un autre concernant un arrière fief<sup>1</sup> qu'il donna du consentement des religieux, de l'an 1321, 27 d'août, il appelle aussi lesdits religieux barons.

RAYMOND BARATA, l'an 1327, 27 avril. On trouve son nom dans une investiture qu'il fit de quelques septerées<sup>2</sup> de terre ; il ne demeura fort longtemps abbé, mais fut suivi de

GÉRARD DE LA LANDE, l'an 1329. Il avoit été religieux d'Eysses et étoit ouvrier<sup>3</sup>, l'an 1314. Il fut élu du corps et chapitre dudit Eysses, contre la première et expresse clause de la transaction de l'an 1264, de laquelle il a été amplement parlé ; sur quoi il y eut un grand différend et procès devant le pape entre lesdits monastères de Moissac et d'Eysses, qui fut enfin terminé par accommodement, qui portoit : 1° En premier lieu, que le monastère d'Eysses cédoit à celui de Moissac le droit de collation de l'église et prieuré séculier de Aymet. Il a été remarqué ci-dessus qu'en l'an 1234 il étoit régulier, et le prieur étoit pour lors à Eysses et religieux d'Eysses, et comme il conste par

---

<sup>1</sup> L'arrière-fief, ou fief *servant*, est celui qui relevait d'un fief supérieur appelé *dominant*. Il était dû foi et hommage au fief dominant : le fief servant n'avait sous lui que des rotures.

<sup>2</sup> *Septérée*, terre qui contenait environ un arpent, un *septier* de semence. *Dictionn. de Trévoux*.

<sup>3</sup> *Ouvrier*, en latin *operarius*, *dignitas in monasteriis, cui operibus publicis vacare incumbit* ; vulgo, *Maître de l'œuvre*. Du Cange, *Glossarium*, V° *Operarius*.

le présent accord, il est devenu séculier, et l'abbé de Moissac le demanda pour le rendre de rechef régulier ; — 2° Que, moyennant la cession de tout droit sur ce prieuré, le monastère d'Eysses avoit tout droit d'élire son abbé du corps et chapitre d'Eysses ou de Moissac tant seulement à son choix, — 3° Que l'abbé de Moissac se réserve d'examiner et confirmer l'abbé élu. et s'il est canoniquement élu de l'un ou autre monastère, s'oblige de le confirmer, sinon le droit de l'établir lui étoit pour cette fois dévolu ; et en signe de l'obéissance que l'abbé d'Eysses devoit à celui de Moissac, il devoit prendre de lui le bâton pastoral. Tout cela est contenu dans une bulle qui confirme le présent accommodement, et donne pouvoir à l'abbé de Moissac de remettre le prieuré de Eymet régulier : *Datum Avenione, 14 calendas junii, pontificatus Joannis 14º*. C'étoit Jean XXII environ l'an 1329. De son temps, il y avoit 23 religieux audit monastère, comme appert par un acte d'arrière-fief en faveur de Jean de Savinhac, et dans un autre passé en faveur d'Arnaud Petit. Il donnoit aux religieux le titre de barons.

BERNARD GALBERT DE PESTILHAC, abbé l'an 1340, 23 décembre. L'année suivante, 24 novembre, il augmenta le revenu de l'office de cellierier, et l'an 1363, 27 juin, il accommoda le différend qu'il avoit avec Jean de la Barthe, seigneur d'Aure et N. de Pujols, barons de Pujols, par moitié, pour la dime de Bias en la paroisse de Pujols. L'abbé prétendoit que les trois quarts lui appartenoient, et auxdits barons seulement un quart, et se plaignoit contre eux de ce qu'ils en prenoient pour le mois un autre quart, ne payant rien de leurs métairies et fiefs qu'ils faisoient défricher, soutenant qu'ils n'en devoient pas payer. Il s'accorda avec eux en partageant par moitié, sans réserve, sinon des terres que lesdits feroient valoir à leur main tant seulement, et non de celles qu'ils donneroient à fief où à moitié. Il ne se parla point pour lors d'hommage ni de redevance, à causesans doute que lesdits barons étoient puissants et tenoient le parti du roi d'Angleterre Edouard <sup>1</sup> et de son fils le duc de Guyenne ; et en effet, dans le traité, contre la pratique des autres actes où on trouve

---

<sup>1</sup> C'est Edouard III, le vainqueur de Philippe de Valois à Crécy, et le vaincu de Charles V, qui reprit au roi d'Angleterre presque toutes les conquêtes qu'il avoit faites en France. Son fils aîné, prince de Galles, nommé Edouard comme son père, fut investi du duché de Guyenne en 1355 et mourut en 1376.



*regnantibus N, rege Franciæ et rege Angliæ et N. duce Aquitaniæ*, dans celui-ci il n'y a que *regnantibus Domino Eduardo rege Angliæ Eduardo ejus primogenito principe Aquitaniæ*. Ce Bernard était encore abbé l'an 1376 le 5 septembre.

BERNARD DE LA ROCA, second <sup>1</sup> abbé, l'an 1381, 10 de mars. De son temps, 1402, 11 de novembre, l'abbé de Moissac fit plusieurs réglemens au monastère, comme il a été dit ci-dessus. Il vivoit encore l'an 1408, 14 octobre. Il reçut, aussi bien que son prédécesseur de même nom, l'hommage pour le même fief de la Coutura en la paroisse de Nagejoul, l'an 1402, 7 avril <sup>2</sup>.

BERNARD DE RAYMOND élu abbé sur la fin de l'an 1408. Il étoit religieux dudit monastère et procureur de son prédécesseur l'an 1392, 28 octobre. De son temps les religieux firent séparer la chapelle de S. Martial à Villeneuve. appartenante au monastère, pour y retirer les ornemens et autres effets à cause des guerres <sup>3</sup>.

ARNAUD GUILLAUME DE LA LANDE, l'an 1419, 16 juin.

Il étoit religieux d'Eysses et prieur de Monflanquin l'an 1415, 8 novembre. L'abbaye lui fut contestée par Guillaume de la Hugua qui sans doute devoit être religieux de Moissac : on ne sait pourtant le sujet de la contestation. Ce Guillaume de la Hugua, en qualité d'abbé, fit un échange d'un fief l'an 1419, 11 mai, avec un habitant et bourgeois de Villeneuve. Le différend duroit encore l'an 1425, 23 d'août, auquel jour et an frère Raymond des Fossat, aumônier dudit monastère, comme son procureur, approuva une vente de quelque terre et pré, et deux gentilshommes soi-disant fermiers dudit abbé prétendu, reçurent les lods et ventes ; néanmoins Guillaume de la Lande subsista et demeura dans la jouissance dès le commence-

---

<sup>1</sup> Entre ce Bernard et le précédent, les Bénédictins placent un Bernard III élu abbé d'Eysses en 1377, et qui, le 28 janvier de cette même année, promit respect et obéissance à Aimeri, abbé de Moissac.

<sup>2</sup> « Bernard IV de Roquemadour, abbé en 1381 et 1408, répara plusieurs édifices, et fut accusé par l'abbé de Moissac de dissiper les biens du monastère. Cet abbé plaida longtemps en Cour de Rome contre les dominicains qui avoient bâti une église et une maison malgré les moines d'Eysses. Il obtint un jugement définitif contre les Frères Prêcheurs. Les religieux d'Eysses avoient été obligés de vendre plusieurs ornemens pour payer les frais de la poursuite du procès. » (Du Tems, t. II, p. 291.)

<sup>3</sup> Il gouverna le monastère jusqu'en 1419.

ment, comme appert par plusieurs actes et titres, et toujours appuyé des autres religieux. L'an 1430, 15 novembre, le baron de Pujols lui fait hommage pour la moitié du dime de Bias, d'un pair de gants et d'une pension ou redevance de quatre quartons froment et d'une pipe de vin ; et l'abbé se réserve le droit de prélation en cas que ledit baron ou ses successeurs vinssent à le vendre ou engager. L'an 1436, 18 d'août, il reçut aussi l'hommage du château de la Calvetie<sup>1</sup> et de Villabeau de Raymond de Puchagne. On trouve comme il vivoit encore l'an 1446, dernier septembre ; il passa, ce jour et an, un bail à fief pour l'office de chantre qui vaquoit.

PIERRE, vulgairement appelé PEY BRINHOL, étoit abbé l'an 1446, le 10<sup>e</sup> septembre. ayant reçu ledit jour et an, en présence des religieux, l'hommage du baron de Pujols pour la moitié du dime de Bias, nonobstant qu'on trouve que son prédécesseur passa le bail ci-dessus mentionné le dernier dudit mois, y prenant aussi la qualité d'abbé. Il étoit religieux d'Eysses et avoit été successivement aumônier, pitancier et doyen, comme il conste par des actes qui sont au monastère. L'an 1461, le 29 d'août, noble Jean de Jean, sieur de saint Projet, le somma de recevoir l'hommage d'un fief appelé la Myrador et Fontluc en la juridiction de Penne d'Agenois, proche de Roger, sur le bord de la rivière de Lot, dont il avoit acquis la moitié, mouvant ledit fief de l'abbé, comme il étoit porté par son contrat d'achat. Il eut grand soin du temporel de l'abbaye. Il vivoit encore en 1461 et portoit la qualité d'abbé. Il étoit décédé l'an 1463 au mois d'avril : après lequel temps on a trouvé que frère Gérard Boissier, aumônier, fut créé vicaire-général par le chapitre, tant pour le spirituel que pour le temporel. *sede vacante* : cependant, on trouve trois abbés pourvus de l'abbaye en la même année. savoir :

PIERRE GÉRARD DESBOSCAS<sup>2</sup>, religieux d'Eysses, prieur de Monflanquin, par élection des religieux.

GUY DE MOMBRUN, portant ce nom de Mombrun d'un château et châtellenie au diocèse de Limoges, comme il est fait mention en quelques actes : à présent, c'est une baronnie possédée par la maison de Lambertie, sur la frontière du Limousin et Périgord. Ce de Mombrun

---

<sup>1</sup> Calvétie, dans la commune de Villeneuve-sur-Lot.

<sup>2</sup> Appelé par Du Tems *Pierre III Girard Del Boscat* ou *D'Albosquos* ; élu en 1461, il fut évincé par le suivant.

étant élu évêque de Condom par les religieux qui n'étoient encore sécularisés, dès l'an 1460 <sup>1</sup>, 15 de juin, fut aussi pourvu de l'abbaye d'Eysses, au préjudice du droit d'élection : on n'a pu trouver le brevet du roi qui étoit pour lors Louis XI, ou s'il fut pourvu immédiatement par le Saint-Père. Etant à Rome en ladite année, le premier de mai, il constitua pour son procureur Jean de Grange, religieux et prieur du prieuré de la Réole en Bazadois, avec pouvoir d'en substituer d'autres ; ce qu'il fit le dernier juillet de ladite année, substituant Bernard d'Aspremont, chanoine d'Agen, Bertrand de Montagu, official, François de Bateux, seigneur de Casseneuil, et autres gens de condition, dont quelques-uns ayant la force de main avec une provision de maintenue du Sénéchal d'Agen, entrèrent dans la maison abbatiale à Villeneuve et en prirent possession ; ils enlevèrent aussi les grains qu'on avoit retirés au monastère : sur quoi on dressa diverses plaintes et on fit plusieurs procédures <sup>2</sup>.

Le troisième pourvu de l'abbaye fut ARNAUD HÉBERARD, ladite année, le 22 juillet. Cette maison des Héberard étoit pour lors fort considérable et puissante à Villeneuve <sup>3</sup>. Enfin le susdit Guy de Mombrun fut reconnu pour abbé et dura en cette qualité encore jusqu'à l'an 1486, 21 octobre. Il y a quelque apparence qu'il devoit être ou religieux

---

<sup>1</sup> Il fut élu évêque de Condom en 1458. Une bulle du pape Jean XXII, datée du 13 août 1317, érigea en évêché l'abbaye de Condom, et les religieux formèrent dès lors un chapitre qui resta sous la règle jusqu'en 1549. Ils furent sécularisés cette même année par une bulle revêtue de lettres patentes en 1554. (Du Tems, t. II, p. 300.)

<sup>2</sup> « An jure electus fuerit nescio, dit le *Gallia*, sed alios vicit, et in pace præfuit ad annum 1488 (alii habent 1486), et in clauastro Exiensi, ut conjicio, sepultus est. » (*Gallia Christiana*, t. II, col. 939).

<sup>3</sup> C'est aujourd'hui bien prouvé par le beau livre de M. Bourrousse de Lafore, *La Maison d'Hébrard*, Agen 1891, in-4°. Cependant l'illustre généalogiste ne marque aucun membre de cette famille comme ayant eu la qualité d'abbé d'Eysses ou des droits quelconques à ce titre. Parmi les Hébrard vivant à cette époque et portant le nom d'*Arnaud*, le seul qui paraisse avoir été homme d'église, qui par conséquent ait pu se faire élire ou nommer abbé de notre monastère, appartenait à la branche d'Agenais dite des seigneurs du Rocal, et était fils de Jean II d'Hébrard et de noble Blanche D'Hauteville ou d'Auteville. Il est nommé et qualifié « recteur de l'église paroissiale de Sainte Catherine de Villeneuve d'Agenois dans un acte de transaction du 2 octobre 1473. » (*La Maison d'Hébrard*, p. 122, 123.)

de l'ordre saint Benoît, ou prieur commendataire, ou prieur de *Allis Vallibus*, vulgairement appelé *Altavaux*, au diocèse de Limoges, du même ordre, proche du château de Mombrun, sur la petite rivière du Dronne, où il y avoit une douzaine de religieux qui furent dispersés il y a quelques années, et le collège des pères jésuites de Limoges jouit de tout le revenu. On conjecture ce que dessus de ce qu'il passa plusieurs procurations pour le temporel de son abbaye au dit prieuré. Il y a à remarquer qu'il se disoit déjà abbé avant la mort dudit Pey Brinhol, aussi bien que ce Pey Brinhol avant la mort de son prédécesseur, ce qui pourroit procéder, pour ce qui regarde ce dernier, que peut-être l'abbé et les religieux, pour conserver le droit d'élection, procédoient pendant la vie du prédécesseur à élire le successeur. Pour ce qui regardoit Guy de Mombrun, il est probable qu'on lui bailla la survivance dudit Pey Brinhol au préjudice du droit d'élection qu'avoient les religieux en le faisant comme coadjuteur, car on trouve des contrats passés en son nom par ses agents en qualité d'abbé en l'an 1460.

BERNARD DE PLANIS étoit abbé en 1487. Il nomma un de ses frères et parents à la cure de Monségur contre le droit des religieux qui étoient de tour d'y nommer, et qui en présentèrent un autre à l'évêque d'Agen pour ne laisser pas perdre le droit : l'acte est en parchemin dans les archives <sup>1</sup>.

ANTOINE DE LUZEC, de noble famille et maison en Quercy, en l'an 1488, évêque de Cahors. Il eut peine à obtenir ses bulles pour l'abbaye, et on trouve dans les archives du monastère une procuration faite par les religieux d'Eysses, et envoyée à Rome au Saint-Père pour le supplier de l'agréer pour abbé, étant digne prélat, sans préjudice de leur droit d'élection pour les autres fois <sup>2</sup>. Il vécut abbé jusques en l'an 1501, 28 avril. Il reçut en cette année l'hommage du baron de Pujols pour la moitié du dime de Notre-Dame de Bias, comme ses autres prédécesseurs en divers temps.

---

<sup>1</sup> Dans notre manuscrit, cet alinéa a été intercalé par une autre main ; il n'existe pas dans le manuscrit de la Bibliothèque Nationale. D'autre part, après avoir dit qu'Arnaud Hébrard fut obligé de céder le titre d'abbé à Gui de Mombrun, le bénédictin du *Gallia* ajoute : *Video et hic inseri Bernardum de Plaignes, 1486 et 1487, à nostro D. Edmundo Martenne.* » (col. 939. )

<sup>2</sup> *Antonius I de Lusecho ex protonotario apostolico Caturcensium antistes et abbas Exiensis quasi commendatarius, licet à fratribus electus aut postulatus fuerit in abbatem.* » (*Gallia Christiana*, t. II, col. 939. )

BENOIST DE JEAN DE SAINT-MAURICE, évêque ; on n'a pu trouver où il étoit (il est croyable qu'il étoit évêque de Cahors, et on le vérifiera dans le *Gallia Christiana* de M. Robert)<sup>1</sup>. Il étoit pourvu de l'abbaye en l'an 1502, 21 février, n'étant encore qu'élu évêque ; mais deux ans après, il fut confirmé en cette dignité. Quelque temps après qu'il fut pourvu, les religieux, peut-être sur quelques fausses nouvelles qu'il étoit décédé ou pour quelques autres motifs qu'on ne sait pas, élurent pour abbé Guy de Courtz, religieux et chambrier du monastère, et se saisirent des fruits dépendants de la mense abbatiale ; de quoi l'agent du sieur de Saint-Maurice fit informer ; mais on accommoda cette affaire, et y persista, étant encore abbé l'an 1506, au commencement de l'année.

GUILLAUME BALAGUIER, abbé de Peyrinhac, abbaye de saint Bernard en Agenois, à deux lieues d'Eysses, et infirmier<sup>2</sup> aussi d'Eysses, en fut fait abbé la même année 1506 avant le mois d'août, et l'étoit encore en l'an 1520. Il acheta des seigneurs de Fumel et Monségur la quatrième partie des dîmes de Monségur et Condesaigues<sup>3</sup>, et les donna aux religieux qui en jouissent du depuis : il les chargea, comme j'ai trouvé écrit dans un mémoire, de dire une messe tous les jours pour le repos de son âme et de ses parents.

FRANÇOIS DE BALAGUIER, environ l'an 1527. Il étoit auparavant prieur du prieuré de la Ramière, ordre de S. Benoît, en Rouergue, au diocèse de Rodez<sup>4</sup>. Il fit faire des reconnaissances presque de tous les fiefs dépendants de la mense abbatiale, et on les commença l'an 1528 ou environ par ses ordre et commandement. Enfin assez long temps avant sa mort, il fut fait évêque de Bazas et fit passer un bail

---

<sup>1</sup> Benoît de Joanne, ou Jean de Saint Maurice, ne fut pas évêque : il étoit « languedocien, possesseur de plusieurs bénéfices, et employa la force pour se mettre en possession de l'abbaye d'Eysses dont il jouit depuis 1501 jusqu'en 1506. » (Du Tems, t. II, p. 291.)

<sup>2</sup> Les Bénédictins disent qu'il étoit *chambrier* : « *E camerario Exiensi abbas eligitur an. 1506 ac ad annum 1526 cœnobium regit. Postea Peyrinaci, juxta Montem-Pensatum (Montpezat) ordinis cisterciensis abbas factus est. Cessisse videtur pedum sequenti, nepoti suo, anno circiter 1527.* » (*Gallia*, t. II, col. 939.)

<sup>3</sup> Condesaigues, commune du canton de Fumel.

<sup>4</sup> Aujourd'hui Laramière fait partie du diocèse de Cahors : c'est une commune du canton de Limogne.

à ferme en cette qualité, l'an 1572, 27 avril. La même année il mourut, environ le mois d'août. Lui et son prédécesseur étoient proches parents ou alliés de la maison de Voisin, très ancienne et considérable en Rouergue <sup>1</sup>.

Noble HÉLIE DE FOYSSI, 28 novembre, la même année (1572) <sup>2</sup>. Les religieux. *sede vacante* <sup>3</sup> pourvurent à la cure ou vicairie perpétuelle de S. Pierre de Soubirous <sup>4</sup>.

JACQUES DU NOM : Sa bulle fut expédiée le 9 janvier 1580, et le dernier de juin, il présenta le vicaire perpétuel de S. Sernin d'Eysses <sup>5</sup>.

L'an 1586, le temporel de l'abbaye étoit régi par économat.

DENIS BOURDIER, natif de Melun, l'an 1588, 1<sup>er</sup> de juin. Il demanda et prit l'habit <sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> En 1562, les Calvinistes firent beaucoup de dégât dans le monastère. N. De Monrebert en fut nommé abbé commendataire par Henri III, roi de France, et eut pour successeur N. Du Nom, auquel succéda à son tour Hélié de Foissy.

<sup>2</sup> Selon Dulaura, Hélié de Foissy étoit clerc du diocèse de Troyes, et le pape Grégoire XIII lui donna la commende de l'abbaye le 13 décembre de l'année 1572.

<sup>3</sup> Dulaura dit *abbate carente*, c'est-à-dire sans doute *absente* ; car, selon le même auteur, le recteur ou curé de Saint-Pierre de Soubirous fut élu au chapitre le 26 mars de l'année 1577.

<sup>4</sup> « En 1577, les Religionnaires brûlèrent les reliques et les chartes de l'abbaye, dont ils rasèrent les bâtiments. » (Du Tems, t. II, p. 292. )

<sup>5</sup> Il gouverna l'espace d'environ six ans.

<sup>6</sup> Il étoit encore abbé, et abbé régulier en 1594. A sa mort, Henri IV nomma un économe chargé de régir les biens du monastère (*Archives départementales de Lot-et-Garonne*, B, 2). C'étoit l'époque où les abbayes, c'est-à-dire sans doute leurs revenus, étoient données par les rois de France à des hommes d'épée et même quelquefois à des protestants. Ainsi, par exemple, le célèbre Sully, ministre d'Henri IV, possédait les abbayes de Colombis au diocèse de Chartres, de Lieu-Dieu en Jard au diocèse de Luçon, et de l'Absie au diocèse de Maillesais. Il céda la première pour 80,000 livres, la seconde pour 40,000 et la troisième pour 50,000. L'abbaye d'Eysses eut un sort semblable, témoin ce brevet du roi Henri IV aux fils du sieur de Bidaussan :

« Aujourd'huy, vingt septiesme avril mil cinq cens nonante six, le Roy estant à Abbeville, désirant en tant qu'il luy est possible recognoistre les services à luy faicts par le sieur de Bidaussan, gouverneur de la ville de Calais, et laisser aulcune consolaction à ses enfans de la perte qu'ils ont faicte, tant de sa personne que de leurs moyens et commodites à la prise dudict

BERTRAND LABORIE, religieux et chambrier de Moissac <sup>1</sup>. Il obtint le brevet du roi et ses bulles l'an 1594 <sup>2</sup>. Il fut béni à Toulouse au monastère de la Daurade par le cardinal François de Joyeuse, archevêque dudit Toulouse <sup>3</sup>. Il étoit homme fort pieux, dévot et zélé sur ses vieux ans. Il prit résolution de rétablir l'ancienne et parfaite observance au monastère <sup>4</sup>, et pour cet effet il s'adressa au commence-

---

Calais, Sa Majeste accorde aulx fils dudict sieur de Bidaussan l'abbaye d'Eisses, diocèse d'Agen, vacquant par la mort tant de Denis Bourdier, dernier pourveu d'icelle, que par celle du capitaine Roger auquel Sa Majesté l'auroit depuis acordée — (le 20 octobre 1594, d'après Dulaure) — et maintenant encores par le decez dudict sieur de Bidaussan, à qui Sa Majeste en auroit fait don pour d'icelle faire pourvoir personne capable ; et, en oultre, luy a Sa dicte Majesté accordé la cappitainerie de Bramabaque en sa baronnie de Barroesse, et celle de Sauveterre en sa vicomté de Nebouzan, desquelles estoit pourveu ledict feu sieur de Bidaussan, ayant Sa dicte Majesté ordonné toutes lettres nécessaires luy en estre expédiées, et ce pendant le present brevet, qu'elle a voulu signer de sa main et fait contresigner par nous, son conseiller d'Estat secrétaire de ses commandemens. Signé : *Henry*, et plus bas, *Forges*. »

(Archives départementales de Lot-et-Garonne, B. 3. reg. f<sup>o</sup> 107 v<sup>o</sup>).

<sup>1</sup> Bertrand de Laborie, issu d'une famille noble de Villeneuve, naquit à Combet, non loin d'Eysses, le 15 septembre 1554, et fit profession dans l'abbaye de Moissac.

<sup>2</sup> « Sed per quinquennium tranquille non rexit, quoadusque senatusconsulto Magni Consilii eidem pacifica et integra possessio adjudicata est contra episcopum Agennensem Nicolaum de Villars » (*Gallia*, t. II, col. 940.)

<sup>3</sup> Cette cérémonie eut lieu le second dimanche de l'Avent, 7 décembre de l'année 1597. — Le 30 novembre 1619, les religieux d'Eysses, « comme estans avec le roi conseigneurs de Villeneuve, » assistèrent, ainsi que les consuls et autres magistrats, à la pose de la première pierre du couvent de capucins établis dans cette ville : Claude de Gelas, évêque d'Agen, alors en cours de visite pastorale, fit la cérémonie. La croix avait été arborée le 23 juin précédent en un lieu de la ville nommé Rochepiquet, appartenant à M. de Cieutat, « lequel vendit ledit lieu cinq cens livres payables en deux ans. » (Archives municipales de Bordeaux ; *Memorabilia præcipua provinciae Aquitaniae Fratrum minorum Ordinis Sancti Francisci Capucinatorum, ab anno 1582, piæ posteritati dicata* ; manuscrit in-4<sup>o</sup>, f. 41).

<sup>4</sup> « Sæpissimè rogatus ac quovis modo tentatus ut jacentis et desolati monasterii secularisationem, ad instar aliorum vicinorum et maxime Moissiacensis, scripto permetteret, constanti ac invicto animo palam semper testatus est tale se nunquam facinus commissurum, contra fundatorum aut benefactorum mentem » (*Gallia*... loc. cit. )

ment aux RR. PP. Feuillants ; mais incontinent après, ayant appris le grand progrès que faisoit la Congrégation de S. Maur, il en fit venir des pères, avec lesquels ayant conféré souventefois, enfin il les y établit par un concordat. Par un zèle de la gloire de Dieu et de l'observance régulière, il résigna son abbaye en faveur d'un des Pères de ladite Congrégation, comme il sera dit ci-après amplement dans *l'Histoire de la Congrégation*.

Là s'arrête notre manuscrit.

On dirait que ses derniers mots nous renvoient à *l'Histoire* (inédite) de la Congrégation de S. Maur, par D. Martène. Quoiqu'il en soit, c'est bien là que nous apprendrons quand et par qui la réforme de S. Maur fut introduite dans l'abbaye des SS. Gervais et Protais.

Le premier acte passé à cette fin est de l'an 1626. Cette année-là, en effet, D. Anselme Rolle<sup>1</sup> et D. Colomban Corlens<sup>2</sup> vinrent au monastère de La Réole dans le but semblable de l'unir à la Congrégation de S. Maur, et le concordat fut effectivement signé le 31 octobre. « De La Réole, ajoute D. Martène, D. Anselme et son compagnon se transportèrent à Villeneuve d'Agen où les religieux de S. Gervais et de S. Protais d'Eisses, conjointement avec leur abbé qui étoit un saint homme, demandoient la réforme. On convint de tout par un traité fait le 7 novembre ; mais, comme le monastère avoit été ruiné de fond en comble par les hérétiques, on ne put alors faire l'introduction. En 1631, l'abbé Bertrand de Laborie, qui étoit régulier, et les religieux, firent de nouvelles instances et passèrent un nouveau concordat, dans lequel ils mirent cette condition, que la Réforme

---

<sup>1</sup> Sur ce religieux, un des plus éminents parmi les premiers membres de la Congrégation de Saint-Maur, voir *Les Prieurs claustraux de Sainte-Croix de Bordeaux et Saint-Pierre de La Réole depuis l'introduction de la Réforme de Saint-Maur* ; Bordeaux, 1884, in-8°, pag. 9-32.

<sup>2</sup> Induit en erreur je ne sais plus comment, j'ai (p. 159 de l'ouvrage cité dans la note précédente) appelé ce religieux Colomban Régnier : Le R. P. Dom Dubourg veut bien me faire observer que son vrai nom est Jean-Colomban Corlens. Né à Marciac, au diocèse d'Auch, il fit profession à Saint-Augustin de Limoges, le 21 novembre 1613, étant âgé de 30 ans, et mourut à Saint-Tibéry, le 12 août 1654.



entrerait le 12 juin de cette année <sup>1</sup>. Cela fut exécuté. L'abbé officia à cette cérémonie et fit une prédication fort pathétique sur le bonheur qu'il venoit de procurer à son monastère. Les réformés y furent réduits à une extrême pauvreté par le peu de réparations qui avoient été faites, mais c'étoit assez ordinairement leur partage dans les nouvelles introductions. »

Cinq ans après, en 1636, D. Laborie céda la crosse abbatiale à un religieux de la Congrégation de S. Maur, et le 12 mai 1639 il mourut plein de jours et de mérites <sup>2</sup>. Son corps fut enseveli au pied du grand autel de l'église, et l'on plaça sur son tombeau l'épithaphe suivante :

*Hic jacet reverendus in Christo pater  
Domnus Bertrandus Laborie  
Olim abbas Regularis hujus monasterii  
Ordinis Sancti Benedicti,  
Disciplinæ regularis restaurator.  
Obiit die 12 Maii anno 1639.  
Ætatis 85.*

ANTOINE ROQUES qui lui succéda, avait d'abord été moine de Lézat, au diocèse de Rieux. Entré plus tard dans la Congrégation de S. Maur, il fut nommé prieur d'Eysses en 1633, puis abbé en 1636, et résigna en 1646 <sup>3</sup>. Avec son successeur revint l'inévitable commende.

---

<sup>1</sup> Dom Ambroise Tarbouriech, prieur de la Daurade à Toulouse et visiteur d'Aquitaine, suivi de quelques autres religieux de la Congrégation de Saint-Maur, prit possession le jeudi 19 juin, fête des saints Gervais et Protas, patrons de l'abbaye (*Dulaura; Synopsis rerum memorabilium...*)

<sup>2</sup> « Abſtinentia fuit admirabili, ab eo enim tempore quo in monachum receptus est, tanta inedia corpus domuit, ut etiam podagram, qua in viridi torquebatur ætate, hoc ex integro in ſe curaverit antidoto; lectionibus ſacris aſſidue vacabat, ſanctorum Patrum, maxime Chryſoſtomi, Gregorii Nazianzeni et Bernardi opera aſſidue pervolvebat. Fuit in dicenda ſententia liber, in corrigendis exceſſibus tenax, in fovendis pauperibus et viduis ſublevandis valde miſericors, et perpetuo munificus » (*Gallia chriſtiana*, t. II, col. 940).

<sup>3</sup> Lorsque Antoine Roques prit poſſeſſion de l'abbaye, outre les quatre religieux anciens qui y étoient reſtés, ſavoir le prieur de Monflanquin, le ſacriſte, le pitancier et le chantre, il y avoit dans le monaſtère quatre moines de la réforme de S. Maur, parmi lesſquels je retiens ſeulement

APOLLON DE GROSSELES DE FLAMARENS posséda en effet l'abbaye à titre d'abbé commendataire depuis l'année 1646 où il en fut pourvu, jusqu'à l'année 1685 qui fut celle de sa mort <sup>1</sup>.

JEAN-JACQUES REGNAUT, comte DE BARRES, continua la série des abbés commendataires : déjà en 1681, il avait été nommé à l'abbaye de Blanche-Couronne près Guérande, dans le diocèse de Nantes. Sous cet abbé, les religieux entreprirent la reconstruction de leur église. A quelle époque plus précise et au moyen de quelles ressources, une délibération des moines assemblés en chapitre va nous l'apprendre.

---

les noms de Pierre-Léon Hilaret et d'Antoine-Eustache Singlande. Le premier était né à Bordeaux, le second dans la ville d'Agen ; tous deux firent profession dans le monastère de S. Augustin de Limoges, l'un à l'âge de 26 ans et le 1<sup>er</sup> mai 1624, l'autre à l'âge de 24 ans et le 8 septembre 1635 ; celui-ci mourut le 28 décembre 1647 dans le monastère de S. Sauveur d'Aniane, et celui-là dans le monastère de S. Sever de Rustang le 23 août 1654.

<sup>1</sup> En 1652, le calme et le silence du monastère furent troublés par la guerre qui éclata à ses portes. « Après que M. le comte d'Harcourt se fut retiré d'Agen, dit Labenazie, il fut assiéger Villeneuve-d'Agenois qui tenoit pour M. le prince (de Condé). M. d'Harcourt l'assiégea du côté d'Eysses, et M. de Saint-Luc du côté de deçà du Lot. Les habitants, animés par leur commandant M. Detherbon, se défendirent avec une résistance aussi vigoureuse qu'on eût pu attendre de gens aguerris. Ils faisoient de fréquentes sorties qui fatiguoient l'armée du roi. M. Lamothe-Vedel qui commandoit le régiment de Champagne, et qui s'étoit signalé en plusieurs occasions et surtout en la défense de Miradoux contre M. le prince, fut tué en une sortie. » *Histoire de la Ville d'Agen et pays d'Agenois*.... publiée par M. le vicomte de Dampierre ; Saint-Nicolas-de-la-Ballerme, in-8°, p. 358). — Au sujet du combat de Miradoux et de Lamothe-Bedel dont la maison paraît-il, était voisine d'Eysses, M. Tamizey de Larroque qui n'ignore rien en matière d'histoire, m'envoie ces lignes : « M. de Lamothe-Bedel, lieutenant-colonel au régiment de Champagne, assiégé dans Miradoux par Condé qui menaçoit de le faire pendre, répondit : Je m'en f... On transforma plus tard cette réponse un peu soldatesque, en celle de, *Je suis du régiment de Champagne*, qui devint la devise du régiment, et fut inscrite sur le drapeau que lui donna la ville de Miradoux. Cf. Roussel, *Essais historiques sur les régiments*, Paris, 1765-1767, t. III, consacré tout entier au régiment de Champagne ». Comme tel autre mot à peu près semblable d'un général du premier empire, celui de Lamothe-Vedel a dans sa traduction gagné en politesse ce qu'il a perdu en énergie.

« Le troisième jour du mois de juillet mil six cent huictante et huit, le Révérend Père dom Arnaud Coudroy, prieur de ce monastère des SS. Gervais et Protais d'Aysses de l'ordre de S. Benoît et de la Congrégation de S. Maur, ayant fait assembler capitulairement au son de la cloche en la manière accoutumée à l'issue de prime, tous les religieux profès dudit monastère, leur a représenté que madame de Raffin, femme à Messire le chevalier de Cieutat, voudroit nous acheter la maison et jardin acquis au présent monastère par la donation de feu sieur de Lachaunie notre bienfaiteur, et qu'elle en offre la somme de trois mille livres ; et qu'étant nécessaire de réédifier l'ancienne église en la présente abbaye, nous pourrions employer ladite somme de trois mille livres à ladite bâtisse.

« L'affaire mise en délibération, après avoir mûrement tout considéré, il a été conclu par ledit révérend Père prieur unanimement, qu'on vendrait ladite maison et jardin à ladite dame de Raffin ou à tel autre qui voudra l'acheter pour le prix de trois mille livres, pour ladite somme être employée à la réédification de l'ancienne église de la présente abbaye, et que les articles en seront dressés par ledit Père syndic, dont il en conviendra avec ladite dame pour ensuite passer contrat de vente aux meilleures conditions qu'on advisera.

« En foi de quoi ledit Révérend Père prieur m'a commandé de dresser le présent acte qu'il a signé avec deux Sénieurs de ce monastère, et moi secrétaire du Chapitre, le jour et an que dessus. — F. ARNAUD COUDROY, prieur ; F. JOSEPH LOMBRIL, *soupprieur* ; F. JEAN BASTIDE, *Scindic* ; F. CHRISTOFLE LACHEYZE, *Secrétaire du Chapitre* <sup>1</sup>. »

---

<sup>1</sup> Acte sur parchemin, extrait des archives de Mme de Bernède et cité par M. Gerbeau, *Essai historique sur la baronnie de Pujols*, p. 526, 527. Le contrat de vente fut en effet passé douze jours après, le 15 juillet 1688, à Villeneuve, chez M<sup>e</sup> Carrière, mais la maison, paraît-il, ne fut payée que 2,300 livres (*Essai historique...* p. 525). — Quant aux signataires de la délibération du 3 juillet 1688, nous parlerons d'Arnaud Coudroy au paragraphe suivant : voici quelques mots sur les trois autres. Joseph Lombril était né à Toulouse où il fit profession dans le monastère de La Daurade, âgé de 17 ans, le 16 janvier 1670 : il mourut à St-Tibéry le 22 août 1703. Jean Bastide mourut dans le monastère même d'Eysses le 9 avril 1693 : il était né dans le diocèse de Mende, et à 22 ans il avait fait profession dans le Séminaire de S. Louis à Toulouse, le 1<sup>er</sup> juin 1643. Christophe La Chère né à St-Sever-Cap, diocèse d'Aire, fit profession à l'âge de 16 ans, le 13 octobre 1649 dans le monastère de La Daurade, et c'est aussi là qu'il mourut le 10 avril 1702.

**PIERRE-JACQUES TOUCHANS OU TOUCHIER DE LA LUSTIÈRE**, parent de Regnaut de Barres, était abbé en 1756.

**SALOMON**, chapelain de l'oratoire du Roi, fut nommé le 29 mars 1727. Le 23 septembre 1733, il faisait à Versailles où son oncle Thomas lui avait légué une maison, un testament dont il existe copie aux archives départementales de Lot-et-Garonne (B, 135). Nous y apprenons que « la paroisse de Séverac » est le « lieu » de sa « naissance, » mais sans que nous puissions préciser si c'est Séverac dans la Loire-Inférieure, ou Séverac-le-Château, ou même Séverac-l'Eglise, tous deux dans le département de l'Aveyron. Ce testament d'ailleurs est un témoignage authentique de la piété et de la modestie du testateur. Il veut être enterré dans le cimetière du lieu où il décèdera, quelque'il soit, « sans éclat, sans pompe et sans cérémonie, comme on enterre les pauvres, sans faire plus de dépenses pour son enterrement qu'on en fait pour les plus pauvres. » Nous ignorons où et quand cette dernière volonté reçut son exécution.

**HUBERT DE PALUNQUES, OU DESPALUNGUE**, Vicaire-Général de Lescar, fut nommé abbé d'Eysses en 1740.

**JEAN-CHRISTOPHE DUPLEIX DE CADIGNAN**, Vicaire-Général de Reims, nommé en 1777, figure encore comme abbé d'Eysses dans l'*Almanach royal* de 1789. Avec lui finit la série des abbés du monastère de Saint-Gervais et de Saint-Protais.

## XI. LISTE DES PRIEURS DEPUIS L'INTRODUCTION DE LA RÉFORME DE SAINT-MAUR.

Ils étaient élus tous les trois ans, au chapitre général de la Congrégation, qui se tenait ordinairement au mois de mai ou au mois de juin.

1633. — *Genès-Joseph du Chalmeau*, né à Caunes dans le diocèse de Narbonne, aujourd'hui de Carcassonne ; profès le 1<sup>er</sup> avril 1624 à Saint-Louis de Toulouse. étant pour lors âgé de 40 ans ; mort prêtre le 29 octobre 1640 dans le monastère de Montmajour, près Arles. Il avait été prieur de Saint-Louis de Toulouse en 1637 et 1639.

1636. — *François-Antoine Roques*, de la Trape, au diocèse de Rieux, maintenant de Toulouse ; fit profession, à l'âge de 23 ans. le 29 juin 1624, en même temps que D. Grégoire Tarrisse, dans le séminaire de Toulouse ; mourut prêtre le 9 juin 1682 dans le monastère

de Saint-Guillaume-le-Désert, diocèse de Lodève. Après un premier triennat dans le monastère d'Eysses, il en fit deux autres dans celui de Saint-Aignan (1639 et 1642). Nous en avons déjà fait mention au catalogue des abbés.

1639. — *Grégoire Bandel*. Né à Grammont, diocèse de Limoges, il fit profession dans l'abbaye de Saint-Augustin de cette ville, âgé de 20 ans, le 12 mars 1624, et mourut à Saint-Sauveur d'Aniane le 7 août 1662. De 1636 à 1660 il fut nommé neuf fois prieur de divers monastères, ainsi qu'il est rapporté dans *Les prieurs claustraux... de La Réole* (p. 163, 164).

1642. — *Jacques Ponthelier*, prieur de La Réole où il était né, où il avait fait profession avant que la Réforme y eut été introduite, et où il mourut, le 29 janvier 1683. A Eysses, en 1642, il n'eut que le titre d'*administrateur*, mais il porta le nom de *prieur* dans tous les autres monastères qu'il fut ensuite appelé à gouverner <sup>1</sup>.

1645. — *Grégoire Bandel*.

1648. — *Grégoire Bandel*.

1651. — *Pierre-Nicolas Marsillac*, appartenait au diocèse de Bordeaux, étant né à Saint-Laurent d'Arce. Il fit profession à l'âge de 23 ans dans l'abbaye de Saint-Augustin de Limoges le 30 novembre 1637, et mourut dans le monastère de Sainte-Livrade, le 17 décembre 1685. A partir de 1651, tout le temps qu'il ne donna pas à la conduite du monastère d'Eysses, il l'employa à diriger ceux de Saint-Sever de Rustang (1657, 1660, 1669) et de Sainte-Livrade (1678, 1681, 1684).

1654. — *Pierre-Nicolas Marsillac*.

1657. — *Pierre Ponthelier*.

1660. — *Pierre Ponthelier*.

1663. — *Pierre-Michel Garonne*, successivement prieur en six monastères de l'année 1660 à l'année 1675, était né à Murviel, diocèse de Béziers, avait fait profession à Toulouse, le 27 septembre 1644, âgé de 21 ans, et mourut le 28 avril 1677, dans le monastère de Saint-André d'Avignon <sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Cf. *Les prieurs claustraux de Sainte-Croix de Bordeaux...* p. 165.

<sup>2</sup> *Ibid.* pp. 166, 167.

1666. — *Germain Bacquelin*, né à Mont-Ferrand, diocèse de Clermont, profès de Saint-Augustin de Limoges, le 28 février 1644. Il cessa d'être prieur de La Réole pour le devenir d'Eysses, où il mourut le 19 mai 1672.

1669. — *Germain Bacquelin*.

1672. — *Pierre-Nicolas Marsillac*.

1675. — *Pierre-Nicolas Marsillac*.

1678. — *Pierre Justes*, naquit à Doazit, diocèse d'Aire, et fit profession à La Daurade, à l'âge de 19 ans, le 18 juin 1657. Envoyé administrateur de la Grande-Sauve en 1672, il devint prieur d'Eysses en 1678. De là il passa à la tête de l'abbaye du Mas-Grenier en 1681, et mourut le 29 octobre 1690 au monastère d'Eysses<sup>1</sup>.

1681. — *Michel Geoffroy* : « Quatre fois élu prieur du Mas-Grenier, en 1672, 1687, 1690, 1698. Cadurcien, né à La Mothe-Fénélon, D. Geoffroy fut reçu profès à La Daurade, le 2 juillet 1648, étant âgé de 30 ans. Il débuta en 1657 comme administrateur de Sainte-Livrade en Agenais. A l'expiration de son mandat, on le lui confia pour la Grande-Sauve, par deux fois consécutives, en 1660 et 1663. Il y revint encore en 1675 et 1678 après avoir accompli son premier priorat du Mas en 1672. Il mourut au Mas-Grenier, le 18 février 1701<sup>2</sup> ».

1684. — *Michel Geoffroy*.

1687. — *Arnaud Coudroy*, né à Saint-Sever-Cap, diocèse d'Aire, profès de la Daurade, à l'âge de 23 ans, le 27 janvier 1662, prieur de Saint-Pierre de Caunes en 1684, d'Eysses en 1687, et en 1693 et 1696 de Saint-Jean de Sorde, diocèse de Dax, où il mourut le 10 janvier 1697.

1690. — *Arnaud Coudroy*.

1693. — *François d'Isard de la Roche*, de Villefort, diocèse d'Uzès, fait profession à Toulouse, le 20 janvier 1648, âgé de 20 ans, est nommé prieur de Saint-Pierre de Caunes en 1687 et 1690, vient à Eysses en 1693, et meurt le 26 octobre 1700 dans le monastère de Saint-Sauveur d'Aniane, au diocèse de Montpellier.

---

<sup>1</sup> Cf. *L'Abbaye du Mas Grenier aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, par M. l'abbé Camille Daux ; Montauban, 1891, in 8°, p. 52.

<sup>2</sup> *L'Abbaye du Mas-Grenier*, p. 51.

1696. — *Pierre Auzières* mourut dans le même monastère, le 13 janvier 1724, après avoir été administrateur de Saint-Savin de Tarbes en 1687, prieur du même monastère en 1690, de Notre-Dame-de-La-Grasse en 1693, d'Eysses en 1696, *B Mariæ de Monachia Narbonensi* en 1705, de Saint-Guillaume-le-Désert en 1714, de Saint-Chignan en 1717, de Saint-Tibéry en 1723. Il était né à Montpellier, et à l'âge de 20 ans avait fait profession à Saint-Melaine de Rennes le 13 juin 1670. D. Auzières fut d'abord chargé avec D. Marcland de travailler à l'histoire de Languedoc : ces deux religieux s'y employèrent en effet pendant plus de cinq ans (1709-1715), et D. Auzières avait déjà composé en manuscrit la valeur de deux volumes in-folio; mais pour diverses raisons dont l'exposé n'est pas de notre objet, les deux travailleurs durent céder la place à Dom Devic et à Dom Vaissete. Voir, sur ce sujet, l'*Introduction de l'Histoire générale du Languedoc, par Dom Devic et Dom Vaissete; édition accompagnée de dissertations et notes nouvelles, publiée sous la direction de M. Ed. Dulaurier*; Toulouse, 1872, in-4°, t. I, p. 20-26; 105-107; et p. 167, 172, 180, trois lettres de D. Auzières à D. Vaissete.

1699. — *Pierre Auzières*.

1702. — *Maurice Terrin*, arlésien de naissance, avait 18 ans lorsqu'il fit profession à La Daurade le 4 avril 1661. Nous le voyons prieur successivement à S. Chignan (1684, 1687), à S. Guillaume-le-Désert (1690, 1693), à S. Jean-Baptiste de Montolien (1696), à S. Savin de Tarbes (1699), d'où il vint dans notre abbaye. Mort à La Daurade le 22 décembre 1721.

1705. — *Maurice Terrin*.

1708. — *Paul Maupel*. Nous en avons parlé assez longuement dans *Les Prieurs claustraux de La Réole* (p. 173-175). Né à Narbonne, profès à La Daurade le 18 mars 1686, il mourut à S. Tibéry le 26 octobre 1733.

1711. — *Paul Maupel*.

1714. — *Gaspard Marquet*, né à Arles comme Maurice Terrin, comme lui il fit profession à La Daurade le 25 novembre 1684 étant alors âgé de 24 ans. Il n'acheva pas son triennat au monastère d'Eysses, étant mort le 19 mars 1716.

1717. — *Pierre Dordé*, natif de Saint-Maurin (diocèse d'Agen), fit profession, âgé de 18 ans, à La Daurade le 20 octobre 1676. Il mourut le 13 août 1730 dans le monastère de Notre-Dame de La Grasse. Avant de venir à Eysses comme prieur, il avait été administrateur de

Saint-Jean de Sordes en 1702. De là, il était passé à la charge de prieur qu'il exerça pendant deux triennats consécutifs (1705, 1708), à S. Jean de Montolieu, puis au Mas-Grenier en 1714. En quittant notre abbaye, il fut pourvu du monastère de Notre-Dame de La Grasse en 1720, puis de Saint-Sauveur d'Aniane en 1726, et pour la seconde fois de Notre-Dame de la Grasse en 1729 <sup>1</sup>.

1720. — *Jean La Malethie* ou *Jean Malethie* ne se trouve pas dans la matricule que possède l'abbaye de Solesmes. Cependant son nom figure plusieurs fois dans le registre des élections des chapitres généraux, en 1714 comme prieur de S. Chignan, en 1717 de Sainte-Livrade, en 1723 et en 1726 de Notre-Dame de la Grasse, en 1729 de S. Tibéry.

1723. — *Marc de Chalvet*, successivement administrateur de Sainte-Livrade (1714), prieur de Saint-Sauveur d'Aniane (1717), puis du Mas-Grenier (1720), naquit à Toulouse, fit profession à La Daurade le 11 mars 1698, âgé de 26 ans, et mourut à Eysses le 8 avril 1730.

1726. — *Marc de Chalvet*.

1729. — *Providebit R. P. Generalis*.

1733. — *Etienne Laprade*, profès de La Daurade, à l'âge de 18 ans, le 19 mars 1714, né à Souillac, dans le diocèse de Cahors, alla mourir à Bordeaux dans le monastère de Sainte-Croix, le 13 août 1776. Il avait été prieur de La Grande Sauve (1739, 1742), de S. Jean de Sordes (1745, 1748, 1760), et de S. Sever de Rustan (1763).

1736. — *Etienne Laprade*.

1739. — *Pierre Blanc*, né à Narbonne. A 20 ans, le 17 février 1714, il fait les vœux de religion dans le monastère de La Daurade, puis gouverne en qualité de prieur les monastères de S. Pierre de Caunes (1742) et de La Grande Sauve (1745), et comme son prédécesseur à Eysses meurt à Sainte-Croix de Bordeaux le 25 décembre 1774.

1742. — *Joseph Goudard* ; encore un moine de Sainte-Croix, qu'il gouverna durant neuf années consécutives (1745, 1748, 1751). Il avait débuté dans la carrière administrative, s'il est permis de parler ainsi, par le monastère des SS. Gervais et Protais ; il la termina

---

Id. p. 53-54.



par celui de S. Bausile de Nîmes, où il mourut le 21 avril 1783 après y avoir fait un *novennat* (1769, 1772, 1775). Il était né à Montpellier, et avait fait profession à La Daurade, ayant alors 19 ans, le 7 septembre 1722<sup>1</sup>.

1745. — *Joseph Dousset*, compatriote de D. Laprade, c'est-à-dire né comme lui à Souillac (Lot), comme lui profès de Notre-Dame de La Daurade à Toulouse le 14 août 1706 — il avait alors 20 ans — devint en 1751 prieur de S. Sever de Rustang. C'est aussi là qu'il mourut, on ne sait précisément en quelle année, le 20 du mois d'avril.

1748. — *Joseph Dousset*.

1751. — *Etienne Laprade*.

1754. — *Etienne Laprade*.

*Etienne Moulin*. 1757. — du diocèse de Mende, profès à 20 ans du monastère de La Daurade le 15 juin 1730, mourut à Eysses le 18 juin 1773.

1760. — *Jean Boulín*, avait le même âge que le précédent lorsqu'il fit profession au même monastère le 19 juin 1726. Il était né à Monsegur, diocèse de Bazas, et mourut prieur de S. Sever de Rustang le 8 novembre 1766 (?), après l'avoir été en 1754 de S. Pé de Genezès, au diocèse de Tarbes.

1763. — *Guillaume Peytien*, né à Toulouse, y fit profession dans le monastère de La Daurade à l'âge de 18 ans, le 6 novembre 1743. Il fut aussi prieur de S. Jean de Montolieu, diocèse de Carcassonne. On ignore la date de sa mort. Il signa avec sept religieux du monastère d'Eysses la *Requête présentée au Roy par le Supérieur général, le Régime et la plus nombreuse partie de la Congrégation de S. Maur, contre l'entreprise de vingt-huit religieux de l'abbaye de Saint-Germain des Prés, le 23 juillet 1765*<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Cf. *Les prieurs claustraux de Sainte-Croix de Bordeaux*, p. 97, 98.

<sup>2</sup> Ces religieux étaient : *Gabriel Brun* et *Jean Boulín*, déjà connus ; *Pierre Malateste de Beaufort*, né à Courbiac, diocèse d'Agen, et profès à l'âge de 20 ans du monastère de La Daurade le 26 avril 1743 ; nous en parlerons encore plus loin ; — *Odon Nambel*, né à Ste-Livrade, au diocèse d'Agen, qui fit profession à La Daurade le 9 avril 1737 étant âgé de 16 ans, et mourut à Eysses le 22 septembre 1778 ; — *Jean-Baptiste Papon*, d'Agen, mort aussi à Eysses, le 22 octobre 1780, quarante ans après sa profession dans le mo-

1766. — *Joseph Goudar*.

1769. — *Gabriel Brun*, autre toulousain d'origine, autre profès de La Daurade le 3 octobre 1723, la 16<sup>e</sup> année de son âge, mort prieur de notre monastère le 7 avril 1775, vers la fin de son second triennat.

1772. — *Gabriel Brun*.

1775. — *Jean-François Duthoya*. Voici ce que nous disions de lui en 1884 : « Il était né le 15 mars 1725 à Monségur, au diocèse de Bazas, et avait fait profession le 19 décembre 1741, âgé de 17 ans, à La Daurade. Le chapitre général de 1778 le nomma prieur de Sainte-Croix de Bordeaux. Après la dissolution des ordres religieux, il se retira à Monségur, où il avait son domicile à la date du 14 vendémiaire, an V (5 octobre 1796) <sup>1</sup>. Encore aujourd'hui nous ignorons en quelle année et quel jour il mourut.

1778. — *Jean-Louis Guittard*, originaire de Castelsarrazin, au diocèse de Montauban, fit profession à La Daurade le 11 mai 1752, à l'âge de 20 ans. Il faisait partie du monastère de La Réole quand il signa en 1765 la *Requête présentée au Roy* que nous avons citée plus haut. Nous le retrouverons à Eysses en 1790.

1781. — *Jean-Louis Guittard*.

1783. — *Jean-François Duthoya*.

1788. — *Jean-François Duthoya*, nommé en même temps visiteur de la province de Toulouse. Il fut prieur jusqu'en 1790.

---

nastère de La Daurade le 14 mai 1740, lorsqu'il était âgé de 17 ans ; — *François Gallias*, dont j'ai signalé le jansénisme dans *Les prieurs claustraux de Sainte-Croix de Bordeaux* : né à Toulouse, où il fit profession dans le monastère de La Daurade, à l'âge de 16 ans, le 24 avril 1726 ; il fut prieur de S. Maurin (1751), de S. Bausile de Nîmes (1754), de S. Pierre de Caunes (1757), de S. Sauveur d'Aniane (1760), de Sainte-Croix de Bordeaux (1763), donna sa démission quelques mois après, et mourut dans ce dernier monastère le 29 septembre 1780 ; — enfin *Claude Daney*, aliàs Dancy, né à St-Laurent (Amérique), profès de La Daurade à l'âge de 17 ans le 14 mai 1747. Nommé prieur de S. Maurin en 1772, il fut transféré avant la fin de son triennat, et on le trouve prieur de St-Pé de Genezès en 1774. Il était prieur de Caunes en 1789, et il assista à l'assemblée générale des trois ordres de la sénéchaussée de Carcassonne dans l'ordre du clergé.

<sup>1</sup> Cf. *Les prieurs claustraux*... p. 126.

## XII. — ETAT DE L'ABBAYE A L'EPOQUE DE LA RÉVOLUTION.

Il comprend le personnel et le temporel du monastère.

D'après un état des religieux des communautés situées dans le district de *Villeneuve*, l'abbaye d'Eysses en 1791 ne logeait que quatre religieux qui tous déclarèrent vouloir mener la vie privée : — D. Pierre Malateste Beaufort, âgé de 68 ans, profès depuis le 26 avril 1743 ; il était peut-être frère du curé de ce nom, député par le clergé du diocèse d'Agen aux Etats-Généraux ; — D. Joseph Frégéfond, âgé de 92 ans, profès depuis le 3 mai 1718 ; — D. Jean Barthélemy Dubois, âgé de 67 ans, profès depuis le 10 février 1747 ; — D. Jean-Louis Guittard, âgé de 57 ans, profès depuis le 11 juillet (sic) 1752 <sup>1</sup>.

En ce qui concerne le temporel, nous n'avons pour le faire connaître qu'à donner l'état des revenus de l'abbaye en 1789, et l'estimation des immeubles en 1790 <sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Archives départementales de Lot-et-Garonne, L. 528. Envoyée par M. G. Tholin au R. P. D. Piolin, bénédictin de Solesmes, cette note a été communiquée au R. P. D. Dubourg, lequel à son tour me l'a transmise ; ainsi, quoique le dernier dans la série des obligés, je suis cependant, grâce à tous les autres, le premier à en faire jouir le public.

<sup>2</sup> Afin de ne rien perdre de tout ce qui est venu à notre connaissance touchant l'abbaye d'Eysses, nous reproduisons aussi le « Dépouillement des articles qui sont en arrérages sur la *Liève des rentes de l'Abbaye d'Eysses*, remise au sieur Paillé, leur fermier, contrat du 11<sup>e</sup> aoust 1781, à percevoir ladite rente sur les paroissiens de Courbiac et Trémons-Petit, dans lequel acte il demeure compris audit ferme l'année 1780, pour finir en 1788, à raison de 1,097 francs pour chacune des deux années affermées. »

• Premièrement :

|                                                                                                                                                    |                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|
| Nicolas Labonne, dit Bonnet, de La Mayrade, doit pour les années 1784, jusques et compris 1788..                                                   | 3 liv. 11 s.         |
| Antoine Fauché, ancien domestique de M. de Cadrès, du village de Roger, doit pour les années 1786, 1787 et 1788.....                               | 2 liv. 15 s. 6 den.  |
| Jean Delbreil, dit Guayne, métayer de M. de Scorailles à la métairie de Guyné, puis et compris 1780 jusques et inclus 1788.....                    | 19 liv. 3 s. 5 den.  |
| Jean Fauché, métayer de M. de Scorailles à Barjou, doit depuis et compris 178., jusques et pour 1788, distraction faite du paiement, la somme de.. | 23 liv. 18 s. 9 den. |

*ETAT que produit à Messieurs les Administrateurs du Directoire  
du district de Villeneuve du département de Lot-et-Garonne,  
M. Jean-Christostôme Dupleix, prêtre, habitant de Condom.*

« Les revenus de l'abbaye d'Aïsses sont régis par MM. Planton et  
Jérôme Malauzet, habitants de Villeneuve.

Régie 1789.

1789. — La portion de l'abbé d'Aïsses était en fruit décimant :  
Dixme  $\frac{3}{8}$ . — De *Bias* : from., 159 sacs — meture, 10 sacs —  
seigle, 18 sacs — vin, 22 bar. — arrières bleds,  
8 sacs — argent des pailles... .. 329.16

---

|                                                                                                                                                                           |                      |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|
| Jean Bienvenu, métayer de M. Delmas, à Bonrepos,<br>doit depuis 1780 jusques et compris 1788.....                                                                         | 12 liv. 10 s.        |
| Jean Carles, métayer à Bernou, de M. de Scorail-<br>les, doit depuis 1782 jusques et compris 1788...                                                                      | 13 liv. 6 s. 3 den.  |
| André Evesque, domestique de M. de Scorailles,<br>doit depuis 1780, jusques et compris 1788.....                                                                          | 13 liv. 5 s. 11 den. |
| Guillaume Plissou, domestique de M. de Mothe,<br>pour 1780 jusques en 1788.....                                                                                           | 8 liv. 3 den.        |
| Jean Fauché, métayer de Lagarde, de Mme Four-<br>cau, paroisse de Saint-Sulpice-Rive-Lot, doit<br>1780, jusques et compris 1788.....                                      | 4 liv. 8 s. 3 den.   |
| M. Rigal, bourgeois de Villeneuve, doit 1788.....                                                                                                                         | 22 liv. 3 s. 3 den.  |
| Joseph Descazal, jardinier de Mme de Galaup, à<br>Parrouty, paroisse Saint-Sulpice-Rive-Lède, juri-<br>diction de Monflanquin, doit 1780, jusques et<br>compris 1788..... | 9 liv. 2 den.        |
| M. Maydiou, fils ayné, de Villeneuve, comme ac-<br>quéreur de Mme de Gironde, doit 1788.....                                                                              | 30 liv. 11 s.        |
| M. de Mothe, seigneur de Blanche, doit pour<br>l'année 1788.....                                                                                                          | 64 liv. 11 s. 7 den. |
| Marie Raynal, veuve de Pierre Lafosse, doit pour<br>reste d'arrérages liquidés.....                                                                                       | 6 liv. 19 s. 11 den. |
| Plus Marie Raynal doit seize livres dix sols.....                                                                                                                         | 16 liv. 10 s.        |
|                                                                                                                                                                           | <hr/>                |
|                                                                                                                                                                           | 23 liv. 9 s. 11 den. |
| <br>Mme de Monfabès doit 1788.....                                                                                                                                        | <br>84 liv. 18 s.    |
| Pierre Fabré, métayer de M. de Mothe As Albiès,<br>paroisse de Trémons, doit 1782, jusques et com-<br>pris 1788.....                                                      | 10 liv. 12 s. 3 den. |
| Messire François d'Ebrard, seigneur de Cadrés,<br>doit pour 1780, jusques et pour 1788.....                                                                               | 92 liv. 1 s. 7 den.  |

|                |                                                                                                                                           |         |
|----------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| Dixme 3/4. —   | De <i>Courbiac</i> : from., 72 sacs — meture,<br>3 sacs — seigle, 68 sacs — arrières bleds,<br>2 sacs — vin, 7 bar. — argent des pailles. | 101. 10 |
| Dixme total. — | De <i>Soubirous</i> : from., 31 sacs — arrières<br>bleds, 1 sac — vin, 5 bar. — pour pailles.                                             | 61 »    |
| Dixme 1/2. —   | De <i>Mazerac</i> : from., 39 sacs — arrières<br>bleds, 1 sac — vin, 4 bar. — pour pailles.                                               | 74 4    |
| Dixme 3/16. —  | De <i>Sainte-Radegonde</i> : from., 23 sacs —<br>meture, 2 sacs — arrières bleds, 1 sac —<br>vin, 1 bar. — argent des pailles. . . . .    | 57 »    |
|                | De <i>Collongues</i> : from., 16 sacs — arrières<br>bleds, 1 sac — argent des pailles. . . . .                                            | 25 »    |
|                | Argent des pailles. . .                                                                                                                   | 643 10  |

#### RÉCAPITULATION.

|                                                  |                     |
|--------------------------------------------------|---------------------|
| From, 340 sacs, vendus à 18 l. 12 s. produit.    | 6.324 l.            |
| Seigles, 83.2 c., vendus à 14 l. et 13, produit. | 1.153 ... 6 s. 8 d. |
| Meture, 14 sacs 1 c., vendus à 16 l., produit.   | 229 .. 6 8          |
| Balliage, 1 c., vendu à raison de 14 l. prod.    | 4 ... 13 4          |
| Arrières bleds, 6 sacs, 2c., vendus à 16, prod.  | 106 ... 13 4        |
| Vin, 39 barriques, vendues à 12 l., produit.     | 468                 |
| Dime verte de Saint-Nicolas affermée. . . . .    | 54                  |
| Dixme de Livret, chanvre, etc. . . . .           | 25                  |
| Rapport général. . .                             | 9.008 l. 10         |

Les arrérages de rente des paroisses de Courbiac et de Trémons-Petit contenues en une *Liève* remise en vertu du contrat dudit jour 11 aoust 1781, ont été liquidés depuis et compris 1780, jour de notre prise de possession, jusques et compris 1788, qui forment neuf années du bail porté par ledit contrat, laquelle liquidation a été faite à raison de 10 livres le sac de froment, et 4 livres 10 sols l'avoine, avec les suites d'argent, poules et manœuvres, les poules 24 sous la paire, et la manœuvre à 6 s., à la somme de trois mille deux cent cinquante-huit livres trois sols, sauf à diminuer ou augmenter en cas d'erreur ou omission de compte s'il y a lieu. De quoi moy soussigné me rends responsable lors de ma remise de ma Liève.

Je certifie l'Etat cy dessus et des autres parts véritable, sauf erreur ou omission.

J. PAILLÉ. »

( *La maison d'Ébrard*, par Bourrousse de Lafore ; Agen, 1891, in-4, *Preuves*, p. 97-99.)

### CHARGES RÉELLES DU BÉNÉFICE.

|                                                       |          |     |
|-------------------------------------------------------|----------|-----|
| Portion congrue de M. le curé de Soubirous. ....      | 700 l.   |     |
| Portion congrue de M. le vicaire de Mazerac... ....   | 350      |     |
| Portion congrue pour un tiers à M. le curé de Pujols. | 233      | 6.4 |
| Pension pour Novalles à M. le curé de Courbiac.....   | 66       |     |
| <hr/>                                                 |          |     |
| Total des charges réelles....                         | 1 349 l. | 6.4 |
| Reste net, charges déduites....                       | 7.659 l. | 3.8 |

Pension que les Religieux d'Aïsses payaient à leur abbé d'après leur transaction du 14 septembre 1778..... 1 200 l.  
Produit du bénéfice et la pension... .... 8.859 3.8  
Canonicat de Rheims..... 2.500  
Total général des deux bénéfices :  
Année 1789 = 11.359 l. 3.8.

« J'atteste avec vérité que la déclaration que je fais à Messieurs les Administrateurs du Directoire du district de Villeneuve, département de Lot-et-Garonne, est conforme à l'état de Régie que M. Planton est dans l'usage de me remettre chaque année, et qu'il vient de me faire passer. Je prie Messieurs les Administrateurs du département, après m'avoir fixé la pension dont je dois jouir aux termes du décret, de vouloir ordonner que ma dite pension me sera payée par la caisse du district de Condom, département du Gers, où je fais ma résidence.

JEAN-CHRISOSTOME DUPLEIX, *prêtre*.

A Condom, le 27 novembre 1790.

« Les portions congrues ne sont portées sur l'état qu'à 700 l., attendu qu'elles n'ont été payées que cette somme en 1789 et 1790. Le décimateur de Soubirous et Mazerac n'aurait jamais pu payer avec le produit de cette paroisse, 1.200 l. à M. le curé de Soubirous, et 700 à M. le vicaire de Mazerac; les charges eussent été bien au-dessus de la recette. Cette considération intéresse la justice distributive de MM. les Administrateurs, avec d'autant plus de fondement, que les décimateurs étoient autorisés à abandonner les dixmes qui leur étoient à charges. Le déclarant auroit usé de la liberté de la loi. Il supplie Messieurs du district et du département, de peser dans leur sagesse cette observation.

« Le déclarant n'a pas cru devoir porter en charges réelles les décimes de 1.254 l. qu'il payait cy devant au bureau des décimes, attendu leur suppression prononcée par le décret de l'Assemblée

Nationale, et que devant supporter une contribution personnelle sur la pension qui luy sera fixée par le département, il y auroit un double employ. Le déclarant soumet toutes ces observations à l'équité de Messieurs les Administrateurs du district et du département de Lot-et-Garonne.

« Le déclarant observe encore que, n'ayant pas reçu la fixation du revenu net du canoniat de Rheims, il s'est borné, attendu ce retard, de déclarer celle qu'il croit de justice ; mais il s'en réfère à celle que le district de Rheims aura approuvée.

#### DÉPARTEMENT DU LOT-ET-GARONNE.

*District de Villeneuve d'Agenois. — Canton de Villeneuve d'Agenois.  
Municipalité de Villeneuve d'Agenois. — Paroisse S<sup>t</sup> Sernin.  
— Municipalité du dit Villeneuve.*

ABBAYE D'EYSES estimé sans y comprendre les cens et rentes 124,900 livres.

« Nous S<sup>r</sup> François Ginet, cultivateur, habitant au lieu de Moucamp, paroisse de Doumillac, municipalité de Pujols, et S<sup>t</sup> Maur ; Malauzet, harpenteur, habitant de la ville de Villeneuve d'Agenois, paroisse S<sup>t</sup> Catherine ; Tous deux experts nommés pour l'estimation des biens nationneaux, sçavoir, le premier par MM. les Administrateurs du Directoire du district dudit Villeneuve, et le second par MM. les Officiers municipaux dudit Villeneuve, ayant tous les deux prêté serment en justice à ces fins, le seize du mois d'octobre dernier, devant M. Delluc, faisant les fonctions de juge audit Villeneuve, suivant le verbal de prestation de serment mis au bas de la commission dudit S<sup>r</sup> Ginet, du second dudit mois d'octobre, qui constate de celle dudit S<sup>r</sup> Malauzet dudit jour.

« En conséquence, nous sommes transportés au monastère de l'abbaye d'Eysses, situé dans la paroisse de S<sup>t</sup> Sernin, municipalité de Villeneuve d'Agenois, lequel monastère nous avons trouvé composé d'un corps de bâtisse flanqué de deux pavillons couverts d'ardoise, de ses cloîtres, d'une église avec sacristie et clocher, décharges, écuries, qui par leurs enclaves forment deux cours. Le corps des bâtisses pour le logement des religieux, contient huit chambres, et quatre chambres pour les malades étrangers, avec d'autres appartements qui servent de recepte dans le haut ; et dans le bas, plusieurs sales, salons, réfectoire, la cuisine , et cave.

« Plus un jardin joignant ledit monastère, enclavé des murs de la contenance de huit quartonnats.

« Plus un local de huit quartonnats formant une promenade en charmille, et contigu audit monastère.

« Plus une vigne de huit quartonnats à la suite des charmilles.

« Plus un verger de la contenance de 9 quartonnats contigu à ladite vigne.

« Les dites charmille, vigne et verger formant un enclos entouré de fossés et de hayes vives.

« Plus un emplacement de six à sept quartonnats où se trouve une avenue en *hormière*.

« Plus un domaine appelé d'Eysse dans la dite paroisse S<sup>t</sup> Sernin et joignant les objets sus détaillés, avec ses bâties consistant en trois chambres sur le bas, avec un grenier par dessus, et des différentes décharges qui forment une petite cour murée, et une grange pour enfermer les foin et pailles, et contenir le chateil, lequel chateil consiste en une paire de bœufs, une paire de vaches, deux charrettes, un tombereau je dis la caisse, et deux araires garnies.

« Les fonds dépendants dudit domaine, où il se sème douze à treize sacs, consistant en cent vingt quatre quartonnats ou environ, en une seule pièce ou enclos, excepté trois quartonnats au levant de la charmille appartenant au s<sup>r</sup> Paganes, notaire à Villeneuve.

« Plus une pièce de terre labourable dépendant dudit domaine, de la contenance de 14 quartonnats, située au lieu de Ressiguié dans la dite paroisse S<sup>t</sup> Sernin.

« Plus une pièce de pré de la contenance de six quartonnats, située au lieu de la Boissière, paroisse S<sup>te</sup> Radegonde, dépendante du susdit domaine.

« La totalité du susdit domaine formant la contenance de cent quarante quatre quartonnats. Et après avoir vu et examiné le tout, nous estimons ledit monastère, jardin, charmille, vigne, verger, hormière, domaine d'Eysse, pré de Laboissière, pièce de terre de Ressiguié, cabeaux et semences, la somme de *cent vingt trois mille livres*.

« Les cens, rentes foncières dépendantes dudit monastère consistant en huit cents quartons blé froment, cinq quartons seigle, sept cents quatre vingt trois quartons avoine, deux cents quatre vingt quatorze livres en argent, trois cents vingt huit poules ou manœuvres avec les



lots et ventes y attachés, toutes lesquelles susdites rentes nous estimons la somme de quatre vingt treize mille cent livres, qu'est à raison de trois cens cinquante livres le sac, y compris la suite de l'avoine, seigle, poule, manœuvre et argent. Les huit cens quartons faisant deux cents soixante-six sacs.

« Plus nous sommes transportés sur un moulin vacant, appelé à Rommas, dans la dite paroisse S<sup>t</sup> Sernin d'Eysses, dépendant dudit monastère, dont les bâtisses en pierre fort ancien (*sic*), les fonds dépendant du susdit moulin sont de la contenance de quatre quartonnats, lequel moulin et dépendances nous estimons la somme de dix-huit cens livres.

« Plus nous sommes transportés sur une pièce de vigne de la contenance de deux quartonnats, située au sommet du pech de la Calvé-tie, que nous estimons la somme de cent livres.

« Revenant, toutes les susdites estimations, en total à la somme de deux cent dix huit mille livres.

« De tout quoy nous avons fait et dressé notre présent rapport, pour servir et valoir à telles fins que de raison ; que certiffions sincère. A Villeneuve, le dix-septième novembre mille sept cent quatre vingt dix. »

GINET.

MALAUZET.

Devenue propriété de l'Etat en 1790 par la loi qui confisquait les biens des communautés religieuses, l'abbaye d'Eysses fut aliénée en 1797. Le procès-verbal suivant est du 10 ventôse an V (28 février 1797) :

« Procès-verbal d'estimation de la ci-devant église de l'abbaye  
« d'Eysses, appartenant à la Nation et ayant appartenu aux ci-devant  
« religieux Bénédictins... d'une longueur ensemble de 22 toises dans  
« œuvre, sur 10 toises de largeur aussi dans œuvre, et 8 toises de  
« hauteur... composée en distribution d'une nef, quatre chapelles  
« de chaque côté, formées par des portiques, et la sacristie au cou-  
« chant, le tout bâti en pierre, moëllon et brique avec mortier de  
« chaux et sable, couvert d'une charpente ordinaire, suivant les ré-  
« gles de l'art et recouverte de tuiles canal.

« Et au midi de ladite ci-devant église est un carré de bâtisse at-  
« tenant, de douze pieds en carré dans œuvre sur 10 toises de hau-  
« teur, bâti de même en moëllon et brique à mortier de chaux et  
« sable, couvert d'une charpente en dôme, recouverte d'ardoise, ce  
« qui compose le clocher de la dite église, sans autres dépendances,

« Toutes les charpentes et couvertures des objets mentionnés cy-dessus sont dans l'état le plus délabré, et faute d'entretien des dites couvertures les eaux ont croupi sur les voûtes de la nef et chapelles, et y ont causé des dommages très considérables... »

Le tout est estimé : Revenu ..... 400 l.

Capital..... 7.200 l. <sup>1</sup>.

Le 29 ventôse an V (19 mars 1797), acte de vente au profit du citoyen Joseph Tonnelé, de l'église de l'abbaye d'Eysses et de ses dépendances pour la somme de 7,200 livres <sup>2</sup>.

### XIII. — LES BATIMENTS DE L'ABBAYE AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE <sup>3</sup>.

Lors de la réorganisation du diocèse d'Agen, en 1803, il ne fut pas question de restaurer le service du culte dans la chapelle de l'abbaye ; l'église paroissiale, sous le vocable de Saint-Sernin, suffisait à la population d'Eysses ; on préféra conserver à sa destination ce petit édifice sans caractère et sacrifier le beau sanctuaire érigé par les Bénédictins.

---

<sup>1</sup> Archives départementales de Lot-et-Garonne, série G. (à classer.)

<sup>2</sup> Au moment de mettre sous presse nous recevons de M. Fernand de Mazet, par l'intermédiaire de M. Tholin, l'indication de quelques autres documents qui pourront servir à compléter l'histoire de notre abbaye pendant la Révolution :

1<sup>o</sup> ARCHIVES DÉPARTEMENTALES ; *Registre du District de Villeneuve*, t. III, f<sup>o</sup> 82. 23 février 1792. — « La loi portant vente des biens nationaux à la commune de Villeneuve pour la somme de 602,922 livres 16 sols, est promulguée. Parmi ces biens se trouve l'abbaye d'Eysses, dont le procès-verbal de vente a été dressé le 4 janvier 1792. »

2<sup>o</sup> *Registre du District*, 25 Frimaire, an II (15 décembre 1793). — « Le Directoire du District a nommé des commissaires pour visiter l'abbaye d'Eysses, possédée par Cocquard, où il y a, dit-on, des armoiries ; on dit avoir vu des fleurs de lys aux girouettes. »

3<sup>o</sup> *Registre du District* du 1<sup>er</sup> au 5 Brumaire, an III (22 au 26 octobre 1794). — « Un arrêté du District ordonne, sur la réclamation de Cocquard, fermer, le rétablissement du portail en fer et de la rampe d'escalier de la ci-devant abbaye d'Eysses. »

4<sup>o</sup> ARCHIVES DE LA COMMUNE, *Registre des délibérations* du 11 Ventôse an VII (1<sup>er</sup> mars 1799). — « L'école des Sciences et Arts a été ouverte le 1<sup>er</sup> Ventôse an VII dans la ci-devant abbaye d'Eysses. »

<sup>3</sup> Nous avons déjà dit, mais nous tenons à redire encore ici que ce paragraphe est dû à la plume de M. G. Tholin.

Il est vrai qu'à ce moment même, on avait le projet d'utiliser ce qui restait des logis pour un établissement considérable. Par arrêté du 16 fructidor an XI (3 septembre 1803), le Gouvernement décida que l'abbaye serait transformée en maison de réclusion pour dix départements.

L'adjudication des travaux fut faite le 26 frimaire an XIII (17 décembre 1804), pour la somme de 169,900 francs.

Les architectes tirèrent parti de toute la façade au sud et aussi du cellier, des écuries, granges et greniers situés à l'ouest. Des constructions, comprenant des cachots et des ateliers, furent élevées sur tout le côté nord, où n'existait qu'une simple courtine. A l'est, où se trouvaient l'infirmerie des moines et une allée couverte, tout fut bâti à neuf.

La maison de réclusion, dans ce premier état, ne paraît pas avoir débordé le périmètre de l'ancienne abbaye ; elle formait un quadrilatère de 88 mètres de longueur de l'est à l'ouest, et de 63 mètres de largeur du nord au sud.

La chapelle, le cloître, la salle capitulaire, à l'intérieur du quadrilatère, furent démolis. On réserva sur leur emplacement deux cours, de dimension égale, l'une pour les hommes, l'autre pour les femmes. Ces deux cours furent séparées par un couloir, allant du nord au sud, bordé dans toute sa longueur, à l'est, par des pièces aux destinations diverses et par les deux escaliers qui desservent tout l'établissement. Dans l'une de ces dernières constructions, à l'extrémité nord, une salle rectangulaire fut destinée à servir de chapelle.

De 1812 à 1816, on ajouta, à l'est et à l'ouest, deux ailes avec cours intérieures, l'une pour les garçons, l'autre pour les filles. Des murs de clôture isolés, surmontés de chemins de ronde, flanqués de guérites sur les angles, cernèrent le tout au nord, à l'est et à l'ouest. Au midi, un vaste espace fut également clos de murs pour former une cour d'entrée ; les logements du directeur et du régisseur et quelques décharges furent installés à droite et à gauche de cette cour.

L'ensemble de ces constructions, dès lors complet, occupe une superficie de terrain triple de celle qui constituait l'emplacement de l'abbaye.

Actuellement, la maison centrale d'Eysses n'est plus affectée qu'à la détention des condamnés correctionnellement des trois départements du Lot-et-Garonne, du Lot et du Tarn-et-Garonne.

A. DE LANTENAY.

# MÉMOIRES DU CAPITAINE JÉRÔME-ETIENNE BESSE

ANCIEN SOLDAT DE LA GRANDE-ARMÉE.

( Suite ).

---

## CHAPITRE VI.

DEPUIS L'ARMISTICE DE MUNICH, JUSQU'A L'ANNÉE 1808 <sup>1</sup>.

*An IX.* — L'armistice de Munich fut rompu par les Autrichiens ; les hostilités recommencèrent le 9 frimaire. Nous gardions les débouchés du Tyrol, lorsque la célèbre bataille de Hohenlinden fut gagnée par Moreau. L'armée française, victorieuse, se mit tout entière à la poursuite des vaincus, et ne leur laissa point de relâche qu'un troisième armistice n'eut été signé, à Steyer, à trois ou quatre marches de Vienne, le 4 nivôse.

Notre corps fut dirigé sur la Styrie, où nous eûmes quelques-uns des nôtres assassinés par les paysans, au milieu de nos cantonnements. Le seul fait de ce genre, que je vais raconter, donnera l'idée de l'audace des montagnards Styriens.

Un sergent de ma compagnie, étant un jour de planton à Léoben, où'était l'état-major de notre demi-brigade, s'en retournait seul quand un paysan le rejoignit et marcha de front avec lui, c'est-à-dire côté à côté, pendant plus d'un quart-d'heure. Le sergent ne s'inquiétait pas beaucoup de son compagnon de voyage ; cependant, à un détour, et lorsqu'il s'y attendait le moins, le perfide montagnard lui assène sur la tête un coup de hache, le renverse, et l'aurait achevé, si deux soldats qui arrivaient sur les lieux par un chemin opposé, ne fussent accourus et n'eussent mis le brigand en fuite dans les bois voisins.

---

<sup>1</sup> On a cru devoir supprimer les détails stratégiques qui se trouvent partout, pour mieux faire ressortir ce qui se rapporte personnellement au narrateur.

Le pauvre sergent fut transporté à l'hôpital de Léoben, où il mourut quatre jours après. On soupçonna que l'assassin devait appartenir à la population d'un village situé à peu de distance du théâtre du crime. Léoben était occupé simultanément par une garnison française et par une garnison autrichienne. Les généraux des deux nations se rendirent avec leur escorte au village, et signifièrent aux habitants qu'on allait l'incendier si le coupable n'était pas livré. Il fut livré, en effet, conduit à Léoben et jugé. Il alléguait, pour sa justification, que n'ayant pas de quoi payer un remède qu'il était allé chercher pour sa mère malade, un jeune pharmacien lui avait conseillé d'assassiner un français pour se procurer de l'argent, attendu, lui avait-il dit, que tous les français en étaient cousins.

Le pharmacien fut mis en cause, et en fut quitte pour quinze jours de prison; mais le paysan fut condamné à mort et exécuté.

Je fus nommé fourrier le 13 nivôse.

La paix ayant été signée à Lunéville le 20 pluviôse, nous nous mîmes en route le 27 pour retourner dans notre patrie.

Je partais tous les jours deux ou trois heures avant la troupe, en ma qualité de fourrier, afin de préparer d'avance les billets de logement. J'avais ordinairement pour camarade de voyage Jacques Chomié, d'Agen, soldat de ma compagnie et mon ami. Le 29, nous étions partis très de bonne heure. A la descente d'une haute montagne, dans un détour, nous rencontrâmes deux messieurs que nous prîmes pour des propriétaires de la contrée. Leur ayant adressé la parole, je m'aperçus aisément qu'ils étaient français. « Vous êtes des émigrés, messieurs, leur dis-je ? — Oui, me répondirent-ils dans la langue nationale. » Il y a sympathie inexprimable entre compatriotes, sur la terre étrangère ! C'étaient deux gentilshommes normands. « Voulez-vous nous suivre, messieurs, leur demandai-je ? — Nous allons à Gand ; la course est longue. Je vous offre, pour tous les jours, un billet de logement. » — Grand merci, camarade, me répondirent-ils à la fois : nous acceptons avec reconnaissance.

Et, sans autre cérémonie, nous voilà en route, charmant chaque jour l'ennui ou la fatigue de la marche en devisant et nous contant réciproquement nos aventures.

Nous fîmes ainsi quatre-vingt-dix lieues. Ces messieurs nous quittèrent pour se rendre à Constance, où des envoyés du gouvernement français examinaient les titres que pouvaient avoir les émigrés pour être réintégrés dans la grande famille. Nous arrivâmes à Gand, le 11 prairial.

La demi-brigade resta deux ans en garnison dans cette ville. Nous fournissions des détachements à l'île de Cadzan pour la garde de la côte menacée continuellement par les Anglais. Ces détachements eurent cruellement à souffrir dans cette île, d'une fièvre produite par les exhalaisons fétides des marais formés par les eaux de la mer, en automne principalement. Notre compagnie était au village de Breskens, vis-à-vis Flessingue. Il n'y avait pas de jour que nous n'envoyassions huit à dix hommes à l'hôpital, et il en mourut beaucoup. Nous étions constamment dans un brouillard épais et infect, jusqu'à 10 ou 11 heures du matin. J'éprouvai, à Gand, une grave maladie, mais je ne voulus pas aller à l'hôpital. Je n'oublierai jamais de ma vie les soins que me donnèrent mes camarades de compagnie, Messieurs Jacques Chomié et Delpech, fusiliers.

*An X.* — En l'an X, la paix fut signée à Amiens avec les Anglais le 6 Germinal. Peu de temps après, notre troisième bataillon fut complété et reçut l'ordre de partir pour la Martinique. Nos deux autres bataillons furent embarqués pour Saint-Domingue. On délivra des congés absolus à plusieurs soldats agenais que j'aurais suivis bien volontiers; mais il suffisait d'avoir un grade pour ne pas obtenir de congé.

*An XI.* — Le 26 Floréal, an 11, nos chers amis les Anglais recommencèrent les hostilités, sans déclaration de guerre préalable. La France se souviendra longtemps des pertes énormes que ces forbans perfides firent éprouver à notre commerce. Ils nous rendirent aussi le service de faire échouer l'importante expédition de Saint-Domingue. Notre demi-brigade fut dirigée sur le Hanovre où commandait le général Mortier. M. le conseiller d'Etat général Dessoles était notre général de division.

Les demi-brigades prirent la dénomination de régiments.

*An XII.* — Nous quittâmes le Hanovre pour aller en Hollande. Le général Victor qui y commandait fut remplacé par le général Marmont.

Je passai sergent le 5 germinal.

Dans le mois de prairial, on proclama le sénatus-consulte qui déférait au premier consul Bonaparte, la dignité impériale.

Nous passâmes l'été au camp de Zeist. Les manœuvres y étaient fréquentes et, cependant, le général en chef, sous prétexte de pré-

venir l'oisiveté, où plutôt pour faire sa cour au nouvel empereur, fit élever pour toute l'armée une pyramide destinée à perpétuer le souvenir de son avènement au trône. Généraux, officiers et soldats, tout le monde mit la main à l'œuvre. Le monument commencé le 24 fructidor an 12, fut terminé en 32 jours. Il fut construit en terre jusqu'à une hauteur de 110 pieds ou 36 mètres 66 centimètres, et surmonté d'un obélisque en bois de 42 pieds ou 14 mètres d'élévation ce qui lui donnait une hauteur totale de 152 pieds ou 50 mètres 66 centimètres. Du haut de l'obélisque on découvrait seize villes et une grande partie du Zuiderzée. Le contrôle nominatif des généraux, officiers, sous-officiers et soldats, écrit sur un parchemin, fut mis dans une boîte de plomb avec une étoile de l'ordre de la Légion d'honneur qui venait d'être instituée et avec des pièces de chaque espèce de monnaie. Le dépôt de cette boîte dans la pyramide (au moyen de l'ouverture qu'on y avait pratiqué en la construisant), la distribution des nouvelles décorations et l'inauguration du monument eurent lieu un dimanche, au bruit des détonations de l'artillerie et à la vue d'un peuple immense attiré par cette majestueuse solennité.

Le camp de Zeist prenait son nom d'un village voisin, très-beau et remarquable par les mœurs de ses habitants, qu'on appelait frères moraves. Chaque maison avait sa boutique ; de sorte qu'on pouvait s'y procurer tout ce qu'on pouvait désirer. Les frères moraves n'avaient qu'un prix : ils étaient tous associés. Leurs filles n'avaient nulles relations avec les étrangers. Réunies journellement dans une maison commune entourée d'un fossé large, profond et plein d'eau, on n'arrivait à elles que par un pont-levis continuellement levé. C'est là qu'elles passaient leurs journées dans des travaux divers et productifs, sans le moindre contact avec l'armée française qui les avoisinait.

*An XIII.* — Le camp fut levé dans les premiers jours de brumaire an XIII ; mais nous y retournâmes au printemps suivant. Nous nous y rendîmes par bataillons, à quinze jours d'intervalle, pour avoir le temps d'y construire des baraques que le général voulut substituer aux tentes pour mieux abriter les soldats.

Le travail fut long et pénible, mais en revanche, nous nous fîmes un camp le plus beau et le plus agréable qui eût jamais existé. Les constructions y étaient régulières et uniformes.

C'était une ville charmante. Sur un même alignement, chaque bataillon avait ses cuisines, son puits et ses tables. Derrière chaque division, des marchands étaient venus établir un village où nous trouvions de quoi satisfaire tous les besoins, tous les goûts ; des cafés, des billards, tout ce que peut offrir une ville riche et commerçante.

En arrière du centre du camp, une salle de spectacle vint compléter notre ville improvisée et les jouissances infinies que nous y goûtions. La plaine de Zeist qui, peu de jours auparavant, n'était qu'un aride désert couvert de bruyères, se trouva magiquement transformée en un séjour plein de vie et d'agrémens, où affluaient sans cesse des personnes de toutes les conditions, accourues de toutes les provinces de la Hollande, pour contempler cette prodigieuse métamorphose. Le dimanche surtout, la grande parade et l'exercice à feu avaient pour témoins et pour admirateurs une population innombrable.

Nous fûmes comme réveillés d'un rêve, après quatre mois de bonheur inoui, par l'ordre de départ pour le Helder, où l'armée fut embarquée, le 15 thermidor, sur des vaisseaux de guerre et sur des bâtimens des transports.

Cependant les Autrichiens s'étaient mis en mouvement et s'avançaient déjà vers la Bavière. A la première nouvelle de cette levée de boucliers, l'armée de Boulogne avait été débarquée et dirigée sur l'Allemagne. Nous ne tardâmes pas à recevoir la même destination. Débarqués le 15 fructidor, nous arrivâmes le 5<sup>e</sup> complémentaire à Mayence ; le 19 vendémiaire à Augsbourg.

**An XIV.** — Le lendemain, l'empereur se trouvant sur notre passage, fit arrêter le régiment, former le cercle et après quelques questions adressées au colonel, il harangua le régiment à sa façon. Nous l'entendîmes, le cœur palpitant, faire notre éloge, et rappeler les affaires où nous nous étions signalés, dans les mêmes lieux où nous nous trouvions en sa glorieuse présence. Enfin, élevant la voix, il électrisa nos âmes par les paroles suivantes : « Soldats, vous « donnerez bientôt à votre empereur des preuves de votre dévouement. « Ici, vous avez vaincu bien des fois ; vous vaincrez encore pour « lui. Bien des fatigues, bien des privation vous attendent. Patience, « mes amis. Je désire qu'aujourd'hui même vous poussiez le plus avant « qu'il vous sera possible ; car je crains qu'ils ne nous échappent. » (Il parlait des Autrichiens qui se retiraient sur Ulm.) C'était nous



donner des ailes. Le 23 nous étions avec notre corps d'armée, devant Ulm, sur la rive droite du Danube, par un temps affreux, et malgré des torrens de pluie, nous marchions sur la tête du pont ; nous refoulions l'ennemi sur la rive opposée, tandis que le succès des autres corps d'armée la contraignait définitivement à se réfugier dans la place.

L'empereur envoya chercher le prince Lichtensteing, général major de l'armée autrichienne. « Je désire que vous capituliez, lui dit-il, tant je répugne à user envers vous du terrible droit de la guerre dont j'ai dû user envers Jaffa pris d'assaut. Epargnez-moi la douleur d'avoir à traiter ainsi la brave garnison autrichienne. La place n'est pas tenable rendez-vous donc ». Le prince voulait la liberté pour son armée entière, l'empereur ne l'accordait qu'aux officiers. On ne put s'entendre. Le prince était à peine retiré, qu'une vive canonnade commença et dura toute la nuit et le lendemain sans discontinuation. Nous n'avions que des pièces de campagne, mais nous n'en faisons pas moins bien du mal à l'ennemi qui ne pouvant demeurer plus longtemps encombré et comme entassé, se rendit à discrétion.

Ce fut le 28 que notre immortel empereur, à cheval, à la tête de sa garde, au centre et en avant de son armée, ayant à ses côtés le général en chef autrichien Mak, tout l'état major ennemi et l'état-major français, fit défiler devant lui la garnison prisonnière, forte de 33 mille hommes d'infanterie et de 2 mille hommes de cavalerie (sans compter les 3 mille malades demeurés dans la place), qui déposèrent à ses pieds leurs armes, 60 pièces de canon et 50 drapeaux. Après le défilé des troupes, l'empereur fit approcher de sa personne le général en chef, les sept lieutenants-généraux et les huit généraux autrichiens. « Messieurs, leur dit-il, votre maître me fait une guerre injuste. Je ne sais pas pourquoi je me bats ; je ne sais ce qu'on veut de moi. . . . ; je donne un conseil à mon frère l'empereur d'Allemagne : qu'il se hâte de faire la paix. C'est le moment de se rappeler que tous les empires ont un terme. L'idée que la fin de la dynastie de la maison de Lorraine serait arrivée, doit l'effrayer. »

Le général Mak s'étant hasardé de dire que l'empereur d'Allemagne avait été forcé à la guerre par l'empereur de Russie.

« Vous n'êtes donc plus une puissance, s'écria Napoléon ! »

Dès le lendemain 1<sup>er</sup> brumaire, l'armée française se porta sur l'Inn, sauf le corps dont notre régiment faisait partie, qui fut destiné à

barrer le chemin au prince Charles revenant d'Italie. Nous arrivâmes le 19 à Léoben, marchant sur les talons des troupes autrichiennes qui fuyaient devant nous. Plusieurs reconnaissances n'ayant pu procurer des nouvelles du prince Charles, on présuma qu'il avait pris une autre route, et l'on marcha sur Gratz, capitale de la Styrie. Pendant que nous y prenions du repos, l'empereur s'emparait de Vienne et poursuivait jusqu'en Moravie les Russes et les Autrichiens réunis.

Le général Marmont qui nous commandait, eut enfin avis de l'approche du prince Charles, qui ayant Masséna en queue, et nous sur le flanc gauche, longeait les frontières de Hongrie. Le prince ayant fait mine de se porter sur Vienne, Marmont part comme un trait et arriva le 16 à Neustall.

Nous allions nous y rencontrer avec le prince Charles ; mais la célèbre bataille d'Austerlitz et l'armistice qui s'en suivit, arrêterent notre marche. Pendant la trêve, le régiment s'en retourna à Gratz où nous reçûmes, le 6 nivôse, la nouvelle du traité de paix de Presbourg, il fut ensuite envoyé dans la Carniole. Nous fîmes notre entrée à Leybach, le 11 janvier 1806. Nous y trouvâmes beaucoup d'Autrichiens.

Il avait été convenu qu'aucun corps autrichien en marche n'entrerait dans les villes occupées par des troupes des deux nations. Nous avions le plaisir en conséquence, de voir passer tous les jours sous les remparts de la ville, tout modestement les régiments ennemis en retraite des états vénitiens.

Un jour un régiment de hussards autrichiens arriva, au moment où un adjudant-major français se trouvait au poste de la porte de la ville. Celui-ci prévint le colonel qu'il ne pouvait pas entrer. C'était de la troupe belle, fraîche et fière. Le colonel répliqua qu'il se f..... des Français et qu'il entrerait. Ils entrent, en effet, au petit galop.

L'adjudant-major loin de leur faire rendre les honneurs, comme de coutume, pique des deux l'excellent cheval qu'il montait, les dépasse et les précède en criant partout aux armes. Il arrive ainsi sur une petite place où tous les sous-officiers de semaine se trouvaient réunis au peloton. C'était l'heure de la parade. Les tambours qui battaient le rappel, battent la générale. L'adjudant-major commande aux sous-officiers : Par peloton, à gauche. marche. Peloton, halte. Peloton, arme, joue. Les hussards qui débouchaient de la rue barrée par nos sous-officiers, s'arrêtent tout court. En un clin d'œil notre

régiment fut sous les armes et chaque rue fut barricadée avec tout ce qu'on trouve sous la main. Bien valut à MM. les hussards de se déterminer promptement à mettre pied à terre et à se laisser conduire, bride en main, jusqu'à la porte, escortés par un simple piquet, devant et derrière. Le colonel, dit-on, fut sévèrement puni. Ce qu'il y a de certain, c'est que les officiers autrichiens de la garnison et les habitants qui, par des vivats, avaient encouragé l'impertinence des hussards, eurent lieu de s'en repentir. Ils furent molestés comme ils le méritaient.

Après l'évacuation des états vénitiens, le régiment fut envoyé en cantonnement à Udise, capitale du Frioul.

1807. — Je fus fait sergent-major, le 8 mai 1807.

J'avais reçu des nouvelles de mon oncle, le cavalier. Devenu aveugle et infirme, il avait pris sa retraite à Aubiac, où le peu de bien qu'il possédait et la chétive pension de 192 francs dont il jouissait, étaient loin de suffire à ses besoins. Il invoquait mon secours, et j'étais bien disposé à m'acquitter envers lui de toutes les bontés qu'il avait eues pour moi. Je fis part de ses lettres à M. Musnier mon chef de bataillon. « L'empereur va venir nous passer en revue, me répondit-il; lorsqu'il arrivera près de vous, vous lui présenterez vos armes, et je lui parlerai pour vous. » La revue eut lieu, en effet, mais en grand. Je ne pus approcher l'empereur. Mon commandant, cependant, ne m'avait pas oublié, car, à ma grande surprise, je reçus un an après, une permission du ministre de la guerre, de 3 mois, pour aller et venir, j'étais à 250 lieues de mon pays. L'empereur vint nous passer encore en revue dans le Frioul, le 11 décembre. Il fit beaucoup de promotions et il nous donna M. Vautré pour major et M. Gambin pour colonel.

(A suivre.)

---

# LES SUCCESSEURS DE SHAKESPEARE

---

## I.

### LE PARADOXE BACONIEN.

( Suite. )

---

Les admirateurs de Bacon lui font l'honneur d'avoir entrevu la véritable définition de la chaleur, et ils rappellent une remarque faite par Bacon, à savoir que le froid brûle comme le chaud et produit les mêmes effets sur les corps vivants. Virgile avait déjà exprimé cette idée en disant dans ses Géorgiques : « craignez que le froid ne pénètre et ne brûle les plantes. » Mais admettons que Bacon ait mieux su que Virgile tirer des conclusions de ces phénomènes semblables, dirons-nous avec M. Donnelly que cette préoccupation de physiologie plus particulière à Bacon apparaît dans *Hamlet* de Shakespeare et que par conséquent, Shakespeare c'est Bacon. Voyons ce passage de *Hamlet* sur lequel se fonde M. Donnelly. Vers le milieu de la quatrième scène du troisième acte, Hamlet reprochant à sa mère de s'être laissé enflammer d'un coupable amour, lui dit que la jeunesse si ardente, si fougueuse, est bien excusable de pécher, lorsqu'une femme comme elle, déjà sur le déclin de l'âge, s'égare à ce point, et que la glace même brûle aussi activement. *Frost itself as actively doth burn.*

M. Donnelly voit dans ce dernier vers : « La glace même brûle aussi activement, » une affirmation de Bacon sur l'identité des effets du froid et du chaud. Pour moi j'y vois une simple métaphore; la glace même, c'est-à-dire les organes déjà vieux, qui devraient être froids, brûlent aussi activement chez certaines personnes que les sens encore jeunes chez d'autres. Il n'est pas besoin en vérité d'être physicien, ni d'être surtout le physicien Bacon, pour imaginer une pareille figure.

Mais M. Donnelly, chef des Baconiens, voit partout Bacon dans l'œuvre de Shakespeare. La religion exprimée dans les drames c'est, dit-il, la religion de Bacon. Ce philosophe a eu pendant longtemps des doutes sur la foi, comme le prouvent les plaintes de sa mère et un certain écrit intitulé *Paradoxes chrétiens* ; plus tard il est devenu bon protestant, mais assez tolérant pour les catholiques, et il est mort croyant en Dieu, en la trinité, en la divinité de Jésus, en la puissance surnaturelle de la grâce, mais opposé à la suprématie du pape, quoique ennemi de la persécution. Eh bien ! continue M. Donnelly, voilà l'évolution religieuse que l'on aperçoit clairement à travers les drames : lisez dans la collection shakespearienne « *Mesure pour mesure*, » vous y entendrez un jeune libertin mettre en doute l'immortalité ; lisez *Hamlet*, ce n'est plus le libertinage, c'est la raison qui expose les mêmes doutes ; dans le *Roi Jean*, on invective rudement contre les prétentions du pape ; dans *Henry VIII*, la vertu d'une reine catholique est reconnue et glorifiée, mais au cinquième acte, on annonce que sous le règne d'une princesse protestante, le vrai culte de Dieu sera établi : conclusion qui convient fort bien à Bacon, sceptique dans sa jeunesse, et plus tard protestant, mais toujours avec tolérance. Quant à Shakespeare, il est mort catholique, par conséquent il ne pouvait pas conclure ainsi. Ces différents drames expriment la religion de Bacon, donc ils ont Bacon pour auteur. Tel est le raisonnement de M. Donnelly ; raisonnement spécieux, mais qui prête pourtant à la critique. D'abord la tradition de Stratford sur Avon, conservée dans le journal d'un pasteur anglican, qui écrivait après 1688, nous dit que Shakespeare mourut catholique, mais elle ne dit pas qu'il ait vécu dans cette religion ; pourquoi n'aurait-il point passé par les vicissitudes d'esprit et de croyance indiquées plus haut : sceptique par sensualité, puis par raisonnement, puis protestant parce que la majorité des Anglais était protestante, et enfin catholique dans la retraite, dans le calme, par suite de réflexions sérieuses ou par entraînement de poète vers une religion tendre et poétique, qui invoque la Vierge et les Saints, qui favorise les arts et qui a bâti la charmante église gothique de Stratford ? Shakespeare n'aurait été ni le premier, ni le dernier dont la conscience en pays protestant ait suivi cette évolution ? Je dirai même que le scepticisme libertin de Claudio convient plutôt à la jeunesse orageuse de Shakespeare qu'à celle de Bacon. Ni la mère puritaine de ce philosophe, ni ses plus cruels ennemis ne l'ont jamais accusé de libertinage ; par conséquent il y a là un aspect de l'incréd-

dulté qui ne répond pas du tout à son caractère, et qui répondrait plutôt à celui de Shakespeare.

M. Donnelly nous affirme encore que les drames shakespeareiens expriment les opinions politiques de Bacon. Selon lui, Bacon est aristocrate, comme le comte d'Essex, son bienfaiteur, quoique issu d'une famille bourgeoise ou très récemment anoblie; les mauvais procédés de ses cousins Cécil, leur obstination à lui refuser tout avancement, l'avaient jeté dans le parti contraire; il eût souhaité de voir la jeune noblesse, les comtes d'Essex et de Southampton, obtenir et garder le pouvoir. Il n'aime pas les idées et les procédés du peuple, et cependant il défend ses intérêts; il loue et, quand il le peut, il met en vigueur certaines lois agraires favorables au paysan. Le même esprit, dit M. Donnelly, se fait sentir dans les drames shakespeareiens. Les révoltes du peuple y sont flétries; la multitude, ce monstre à cent têtes, y est injuriée; les démagogues et les tribuns ridiculisés; et cependant la douceur, la clémence y sont recommandées aux rois; l'auteur des drames shakespeareiens reproche aux puissants de ne pas assez compatir aux souffrances des pauvres, de les laisser opprimer par leurs agents; il voudrait voir les riches visiter les misérables, apprendre ce que c'est que l'indigence, la sentir même afin de savoir la soulager. Sa devise politique pourrait être: rien par le peuple, mais beaucoup pour lui. Les baconiens retrouvent cette antithèse dans la vie et dans le caractère de Bacon; ils en concluent que c'est lui qui a fait ces drames, à la fois si bienveillants et si peu flatteurs pour le peuple.

Ici, l'on remarquera, sans doute, qu'il est souvent téméraire de chercher dans des œuvres très dramatiques les opinions et le caractère de l'auteur. Est-on bien sûr, quand Shakespeare fait injurier le peuple par Coriolan, qu'il partage toute la colère méprisante de l'orgueilleux patricien? Et quand il nous montre, d'après Plutarque, la plèbe romaine dégénérée sous César, croit-il tracer une peinture fidèle des masses populaires à toutes les époques et dans tous les temps? Est-ce l'auteur qui parle ou les personnages? Voilà ce qu'il faut se demander sans cesse quand on entend exprimer sur la scène une opinion politique, morale ou religieuse un peu accentuée. Alceste est-il Molière? Quelquefois peut-être, souvent même, mais pas toujours. Hamlet est-il l'interprète attitré de l'auteur du drame qui porte son nom? La souffrance de Hamlet, sa maladie morale ou mentale sont-elles la souffrance et la maladie du poète? L'ont-elles été à certains moments de sa vie? Questions fort délicates, et qui,

diversement résolues par les critiques, nous feront apparaître le poète sous les aspects les plus ondoyants et les plus divers. Comme il était triste ! diront les uns ; mais non, répondront les autres, au contraire ; il veut nous montrer à quelle impuissance la tristesse habituelle peut réduire les hommes. C'est qu'il en avait fait l'expérience sur lui-même, diront ceux-ci ; mais non, diront ceux-là, c'est chez d'autres qu'il l'avait vue. Et le lecteur ne sait vraiment quel fut au juste le caractère personnel du poète dramatique, tant qu'il n'a que ses drames pour en juger. Admettons cependant que les pièces shakespeariennes représentent l'opinion politique de leur auteur, et que cette opinion soit aussi celle de Bacon, s'ensuit-il que Bacon soit l'auteur de ces drames ? Le parti politique auquel il appartenait, si peu nombreux qu'il fût, comptait plus d'un membre, et Shakespeare pouvait bien en être ; il est même probable qu'il en était, ayant pour protecteur, auquel il dédiait ses poèmes, le comte de Southampton, ami du comte d'Essex, et qui faillit monter avec lui sur l'échafaud.

M. Donnelly prétend, il est vrai, que Shakespeare, l'homme de Stratford, n'a pas pu être du même parti que Bacon ; et pourquoi cela ? Parce que dans sa conduite privée Shakespeare s'est montré dur aux pauvres gens dont Bacon et les drames shakespeariens plaident la cause. Bacon ne veut pas qu'on expulse les petits cultivateurs établis sur les grands domaines ; Shakespeare, au contraire (et des actes authentiques le prouvent), en a expulsé de chez lui quelques-uns. Bacon veut que l'on modère le taux de l'usure ; dans les drames shakespeariens l'usure est condamnée, et pourtant nous savons par des documents positifs que Shakespeare, devenu riche et rentré dans sa province, a placé son argent à un taux très élevé. Je ne peux pas croire, conclut M. Donnelly, que l'égoïste et cupide Shakespeare ait écrit tant de scènes et tant de tirades empreintes d'un esprit de charité ; sous la plume de Bacon, au contraire, ces pensées si nobles et si humaines ne m'étonnent pas, et c'est à Bacon que je les attribue.

Malheureusement rien n'est moins scientifique que de conclure des discours d'un homme à sa conduite. Bacon lui-même, qui ne le sait ? a écrit d'admirables choses sur l'incorruptibilité du juge, et il a été accusé publiquement de corruption, et il a avoué, en demandant grâce, que l'accusation était juste. Shakespeare peut avoir eu, comme lui, sur l'humanité et le désintéressement, de fort belles pensées qui n'ont pas toujours, hélas ! réglé ses actions.

Le drame du *Roi Jean*, celui du *Marchana de Venise* abondent en maximes qui respirent l'humanité ; quand même on me prouverait que Shakespeare, dans sa vie privée, s'est montré souvent inhumain, je persisterais à croire que ces deux drames qui de son vivant ont paru sous son nom, et que des critiques contemporains lui attribuent, sont vraiment de lui.

Sur le caractère de Shakespeare et sur les épisodes de sa carrière théâtrale nous savons peu de chose. Naturellement, on a cherché dans les sonnets qui portent sa signature quelques allusions capables de suppléer au silence irritant des témoins de sa vie. Par malheur la précision manque à tout ce qu'il nous dit, ou semble nous dire, de ses amours, de ses fautes, de ses déceptions. M. Donnelly trouve que sur ce dernier chapitre des déceptions subies, des mépris essayés, toutes les plaintes où il se complait s'expliquent bien mieux si on les attribue à Bacon. Shakespeare, dit M. Donnelly, n'a eu qu'à se louer de son sort ; il s'est enrichi et il est mort au sein de l'opulence et du bien-être. Les obstacles qu'il a peut-être rencontrés n'ont pas dû le surprendre autant que Bacon. N'étant pas, comme celui-ci, fils d'un garde des sceaux et cousin de deux ministres, il n'avait point d'aussi hautes prétentions, et l'argent qu'il gagnait en jouant ses rôles et en dirigeant son théâtre devait parfaitement lui suffire. M. Donnelly en parle, ce me semble, bien à son aise. Connait-il jour par jour ce que Shakespeare a souffert ? Les lettres de Bacon, ses notes, ses manuscrits, conservés par lui-même avec le plus grand soin, nous apprennent une foule de détails sur les ambitions du philosophe ; le comédien, au contraire, a peu révélé les incidents de sa propre existence ; voilà pourquoi toutes les fois que les sonnets parlent de déceptions, de passe-droits et d'humiliations, il semble difficile de les expliquer avec les témoignages incomplets qu'on a sur Shakespeare. Par contre, les innombrables confidences de Bacon fournissent à ce sujet toute une nuée de commentaires. M. Donnelly insiste particulièrement sur une expression qu'on rencontre et dans les sonnets Shakespeariens et dans une prière écrite par Bacon. C'est celle de *despised weed*, costume méprisé.

Bacon et l'auteur des sonnets se plaignent d'être contraints de porter ce costume qui, selon M. Donnelly, est celui d'auteur dramatique. Bacon, dit M. Donnelly, souffre d'être obligé, pour gagner de l'argent, d'exposer sa pensée sur un théâtre, où il lui faut d'ailleurs garder l'*incognito*. Les Shakespeariens répliquent que ce costume méprisé, dont se plaint l'auteur des sonnets, est tout simplement celui



de l'acteur, costume que Shakespeare a porté ; mais alors il reste à savoir ce que Bacon entend par la même expression. C'est une difficulté que je ne crois pas insoluble. Bacon, dans une lettre à son cousin Burley, ministre de la reine Elisabeth, lui déclare que si on lui refuse de l'avancement, il deviendra un triste faiseur de livres (*a sorry bookmaker*) ou un pionnier cherchant la vérité au fond de la mine où elle se cache. Or nous savons que, regardant la science comme le meilleur but de sa vie, Bacon aspirait au moins à entourer son rôle de savant de toute la splendeur, de toute la richesse, de toute la puissance que peuvent donner les plus hautes dignités. C'est sous la pourpre et l'hermine de chancelier, et non sous le pourpoint usé du savant pauvre ou la robe noire du professeur, qu'il veut dicter des lois au monde scientifique. N'être qu'un faiseur de livres ou un expérimentateur, c'est, selon lui, porter un costume méprisé, méprisé à tort, comme il le démontre dans son premier livre sur *L'avancement des sciences*, mais méprisé pourtant par beaucoup de gens du monde, qui estimeraient encore un homme de loi, un théologien, mais qui dédaignent un savant perdu, suivant eux, dans des recherches inutiles ou trop matérielles.

Voilà l'explication que j'opposerais volontiers à celle de M. Donnelly ; elle est fondée sur les écrits mêmes de Bacon, et n'exige pas qu'on lui attribue des sonnets ni des drames qui de son vivant n'ont jamais porté son nom.

D'ailleurs les sonnets shakespeariens, outre les plaintes contre les outrages de la fortune, en contiennent d'autres, et plus nombreuses encore (quoique mêlées de tendresse et d'adoration) contre les femmes et contre l'amour, qui ont tenu si peu de place dans la vie de Bacon.

Qu'on lise un acte de drame shakespearien, et un ouvrage de Bacon écrit en anglais, l'impression reçue sera toute différente, et on n'imaginera pas qu'entre ces deux styles on puisse faire de comparaison ; celui de Bacon est coupé et antithétique ; celui de Shakespeare abondant et souple, aboutissant, dans les passages très pathétiques ou très spirituels, à une gradation de termes qui fait saillir la pensée par insistance et par accumulation plutôt que par contraste. Mais les Baconiens s'attachent à dissiper cette impression générale, qui n'est nullement favorable à leur cause, pour attirer notre attention sur les détails, et nous montrer dans les deux collections d'ouvrages une foule d'idées et d'expressions pareilles. Bacon,

nous disent-ils, a exécuté le projet auquel il faisait allusion dans une lettre écrite au comte d'Essex, en 1596, et où nous lisons ces mots : « J'aurais grand besoin d'argent, et je penche vers l'opinion de Thales qu'un philosophe peut toujours s'enrichir s'il le veut ». Il a travaillé pour le théâtre, et il en est résulté ces drames étonnants où, malgré l'extrême différence des genres, on retrouve tant de choses qui rappellent Bacon. Pure hypothèse, en vérité, car la lettre au comte d'Essex ne mentionne pas le théâtre et n'indique même pas un commencement d'exécution. Quel moyen de s'enrichir Bacon entrevoyait-il à cette époque ? je l'ignore ; peut-être le succès d'estime obtenu par ses pièces allégoriques lui donna-t-il un moment la pensée de composer des drames plus intéressants ; mais encore une fois, ce n'est qu'une hypothèse et nous ne savons pas même s'il en a fait. Une conjecture plus vraisemblable, c'est qu'il a vu Shakespeare, et de fort près, le jour où cet acteur vint avec sa troupe jouer devant les étudiants de Gray's Inn sa comédie des *Méprises*, imitée de Plaute. Malgré l'origine classique de la pièce, elle fit scandale ; on la trouva trop frivole pour l'école de Droit, et il fallut que peu de jours après Bacon réparât ce malheur en faisant représenter par ses caramades une de ses froides allégories. L'acteur et le magistrat-philosophe se sont-ils revus depuis ? Rien ne le prouve ; mais ils ont vécu à la même époque, dans le même centre intellectuel, et ils ont eu, je le répète, les mêmes protecteurs dans la personne et dans l'entourage des comtes d'Essex et de Sonthampton.

Cela suffit pour expliquer les nombreuses ressemblances que présentent leur langage et leurs opinions. Ajoutez que Bacon empruntait de toutes mains, et lorsque dans son *Promus elegantiarum* ou trésor des élégances, on trouvera quelques mots ou quelques formules qui rappelleront Shakespeare, qu'on demande s'il ne les a pas puisés dans les mêmes livres ou s'il ne les a pas pris directement à Shakespeare lui-même, et suivant sa coutume, sans avouer ses emprunts. De preuve irrécusable en faveur de leur thèse, les baconiens n'en ont pas su trouver dans la comparaison des deux ensembles d'ouvrages, puisque toutes les analogies peuvent s'expliquer par d'autres raisons que la leur. Cependant cette preuve matérielle, positive et irréfragable, dont ils sentent vivement le besoin, leur chef actuel, M. Donnelly, croit l'avoir trouvée, et dans quoi ? dans le *grand Cryptogramme*, ou si l'on préfère, dans le grand chiffre mystérieux qui fera le sujet de notre prochaine causerie.

(A suivre).

A DE TRÉVERRET.

# L'AGENAIS DANS LE TOME IV

DU

## CATALOGUE DES ACTES DE FRANÇOIS I<sup>ER</sup>

---

Le *Catalogue es Actes de François I<sup>er</sup>* publié par l'Académie des Sciences morales et politiques est peu répandu. Je crois donc faire œuvre utile en indiquant aux amis de l'histoire de notre chère province les documents qui, dans le dernier volume paru de cet important recueil, (1891), concernent diverses villes et divers personnages de l'Agenais.

T. DE L

Création de trois foires annuelles et d'un marché hebdomadaire à Saint-Pasteur en Agenais.<sup>1</sup> (Amiens, février 1539).

Mandement au trésorier de l'épargne de bailler à Jean Charretier, commis au paiement des archers de la garde placés sous les ordres du Sénéchal d'Agenais, une somme de 31,872 livres 17 sous 6 deniers tournois destinée au paiement de la solde de ces archers, pour l'année 1540. — (Fontainebleau, 28 mai 1540.)

Lettres de naturalité en faveur de Berthomieu Gonnault, prêtre, chanoine de Saint-Etienne d'Agen, natif de Nice. — (Fontainebleau, juin 1540).

Ordonnance pour la tenue des grands jours à Agen par un président et dix conseillers du parlement de Bordeaux, du 1<sup>er</sup> septembre au 31 octobre 1540. — (Paris, 5 juillet 1540).

---

<sup>1</sup> L'imprimeur national gratifie bien à tort ce nom d'un accent aigu. Régulièrement il faut employer l'*e* muet dans Agenais. L'accent de l'Imprimerie nationale pourrait sembler un épigrammatique allusion à l'accent aigu avec lequel certains de nos compatriotes disaient autrefois, en appuyant très fort sur l'*e* : je suis de l'Agénais. Aujourd'hui cette prononciation n'existe plus parmi nous, n'est-ce pas ?

Commission adressée à Pierre Flote, prévôt des maréchaux d'Agenais, pour exécuter les prises de corps décrétées par le tribunal des grands jours qui se tiendront à Agen, du 19 septembre au 15, octobre 1540. — (Paris, 5 juillet 1540).

Lettres de survivance de l'office de juge **mage** d'Agenais, en faveur d'Armand Sevin. — (Rouen, 12 septembre 1540).

Lettres de continuation pendant neuf ans du don fait à Camille Pardo Orsini, comte de Monopollo, du revenu de la Châtellenie, terre et seigneurie de Marmande en Agenais. — (Fontainebleau, 4 février 1540).<sup>1</sup>

Provisions de l'office de lieutenant criminel au siège d'Agen pour François d'Estrades, en remplacement de Jean d'Estrades, suspendu de son office. — (Blois, 8 mars 1540).

Lettres de jussion à la Chambre des Comptes de Paris pour l'Enregistrement pur et simple des lettres de don à Camille Pardo Orsini, comte de Monopollo, du revenu de la Châtellenie, terre et seigneurie de Marmande en Agenais, pendant neuf ans. — (Amboise, 14 avril 1540).

Provisions de l'office de lieutenant criminel en la sénéchaussée d'Agenais, au siège d'Agen, pour François d'Estrades. — (La Bruyère, près Pagny, 22 octobre 1541).

Lettres aux commissaires et consuls du pays d'Agenais, leur mandant d'anticiper le paiement du quartier d'octobre. — (Montpellier, 22 août 1542).

Provisions de l'office de conseiller clerc au parlement de Bordeaux pour Charles Matuyn, lieutenant particulier en la sénéchaussée d'Agenais. — (Sallèles, 20 septembre 1542).

Lettres portant remise et décharge en faveur de Raymond Daltac, (*Alias* Dattu) de la somme de 1,621 livres 13 sous 4 deniers tournoil sur le prix de sa ferme du droit de Salin, appartenant au roi en la ville d'Agen. — (Fontainebleau, 17 mars 1542).

Lettres portant que la terre et seigneurie de Marmande en Age-

---

<sup>1</sup> Pêché d'omission de l'auteur de la *Notice sur la ville de Marmande*, leque en a commis bien d'autres.

nais, donnée par le roi à Camille de Orsini, ne doit point être comprise dans la révocation des aliénations du domaine. — (Fontainebleau, 17 décembre 1543).

Lettres déclarant que la révocation des dons de parties ou membres du domaine ne s'applique pas au don de la terre de Gontaut, précédemment fait à la dame de Castelpers. — (Fontainebleau, 6 février 1543).

Mandement au sénéchal d'Agenais et de Gascogne, lui faisant savoir que les chapelains et fabriques des églises, ainsi que les religieux, mendiants et hospitaliers du diocèse d'Agen sont exempts des décimes levées par le clergé. — (Amiens, 2 octobre 1544).

Lettres adressées au procureur du roi en la sénéchaussée d'Agenais, annonçant l'envoi d'une ordonnance portant réquisition du salpêtre dans le pays d'Agenais. — (Corbeil, 29 novembre 1544).

Lettres par lesquelles le roi relève la dame de Castelpers de la surannation des lettres du 6 février 1544, N. 5., portant que la terre de Gontaut, donnée par le roi à ladite dame, n'est point comprise dans l'édit la révocation des aliénations du domaine. — (Harfleur, 17 juillet 1545).

---

# BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

---

PIERRE DE WITT. — *La jeunesse de Marat. — Marat romancier.* — Paris, Perrin et C<sup>ie</sup>, 1892, in-8° de 59 pages.

M. Pierre de Witt avait entrepris un grand travail sur les hommes de la Révolution. La mort, en l'enlevant brusquement à l'affection de tous ceux qui le connaissaient, a privé la littérature sérieuse d'un ouvrage qui eût été beaucoup remarqué. Devant les pages posthumes que sa famille vient de publier avec un soin pieux, on déplore encore plus sa fin si prématurée ; on regrette doublement qu'une main aussi vaillante, aussi habile et qui aurait rendu d'éclatants services à la noble cause de l'histoire, ait été à jamais glacée. La perte du jeune et savant écrivain, si douloureuse pour les siens, pour ses amis, devient ainsi comme un malheur public.

J'eus l'honneur, il y a quelques années, de rendre compte dans un recueil périodique dont la sévérité est proverbiale, la *Revue critique*, d'une des premières publications de M. P. de Witt ; je louai beaucoup cet essai, tout en adressant quelques observations à l'auteur, comme un vieux sergent les adresserait à un brillant conscrit en lequel il devinerait un futur général. Avec la modestie des hommes d'un vrai mérite, le débutant s'inclina devant mes réserves, m'affirmant dans la plus aimable des lettres qu'il m'en était encore plus reconnaissant que de mes éloges. Combien je voudrais qu'il fût encore là pour m'entendre lui dire aussi sincèrement que joyeusement ; cette fois, vous avez été irréprochable !

Ce qui frappe tout d'abord dans la notice sur les premières années de Marat, c'est le zèle avec lequel l'auteur a cherché la vérité, ce zèle auquel un éminent critique, M. F. Brunetière, a récemment rendu hommage dans un de ses brefs articles de la chronique littéraire de la *Revue des Deux-Mondes* où il condense tant de choses. M. P. de Witt, en ce travail comme en ses précédents travaux, se montre consciencieux par dessus tout : il est bien, à cet égard, le digne disciple de son illustre grand-père, que l'on a pu surnommer le plus exact des historiens. A force d'étudier soigneusement un sujet déjà souvent traité, M. de Witt a donné à son récit une fidélité qui manque trop aux récits de ses devanciers, même des plus célèbres, Michelet, par exemple, auquel il reproche très justement d'avoir fait un pasteur protestant du père de Marat, lequel père (Jean Mara, telle est la véritable forme de son nom) était peintre, professeur de langues, et aussi médecin, ajoute-t-on sans la moindre preuve. Le narrateur fournit sur quelques points des détails qui ont le piquant de la nouveauté. Parmi les plus curieux passages de l'élégant petit volume imprimé par Jouaust — n'est-ce pas tout dire ? — je citerai ce portrait fort ressemblant de Marat, où l'auteur s'est inspiré surtout de quelques pages presque ignorées de Fabre d'Eglantine sur son abominable collègue (p. 24) : « Regardez ce petit bon homme de cinq pieds de haut, dont la grosse tête osseuse est bizarrement attachée à un cou trop court. Ses épaules sont larges et ses bras sont forts, mais c'est un malade et un avorton. Son nez épaté, et même écrasé, sa bouche mince, crispée par une contraction fréquente, ses sourcils rares, son teint pâle et plombé, ses cheveux bruns et négligés, lui donnent un aspect étrange. Il marche avec une rapidité cadencée, comme en sautillant. Quand il parle, il s'agit avec véhémence et frappe la terre du pied, en se haussant sur la pointe, comme pour élever sa petite taille. D'habitude, il croise les bras sur sa poitrine et regarde fermement de ses yeux gris jaune, dont le regard vif, perçant, assuré, et parfois gracieux, n'est pas l'une des moindres singularités de cette étrange créature. »

Il y aurait bien d'autres intéressants passages à citer, notamment la discussion de cette assertion répétée par tous les biographes, y compris le plus récent, le docteur Aug. Cabannès, l'auteur de *Marat inconnu*, que le chagrin d'avoir perdu sa mère amena le futur Conventionnel à quitter la Suisse. M. de Witt prouve très bien que Ma-

rat, près de huit ans avant la mort de sa mère, avait vécu à l'étranger, « promenant à travers le monde ses rêveries, sa curiosité et ses prétentions. » Il le suit dans ses pérégrinations : à Bordeaux, où il fut précepteur des enfants de M. Paul Naizac, député à l'Assemblée nationale en 1789 ; à Londres, en Islande, en Ecosse, en Hollande, de nouveau à Londres, où il publia en langue anglaise (n'était-il pas, comme son père, professeur de langues ?) un pamphlet intitulé : *Les Chaînes de l'esclavage* et où, selon quelques-uns de ses adversaires, il aurait été condamné pour vol, ce que conteste l'impartial et loyal narrateur. On retrouve, en 1775, à Amsterdam, Marat devenu docteur en médecine et y faisant imprimer (c'était la seconde édition) un traité : *De l'homme*, réfutation d'un ouvrage d'Helvétius où le matérialisme est glorifié. L'analyse du traité tout spiritualiste du docteur Marat et celle de son roman, œuvre de la vingtième année, mais plus tard remaniée, forment un curieux chapitre d'histoire littéraire. La fine et spirituelle critique de M. de Witt n'épargne dans ce *Roman de cœur* « où les sens tiennent tant de place », ni « des aventures très invraisemblables », ni « des tirades très déclamatoires », ni « des peintures de mœurs que Louvet aurait pu copier, et des détails que M. Zola ne renierait pas. » Mais, toujours juste, M. de Witt attribue à ce roman un certain mérite de style et reproche même à M. Taine de s'être montré un peu dur pour Marat écrivain « dans l'admirable étude qu'il a consacrée à la physiologie des Jacobins. » Si M. Taine et M. de Witt ont, à cet égard, des appréciations quelque peu différentes, ils se rencontrent et se rapprochent au contraire dans l'énergique condamnation de tous ces hommes de sang, de tous ces vils bourreaux qui ont déshonoré la Révolution. Non seulement M. Taine retrouverait ses idées, mais aussi quelque chose de sa verve éloquente dans cette première page d'un volume que je ne saurais trop recommander à tous ceux qui aiment la vérité dite avec un mâle courage et un mâle talent : « Il existe aujourd'hui en France une religion de la Terreur. Cette religion a ses dieux, ses apôtres, ses doctrines et ses martyrs. Elle a aussi ses superstitions et ses légendes. Robespierre, Marat, Danton. Barrère lui-même, ont leurs adorateurs dévots et mystiques qui célèbrent, dans de pompeuses litanies, l'objet sanglant de leur foi et de leur amour. Et ce Panthéon révolutionnaire voit parfois d'étranges combats. Les vieilles haines qui ont agité les grands jacobins dont on fait des dieux animent encore aujourd'hui leurs admirateurs et leurs disciples.



Comme ils se sont disputé la première place pendant leur vie, on réclame pour leurs statues et pour leurs autels, la première place dans le temple des vrais terroristes. Le moment est bon peut-être pour rappeler, sans passion comme sans faiblesse, à l'aide des documents mêmes rassemblés par les disciples de ces nouveaux dieux, ce qu'ils ont été, ce qu'ils ont voulu, quelle trace ils ont laissée dans l'histoire de la France et du monde. »

PH. TAMIZEY DE LARROQUE.

# LES HOPITAUX DE LA VILLE D'AGEN

AVANT 1789

---

Nous ne saurions mieux terminer cette longue étude sur les communautés religieuses tant d'hommes que de femmes de la ville d'Agen, avant 1789, qu'en consacrant notre dernier chapitre aux Hôpitaux, que la piété et la générosité de nos pères y élevèrent à plusieurs reprises et que desservirent plus tard les sœurs de Saint-Vincent de Paul. A ce titre donc cette monographie a sa place toute indiquée dans le cadre de notre travail. Il nous est doux en même temps de constater et de proclamer ici bien haut que, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, l'amour des pauvres, la charité, l'hospitalité furent toujours très-largement pratiqués dans Agen.

Il est en effet dans la nature humaine de venir en aide aux malheureux. Et ce n'est pas l'antique cité d'Agen, à qui sa remarquable position au sein d'un pays fertile, son commerce considérable, ses multiples industries assurèrent de tous temps la richesse et la prospérité, qui aurait pu se soustraire à cette loi impérieuse de la charité. C'est pourquoi, voyons-nous, aussi loin que peuvent remonter nos archives et nos chroniques, ses consuls, ses jurats, ses magistrats, son clergé, et notamment les frères et les sœurs de ses nombreux couvents, se multiplier, non seulement en temps d'épidémie, pour soigner les malades, mais organiser sans cesse des secours et créer des maisons de bienfaisance et de refuge, dont l'origine de quelques unes se perd dans la nuit des temps.

Il nous est difficile de suivre au moyen-âge l'histoire des établissements hospitaliers qui furent fondés dans Agen. La plupart des documents antérieurs au **xvi<sup>e</sup>** siècle nous font défaut. Néanmoins

quelques lambeaux de chartes et quelques fragments de nos plus anciennes chroniques nous permettront d'attester que les Agenais ne se firent pas faute de secourir, aux heures les plus troublées, les pauvres et les déshérités de ce monde.

En revanche, c'est à foison que nous récolterons dans les archives modernes la plus ample moisson de renseignements sur les hôpitaux de la cité. L'apparition si fréquente de la peste, qui semblait s'abattre sur Agen à périodes déterminées, les maux de la guerre, les troubles civils, les épidémies, les contagions sont notés avec le plus grand soin par les chroniqueurs et les consuls; et ces fléaux ont presque aussitôt comme palliatifs la création d'une nouvelle maison de bienfaisance, ou la réorganisation et l'amélioration de celles qui existaient déjà.

Disons aussi qu'à part une ou deux défaillances les évêques d'Agen, et avec eux tout le haut clergé séculier, tinrent toujours à honneur de favoriser ces élans de générosité. D'un autre côté, les consuls qui, comme patrons de l'hôpital, se trouvaient chargés du soin de son administration, n'hésitèrent jamais dans les moments difficiles à remplir consciencieusement leur devoir. Il n'est pas un de leur Mémoires qui ne contienne, durant plus de deux siècles, de longues recommandations, touchant les hopitaux, adressées chaque année à leurs successeurs; et cette préoccupation des malheureux ils la considèrent constamment comme une de leurs obligations les plus sacrées. Soins journaliers à donner aux malades, distributions à faire aux pauvres, visites des pauvres honteux, expulsion hors la ville des pauvres étrangers, répartition par quartier des mendiants et des visiteurs, correction des femmes perdues, surveillance des filles repenties, entretien des femmes abandonnées, etc., etc., toutes ces charges, les consuls les remplissent avec un zèle admirable et la plus scrupuleuse exactitude. C'est qu'ils s'inspirent de leur conscience, de leur honnêteté publique et privée, et surtout de leurs sentiments toujours profondément religieux.

Mais, bien avant que l'autorité civile n'ait mis au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle la main sur les hôpitaux, ces derniers existaient depuis longtemps déjà, dirigés par l'autorité ecclésiastique et entretenus soit par des communautés religieuses, soit par de simples religieux. Nous en trouvons sept avant 1561, époque où, par un édit célèbre, Char-

les IX ordonna dans toutes les grandes villes du royaume la fusion des hôpitaux. Ce fut, ainsi que nous le verrons à cette date, une véritable laïcisation, qui devait entraîner après elle les mêmes abus que ceux dont nous sommes aujourd'hui les témoins attristés. Tellement il est vrai que l'histoire tourne dans le même cercle, et que, malgré la soi-disant expérience acquise, les mêmes erreurs sont engendrées par les mêmes passions humaines. Ce ne sera donc pas sans intérêt que nous verrons comment à Agen l'autorité diocésaine dut céder le pas pour les affaires du temporel à l'autorité municipale, et comment cette dernière, après d'infructueux essais laïques, appela à son aide, pour les soins à donner aux pauvres et aux malades, les pieuses Filles de La Charité que venait d'instituer Saint Vincent de Paul.

Les sept hôpitaux, dont l'existence dans la ville d'Agen nous est attestée par nos archives locales comme par nos annalistes, sont, d'après l'ordre chronologique de leur fondation : 1° *L'Hôpital Saint-Antoine* ; 2° *L'Hôpital Saint-Georges* ; 3° *L'Hôpital du Martyre* ; 4° *L'Hôpital Saint-Jacques* ; 5° *L'Hôpital Saint-Michel* ; 6° *La Léproserie ou maison des Ladres de la Porte du Pin* ; 7° *L'Hôpital du Saint-Esprit*. Les cinq premiers se trouvaient dans l'enceinte de la ville, mais longeant ses murailles de l'ouest et du nord, comme si leurs fondateurs avaient tenu à les éloigner autant que possible du centre de la cité. Les deux autres étaient placés à l'est, *extra muros*.

Nous allons les étudier séparément et réserver pour le dernier chapitre, bien qu'il fut un des plus anciens, l'hôpital du Martyre ; cette maison ayant eu, grâce à son vaste emplacement, l'heureuse fortune de grouper dans ses murs les autres hôpitaux de la ville, au moment de l'union du xvi<sup>e</sup> siècle, et de subsister par suite, comme seul hôpital public destiné aux malades, jusque bien après la Révolution. Nous terminerons cette étude par la monographie de la *Manufacture de Las, ou Hôpital général des Pauvres*, créée en 1685 par Mascaron, et dont l'existence, parallèle à celle de l'hôpital du Martyre, ne prit fin que lorsque ce dernier lui fut réuni en 1819.

---

# I

## CHAPITRE I.

### 1. — L'HOPITAL SAINT-ANTOINE.

La mention la plus ancienne touchant l'hôpital Saint-Antoine nous est donnée par Labénazie. Le bon chanoine et prieur de l'église collégiale de Saint-Caprais nous dit en effet, dans son manuscrit encore inédit de *l'Histoire en particulier du diocèse et des églises d'Agen*<sup>1</sup>, que « l'église Saint-Antoine d'Agen fut bâtie à l'occasion du *feu ardent*, vers le tems que ce mal commença à se faire sentir, c'est-à-dire vers l'an 994, et qu'elle fut fondée par les libéralités de quelques personnes qui avaient des dixmes inféodées ou usurpées qu'elles donnèrent à cette église, dont le prieur tirait les revenus sur les dixmes de Sainte-Raffine, de Fraysses et de Vitrac dans le diocèse d'Agen. »

Et il ajoute dans ses annales : « Il y avait un hôpital joignant cette église, appelé *l'hôpital Saint-Antoine*, servant aux malades de ce mal, qui fut si furieux en ce pays qu'il mourut 40,000 hommes en Agenais, Limousin et Périgord. »

Bien que nous ayons déjà parlé ailleurs assez longuement de ce mal, nous croyons devoir rappeler ici à nos lecteurs ce qu'on entend par ces mots de *feu ardent*, et comment le pape Urbain II, s'efforça de venir en aide aux victimes de cette effroyable maladie.

C'est vers le milieu du x<sup>e</sup> siècle que s'abattit tout à coup en France

---

<sup>1</sup> Livre III, chapitre VI, page 191. Nous avons déjà dit, au cours de ce travail, que ce précieux manuscrit, auquel nous avons emprunté de si nombreuses citations, appartenait à Mme B. Martinelli, aujourd'hui à sa fille Madame de Boëry, comme provenant de la succession de M. Darribeau-Lacassagne, à qui Labénazie l'avait légué.

une série de maux étranges, jusqu'alors inconnus, et dont on ne trouve aucune trace dans l'antiquité. *Feu sacré, feu de Saint-Antoine, les ardents, mal des ardents*, tels furent les noms sous lesquels on confondit longtemps ces terribles épidémies, sur lesquelles la science moderne n'a peut être pas dit encore son dernier mot.

Le plus ancien monument connu sur le feu de Saint-Antoine est la chronique de Frodoart, en l'année 945. C'est la principale source où depuis ont puisé tous ceux qui ont traité ce sujet, notamment Sauval et Belleforest. Sauval nous dit en effet dans ses *Antiquités de Paris*, livre X : « Quantité de monde, tant à Paris qu'aux environs, périt d'un mal appelé le *feu sacré* ou les *ardents* ; ce mal les brûlait petit à petit et enfin les consumait sans qu'on put y remédier. » Il place la première apparition de ce fléau sous Hugues Capet, comte de Paris, quelque temps avant qu'il ne devint roi de France.

Rodolphe, dans son livre *De Incendiis*, rapporte qu'en 993, il régnait une mortalité effrayante parmi les hommes : « C'était, dit-il, un feu caché, *ignis ignotus*, qui, dès qu'il avait atteint quelque membre, le détachait du corps après l'avoir brûlé. Plusieurs éprouvèrent l'effet de ce feu dans l'espace d'une nuit. »

Mézeray confirme ce fait dans son abrégé chronologique. Il dit qu'en 994 on observa une maladie qui emporta en peu de jours dans l'Aquitaine, le Périgord, le Limousin et l'Angoumois plus de 40,000 personnes : « C'était le feu sacré ou mal des ardents, ajoute-t-il, qui avait fait une autre fois de grands ravages ; il prenait tout à coup et brûlait les entrailles ou quelque partie du corps qui tombait par pièces ; bienheureux qui en était quitte pour un bras ou une jambe. Ce fléau donna lieu à des fondations d'hôpitaux pour recevoir ceux qui en étaient atteints. »

Au XI<sup>e</sup> siècle, même maladie, mêmes douleurs, même effroi. En 1089, Sigebert parle d'une attaque de feu de Saint-Antoine qu'on observa dans la Basse-Lorraine : « Les membres noirs, comme du charbon, se détachaient du corps et les sujets mouraient misérablement. » L'épidémie fut générale en France ; tous les écrivains la racontent avec les détails les plus navrants.

Pendant les dix dernières années du XI<sup>e</sup> siècle et les premières du XII<sup>e</sup>, ce mal sévit continuellement et exerça ses plus cruels ravages. C'est, en effet, l'époque des croisades, des guerres civiles, des

guerres privées de seigneur à seigneur, des plus sauvages dévastations des Normands : la peste, la famine, la misère sont partout, et les maux les plus hideux envahissent la France. Nous lisons dans la chronique d'Hugues de Fleury que « la peau devenait livide ; les chairs se consumaient, les os se séparaient et les douleurs étaient telles que les malades y succombaient. Ce feu agissait sans chaleur et pénétrait d'un froid glacial ceux qui en étaient atteints au point que rien ne pouvait les réchauffer. Puis à ce froid succédait tout à coup la plus grande chaleur et le malade ne tardait pas à mourir. »

Ce fut alors, en 1093, sous le pontificat d'Urbain II, que l'Eglise fit un appel à la charité des fidèles et que l'ordre de Saint-Antoine fut institué. Entre autres provinces, le Dauphiné était ravagé cette année-là par le mal du feu ardent. Un gentilhomme du pays, Gaston, d'une famille illustre, vit son fils Guérin frappé de la cruelle maladie. Dans son désespoir, il eut recours à saint Antoine dont le corps, rapporté en 1050 de Constantinople par Jocelin, seigneur de la Mothe-Saint-Didier, était déposé dans la chapelle du petit bourg de Saint-Didier, depuis bourg de Saint-Antoine, non loin de Saint-Marcellin, dans l'Isère. Gaston fit vœu que, si son fils guérissait, il se consacrerait avec lui au soulagement des pauvres malheureux atteints du même fléau et logerait les pèlerins qui venaient de toutes parts implorer l'intercession du saint. D'après la légende, Gaston, dans son sommeil, vit saint Antoine lui apparaître et lui promettre la guérison de son fils, mais à la condition qu'il tiendrait expressément sa promesse et qu'il marquerait son manteau d'un T de couleur céleste ; il lui en montra même la figure au haut de son bâton qu'il planta en terre et qui aussitôt lui sembla reverdir<sup>1</sup>. Guérin revint à la santé ; il se transporta avec son père au bourg de Saint-Didier, et tous deux firent bâtir auprès des reliques du saint un hôpital pour recevoir les malades. Le 28 juin 1095, ils quittèrent leurs habits mondains et ils se revêtirent d'un costume noir marqué d'un T bleu. Le pape Urbain II, qui se trouvait alors au concile de Clermont, approuva cette fondation, institua l'ordre de Saint-Antoine

---

<sup>1</sup> Voir le père Hélyot : *Histoire des ordres monastiques*, t. II, p. 108.

de Vienne et lui octroya de nombreux privilèges qui furent confirmés par ses successeurs. Gaston mourut en 1120 ; mais l'ordre était fondé, et les services qu'il rendit à l'humanité étaient trop considérables pour que la jalousie des bénédictins de Montmajour et les nombreux procès qu'ils lui suscitèrent pussent dans la suite diminuer sa légitime influence. De nombreuses maisons s'établirent en effet bien vite dans toute la France, et Boniface VIII, en 1297, ordonna que les religieux de Saint-Antoine, d'abord laïques, dépendraient de la maison-mère de Saint-Antoine en Dauphiné, où fut bâtie une splendide abbaye qui conserva le corps du saint, qu'ils vivaient sous la règle de saint Augustin, et qu'ils formeraient désormais une congrégation indépendante de chanoines réguliers.

Cependant le fléau ne disparaissait pas avec toutes ces fondations, et malgré les nombreux pèlerinages que l'on faisait à Saint-Antoine, il sévit cruellement pendant tout le <sup>xii</sup><sup>e</sup> et une partie du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> et du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècles. Au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> et au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècles, il reparut encore, moins violent il est vrai, sur certaines portions du territoire. C'est alors que les compagnies savantes s'emparèrent de la question, et que le mal, regardé jusque-là comme un instrument de la vengeance divine, fut généralement attribué à l'humidité marécageuse et surtout à la mauvaise nourriture, notamment à l'usage du seigle ergoté et corrompu. Un important mémoire de la Société royale de médecine, ayant pour titre : *Recherches sur le feu de Saint-Antoine*, auquel collaborèrent MM. de Jussieu, Paulet, Saillant et l'abbé Tessier <sup>1</sup>, en l'année 1776, vint fixer les vrais caractères de cette incroyable maladie. Depuis, une remarquable brochure de M. le Dr Eugène Bacquias, parue à Troyes en 1865 <sup>2</sup>, conclut dans le même sens et résume ainsi les connaissances positives acquises de nos jours par la science sur ces diverses maladies. Le feu de Saint-Antoine doit être distingué du mal des ardents. « Le feu de Saint-

---

<sup>1</sup> Mémoires de la Société royale de médecine. Année 1776, page 260.

<sup>2</sup> Recherches historiques et nosologiques sur les maladies désignées sous les noms de feu sacré, feu de Saint-Antoine, mal des ardents, etc., par M. le docteur Eugène Bacquias (Troyes, 1865, in-8° de 16 pages).



Antoine, c'est l'ergotisme gangréneux, maladie endémique dont le développement est favorisé par l'humidité et toutes les causes qui tendent à altérer la qualité des grains ; on le voit sévir dans les pays marécageux, lorsque le temps a été humide et malsain, aux époques de guerre et de disette, où la nécessité conduit les malheureux à se nourrir de farine de mauvaise qualité, altérée par l'ergot de seigle. C'est donc la gangrène sèche, avec, pour cause prédisposante, la misère, une alimentation insuffisante, et, pour cause occasionnelle, la présence de l'ergot de seigle dans le pain. C'est la plupart du temps une maladie chronique entraînant plus souvent la perte du membre atteint que la mort du malade.

« Quant au mal des ardents, ajoute le même auteur, que Mézeray a confondu avec le feu de Saint-Antoine, c'est la peste noire, caractérisée par une marche très aigüe, par des bubons aux aines, aux aisselles, par des charbons, par une fièvre très violente, le délire, et une mortalité effrayante. » C'est ainsi que ce fléau terrible fit à Avignon, en 1348, 60,000 victimes ; à Milan, en 1607, 160,000 victimes ; à Venise, en onze mois, 94,236 victimes ; à Moscou, en 1771, 70,000 victimes sur 150,000 habitants, et que la peste égyptienne de 1708 enleva 200,000 hommes dans l'espace de cinquante jours<sup>1</sup>.

— Ce fut donc au moment de la terrible épidémie de 994 que furent fondés à Agen, d'après Labénazie, l'église et l'hôpital Saint-Antoine, lesquels fonctionnèrent certainement durant toute la première moitié du XI<sup>e</sup> siècle. Cette maison fut-elle desservie par des religieux Antonins, de l'ordre de Saint-Antoine de Vienne ? Nous ne le croyons pas ; cet ordre n'avait été fondé en effet à Vienne qu'en 1093, et Labénazie lui-même écrit qu'à cette date la chapelle agenaise était tombée dans le plus profond abandon. C'est le moment où, ainsi que nous l'avons raconté tout au long au chapitre I<sup>er</sup>, Tome I, de ce travail, l'église de Saint-Antoine d'Agen fut donnée aux moines de la Grande Sauve et devint par suite un prieuré Bénédic-

---

<sup>1</sup> Voir Pariset : Mémoire sur les causes de la peste. (Annales d'hygiène publique, t. VI, p. 303, 1831.)

tin. L'hôpital, établi à ses côtés, en fut-il détaché ? Continua-t-il, sous la dépendance des enfants de Saint-Gérard, à recevoir des malades ; ou bien sa destination première fut-elle entièrement changée ? C'est ce que nul document n'est venu nous apprendre, pendant le long cours des <sup>xii</sup><sup>e</sup>, <sup>xiii</sup><sup>e</sup>, <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles ? Quand, pour la première fois, au début du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, nous retrouvons dans nos archives le nom de l'hôpital Saint-Antoine, c'est d'une nouvelle fondation qu'il s'agit, comme si ce lieu, sanctifié depuis cinq siècles, semblait prédestiné à abriter toujours quelque maison de bienfaisance.

C'est peut-être en effet, en souvenir des nombreux services que le vieil hôpital Saint-Antoine avait rendus aux victimes du feu ardent et des épidémies si meurtrières du moyen-âge, que, le 26 février 1518, le sieur Pierre Liposte, marchand de la cité d'Agen, mû de pitié à l'égard des pauvres de ladite ville, résolut de fonder dans le quartier Saint-Antoine, à côté et peut-être même sur l'emplacement de l'ancien hospice, un nouvel hôpital qui prit le nom d'*Hôpital Saint-Antoine*. L'acte suivant de fondation en fait foi :

« Aujourd'hui, ce 26<sup>e</sup> jour du mois de février, l'an 1518, en la cité d'Agen et maison commune d'icelle, aux présences de moy notaire et tesmoins ci-dessous escripts, établi en sa personne sire Pierre Liposte, marchand de ladite cité d'Agen, lequel considérant que plusieurs puvres en ceste ville et ailleurs vont à grande puvreté, pour faulte de logis et hospitalux, et sont mal traictés en leur puvreté, de son bon gré, en l'honneur de Dieu et de la Vierge Marie, saints et saintes du Paradis, par la teneur du présent instrument, a donné et donne par pure donation et irrévocable à la Université de ladite cité d'Agen et Messieurs les Consuls présents et stipulants, honorables personnes noble Jean de Ladague, Pierre de Nozères dit de Bézat, Pierre de Bédât, Jehan Bernard Lacombe, et Antoine Basterom, consuls dudit Agen, pour l'an susdit et stipulant, savoir est : une sienne maison avec ses appartenances et dépendances, située et assise en ladite cité d'Agen et au-devant du prieuré Saint Anthoine, confrontant par devant à la rue de Saint-Anthoine, et par ung cousté à ung carreyrot tirant de ladite rue au couvent des Frères Prescheurs dudit Agen, et par l'autre cousté à la maison de Messieurs Pierre et Jehan Durand dit de Pétardieu, et par derrière à la maison et jardin de Sanx de Goudail, sauf ses au -

tres confrontations et limites. Icelle maison employer à dédier à ung hospital pour les puvres avec les pactes et charges que s'ensuyvent : savoir à ces pactes entre lesdites parties que ledit Liposte s'est réservé et réserve, sa vye durant, pour la moytié, l'administration dudit hospital et maison à Dieu, et autre moytié à ladite Université et Messieurs les Consuls de la présente cité. Item a esté accordé entre lesdites parties que, après le décès dudit Liposte, il a vouleu et consenti que lesdits Messieurs les Consuls et Université d'Agen soient patrons et administrateurs dudit hospital et maison, lequel hospital pourroient dédier à l'honneur du saint ou sainte du Paradis que bon leur semblera, si n'est dédié par avant son décès. Item ont accordé que durant la vie dudit Liposte, il aura l'administration et distribution du bien que se amassera pour les puvres qui seront en ladite maison ou hospital, et icelui-là qui amassera sera teneu lui communiquer ce que aura amassé pour en faire la distribution, ainsy que bon luy semblera. Item s'est devestu et investu, et promis et obligé, et renoncé et juré lesquelles choses aux présences de sieurs Estienne de Lacoste et Jehan de Nègre le jeusne, marchans dudit Agen et de moy, RECLUS <sup>1</sup>. »

Cet hôpital Saint-Antoine prospéra rapidement. Dans les recommandations que les Consuls de 1538 adressent à leurs successeurs de 1539, ils leur spécifient tout particulièrement : « Vous plaira visiter bien souvent les hospitalux, mesmement l'hospital de Saint-Anthoine, où se habite grand nombre de puvres et malades, plus que en tous lesdits autres hospitalux <sup>2</sup> ». C'est que la première moitié du xvi<sup>e</sup> siècle fut tristement féconde en épidémies de peste, que les hôpitaux regorgèrent à cette époque de malades, et qu'il fallait faire un appel pressant au dévouement des communautés et à la générosité des habitants. Il y fut répondu largement à Agen. Citons, entre autres, la donation que fit, en l'an 1554, noble dame Louise de Lacombe, veuve de Pierre de Madaillan, d'une somme de 1,350 livres à l'hôpital Saint-Antoine d'Agen, et pareille somme à

---

<sup>1</sup> Archives municipales d'Agen. BB. 23. p. 255.

<sup>2</sup> Archives municipales. BB. 25, p. 91.

l'hôpital Saint-André de Bordeaux <sup>1</sup>. Mais l'exécution de ce legs ne fut pas obtenue sans difficultés. Car nous voyons les Consuls être obligés de soutenir assez longtemps un procès devant le Parlement de Bordeaux, pour pouvoir toucher la somme qui leur était due <sup>2</sup>. En même temps ils autorisent deux ermites à loger à l'hôpital Saint-Antoine, dans le but de venir en aide à l'hospitalier, qu'en leur qualité de patrons et d'administrateurs dudit hôpital ils y ont établi.

Avec la seconde moitié du xvr<sup>e</sup> siècle, l'hôpital Saint-Antoine ne tarde pas à périliter.

Dès 1555 déjà, le nombre de ses malades diminue ; et il était presque nul, lorsque fut rendue l'ordonnance de Charles IX, prescrivant, dans tous les grands centres, la fusion des hôpitaux. Les Consuls d'Agen durent songer à mettre aussitôt cette mesure à exécution. Dans une jurade de l'année 1562, il fut décidé que les quatre hôpitaux d'Agen, de Saint-Antoine, de Saint-Georges, de Saint-Michel et de Saint-Jacques seraient réunis à l'hôpital du Martyre, et que pour réparer ce dernier hôpital et le rendre propre à recevoir les pauvres et les malades des quatre autres, l'hôpital Saint-Antoine, l'hôpital Saint-Jacques, l'Ecole Vieille et une certaine maison de Farguet seraient immédiatement vendus, et, « l'argent provenant de ces ventes, employé aux dites réparations <sup>3</sup>. » En conséquence, le 9 décembre 1564, « en l'audience de la Cour présidiale de la sénéchaussée d'Agenois au siège d'Agen, par devant Messieurs tenant icelle par requête, a comparu M<sup>e</sup> Thibaut, avocat en ladite Cour et consul de ladite ville d'Agen, pour et avec les syndics des hôpitaux de ladite ville d'Agen, lequel en présence des avocats et procureurs du Roy, a dit et remontré que les pauvres de Dieu sont mal et incommodément logés à l'hôpital appelé du *Martire*, près l'église Saint-Caprais de ladite ville, parce que ledit hôpital est fort mal basti et incommode pour y retirer, nourrir et entretenir lesdits pauvres, comme est notoire. A ce moyen, lesdits

---

<sup>1</sup> Archives municipales, BB. 27.

<sup>2</sup> Archives de l'hôpital d'Agen.

<sup>3</sup> Archives municipales, BB. 30.

syndics, consuls, jurats et les plus apparans et principaux de ladite ville ont été d'avis, après en avoir conféré ensemble, présenter la présente requête aux fins qu'il plaira à la présente Cour pour édifier et bastir ledit hospital du Martire, nourrir et entretenir les pauvres, faire un fonds en rente ou autrement pour ladite nourriture ; pour à quoy subvenir, a été arrêté entre eux, sauf le bon plaisir de la présente Cour, que les autres hospitaux qui sont en ladite ville, l'un appelé *Saint-Antoine*, l'autre *Saint-Jacques*, et une maison sise en la rue de Garonne, appelée del *Farguet*, laquelle a été donnée puis naguères auxdits pauvres, ensemble une maison appelée de l'*Escole Vieille* et autre maison appelée l'*Escotelle*, lesquels hôpitaux et maisons susdites sont à présent vacquans et inutiles, se ruinent et dépérissent journellement, soient mis à l'enchère, vendus à l'estaing de la chandelle et délivrés au plus offrant et dernier enchérisseur, pour l'argent qui en proviendra être mis à l'intérêt ou à certain achapt de rente ou autrement pour en nourrir les pauvres et réédifier et construire ledit hôpital du Martyre. La Cour présidiale, faisant droit à cette requête, ordonne que lesdits hospitaux et maisons seront vendus. »

« Et ledit jour mardi, 19 décembre 1564, les criées ayant eu lieu en la forme ordinaire, a été procédé à la vente de l'hôpital Saint-Antoine... A quoy M. Anthoine Gouget, procureur en la présente Cour, s'est présenté et y a mis à 750 livres ; et après, Antoine Sarillon y a mis à 910 livres ; et ledit Gouget à 1,000 livres. Enfin M<sup>e</sup> Pierre Siris, greffier, y ayant mis à 1,100 livres, sur cette dernière somme la chandelle s'est éteinte. »

Une seconde criée fut faite quelques jours après, le 5 janvier 1564 (vieux style). Personne autre ne se présenta. Bien au contraire, le sieur Siris déclare « vouloir se désister, sinon que la délivrance lui en soit faite présentement. »

Enfin le 21 juillet 1565, une dernière criée ayant eu lieu, et aucun nouvel acquéreur ne s'étant présenté pour l'hôpital Saint-Antoine, cet établissement demeura dument acquis par le sieur Siris, greffier, pour la somme de 1,100 livres, « à condition que comme maison noble, elle serait exempte de tailles <sup>1</sup>. »

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital d'Agen. Liasse non classée.

M<sup>e</sup> Pierre Siris ne resta pas longtemps en possession de sa nouvelle acquisition. Ne put-il pas tenir ses engagements à l'égard des consuls ? Une opposition ou une surenchère quelconque furent-elles faites à l'achat précédent ? Bref, moins de vingt ans après, nous retrouvons encore l'hôpital Saint-Antoine inoccupé et en la possession des syndics de l'hôpital du Martyre. C'est ainsi que le 1<sup>er</sup> juin 1594 ces derniers « font vente à François Marcomme, hoste du logis de l'Escu de France, des fruits de la maison communément appelée l'hospital Saint-Antoine, et ce pour quatre années, moyennant la somme de 50 livres par an <sup>1</sup>. »

Mais un acquéreur, plus sérieux cette fois, ne tarda pas à se présenter. Ce fut M<sup>e</sup> Jehan Sabaros, avocat au siège présidial d'Agen, qui, le 15 novembre 1596, acheta définitivement, et moyennant la somme de 1200 livres, aux syndics de la Maison-Dieu qui étaient pour cette année : MM. Jehan de Vours, syndic perpétuel, Bernard Pellicier, procureur, Bernard Rodier, avocat, Pierre Saint-Gillis, notaire, et Bernard Vacqué, marchand, l'ancien hôpital Saint-Antoine, « confrontant du devant à ladite rue Saint-Antoine, d'un costé à maison de Pierre Durand, marchand, d'autre costé à une rue tirant au couvent des Frères Prêcheurs, et du derrière à grange de M. d'Arasse <sup>2</sup>. »

C'est ce que confirment, dans leurs chroniques, Labénazie et Labrunie qui écrivent que, jusqu'au dernier moment, cet hôpital avait été régi par un prieur titulaire. Mais là où ces chroniqueurs nous induisent en erreur, c'est lorsqu'ils ajoutent que la maison qu'acheta en 1597 M<sup>e</sup> Sabaros « se trouvait derrière l'autel de l'église Saint-Antoine ». Il ressort en effet clairement des confrontations précédentes, que cette maison était sise au coin de cette rue et de la rue Londrade, et à côté de la maison de M. de Godail, sieur d'Arasse, près du couvent où plus tard s'établirent les religieuses du Tiers-Ordre de saint François. Il ne faut donc pas la confondre avec celle qui se trouvait derrière l'autel de l'église Saint-Antoine, dans la rue Caillou, qui depuis est bien devenue en effet l'hôtel de la

---

<sup>1</sup> Archives de l'Hôpital. Délibération des bureaux. Rég. 1573-1600.

<sup>2</sup> Idem. Rég. 1563.

famille de Sabaros, occupé aujourd'hui encore par les familles d'Aiguillon et de Guiringaud ; ce qui peut facilement, nous le reconnaissons, donner lieu à l'erreur commise par le curé Labrunie. Comment M. de Sabaros, qui en 1596 acheta l'hôpital Saint-Antoine, se transporta-t-il plus tard dans la maison voisine de la rue Caillou, de l'autre côté de la rue Saint-Antoine ? C'est ce que nous ne pouvons expliquer. En tous cas, il était nécessaire d'indiquer exactement ici où se trouvait placé, dans Agen, au xvi<sup>e</sup> siècle, l'hôpital Saint-Antoine, avant sa fusion définitive avec l'hôpital du Martyre.

## II. — L'HOPITAL SAINT-GEORGES.

Aussi ancien que l'hôpital Saint-Antoine se trouvait, à Agen, au Moyen-Âge, un autre hôpital appelé l'*Hôpital Saint-Georges*. Nous n'avons que très peu de renseignements sur son compte.

Labénazie nous dit dans ses Annales : « L'hôpital Saint-Georges était proche le moulin de Saint-Georges. Cela paraît par reconnaissance du livre d'ordre du chapitre de Saint-Caprais, page 10, verso <sup>1</sup>, où Guiller Rigal reconnaît la place du moulin foulon près du moulin de Saint-Georges, avec un jardin tout près, qui confronte, avec la chapelle et l'hôpital Saint-George, et avec le cimetière de ladite chapelle, la muraille qui lui sert de clôture. Entre deux, il y a une croix de pierre où était l'église et où le chapitre Saint-Caprais fait station le premier jour des Rogations. Cet hôpital était régi par un prieur, dit le prieur de Saint-Georges <sup>2</sup> ».

Et, dans son manuscrit inédit, le même chroniqueur ajoute : « Lorsqu'en 1130, le duc Guillaume fonda l'hôpital Saint-Jacques à Agen, l'hôpital Saint-Georges y existait déjà, comme il paraît par une sentence de Deodatus, évêque d'Agen, prononcée dans l'hôpital Saint-Georges, à la rue Bordeille, daquel il ne reste plus aucun vestige <sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Ce précieux registre est aujourd'hui perdu.

<sup>2</sup> Labénazie. Annales de la ville d'Agen, p. 136.

<sup>3</sup> Idem. Mss. Livre III, chap. 20, p. 255.

Ces faits sont également confirmés par Labrunie, qui, comme Labénazie, place l'hôpital Saint-Georges « près du moulin de ce nom <sup>1</sup> ».

Enfin, dans nos archives municipales, nous ne trouvons qu'une ligne consacrée à cet hôpital. Dans les mémoires des consuls de l'année 1498 (rôle écrit en langue romane), il est recommandé, à propos d'une rente que doit l'hôpital Saint-Georges à la ville : « Item plus que avises que l'ospitel de Sainct Jordy fa oblig. a la vila ; aspicias... (mot déchiré) <sup>2</sup> ».

D'après nos mêmes chroniqueurs, les biens de l'hôpital Saint-Georges, que régissait encore au xvi<sup>e</sup> siècle un prieur, dit *Sancti Georgi Agennii prior*, furent unis, comme ceux des autres hôpitaux, en 1560, à l'hôpital du Martyre.

### III — L'HOPITAL SAINT-JACQUES.

L'hôpital Saint-Jacques est certainement celui de tous les hôpitaux d'Agen qui fut, au Moyen-Age, le plus fréquenté.

On connaît la dévotion qui, en ces heures de troubles et de misère, entraîna pendant de longs siècles les fidèles vers Compostelle. On sait les chemins qu'ils suivaient d'habitude, les villes qu'ils traversaient, les hôtelleries où ils avaient coutume de s'arrêter <sup>3</sup>. Il n'est pas une bourgade de notre province qui n'ait vu par suite s'élever dans ses murs un hospice dit de *Saint-Jacques* ; et, si les religieux de l'époque manquaient à ce devoir, il était aussitôt rempli par les confrères de la confrérie de Saint-Jacques, dont les multiples rameaux dans chaque ville d'Aquitaine et de Gascogne rendirent aux pèlerins, qui allaient en Galice visiter le tombeau du saint, plus d'un service signalé. Agen fut une des premières cités du Sud-Ouest de la France où s'établit une confrérie de saint Jac-

---

<sup>1</sup> Labrunie. Abrégé chronologique des Antiquités d'Agen. Année 1691.

<sup>2</sup> Archives municipales, BB. 21.

<sup>3</sup> Voir le remarquable travail de notre ami M. Adrien Lavergne sur les *Chemins de Saint-Jacques en Gascogne* (Auch, 1889.)



ques; et ce sont ses membres qui, dès le début de leur association, se firent les fondateurs et les patrons de l'antique hôpital de ce nom. C'est donc par erreur, croyons-nous, que Labénazie, dans son manuscrit, prétend que « ce fut en allant à Compostelle, vers le milieu du xii<sup>e</sup> siècle, que le duc Guillaume fonda dans Agen l'hôpital Saint-Jacques <sup>1</sup> ».

L'hôpital Saint-Jacques d'Agen ne date que du milieu du xiv<sup>e</sup> siècle. Une ordonnance de l'official, à la date du 29 octobre 1367, prescrit en effet la publication d'une bulle du Pape Innocent IV, en vertu de laquelle il est accordé un an et quarante jours d'indulgence à tous les fidèles « qui visiteront dévotement le *novel ospital de Saint-Jacques* », à certains jours indiqués, et y feront des aumônes pour le soulagement des pauvres. La même pièce nous apprend que ce furent « MM. les confraires de la confrairie de saint Jacques qui fondèrent et construisirent à leurs frais ledit hôpital, qu'ils dédièrent au saint patron de leur confrérie, laquelle confrérie se tenait pour lors dans la paroisse Saint-Hilaire-d'Agen <sup>2</sup> ». Et ce qui vient encore confirmer cette fondation, c'est la déclaration que fit en 1564, lors de l'union de l'hôpital Saint-Jacques à l'hôpital du Martyre, M<sup>e</sup> Pierre de Redon, lieutenant principal en la cour présidiale de la sénéchaussée d'Agen; « lequel a dit pour le regard de l'hôpital *Saint-Jacques*, ses prédécesseurs être fondateurs dudit hôpital, et comme leur ayant succédé, il est patron; parquoy consent que la place et meurs dudit hôpital soient vendus et l'argent qui en proviendra être converti en la nourriture des pauvres et réparation de l'hôpital du Martyre, sauf toutefois qu'il se réserve une chambre qui sera bâtie audit hôpital pour retirer les Pèlerins allant et venant à Saint-Jacques <sup>3</sup> ». Du reste, dès le 18 juin 1364, nous voyons qu'un bail à ferme d'une pièce de terre, située au Colombier, paroisse de Dolmayrac, est consenti « par les maires et confraires de la confrairie de Saint-Jacques en l'église Saint-Hilaire », en faveur

---

<sup>1</sup> Labénazie. Mss. Livre III, chap. 20, p. 255.

<sup>2</sup> Archives municipales, GG. 218.

<sup>3</sup> Archives de l'Hôpital d'Agen. Liasse.

de Raymond Frison, pour une durée de vingt-neuf ans, moyennant la prestation annuelle d'une carterée de froment <sup>1</sup>.

L'hôpital Saint-Jacques, nous dit encore Labénazie, et après lui Labrunie, était rue Fon-Nouvelle, « près des Augustins, à la maison de MM. Dumoulin et de Sauvabère. Il dépendait, comme ses semblables, d'un prieur, ainsi qu'il paraît par les livres des rentes de l'hôpital (livre A), où Antoine Rebel reconnaît une pièce de terre *sub priore dicti hospitalis Sancti Jacobi* » <sup>2</sup>.

D'un autre côté, à propos de l'arrentement d'une maison consenti par les administrateurs de l'hôpital, le 22 février 1381, à Pierre de Pavinol, habitant d'Agen, moyennant vingt deniers de rente annuelle, il est dit que « cette maison, située *rue de la Pontariqua*, confronte d'un côté à l'hospital de Saint-Jacques et par derrière à l'ancien fossé de la ville » <sup>3</sup>. D'où il semblerait résulter que l'hôpital Saint-Jacques était situé à cette époque près de la rue Pontarique, et non plus dans le voisinage des Augustins, au nord de la ville.

Quoiqu'il en soit, cet hôpital fut administré, durant la deuxième moitié du xiv<sup>e</sup> siècle, par les confrères et les mages de la confrérie de Saint-Jacques. De nombreux documents l'attestent. C'est ainsi que le 15 janvier 1368, il est rendu une sentence par Gaillard Du Puy, bachelier en droit, délégué du sénéchal d'Agenais, entre les mages de la confrérie de Saint-Jacques d'Agen, patrons de l'hôpital Saint-Jacques, demandeurs, et Saizide de Caumont, défenderesse, en vertu de laquelle cette dernière est condamnée à restituer aux demandeurs un cheval de poil liard qui avait appartenu à feu Raymond d'Aigrefeuille, dont la confrérie était héritière, ou à en payer la valeur fixée à 60 livres de petits guiennois <sup>4</sup>.

Et plus tard, le 25 octobre 1378, un bail à ferme de la moitié d'une vigne, située à Castillou, dans le territoire d'Agen, apparte-

---

<sup>1</sup> Archives municipales, GG. 218.

<sup>2</sup> Labénazie. Annales d'Agen, p. 136.

<sup>3</sup> Archives municipales, GG. 219.

<sup>4</sup> Archives municipales. GG. 218.

nant à l'hôpital Saint-Jacques, est consenti par les mêmes confrères, administrateurs dudit hôpital, pour quatre années à Pierre del Fraysse, pélicier d'Agen, moyennant le quart du vin et de la vendange récoltés<sup>1</sup>. Et encore, le 30 novembre 1379, les mêmes confrères, toujours qualifiés d'administrateurs de l'hôpital, louent un jardin situé devant l'église de N.-D. du Mont-Carmel, au lieu appelé Saint-Florès, dépendant dudit hôpital, à Bernard de Laverdun et Bernard de Ventesain, corroyeurs, moyennant 21 livres de petits tournois, durant l'espace de quatre années<sup>2</sup>. Etc.

Il semble qu'avec le xv<sup>e</sup> siècle l'autorité municipale d'Agen ait déjà mis la main sur les biens et la régie de l'hôpital Saint-Jacques, d'où elle en aurait écarté les anciens confrères. C'est ce qui résulte des nombreux documents que nos archives locales nous ont conservés. Les consuls, durant cette époque et tout le xvi<sup>e</sup> siècle, se font gloire, en effet, de se qualifier de patrons de l'hôpital Saint-Jacques, et c'est avec un soin continu qu'ils en administrent les biens. Ces biens, du reste, paraissent déjà assez considérables. Le 13 avril 1460, ils consentent un bail emphytéotique d'un bordil, situé au lieu de La Roqual, juridiction d'Agen, et d'un pré situé dans la paroisse de Saint-Amans, le tout de la dépendance de l'hôpital Saint-Jacques, moyennant un écu d'or d'oublies, payable chaque année à l'hôpital, le jour de la saint Julien<sup>3</sup>.

Le 11 juin 1470, c'est la pièce de terre située de l'autre côté de la Garonne, au lieu dit La Traverse de Saint-Jacques, qui est affermée par François de Bracellis, administrateur de l'hôpital d'Agen, nommé par les Consuls, au profit de Jean Castanh, brassier, moyennant deux sous d'oublies et le septième de la récolte<sup>4</sup>. Cette pièce de terre fut plus tard transformée en vigne, puisqu'on voit qu'il fut fait, le 2 septembre 1530, une reconnaissance féodale, en faveur du chapelain de l'hôpital Saint-Jacques, d'une vigne située au lieu dit « Las Traverses, » paroisse de Monbusc, sous la rente annuelle de

---

<sup>1</sup> Archives municipales. GG. 219.

<sup>2</sup> Idem.

<sup>3</sup> Idem. GG. 220.

<sup>4</sup> Idem. GG. 220.

cinq deniers tournois d'oublies et de la septième partie des fruits. Elle fut vendue, le 25 mars 1539, à Pierre Cazals, sauf réserve des droits de rente de l'hôpital <sup>1</sup>.

L'hôpital possédait en outre plusieurs maisons, rue Pontarique. Son chapelain en loue une, le 17 février 1479, à Pierre de Jasse-mias, manouvrier, moyennant une rente de 9 sols et 12 deniers d'oublies <sup>2</sup>. Il jouissait également, vers 1505, d'un certain nombre de pièces de terre dans la banlieue d'Agen, notamment à l'endroit appelé *Bordeilhes* et du côté de La Roqual et de Castelcuillier <sup>3</sup>. Jean de Siris, était alors chapelain de l'hôpital Saint-Jacques, délégué comme administrateur pour la régie de ses biens.

C'était du reste une règle, établie depuis longtemps à l'hôpital Saint Jacques, que d'en confier l'administration des biens au chapelain en exercice. Déjà, le 22 mai 1467, un échange est fait entre l'hôpital Saint-Jacques, représenté par son chapelain, le sieur Raymond Montauh, et le chapitre de l'Eglise cathédrale. En payement d'une rente de 20 sols due au chapitre pour l'obit de Bernard de La Guarrigue, bienfaiteur de l'hôpital, cet établissement abandonne aux chanoines une redevance de 19 sols et 12 deniers d'oublies qu'il possédait sur une maison, sise rue de Boc <sup>4</sup>. En 1525, le chapelain est un certain Jean de Cayran, qui obtient du Présidial une ordonnance en vertu de laquelle Pierre de Cazaux est condamné à payer 5 deniers de rente à l'hôpital, et une autre plus importante qui prescrit de rayer la chapellenie de Saint-Jacques, dont il est titulaire, du rôle de cotisations, emprunts et décimes <sup>5</sup>.

Plusieurs procès naissent vers cette époque entre les administrateurs de l'hôpital Saint-Jacques et certains particuliers de la ville. Dès 1536 s'engage une longue procédure entre le syndic de l'hôpital et la famille de Lespinasse, au sujet de l'exécution du tes-

---

<sup>1</sup> Archives municipales. GG. 222.

<sup>2</sup> Idem. GG. 221.

<sup>3</sup> Idem. GG. 221.

<sup>4</sup> Idem. GG. 220.

<sup>5</sup> Idem. GG. 222.

tament de Duron Esclabissat et d'une vente aux enchères d'une partie des biens de ladite hérédité<sup>1</sup>. Plus long encore fut le procès soutenu par les consuls d'Agen et les syndics de l'hôpital contre un certain Raymond Delmur, mis en possession de la chapellenie de Saint-Jacques, par collation de l'Evêque d'Agen, en 1558, après la résignation de Jean Desprès jeune, et qui depuis touchait tous les revenus de l'hospice, sans vouloir les remettre aux mains des syndics<sup>2</sup>.

Dans l'hôpital Saint-Jacques, comme dans les autres hôpitaux d'Agen, de nombreux abus surgissent dès le milieu du xvi<sup>e</sup> siècle. Les consuls de 1538, dans leur memorandum, recommandent déjà tout particulièrement à leurs successeurs, l'hôpital Saint-Jacques, où se produisent de graves désordres. « Item, c'est quant à l'hospital de Saint-Jacques, est à noter que audit hospital ne habite plus de puvres ni malades ; que en sorte, s'il y en a aucun, n'est pas sûr de toute l'année. Et touttefoys l'hospitalier dudit hospital ne cesse les jours ordonner et demander l'aulmone pour les puvres, de cryer et sonner avecque sa cloche, de demander l'aulmone pour les puvres de l'hospital de Saint-Jacques, combien que la plupart du tems n'y en a aucun ; dont il se approprie lesdites aulmônes à son profit. Et cella luy a esté remonstré par Nous qui lui avons deffandu de ne demander les aulmones qu'il n'y eust des malades. »<sup>3</sup> Et le mal va grandissant de jour en jour.

Ce n'est pas que les épidémies aient disparu et que la santé publique se soit améliorée. Bien au contraire. La peste faisait de continuelles apparitions dans Agen, et les lieux publics, les maisons privées, voire même les rues, regorgeaient de puvres, d'infirmes et de misérables. Vainement la Cour du Parlement de Bordeaux, en ses grands jours, rendit-elle en 1536 une ordonnance, en vertu de laquelle il était expressément ordonné aux consuls « de faire rentrer tous les puvres dans les hôpitaux où ils seront nourris de l'ar-

---

<sup>1</sup> Archives municipales, 222.

<sup>2</sup> Idem.

<sup>3</sup> Idem. BB. 25, p. 91.

gent des aumônes et de faire travailler, ou sinon d'expulser de la ville, tous les mendiants valides <sup>1</sup> ».

La mauvaise administration, la rivalité des autorités municipale et ecclésiastique, le trop grand nombre des hôpitaux qui se portaient ombrage, les guerres religieuses qui éclataient, telles étaient les principales causes qui engendraient ces déplorables abus. Une mesure rigoureuse s'imposait. Une réforme radicale devenait nécessaire. L'autorité royale le comprit. Et elle décida de séculariser, et autant que possible de centraliser en une seule maison, les trop multiples établissements de charité. C'est alors que fut rendue l'ordonnance de 1560. C'est à ce moment également que fut vendu l'hôpital Saint-Jacques, et ses biens réunis à l'hôpital du Martyre.

La jurade de 1562, dont nous avons déjà parlé à l'occasion de l'hôpital Saint-Antoine, décida, nous le savons, que les hôpitaux d'Agen encore en exercice seraient vendus, et l'argent, provenant de ces ventes, employé à la réparation de l'hôpital du Martyre. A l'audience de la Cour présidiale du 9 décembre 1564, nous avons déjà vu M. de Redon, lieutenant principal, consentir en qualité de patron de l'hôpital Saint-Jacques, qualité qu'il dit tenir de ses ancêtres, fondateurs dudit hôpital, à la vente de la place et des murs de cet ancien édifice, et demander qu'il soit réservé dans le nouvel hôpital une chambre à l'usage des Pèlerins de Saint-Jacques de Compostelle <sup>2</sup>. Le mardi 19 décembre de la même année eurent lieu les premières criées. Quand vint le tour « de la place et murs de l'hôpital Saint-Jacques, M<sup>e</sup> Jean Boissonnade, procureur, y mit la somme de 60 livres ; Bernard Tournerie, 70 livres ; Boissonnade, 90 livres ; enfin Tournerie, 95 livres, sur laquelle la chandelle s'éteignit. » Nouvelles enchères les 14 et 21 juillet 1565. Enfin le 28 juillet de la même année, le sieur Jean Pauquet, marchand de la présente ville, s'étant présenté et ayant ajouté cinq livres au prix du sieur Tournerie, l'hôpital Saint-Jacques (place et murs) lui fut adjudgé

---

<sup>1</sup> Archives municipales. BB. 26.

<sup>2</sup> Archives de l'hôpital d'Agen.

définitivement pour la somme de 100 livres. Le sieur Pauquet en prit immédiatement possession <sup>1</sup>.

#### IV. — L'HOPITAL SAINT-MICHEL.

Le quatrième hôpital, qui existait à Agen au xvi<sup>e</sup> siècle, et dont les biens furent réunis en 1560 à l'hôpital du Martyre, était l'*Hôpital Saint-Michel*.

Nous ne savons rien sur son origine.

« Il était, dit Labénazie dans ses Annales, près des Pénitents Bleus, au Carné, où il y avait une chapelle de Saint-Michel au siècle dernier. Un prieur le régissait. Le prieuré était réuni à la cure de la Cathédrale <sup>2</sup> » Et il ajoute dans son manuscrit sur le diocèse d'Agen : « J'ai vu plusieurs titres où le prieur de cet hôpital était appelé *Prior hospitalis Sancti Michaelis Agenni*. Ces titres étaient de 1350 et 1460. Dans l'un, Garcie de Rogerto est appelé ainsi en 1357 et 1368. Un autre titre en langue vulgaire appelle Aymeric de La Gleyza, *espitalor del espital de Saint-Miquel d'Agen*. Auparavant en 1351, Géraud Fournier est qualifié du même titre d'*Espitalor*. Dans les titres de 1460, l'hospitalier est encore appelé *hospitalis de Sancti Michaelis Agenni* <sup>3</sup>. »

L'hôpital Saint-Michel existait donc déjà en 1350. Son emplacement devait être, d'après ces renseignements, celui où s'établirent en 1600 les Pères Capucins et dont nous avons donné le plan, à la page 301, chapitre VIII du tome I<sup>er</sup> de ce travail. Il se trouvait près du cimetière, dit du *Carné*, entre les Jacobins et le local que les Pénitents Bleus occupèrent dans la suite, rue Saint-Jérôme.

En l'an 1479, le chapelain de l'église de Saint-Sulpice de Rivallède, propriété des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, échange son église contre ledit prieuré de Saint-Michel. C'est ce qui résulte

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital d'Agen. Reg. 1563-1601, p. 16. — Voir aussi Archives municipales, BB. 30.

<sup>2</sup> Labénazie. Annales d'Agen, p. 137.

<sup>3</sup> Idem. Manuscrit, livre V, chapitre XVII, p. 466.

de l'acte suivant que nous avons trouvé dans les riches archives de l'Ordre de Malte :

« Item, en l'an 1479, e lo dernier jour del mes de Mars, led. Moss. Anthoine Gorde, cappela, permutat lad. gleiza parochiala del Sanct Sulpice, e son annexa Sanct Jehan de Lerm, am lo priorat de Sanct Miquel, intra muros civitatis Agenni <sup>1</sup> »

L'hôpital de Saint-Michel devait être, au commencement du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, absolument abandonné, lorsque, à la suite de la terrible épidémie de peste de 1518, les consuls décidèrent de le relever pour y loger et soigner les victimes de la maladie. L'acte suivant en fait foi :

« Le XIII<sup>e</sup> jour du mois de février 1519, MM. les consuls Chabrity, Grave, Granges, Imbertis, Lassalle et Pujols, par l'organe dudit Chabrity, ont remonstré à MM. les jurez seubz nommés comment chascun jour despuis cinq ans en ça, en ceste ville et cyté d'Agen, a eu plusieurs inconvéniens de Peste et en sont beaucoup morts de ladite peste et infection, pour faulte de recapte et habitation ; occasion de quoy par plusieurs foys a esté mis sur le bureau et en champ bastir et edifier ung hospital, dédié au service de ceux qui dors en avant seront malades de peste pour les recapter ; et en outre comment il y a deux maisons qui sont de la ville, savoir est, l'Escole Vieille et des Repenties, qu'il sera bon de vendre pour faire et edifier ledit hospital, actandeu que chascun y contribuera volontairement.....

« Et ont esté d'opinion tous ensemble que le lieu de *Saint-Michel* sera bien propice, même que tout autre lieu, pourveu que avant que tirer outre, le tout soit remonstré à MM. l'Evesque ou ses officiers et autres de l'Eglise, et aussi à MM. les officiers du Roy et au populaire ; et selon leur advis qu'il y soit procédé ; car autrement la ville sera toujours en danger et pouvreté <sup>2</sup>. »

Il est probable que la requête des consuls fut agréée par l'autorité ecclésiastique, et que les pestiférés de 1519 et années suivantes

---

<sup>1</sup> Archives départementales de la Haute-Garonne. Archives de l'Ordre de Malte. Liasse Saint-Sulpice de Rivalède.

<sup>2</sup> Archives municipales d'Agen. BB. 23, p. 264.



trouvèrent un asile assuré à l'ancien hôpital de Saint-Michel, réorganisé pour eux. En tous cas, cette maison existait encore en 1561, et elle était régie par un prieur, lors de la fusion des principaux hôpitaux d'Agen. Labénazie, et avec lui Labrunie, nous disent formellement que les biens de l'hôpital Saint-Michel furent, comme ceux des hôpitaux Saint-Antoine, Saint-Georges et Saint-Jacques, réunis à ceux de l'hôpital du Martyre.

#### V. — L'HOPITAL DES LADRES OU LÉPROSÉRIE.

Le grand mouvement de foi qui entraîna, aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles, les populations chrétiennes de l'Occident vers le tombeau du Saint-Sépulcre, le peu d'ordre qui dès les débuts régna dans ces expéditions lointaines et toutes spontanées, le manque absolu d'hygiène et de précautions pour sauvegarder la santé des Croisés, engendrèrent bientôt à leur suite d'innombrables maladies, qu'accrurent encore la fréquentation des Orientaux, la mauvaise nourriture et le brusque changement de climat. Beaucoup furent frappés de maux étranges, inconnus en Europe, qui s'implantèrent à leur retour chez eux. De ce nombre fut la Lèpre, mal repoussant et hideux, qui faisait jeter hors la société les malheureux qui en étaient atteints. Abandonnés de tous, même de leurs parents, les lépreux ne trouvaient quelque secours qu'auprès de confrères assez courageux pour se dévouer à eux et leur prodiguer leurs soins. Mais ils étaient généralement parqués en dehors des villes, à l'abri de tout contact, et comme pour la masse du public des objets de dégoût et de mépris. Par cela même plus dignes de commisération de la part des personnes charitables, ils trouvèrent de bonne heure un abri dans des hospices spéciaux, qui prirent indifféremment le nom de *Léproseries*, *Maladrieries*, *Mezelleries* ou *Lazarets*.

Les premières créations de ce genre spécial d'hôpitaux se trouvent en Orient. La tradition veut même que ce soit saint Basile, qui, dès le IV<sup>e</sup> siècle, ait établi à cet effet un vaste hôpital à Césarée, et que son exemple ait été suivi plus tard par les empereurs d'Orient, qui auraient mis les Lépreux sous la protection de Saint-Lazare, devenu depuis leur patron. L'ordre célèbre des Hospitaliers de Saint-Lazare fut en effet spécialement fondé pour eux, et nous

le trouvons, dès la première croisade, établi à Jérusalem. Longtemps on les a confondus avec les Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Les deux ordres cependant sont parfaitement distincts. Le seul dont la mission particulière ait été de secourir les lépreux est celui de Saint-Lazare, dont les chevaliers prirent le nom d'*Hospitaliers* et se répandirent rapidement en Europe, au fur et à mesure que se propageait le mal dont ils s'étaient héroïquement chargés de soigner les victimes.

Ce mouvement, tout de dévouement et de charité chrétienne, ne trouva pas indifférente notre cité d'Agen. Dès la fin du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, une Léproserie y fut établie. Nos chroniqueurs sont tous d'accord sur ce point :

« Il y eut au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, nous dit Labénazie, une maladie honteuse appelée la Lèpre. On séparait exactement de toute société ceux qui en étaient atteints et on les renfermait dans des lieux écartés, loins des habitations des hommes, mais pourtant près des grands chemins. Le nombre s'en augmenta si fort qu'il n'y avait ville ni bourgade qui ne fut obligée de bastir un hospital pour les retirer. On nommait ces maisons *Ladrerries*, à cause de Saint-Lazare, patron des pauvres et des languissants. Ces maisons recevaient des fondations publiques, qui, avec les aumônes des passants, les enrichirent en peu de temps. Le peuple ne pouvait les souffrir : il les accusaient de mener une vie pleine de débordement ; ce qui les rendait encore plus odieux.

« Agen ne fut pas exempt de ce malheur. Ce fut pour cela que l'hôpital qui est à la *Porte du Pin* fut fait pour les Lépreux. Il fut alors plus riche qu'il n'est maintenant. C'était un prieuré. Le directeur était appelé *Prior de Pinni Agenni*. Il y avait une église, là où est à présent la croix de pierre que nous y voyons de notre temps. Cette église et cet hôpital furent ruinés et démolis par les Huguenots aux premiers troubles, et la Croix fut plantée en l'endroit où estait l'église, l'an 1582, le 24 du mois de mars. La maison fut rebâtie l'an 1585, le 11 octobre. Cet hôpital est devenu pauvre, parce que les aumônes ont cessé à mesure que le mal a diminué. Ce qui lui reste a été uni à l'ordre de S.-Lazare. <sup>1</sup> »

---

<sup>1</sup> Labénazie. Manuscrit inédit. Tome II. Livre III, chap. XV, p. 229.

La brunie, et d'après lui S.-Amans, confirment les mêmes faits.

Il résulte donc des renseignements si précieux et si formels de Labénazie que l'hôpital des Ladres se trouvait à Agen à la Porte du Pin, hors des murs de la ville, là où se voit sur le plan de Lomet la croix de pierre qu'il signale, à la jonction des deux routes de Cahors et de Toulouse, et par suite sur les bords de ces deux grandes voies. Les quelques rares documents le concernant, que nous avons trouvés dans nos archives locales, vont nous dire quelles péripéties diverses il eut à subir depuis la fin du XV<sup>e</sup> siècle.

A cette époque, les malades de la maladrerie du Pin adressent une requête aux Consuls d'Agen afin d'obtenir d'eux un secours, pour subvenir aux réparations de l'oratoire, que Jean de La Coste, recteur de La-Sauvetat-de Savères, mort dans ladite maladrerie, avait fait construire au-devant de cet hôpital <sup>1</sup>.

Dès les premières années du xvi<sup>e</sup> siècle, et à l'heure de la peste, les consuls, « patrons des biens des Lépreux », redoublent de soins et d'attention afin d'éviter, si c'est possible, le fléau. Sur le rapport d'un sieur Chaperon, médecin, et Lussignet, barbier, qui déclarent, après une sérieuse inspection, le sieur Bernard B. atteint de la lèpre, ils ordonnent audit Bernard de se retirer au plus vite « aux lieux où habitent les lépreux, hors la ville, séparés de la compagnie et conversation des hommes. » La même mesure est prise, quelques temps après, à l'égard de Jeanne D., qui, sur le procès-verbal de visite de trois consuls et deux médecins, est soupçonnée d'être atteinte de la lèpre et renfermée aussitôt à la maladrerie de la Porte du Pin <sup>2</sup>.

En avril 1572, les consuls d'Agen, toujours qualifiés « patrons des biens des Lépreux, » passent une transaction avec un certain Bernard Prochet, « lequel avait fait prendre et saisir tous les biens de la maison de la maladrerie de lèpre, qui sont près la présente ville d'Agen, et ce pour la somme de 200 livres à lui dues par feu Bar-

---

<sup>1</sup> Archives municipales. GG. 220

<sup>2</sup> Idem. BB. 24.

thélemy Albarède, grand vicaire, administrateur et procureur de ladite maison de lèpre, délégué par les consuls, qui avaient été condamnés envers ledit Prochet <sup>1</sup>. »

Mais les troubles religieux vinrent porter un coup terrible à la maison des Léproux d'Agen. On sait que, durant les années 1573 et 1574, la ville, menacée chaque jour par les entreprises hardies des protestants qui tenaient le plat pays et les villes fortes voisines, redoublait de vigilance et de précautions afin d'éviter toute surprise. A chaque conseil les mesures de sûreté deviennent plus rigoureuses. Les garnisons sont doublées, les commandants de quartiers triés sur le volet, les protestants, restés en ville, désarmés et surveillés de près. Dans une jurade du mois d'avril 1574, on craint que le vaste local de la Leproserie, à la Porte du Pin, puisse servir à couvrir et à loger les ennemis. On ordonne aussitôt qu'elle sera rasée, ainsi que l'ancien hôtel de la Monnaie situé près de St-Caprais ; et les matériaux en provenant serviront à réparer les brèches des remparts <sup>2</sup>.

Cet ordre fut immédiatement exécuté. Et, si le résultat fut le même, ce n'est pas aux Huguenots, comme le dit Labénazie, que la maladrerie de la Porte du Pin dut d'être renversée, mais bien aux habitants d'Agen, comme mesure de précaution.

Le local resta donc vacant jusqu'en 1582, époque à laquelle une croix y fut plantée, le 24 du mois de mars.

Mais la maladie ayant reparu plus forte que jamais, avec les misères de la guerre civile, il fut décidé qu'on rebatirait la maison des Ladres sur son ancien emplacement. -

A cet effet, les consuls commencèrent, en vue de se procurer quelque argent, par « vendre, le 17 juin 1586, au sieur Géraud D. les fruits des biens qui avoient appartenu aux povres lépreux, près ladite ville, consistant en deux pièces de prés et plusieurs terres labourables<sup>3</sup> ; » et, « le 11 octobre 1586, nous dit le consul Trinque

---

<sup>1</sup> Archives municipales. GG. 223

<sup>2</sup> Idem. BB. 32.

<sup>3</sup> Idem. BB. 34.

dans son livre de raison, on commença de rebastir la maison des Ladres près la Porte du Pin <sup>1</sup>. » Mais ce local devint incommode et insuffisant dans la suite ; si bien que les Léproux eux-mêmes demandèrent son changement. Nous voyons en effet que, dans la jurade du 7 mars 1644, « il est proposé et représenté que les pauvres Léproux, qui dernièrement habitaient devant la Porte du Pin de cette ville, ont commencé de bâtir une nouvelle maison, sur un champ qui est au devant ladite porte et près d'icelle. » ... Le travail ayant été interrompu par ordre des Consuls, « lesdits lépreux désirèrent continuer ledit bâtiment pour y pouvoir loger, attendu qu'ils sont très mal logés, là où ils demeurent. Ils demandent donc que cette permission leur soit accordée ». La Jurade décida qu'il serait fait droit à leur juste demande <sup>2</sup>.

La maladrerie d'Agen continua d'exister durant tout le <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle. En 1645, il est expressément défendu aux malades de la maladrerie de la Porte du Pin d'avoir aucune communication avec les ouvriers de la tuilerie voisine <sup>3</sup>. Mais avec la disparition du mal, les aumônes diminuèrent, et la pauvreté arriva.

Lorsque la Révolution vint changer l'ancien ordre de choses, la léproserie d'Agen avait déjà cessé d'être. Les quelques biens qui lui restaient avaient été réunis à l'ordre de saint Lazare. De nos jours, le ruisseau des Ladres, qui prend sa source au pied du roc de Castillou, passe à la Porte du Pin, contourne à l'est et au sud la ville d'Agen, et vient se jeter dans la Garonne au-dessus des casernes actuelles, nous a seul conservé le souvenir de l'ancien hôpital des Léproux, dont il baignait autrefois les murs.

## VI. — L'HOPITAL DU SAINT-ESPRIT.

Il existe très peu de documents sur l'ancien hôpital du Saint-Esprit d'Agen. Cette maison serait même tombée dans le plus

---

<sup>1</sup> Livre de raison du consul Trinque, marchand. Année 1586. — Idem : Labénazie, Labrunie, Archives municipales. BB. 40, etc.

<sup>2</sup> Archives municipales. BB. 40.

<sup>3</sup> Idem. BB. 57.

complet oubli, si Labénazie n'avait eu soin de nous en rappeler l'existence en ces termes :

« L'an 1694, en novembre, le Roy ayant désiré réunir à la commanderie de Montpensier, de l'ordre militaire du Saint-Esprit, tous les biens de cet ordre, M. Labénazie a découvert par la bulle d'Urbain VIII, de l'an 1625, le second de son pontificat, que le prieuré du Saint-Esprit et la maison de ce prieuré dans Agen, ainsi que la chapelle hors la ville, étaient un *hôpital du Saint-Esprit*, et qu'il y en avait un autre à Penne, un à Sainte-Foy-la-Grande, prieuré et hôpital, un à Clairac, un à Nérac, et un autre à Layrac <sup>1</sup>. »

Et Labrunie, qui seul en parle avec lui, ajoute : « Monsieur Labénazie nous dit qu'il y avait encore l'hôpital du Saint-Esprit, situé lez Agen. J'ai été prieur du Saint-Esprit jusqu'en 1791. La nation, comme l'on sait, a englouti les biens de tous les hôpitaux d'Agen <sup>2</sup>. »

Dans la liasse des Biens Nationaux, consacrée aux anciennes chapellenies d'Agen <sup>3</sup>, nous voyons en effet qu'en 1790 le bon curé de Monbran était encore titulaire de la *Chapellenie du Saint-Esprit*. Il comparut même, à ce titre, le 18 septembre 1790, devant Jean Florimond Boudon de Saint Amans et Pierre Georges Benaud, officiers municipaux d'Agen, délégués à cet effet ; et il déclara « qu'il dépendait de cette ancienne chapellenie : 1° six cartonnats ou picotins de terre, situés sur le haut du rocher dit du Saint-Esprit ; 2° Une petite maison dans la présente ville, rue Floirac, paroisse de saint Caprais ; 3° Une autre petite maison, rue de la Poste aux lettres ; 4° Enfin un petit fief comprenant sept carterées de fonds possédé par des tenanciers. » L'ensemble des revenus de ladite chapellenie, déduction faite des honoraires et décimes ordinaires, se montait à la somme annuelle de 160 livres, 8 sols, 5 deniers.

Le 21 décembre de la même année, les commissaires experts s'étant transportés, afin de procéder à l'estimation de ces biens, « sur la pièce de terre de six cartonnats, située sur la plaine du

---

<sup>1</sup> Labénazie. Annales de la ville d'Agen, p. 142.

<sup>2</sup> Labrunie. Abrégé chronologique. Année 1691.

<sup>3</sup> Archives départementales de Lot-et-Garonne. Biens Nationaux.

Saint-Esprit, paroisse de sainte Foy, dépendant de la chapellenie du Saint-Esprit dont était pourvu naguère M. Labrunie, curé de Monbran, et confrontant de toutes parts à terre de M. de Moncaut, nous avons trouvé, disent-ils, une bâtisse qui en dépend ; et, nous en ayant fait ouvrir la porte, nous avons remarqué que c'est une *ancienne chapelle*, que l'autel y est encore, ainsi que le tableau, mais dans un état tel qu'on ne peut distinguer ce que ledit tableau représente. » La terre fut évaluée 46 livres, 15 sols, 5 deniers de revenus, déduction faite des impôts ; ce qui en portait le capital à la somme de 1029 livres, 2 sols, 10 deniers,

La maison de la rue de « la Poste aux lettres » fut également estimée, le 23 mai 1791, 2400 livres. Quant à celle de la rue Floirac, le procès-verbal d'estimation fait défaut.

Où était situé l'ancien hôpital du Saint-Esprit dans Agen ? C'est ce que, faute de documents précis, il est malaisé d'établir. Dans le chapitre précédent, consacré à l'histoire de la maison du Refuge, on a pu voir qu'en 1564 la municipalité agenaise, débordée et ne pouvant plus arrêter le flot toujours montant du libertinage et de la prostitution, avait supprimé comme absolument inefficace le couvent de la Madeleine ou des Filles repenties, et décidé qu'il serait transformé « en un collège pour la célébration des messes du Saint-Esprit, » collège qui, dès l'année suivante 1565, prit le nom « de collège du Saint-Esprit <sup>1</sup>. » La fondation du collège d'Agen, quelques années plus tard, par la reine Marguerite et les Consuls, ayant rendu ce collège du Saint-Esprit inutile, fut-il à ce moment transformé en un hôpital, qui fut dénommé hôpital du Saint-Esprit et qui resta tel jusqu'à la fondation de la confrérie des Pénitents bleus et leur installation dans l'immeuble précité <sup>2</sup> ? Aucun document ne nous permet de le préciser. D'un autre côté, Labénazie et Labrunie nous disent que, de même que l'hôpital des Ladres, l'hôpital du Saint-Esprit se trouvait, à leur époque, hors la ville d'Agen. Était-ce du côté de la Porte du Pin, ou plutôt au

---

<sup>1</sup> Archives municipales. BB. 30.

<sup>2</sup> Voir, au tome I<sup>er</sup>, le chapitre consacré aux Pénitents bleus.

nord-est de notre cité, sur « *ce rocher du Saint-Esprit* », qui en a encore conservé le nom, et où se voit toujours une grande bâtisse dite « *la maison du Saint-Esprit* », dans laquelle furent découverts par les commissaires de 1790 ces vestiges d'ancienne chapelle et d'autel en ruines ? C'est ce que tout, jusqu'à preuve du contraire semble faire supposer.

PHILIPPE LAUZUN.

( *A suivre* )

---



# MÉMOIRES DU CAPITAINE JÉRÔME-ETIENNE BESSE

ANCIEN SOLDAT DE LA GRANDE-ARMÉE.

( Suite ).

---

## CHAPITRE VII.

DEPUIS L'ANNÉE 1808, JUSQU'A MON RETOUR A L'ARMÉE, APRÈS MON MARIAGE.

J'étais logé à Udine, dans la maison de Madame la comtesse Janussia. Cette dame passait les mois d'automne au village de Faëdis ; mais elle venait assez souvent à la ville. Elle avait appris, je ne sais trop comment, que je fréquentais la maison de Valentino Scuba, et que j'y étais attiré par une inclination pour la fille de cet italien. Elle fut la première à m'en parler, ce qui m'embarrassa fort ; mais elle me mit promptement à l'aise, en me faisant l'éloge le plus complet de la jeune personne et de sa famille. Cette bonne dame m'avait fait l'honneur de me supposer, tout d'abord, des vues honnêtes ; et elle avait raison, car c'est en tout bien et tout honneur que j'aimais. Mon capitaine logeait chez M. Valentino : chaque jour j'avais à lui faire mon rapport, et cela me donnait occasion, tous les jours à peu près, de voir mon Italienne, de lui faire quelque politesse significative ou de lui adresser quelque parole dont le sens était facile à deviner. Je crus m'apercevoir que nos cœurs étaient depuis longtemps d'intelligence, presque sans nous en douter. J'aurais été assez gauche à filer, comme on dit, le parfait amour. La pureté de mes intentions me donnait une certaine confiance ; et le bien que l'on m'avait dit de la fille m'encourageait fort ; je brusquai l'affaire. La première fois que je la rencontrai chez son père, après l'avoir saluée à peine : « Voulez-vous être ma femme, lui dis-je ?... Je suis seul, orphelin, sans père ni mère. Je vous conduirai chez moi. Vous y serez maîtresse du peu que je possède. Je ne vous demanderai qu'une chose ; c'est de soigner les derniers jours d'un vieil oncle que j'affectionne. Après vous avoir installé dans votre nouveau ménage, je vous quitterai, comme de raison, pour continuer de servir mon em-

pereur, et j'irai vous rejoindre quand j'aurai mon congé. » Cette proposition fut entendue avec une bienveillance qui ne m'échappa point ; mais la fille de Valentino me répondit :

« Vous êtes étranger, M. Besse. J'ignore qui vous êtes et ce que vous êtes. Vous me connaissez, moi, ajouta-t-elle, vous connaissez mes parents. Vous habitez mon pays depuis quelque temps déjà ; vous avez donc toute facilité de prendre les informations qui peuvent vous convenir, et par conséquent de prendre votre parti avec connaissance de cause. De ma part, convenez-en, la chose est assez grave pour mériter réflexion. »

J'applaudis bien sincèrement à la sage circonspection de mon aimée. Mon amour pour elle s'accrut en raison de l'estime qu'elle m'inspira, et je consentis volontiers à attendre qu'on se fût bien fixé sur tout ce qui me concernait.

Mon capitaine fut consulté le premier et il fut assez bon pour parler de moi en termes beaucoup plus flatteurs que je ne méritais. Cependant le consentement de ma belle se faisait attendre. Je commençais à m'en impatienter, lorsque M. Valentino me fit l'honneur de m'inviter à un repas de famille.

Le repas fini, le signor Valentino fait former le cercle et, d'un ton solennel, il m'adressa la parole.

« M. le sous-officier, j'ai écrit à Aubiac. » — A ces mots mon cœur battit violemment, malgré moi, et celui de Mlle Scuba ne me parut pas plus tranquille.

Le signor Valentino jouit malicieusement de notre embarras ; il poursuivit ensuite : « La réponse s'est fait attendre, n'est-ce pas ? Du moins elle est on ne peut pas plus favorable. — (Je vis un aimable sourire embellir la physionomie animée de ma jeune amie.) — Persistes-tu, ma fille, à agréer la recherche de M. Besse ? » — Oui, mon père, répondit mon amie, sans hésiter, mais non sans émotion. — Se tournant alors brusquement vers moi : « M Besse, ajouta le père, ma fille est à vous, quand vous voudrez. Je n'y mets qu'une condition, c'est que le mariage sera célébré selon la forme de l'église catholique à laquelle nous appartenons moi et les miens. » C'est ainsi que je l'entends, répliquai-je. — Je tendis la main à Mlle Scuba ; la sienne se joignit à la mienne, et ce fut entre nous comme un engagement irrévocable, que sanctionna toute la famille de ses félicitations affectueuses.

Les bans de mariage furent publiés, peu après, à Aubiac, par les

soins de M. Duplan aîné, qui avait bien voulu se charger de la direction de mes petites affaires, à Faëdis, et à l'ordre du régiment pendant quinze jours.

Il y eut, sur ces entrefaites, fête votive au hameau de Canal-de-Grivo. Les frères de ma prétendue, dont un était militaire, m'annoncèrent qu'ils étaient invités à cette fête avec leur sœur ; et ils me proposèrent d'être de la partie, ce que j'acceptai volontiers. Mes camarades, les sous-officiers de ma compagnie, me firent l'honneur de vouloir m'y accompagner. Nous nous étions pourvus des provisions nécessaires pour le goûter champêtre (*merenda*) que nous devions faire en plein air, selon la coutume du pays. Nous nous établîmes sur le gazon, à la suite d'une longue file de jeunes gens des deux sexes, qui s'étendait des deux côtés des routes aboutissant au hameau. Notre groupe se fut pas le moins remarqué au milieu de tant d'autres brillants de toilettes et plus encore de la gaieté et de la vivacité de la voluptueuse Italie. Nous étions accroupis en rond à la manière chinoise, devant ma gracieuse fiancée que nous avions fait asseoir sur une petite éminence, comme sur un trône, en qualité de reine du festin. J'étais à ses pieds, heureux de son contentement, heureux des hommages non suspects dont elle était l'objet de la part de mes bons camarades, heureux de tous les rêves qui bercent une imagination de trente ans, sous un ciel de feu.

Nos couteaux étaient à peine dégaînés et nos flacons décoiffés, lorsque un caporal, arrivant à la hâte, vint à moi la main au schako, et me dit en élevant la voix : « Major, voilà le congé que vous attendez depuis un an ; il vous est accordé pour trois mois, par S. E. le Ministre de la Guerre. . » Au mot de congé, j'avais fait un bond de joie et mes camarades furent à l'instant sur pied, comme moi, pour me faire leurs compliments. J'avais reçu leurs embrassades et leurs vigoureux serremments de mains ; les frères Scuba eux-mêmes m'avaient aussi adressé, quoique plus froidement, des paroles de félicitations auxquelles j'avais répondu sans déguisement, avec les démonstrations de la joie la plus vive, lorsque je m'aperçus que, seule, Mlle Scuba était demeurée assise, la tête baissée, triste, et sans proférer une parole. Mes transports cessèrent à l'instant, et je me rassis près d'elle. Elle leva enfin ses yeux humides de larmes, et ne pouvant contenir la peine qu'elle éprouvait, elle me dit avec un accent plein de dignité : « Vous voilà au comble de vos vœux, M. Besse. Vous allez revoir notre patrie, vos parents et vos amis : et

moi, me voilà délaissée ! Je suis bien malheureuse de vous avoir connu ! La publication des bans a rendu le public confident de nos relations : que vais-je devenir ? Je suis bien malheureuse ! »

« Vous, lui dis-je avec vivacité ; vous, malheureuse, Thérésina ? Qu'y a-t-il donc de changé dans notre position, sinon que je vous épouserai plus vite et que nous partirons plus tôt ? » — Ces paroles rendaient en un clin d'œil à ma jeune amie le calme, la gaieté, et répandaient sur toute sa personne une grâce nouvelle. Le retour fut délicieux : il ne fut question que de mon congé et de notre mariage. Mes papiers arrivèrent dans les premiers jours de mai.

Le 4 mai, le mariage civil eut lieu à Civita-del-Frioli, devant M. Demousson, lieutenant, remplissant les fonctions d'officier de l'état-civil, en présence de MM. Carrol, sergent, Boudrier, fourrier, et Serres, aussi fourrier dans notre régiment ; de Catherine Minissini, belle-mère de l'épouse, fondée de pouvoir par le père, de Giacomo Gabrici et de Antonio Gabrici, ses cousins germains.

Monseigneur l'Archevêque d'Udine, ayant pris connaissance de mes papiers, daigna autoriser M. le curé de Faëdis à nous marier. Je m'adressai à un prêtre d'un village voisin, qui parlait très bien le français, et nous épousâmes à l'église paroissiale de Faëdis, le 16 mai.

Le 18, j'étais en route avec ma jeune épouse, dans une voiture que j'avais achetée, attelée d'un bon cheval, et nous arrivâmes à Aubiac, le 15 juin.

Les jours trop courts de ce voyage furent des jours d'enchantement. Pour qui le bonheur est-il de longue durée !

J'avais compté mettre le pied à terre chez mon vieil oncle, le militaire. Pour premier désappointement, mon oncle n'était plus chez lui, sa maison était louée depuis vingt-quatre heures dans le dessein manifeste de m'en exclure ; et j'appris qu'il avait été transporté chez ma sœur, où il vivait, dénué de tout, infirme et aveugle. J'affirmai sur le champ une autre habitation dans laquelle ma Thérésina eut à subir l'épreuve des difficultés d'un nouveau ménage, dépourvu de beaucoup de choses nécessaires à la vie.

Je me hâtai d'aller voir mon vieil oncle. Dès que le son de ma voix frappa ses oreilles, il tourna vivement la tête de mon côté. « Besse, est-ce toi, mon enfant ? » Oui mon oncle ; j'arrive avec ma femme du fond de l'Italie pour assurer le repos et le bonheur à votre vieillesse, pour vous consacrer les soins de ma jeune épouse, et le

peu de fruits de mes longs services ; et vous vous être dérobé à notre affection ! — « Je vis une grosse larme sillonner les joues du vieillard. — « Je veux aller chez toi, mon ami ; je veux que tu m'y fasses transporter à l'instant, ou plutôt je m'y trainerai, appuyé sur ton bras et celui de ta femme. Je t'attendais avec bien de l'impatience, mon enfant. »

Les ordres du vieillard furent exécutés. — Nous eûmes le plaisir ma Thérésina et moi d'en faire l'objet de nos continuelles sollicitudes. Ma femme l'amusait avec son jargon composé de français, d'italien et de gascon. Je le distraisais de ses souffrances en lui racontant les hauts faits des armées françaises, qui lui arrachaient parfois des exclamations d'admiration et d'orgueil national, en donnant à son attitude, à son geste et à sa physionomie l'air martial qu'il avait eu dans sa jeunesse.

Une forte maladie vint me saisir et me retint plus d'un mois au lit. La pauvre Thérésina passa de mauvaises nuits entre le vieil oncle impotent et son mari malade. Je me trouvai mieux enfin ; mais mon congé était expiré ce qui me donnait de cruelles transes.

Ma bonne étoile attira à Agen S. M. l'empereur Napoléon. A cette nouvelle : — « Donne-moi mon uniforme, Thérésina, m'écriai-je. Je suis guéri ou à peu près. Je veux aller demander moi-même à mon empereur quelques jours de convalescence. » Toute observation aurait été superflue. Me voilà un instant tel que je m'étais trouvé plus d'une fois devant le petit caporal. J'arrive à Agen, non sans effort ; mais le plaisir de revoir le héros, de lui faire encore un nouvel hommage de mon bras et de mon cœur, suppléa à la force qui me manquait. J'eus beau être arrêté à chaque pas par une foule innombrable dont les rangs pressés formaient une barrière presque impénétrable autour de son auguste personne. Je crois qu'un escadron de cosaques aurait pu me tuer, mais non m'arrêter.

Je fus un peu plus à l'aise quand je parvins à la garde d'honneur dont les brillants uniformes faisaient tant de contraste avec la simplicité des vêtements du vainqueur de l'Europe. Les rangs s'ouvrirent à l'aspect d'un sous-officier pâle, défait, demandant à hauts cris à parler à Sa Majesté. Je rencontrai bientôt l'œil perçant de Napoléon, qui eut l'extrême bonté de s'arrêter pour moi.

« Que voulez-vous ? » me dit-il de cette voix puissante qui avait décidé de la destinée de tant d'armées et de tant d'empires. — « Sire, lui dis-je avec confiance, je viens du Frioul Vénitien avec une permission de trois mois. Une maladie m'a surpris. Mon congé est expiré : j'en de-

mande la prolongation. » — Prenant mon placet, il me dit : « Soyez tranquille, votre permission sera prolongée, vous aurez votre réponse. » Elle arriva en effet telle que je la désirais, et je pus faire à loisir mes dispositions pour mon départ. Je recommandai mon vieil oncle à ma chère Thérésina, et je me séparai d'elle aussi courageusement qu'il me fut possible vers la fin du mois d'octobre. J'arrivai au régiment le 20 novembre. « Vous avez été bien servi, me dit le colonel, le ministre m'avait informé de votre prolongation. » Je trouvai qu'il s'était opéré bien des changements dans le régiment.

Peu de jours après mon arrivée, le 1<sup>er</sup> décembre, l'armée prit ses quartiers d'hiver. Ma compagnie fut logé à Marostica. C'est dans cette ville que j'appris sur la fin de février, que mon épouse était accouchée, le 22 janvier 1809, d'une fille à qui avaient été donnés les noms de Jeanne-Marie-Madeleine.

## CHAPITRE VII.

DEPUIS MON RETOUR A L'ARMÉE, JUSQU'A LA CAMPAGNE DE WAGRAM, ET LA PAIX  
QUI EN FUT LE RÉSULTAT.

1809. — La paix de Presbourg ne fut pas de longue durée, malgré la rude leçon qui l'avait précédée à Austerlitz.

L'Autriche fit semblant d'organiser une garde nationale ; mais au fait, elle arma de nouveau. La circonstance lui paraissait favorable : la France était gravement engagée en Espagne. Les troupes que nous avions en Italie se mirent en mouvement dans les premiers jours du mois de mars 1809, et se dirigèrent vers les frontières du Frioul. Les Autrichiens commencèrent les hostilités le 10 avril, sans déclaration préalable et avec des forces si supérieures que malgré notre résistance, il leur fut facile de faire du côté d'Udine une trouée au moyen de laquelle ils auraient pu nous tourner avec leur nombreuse cavalerie. Il fallut donc faire retraite ; et comme on va plus vite en reculant qu'en avançant, nous ne nous arrêtâmes pas même derrière le Tagliamento. L'armée ne fit halte que le 15. Elle forma la ligne et se disposa à faire volte-face, le lendemain 16. L'affaire fut chaude et tourna à notre désavantage par suite de la faute qui fut commise, pour soutenir le centre, de dégarnir notre gauche par laquelle la cavalerie ennemie s'étant précipitée, déterminâ une nou

velle retraite et presque une débandade. Notre régiment se maintint cependant jusqu'au soir dans un ravin, où la cavalerie autrichienne essaya vainement de l'entamer, et il fit sa retraite en ordre jusqu'à Sacilla. Mais l'ennemi nous joignit près de la porte de cette petite ville, coupa le régiment dans son centre, et l'aurait mal traité si une décharge à mitraille faite à propos, de la place, et l'obscurité de la nuit, ne nous avaient débarrassés de lui. Tous victorieux qu'ils furent, les Autrichiens perdirent plus de monde que nous, parce qu'ils s'acharnèrent, avec leur cavalerie, contre nos carrés d'infanterie, qui leur faisaient payer cher les succès que leur procurait leur grand nombre. La nuit d'ailleurs, nous rendit un grand service en voilant le désordre de notre retraite, ou plutôt de nôtre déroute.

Les divisions ne commencèrent à se reformer que le 17, sur la Piave. Elles passèrent l'Adige le 18, et poussèrent jusqu'à Legnano. L'armée française se trouva enfin réunie sous Vérone.

Le 29, il se donna un combat pour connaître les forces de l'ennemi. Chacun garda sa position, mais la grande-armée, quoique de loin, venait de changer la face de nos affaires.

L'ennemi s'arrêta au bruit des salves d'artillerie qui célébraient sur toute notre ligne les victoires que la France venait de remporter en Allemagne. Il se mit en retraite à son tour le 1<sup>er</sup> mai. Nous le suivîmes de très près. Il eut beau faire le brave à Montebello, il en fut vigoureusement délogé. Il nous attendit sur le Brenta, et nous fit perdre du temps à reconstruire les ponts qu'il avait rompus. Pour réparer ce retard, nous passâmes la rivière à la nage, le 4 ; mais ils avaient délogé sans trompettes. Nous nous rejoignîmes sur la Piave, dont ils parurent résolus à nous disputer le passage.

Le 8, les voltigeurs de l'armée passèrent un gué, avec quelque peu de cavalerie et d'artillerie, ils se formèrent en carrés, et résistèrent comme des rochers à toutes les attaques pendant que le gros de l'armée traversait la rivière. Les trois premiers régiments de dragons qui passèrent réussirent, du premier choc, à enlever une batterie de huit canons et trois généraux. Peu à peu l'affaire devint générale, et nous eûmes le plaisir de prendre ample revanche de la journée du 16 avril. Dès le 11, l'ennemi avait été déjà poussé au-delà d'Udine.

Là, l'armée française se divisa. La majeure partie se porta vers Trieste, après que les trois bataillons de guerre de notre régiment eurent été organisés au moyen de la fusion du quatrième, dont il ne resta que le cadre qu'on laissa avec les malades.

Le 15, notre division ayant passé l'Isonza avança vers le fort de Prévalt. Notre bataillon, qui se trouvait sur la grande route, marchait droit sur la place, formé sur trois rangs, droite en tête, lorsqu'une bordée de trois coups de canon ou obus, pointée très haut, fit siffler sa charge au-dessus de nous. Le bataillon entra dans un taillis qui était à sa droite. Avec ou sans ordre, — ce que j'ignore, — notre chef nous fit rétrograder pour nous ramener sur la route que nous avions quittée. Une seconde bordée nous accueillit. Cette fois, nous n'en fûmes pas quitte pour le bruit. Un obus éclata à hauteur de ceinture, étendit roides morts un soldat et un sergent de la compagnie, derrière lesquels je me trouvais. Leurs fusils et les lambeaux de leurs chairs me frappèrent, me renversèrent, et me précipitèrent dans un ravin très profond, où je fus laissé pour mort.

Heureusement que mon camarade, Hubert Serres, d'Agen, caporal, inspiré par la bienveillance qu'il me portait, voulut s'assurer si j'étais réellement mort. Je n'étais que rudement meurtri. Je remontai donc au haut du ravin, où je trouvai les corps déchirés de nos deux malheureux camarades, et je rejoignis le bataillon dans le taillis. Mes camarades m'aiderent à faire toilette : avec leurs couteaux, ils raclaient de dessus mes vêtements le sang et les chairs qui y étaient comme incrustés. J'appris que notre capitaine qui se trouvait dernière moi au moment de l'explosion, avait eu la cuisse emportée. Dans ce malheur, je n'avais pas beaucoup à me plaindre. Nous passâmes la nuit dans un taillis, la tête appuyée sur le sac, le fusil entre nos jambes. Le fort fut investi, et sa garnison devint notre prisonnière quatre jours après.

On passa la Save, et l'on s'avança sur Gratz. Le 25 juin, nous nous trouvions au pont de la Muër, lorsque le général Boursier partit avec la majeure partie de la division, qu'il commandait, pour renforcer l'armée de Dalmatie, parce que Marmont, qui en était le général en chef, s'attendait à être attaqué par le général autrichien Giuliai.

Notre colonel eut ordre d'avancer sur Gratz, avec ses deux bataillons (1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup>). On ignorait que Giuliai y était déjà arrivé avec 28 ou 30 mille hommes, quoiqu'il ait été dit qu'il n'en avait que 10 mille. A peine étions nous à proximité des premières maisons que la fusillade commença et continua jusqu'à la pointe du jour. Arrivés au faubourg Saint-Nicolas, nous trouvâmes cinq à six cents hommes retranchés derrière le mur d'un cimetière. Attaqués brusquement, ils se défendirent avec vaillance : la position n'en fut pas moins empor-



tée, et ses braves défenseurs contraints à se rendre prisonniers. On les dirigea sur nos derrières, dans le chemin par lequel nous étions venus; mais leur escorte avait fait à peine quelques pas, qu'elle se vit assaillir de tous côtés. Il fallut rétrograder. Nous déposâmes nos prisonniers dans une église. Les diverses compagnies du régiment occupèrent les postes les plus convenables, et, moyennant ces dispositions, nous fîmes bonne contenance, malgré notre extrême petit nombre. De midi à une heure, nous fûmes attaqués sur tous les points avec tant de vigueur et de puissance, que nous fûmes repoussés avec perte de nos prisonniers. Nous avançâmes néanmoins de nouveau, et nous reprîmes nos positions. Le feu s'apaisa vers quatre à cinq heures. C'était le calme précurseur d'un nouvel orage.

## CHAPITRE VIII.

DEPUIS MON RETOUR A L'ARMÉE JUSQU'A LA CAMPAGNE DE WAGRAM,  
ET LA PAIX QUI EN FUT LE RESULTAT.

L'ennemi fit manifestement des dispositions pour nous tourner et nous envelopper. Aussitôt un adjudant réunit à la hâte 70 à 80 hommes avec un tambour, m'en donna le commandement et m'indiqua du doigt où je devais accourir pour donner secours à la section de nos troupes la plus exposée. Je me mis à la tête de mon monde; j'ordonnai au sergent-major qui m'accompagnait de faire serrer les rangs et je m'écriai : « En avant, marche ». Après avoir dépassé nos lignes, à un demi-quart de lieue tout au plus, je rencontrai un petit ravin qui fut traversé d'un saut. Le bord opposé était un peu élevé; parvenu à ce point, je vis à cinquante pas de moi, l'ennemi qui ne s'attendait guère à cette téméraire visite. Sans lui laisser le temps de la réflexion, j'arrêtai ceux de nos braves qui se disposaient à faire feu.

Je commande : « bayonnette en avant, tambour, la charge ! » — et nous nous précipitons tête baissée. L'ennemi qui ne s'avisa pas de nous compter, nous prit sans doute pour une armée : il se mit en déroute complète. Sans balancer, je me remets à sa poursuite au pas de course, à travers des vignes, jusqu'au sommet de la montagne. Là je regarde derrière moi, et je ne vois que quelques-uns des miens. Je m'y serais arrêté peut-être, mais j'aperçus un autrichien qui portait un drapeau. J'étais près d'un arbre. j'appuie mon arme, j'ajuste mon homme, le fusil rate. Dépité, je fais un signe à mes camarades

et nous reprenons la course à la poursuite des ennemis qui nous tirèrent plusieurs coups de fusils sans nous atteindre. Ils étaient trop préoccupés pour bien ajuster. Mais ils fuyaient vite. Ils se crurent sauvés dans un bois : [nous le traversâmes, sur leurs talons. A la sortie ils eurent beau tourner [brusquement sur la gauche, j'arrivai sur eux, mon arme en joue, et je leur enlevai deux drapeaux. Mes soldats arrivèrent presque en même temps que moi, au nombre de vingt-quatre. Nous fîmes dix-huit prisonniers.

Leurs armes furent brisées. Nous confisquâmes leurs cartouches, et il ne fut plus question que de sauver les drapeaux conquis, nos prisonniers et nous-mêmes. Mes compagnons ne voyaient pas la chose très aisée. Je leur donnai de la confiance en leur disant que j'avais habité et parcouru le pays, trois ans auparavant, et que j'espérais les mener sains et saufs au pont de la Muër. Nous voilà en route, marchant à vol d'oiseau, franchissant fossés, et clotures. Quand les murs étaient de quelque élévation, j'avais soin de faire passer d'abord la moitié des miens qui se mettaient en garde, puis nos prisonniers ; et puis enfin le reste de mon monde. Vers 7 à 8 heures du soir, nous rencontrâmes une sauve-garde commandée par un sergent. Je demandai le chemin du pont de la Muër : on nous y conduisit et, trois quarts-d'heure après, nous fûmes arrêtés par un qui vive ? nous fîmes une pose pour être reconnus, après quoi nous nous remîmes en marche, non sans satisfaire la curiosité de nos compagnons d'armes, qui brûlaient de voir les drapeaux, conquis au prix de tant de périls.

Je déroulai celui que je portais, et le soldat à qui j'avais confié le second déroula le sien. Ce fut un cri général d'admiration à la vue de ces deux magnifiques trophées ; ils étaient tous brillants de broderies d'or. C'étaient dirent nos prisonniers, un travail précieux des mains de l'impératrice d'Autriche elle-même. Nous avions une lieue à faire pour arriver au quartier général. Ce fut une marche triomphale, entre les haies de troupes qui bordaient les deux côtés de la route. Nous arrivâmes, enfin ; mais quel fut mon désappointement, lorsque je reconnus, en entrant dans la chambre du général, que ce n'était pas le nôtre, quoique ce fut en ce lieu qu'il avait établi son quartier l'avant-veille. Le général Marmont nous reçut à la tête de son état-major. Il me fit bien de questions et s'informa, surtout, de ce qu'étaient devenus nos deux braves bataillons. « Je crains bien qu'ils ne soient prisonniers, lui dis-je, car j'ai vu les dispositions faites pour les envelopper. » « Nous nous sommes concertés avec le

général Boursier, reprit-il, pour envoyer à leur secours votre 3<sup>m</sup>e bataillon et le 92.»

Boursier, continua-t-il, aurait voulu que je m'y fusse porté avec l'armée, et y courir avec sa division : mais j'avais ordre de marcher sur Vienne. — Changeant ensuite de propos, avez-vous du pain ? me dit-il ? « Nous sommes tous à jeun, mon général, lui répondis-je. » Marmont nous combla d'éloges. « Allez bivouacquer sous mes croisées, dans un instant vous aurez des vivres ; mais avant de nous quitter, me dit-il avec un gracieux sourire, j'aurai demain quelque chose à vous communiquer. » La viande, la bière et l'eau-de-vie nous arrivèrent peu après en abondance, et nous fûmes débarrassés de nos prisonniers. Le lendemain, à la pointe du jour, le général en chef m'envoya chercher, et me fit ses adieux en faisant glisser dans ma main huit pièces d'or. — « Voilà ce que le général Marmont vient de me donner, dis-je à mes camarades, en les joignant. Mes amis, c'est à vous ; je vous en cède ma part ; partagez-vous-les. » — Et nous nous mîmes en marche pour joindre notre régiment. Nous rencontrâmes quelques-uns des nôtres au pont de la Muër, où ils lavaient les canons de leurs fusils. Le colonel était à peu de distance. « Mon colonel, lui dis-je, à la tête de 24 hommes j'ai enlevé deux drapeaux et fait 18 prisonniers. J'avais l'intention de les remettre au général Boursier, mais c'est le général en chef que j'ai rencontré le premier qui les a reçus. » « Tranquillisez-vous, me répondit-il, le général Boursier les a fait réclamer. Je savais déjà qu'un sergent-major les avait pris, mais j'ignorais que ce fut vous. »

— Donnez-moi, s'il vous plaît, le nom de tous vos hommes et particulièrement de ceux qui se sont le plus distingués. Vous me trouvez bien en peine pour notre propre drapeau. Un peu avant la mêlée, je l'ai confié à M. Huron, adjudant-major. Il a pris avec lui quelques hommes, et il a la carte du pays. Je ne désespère pas qu'il se sauve à travers les montagnes. Dans tous les cas, grâce à vous, nous aurons les deux de l'ennemi. » — Telle était la noble consolation de notre digne colonel. Il fut plus heureux qu'il ne l'espérait. M. Huron arriva quatre jours après, avec le dépôt qui lui avait été remis. Ce brave homme fut tué six jours après.

Le 24<sup>e</sup> bulletin de la grande armée célébra et immortalisa, sous la date du 3 juillet 1809, le fait d'armes de notre régiment devant Gratz, le 26 juin. Il se terminait par ces mots : « Ce combat d'un contre dix, a couvert de gloire le 84<sup>e</sup> régiment et son colonel Gambin. Les deux drapeaux ont été présentés à Sa Majesté, à la parade. »

Il y a de l'inexactitude dans ce bulletin, et cette inexactitude n'est pas à l'avantage du 84<sup>e</sup>. D'abord nous n'étions pas dans Gratz à l'arrivée du général autrichien Giuliai. C'est celui-ci, au contraire, qui y était lorsque nous en approchâmes et qui nous en défendit l'entrée, Notre général de division a eu ses motifs, sans doute, pour faire ainsi son rapport. Il avait été mal informé aussi, à l'égard du nombre des ennemis, car on a su d'une manière très positive que Ginlai avait avec lui 28 à 30.000 hommes.

Pendant que je poussais mon heureuse pointe du 26, le régiment s'était retiré, vers le soir, au pont de la Muër qu'il avait quitté récemment, et il n'y avait pas été poursuivi, parce que la proximité du restant de notre division et de l'armée de Dalmatie, contraignit Giuliai à abandonner Gratz et à faire un mouvement rétrograde.

Vers la fin du mois la division et Marmont reçurent ordre de rejoindre la grande armée. Nous arrivâmes à l'île de Lobo, sur le Danube, le 5 juillet.

Le régiment passa le second bras du fleuve, le 6, au point du jour, sur un ponton.

Notre colonel monsieur Gambin était au bout de ce ponton et, à mesure que défilaient devant lui ceux qui avaient été portés pour la décoration, au sujet du combat de St-Léonard, sous Gratz, il leur remettait l'autorisation de prendre le ruban en attendant que le grand chancelier eut envoyé la croix.

Je reçus, ce même jour, ma lettre d'avis, sous la date de Schoenbrunn, le 30 juin 1809.

Notre division se trouva au centre, pendant la terrible bataille de Wagram. Elle essuya, pendant toute la durée de l'action, le feu croisé de l'ennemi ; elle souffrit beaucoup. Notre régiment seul eut mille hommes tués ou blessés, dont 11 officiers tués et 14 blessés.

Le lendemain de cette immortelle journée, l'empereur envoya complimenter le régiment pour l'affaire de Gratz, et, ayant su comment il venait de soutenir sa gloire, il lui accorda 38 décorations, et ordonna qu'on fit graver sur son aigle : *Un contre dix ! Devise accordée par l'empereur et-roi. pour le combat de St-Léonard, sous Gratz, les 25 et 26 juin 1809.* M. Gambin, notre colonel, reçut un brevet de comte de l'empire.

C'est sur le champ de bataille de Wagram que je reçus moi-même.

1<sup>o</sup> La décoration, comme je viens de le dire, le 6 juillet 1809 ;

2<sup>o</sup> Ma nomination au grade de sous-lieutenant, le 8 juillet 1809, au quartier de Wolkersdorf :

3<sup>o</sup> Ma nomination au grade de lieutenant, le 20 juillet 1809, au quartier impérial de Scheonbrunn.

Un armistice ayant été conclu, notre division revint à Gratz, qu'elle quitta à la paix pour aller dans le Tyrol, dont la population s'était insurgée, sur la fausse nouvelle que Napoléon avait été vaincu à Wagram. Cette insurrection conta beaucoup de monde aux régiments qui, comme le nôtre, se trouvèrent cantonnés dans une des villes de ce pays.

Je ne sais comment nous nous en serions tirés, si l'armée d'Italie n'eût été enfin informée de notre position, et n'eut envoyé une de ses divisions à notre secours. Dès ses premiers pas dans le Tyrol, cette division mit tout à feu et à sang. La terreur amena promptement la soumission des révoltés. Les instigateurs et les chefs furent fusillés et pendus à des arbres, sans miséricorde comme sans distinction. Vers la fin de l'année, notre division rentra en Italie. Notre régiment fut réuni tout entier, et eut pour garnison la ville de Bergame <sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Le capitaine J. E. de Besse mourut à Agen, le 6 avril 1853, n'ayant pas achevé le récit de ses campagnes ou en ayant peut-être égaré la dernière partie. Nous savons par M. J. Andrieu (*Bibliographie générale de l'Age-nais*, tome III, p. 18), qu'il avait pris part à l'expédition de Russie, qu'il était resté longtemps prisonnier en Sibérie et que sa carrière militaire finit à Waterloo. Il y a là, chose très regrettable, une lacune de six années qui comptent parmi les plus brillantes et les plus tristes de notre histoire.

LA RÉDACTION.

FIN.

# LES RELIGIONNAIRES D'AGENAIS

ÉMIGRÉS EN 1685

---

La révocation de l'Édit de Nantes, arrachée par M<sup>me</sup> de Maintenon à la faiblesse du vieux Louis XIV <sup>1</sup>, avait jeté le désarroi parmi les protestants de France; quelques-uns cédèrent devant les dragons du roi et se convertirent « en apparence; » beaucoup préférèrent l'exil et allèrent demander à l'étranger la liberté de conscience que la France leur refusait.

M. Lagarde, de Tonneins, a traité, d'une façon complète, dans sa *Chronique des églises réformées de l'Agenais*, publiée en 1870 <sup>2</sup>, l'histoire du protestantisme dans nos contrées. Arrivé à la révocation de l'Édit de Nantes, il s'exprime ainsi en parlant des protestants fugitifs.

« Quelle émouvante histoire que celle du refuge (à l'étranger) !... Combien de familles opulentes qui ne tinrent compte ni de leurs biens, ni de leur influence, ni de la position heureuse dont ils jouissaient, et qui, de même que les fidèles enfants de Dieu des anciens jours, n'hésitèrent pas à subir la rigueur de l'exil plutôt que d'acheter leur repos et leur fortune par une abjuration ! »

« Les églises de l'Agenais ont fourni, ajoute-t-il plus loin,

---

<sup>1</sup> 22 octobre 1685.

<sup>2</sup> Toulouse, Société des livres religieux, rue Romiguières, 17.

leur ample contingent à la liste de ces proscrits pour cause de religion. »

Et il donne les noms de quelques-uns de ces protestants exilés, principalement de pasteurs, dont il retrace la vie et les vicissitudes.

Le hasard nous a fait découvrir aux archives nationales <sup>1</sup> un document qui appuie et complète les renseignements que donne M. Lagarde.

C'est la liste des religionnaires de l'Agenais qui, en 1685, s'expatrièrent, en laissant en France des propriétés immobilières, et l'état de ces biens. A chaque article sont énoncées les prétentions des membres de leur famille, époux, père, mère, frère ou sœur, qui peuvent revendiquer quelques parties de cette fortune.

Il nous a semblé intéressant de publier ce document tel que nous l'avons copié sur l'original.

CH. BARADAT.

---

<sup>1</sup> T. T. 170.

## ESTAT

DE CEUX DE DE LA RELIGION PRÉTENDUE RÉFORMÉE, ET NOUVEAU  
CONVERTIS DE LA SÉNÉCHAUSSÉE D'AGEN QUI ONT QUITTÉ LE  
ROYAUME, QUI Y POSSÉDAIENT DES BIENS FONDS, ET DES ADJUDICA-  
TIONS FAITES DES REVENUS.

---

Le sieur **LOCHES**, Ministre, de la juridiction de Nicolle.

Adjugez le 12 juin 1686 pour deux années moyennant 160 francs pour chacune année.

**JACQUES PHILIPOT**, ministre, de Clerac.

*Deux metteries l'une située près ladite ville au lieu appelé Roshe et l'autre dans la Juridiction de Tonneins dessus, paroisse d'Unet.*

Le bail conventionnel du 2 novembre 1685 pour 4 années a été converty en juridiction le 12 juin 1686 moyennant 1,400 livres, sur la première année ledit Philippot avoir reçu 800 livres.

**JEAN RICOTTIER**, ministre, de Tonneins dessous.

*Deux maisons, un chay, jardins, terres, et vignes dans les paroisses de Lignages, Cenques et boriage de la contenance de soixante-huit cartonnats ; une grange, chay, vigne, terres labourables, prés, dans les juridictions de Roncines dessus et Clerac, appelé à Molerin.*

Bail conventionnel du 2 novembre 1685 pour 4 années moyennant 400 livres pour chacune. Converty en bail judiciaire le 12 juin 1686 pour la mesme somme, et ce pour 2 années.

Bail conventionnel fait par le sieur de Vivie, sieur de Régie, le 26 janvier 1686, moyennant 360 livres par année. Converty en judiciaire ledit jour 12 juin pour ladite somme de 360 livres et ce pour 2 années.

Le sieur de **QUISSAC**, de la juridiction d'Aiguillon

Le sieur de **MONTASET**, cousin dudit sieur Quissac, s'est opposé à ce qu'il fut procédé à un bail judiciaire, ledit sieur de Quissac lui ayant



fait donation de tous ses biens le 7 mars 1684, en payant ses dettes, sous la réserve de 775 livres de pension annuelle ; ainsi il n'y n'a été fait aucun bail parce que l'on n'aurait point trouvé de fermier qui se voulut charger de payer cette somme. L'on travaille à éclaircir si le sieur de Quissac a d'autres biens que ceux compris dans la donation du sieur de Montaset. (Outre qu'il paroist que cette donation a été inscrite dès l'année 1684, et que le donataire a été chargé de payer quinze mil livres de dettes, de sorte que cet article ne peut être tiré que pour sept cens cinquante livres pendant la vie du sieur Quissac.)

PIERRE BETOULE, ministre, de Duras.

*Dans la juridiction de Duras, une metterie appelée de Sereine, consistant en terres labourables, grange, maison, prez et en biens, aubarèdes, isles et vacans.*

Bail conventionnel du 5 novembre 1684 pour 6 années, moyennant 600 livres pour chacune, converty en judiciaire pour 2 années le 12 juin 1686 pour pareille somme.

Le sieur Malardeau, médecin, comme mary de dame Orace Betoulle est opposant; il a été ordonné qu'il tiendra les fruits de trente lattes de terre comme depositaire de justice.

Elizabeth Betoulle, Guy de Peyneau et Marie Bretoulle marié sont aussi opposans, leurs prétentions ne sont pas encore assez éclaircies. (Ce sont les filles du fugitif.)

PIERRE CATUSFE, maître chirurgien, de Tonnens dessous.

*Une maison et jardin et un bien à Collonges.*

Il a laissé deux enfants.

Jeanne Dubourg, mère dudit Pierre et veuve de Jean Catusfe, a été opposante à ce qu'il soit procédé à aucun bail et a demandé que ladite maison et bien luy fussent laissez pour son logement et desdits enfants; l'on luy a laissé les fruits comme depositaire de justice parceque cela a paru d'un médiocre revenu.

JEAN COSTEBADIE, ministre, de Tonneins.

Les revenus adjugés pour 2 années le 12 juin 1686, moyennant 100 livres pour chaque année.

Il a laissé Jeanne Chanonne sa femme et cinq enfants ; elle prétend avoir des hipoteques sur les biens de son mary tres considerables, et il semble qu'il n'y a rien à donner par ceque les hipoteques consumeront le fonds.

Le sieur ESCAFFRE DE LA BISSIERE, de Marmande.

*Les biens dellesseux outre les distraits.*

Adjugez pour 2 années le 12 juin 1686, moyennant 400 livres pour chacune.

Il y a plusieurs tiers possesseurs des biens dudit Escaffre opposans lesquels jouissent comme depositaires; cela est a discuter.

François Pierre Dourgoulloux comme mary de Jeanne Labaissiere est opposant pour la somme de 4,000 livres.

Dame Antoinette de la Visiere a donné requête à M. l'Intendant pour estre payée de 2,000 livres et intérêts. C'est un bien tres embarrassé.

Dame ANNE DE BRIQUEMAUX, dame de Monteton, uzufruitière des biens de Pierre Digeon, sieur de Monteton.

Adjugés pour deux années le 12 juin 1686, moyennant 3,000 fr. pour chacune.

La propriété des biens dudit sieur Digeon a esté laissée à Henry Digeon, sieur des Perrières, son frère, et l'uzufuit a ladite dame de Briquemault, fugitive.

Ledit sieur de Perierres pretend que le bien doit luy appartenir non seulement parceque ladite dame sa belle-sœur n'est qu'uzufuitière ; mais mesme qu'en consequence de la déclaration du Roy, il devroit avoir la moitié de l'uzufuit parcequ'il a denoncé la sortie de ladite dame, et. comme héritier dudit sieur son frere, il a beaucoup de droits a pretendre contre ladite dame, ayant diverly plusieurs effets qui luy doivent appartenir.

Dame Louise de Briquemault demande l'uzufuit pendant la vie de sa tante, attendu qu'elle est la plus proche parente, d'autant plus que par le contrat de mariage dudit sieur de Briquemault, frere de ladite demoiselle Louise de Briquemault, il doit avoir le quard de de tous les biens de ladite dame de Monteton.

Noble Joseph d'Unis, seigneur de la Fanuye est opposant parcequ'il soutient que le tiers de ladite terre de Monteton doit luy appartenir et que par accomodement fait pendant sa minorité, elle avoit esté laissée au feu sieur *Pierre Digeon son frere en luy payant* la somme de 57,447 livres, et s'estant pourvu au parlement de Guienne contre cette liquidation, il la fait monter à 10.000 livres d'avantage ; mais l'arrest n'a esté rendu que depuis la sortie de ladite Dame de Briquemault, quoy que les poursuites eussent été commencées longtemps auparavant son départ ; il demande outre ce, sur les fruits 1.500 livres de provision qui luy ont été adjugez par arretés.

Jean du Robein de Parrau, écuyer, sieur de Camparenne, tant pour luy que pour ses belles sœurs est opposant pour plusieurs sommes.

Dame Jacquette de Vassalle de la Tourette, veuve et heritiere du sieur Labalye, est aussy opposante pour 1817 livres 3 sols 6 deniers.

C'est une succession fort embrouillée; il faut que celui qui aura le don de cet usufruit soit en estat de soutenir tous ces procès au parlement de Guienne, et celui a qui l'on le donnera n'aura pas une chose fort considérable, mais il est nécessaire d'en faire le don parce que tous les créanciers demandent a estre payéz; il y a des prétentions de la part des héritiers de la dame de Briquemault parce que l'on prend qu'il y a des restitutions a demander pour des sommes portées en mariage par ladite dame de Briquemault et touchées par feu son mary. L'usufruit qui appartenoit à ladite dame de Briquemault, de la terre de Monteton, pouroit estre donné aux Fanuye et Desperrières, et pour la restitution des sommes portées par ladite dame de Briquemault dans la maison de Monteton, l'on pourroit l'accorder a mademoiselle de Briquemaut.

La demoiselle ESCAFFRE, femme du sieur Dourgouilloux de Piefert.

*L'on a fait saisir la dot entre les mains du mary, et l'on le poursuit pour représenter son contrat de mariage affin de liquider en quoy consiste la dot.*

Ledit sieur Dourgouilloux est opposant, et soutient que la dot n'a deu estre saisie, n'estant donnée que pour suporter les charges du mariage, et qu'il y a sept enfants pour l'entretien desquels la dot doit estre employée.

MICHEL JANISSON, de Blois, ministre.

Bail conventionnel pour 4 années du 9 novembre 1683, moyennant 320 livres pour chacune, converty en judiciaire pour deux années le 42<sup>e</sup> juin 1686 moyennant pareille somme.

TITTE MONICA, de Duras, apotiquaire.

*Deux maisons et un journal de vignes.*

Izaac Manica pretend avoir des hipoteques pour 1.400 livres et a demandé main levée des fruits; l'on les luy a laisséz comme depositaire de justice.

Le sieur MADAILLAN, de la Sauvetat de Cazaux et les demoiselles ses filles.

Adjugez le 42<sup>e</sup> juin 1686 pour deux années, moyennant 100 livres pour chacune.

Le sieur de Cazaux, fils, capitaine au régiment Royal de la marine a demandé pour luy et son frère qui sont dans le service qu'il fut fait deffences de saisir lesdits biens pretendant qu'il luy appartiennent et à son frere comme venants de leur mère, et d'une substitution.

Ce sont des officiers qui auraient escrits a M. de Louvois sur ce sujet.

**BERNARD AUGÉARD**, de Miramont, Ministre, et **MARGUERITE MILLET**, sa femme.

*Une metterie dans la juridiction de pareage.* (sic).

Bail conventionnel du premier novembre 1685, pour 6 années, moyennant 90 livres pour chacune, converty en judiciaire pour deux années le 12 Juin 1686 pour pareille somme.

*Une maison dans la ville de Miramont et une vigne, parroisse de Puissarempion.*

Adjugez le 19<sup>e</sup> dudit mois de juin pour 2 années, moyennant 45 livres chacune.

*Une metterie parroisse de Lavergne, au village des Marots.*

Bail conventionnel du 4<sup>re</sup> décembre 1685 pour 6 années, moyennant 400 livres chacune, converty en judiciaire pour 2 aus le 12 juin 1686,

**PIERRE BOUSATRAN**, ministre.

Adjugez le 12 juin 1686 pour 2 années moyennant 750 livres pour chacune.

Dame Henri de la Bourrelie, opposante pour la somme de 490 livres.

Le sieur de Madaillan demande distraction d'une metterie appelée Gipour en vertu d'une sentence du pareage.

Gabriel Bourguin est aussy opposant, et demande la distraction d'une metterie qu'il prétend luy appartenir en vertu d'une sentence du pareage rendu depuis le départ de Bousatran, et qui casse des traittés faits.

M. de Lascrosses, Capitaine reformé dans le régiment de Saint-Germain Beaupré, demande la confiscation ; c'est un homme qui sert très utilement pour plusieurs choses qui concernent les nouveaux convertis, ayant esté envoyé cet hiver plusieurs fois par MM. de Saint-Ruhe et de Grillon en plusieurs endroits.

**JACQUES TARDIT**.

Adjugez le 12 juin 1686, pour 2 années moyennant 400 livres pour chacune.

Marie Tardit, sa sœur, demande distraction de la moitié de tous les biens, se prétendant héritière par égalle portion avec ledit Tardit.

Le nommé Flouret a des prétentions sur ses biens.

**M<sup>re</sup> PIERRE DIGEON**, seigneur baron de Monteton et Peirieres.

*Les biens et domaines de la maison de Boisverdun.*

Adjugez le 12 juin 1686 pour 2 années moyennant 450 livres chacune.

*Une metterie appelée de Galoche, juridiction de Contaud.*

Il a fallu diminuer au fermier à cause de la grêle, affermée 75 livres.

*La terre de Saint-Perdon.*

Affermée 220 livres pour une année.

Il y a une requête présentée par seigneurs Charles Pierre et Yza beau Digeon demandant une provision; ils font bien leur devoir.

Il y a opposition de la part d'Henry Digeon, seigneur de Peirières prétendant être créancier de cette succession de 226,866 livres; il y avoit mesme des poursuites au parlement de Guyenne avant le départ dudit sieur Pierre Digeon, seigneur de Boisverdun, fugitif.

JEANNE FARINEL, veuve de feu Gammel, et deux de leurs enfants.

Il a laissé des enfants dans le Royaume.

Il a esté ordonné que Daniel Gamel, sieur de Tourrail, habitant du lieu de Sainte-Colombe, heritier dudit feu Gamel raportera l'intérêt de la somme de 5,000 livres pour la constitution de ladite Farinel, de ceux de 3,000 livres, et encore 3,000 livres d'autres pour les legats faits a ses frères sortis du Royaume.

PIERRE VEDRINES, Ministre, de Moncaud.

Adjugez le 12 juin 1686, pour deux années moyennant 300 livres pour chacune.

Demoiselle Antoinette Becais, femme dudit Védrières, est opposante et prétend que les biens saisis luy sont propres et avenus depuis son mariage par le deced des enfans de son premier mariage; l'on travaille à éclaircir cette difficulté.

Noble PERSY, sieur de Cambes.

Adjugez le 12 juin 1686 pour deux années moyennant 300 livres pour chacune.

M. Jean Grenier, avocat, est opposant pour la somme de 2,692 livres et intérêts.

Noble Henry de Persy, frere du dezerteur, est aussy opposant pour 4,000 livres, et, comme ayant denoncé la sortie de son frere, demande la moitié des biens.

L'on le pretend de retour, mais je ne suis pas eneore eclaircy.

Le sieur VERNEJOL, Ministre.

Le sieur Vernejoul, fils, intendant de M. le duc de La Force, s'est opposé parce que son pere est sorty du Royaume par permission du

Roy du 8 octobre 1682, et a esté chargé des fruits comme dépositaire.

**HONNORAT GERBAIS, Ministre.**

Adjugez pour 2 années le 12 juin 1686 moyennant 60 livres pour chacune,

**HELIE PICQ.**

Ledit jour 12 juin pour 2 années, moyennant 30 livres chacune.

**La demoizelle DU TIERS et les sieurs FLOISSAC, ses gendres.**

*Metterie et Domaine du Thiers.*

Bail conventionnel du 6 juillet 1683, pour 3 années moyennant 480 livres chacune converty en judiciaire le 12 juin pour 2 années, moyennant pareille somme.

**Ladite demoizelle DU TIERS et sieurs de FLOISSAC.**

*La metterie de Mirepoix.*

Adjugez le 12 juin 1686 pour 2 années, moyennant 150 livres pour chacune.

**Le sieur BERTRAND DELSOL, sieur DUBOSQ, capitaine au régiment de Champagne dudit lieu de Delsons. (sic)**

*Une metterie au lieu appelé a la Seune au Seboniac.*

Bail Conventionnel du 14 may 1686, pour 6 années moyennant 800 francs pour chacune, converty en judiciaire pour 2 années, le 12 juin 1686, moyennant pareille somme.

*La metterie du Chalais.*

Il y avoit un bail conventionnel moyennant 315 francs par année ; a esté converty en judiciaire ledit jour 12 juin, moyennant 330 francs pour chacune des deux années.

*Une maison scittuée dans Villeneuve.*

Il y avoit un bail conventionnel moyennant 40 francs par année, converty en judiciaire ledit jour 12 juin pour 2 années, moyennant pareille somme.

*La metterie de Magnac et Vignes qui sont dans la paroisse d'Allès, juridiction de Tombebouc.*

Adjugez ledit jour 12 juin pour deux années, moyennant 60 francs pour chacune

Il a laissé un frère et des neveux fils de son frère aîné, qui ont toujours fait profession de la religion catholique, apostolique, romaine; ainsy je croy qu'il y a lieu de leur accorder le bien.

**Le sieur CANOLLE, ministre.**

Adjugez ledit jour, 12 juin, pour 2 années moyennant 40 livres pour chacune.

**Les enfans du sieur LOCHES, ministre, sont opposans.**

Estienne Canolle, oncle d'Elie, Pierre et Jean Canolle, enfans dudit fugitif, demande main-levée des fruits pour ayder à faire apprendre

à Helie le mestier de potier d'estain, et à Pierre celui d'apotecaire, dont ils sont apprentis.

Il paroist que l'on pouroit accorder aux enfans le bien, pour apprendre des mestiers et l'on auroit soin de les faire eslever.

**ESTIENNE DE SAINT-ROCH DE FASSAS, proposant.**

Les biens ne concistent qu'en trois mil cinq cens livres de legats deus par le sieur de Fassas de Favottes, son frere auquel il a esté enjoint de payer l'intérêt au denier vingt.

**PIERRE TESTAS, de Puymirol, ministre, sa femme et enfans.**

Adjugéz, le 12 juin 1686 pour 2 années moyenant 260 livres pour chacune.

**François Bonnas, forgeron opposant pour la somme de 60 livres.**

**Le sieur JEAN VINAL, marchand.**

Adjugéz ledit jour, pour 2 années, moyenant 195 livres pour chacune.

**DANIER FARGES, bourgeois, FRANÇOIS et JEANNES FARGES, ses enfans, de Tonneins-Dessus.**

Adjugéz, le 17 dudit mois de juin, pour deux années, moyenant 200 livres pour chacune.

Ster de Labat, femme dudit Farges, Jean et autre Jean Farges leurs enfans sont opposans pour 8,450 livres ; outre ce, ladite dame Labat demande la moitié des acquets ; l'on m'a assuré quelle se conduisoit bien et ses enfans aussy.

**JACQUES, JEANNE, MOULEAU, PIERRE BAREIRE, marchand tailleur et son fils, de Tonneins-Dessus.**

Le 17 juin 1686, pour 2 années, moyenant 30 livres pour chacune.

Yzabeau Vergines, femme dudit Bareire, est opposante pour 150 livres et quelques meubles reconnus par son mary et demande les fruits des biens pour la nourriture de trois enfans.

**MARIE GUIGNARD, d'Agen, fillé de M<sup>e</sup> Pierre Guignard, vivant, avocat au Parlement.**

Il est rapporté un contrat de partage du 13 septembre 1685, fait entre ladite Marie Guignard et sa sœur, par lequel il paroist qu'il doit revenir à ladite Marie Guignard la somme de cinq cens livres pour égaler son lot à celui de sa sœur. Ce lot est composé des obligations, contracts, promesses que l'on fait monter par le partage à 6,700 livres et 500 livres dûes par la sœur pour égaler le premier lot.

**MOISE DU CROS, de Tonneins-Dessous, médecin.**

Damoiselle Jeanne Catusfe, femme dudit Ducros prétend avoir porté 7,000 livres de dot et est chargée de sept enfans, il a esté ordonné qu'elle jouira des revenus pour les tenir comme depositaire.

**Le sieur PORTES fils, de Duras, et heritier de feu Jacques.**

Elie Portes tant pour lui que pour deux de ses frères, et Suzanne Martineau leur mère, ont demandé main levée, d'autant que ladite Martineau a 800 livres d'hipoteques pour sa dot et 150 livres d'autres droits, et que lesdits enfans qui sont restés sont heritiers égaux, il a esté ordonné qu'ils tiendront les fruits comme depositaires, mesme la portion du fugitif.

**JACQUES NEBLE, fils et héritier de Pierre, de Duras.**

La mere pretend estre créanciere dudit feu Pierre Neble son mary, suivant son contrat de mariage, de la somme de 784 livres qui est plus que la valeur des biens, qu'il est resté six enfans ; il luy a esté fait main levée des fruits pour les tenir comme depositaire.

**La veuve ROUFFIANGES et ses deux filles, de Miramont.**

Il ne s'est point trouvé d'encherisseurs ; il a esté ordonné que les sequestres demeureraient chargés des fruits pour en rendre compte a qui il appartiendra.

**Les demoiselles Dugor, femme de François Du Puy.**

Le sieur noble François Dupuy a prétendu qu'il n'y avoit pas lieu a la saisie par ceque tout les biens avoient esté donnés à sa femme par ses pere et mere, par son contrat de mariage du 25 janvier 1671. en payant ausdites demoizelles ses sœurs la somme de 6,000 livres, que ce payement a esté fait ez années 1676 et 1685 ; ainsi il lui a esté donné main levée des fruits pour les tenir comme depositaire.

**MARIE MARCHÉBAL.**

Il y a plusieurs oppositions en distraction sur lesquelles il a esté ordonné que les tiers possesseurs tiendront les fruits desdits biens comme depositaires.

Jean-Pierre et Daniel Marchébal, freres de ladite fugitive sont opposans pour leurs portions ; la part de ladite Marie a esté affermée à Jean Marchébal son frère, moyennant 15 livres par années.

**Le nommé MEUSSAC, maitre menuisier et DESPERS chirurgien, de Castelmauron.**



Pierre Espagnol chirurgien pretend avoir acquis 3 cartonnats deux escats de terre dudit Meussac, le 18 mars 1685.

Françoise Bechade veuve de M<sup>e</sup> Estienne Despers pretend que la sortie de son fils hors du Royaume n'a pas deu la priver de la jouissance des biens de son feu mary, puis qu'il les luy a donnés par son testament du 26 avril 1674 ; il a esté ordonné que lesdits Bechade et Espagnol tiendront les fruits des susnomméz comme depositaires.

Le sieur RIGAUD et sa femme.

Adjugéz le 12 juin 1686 pour 45 livres.

Outre les biens affermez, il y en avait d'autres saisis, sur lesquels y ayant en des oppositions en distraction, il a esté ordonné que les tiers possesseurs tiendroient les revenus des biens dont estoit question, comme depositaires.

ESTIENNE MAGE, bourgeois et Jean CASTILLON, maitre tailleur.

Le sieur Marc Vedrines est opposant en distraction ; il a esté ordonné qu'il tiendrait les fruits des biens qu'il prétend avoir acquis comme depositaire, et que le surplus des autres biens seroient regis par les sequestres.

Marte Pommarede, femme dudit Mage, est opposante pour 1,800 livres de sa dot et d'un legat fait par ses pere et mere.

Les sieurs MATURIN frères, ministres.

M<sup>e</sup> Jacob Maturin, avocat, pretend que les biens luy appartiennent luy ayant esté donné par feu son père, par son contrat de mariage du 17 novembre 1659 ; il a esté ordonné qu'il tiendra les fruits comme depositaire.

MARIE ROUX et FRANÇOISE GUILLEMART, mère et fille.

Jacques Deltour est opposant en distraction ; il a esté ordonné qu'il tiendra les fruits des biens qu'il prétend avoir acquis, comme depositaire, et que les autres biens seront regis par les sequestres, ne s'estant trouvé d'encherisseur.

Mis (*sic*) noble BALTAZARD, et LOUIS de FLOISSAC et leur frere Cadet.

Il a esté ordonné que le sieur de Floissac, frere, tiendra les fruits, comme depositaire.

JEAN CANEL, marchand, de Puymirol, et sa femme.

Il a esté ordonné que les sequestres continueront la regie des biens parce qu'il ne s'est point trouvé d'encherisseur.

**JEAN LAGARCHERIE**, maitre apoticaire et sa femme, de Pujol.

Il y a un bail conventionnel qui a esté converty en judiciaire ; l'on n'a point envoyé la coppie de ce bail conventionnel, c'est pourquoy l'on a pû marquer le priy de l'affirme.

**JEAN DROUILLET**, de Tonneins, marchand.

*Deux cartonnats et demy de vigne et la minorité d'une maison.*

Marguerite de Canne, femme du fugitif, pretend qu'il lui est deu huï cent livres de dot et cent cinquante livres de meubles quelle a porté suivant son contrat de mariage du 7 février 1766 ; demande main levée tant pour ayder à sa subsistance que de deux petites filles que le fugitif luy a laissées ; il luy a esté donné main levée par provision, à la charge de tenir les fruits et meubles, comme dépositaire de justice, parce qu'il a pareu que le bien ne valoit pas plns que les sommes qu'elle demande.

**JACQUES MASSAC**, avocac et juge de Puch.

Le 7 avril 1687 adjugéz pour 600 livres par année.

Marie Lago, veuve de Salomon Massac et Jean Massac, avocat en parlement, son fils, ont demandé main-levée, pretendant que les biens leur appartiennent, sçavoir a ladite Lago les fruits et revenus en vertu du testament dudit feu Salomon Massac son mary et audit Jean la propriété, tant en vertu de la donation à luy faite par son contrat de mariage que par la substitution faite de sa personne aux biens donnez au fugitif.

Le 29 avril 1687, il a esté donné main-levée de la moitié des biens saisis audit Jean Massac, et pour l'autre moitié il a esté ordonné que ladite Lago en jouira sa vie durant par usufruit, conformément au testament de son mary, à la charge de payer annuellement 200 livres à quoy a esté arbitré la nourriture et entretien du fugitif dont elle estoit tenue.

**MOYSE DE LABAT**, avocat.

Il y avoit des baux conventionnels qui ont esté convertis en judiciaires pour 2 années le 20 mars 1687, moyennant 300 livres pour une année.

*Celles de Rigau a 200 livres.*

*Celles de Cazelles et de Michèl Philip le tout ex juridiction d'Aiguillon et de Clerac a 350 livres.*

Demoizelle Jeanne de Mussac femme dudit Labat se pretend créanciere de sommes considerables pour ses cas doteaux.

**IZABEAU LABAT.**

Il a esté ordonné qu'André Labat, fils de la fugitive se chargeroit de la somme de cinquante mil sept cens livres a quoy sont evaluez tant les biens et droits de ladite dame que la constitution faite à François Labat et legats faits à Anne Labat qui sont aussy sortis du Royaume, dont il sera tenu de payer annuellement l'intérêt au dernier vingt a compter du jour de leur evazion.

Ledit Labat fils demande les biens de sa mère, et ceux de ses frère et sœur comme faisant bien son devoir. Quand Sa Majesté voudroit avoir la bonté de luy donner quelque chose, il ne faudroit pas luy accorder toute cette somme qui est tres considerable, parce qu'il seroit à craindre qu'il n'en envoyast une partie a sa famille, qui est hors du Royaume.

---

# LES SUCCESEURS DE SHAKESPEARE

---

## I.

### LE PARADOXE BACONIEN.

( Suite. )

---

Malgré le zèle du parti littéraire qui, dans tous les pays de langue anglaise, veut retirer à Shakespeare la propriété de ses drames et la transférer à Francis Bacon, nous avons vu, dans nos deux premiers entretiens, que les baconiens, jusqu'en 1888, n'avaient pu trouver en faveur de leur thèse aucune preuve positive, claire et irréfutable. Mais leur chef actuel, M. Donnelly, assure enfin qu'il a trouvé cette preuve, et consacre à nous l'exposer cinq cents pages environ du second volume de son livre. En quoi consiste-t-elle et qu'elle en est la valeur ?.

Je dois aujourd'hui le faire connaître, et j'emploierai pour cela principalement la méthode narrative, qui aura cet avantage de montrer quels prodiges d'invention, de patience et de subtilité peuvent naître d'une idée préconçue.

Car c'est une idée préconçue qui a jeté M. Donnelly dans cette voie nouvelle. — Convaincu, nous dit-il, par toutes les idées et toutes les raisons développées plus haut et découvertes avant moi que les drames shakespeariens n'étaient pas de Shakespeare mais de Bacon, je me suis demandé s'il était possible que celui-ci eût renoncé pour jamais à la gloire immense à laquelle de telles œuvres lui donnaient droit, je ne l'ai pas cru, et je me suis posé alors une seconde question : quel moyen Francis Bacon a-t-il employé pour faire connaître à la postérité son glorieux secret ?

Je me me suis souvenu que dans plusieurs ouvrages, mais particulièrement dans la traduction latine de son traité de *la dignité et de l'accroissement des sciences* (livre 6, chap. 1<sup>er</sup>) il a insisté sur l'utilité des chiffres ou écritures mystérieuses. Dès l'âge de dix-huit ans

et durant son séjour en France, il s'en était particulièrement occupé. J'en ai conclu qu'il avait dû exprimer en chiffres ce fait si important de sa vie, la composition des drames shakespeariens. Le genre de chiffres indiqués par Bacon se compose d'un alphabet ordinaire et d'un alphabet spécial. qu'on peut envelopper l'un dans l'autre, de façon que le profane croit lire quelque chose de clair et en réalité ne découvre rien de ce que l'initié aperçoit distinctement. Or dans aucun des drames shakespeariens imprimés du vivant de Bacon, je n'ai pu, dit M. Donnelly retrouver ces deux alphabets l'un enveloppant, l'autre enveloppé. En revanche j'ai remarqué un grand nombre de scènes inutiles à l'action dramatique et presque absurdes, mais renfermant des mots indispensables à la révélation du secret de Bacon. Telle est par exemple la scène 1<sup>re</sup> de l'acte 4<sup>e</sup> des *Commères de Windsor*. Elle n'est ni utile, ni amusante ; seulement le mot *Bacon* s'y trouve. Dans la première partie de *Henri IV*, acte 2, on voit paraître un certain garçon d'auberge qui, pendant près de cinq minutes, n'entend et ne dit que des bêtises, puis disparaît sans avoir rien changé à la situation, mais cet homme s'appelle *Francis* et ce prénom, qui est celui de l'auteur, se trouve répété près de quinze fois en une seule page. Ailleurs c'est le nom de *Nicholas*, un peu plus loin c'est le mot *son* que l'on retrouve et ainsi dans un court espace le lecteur a vu défiler quatre mots indispensables pour révéler le fameux secret : Francis Bacon, Nicholas Bacon's son (François Bacon, fils de Nicholas Bacon).

Je pensai donc, continue M. Donnelly, que le chiffre en écriture mystérieuse à rechercher dans les drames shakespeariens était un chiffre de mots et non de lettres et qu'en retrouvant ces mots et en les mettant à la suite, on pourrait constituer tout un récit qui dissiperait l'*incognito* de l'auteur et nous donnerait sur sa vie et sur ses intentions les plus curieux et les plus intimes détails. Seulement où était le fil conducteur dans ce labyrinthe ? A quels intervalles réglés ces mots se trouvaient-ils, et où devait-on aller les cueillir pour les ajuster bout à bout et composer ainsi des phrases révélatrices ? Les éditions modernes ne pouvaient servir, car elles n'avaient pas été faites sous l'œil de Bacon ; les vieux in-quarto, détachés les uns des autres, n'offraient ni unité, ni ombre de symétrie ; il ne fallait donc consulter que le fameux in-folio de 1623.

Au sujet de cette édition célèbre, dont les exemplaires originaux valent un prix énorme, M. Donnelly fait des remarques très justes et très capables d'éveiller à la fois notre étonnement, notre curiosité, nos conjectures.

N'est-il pas singulier, nous dit-il d'abord, que dans leur préface, les deux éditeurs, Heminge et Condell, anciens camarades de Shakespeare, ne nous indiquent nullement de quelle manière les manuscrits du poète sont parvenus entre leurs mains, ni ce qui en a été fait après l'impression, ni en quel lieu il serait possible de les retrouver. Si l'on en croit d'ailleurs cette même préface, la nouvelle édition présentée en 1623, doit complètement annuler toutes les autres, car elle est la seule qui soit pure, entière, exempte d'altérations quelconques ; toutes les précédentes sont subreptices, fausses et écourtées.

Voilà, nous dit M. Donnelly, parfaitement d'accord en ce point avec les meilleurs critiques de nos jours, voilà une assertion bien suspecte ou plutôt bien mensongère. Les autres éditions, c'est-à-dire les in-quarto publiés du vivant de Shakespeare, ne sont pas toujours plus courtes que l'in-folio ; quelquefois, au contraire, elles sont plus longues. Le *Hamlet* in-quarto contient une scène entière qui manque dans le *Hamlet* in-folio définitif ; cette scène, peu nécessaire au développement de l'action, est en revanche si philosophique, si profonde, et si admirablement écrite que tous les éditeurs modernes la reproduisent et lui laissent la place qu'elle occupait dans l'in-quarto ; c'est la 4<sup>me</sup> scène de l'acte 4. D'autres exemples encore prouvent que Shakespeare a beaucoup retouché ses œuvres. Comment donc, demande M. Donnelly, les éditeurs de l'in folio Heminge et Condell viennent-ils nous dire que les manuscrits reproduits par eux, n'ayant pas de ratures, prouvent l'étonnante facilité de Shakespeare ? Un auteur dramatique qui change plusieurs fois les formes et les dimensions de ses œuvres est certainement habitué aux ratures ; si les manuscrits mis jadis entre les mains d'Heminge et de Cendell n'étaient point raturés, c'est que ces deux amis de Shakespeare auxquels nous devons l'in-folio ont eu entre les mains une dernière copie, et non pas les brouillons de l'auteur, par conséquent ils n'ont rien à en conclure au sujet de sa facilité.

Ces remarques fort justes de M. Donnelly sont accompagnées de quelques questions destinées à nous mettre en doute sur la provenance shakespeareienne de ces drames, et par conséquent à soutenir la thèse qui les attribue à Bacon.

Comment se fait-il, demande M. Donnelly, qu'on ne sache rien du sort des manuscrits de Shakespeare et qu'en sortant des mains d'Heminge et de Condell ils aient entièrement disparu ? Dans le testament authentique de Shakespeare, rédigé et signé par ce comédien, par cet homme de Stratford, comme l'appelle M. Donnelly,

Heminge et Condell sont mentionnés ; Shakespeare les traite comme de bons camarades, auxquels il lègue un gobelet en argent et une épée. Chose singulière; dans ce testament pas un mot ne rappelle que Shakespeare ait pu être auteur ; il n'y est rien dit ni de ses œuvres publiées, ni de ses manuscrits encore existants, ni des pièces encores inédites au moment de sa mort, ni d'un seul livre qui lui ait jamais appartenu. L'homme de Stratford, s'écrie M. Donnelly, un peu avant de mourir, songe à son argent, à son lit, à ses vieux habits, qu'il distribue à sa famille et à ses compagnons, et n'a pas une seule pensée pour son *Macbeth*, pour son *Coriolan*, pour son *Jules César* et la *Tempête* qui n'ont pas été encore publiés; sa gloire poétique lui est bien indifférente, et il n'assure pas à ses héritiers une part de son profit sur ses drames. Ah ! conclut le critique, c'est que sans doute cette gloire et ces drames ne sont pas de lui ; il a prêté son nom à un poète incomparable, et il est resté l'auteur ignorant, l'âne qui chemine sous sa charge précieuse et que la postérité dupée s'obstine à confondre avec le dieu dont il porte la statue.

A ces accusations et à ces invectives, les Shakespeariens répondent d'une manière fort sensée : « Si Shakespeare, disent-ils, dans son testament, ne s'occupe pas de ses œuvres, c'est qu'elles ne lui appartiennent plus comme propriété matérielle ; il en a fait cession à ses camarades, à son théâtre, et peut-être pour une grosse somme. Quand Heminge et Condell plus tard les publieront, ils ne feront que disposer de leur bien, et n'auront rien à démêler avec les héritiers de l'auteur. On s'étonne que Shakespeare retiré dans sa ville natale, ne semble plus penser à ses œuvres poétiques, qu'il n'en ait plus chez lui aucun exemplaire et qu'il ne dise mot de sa bibliothèque ; mais serait-il le seul, qui après de grands travaux, ait voulu reposer complètement son esprit, et réserver ses soins à des intérêts positifs qui fatiguaient moins son cerveau, troublaient moins son cœur, ne les tenaient pas suspendu entre ces craintes d'échec et ces espoirs de succès où tant d'artistes et d'écrivains usent et consomment encore leurs derniers jours. Il a fait comme Rossini après *Guillaume Tell* ; il a cessé de produire, et, parce qu'il a peu survécu à sa retraite, il n'a pas eu, comme le maestro italien des rentrées courtes, mais triomphales. S'il avait dépassé l'âge de cinquante-deux ans, si une mort cruellement prématurée ne l'eût enlevé au monde, peut-être il eut repris la plume et songé à mieux assurer lui-même le sort de ses œuvres. Regrettons qu'il n'ait pas eu plus de soin de sa gloire, mais son indifférence à ce sujet ne nous autorise pas à la lui ravir et à la transférer à Bacon ou à qui que ce soit. Les Baconiens pré-

tendent qu'un bourgeois de Stratford, aussi attaché que Shakespeare à sa ville natale, aurait dû mentionner Stratford dans ces drames. Or l'œuvre Shakespearienne est muette sur ce point. Stratford disent ils n'y est jamais nommé, tandis que Saint-Albans y paraît plusieurs fois, Saint-Albans où Bacon passa son enfance et dont il s'intitula vicomte lorsque Jacques l'eut anobli. En vérité, c'est chercher pour une thèse de bien frivoles et fragiles soutiens. Dans l'histoire d'Angleterre que Shakespeare met sur la scène, Saint-Albans a joué un plus grand rôle que Stratford, et du reste le public devant lequel Shakespeare fit représenter ses pièces connaissait mieux Saint-Albans qui est à six lieues de Londres. Une fois seulement l'histoire a offert au poète l'occasion de nommer une localité voisine de Stratford ; il n'y a pas manqué, et le bourg de Stony-Stratford a trouvé place dans un de ses vers. Est-ce sa faute s'il n'a pas pu mieux faire pour rappeler son pays natal.

Les Baconiens demandent encore à leurs adversaires ce que veut dire cette préface de *Troïlus* publiée in-quarto en 1609; et ou les éditeurs déclarent que le public leur doit beaucoup de remerciements pour avoir pu tirer cette œuvre des mains de grands possesseurs qui la détenaient. Quels sont, disent-ils, ces grands possesseurs ? Evidemment Bacon et ses amis. Les Shakespeariens répondent : pourquoi pas Southampton et les protecteurs de Shakespeare, qui ont pu songer un instant à garder pour eux l'autographe du poète et la jouissance de son drame écrit par lui-même. Ici, de part et d'autre, on en est réduit à des conjectures ; mais pas un seul indice ne prouve que l'ouvrage dévolu par quelques privilégiés fût une production du génie de Bacon. Le nom du philosophe n'est jamais cité, ni dans les préfaces, ni dans les titres des poèmes ou des drames qui ont vu le jour à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle et au commencement du xvii<sup>e</sup>. Quelques in-quarto, il est vrai, ceux qui ont paru les premiers sont anonymes ; mais leurs éditions postérieures portent toutes le nom de Shakespeare, annoncé déjà par les critiques et les littérateurs du temps.

Ouvrant devant nous le vénérable in-folio de 1623, M. Donnelly rappelle que les pages en sont marquées d'une façon assez bizarre. Aussi les comédies, les histoires ou drames historiques, et les tragédies forment trois divisions distinctes, paginées chacune séparément.

La page 153 des comédies porte un nombre inexact (151), mais la page suivante rentre dans l'ordre et porte le numéro 154 ; la page 59 des comédies est marquée 51 ; la page 89 des histoires et mar-



quée 91 ; 90 est marquée 92. La dernière page du drame historique de *Henry VI* (1<sup>re</sup> partie) se chiffre page 100. Trois pages plus loin commence le *Henry*, mais au lieu de porter le numéro 103, cette nouvelle page est marquée 69. Dans toute la tragédie de *Troïlus et Cressida* deux pages seulement sont marquée, toutes les autres ne portent aucun chiffre.

Dans quelques exemplaires de ce même in-folio plusieurs erreurs de pagination sont corrigées, mais dans la plupart elles subsistent. Jusqu'à présent on avait expliqué ces irrégularités comme des étourderies, ou comme résultant de ce fait que les manuscrits de plusieurs drames étaient tour à tour liés entre eux ou détaché. *Troïlus et Cressida*, par exemple, aurait été transcrit à part tout seul, sans le début, qui aurait tenu à un autre cahier. Comme malheureusement les manuscrits Shakespeariens sont perdus, on ne peut remonter à la source de pareilles erreurs ; aussi M. Donnelly s'empresse-t il, au milieu de cette obscurité, de lancer une supposition conforme à sa thèse. Les bizarreries apparentes qu'offre la pagination de l'in-folio ne sont, dit-il, que des adaptations de l'ordre des pages à l'ordre de certains mots contenus dans le texte et destinés à nous révéler le véritable auteur. Ainsi la page 53 des drames historiques renferme à la page 371<sup>e</sup> place le mot *Bacon*, qui semble n'y exprimer que le sens vulgaire de *lard*, mais qui en réalité a pour but de nous apprendre le nom du grand homme auquel ces chefs-d'œuvre sont dûs. Divisant 371 (nombre qui marque le rang où le mot Bacon se trouve) par 53, numéro de la page, j'obtiens le quotient 7 ; et précisément dans la première colonne de la page 53, il y a sept mots imprimés en italique. Ces sept mots servent à indiquer que pour découvrir un des mots essentiels du chiffre il faut multiplier par 7 le numéro de cette page :  $53 \times 7 = 371$  ; et le 371<sup>e</sup> mot est Bacon. Mais cette page 53, en réalité, aurait dû être la page 51. On a donc fait exprès, selon M. Donnelly, une faute de pagination pour indiquer au déchiffreur un mot essentiel.

Cependant M. Donnelly, convaincu que les mots du chiffre étaient liés entre eux et formaient des phrases, a cherché leur liaison au prix des plus grands efforts. Mille fois il a perdu le fil ; au moment où s'attendant à retrouver par exemple deux mots essentiels qui se correspondissent à des intervalles réglés, il n'en trouvait plus qu'un, et ce mot unique lui paraissait si éloigné de l'autre qu'il ne savait plus comment les rapprocher entre eux et comment ébaucher avec ces éléments épars un commencement de phrase. A force d'expériences, il s'est aperçu que l'on pouvait compter la succession des

mots indifféremment en parlant du haut ou du bas des pages ; tel mot est le 60<sup>me</sup> en commençant par le haut, tel autre mot sur une autre page est le 60<sup>me</sup> à partir du bas ; peu importe, ils se correspondent, ils sont tous les deux soixantièmes. Il faut aussi déduire de la somme totale d'une page les mots mis entre parenthèses, ne compter que pour *un* certains mots divisés ou composés dont les deux parts ont entre elles un trait d'union, et quelquefois aussi les compter pour deux. M. Donnelly prend note également des coupures et alinéas formés dans une page par les indications scéniques, les entrées et sorties d'acteurs. Après chacune de ces indications, le compte de mots doit changer : tel mot qui serait le 170<sup>me</sup> à partir du haut de la page n'est plus que le 100<sup>me</sup> à partir d'un alinéa.

Toutes ces déductions et compensations une fois faites, M. Donnelly prétend que les nombres contenus dans chaque subdivision de page (p. 580, 583), servent à modifier (par addition, soustraction ou multiplication) cinq nombres-racines (*root numbers*) qui sont les suivants : 505, 506, 513, 516, 523.

Ces cinq nombres racines sont produits, dit-il encore, en multipliant certains nombres de la page 74 des histoires (1<sup>re</sup> colonne) par certains autres nombres. Quels sont ces nombres de la page 74 (1<sup>re</sup> colonne ? Ce sont 10 (nombre des mots entre parenthèse), 7 (nombre des mots à trait d'union), 11 nombre des mots entre parenthèse, plus le mot *post-horse* qui a un trait d'union et qui est contenu dans une de ces parenthèses) ; enfin 18 (nombre total des mots entre parenthèses et à trait-d'union), 10, 7, 11, 18, voilà donc les quatre multiplicateurs ; mais quels sont les autres nombres que ces quatre multiplicateurs multiplient pour engendrer les cinq nombres-racines ? M. Donnelly ne le dit pas, ne veut pas le dire. « L'explication de la manière dont on les obtient, ajoute-t-il, page 583 et 584 de son second tome, je la réserve pour le moment, ayant l'intention d'achever plus tard la découverte du récit chiffré que contienne ces deux pièces (*Henry IV*, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> partie). Il peut se faire qu'un esprit sagace découvre, malgré mon silence, comment les nombres-racines sont obtenus, et me devance ainsi dans mon travail. J'en cours le risque ; mais comme les lois des Etats-Unis ne m'assureraient pas suffisamment la propriété de ma découverte, on trouvera bon que je la réserve pour moi. »

Outre cette permission de ne pas tout dire, M. Donnelly en demande une autre : celle d'attribuer aux mots imprimés dans l'in-folio la prononciation continentale, qui de l'aveu des critiques anglais d'aujourd'hui, régnait encore au xvii<sup>e</sup> siècle en Angleterre. Ainsi les

deux mots *Seas* et *ill* (qui de nos jours se prononceraient *Ses ill*), ont été jadis prononcés *Cecil*, comme le nom du fameux ministre d'Elisabeth. M. Donnelly veut encore que les deux mots anglais *More* et *Low* aient été jadis prononcés comme le nom de Marlow, prédécesseur dramatique de Shakespeare.

Supposant qu'on lui a fait toutes ces conceptions, il nous révèle en 215 pages in-quarto (de 673 à 888 du Tome II) le déchiffrement, effectué ou plutôt ébauché par lui, du cryptogramme contenu dans les drames de *Henry IV*. Ce qu'il a déchiffré ainsi et ce qu'il vous donne, c'est le récit d'un épisode d'histoire littéraire et politique, récit formé, je le répète, avec des mots qui semblent dispersés au hasard dans l'in-folio, mais qui en réalité se correspondent en vertu de lois numériques trouvées par lui.

Et voici le résumé de cet épisode : La reine Elisabeth a appris qu'on avait joué une pièce historique séditieuse intitulée *Richard II*, et où l'on étale sur le théâtre la déposition et le meurtre d'un roi ; le comédien Shakespeare passe pour en être l'auteur. Elisabeth, furieuse, donne ordre d'arrêter Shakespeare ; on le poursuit dans les champs, on le trouve mal vêtu, ridicule, malade, horriblement gâté par les suites de ses débauches. Un conseiller raconte à la reine que ce Shakespeare, en jouant la pièce et en y laissant mettre son nom, a su à peine ce qu'il faisait. C'est un ignorant, qui a des lueurs d'esprit, un bouffon assez amusant parfois, mais sans aucun talent poétique ; il ne s'entend qu'à une chose : gagner de l'argent, et il a l'intention de se retirer à Stratford, où il a acheté des terres et des maisons. Sa jeunesse a été plus qu'orageuse ; sa femme Anne Halloway n'est pas méchante, mais crieuse ; veuve d'un premier mari, elle a fait des sottises avec Shakespeare, qui est beaucoup plus jeune qu'elle et dont elle a su se faire épouser. — Mais alors dit la reine, quel est le véritable auteur de ces pièces qui font tant de bruit ? Le conseiller répond qu'assurément ce n'est pas Shakespeare, et, se tournant vers le ministre Cecil, il ajoute : on croit même ici que notre cousin de Saint-Albans les écrit.

Le déchiffrement du cryptogramme ne nous dit pas, comment se termine la séance et comment Shakespeare et Bacon dénoncés tour à tour, échappent à la prison et à la torture. Mais jusqu'à présent M. Donnelly prétend n'en être qu'au début de son travail ; ce sont des fragments qu'il nous donne. Tout l'in-folio, selon lui, fourmille de chiffres ; il faudra peut-être plusieurs personnes et plusieurs générations pour tout découvrir. Mais il assure que déjà il en a lu assez pour savoir que Shakespeare a été le prête-nom de Bacon, et

lui a servi de modèle quand il a peint l'immortel portrait de Ealstaff ; **Mistress Quickles**, l'hôtesse et la maîtresse de Falstaff a été dessinée d'après Anne Hallaway. Dans certains passages de l'in-folio (pages 851, 852, T. II), Bacon raconte qu'il s'est mis à écrire des drames au moment où toutes ses espérances d'avancement étaient perdues et où sa mère, pour comble de malheur, lui reprochait d'attaquer la religion. — J'ai même crain, ajoute-t-il, d'être pendu comme un chien pour le drame intitulé *Richard II*.

Voilà l'abrégé des récits, des confidences et des aveux que M. Donnelly a lus dans l'in-folio. Naturellement on lui a reproché de composer tout cela à sa fantaisie : « Vous prenez, lui a-t-on dit, dans l'œuvre Shakespearienne des mots dispersés ça et là, et vous les rapprochez les uns des autres pour leur faire conter une histoire. Souvent même vous en altérez le sens et l'orthographe, vous les forcez ainsi à dire tout ce qu'il vous plait. »

Vous me calomniez répond M. Donnelly ; je ne choisis point les mots au hasard, lors même qu'il pourraient me servir à confirmer ce que je croyais d'avance et en vertu d'autres arguments. Non je ne rapproche entre eux que les mots dont le rang est exprimé par des nombres semblables. Ainsi, cette phrase adressée par un conseiller au ministère civil : « Votre cousin de Saint-Alban les écrit » (*your cousin of Saint-Alban writes them*) est formé de termes dont l'ordre numérique dérive du nombre 405 ; comme suit :

$$305 - 31 = 274 ; 274 - 50 = 224 ; 224 - 50 = 174 ; 174 - 146 = 28.$$

$$305 - 31 = 274 ; 274 - 30 = 244 ; 244 - 50 = 194 ; 191 - 162 = 32.$$

$$610 - 32 = 578 ; 578 + 4 = 579.$$

Il y a je l'ai dit deux cents de calculs pareils ; M. Donnelly retranchant ou ajoutant des nombres chaque fois qu'il rencontre dans la page de l'in-folio des sections ou des parenthèses. Ainsi le 305, dont tout dérive dans la phrase que je viens de citer provient lui même du nombre racine 523 dont on a retranché 218 parce que depuis le commencement de la subdivision jusqu'au haut de la page 2, on avait compté 218 mots.

Mais pourquoi 523 est-il considéré comme nombre racine ? M. Donnelly, on le sait, a refusé de le dire et j'ai cité ses propres expressions, mais aussi tant qu'il refusera de déclarer tous les facteurs qui lui servent à trouver nombres racines, sa découverte sera suspecte et niable.

Lui-même il avoue que dans ses calculs et dans les résultats qui en proviennent, on peut trouver bien des difficultés, des phrases inter-

rompues brusquement, par exemple: d'autres qu'on ne sait à quoi rattacher et qui n'ont de sens qu'en suppléant des mots, en sous-entendant des phrases précédentes ou pour mieux dire des phrases qui ont dû précéder, mais que l'on n'a pas vues et qu'on ne voit pas encore. Ces difficultés, selon lui, ne doivent pas (p. 640 du livre II,) ébranler son œuvre; l'existence du chiffre, dit-il, est incontestable, quoiqu'il soit impossible de tout expliquer. Ce chiffre ajoute-t-il, est si étrangement complexe! le cerveau humain peut à peine tenir dans leur ordre tous les fils entremêlés des nombres racines... Une tête plus mathématique que la mienne sera peut-être capable de le faire.

Ainsi lui-même est bien près de n'y rien comprendre, ou tout au moins de voir retomber dans le chaos tant d'éléments si péniblement combinés! Un hiéroglyphe où il faut sans cesse se demander si l'on n'a pas pris deux mots pour un seul, si l'on a oublié d'exclure tout ce qui se trouvait entre parenthèses, si l'on a songé à doubler la numération de la deuxième colonne, est en effet d'un débrouillement bien difficile et bien exposé à des chances d'erreur. Mais le pire c'est que la base peut toujours être contestée, et qu'après s'être persuadé soi-même, on n'a rien fait tant qu'on n'a pas persuadé les autres. M. Donnelly reconnaît qu'il appartient peut-être à une tête plus mathématique que la sienne d'exposer tous les détails du chiffre. Cela fait craindre qu'il n'ait suppléé par des conjectures aux évidences mathématiques qu'il ne trouvait pas. Pour moi, j'ignore en quelle estime sa science est tenue là-bas en Amérique, mais par respect pour les deux grands noms qu'il agite sans cesse, les noms de Shakespeare et de Bacon, je voudrais qu'une commission scientifique fût chargée de vérifier ses calculs et surtout de lui demander d'où il a tiré ses nombres-racines. Tant qu'il ne l'aura pas dit et appliqué, son œuvre demeurera suspecte ou plutôt nulle; il n'y aura rien de fait, rien de prouvé et les Shakespearieus seront autorisés à lui répondre que dans l'in-folio de 1623 il n'y a probablement pas de chiffre, et qu'à le chercher il a perdu son temps.

Ajouterai-je, que M. Donnelly, fait tort à son système en l'étendant au-delà de toutes bornes. Dans les derniers chapitres de son livre, il réclame pour Bacon l'honneur d'avoir composé les drames attribués à Marlowe, le traité de Burton qui a pour titre *l'Anatomie de la mélancolie*, et même, ô prodige! les *Essais* de Montaigne, qu'il aurait écrits en anglais, publiés sous le nom de Montaigne et de Florio et que Montaigne aurait peut-être traduits en français. Le seul énoncé de ses propositions vous montre le Baconisme touchant

à la démence et méritant plutôt un autre nom, celui de Baconomanie. Quand on lit de telles pages, on ne s'étonne pas que M. Donnelly ait été sifflé par les étudiants et les professeurs d'Oxford, et qu'il n'ait même pas pu terminer sa conférence.

Je disais tout à l'heure que si, devant une commission scientifique, il ne déclarait pas la provenance de ses nombres, tout son travail devait être considéré comme une chimère ou une mystification. Je vais plus loin maintenant : quand même il justifierait l'exactitude de ses innombrables calculs et le moyen dont il s'est servi pour les établir, on pourrait encore, je crois lui répondre que très probablement le cryptogramme n'existe pas. Rien ne prouve d'abord que Bacon ait eu la moindre part à la publication de l'in-folio ; les œuvres alphabétiques dont il est question dans certaines lettres de Bacon sont tout simplement des traités scientifiques qu'il avait rangés d'avance sous la rubrique de caractères latins ou grecs et qu'il n'a jamais achevés. Conçoit-on d'ailleurs que Bacon, arrivé presque au terme de sa carrière à l'âge de 68 ans, et désireux de l'apprendre à la postérité qu'il était l'auteur des drames shakespeariens, n'eût laissé à cet égard dans tous ses papiers aucune indication ni précise ni vague, et eût confié son secret à un hiéroglyphe dont aucun de ses contemporains ne parle et qui avait tant de chance de n'être déchiffré jamais ni même soupçonné. Toutes les vraisemblances, sont contraires à une pareille hypothèse, et malgré les efforts d'un parti déjà nombreux et surtout bruyant, rien n'a encore démontré qu'elle soit vraie.

A. DE TRÉVERRET.



# NOTES

PRISES SUR LE REGISTRE FORMANT L'ÉTAT CIVIL DE LA PAROISSE  
D'ANTHÉ (CANTON DE TOURNON D'AGENAIS) DE 1700 à 1790<sup>1</sup>

---

## 1.

Le 28 janvier 1700, mariage de noble André de Parrau, seigneur de Coyssel, paroisse de Saint-Julien de Roquecor<sup>2</sup>, et noble Henrie de Châtanier de Sainte-Foy, paroisse de Sainte-Foy<sup>3</sup>, en présence de noble Catherine de Taïac, dame de Sainte-Foy, noble Suzanne de Beynac, noble François de Castanié, abbé de Sainte-Foy. — MERCIER, recteur.

## 2.

Le 27 septembre, est décédé noble François de Raymond, seigneur de Fages, enseveli dans l'église d'Anthé, à gauche en entrant. — MERCIER, recteur.

## 3.

Le 27 février 1702, mariage de messire Ignace de la Ramière, seigneur de Prades, paroisse d'Unet, juridiction de Tonneins-Dessus, et demoiselle Elizabeth de Beynac, fille de messire François de Beynac, seigneur de Taïac, habitant de Sainte-Foy.

## 4.

Le 30 novembre 1703, est né noble François de Parrot, fils de

---

<sup>1</sup> Nous sommes redevable de ce relevé à l'obligeance de M. Darquier, greffier de la justice de paix de Tournon. Le registre d'où il est extrait commence le 15 janvier 1700 et finit en 1790.

<sup>2</sup> Canton de Montaignut, Tarn et Garonne.

<sup>3</sup> Sainte-Foy d'Anthé, commune d'Anthé, canton de Tournon (Lot-et-Garonne).

noble André, seigneur de Coysseles, et de noble Henrie de Chatanier<sup>1</sup>. — Parrain, noble François de Chatanier, prieur de Sainte-Foy; marraine, Mlle Marie de Parrot; a tenu, Catherine de Triard, dame de Sainte-Foy, en présence de noble Germain de Sainte-Foy.

5.

Le 11 février 1708, décès de noble Marthe de Raymond de Fages, fille à feu noble François de Raymond, seigneur de Fages, et de noble Suzanne de Gironde. Le corps a été enseveli dans le chœur de l'église.

6

Le 21 février 1708 est né Marc de Chatanier, fils de noble Joseph de Chatanier, seigneur de Sainte-Foy, et de noble Marie de Valence, dame de Sainte-Foy. — Parrain, noble Marc de Timbrune, marquis de Valence, et a tenu pour lui, noble Antoine de Chatanier; marraine, noble Catherine de Taïac, dame de Sainte-Foy.

7.

Le 2 mars 1708 est née Magdelaine de Fazas, fille de Henri de Fazas, et de noble dame de Dordaygue, habitant à Labussière, dans Anthé. — Parrain, Jean de Fazas; marraine, noble Magdelaine de Dordaygue; et ont tenu pour eux, Jenti de Fazas et demoiselle Marthe de Juilha.

8.

Le 12 avril 1708 est né Bonaventure de Raymond, fils de noble François-Louis de Raymond, seigneur de Fages, et de noble Marie de Grenier.

---

<sup>1</sup> On remarquera dans la série des extraits que nous publions d'après le Registre d'Anthé, les nombreuses variantes que le nom de Chateigner a subies par le fait du scribe de la paroisse. C'est *Chatanier*, puis *Castanier*, et *Castagnier*, puis encore *Chataneray*, enfin *Chateigner de la Chateigneraye* qui est le vrai. Cette maison, qui est du Poitou, et dont sont sorties jusqu'à 17 branches, entre autres celle des seigneurs de la Rocheposac, porte : *d'or au lion de sinople passant et arrêté*. Elle est alliée aux plus anciennes de France et reconnaît pour son premier auteur Thibaud, seigneur de la Chateigneraie, qui vivait en 1140.



9.

Le 18 mars 1709 est né, à Fages, Louis de Raymond, fils de (comme ci-devant) ; parrain, Louis de Gironde, seigneur de Teyssomnac — tenu pour lui noble Joseph de Castanier, seigneur de Sainte-Foy ; marraine, noble Marie-Anne de Raymond.

10.

Le 16 juin 1710 est née Jeanne de Castagnier, fille de noble Joseph de Castagnier et de noble Marie de Valence, seigneur et dame de Sainte-Foy. — Parrain, noble Henri de Timbrune, et a tenu pour lui noble François-Louis de Raymond de Fages ; marraine, Jeanne de Castagnier, demoiselle de Sainte-Foy, et a tenu, en son absence, noble Henrie de Castagnier, dame de Coyssel.

11.

Le 20 juin est né Louis de Raymond, fils (comme au n° 9).

12.

<sup>1</sup> « Le 20 avril 1712 est né noble Germain de Castagnier <sup>2</sup>, fils de noble Gaspard de Castagnier et de noble Marie de Balance, mariés, seigneur et dame de Sainte-Foy, et a été baptisé par moi, curé sous-signé, le 23, dans l'église de Sainte-Foy. Le parrain a été noble Germain de Castagnier, habé de la Chataneray et habé de Tiers, et a pour lui, tenu noble Germain de Castagnier, seigneur de Saint-Germain ; marraine, noble Marie-Anne de Mala Romec, marquise de Balance et a tenu pour elle noble Catherine de Beynac, dame doriaire <sup>3</sup> de Sainte-Foy, et c'est en présence de noble Marc de Castanier, Antoine, valet de Sainte-Foy, Henri du Buisson, aussi valet de Sainte-Foy, qui n'ont signé pour ne savoir, mais le parrain, père et marraine avec nous.

« Signés : SAINT-GERMAIN DE SAINTE-FOY, DE BEYNAC,  
SAINTE-FOY, MERCIER, recteur. »

---

<sup>1</sup> Extrait textuel.

<sup>2</sup> Ce Germain a été évêque de Saintes de 1763 à 1781, date de sa mort.

<sup>3</sup> Douairière.

13.

<sup>1</sup> « Le 3 avril 1713 est né ..... de Castagné, fils de noble Gaspard-Joseph de Castagné, seigneur de Sainte-Foy et de noble Marie de Valence, dame de Sainte-Foy, mariés habitant dudit château de Sainte-Foy et a et baptisé, le sixième dudit mois, par moi, curé soussigné, dans l'église de Sainte-Foy. Parrain, .....  
..... et a tenu pour lui noble François de Castagné, habé de Grèzères ; marraine, noble Henrie de Sainte-Foy, dame de Coyssels, et a tenu en son absence noble Catherine de Beynac, dame doriaire de Sainte-Foy, en présence dudit seigneur de Sainte-Foy, et noble Paul de Montalembert, noble Marc de Castagné et autres qui n'ont signé pour ne savoir, mais le père et noble François de Castagné et noble Catherine de Beynac avec moi.

« Signés : DE BEYNAC, L'ABBÉ DE CHASTEIGNER, SAINT-PAUL DE  
MONTALEMBERT, SAINTE-FOY, MERCIER, recteur. »

14.

Le 12 mai 1713 est décédée Anne de Fazas, fille de Henry de Fazas, seigneur, et de noble Mathilde de Dordaygue.

15.

Le 5 octobre 1713 est né François-Fabien, fils de noble Jean-François Delard, seigneur de Saint-Romain, et de noble Philippe de Coins. Signés : DUROC DU GARROUSSEL, MERCIER, recteur.

16.

Le 15 mars 1714 est née Jeanne de Raymond, fille de noble François-Louis de Raymond, seigneur de Fages et de noble Marie de Grenier. Signés : VICTOR DE MOUSSAC DE LA CHARIÈRE, FAGES, MERCIER.

17.

Le 15 juillet 1714 est née Elizabeth de Castagnier, fille de noble Gaspard-Joseph de Castagnier, seigneur de Sainte-Foy, et de noble Marie de Valence.

---

<sup>1</sup> Textuel.

18.

<sup>1</sup> « La nuit du 22 au 23 août 1715, est né Guillaume Castagnié, fils de noble Gaspard Joseph et de noble Marie de Valence, seigneur et dame de Sainte-Foy, et y habitant, et a été baptisé le 25 août par moi, curé, dans l'église Sainte-Foy; parrain noble Guillaume de la Calsinie de Bure, seigneur de la Calsinie; marraine noble Marie de Valence, religieuse à Fongrave, et a tenu pour elle noble Catherine de Tayac, dame doriaire de Sainte-Foy, en présence de Thomas Gax, Silvestre Rouché, qui n'ont signé pour ne savoir, mais le parrain et ladite dame avec moi. Signés : La Calsinie de Bure, de Beynac Sainte-Foy, Mercier »

19.

Le 24 avril 1717, est né noble Claude de Chatanier, fils de (comme ci dessus); parrain noble Claude de Valence, et a tenu pour lui noble Jean-Baptiste Dordaygue, seigneur de Cazideroque; marraine noble Jeanne de Baynac, dame de la Chataneray, et a tenu pour elle noble Catherine de Parran.

20.

<sup>2</sup> « La nuit du 13 décembre 1717, est décédé noble Joseph Gaspard de Castagné, seigneur de Sainte-Foy; et le corps a été enseveli dans l'église de Sainte-Foy le 15. Les prières et cérémonies accoutumées par l'Eglise y ont été faites par nous, curé; grand-messe qui a été dite par moi. Diner : en ont été M. le curé de Najejoul, sous-diacre, M. Le Vieine de Saint-Philip, assisté de plusieurs autres prêtres, de noble François de Castagnié frère, prieur de Massoulès, de noble Germain de Castagné, M. de Saint-Germain noble, lesquels ont signé avec moi curé, signés. »

21.

Le 14 août 1729, naquit noble Jean-Joseph de Chatanier, fils de noble François de Chatanier, seigneur de Grezelles, et de dame Marie de Ménoire.

---

<sup>1</sup> Textuel.

<sup>2</sup> Textuel.

22.

Le 2 octobre 1730, est née Marguerite Paule de Chatanier, fille (comme ci-dessus n° 21.)

23.

Le 9 novembre 1731, est née Françoise de Chatanier, fille de (comme ci-dessus n° 21.)

24.

<sup>1</sup> « Le 15 avril 1736, est née noble Marie-Françoise Chateigner de la Chatagneraye, fille légitime et naturelle de Messire Marc Chateigner de la Chatagnoraye, seigneur de Sainte-Foy, et de noble Claude Magdelaine de Pontac, habitants de la paroisse de Sainte-Foy, annexe d'Anthé, juridiction de Tournon en Agenais, et a été baptisée dans l'église de Sainte-Foy, le 16 avril 1736, par M. Jean-Jacques Clavières, prieur et ancien curé de Valeilles ; parrain a été Messire François de Pontac, conseiller au Parlement de Bordeaux, marraine noble Marie de Timbrune de Valence ; et ce en présence de Messire Bonaventure de Raymond de Fages, et de Messire François de Chateigner de Grezelles. »

NOTA. — Le nom de Chateigner a été ajouté à cet acte de baptême par jugement du Tribunal du District de Villeneuve, du 4 Thermidor, an III.

25.

Le 18 janvier 1739 est née noble Marianne de La Chalagneraye (sœur de la précédente.)

26.

Le 9 août 1740 mariage de messire Jean de Bap, fils de messire Léon et de dame Marie de Camel, seigneurs de Cambes, avec demoiselle Elizabeth de Chasteigner de La Chasteigneraye, fille de Gaspard Joseph et de Marie Timbrune de Valence, seigneur de Sainte-Foy. — Témoins Ch. de Montalembert, Ch. de Fumel, Saint-Romain, Clavières, prieur, de Bap époux Sainte-Foy, épouse de Pontac, de Valence, Lachataigneraie, Chateigner, de Raymond de Lapeyre.

---

<sup>1</sup> Textuel.

27.

Le 21 septembre 1748, est décédée dans le château de Sainte-Foy, noble Marie de Valence de Timbrune, veuve de messire Joseph de Chasteignier. Assistaient à la cérémonie, M. Ferran, curé de Tournon ; Clavières, prieur de Valeilles ; de La Silvestrie, prieur de Trémons ; Borie, curé de Cazideroque ; le R. P. Macaire, gardien des religieux du tiers-ordre de Saint-François de Tournon ; les R. P. Destien, Pages, Gose, tous conventuels de Tournon.

28.

Le 22 février 1751, mariage de messire Joseph de Lamothe Vedel, écuyer, seigneur de Loustelnau<sup>1</sup> et de la Tourrasse<sup>2</sup> et de dame Françoise de Redon, de la paroisse Saint-Caprais d'Agen avec demoiselle Paule Marguerite de Chateigner, fille de messire François seigneur de Grézelles, et de feu Marie de Mémoire.

29.

Le 30 octobre 1758, mariage de Bernard Joseph Deshons, chevalier, seigneur de Favols et Bias<sup>3</sup>. fils légitime de Jean François et de feu dame Marie Charlotte de Mathieu de Moulinet<sup>4</sup>, habitant Bias, avec demoiselle Marie Anne de Lachasteigneraye, fille de messire Marc de Lachasteigneraye, chevalier et seigneur de Sainte-Foy, et de dame Claude-Magdeleine de Pontac. En présence de messire François de La Chasteigneraye ; messire François de Parreau, baron de Coysseles ; messire Gérard de Laborie, chevalier et seigneur de Campagne ; de messire Marc Antoine Géraud de Castelgaillard<sup>5</sup> ; de messire Jean-François de Cours, chevalier et seigneur de Pauliac<sup>6</sup> ; de messire Jean-Louis de Carbonnié.

30.

Le 5 janvier 1760, mariage de Charles Urbain de Bardin, fils légi-

---

<sup>1</sup> Canton de Puymirol.

<sup>2</sup> Canton de Beauville.

<sup>3</sup> Canton de Villeneuve.

<sup>4</sup> Canton de Cancon.

<sup>5</sup> Les ruines du château de Castelgaillard, existent encore au-dessus du village de Magnac, vis-à-vis Penne d'Agenais,

<sup>6</sup> Canton de Sainte-Livrade.

time de noble Jean de Bardin, seigneur de Montayral <sup>1</sup>, et de dame Thérèse de Maury de Montayral, avec demoiselle Françoise de Chasteignier, fille légitime de noble François de Chasteignier et de Marie Mémoire. En présence de Messire Bonaventure de Raymond, noble Charles de Bruguière et autres.

31.

Le 2 mai 1761, décès de François de Chasteignier de Grezelles.

32.

Le 16 janvier 1769, est née noble Catherine de Bardin, fille légitime de Charles Urbain. (*Voir ci-dessus n° 30*).

33.

<sup>2</sup> « Le 2 février 1780, est décédé noble Marc de La Chateigneraye, ancien officier et seigneur de Sainte-Foy, âgé d'environ 72 ans et a été enseveli dans le cimetière de Sainte-Foy, le trois dudit mois. »

34.

Le 17 octobre 1780, est décédé noble François de Raymond de Fages, au château de Biron. Enseveli dans le cimetière d'Anthé.

---

<sup>1</sup> Canton de Tournon.

<sup>2</sup> Textuel.

# BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

---

HISTOIRE GÉNÉRALE DE LANGUEDOC, avec des notes et des pièces justificatives, par Dom Cl. Devic et Dom J. Vaissette, tome XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup>. 2 vol. in-4<sup>o</sup>. Toulouse, Edouard Privat, éditeur.

Une des plus grandes entreprises de la librairie provinciale du XIX<sup>e</sup> siècle, vient d'arriver heureusement à sa fin. Les tomes XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> de l'*Histoire générale de Languedoc*, rééditée par MM. Paul et Edouard Privat, ont été récemment livrés aux souscripteurs. Nous avons, dans cette Revue, rendu compte des précédents, au fur et à mesure de leur apparition, nous attachant à signaler les additions et les corrections, les perfectionnements, pour tout dire en un mot, introduits dans cette œuvre célèbre. Vingt ans pleins se sont écoulés depuis que fut écrit notre premier article, ce qui témoigne implicitement des soins apportés à cette réimpression.

Sage et nécessaire lenteur. Si dom Vaissette put, à peu près seul composer un tel ouvrage, c'est qu'en son temps l'érudition n'avait pas donné tous ses fruits et que sa sphère, qui s'étend à mesure qu'on la parcourt, offrait bien des coins inexplorés. Avec les progrès des sciences auxiliaires de l'histoire, la philologie, l'ethnographie, l'épigraphie et la numismatique, avec ceux de la critique, si méthodique aujourd'hui et si sûre, il fallait de toute rigueur, mettre la tâche, par fractions, aux mains d'ouvriers spéciaux. C'est ce que firent MM. Privat, conseillés, au début, par M. Dulaurier, de l'Académie des Inscriptions, après lui par M. Mabille, archiviste paléographe, attaché au département des manuscrits de la Bibliothèque Nationale, enfin et pendant plus de quinze ans, par M. A. Molinier, en qui ils surent deviner l'aide savant et vaillant qu'ils cherchaient. Qui ne sait que cet érudit obtint de l'Académie des Inscriptions, en 1880, le second prix de la fondation Gaubert, pour un travail considérable sur l'administration du Languedoc sous Louis IX et Alphonse de Poitiers, travail écrit d'ailleurs tout exprès pour la réimpression qu'il était appelé à diriger et qui figure au tome VII<sup>e</sup>, remarqué déjà entre tous pour la variété et pour l'éclat de sa rédaction?

On s'abandonnerait volontiers au plaisir de remettre en saillie les qualités de toutes sortes qui recommandent cette publication dans les volumes parus, si l'occasion ne se représentait de la rappeler au public studieux. Les deux volumes par lesquels se clot l'ouvrage ne valent pas moins que leurs aînés. Ils reproduisent le tome V de l'édition originale, avec inscription, au bas des pages, d'environ six cents additions ou corrections qu'on a jugées nécessaires,

On y trouvera le récit des événements compris entre l'année 1443, date de l'institution définitive du Parlement de Toulouse, et l'année 1643, qui vit mourir Louis XIII. La province de Languedoc, qui, jusqu'alors, manquait de cohésion, est solidement constituée ; la guerre de cent ans est close et le Midi qui, à vrai dire, n'a guère eu de repos depuis la guerre albigeoise, va respirer à l'aise et reprendre des forces. Juste à ce moment, l'esprit de guerre civile, si dangereux quand la passion religieuse l'impregne de son levain, se réveille et s'abat sur ce pauvre pays, qui avait tant besoin de paix et l'espérait sans la voir venir. D'anciennes et puissantes familles s'y disputaient à main armée l'influence prépondérante. Catholiques et religionnaires en faisaient autant de leur côté, peut-être même ils en faisaient davantage, car rien n'égale la violence avec laquelle ils se traitaient. Incendies, destruction et rasement d'églises, massacres en masse et sans choix, voilà comment ils procédaient. Il y eut même de vraies batailles, à Saint-Gilles notamment, où la perte des catholiques, en 1562, alla, croit-on, jusqu'à quinze cents hommes. Il est triste de songer que ces guerres, dites de religion bien que foncièrement contraires à la doctrine évangélique, se continuèrent plus ou moins, non seulement jusqu'à l'édit de Nantes qui semblait devoir y mettre fin, mais bien au delà, jusqu'à la révolte des protestants du Midi sous le jeune roi Louis XIII et à celle des Camisards, si atrocement comprimée, plus d'un demi-siècle après, par Louis XIV vieilli et aigri.

Mais à qui et à quoi pourrait servir l'énumération très sommaire des matériaux contenus dans ce tome final de l'œuvre bénédictine ? Mieux vaut qu'on sache en quoi l'édition nouvelle diffère de la première. Déjà, nous avons signalé les additions et corrections, très nombreuses et très précises, qui font au texte original au-dessous duquel elles figurent un commentaire quasi perpétuel ; mais entre ces notes rapides, il en reste à qui leur ampleur mériterait le titre de mémoires. Citons, de M. J. Roman, correspondant du ministère de l'Instruction publique, auteur de travaux importants sur la province du Dauphiné et annotateur du tome XI, des notes très développées sur l'origine et les progrès des églises protestantes dans le Languedoc, sur le voyage de Catherine de Médicis et l'exécution de l'édit de Poitiers dans la même province, sur la chambre de l'édit qui y fut établie et sur Henry de Montmorency-Damville qui en eut le gouvernement et y traita les protestants avec une telle rigueur que Charles IX, qui l'employait, fut parfois obligé de modérer son zèle ; de M. le colonel de La Noë, une étude d'un haut intérêt sur le duc de Rohan, considéré comme général en chef, comme tacticien et stratège ; enfin de M. A. Molinier un mémoire considérable, autant par sa valeur historique que par son étendue (225 p. in-4° à 2 colonnes), sur la Géographie ecclésiastique et civile de la Province de Languedoc au moyen-âge. Depuis longtemps promis et toujours renvoyé, attendu aussi plus qu'impatiemment, cet ouvrage est le fruit des recherches sans nombre auxquelles, croyons-nous, rien n'a dû échapper de ce qui était à recueillir. Il forme un digne couronnement à l'entreprise de MM Privat. « Cette note, écrit l'auteur, avec une modestie rare, rendra, croyons-nous quelques services. C'est à vrai dire un résumé de l'histoire de Languedoc et l'auteur a pu, sur



divers points et notamment sur l'histoire du Midi de la France au xii<sup>e</sup> siècle, développer des aperçus qu'il croit nouveaux et qu'aucun des éditeurs n'avait eu jusqu'ici l'occasion d'exprimer. »

Nous n'avons pas à revenir, en ayant longuement parlé quand ils parurent, sur les tomes XIII<sup>e</sup> et XIV de cette publication qui, reprenant l'œuvre bénédictine à la mort de Louis XIII, la pousse jusqu'au moment où la province de Languedoc sombre avec toutes les autres dans l'abîme administratif de 1790. Ils sont dus tous les deux, intégralement dus à un érudit Toulousain dont le mérite a été consacré par le suffrage de l'Académie des Inscriptions, comme celui de M. Molinier, et qui est au même degré un habile écrivain et un homme très modeste. M. Ernest Roschach — c'est lui dont nous parlons — a donné à ce grand travail, conçu d'après le plan qu'avaient adopté les Bénédictins, le titre infiniment trop discret de *Etudes historiques sur la province de Languedoc*, et cela pour n'avoir pas l'air de vouloir « abriter sa prose sous le pavillon d'auteurs illustres et s'insinuer subseptiquement dans le cadre d'un ouvrage achevé depuis plus d'un siècle. »

L'impression des personnes studieuses qui, sans avoir lu de bout à fond l'ouvrage dont nous rendons compte, l'ont sérieusement parcouru et consulté, est celle d'une admiration reconnaissante. Pouvoir, aussi souvent que le désir en vient, faire évoluer sous ses yeux, comme en un vivant panorama, l'histoire politique, morale et littéraire d'une des provinces de France qui ont le plus brillé, mérité et souffert, c'est une bonne et belle satisfaction. Ceux-là y seront plus sensibles qui arrivés, comme nous, près du terme, ont pu craindre que l'entreprise ne s'achevât pas de leur vivant. Leur plus profonde gratitude est acquise à MM. Privat et à l'élite des savants qu'ils ont eu l'honneur d'associer à leur fortune. L'œuvre qu'ils viennent de nous rendre constituait un de ces monuments solides et de grand air qui sont la gloire d'un pays. Sans en altérer l'ordonnance, — ce qui eût été plus qu'une faute, — sans même y toucher en rien, ils ont eu l'art heureux d'en élargir les bases et en même temps d'ajouter à son importance et à sa grandeur.

AD. MAGEN,

# LABRUNIE

---

## SA VIE PENDANT LA RÉVOLUTION, SES TRAVAUX ET SES MANUSCRITS

---

Quand nous avons entrepris, dans la *Revue de l'Agenais*, la publication de l'Abrégé chronologique composé par l'abbé Joseph Labrunie, ce n'était point notre intention d'y mettre une préface. La note initiale, insérée au bas de la première page, était destinée, dans notre pensée, à en tenir lieu. Malheureusement il s'est glissé dans cette note, écrite avec trop de hâte, des inexactitudes que nous devons relever. Il nous a été donné, en outre, en étudiant les travaux de Labrunie et en suivant les indications qu'il nous a lui-même fournies en main endroit de ses écrits, de recueillir sur la dernière période de sa vie des renseignements pleins d'intérêt pour notre histoire locale et qui complètent en quelque sorte son œuvre. Avant d'apprécier cette œuvre et de parler des documents sur lesquels l'auteur a travaillé, ainsi que des manuscrits qu'il nous a laissés, complétons sa biographie.

### I.

Nous n'ajouterons rien à ce qu'il a dit lui-même, avec une reconnaissance toute filiale, de son origine et de ses parents. Mais au risque d'offusquer dans sa tombe la modestie de l'humble prêtre, à qui nous devons le plus clair et le plus sûr de nos connaissances en matière d'Antiquités Agenaises, nous allons rétablir une anecdote qui lui fait trop d'honneur pour être passée sous silence. Elle se rencontre dans une copie du *Discours préliminaire sur les écrivains de l'Agenais*, antérieure à celle que nous avons publiée en tête de l'Abrégé chronologique. Obéissant à des scrupules d'humilité et de charité chrétienne, dans sa rédaction définitive, l'auteur n'a pas crude-

voir la conserver, mais le lecteur nous sera reconnaissant de la lui faire connaître. En même temps qu'elle nous révèle un des beaux côtés du caractère de Labrunie, peut-être nous fournit-elle une des raisons de l'aversion que lui inspira toujours le Jansénisme. Voici d'ailleurs comment il s'exprime dans ce fragment supprimé : « Le trait que je vais rapporter, paraîtra, dit-il, incroyable aux uns ou pure forfanterie aux autres ; mais il est vrai, et c'est par des faits qu'on doit se peindre. M. l'abbé Latour, prêtre du diocèse de Condom et mon parent, à qui j'allai faire une visite un an après mon acte de philosophie (1751), me pressentit sur mes sentiments touchant le Jansénisme dont il était malheureusement engoué, et pour me donner du goût pour ce qu'il appelait la *vérité*, il mit en avant l'appât de tout son bien qui valait de quarante à cinquante mille livres. J'approchais dix-huit ans et je ne pouvais pas me promettre un avenir bien agréable; cependant, quoiqu'il m'eût donné du temps pour y songer, je lui fissur le champ cette réponse : — Mon cousin, je serais au désespoir de vous déplaire ou de vous tromper ; en matière de religion mon parti est pris ; je me propose, quelques lumières que je puisse obtenir par mes études, de n'avoir jamais d'autre sentiment que celui de l'Eglise.— Une réponse aussi précise le détermina à faire d'autres dispositions. Cinq cents livres furent la seule chose que m'ait value sa parenté. Il entra depuis à l'Oratoire. » Avec un caractère aussi désintéressé, la Révolution pouvait venir; elle pouvait persécuter Labrunie, l'emprisonner, le dépouiller de ses biens, le réduire au dénuement. Ce prêtre que tous ses écrits nous présentent comme si timide et si modeste, était incapable de plier.

La Révolution le trouva curé de Monbran. Après avoir été successivement vicaire à Retombat, à Saint-Sardos, à Clairac, à la Cathédrale et professeur au collège, il avait été investi de cette paroisse par M. de Bonnac, évêque d'Agen, le 16 mars 1769. Il y vécut vingt-deux ans dans la société et presque dans l'intimité de son évêque, en excellents termes avec ses paroissiens et possédant leur entière confiance. Ceux-ci lui en donnèrent la preuve, quand ils furent invités, à la fin de l'année 1788, à répondre au questionnaire envoyé par les consuls d'Agen à toutes les paroisses de l'Agenais, pour recueillir leurs vœux et doléances en vue des élections aux Etats Généraux de 1789. Dans l'assemblée paroissiale convoquée à cet effet, au son de la cloche, selon la coutume, et tenue à l'issue de la messe, le dimanche 28 décembre 1788, Labrunie fut choisi d'un commun accord,

par les habitants de Monbran, pour diriger les débats et rédiger le procès-verbal de la séance. Ce procès-verbal, écrit de sa main, existe encore aux archives de la commune d'Agen. Il constate que l'assemblée dont il exprime les vœux, se borne à demander : 1<sup>o</sup> le doublement du Tiers ; 2<sup>o</sup> la création d'une circonscription territoriale composée de l'Agenais et du Condomois à l'exclusion des autres sénéchaussées de la Guyenne. Le premier vœu n'a pas besoin d'explication. Le second avait pour but de soustraire l'Agenais et le Condomois à la dépendance de la ville de Bordeaux et de l'empêcher d'abuser, selon l'habitude, de sa prépondérance de capitale dans la répartition de l'impôt<sup>1</sup>. On sait ce qu'il en advint et comment de la condescendance du Roi accordant au Tiers Etat un nombre double de députés, il sortit des conséquences que ni les braves gens de Monbran, ni le curé qui tenait la plume en leur nom, n'avaient certainement pas prévues.

Labrunie assista quelques jours plus tard à des réunions plus importantes, mais plus orageuses, aux assemblées des membres de son ordre réunis pour élire trois députés aux Etats-Généraux. Précédées de conciliabules à Villeneuve, à Laroque, et même au chef-lieu du diocèse, ces assemblées, sur le refus des électeurs ecclésiastiques d'accepter le palais épiscopal, nouvellement construit et mis par l'Evêque à leur disposition, se tinrent, du 12 au 20 mars 1789, dans l'église des Capucins d'Agen. L'insubordination qui s'y manifesta, les intrigues qui les traversèrent et surtout l'opposition qu'y rencontra la candidature de M. de Bonnac, causèrent à Labrunie la plus fâcheuse impression. Il en fit une maladie, ainsi qu'il nous l'apprend dans ses *Additions* au journal de Malebaysse. Il faut croire cependant que « les scènes scandaleuses dont il fut témoin et le dépit de voir des personnes qu'il aimait en être l'objet » contribuèrent moins « que le long séjour dans des églises froides et humides à altérer sa santé. » D'ailleurs si les élections du clergé, accomplies en de telles circonstances, affligèrent Labrunie, leur résultat dut le consoler et lui rendre momentanément confiance, car, en définitive, M de Bonnac fut

---

<sup>1</sup> Par une coïncidence dont la cause nous échappe, ce double vœu fut également émis et presque dans les mêmes termes, par les paroisses suburbaines de Dolmayrac et de Saint-Vincent-des-Corps.

élu et avec lui, MM. Fournetz, curé de Puymiclan et Malateste de Beaufort, curé de Montastruc, qui, par leur ferme attitude à l'Assemblée Constituante, ne firent pas moins d'honneur que leur évêque au diocèse d'Agen<sup>1</sup>.

Labrunie était à peine remis de sa maladie et de ses émotions qu'il vit se passer, presque sous ses yeux, dans les environs de Monbran, des désordres plus inquiétants que les incidents et les querelles auxquels avaient donné lieu les élections du clergé. Fidèle à sa vocation d'annaliste, il en a transcrit la mention dans les notes dont nous venons de parler, heureux de constater, que du moins ses paroissiens n'y avaient pris aucune part. « Au commencement de février 1790, nos paysans, dit-il, tranquilles jusqu'alors, séduits par l'exemple de ceux du Périgord et du Quercy commencèrent à faire la guerre aux bancs des églises et aux girouettes; ils pillèrent même quelques châteaux, entre autres celui de Madaillan. Quelques troupes, qui sont venues, les ont fait rentrer dans le devoir. Les pillards de Madaillan ont rendu gorge. Tout est aujourd'hui tranquille. Nous autres curés nous avons été aussi inquiétés par des *mays* qu'on venait nous planter, le tout, pour manger, boire et piller. Je dois rendre cette justice à mes paroissiens de Monbran qu'ils ont regardé avec pitié cette insurrection des paysans, leurs voisins, et n'ont pas quitté leur maison. »

Le jour n'était pas loin où Labrunie allait être séparé sans retour de cette honnête population. Nous n'avons pas à refaire l'histoire de la Constitution civile du clergé, mesure désastreuse, aujourd'hui désavouée par tout le monde. Tout cependant n'était pas à reprendre dans cette constitution, puisqu'une grande partie des réformes que l'Assemblée Constituante eut le tort de vouloir imposer au clergé, sans tenir compte de l'autorité du pape, fut acceptée par le Saint-Siège, lors du Concordat de 1802. Il n'est dès lors pas étonnant, qu'en

---

<sup>1</sup> On peut comparer au récit de Labrunie concernant les élections du clergé celui de l'abbé Carrière, curé de Roquefort (juridiction de Laplume), consigné par ce dernier dans les registres de sa paroisse et rapporté par M. Tholin dans son intéressant ouvrage sur les cahiers de doléances du Tiers Etat du pays d'Agenais dressés aux diverses époques de la convocation des Etats-Généraux.

présence des menaces du présent et pour épargner à leurs prêtres les persécutions de l'avenir, plusieurs évêques aient songé à s'accommoder provisoirement du nouveau régime, espérant qu'avec le temps et au prix de mutuelles concessions, on finirait par s'entendre et par obtenir l'adhésion du Souverain Pontife. Tel était du reste le vœu du Roi et de son Conseil qui négociaient en ce sens avec la Cour de Rome. Plusieurs prélats des plus considérés et des plus dignes se laissèrent égarer par cette illusion, et M. de Bonnac fut de ce nombre. En sa qualité d'ancien évêque, déjà pourvu de l'institution canonique et à ce titre en possession légitime de son diocèse, il crut pouvoir se hasarder à le réorganiser selon les prescriptions de la Constitution Civile. Cette tentative de réorganisation lui fut vivement reprochée plus tard par l'évêque constitutionnel, André Constant<sup>1</sup>, celui-là même que Labrunie appelait irrévérencieusement *son postiche*. Elle paraît s'être bornée à des démarches en vue de constituer ce conseil épiscopal destiné dans l'intention des auteurs de la Constitution civile, à remplacer les vicaires-généraux et les chanoines. Mais les événements ne lui donnèrent pas le temps d'aboutir et nous n'en aurions pas parlé si elle n'avait précisément exercé son influence sur la carrière de Labrunie. D'après un document récemment découvert aux archives de l'évêché<sup>2</sup>, Labrunie aurait été choisi par M. de Bonnac pour faire partie du nouveau conseil épiscopal, et ce serait pour ce motif, qu'il aurait, le 20 juillet 1790, donné sa démission de la cure de Monbran, où il fut immédiatement remplacé par son vicaire, l'abbé Fabre. Il est également possible, que fatigué, du ministère actif et sentant la vieillesse s'avancer avec son cortège d'infir-

---

<sup>1</sup> Cf. *Instruction pastorale de M. l'évêque du département de Lot-et-Garonne avec sa réponse à la lettre pastorale de M. de Bonnac*, Agen, Vve Noubel et fils, ann. 1792, in-8°, p. 211. Ne pas oublier que l'auteur, qui ne fut pas cependant un malhonnête homme, après avoir, avec tant d'apreté, incriminé M. de Bonnac sur sa conduite et ses gros revenus, mourût chanoine de Saint-Denis, sous le premier Empire.

<sup>2</sup> C'est une sorte de mémoire de l'abbé Ladavière, ancien curé constitutionnel de Saint-Caprais, remis à M. Jacoupy, lors de la réorganisation du diocèse et renfermant des notes secrètes sur le personnel du clergé d'Agen au lendemain de la Révolution. Nous en devons la communication à M. l'abbé Durengue, qui a étudié avec beaucoup de soin et d'intelligence les papiers de l'évêché relatifs à cette période.

mités il ait eu le dessein, en renonçant à sa cure, de se ménager des loisirs afin de se consacrer entièrement à ses travaux historiques. Mais les choses ne se passèrent pas comme l'aurait voulu M. de Bonnac. Trop infatuée de la puissance que, dans le désarroi de l'ancien régime, elle avait si facilement usurpée, pour reconnaître, même dans l'ordre spirituel, une autorité supérieure à la sienne, l'Assemblée Constituante ne voulut, à aucun prix, entendre parler de négociations avec le Saint-Siège. Elle avait voté le 12 juillet 1790, la Constitution Civile du Clergé. Le 27 novembre de la même année, elle rendit un décret imposant à tous les ecclésiastiques fonctionnaires publics le serment prescrit par ladite Constitution. Ce serment contenait promesse de fidélité à des lois qui annulaient l'autorité du pape et bouleversaient l'ancienne organisation de l'Eglise. Les chanoines et les ordres religieux étant purement et simplement supprimés, il était exigé en attendant qu'on l'étendit aux prédicateurs et aux aumôniers, des évêques, curés, vicaires, directeurs et professeurs dans les séminaires et les collèges, et de tous autres ecclésiastiques attachés au service public du culte. Sous peine de destitution, il devait être prononcé dans la huitaine de la promulgation du décret. Par cette mesure législative, toute voie d'accomodement était fermée et l'heure était venue de prendre un parti. M. de Bonnac s'en rendit compte et, dès ce moment, n'hésita plus. Appelé le premier, dans la séance du 4 janvier 1791, par le rang de son diocèse dans l'ordre alphabétique, à prêter, devant l'Assemblée Nationale, le serment constitutionnel, la circonstance qui le mettait subitement en évidence, le trouva égal au rôle qui lui était dévolu. L'Eglise de France avait les yeux fixés sur lui ; elle attendait un grand exemple ; il le donna sans balancer, et refusant catégoriquement le serment, il sut faire entendre pour motiver son refus, les paroles qui convenaient à la situation, à son caractère d'évêque et à la cause dont il était le représentant. Elles ont eu dans l'histoire un retentissement qui dure encore. Labrunie dût être content de son évêque. Jamais peut-être depuis le concile de Rimini, le siège d'Agen n'avait jeté un pareil éclat.

Trois semaines après, Labrunie quittait Monbran pour n'y plus revenir et se retirait dans sa famille à Agen. Il y était dans les premiers jours de Février, lors de la prestation du serment constitutionnel par le clergé rallié au nouveau régime. Démissionnaire de sa cure, Labrunie ne fut pas assujetti à cette formalité obligatoire

pour tout prêtre désirant conserver, ses fonctions. Mais, comme il partageait sur ce point les idées de son évêque, il ne vit pas sans tristesse le grand nombre d'ecclésiastiques que l'ambition, le défaut de vocation ou de doctrine, les sollicitations de leurs paroissiens ou de leurs amis, la difficulté de se créer des moyens d'existence en dehors du sacerdoce et la crainte des redoutables éventualités de l'avenir, déterminèrent à prêter le serment. Si l'on s'en tient aux états officiels, d'ailleurs incomplets et souvent inexacts, il semble que ces prêtres, appelés depuis constitutionnels ou assermentés, aient formé, un moment, la majorité dans le diocèse. Sans parler du curé de la Cathédrale, Monforton, et des PP. Oratoriens professeurs au Collège, Labrunie eut la douleur de compter parmi les assermentés, J.-B. Barsalou, curé de Prayssas, son ancien condisciple et son ami, l'abbé Fabre, son ancien vicaire et son successeur à Monbran. et cet ecclésiastique, porteur d'un nom qui lui était cher entre tous, le curé de Saint-Hilaire d'Agen, J.-J. Argenton, que le remords de sa chute devait amener à se rétracter un mois plus tard. Il ne faudrait pas, du reste, s'exagérer les torts de ce clergé constitutionnel, ni trop s'étonner que sur un point où M. de Bonnac avait hésité, plusieurs de ses prêtres aient fléchi. N'allons pas surtout juger ces ecclésiastiques sur les exemples donnés par les plus célèbres d'entre eux, tels que le curé de Penne, Nauton, ou son voisin, le curé de Noaillac, le futur conventionnel Paganel, patriotes bruyants et persécuteurs, qui devaient finir dans les bureaux, mariés et fonctionnaires. Sauf l'intolérance qu'il manifesta, dans la première période de la Révolution, contre les prêtres demeurés, comme Labrunie, fidèles à l'église romaine, la majorité du clergé constitutionnel paraît avoir observé une conduite régulière et décente. Si la plupart de ses membres se hâtèrent trop, sous la Terreur, de remettre leurs lettres de prêtrise et de livrer leurs églises, un bon nombre, y compris l'évêque Constant, ne s'abaissa jamais à l'apostasie et presque tous surent se garder du mariage. Après s'être rétractés lorsqu'il y avait encore péril à le faire, plusieurs souffrirent la persécution. Beaucoup enfin ne quittèrent jamais leur paroisse et s'y comportèrent de telle façon, qu'on put les y maintenir sans scandale, lors du rétablissement du culte catholique, en 1802. Ce fut précisément le cas de cet ami de Labrunie, J.-B. Barsalou, curé de Prayssas, dont il a été question plus haut.

Labrunie habitait Agen depuis six mois, libre encore de remplir



les fonctions de son état dans les chapelles des communautés religieuses de femmes demeurées fidèles aux prêtres non assermentés, employant vraisemblablement ses loisirs à classer les papiers d'Argenton, et à les utiliser pour l'histoire, lorsque l'occasion lui fut offerte de mettre son érudition et ses connaissances bibliographiques au service de ses compatriotes.

En décrétant la vente des biens du clergé, l'Assemblée Constituante avait réservé les objets d'art et de science, les livres et les manuscrits appartenant aux établissements supprimés, pour en former un musée et une bibliothèque dans chaque chef-lieu de District. Elle avait ordonné en même temps qu'il en serait fait un inventaire et un catalogue dont copie lui serait transmise. Les nouveaux administrateurs étaient peu préparés à cette besogne. Pendant plus de six mois, les lettres de rappel adressées, à ce sujet, aux autorités du Département et des Districts, par les comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux près l'Assemblée nationale, se succédèrent sans résultat et demeurèrent souvent sans réponse. Enfin, le 18 août 1791, le district d'Agen se décida à confier à Saint-Amans l'inventaire des objets d'art, et à Paulin Hébrard celui des livres. Ce dernier déclina cette mission, prétextant « les suites d'une maladie grave qu'il venait d'éprouver. » Noguères, président du District, qui devait mourir député à la Convention, songea alors à Labrunie, et le proposa à ses collègues pour exécuter le travail dont Paulin Hébrard n'avait pas voulu se charger. Cette désignation fut approuvée le 26 août par l'administration dont Noguères était président, et Labrunie se mit sans plus tarder à sa disposition. A cette date, les livres étaient encore dans les maisons religieuses, et le District n'avait pas fait choix de l'édifice où il entendait les rassembler. Il fut un moment question de les déposer, place Paulin, dans l'établissement des ci-devant Tierçaires, mais finalement on se décida pour la chapelle du nouvel évêché, devenu bien national. Comme tout le mobilier des couvents, leurs bibliothèques avaient été mises sous les scellés. Les formalités nécessaires pour procéder à leur enlèvement, l'appropriation du local et la construction des rayons destinés à les recevoir, toutes opérations conduites par une administration novice et fort embarrassée de trouver des fonds pour payer ces dépenses, traînèrent les choses en longueur, au point que ce fut seulement à la fin de l'hiver que Labrunie put se mettre à l'œuvre. Les premiers livres, ceux des Capucins, lui furent apportés à l'évêché, le 17 mars 1792. Il

s'aperçut, dès le premier jour, « qu'il lui était indispensable d'avoir un commis salarié, pour l'aider dans son inventaire. » Il en fit aussitôt la demande au District, réclamant en outre « une grande table pour servir à l'étalage des livres, deux moyennes et quelques chaises. » Tout cela lui fut accordé sans difficulté, et comme il s'était plaint d'avoir souffert du froid dans sa première séance, le District commanda qu'on lui apportât une canue de bois. Enfin, consulté à son tour sur le point de savoir « s'il accepterait un salaire, il répondit que sans doute « il était absolument voué à la chose publique, mais qu'il était de notoriété que son traitement se trouvait réduit à la somme de 430 livres : en conséquence, il était prêt à accepter une petite gratification, si les Corps administratifs trouvaient à propos de la solliciter pour lui de l'Assemblée nationale. » Labrunie se trompait d'adresse, les frais d'inventaire et de catalogue ayant été laissés par l'Assemblée à la charge des autorités locales, mais cette réserve faite, sa prétention pour être modeste n'était que trop justifiée. Lorsqu'il était curé de Monbran, ses appointements s'élevaient à 1,200 livres. Ils se composaient de la portion congrue attachée à sa cure, des revenus du prieuré du Saint-Esprit, et de deux chapellenies dont il avait été doté par M. de Bonnac. Il avait lui-même déclaré ce chiffre de 1,200 livres en se faisant inscrire pour une somme de 400, sur le rôle de la Contribution patriotique votée par l'Assemblée Constituante, le 6 octobre 1789. Depuis qu'il avait donné sa démission, il ne lui restait plus qu'une pension de 430 livres, à laquelle il avait droit en sa qualité d'ancien curé, augmentée peut-être des loyers d'une maison qu'il possédait dans Agen, rue Garonne. Mais, tout compris, ses ressources annuelles ne dépassaient pas 450 livres, ainsi qu'il était établi par un arrêté du département du 17 mai 1791, lui accordant une réduction de 83 livres sur le second tiers de sa part dans la Contribution patriotique, dont il avait d'ailleurs, étant encore curé de Monbran, payé intégralement le premier. Il n'entrerait donc rien que de très naturel et de très légitime dans la demande qu'il faisait au District, en échange du service qu'il avait accepté de lui rendre.

Installé, comme il vient d'être dit, à la fin du mois de mars 1792, avec son auxiliaire nommé Serret, dans la chapelle du ci-devant évêché, Labrunie y vit successivement charroyer les livres des Capucins, des Cordeliers, des Augustins, des Carmes Déchaussés, des Tierçaires et des Grands Carmes de la ville d'Agen, ceux des Tierçaires de Bon-Encontre, des Bénédictins de Layrac et de Moirax, des

Jacobins d'Agen, et enfin ceux des Capucins et des Jacobins de Port-Sainte Marie, formant ensemble — y compris une collection des Mémoires du clergé, sans indication de provenance, — un total de 8,000 volumes (en réalité 7,802). Ce sont ces volumes, dont le nombre fut encore augmenté par de nouvelles confiscations, qui ont constitué le fonds principal de la bibliothèque de la ville d'Agen. Labrunie, assisté de Serret, les inventoria et en dressa la liste à mesure qu'on les lui apporta. Il en fit également la distribution sur les rayons de la salle qui leur était affectée. Malheureusement, le déplacement de tous ces livres s'était opéré dans les plus déplorables conditions. Un accident avait renversé dans la boue la charrette qui transportait ceux des Capucins d'Agen. Chez les Bénédictins de Layrac et de Moirax, où se trouvaient les plus importantes bibliothèques, ils avaient été mis au pillage. En signalant le grand nombre d'ouvrages dépareillés, en provenant, Labrunie consacre la note suivante à ce qui s'était passé à Layrac : « Ceux qui liront ce catalogue y trouveront beaucoup d'ouvrages incomplets. En prenait, dit-on, qui voulait. C'était du bien de la nation, et chacun, à ce moment, s'en disant membre, croyait avoir un droit acquis à la dépouille des religieux qui avaient formé à grands frais cette bibliothèque », et plus bas; à propos de Moirax : « Il y a, comme l'on s'en apercevra, autant et plus d'ouvrages imparfaits à Moirax qu'à Layrac. Je n'en indiquerai pas les causes à tout homme qui aime les livres, *Intelligenti pauca.* » Le Catalogue où nous avons puisé ces renseignements est conservé aux Archives de la Préfecture de Lot-et-Garonne. C'est moins un catalogue qu'un inventaire, ou plutôt *un croquis de catalogue*, selon l'expression de l'auteur. Les livres n'y sont pas répartis par ordre de matières; mais l'inconvénient n'est pas grand, car ils appartiennent presque tous, et cela n'étonnera personne, vu leur origine, à la théologie. Pourtant, si la méthode en est absente, on ne saurait dire que ce catalogue manque de précision et de rigueur. Nous l'avons bien souvent manié et nous ne l'avons jamais trouvé en défaut. Labrunie termina son travail le 12 juillet 1792. Le District avait déjà demandé pour lui une indemnité au Département. Le 13 novembre de la même année, un arrêté était pris par cette dernière administration, accordant au laborieux ecclésiastique une gratification de 500 livres, attendu, disent les considérants, que « le catalogue et les notes remis au District par le commissaire Labrunie, attestent également ses grandes lumières en bibliographie et le zèle avec lequel il a rempli sa commission. »

Pendant que Labrunie achevait son catalogue, la Révolution poursuivait son cours et devenait chaque jour plus violente. A vrai dire, depuis la grande panique du 30 juillet 1790, inexplicable si l'on oublie que deux siècles d'oppression administrative, en empêchant toute éducation politique, avaient préparé le pays à devenir la dupe de tous les mensonges, depuis ce coup monté pour s'emparer des dépôts de munitions et donner des armes à la révolte, l'Agenais avait cessé d'être tranquille. L'année 1790 avait été marquée par ces attroupements de paysans soulevés contre les droits féodaux, qui, refusant de payer les rentes et les dîmes, envahissaient les châteaux dont ils abattaient les armoiries et les girouettes, brûlaient les bancs des églises, rançonnaient les curés, rendaient les campagnes inhabitables aux familles nobles ou qui passaient pour telles, et les forçaient à se réfugier dans les villes. Elles n'y trouvaient guère plus de sécurité. Il y circulait les mêmes bruits malveillants, les mêmes écrits anonymes, clandestinement répandus. Seulement, au lieu de s'attaquer aux droits féodaux, les meneurs y puisaient leurs prétextes dans les passions politiques, la misère publique trop réelle, et la cherté du pain. Ce n'étaient qu'histoires d'accaparements de grains pour affamer le peuple, ou de complots tramés par les ci-devant privilégiés pour l'égorger. Il est en outre impossible d'énumérer tout ce que la théorie de la souveraineté nationale, prise à la lettre, était en train de produire d'actes arbitraires, d'excès contre les personnes, de perquisitions et d'arrestations illégales, sous les yeux des autorités complices ou trop soucieuses de leur popularité de fraîche date, pour s'opposer efficacement à ces désordres. A Penne, à la suite de troubles suscités en partie par le curé Nauton, des gardes nationaux, réunis dans une auberge, rendaient, après boire, des décrets d'expulsion et les faisaient exécuter. Ils donnaient pour raison que le peuple était souverain, et qu'ils étaient eux-mêmes le peuple.

A ces causes de troubles étaient venus s'ajouter, en 1791, la réorganisation des paroisses et le remplacement des curés destitués pour refus de serment. Cette opération ne s'était pas accomplie sans diviser profondément le pays et susciter des querelles entre les fidèles de l'ancien culte et ceux du nouveau. Les choses en vinrent à ce point que les administrateurs du Département se crurent obligés de prendre, au mois de juillet, un arrêté recommandant à leurs administrés « de traiter fraternellement les prêtres fonctionnaires publics ou autres » c'est-à-dire assermentés ou réfractaires. A cette époque, le culte non assermenté persistait encore dans beaucoup d'églises de

campagne où, faute de sujets pour les remplacer, les anciens curés continuaient leur service. Dans les villes, il possédait généralement les hôpitaux, les communautés religieuses de femmes, les confréries de Pénitents. On le célébrait, dans Agen, à l'hôpital-Saint-Jacques, dans les couvents de l'Annonciade et des Orphelines, dans les chapelles des Pénitents et chez les Ermites. Mais, même réduit à ces modestes sanctuaires, il offusquait les meneurs révolutionnaires et surtout les prêtres assermentés. Les adhérents du nouveau clergé n'avaient pas pour habitude de hanter les églises et le zèle purement politique des premiers jours s'étant affaibli, leur nombre au lieu de s'accroître tendait à diminuer. La publication d'une lettre de M. de Bonnac et des brefs du Souverain Pontife condamnant l'Église constitutionnelle avait, au contraire, ramené beaucoup d'ecclésiastiques et de fidèles ; et il semble bien que la majorité de la population suivait de préférence l'ancien culte. La chapelle de l'hôpital fut enlevée la première aux non conformistes. Elle leur fut fermée par un arrêté du 17 août 1791, rendu en exécution de la loi du 13 mai précédent, imposant aux aumôniers des maisons hospitalières le serment constitutionnel. Mais comme la loi laissait aux sœurs de charité le droit d'avoir un oratoire privé, desservi par un prêtre de leur choix, sous la seule réserve d'en interdire l'entrée à toute personne étrangère à la communauté, elles s'arrangèrent de façon à rendre l'arrêté du 17 août lettre morte. Cette mesure administrative laissait d'ailleurs en dehors de ses dispositions les autres établissements religieux. Depuis plus d'un mois, l'ancien curé de Noailiac, Paganel, procureur syndic du district de Villeneuve et toujours plus avancé que les autres, demandait qu'on fermât au public les portes des chapelles conventuelles, menaçant au besoin de les faire murer, si les religieuses s'obstinaient à les tenir ouvertes. Il avait obtenu, en ce sens, du district dont il était procureur, un arrêté, qui sur les réclamations de la municipalité avait été immédiatement annulé. Mais sur de nouvelles instances des districts de Marmande et de Tonneins, le Département fléchit et rendit à son tour le 1<sup>er</sup> septembre 1791, un arrêté enjoignant aux religieuses de réserver les chapelles de leurs établissements au service exclusif des personnes y demeurant en commun, d'en fermer à tout venant les portes extérieures et de n'y admettre en aucun cas des étrangers. Les édifices paroissiaux occupés par les prêtres constitutionnels devaient seuls désormais être accessibles au public. Les autorités du Département avaient usé jusque là des plus louables efforts

pour faire régner la tolérance ; aussi eurent-elles le soin de limiter l'application de l'arrêt du 1<sup>er</sup> septembre 1791 aux seuls districts qui l'avaient provoqué. Dans le district et dans la ville d'Agen il fut laissé en suspens et son exécution ajournée. Après ces vexations dirigées surtout contre les fidèles, commencèrent les persécutions contre les prêtres insermentés. Déjà, en 1790, quelques curés avaient été inquiétés pour avoir refusé de lire en chaire les décrets de l'Assemblée Nationale. A la fin de l'année 1791, d'autres furent traduits en justice, pour avoir opposé le même refus à la lecture des mandements de l'évêque constitutionnel Constant, installé depuis le mois de juin, pour l'avoir décrié dans leurs sermons, ou simplement pour avoir fait un mauvais accueil aux curés nommés à leur place. Cependant, il faut le dire à sa louange, le Département eut encore assez de fermeté et de courage pour s'opposer jusqu'au bout aux pétitions demandant l'éloignement des curés réfractaires à cinq lieues de leurs anciennes paroisses, quand ils avaient continué d'y résider.

On arriva ainsi, tant bien que mal, au commencement de cette année 1792, qui devait être pour l'Agenais une année particulièrement tragique. Dans les premiers jours du mois de Mars, des émeutes, causées par la disette du blé et par la dépréciation des assignats, éclatèrent successivement à Villeneuve, à Agen, au Mas-d'Agenais, à Valence. On sait par la tradition et l'on peut lire dans Proché, comment le 4 mars, dans Agen, au bruit du tocsin sonnant aux clochers des Jacobins et des Grands Carmes, le peuple soulevé envahit l'hôtel-de-ville, et obligea les officiers municipaux abandonnés par les forces qui les devaient protéger, à subir les conditions dictées par l'émeute concernant la taxe du pain. On a conservé le souvenir des dangers courus par l'ingénieur Lomet et du courage déployé par le charretier Himounet qui le sauva. Requis de prêter main forte à la loi, les gardes nationaux s'étaient dispersés et les soldats du régiment de Royal-Champagne, après avoir levé la crosse en l'air, avaient aidé les émeutiers à forcer les portes de l'Hôtel-de-Ville. Le lendemain, l'abbé de Grave était assailli dans son habitation de Monbusq, par une bande de femmes et de gens sans aveu. Son crime était d'avoir vendu sa récolte à un marchand des environs, qui avait amené des bateaux au port de Goux, en face de Colayrac, pour en prendre livraison. L'abbé de Grave fut ramené dans Agen, tirant la corde et trainant le bateau où son blé était empilé, escorté par deux officiers municipaux impuissants à le défendre et par quelques gardes nationaux tranquilles spectateurs du désordre. Il n'échappa que

par miracle à la fureur de la foule. C'était pourtant un prêtre charitable. Dans ses *Additions au journal de Malebayse*, Labrunie nous apprend que ce vénérable ecclésiastique avait fait don, quelques années auparavant, d'une somme de deux mille livres à l'hôpital Saint-Jacques.

On s'étonnerait que l'abbé de Grave, ayant subi les avanies que venons de raconter, ses confrères eussent été laissés en repos. L'effervescence produite par les émeutes des 4 et 5 mars était à peine calmée, qu'une assemblée populaire réunie aux Pénitents Gris, adressait au Département une pétition pour lui demander la fermeture immédiate des églises non paroissiales, y compris celle de l'hôpital, demeurées ouvertes au culte non conformiste par suite de l'inexécution dans le district d'Agen, de l'arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 1791. La pétition demandait en outre l'expulsion de la ville d'Agen des prêtres réfractaires y possédant leur domicile, ou qui, chassés des communes et des départements voisins, étaient venus s'y réfugier. Transmise par le Département au District, elle n'y trouva pas un accueil favorable. Non seulement cette administration refusa nettement le renvoi des prêtres, mais encore elle déclara ne pas comprendre l'utilité d'interdire au public les chapelles dénoncées. Le conseil général de la commune fut d'un autre avis. Après avoir constaté que depuis le serment requis des ecclésiastiques par la Constitution, les églises paroissiales étaient désertes, tandis que les chapelles « des dames religieuses étaient toujours pleines de femmes. » et que même « le bruit régnait en ville, qu'on y donnait depuis quelque temps la communion pascalle, » il délibéra qu'il était urgent de fermer toutes ces chapelles et tous les édifices ouverts encore au culte non conformiste, sans admettre d'exception que pour les églises des Pénitents, si toutefois ils s'engageaient à les faire desservir par des prêtres constitutionnels. Sur la question de l'éloignement des autres, la délibération du Conseil manquant totalement de clarté, il n'y fut fait aucune réponse. Mais, malgré l'avis du District et la promesse d'être soutenu par le Conseil Général du Département réuni en ce moment au chef-lieu, le Directoire, c'est-à-dire le Corps administratif, n'osa pas résister plus longtemps et, brusquement, craignant sans doute de nouveaux troubles, il se résolut à donner suite à son arrêté du 1<sup>er</sup> septembre de l'année précédente. En conséquence par un nouvel arrêté en date du 21 mars 1792, il fut prescrit au district et à la commune d'Agen de procéder dans le plus bref délai « à la clôture des maisons ci-devant religieuses autres que les paroissiales », situées dans l'enceinte de la ville.

Les Dames de l'Annonciade commirent l'imprudence de ne pas se conformer à cet ordre et continuèrent à recevoir des ecclésiastiques insermentés et des personnes du dehors. Elles y gagnèrent, qu'un beau dimanche, le 26 août 1792, une troupe de garde nationaux fit irruption dans leur chapelle pendant la messe, et, la cérémonie finie, s'étant saisie de tous les assistants, elle les conduisit tous, prêtres et fidèles, devant la municipalité. De là, ils furent amenés au juge de paix du canton qui commença immédiatement une instruction. Le même jour, le Département ratifiait la violence en expulsant les religieuses de leur couvent.

Trois mois avant ce haut exploit de la garde nationale d'Agen, celle de Port-Sainte-Marie s'était signalée en fusillant à bout portant, dans un grenier, un jeune officier des troupes coloniales, M. Gripière de Moncroc. A la fin du mois de juillet, on assassinait, à Clairac, l'abbé de Lartigue ; et, le second jour du mois d'août, dans la ville de Nérac, où justement allaient se faire les élections pour la Convention, M. Alespée était égorgé sur la place publique. Un mois après, éclatait la nouvelle des massacres de septembre. Muni d'un passeport que Paganel dans son *Histoire de la Révolution*, se vante, cette fois avec justice, de lui avoir procuré, M. de Bonnac, notre ancien évêque, était parti pour l'exil, juste à temps pour y échapper. A la même époque, les prêtres chassés de France par la loi du 26 août commençaient leur lamentable exode<sup>1</sup>. Inscrit sur une liste de gens à désarmer, Labrunie subissait une première visite domiciliaire et ce pacifique annaliste était dépouillé de l'unique canne à lance qui composait tout son arsenal. Le catalogue des livres du District achevé, il avait entrepris de refondre l'*Abrégé chronologique*, dont il avait apporté de Monbran une première ébauche, rédigée en 1783. Arrivé à la période du xvi<sup>e</sup> siècle, faut-il s'étonner que les atrocités du passé lui aient suggéré de douloureux rapprochements avec celles du présent et que l'avenir menaçant lui ait inspiré cette réflexion découragée : « Les guerres de religion produisent dans tous les temps les mêmes effets. N'en sommes-nous pas aujourd'hui les tristes témoins ? Et qui peut nous assurer que nous n'en serons pas, comme dans le reste de ce royaume

---

<sup>1</sup> Voir les notices sur Antoine Mouran, supérieur du Grand Séminaire d'Agen, Pierre Dupuy, chanoine de la Cathédrale et J. B. Besse, curé de Penne et ancien ami de Labrunie, par M. le chanoine Delrieu.



jadis si florissant, les tristes victimes ? Si ce cruel sort m'attend, ainsi que tant d'autres : *Odoretur Dominus sacrificium !* »

Labrunie avait raison de s'armer ainsi de résignation chrétienne, car ses derniers jours allaient être soumis à de continuelles épreuves. La loi du 26 août 1792 condamnait au bannissement tous les ecclésiastiques qui avaient refusé de prêter le serment prescrit par la Constitution civile ou qui l'avaient retracté, exemptant seulement de ses rigoureuses dispositions les sexagénaires et les infirmes. Ceux-ci devaient être réunis dans une maison commune au chef-lieu du Département. Les prêtres frappés de la sorte appartenaient pour la plupart à la catégorie de l'ancien clergé paroissial. Mais il existait une autre classe d'ecclésiastiques aussi nombreuse que la précédente, composée des abbés, chanoines, frères et religieux de tout ordre, dont les établissements avaient été supprimés et qui étaient insermentés parce qu'ils n'avaient jamais été appelés à prêter serment. A cette classe se rattachaient les curés démissionnaires avant la promulgation de la loi du 26 décembre 1790, et Labrunie était du nombre. Ils touchaient généralement une pension. On inventa, pour les atteindre, un nouveau serment dit de Liberté et d'Egalité dont la formule contenait la promesse de défendre jusqu'à la mort ces deux vertus cardinales du dogme révolutionnaire. Décrété le 14 août 1792, il devait être exigé de tous les pensionnaires de l'Etat, mais il avait été imaginé surtout en vue des ecclésiastiques. Cependant comme il n'impliquait aucune adhésion formelle à la Constitution civile, l'Eglise ne l'a point condamné. Plusieurs prêtres, et des plus respectables, se décidèrent à le prêter. Labrunie fut plus timide ou plus scrupuleux et s'abstint. Refuser le serment de Liberté et d'Egalité n'exposait dans le principe qu'à la perte de sa pension. Mais déjà la loi du 26 août avait apporté à ce serment une nouvelle sanction en menaçant des mêmes peines que les premiers insermentés les ecclésiastiques qui refuseraient de s'y soumettre, si par des actes extérieurs, c'est-à-dire par la profession publique de leur culte, ils troublaient la tranquillité publique. A la longue même, la persécution devenant plus âpre et plus acerbe, une loi du 23 avril 1793 devait imposer aux insermentés de cette seconde catégorie un sort pire qu'à ceux de la première.

Les prêtres sexagénaires et infirmes du département de Lot-et-Garonne, atteints par la loi du 26 août, se rendirent bénévolement ou furent amenés à Agen, dans le courant des mois de septembre et d'octobre. En attendant que l'un des convents de Paulin fut mis en

état de les recevoir, on les recueillit au Séminaire. Ils en sortirent le 6 novembre, pour occuper le local préparé pour eux à Paulin. Leur captivité, il faut le reconnaître, ne fut pas dans les premiers temps bien rigoureuse. Les communications avec le dehors, les sorties en ville leur étaient permises. On les menait même à la promenade, en corps et sous la conduite d'un officier municipal, qui devait faire une bien curieuse figure, lorsqu'il marchait en serre-file à côté de ce singulier pensionnat.

Labrunie n'étant pas compris dans cette première série de prêtres réfractaires avait conservé sa liberté ; mais il n'en était pas moins exposé à toutes les vexations et à toutes les vilenies du temps. Déjà la municipalité avait eu la faiblesse de le laisser inscrire sur l'état des citoyens désarmés et désignés ainsi aux soupçons populaires. On ne lui avait tenu compte ni de son caractère modéré, ni du service qu'il venait de rendre au public, en inventoriant les bibliothèques des couvents. Seules les autorités du District ou du Département où dominaient encore les éléments modérés, se montraient reconnaissantes et lui votaient, on l'a déjà vu, une allocation de 500 livres. Elle ne pouvait pas mieux tomber, puisqu'en s'abstenant de prêter serment, il avait renoncé à sa pension de l'Etat.

Quelques temps après, dans les premiers jours de l'année 1793, le Département lui témoignait encore le cas qu'il faisait de ses lumières, en lui proposant d'aller à Villeneuve porter secours aux autorités du District, fort embarrassées de la confection d'un catalogue semblable à celui qu'il avait dressé pour le district d'Agen. Pour cette fois il pria qu'on l'excusât, alléguant son état de santé qui devenait tous les jours plus mauvais.

Mais les temps étaient si durs que ni la dignité de sa vie, ni sa vieillesse, ni la confiance qu'on lui témoignait en haut lieu, ne parvenaient à le mettre à l'abri de la méchanceté et de la délation. Une pétition, déposée le 21 janvier 1793 sur le bureau du conseil municipal d'Agen, appelle l'attention des autorités sur la rentrée dans le pays, — rentrée très problématique, — de plusieurs ecclésiastiques déportés. Elle dénonce ensuite comme « fomentateurs secrets » (*sic*) un certain nombre d'autres prêtres parmi lesquels Labrunie et son frère, ancien grand carme au couvent de Bergerac, sont formellement désignés. Que pouvaient bien fomenter ces pauvres ecclésiastiques généralement fort âgés et vivant dans une crainte perpétuelle de la visite domiciliaire et de l'emprisonnement ? Le document ne le dit pas. Cependant le conseil municipal délibère « d'exercer sa sur-

veillance sur eux d'une manière plus spéciale, ses fonctions à cet égard ne s'étendant pas plus loin. » La peur des méchants plus que la haine des bons paraît avoir été pendant toute la Révolution le principal mobile de nos autorités locales. Il serait donc injuste, à notre avis, de prendre au sérieux ces menaces ou ces regrets, destinés à donner aux pétitionnaires une apparente satisfaction. Mais ces mesures de rigueur auxquelles nos officiers municipaux ne savaient pas se résoudre, les événements et la législation allaient leur imposer l'obligation de les appliquer ou de s'exposer eux-mêmes aux peines les plus sévères.

Nous avons déjà raconté comment une première série de prêtres réfractaires, les insermentés de la loi du 20 décembre 1790, sexagénaires ou infirmes, avaient été rassemblés dans le couvent de Paulin. Leurs collègues plus jeunes ou plus valides avaient été contraints de s'exiler et ceux de notre pays, pour la plupart, avaient gagné l'Espagne. En dehors du Clergé constitutionnel, les insermentés de la loi du 14 août 1792, c'est-à-dire ceux qui, à l'exemple de Labrunie, avaient refusé le serment de Liberté et d'Egalité, étaient les seuls ecclésiastiques demeurés libres, sinon d'exercer leur culte, au moins de leur personne et de leurs mouvements. Mais si étroite qu'elle fût, leur situation était chaque jour plus menacée et la persécution n'allait pas tarder à les atteindre, comme les autres.

Au commencement de l'année 1793, la guerre était partout à l'extérieur et la Vendée avait pris les armes. Déjà Carnot, accompagné de notre ancien procureur-général syndic Lacuée, était passé dans notre ville, où il était descendu à l'hôtel du Petit Saint-Jean, se rendant à l'armée des Pyrénées. Au mois de mars, la Convention envoya dans le midi, avec le titre de commissaires pour les départements de la Gironde et du Lot-et-Garonne, le plus en vue de nos députés, l'excuré Paganel et Garrau, de Sainte-Foy la Grande, comme lui représentant du peuple. Ils arrivèrent à Agen, venant de Bordeaux, à la fin du mois. Leur premier soin fut d'y instituer un comité révolutionnaire et, dès le 29 mars, prenant prétexte des mouvements de la Vendée et s'autorisant de leurs pleins pouvoirs pour devancer la loi du 23 avril 1793, ils adressaient aux autorités du Département une réquisition tendant « à faire arrêter traduire et retenir au chef-lieu dans une maison de sûreté » tous les ecclésiastiques qui ne justifieraient pas avoir prêté le serment de Liberté ou d'Egalité, ou qui même l'ayant prêté, seraient dénoncés par six citoyens, comme sus-

peets d'incivisme. Le lendemain, l'administration du Département prenait des dispositions conformes à cette réquisition, et, séance tenante, un membre du District était dépêché en expédition à Astaffort, pour y appréhender trois « prêtres fanatiques » en résidence dans cette commune. Dès ce moment commença cette chasse au clergé qui finit seulement avec le Consulat. Une loi du 14 février 1793 accordait une récompense de cent livres à quiconque capturait un ecclésiastique sujet à la déportation. Nous la verrons encore appliquée, dans le département, à la veille du 18 Brumaire.

Labrunie, cependant, ne fut pas encore emprisonné. Comme le local du Séminaire où l'on allait enfermer tous ces ecclésiastiques n'était pas prêt, on se contenta de consigner chez eux, ceux qui avaient leur domicile en ville. Peut-être en serait-on resté là, sans la loi du 23 avril 1793, dont il a été question plus haut. Aux termes de cette loi, tous ecclésiastiques assujettis au serment du 14 août, et ne l'ayant pas prêté, devaient être déportés à la Guyane. Sauf appel aux Directoires des départements et des districts, étaient frappés de la même peine, ceux qui, ayant prêté ledit serment, seraient dénoncés pour incivisme par dix citoyens de leur canton. Une loi du 18 mars précédent avait substitué à la déportation la peine de mort pour les prêtres chassés de France par la loi du 24 août et trouvés sur le territoire de la République, en rupture de ban. Le même sort était réservé par la loi du 23 avril aux ecclésiastiques qui, s'échappant de Cayenne ou des pontons, rentreraient en France en violation de ses dispositions. En réalité, les insermentés de la seconde catégorie étaient plus sévèrement traités que ceux de la première, exilés l'année précédente. On avait au moins laissé à ces derniers la faculté d'opter entre l'exil et la déportation.

Heureusement pour Labrunie que la nouvelle loi maintenait l'exception faite précédemment en faveur des sexagénaires et des infirmes. Comme il avait dépassé soixante ans, il se trouvait simplement condamné à la détention dans une maison nationale, au chef lieu du département. Il demanda, le 17 mai 1793, en raison de ses infirmités, de garder la réclusion dans sa chambre, concession déjà faite à d'autres, sans doute moins valides que lui. Sa réclamation ne fut pas admise et il dut se résigner à aller rejoindre au Séminaire, ses confrères incarcérés, depuis le mois de mars, sur les réquisitions de Paganel et de Garrau. Il s'y trouvait en septembre 1793, lors du passage et du séjour dans Agen de Tallien et des autres représentants du peuple réunis dans notre ville pour y concerter les moyens de réduire Bordeaux

et le parti de la Gironde. Or, il était resté au Séminaire, à la disposition des reclus, le vieux mobilier à l'usage des professeurs et des élèves, lorsque cette maison était affectée à l'enseignement ecclésiastique. Tallien, étant venu visiter l'établissement, trouva là une excellente occasion d'exercer sa haine de Jacobin contre les prêtres. Par un arrêté du 27 décembre 1793, il ordonna à la municipalité de réunir sur le champ, dans une seule prison, les ecclésiastiques détenus au Séminaire à ceux qui l'étaient, depuis un an, à Paulin, et de faire transporter dans les magasins nationaux les meubles demeurés en la possession de ces pauvres vieillards dans l'une et dans l'autre maison. La mesure était d'autant plus inique que la Révolution, après les avoir, au préalable, dépouillés de leur fortune personnelle, ne leur avait laissé d'autre ressource qu'une maigre allocation de vingt sous par jour. Par une dérision de la loi, ils étaient assimilés aux émigrés qui avaient plus ou moins volontairement quitté la France, et leurs biens confisqués étaient quotidiennement mis en vente au profit de la nation. C'est ainsi, pour ne citer que cet exemple, qu'un abbé de Rangouse, ancien chanoine de Saint-Caprais, et d'une famille bien connue dans nos annales consulaires, sans être jamais sorti d'Agen, où le clouaient ses infirmités, se vit déposséder d'un patrimoine, situé dans les paroisses de Monbusq et de Brax, évalué en 1824, lors du règlement de l'indemnité des émigrés, au prix de 33 000 francs. Labrunie avait moins à perdre. Comme il s'était déjà défait de sa maison de la rue Garonne, on ne put lui prendre que son mobilier et l'on mit sous séquestre ses livres, sa chère bibliothèque, où se rencontraient avec la première édition des Commentaires de Monluc, le petit volume devenu si rare du traité de *Seditiosis*, composé par Boyer, et un exemplaire non moins précieux du bréviaire de Bilhonis, imprimé à Limoges, en 1525. Par bonheur, elle ne fut pas versée au dépôt littéraire du District où allaient s'engloutir tant de bons livres.

Labrunie fut donc transféré, au mois de septembre 1790, avec ses confrères du Séminaire, dans la maison de Paulin. Ils y trouvèrent ceux qu'on y avait déjà renfermés à la fin de l'année précédente. Sans parler des inconvénients de leur réunion dans un local mal aménagé et trop étroit pour tant de personnes, les malheureux prisonniers eurent à subir à Paulin toutes les rigueurs de l'emprisonnement. Dans les premiers temps de leur détention, on a déjà vu qu'il avait été permis aux reclus de Paulin de sortir en ville. Un règlement commun aux deux maisons avait étendu cette faveur à

ceux du Séminaire. Les uns et les autres avaient le droit d'en user deux ou trois fois la semaine, à des jours déterminés. Mais au bruit que Tallien et ses collègues étaient en route pour Agen, les officiers municipaux, pris de peur, retirèrent toute autorisation de ce genre. La réclusion devint complète, et, la misère publique aidant, les détenus furent soumis dans leur prison à toutes les privations. Il leur arriva même quelquefois de manquer de pain. Toute communication avec le dehors leur fut rigoureusement interdite ou du moins sévèrement contrôlée. Labrunie ne vit donc pas, de ses propres yeux, les événements de la Terreur dans Agen. Il n'assista pas à l'auto-da-fé, où furent brûlés, le 22 septembre 1793, avec les registres de notre première société populaire entachés de fédéralisme, les titres et les papiers seigneuriaux. Il ne connut que par ouï-dire, l'épuration des autorités, l'arrestation en masse des suspects, l'apostasie du clergé constitutionnel, à son tour persécuté et interné, par mesure de sûreté, dans les chefs-lieux de District, la fermeture des églises converties en ateliers de salpêtre ou en magasins de fourrages, la fête de la Raison, l'échafaud en permanence sur la place publique, le passage de ces longs convois de prêtres ramassés par Paganel dans les régions de l'Aveyron et du Tarn, les fêtes de l'Etre suprême et du culte décadaire, les exploits du second comité et de la compagnie révolutionnaires et toutes les fureurs de ce sauvage Monestier (de la Lozère), au demeurant plus terrible dans ses proclamations que dans ses actes, qui après le départ de Tallien et des autres conventionnels, leur fut donné pour successeur et terrorisa le pays jusqu'au lendemain du 9 Thermidor.

Une liste dressée par la Mairie d'Agen, le 6 Ventôse an II (24 février 1794), donne à Labrunie pour compagnons de captivité à Paulin, environ cent vingt prêtres ou religieux. Dans le nombre on peut citer l'abbé Boys, ancien docteur de la maison et société de Sorbonne à qui M. de Bonnac avait confié l'examen du Propre de Saints du du diocèse, composé par Argenton ; les deux Passelaigue, dont il est également question dans le Discours préliminaire sur les historiens de l'Agenais ; l'ancien curé de Montastruc, Malateste de Beaufort qui avait été député du clergé à la Constituante ; les PP. Costes et Roudanès, ex-jésuites, préparés par les iniquités, dont ils avaient souffert sous l'ancien régime, aux persécutions du nouveau. Sur la même liste figurent aussi le propre frère de Labrunie, l'ex-Grand Carme ; un descendant de Scaliger, l'abbé de Vérone, réservé à ce convoi de prêtres mentionné par Proché, qui devait être expédié, le

14 mars, à Bordeaux, à destination de la Guyane ; l'abbé Gravières, que la malignité de sa langue plus encore que les excès de son zèle religieux — depuis plus de trente ans il était demeuré étranger à toute fonction ecclésiastique, — avait, selon toute vraisemblance, conduit en prison ; les derniers ermites de Saint-Vincent, les FF. Eymeric et Pacôme ; enfin un nombre plus considérable qu'on ne le croirait, de prêtres assermentés victimes de dénonciations locales.

Nous venons de dire que la mission de Monestier avait duré jusqu'au lendemain du 9 Thermidor, A cette date, Labrunie était encore incarcéré et ce serait une erreur de croire qu'il obtint immédiatement sa délivrance. La force des choses, on le sait, plus que leur bonne volonté, contraignit les Thermidoriens à renoncer aux mesures de terreur et à rentrer dans la voie de la justice. Sans doute, après le 9 Thermidor, une période de modération succéda à la période de violence. Cependant le cri de Proché, saluant cet heureux moment : *Solvit se Teucris luctu*, n'est vrai que d'une vérité relative. Il est vrai pour Proché et pour ses amis du parti modéré, qui, par peur ou par faiblesse de caractère, avaient donné leur adhésion et quelquefois prêté leur concours aux pires excès révolutionnaires. Mais il traduit mal la situation, si on l'envisage du point de vue des persécutés. les ci-devant nobles, les suspects, les émigrés et les prêtres. Chose digne de remarque, le seul ecclésiastique guillotiné, dans Agen, pendant la Révolution, le cordelier Delsac, a été condamné à mort le 13 Fructidor an II (30 août 1794), plus d'un mois après le 9 Thermidor ; et des six sentences capitales prononcées par notre tribunal criminel pour crimes et délits politiques, trois ont précédé et trois ont suivi la célèbre journée qui vit la chute de Robespierre<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Au surplus, voici les noms et les dates :

1. Rives-Moustier, émigré, condamné le 10 Mai 1793.
2. Lacaze-Duthiers, condamné le 21 Frimaire, an II, (11 déc. 1793).
3. D'Abzac, émigré, condamné le 27 Germinal, an II, (15 avril 1794).
4. Delsac, ex-cordelier déporté, condamné le 13 Fructidor, an II, (30 août 1794).
5. Joly-Blazon, émigré, condamné le 17 Frimaire an IV, (8 décembre 1795)
6. Dorlan-Polignac, émigré, condamné le 3 Fructidor, an IV, (20 août 1796).

Un seul, Lacaze-Duthiers, fut condamné après débat contradictoire par

Proché constate lui-même qu'on fût longtemps à se décider à rendre la liberté aux simples suspects. Il leur fallait avoir donné des gages de civisme, produire des certificats, avoir au moins acheté une pendule choisie dans le mobilier national, provenant du clergé et des émigrés<sup>1</sup>. Aux formalités que l'on exigeait des laïques on peut juger des difficultés que soulevait la sortie de prison des ecclésiastiques. Le conventionnel Isabeau qui, lui aussi, avait été revêtu de la prêtrise et qui avait remplacé Monestier, le 21 Thermidor an II (8 août 1794), paraît être le premier qui se soit inquiété de leur libération. Au mois d'octobre et de novembre il permit successivement aux deux ci-devant chanoines, Cousin et Pélissier, de se retirer dans leurs foyers. En vertu d'un arrêté du comité de sureté générale, au mois de décembre suivant, l'abbé de Rangouse, ancien vicaire général de M. de Bonnac et parent de celui dont il a été question plus haut, voyait également cesser sa réclusion. Encouragés par ces exemples, Labrunie et son frère songèrent à se pourvoir de certificats pareils à ceux que l'on avait exigés des ci-devant nobles ou suspects. Ils adressèrent une pétition en ce sens au conseil général de la Commune. Elle fut discutée en séance publique le 29 ventôse an III (18 mars 1796), et le conseil, sur les renseignements favorables donnés par divers membres de l'assemblée et confirmés par les citoyens des tribunes, délibéra que « le citoyen Joseph Labrunie, ancien curé de Monbran, avait toujours été reconnu pour un homme très paisible, charitable et d'une vertu rare et que le seul reproche qu'on eût à lui faire était de ne pas avoir prêté le serment de liberté et d'égalité. » Quant à son frère, le ci-devant Grand Carme, accusé par un membre du conseil de mauvais propos contre la République, il fut décidé qu'il n'aurait pas de certificat. Il faut dire cependant que, six jours après, revenant sur cette décision, le conseil consentit à rendre à l'ancien religieux le même service qu'à son frère. Malgré cela, ils ne furent pas immé-

---

devant le jury. Pour les autres, le tribunal n'avait eu qu'à constater l'identité et à prononcer la peine. Ils furent tous exécutés dans les vingt-quatre heures. A notre avis, on pourrait ajouter à cette liste, un malheureux paysan, nommé Peyraud, âgé seulement de 20 ans, qui fut exécuté quinze jours après Lacaze-Duthiers, pour troubles apportés au recrutement dans la commune de Lauzun.

<sup>1</sup> Voir Proché : *Annales*, p. 49.



diatement relaxés. Ils étaient encore en prison lorsque Treilhard, accompagné de Boussion, médecin à Lauzun et son collègue à la Convention Nationale, fut envoyé en mission dans ce pays. Il y réorganisa l'administration et remit en place la plupart des anciens modérés destitués par Tallien. Les ecclésiastiques reclus profitèrent de sa présence pour solliciter leur mise en liberté. Treilhard accueillit leurs pétitions, mais sans se prononcer sur leur libération définitive. Il se contenta d'écrire au bas de ces pétitions l'autorisation pour les membres du District de donner aux pétitionnaires la faculté de se retirer momentanément dans les maisons des citoyens qui consentiraient à les recevoir, s'il était bien constaté par des certificats de médecin, qu'il était impossible de fournir aux prisonniers, dans la maison de Paulin, les soins réclamés par leur grand âge et leurs infirmités. Défense d'ailleurs était faite de généraliser cette permission et de statuer sur le sort des prêtres reclus autrement que par des arrêtés individuels. Les deux frères Labrunie, munis d'un certificat du citoyen Dupérié, officier de santé, s'adressèrent en conséquence aux autorités du District et, le 19 Germinal an III (8 avril 1795), plus de six mois après le 9 Thermidor, il leur fut accordé, par arrêté spécial, de se retirer chez le citoyen Mouchet, leur neveu « où ils seraient plus à portée de recevoir les soins qu'on ne pouvait leur accorder dans la maison de réclusion. » Encore cette autorisation fut-elle limitée à six mois à partir du jour de l'arrêté. A la même date, pareille faveur était étendue, mais toujours à titre individuel et précaire, à la majeure partie des ecclésiastiques détenus. Cependant, grâce à Paganel, qui, succédant à Treilhard et à Boussion, sembla vouloir faire oublier l'ardeur qu'il avait déployée, dans ses premières missions, contre les prêtres ses anciens confrères, cette faveur qui ne devait être d'abord, selon les expressions d'une lettre administrative, *qu'un changement de lieu de réclusion*, fut convertie par arrêté du 26 Germinal an III (15 avril 1795), en liberté provisoire sans limite déterminée. A partir de ce moment il ne resta guère plus à Paulin que le pauvre abbé Gravières. Trois semaines plus tard, heureusement, il trouva, lui aussi, un répondant, et le citoyen Delbourg, marchand, en consentant à le prendre à sa charge, lui fit ouvrir, mais toujours provisoirement, les portes de la prison.

Ce ne fut que longtemps après le 9 Thermidor, au mois de juin 1795, que les églises fermées depuis la Terreur furent rendues au culte. Dans les campagnes, les prêtres qui avaient réussi à se tenir cachés

ou qui avaient osé rentrer d'Espagne, n'avaient pas attendu cette date pour se réinstaller dans leurs anciennes paroisses. A la grande joie des populations et même des autorités rurales, ils y furent suivis par les ecclésiastiques sortis de prison ou renvoyés des pontons. Cette période fut surtout marquée par les nombreuses rétractations du clergé constitutionnel. Les lettres de l'évêque Constant, écrites à cette époque, et publiées par M. Gazier, en 1879, dans la *Revue de l'Agenais* sont pleines là dessus de gémissements. La même note se retrouve, mais avec moins de sincérité et d'amertume, dans les comptes rendus adressés à Paris par les procureurs généraux du Département. Ceux-ci se plaignent surtout de l'abandon du culte décadaire, couru seulement par les fonctionnaires et déserté par ses adhérents gratuits, depuis que ces derniers n'avaient plus à craindre, comme au temps du proconsul Monestier, d'être privés de leur ration de pain. Les édifices paroissiaux avaient été de nouveau livrés, dans les villes, aux prêtres assermentés; mais, malgré les lois sur les serments, toujours existantes, moyennant une simple promesse de soumission à la République, l'exercice du culte et même l'administration des sacrements y étaient permis aux non conformites dans des chambres ou des oratoires privés. Désirant user de la permission, Labrunie et son frère demandèrent, le 29 messidor an III (17 juillet 1795), la restitution d'un missel, d'un ornement noir à fleurs d'argent et de divers autres vêtements sacerdotaux qui leur avaient été saisis en 1793. Le District consentait à la remise; mais le Département s'y opposa. Labrunie allait être plus heureux d'un autre côté.

Après sa sortie de prison, il avait repris ses travaux d'histoire. En rentrant dans la maison de son neveu, il y avait retrouvé sa bibliothèque, qui, par une chance inespérée, n'avait pas été déplacée. Le 23 Messidor an III, le District permit qu'on en levât les scellés et qu'on lui en rendit la jouissance. Heureux de la bonne volonté qu'on lui témoignait, Labrunie eut alors l'idée d'en profiter pour se faire autoriser à opérer des recherches dans les archives de l'Hôtel de ville, soustraites par des autorités intelligentes au bûcher du 22 septembre 1793. Il en fit la demande au Conseil général de la commune. Sa requête y fut discutée le 10 Fructidor an III (4 septembre 1795). Il exposait dans sa pétition « qu'avant de mettre la dernière main à la rédaction des Mémoires chronologiques pour servir à l'histoire de l'Agenais, il avait besoin de recourir aux archives de la Commune ». Il sollicitait en conséquence de la bienveil-

lance du Conseil, la concession d'une clef lui permettant de s'introduire à volonté dans le local où elles étaient gardées. Il demandait en outre, vu la dureté de la saison dans laquelle on allait entrer, la faculté de déplacer, sous sa responsabilité, les actes dont la transcription lui paraîtrait nécessaire. Sans la moindre hésitation, le Conseil s'empressa de faire droit à la requête et « considérant que de l'ouvrage entrepris par le pétitionnaire il ne pouvait résulter qu'un grand avantage pour le public, » non seulement il décida que les archives seraient ouvertes à Labrunie toutes les fois qu'il voudrait y pénétrer, mais encore il désigna pour l'accompagner et au besoin pour l'aider dans ses recherches, le citoyen Noubel, substitut du procureur de la commune et le citoyen Proché notable. Ceux-ci étaient de plus autorisés à lui délivrer et laisser emporter, sur son récépissé, les actes qu'il désirait transcrire. De cette façon, le nouveau régime accordait au laborieux érudit une faveur qui lui aurait été probablement refusée par l'ancien. Labrunie était au comble de ses vœux. Ce fut, pour ainsi parler, sa lune de miel avec la Révolution ; elle ne devait pas durer longtemps.

On a longtemps enseigné, on l'enseigne peut-être encore, que la Convention Nationale termina sa carrière par une amnistie. On oublie généralement d'ajouter que cette amnistie s'appliquait seulement aux auteurs des délits et des crimes commis en son nom ou avec sa complicité. Miséricordieuse à ses partisans, elle ne sut pas se retirer sans se montrer comme à ses débuts impitoyable à ses adversaires. Consciente des responsabilités qu'elle avait encourues et craignant des représailles, elle ne prit pas seulement la précaution de statuer que les deux tiers de ses membres feraient de droit partie des Conseils appelés à la remplacer ; elle décréta, dans son avant-dernière séance, que les parents et alliés des individus incrimés sur les listes d'émigrés seraient exclus de toutes fonctions publiques et revenant notamment sur les arrêtés de ses propres comités et de ses représentants en mission, rendus en faveur des prêtres insermentés, elle les annula purement et simplement, comme contraires aux lois draconiennes de 1792 et de 1793, qu'elle entendait être ramenées à exécution dans les vingt-quatre heures.

Ce décret, portant la date du 3 Brumaire an IV (25 octobre 1795), parvint à Agen le 11 du même mois (2 novembre 1795), et les administrateurs du Département, menacés de deux ans de prison, s'ils

en différaient l'application, se hâtèrent d'y procéder en affectant la maison nationale du Collège à la détention des prêtres atteints par ses dispositions. Le lendemain, le Directoire du District faisait signifier à cinquante ecclésiastiques, au nombre desquels étaient les deux frères Labrunie, l'ordre de se rendre dans cette maison, qui avait déjà servi de prison aux ci-devant nobles et aux suspects. Pour les sexagénaires, une simple notification parut suffisante, mais une douzaine d'autres, que leur âge ne garantissait pas contre la déportation, devaient être immédiatement arrêtés par la gendarmerie. La mise en liberté provisoire de Labrunie avait duré du 8 avril 1795 au 3 novembre de la même année.

Il lui fallut donc s'enfermer au Collège ; il y retrouva ses anciens compagnons de la prison de Paulin ; mais la mort et la déportation en avait diminué la liste. Autant par l'incurie de l'administration que par la misère des temps, ils furent de nouveau exposés au Collège aux souffrances du dénuement et de la faim. La preuve en est dans une pétition conservée aux Archives de la Mairie d'Agen, signée par la plupart d'entre eux, et adressée le 24 Nivôse an IV (14 janvier 1796), aux administrateurs du Département, pour leur exposer que les fournisseurs refusent de prendre le papier représentant l'allocation accordée aux pétitionnaires pour leur subsistance ; d'où ces reclus tirent cette conséquence que, puisqu'on n'est pas en état de les nourrir dans leur prison, on doit les mettre en liberté. Cette conclusion, est-il besoin de le dire, ne fut pas favorablement accueillie. On se borna à augmenter les subsides en papier monnaie alloués aux détenus ; on porta même ces subsides à quatre-vingt livres par personne et par jour. Cela nous aide à comprendre en quel discrédit étaient tombés les assignats et si les fournisseurs avaient raison de n'en pas vouloir. Mais là n'est pas l'intérêt de cette pétition. Ce qui fait la curiosité de la pièce que nous venons de signaler, c'est qu'elle est certainement de Labrunie. Elle ne porte pas, il est vrai, sa signature, mais elle est toute entière de sa main. Il y règne d'un bout à l'autre un ton de légère irrévérence, où l'on s'aperçoit que les temps sont changés et que les victimes n'ont plus peur. Les autorités du reste, ne mettent plus à l'exécution des lois de persécution le même zèle qu'autrefois. La plupart des prêtres reclus au Collège appartiennent au seul district d'Agen. Dans les autres, sous divers prétextes, on les a laissés dans leur domicile, à la condition d'y garder la réclusion et de n'en pas faire un centre de rassemblement pour le culte. Les prêtres demeurés dans le pays et qui n'ont pas craint de braver la dépor-

tation en ne profitant pas des quinze jours, qu'on leur a accordés pour s'expatrier, trouvent, en dépit des lois qui défendent de leur donner asile, les plus grandes facilités pour se cacher. Et non seulement les populations ne sont pas disposées à les livrer, mais encore elles sont prêtes à les défendre, par la force, contre les arrestations. Le 3 Pluviôse an IV (23 janvier 1796), l'ancien curé de Pardaillan, Duchenin, arrêté à Virazeil et traduit dans la prison de Marmande, en est enlevé la nuit, avec effraction et escalade, par une troupe de gens dévoués, sans que le geôlier, qui a tout entendu, ait eu l'envie ou le courage d'appeler au secours, avant qu'ils soient partis. Sans doute le geôlier fut poursuivi et le maire de Marmande révoqué ou suspendu ; mais cela n'empêcha pas l'intrépide ecclésiastique de se maintenir dans le pays et de déjouer jusqu'à la fin toutes les recherches. Au surplus, la nation était lasse de toutes ces proscriptions. Les élections du mois d'octobre précédent venaient d'en donner la preuve. En apprenant leurs résultats, les anciens conventionnels durent se féliciter de la prudence qui les avait fait se réserver les deux tiers des sièges dans les deux Chambres. Vainement le Directoire et les vieux débris de la Terreur s'attachèrent à défendre les lois et les procédés de cette époque. Les nouveaux députés envoyés à Paris pour remplacer le tiers éliminé finirent par leur arracher le 14 Frimaire an V (4 décembre 1796) une loi portant abrogation des dispositions du décret du 3 Brumaire an IV. En vertu de cette loi et d'un arrêté de l'Administration centrale du département de Lot-et-Garonne, rendu pour en assurer l'exécution, le 5 Nivôse an V (25 Décembre 1796), Malebaysse, commissaire délégué par la municipalité, se présentait aux ecclésiastiques détenus au Collège et leur en faisait ouvrir les portes, leur déclarant qu'ils étaient libres, à la condition de respecter les lois de la République. La captivité de Labrunie était finie et pour ajouter encore au bienfait de la loi, le 23 Pluviôse an V (11 Février 1797), on lui restituait sa pendule, *une pendule à poids renfermée dans de la tôle et dont le cadran était en cuivre*. Seulement, ainsi que le constate le récipissé retrouvé récemment dans les vieux papiers de la mairie, il y manquait la clef et les poids.

Pour les prêtres demeurés en France toute persécution avait cessé. A la vérité, le clergé constitutionnel possédait toujours les églises paroissiales. Mais en se soumettant à des serments que les lois déclaraient purement civiques, il était licite aux ecclésiastiques non conformistes de célébrer le culte dans des maisons particulières ou dans leurs chambres transformées en chapelles. Les prêtres exilés ren-

traient et sans trop se cacher reprenaient leurs fonctions. Les autorités étaient à ce point bienveillantes, que la municipalité d'Agen promettait à des pétitionnaires déclarant professer la religion catholique, apostolique, et romaine, de leur livrer prochainement une chapelle des couvents de Paulin. Labrunie était plein de confiance. Dans une note manuscrite ajoutée par lui au catalogue des évêques d'Agen de l'abbé du Temps, il nous apprend qu'il avait même espéré un moment, revoir dans Agen M. de Bonnac. Et son espérance était d'autant mieux fondée qu'une loi, votée par les deux Conseils, abolissait, le 7 Fructidor an v (24 août 1797), tous les serments et abrogeait tous les décrets et toutes les mesures de persécution. Mais cette loi était à peine promulguée, que le Directoire, incapable de vivre quinze jours avec la liberté des cultes, exécutait son coup d'Etat du 18 Fructidor an v (4 septembre 1797) et faisait revivre toutes les lois de la Terreur contre les prêtres. Ceux qui venaient de rentrer durent reprendre dans la quinzaine le chemin de l'exil et même les prêtres constitutionnels furent sujets à la déportation comme les autres. Aux termes des lois remises en vigueur, les sexagénaires de la catégorie de Labrunie auraient dû réintégrer la maison de réclusion, où déjà ils avaient été emprisonnés deux fois. Cependant, comme il aurait fallu les y nourrir et que la pénurie des finances publiques mettait le gouvernement dans l'impossibilité de suffire à cette charge, on se contenta de les interner dans la commune de leur domicile, avec défense d'en sortir sans la permission des autorités. De plus, il leur fut imposé de se présenter à la municipalité le premier jour de chaque décade, pour y faire constater leur présence. Tout exercice du culte, même dans des oratoires privés, leur fut rigoureusement interdit. Afin de veiller à cette interdiction, les visites domiciliaires recommencèrent. On acheva de détruire tout signe extérieur du culte demeuré debout après la Terreur. Les sonneries des cloches, si intimement liées à la vie rurale, furent de nouveau sévèrement prohibées et l'observation des jours décadaires exactement surveillée. Pour avoir refusé de s'y soumettre, Pérès<sup>1</sup> qui fut plus tard bibliothécaire de la ville d'Agen, en ce moment-là professeur à l'Ecole Centrale, était révoqué de ses

---

<sup>1</sup> Est-il besoin de dire qu'il s'agit de l'auteur du célèbre opuscule : *Comme quoi Napoléon n'a jamais existé* ?

fonctions. La chasse aux prêtres insermentés redevint aussi active qu'aux plus mauvaises périodes de la Révolution. Un jour, l'hôpital Saint-Jacques était fouillé de fond en comble, parce que les *ci-devant sœurs de la charité* étaient soupçonnées, probablement avec raison, d'y donner asile à des réfractaires. Un autre jour, on pouvait lire affiché sur toutes les murailles, un placard de l'Administration centrale du département, promettant une récompense de cent francs à quiconque livrerait l'insaisissable curé Duchenin et quatre de ses confrères, coupables d'administrer les sacrements sans la permission des autorités. On voyait de nouveau comme au temps des conventionnels en mission, passer de ces convois de prêtres, que l'on conduisait à Rochefort et à l'île de Rhé. Les constitutionnels s'y trouvaient maintenant mêlés aux réfractaires, car le Directoire par son décret du 19 Fructidor, s'arrogeant un pouvoir dont n'avait pas usé la Convention s'était réservé le droit de déporter les uns et les autres. Ce spectacle n'était guère propre à donner à Labrunie la tranquillité d'esprit dont il avait besoin pour ses études et pour l'achèvement de ses travaux, d'autant que toute culture intellectuelle avait à peu près cessé. « Ces objets, dit-il, à la fin de sa notice sur les manuscrits d'Argenton, intéressaient les Agenais d'alors (d'autrefois), ils étaient faits pour piquer la curiosité des amateurs de nos antiquités. Mais à présent je crois que, dans Agen, on n'en trouverait pas deux. » Ajoutons que malgré son âge avancé et ses infirmités, il passait son temps, dans la constante préoccupation et sous l'incessante menace d'être encore emprisonné.

Le Directoire tirant vers sa fin, ne savait que s'en prendre aux prêtres. On aurait peine à le croire, si des documents irrécusables n'étaient là pour l'attester : six mois avant le 18 Brumaire, une des principales préoccupations de ce gouvernement méprisé était de créer dans chaque chef-lieu une maison de réclusion, destinée exclusivement aux ecclésiastiques. On eût dit que c'était là une institution essentielle et fondamentale du régime républicain. Le 2 Germinal an VII (22 mars 1799), une lettre du ministre de l'Intérieur prescrivait à l'administration centrale du département de Lot-et-Garonne de lui trouver une maison nationale en état de recevoir les prêtres sexagénaires et infirmes. Les maisons de cette espèce étaient toutes occupées pour le service des armées ou des administrations publiques. On songea d'abord à louer à l'administration des hospices la maison dite « de Delas », et l'on s'occupa de l'approprier à sa nouvelle destination. Mais, à la fin, on s'arrêta au château

d'Aiguillon. Le 4 Vendémiaire an viii (26 juillet 1799), par un arrêté motivé sur les mouvements royalistes, qui s'étaient produits dans le canton d'Auvillars, et dans lesquels s'était compromis un Lamothe-Vedel, dit le chevalier de Termes, dont la femme, une Malebaysse, était emprisonnée à Agen comme otage, l'Administration centrale du département ordonnait à toutes les administrations municipales, convoquées en séance secrète, de traduire à Aiguillon tous les prêtres insermentés demeurés sous la surveillance des communes, depuis leur seconde libération en l'an v. Labrunie, atteint par cette mesure, écrivit au Département une lettre où, sans récriminer, il exposait qu'accablé d'infirmités, atteint de surdité, en proie lui-même à la maladie qui venait de lui enlever son frère, il était hors d'état d'être transporté dans la nouvelle prison. Il suppliait en conséquence qu'on voulût bien lui laisser finir ses jours dans la famille Mouchet, où il avait été recueilli. Nos administrateurs, il faut leur rendre cette justice, n'hésitèrent pas à faire droit à cette requête, et, fatigués sans doute de s'acharner toujours après ces vieillards, ils accordèrent, sur l'avis conforme de la municipalité, à tous les autres prêtres de la même catégorie et résidant encore dans la commune d'Agen, au nombre de vingt-un, la faveur de demeurer en réclusion dans la maison où ils avaient leur domicile.

Environ quarante jours après, Bonaparte faisait son coup d'Etat du 18 Brumaire (9 novembre 1799). Mais de même que la révolution du 9 Thermidor n'avait pas immédiatement aboli le régime de la Terreur, cet événement ne mit pas fin tout d'un coup à la persécution religieuse. Dans la première quinzaine qui suivit le coup d'Etat, les autorités du Département portaient à la connaissance du public, par voie d'affiches, une circulaire du ministre de l'Intérieur, Laplace, où se rencontraient ces mots étonnants : « La superstition n'aura pas plus à s'applaudir que le royalisme des changements opérés le 18 Brumaire. » L'habile astronome, il faut l'avouer, était plus apte à lire dans les étoiles que dans la pensée du maître. Les membres du Département se montrèrent plus perspicaces. Dès le 2 Frimaire, an viii (23 novembre 1799), ils rapportaient les dispositions des arrêtés municipaux qui avaient imposé la réclusion dans leur domicile, aux prêtres condamnés, dans le principe, à être transportés au château d'Aiguillon. Ils allèrent même jusqu'à reprocher à la municipalité d'avoir méconnu leur intention en appliquant à d'autres qu'aux ecclésiastiques perturbateurs du repos public, les dispo-



sitions de l'arrêté du 4 Vendémiaire. Il fut ordonné en conséquence que Labrunie et ses confrères seraient, dorénavant, libres d'aller et de venir en ville, mais toujours avec cette restriction qu'ils continueraient à y demeurer en surveillance. C'est que les lois de la Révolution contre les prêtres conservaient toute leur énergie, et pour montrer au clergé l'importance du service qu'on se disposait à lui rendre en les abrogeant, on ne se faisait pas, à l'occasion, faute de les appliquer. En veut-on des exemples ? Le 2 Germinal, an viii (23 mars 1800), l'ancien vicaire-général de Condom, l'abbé de Mèlignan, était encore détenu dans les prisons d'Agen, sous le coup d'un arrêté de déportation en Espagne, qui ne fut pas d'ailleurs exécuté. Le 23 Floréal de l'année suivante, une lettre du ministre de la police générale ordonne « d'arrêter et de conduire hors la frontière ou en prison, si les circonstances l'exigent, le nommé Galibert, prêtre insoumis. » Il ne fut délivré que le 27 Floréal an x (17 mai 1802), un mois après le vote du Concordat.

Par le fait, Labrunie se retrouvait légalement dans la même situation qu'au lendemain du coup d'Etat du 18 Fructidor. Il ne tenait qu'à lui d'en sortir par un acte de soumission au nouveau pouvoir ; il ne paraît pas s'être hâté d'accomplir cette démarche. C'est pourquoi on peut encore relever son nom dans une liste conservée aux archives de l'Hôtel de Ville, où il figure en compagnie d'une vingtaine de ses confrères et de quelques laïques, gens à surveiller comme lui, à la date de la 3<sup>e</sup> décade de Ventôse an X (20 mars 1802). Vers le même temps, une note rédigée à la Préfecture, probablement en vue de la reconstitution du diocèse, donne sur son compte les renseignements suivants : « Labrunie (Joseph), ex curé, de très bonnes vie et mœurs et très instruit. N'a fait ni serment, ni soumission. N'exerce pas. »

Cependant le Concordat conclu avec le Saint-Siège — ce qui prouve, par parenthèse, que l'Assemblée constituante aurait dû commencer par là — devenu loi de l'Etat, le 18 Germinal an X (8 avril 1802), avait rendu la liberté du culte public à la religion catholique. Un mois plus tard, M. Jacoupy était nommé évêque d'Agen et le 6 Fructidor de la même année (25 août 1802), Labrunie donnait par écrit son adhésion au Concordat, pardevant le Préfet de Lot-et-Garonne. C'est le seul aveu qu'il ait jamais obtenu de lui le régime issu de la Révolution.

Lors de la réorganisation du diocèse, Labrunie fut nommé cha-

noine honoraire. C'était peu pour un ecclésiastique qui venait de subir, pour sa fidélité à l'Eglise, trois ou quatre années de détention, qui avait conservé au clergé d'Agen les plus précieux documents de son histoire et qui passait à bon droit pour un des plus savants parmi ses membres. Mais la nomination aux fonctions de chanoine titulaire ne dépendait pas seulement de l'évêque du diocèse ; il y fallait aussi le consentement du pouvoir civil et il est probable que l'attachement de Labrunie à M. de Bonnac, le peu d'empressement qu'il avait mis à faire sa soumission, ne le recommandaient pas aux puissances de qui dépendait cette faveur. Une tradition conservée dans la famille de Labrunie prétend que l'ancien curé de Monbran garda jusqu'à la tombe le regret de ne l'avoir pas obtenue. Nous n'avons rien pu découvrir sur ses derniers jours, sur cette extrême période de sa vie, qui s'étend de l'époque de la restauration du culte catholique au jour de son décès. Il est possible que son grand âge et les infirmités dont il était accablé, l'aient réduit à l'impuissance de poursuivre aucun travail. Ce qu'il y a de certain c'est que, dans les nombreuses copies de ses écrits que nous avons eu l'occasion de consulter, il ne se trouve aucune note, aucune indication postérieure à sa nomination comme chanoine honoraire.

Labrunie mourut à Agen le 6 avril 1807. Le *Journal de Lot-et-Garonne* lui consacra, le surlendemain, une notice rédigée en excellents termes et que nous avons reproduite dans les notes du Discours préliminaire. Après avoir payé aux vertus, à la science et au caractère aimable du défunt un juste tribut d'éloges, la notice rappelle les travaux de Labrunie et s'étend sur les richesses historiques dont Argenton l'avait fait héritier et qu'il avait, à son tour, augmentées. « Il les a mises, ajoute l'auteur, dans le meilleur ordre et si les intentions qu'il nous a si souvent manifestées sont remplies, elles passeront dans des mains habiles qui, après les avoir épurées avec un nouveau soin, les rendront dignes d'être offertes aux regards du public. » Bien que Raymond Noubel, propriétaire et directeur du journal, fût parfaitement capable d'écrire cet article, tout nous porte à croire que Saint-Amans en est l'auteur. Il n'y avait que lui, dans Agen, à cette époque, pour être aussi bien informé des intentions de Labrunie, sur la destination à donner aux manuscrits d'Argenton.

Il nous reste à dire en quoi consistaient ces manuscrits, quel parti Labrunie en avait tiré, les additions qu'il y avait faites et ce que tout cela est devenu entre les « mains habiles » de Saint-Amans.

# LETTRES INEDITES DE MASCARON

---

## AVERTISSEMENT

Les dames de Ragnac qui, au commencement de ce siècle, menèrent à Agen, sous l'extérieur d'une vie commune et ordinaire, une vie toute d'édification et de sainteté, léguèrent à M. le Chanoine Liaubon, neveu de Mgr Jacoupy, plusieurs lettres ou écrits de piété et de direction. M. Liaubon, à son tour, en enrichit les archives de l'Evêché d'Agen. Parmi ces pièces se trouvent, par un heureux hasard, cinq lettres autographes de Mascarón, que nous croyons inédites. Ce sont ces lettres (1) que nous publions avec quelques notes explicatives, mais sans commentaire, persuadé, pour parler le langage de notre illustre prélat, « que ce serait grand dommage de broder un si beau fond. »

A. DURENGUES.

(1) Leurs destinataires ne sont pas indiqués.

## LETTRE PREMIÈRE<sup>1</sup>

MONSIEUR,

C'est avec bien du plaisir que je me donne lhonneur de vous écrire ledification que je recus lautre jour a lexamen<sup>2</sup> de nostre chere fille (car enfin elle commence a mapartenir et je puis lapeller de ce nom.) Tout ce que jen scavois mavait bien préparé a voir et a entendre tout ce que je vis et que jentendis mais en bonne foy monsieur tout ce que je conaisois par moy mesme, toute laprobation et toutes les louanges des conseilleres dont il faut prendre les advis napprochent pas de ce qui me parust dans lentretien que jus avec elle. J'y vis tant de fermeté dans sa vocation, une joye si pleine et si sincere, une estime si grande de lestat quelle va embrasser et un mespris si sage et si réglé de tout ce quelle quitte, que je revins tout penetré d'admiration pour les graces que Dieu luy a faites et tout confus de voir quune jeune personne precede de si loing dans le royaume des cieux ceux qui sont entres si long temps avant elle dans la carriere. Je ne doute point Monsieur quun édifice basti sur de si bons fondement ne porte son faiste jusques au ciel sans estre jamais ébranlé ni par les vents, ni par les inondations dont parle levangile. J'ai crû Monsieur que vous recevries avec plaisir la nouvelle sincere que je vous donne. On nous fait espérer que lon aura lhonneur de vous voir a cette ceremonie<sup>3</sup>. Si cela est je vous prie Monsieur d'avoir

---

<sup>1</sup> Cette lettre était datée, mais la date a été déchirée.

<sup>2</sup> Il s'agit ici de l'examen canonique que les novices passaient devant l'Evêque ou son délégué avant d'être admises à la profession religieuse.

<sup>3</sup> La prise d'habit.

la bonté de nous en marquer le temps afin que j'ajuste celui de quelques visites que j'ay à faire et mon voyage de bourdeaux apres pasques pour nostre assemblée <sup>1</sup> avec le temps de votre arrivée. Je suis avec tout le respect possible Monsieur vostre tres humble et tres obeissant serviteur.

Jules E. C. d'Agen.

## LETTRE II

A Agen, le 12 de fevrier 1702.

Vous voulez bien Monsieur que je vous supplie tres humblement de vouloir seconder par toute votre habileté et tout votre pouvoir le desir vif et pressant qua Monsieur le comte de Beauville <sup>2</sup> destre pleinement rétabli dans les bonnes graces de Madame sa mère. Lesloignement qu'il y a trouvé jusques icy Monsieur le met dans un état plus violent pour son cœur que pour ses interest et le respect tendre et sincere qu'il a pour Madame de Taleran <sup>3</sup> est le grand ressort qui le fait agir. Un tel fils me paroît si digne des bontes d'une telle

---

<sup>1</sup> Tous les cinq ans les archevêques convoquaient une assemblée, dite Provinciale, où l'on élisait les députés aux assemblées générales du clergé. Les évêques étaient députés de droit aux assemblées tant provinciales que diocésaines.

<sup>2</sup> Gabriel de Talleyrand, comte de Grignols, de Beauville et de Saint-Séverin. La terre de Beauville, l'une des plus vieilles baronnies de l'Agenais avait été portée à la famille de Talleyrand par Jeanne-Françoise de Lasseran-Massencôme, fille de Blaise de Montluc, qui épousa Daniel de Talleyrand, le 31 octobre 1687. (Voir la Chenaye-Desbois, dictionnaire de la noblesse, art. Talleyrand). Les évêques d'Agen étaient suzerains de cette baronnie et Mgr de Bonnac y fut encore reçu en cette qualité en 1783. (Voir Labrunie, mémoire sur la Juridiction temporelle des évêques d'Agen, etc.)

<sup>3</sup> Jeanne-Jaubert de Saint Gelais, fille de Gabriel, comte de Boursac et de Saint-Séverin, marié en 1668 à Adrien de Talleyrand, comte de Grignols, baron de Beauville. (La Chenaye-Desbois, loc. cit.)

mere que je ne doute point Monsieur que vous ne reussissies a dissiper pleinement tous les nuages qui ont trouble la serenite d'une union si naturelle et si juste Il aura l'honneur de vous dire toutes ses raisons et de vous fournir tout ce qu'il faut pour detruire les preventions mal fondees qui ont pû luy nuire dans l'esprit de Madame sa mère. Il est digne de vous Monsieur de *convertere corda patrum in filios*<sup>1</sup> comme parle l'écriture et je regarderay comme un bienfait essentiel pour moy toutes les obligations que Monsieur le Comte de Beauville vous aura. Je suis avec un respect tres tendre et tres solide, Monsieur, votre tres humble et tres obeissant serviteur.

Jules E. C. d'Agen.

### LETTRE III.

A Monbran<sup>1</sup>, le 28 may 1702.

Il est vray Monsieur que j'ay marché pres de deux mois sur le bord de dix précipices. Je donne ce nom à dix incommodites différentes qui sans fievre sans mal à la teste, sans fluxion sur la poitrine ont donne un juste sujet de craindre pour moy. La main de Dieu m'a soustenu. Je lui demande encore le secours de cette main favorable pour me soustenir et me faire marcher avec plus de fidélité et de

---

Malach. IV. 6. — vel Luc, I, 17.

<sup>1</sup> Mascaron avait fait du château épiscopal de Monbran sa résidence favorite. Le jour où déjà atteint de la maladie qui devâit l'emporter, il dut le quitter pour toujours, il ne put s'empêcher de se retourner, comme autrefois le bon Joinville, et de dire : « Adieu, Monbran, adieu pour la dernière fois. Il se reprocha ensuite amèrement cette parole. Il craignait sans doute, dit Labruuie qui rapporte ce fait, que le ton d'attendrissement avec lequel il l'avoit prononcée, ne marquât, peut-être, quelque attache à la vie ou quelque opposition à la volonté de Dieu. (Voir Labrunie, Catalogue des Evêques d'Agen).

force dans la voye de ses commandements et de mes devoirs. Un des plus doux fruits du rétablissement de ma santé qui est dans son naturel est d'avoir vescu assez long temps pour recevoir et pour lire des marques si tendres et si obligeantes de la bonté dont vous m'honorez. Je n'ay pu les lire sans attendrissement. Tout ce qui vient sincèrement du cœur va aussy droit au cœur et comme je suis persuadé Monsieur que c'est dans la sensibilité du votre que vous avez puisé des expressions si touchantes, le mien y a répondu par toute la sensibilité de la reconnaissance si toutefois la reconnaissance laisse quelque chose à faire à la tendre et respectueuse inclination avec laquelle je vous suis devoüe depuis si long temps. Je suis aujourd'hui à la fin de mes remedes qui sont de seconds maux par la contrainte mais qui ont été un véritable bien pour moy par le succes. Je souhaite Monsieur que vous n'en ayez jamais besoin et vos vapeurs ne nous donnent plus d'alarmes.

Je n'ay jamais douté Monsieur de ce qui se passe à la Visitation de Bordeaux. Je connaissais trop le mérite de notre chere fille pour n'être pas assuré de ce qu'il produiroit dans l'esprit de ces saintes religieuses. J'en ay de la joye pour vous, pour elle mais que dois je sentir pour moy et pour mes cheres filles d'Agen<sup>1</sup> ? Douleur, mais douleur sans repentir puisque cela contribue à votre satisfaction. On ne peut être avec plus de respect, de tendresse et d'attachement Monsieur

Votre tres humble et tres obeissant serviteur.

Jules E. C. d'Agen.

Voyla une epitaphe<sup>2</sup> du prince d'Orange qui m'a paru tres belle et tres ingenieuse.

---

<sup>1</sup> Les religieuses de la Visitation s'établirent à Agen sous l'épiscopat de Mgr Delbène dans une maison de la rue Porte-Neuve, qui est aujourd'hui le Petit-Séminaire.

<sup>2</sup> Nous n'avons point cette épitaphe ; elle dut être donnée sur un papier à part.

LETTRE IV.

A Agen, le 29 décembre <sup>1</sup>.

Il est permis Monsieur aux anciens serviteurs et aux anciens amis duser de redites et je ne crains point de vous dire tout naturellement que je vous souhaite du meilleur de mon cœur une tres bonne et très heureuse année. Cela explique si bien ce que l'on veut dire Monsieur que cest dommage de broder un si beau fond et de vouloir faire parler l'esprit lorsque le cœur s'exprime si bien. Je souhaite donc que vos grandes occupations naltèrent point votre santé et que vous commenciez par faire justice <sup>2</sup> en vous conservant pour luy personne n'y prend un interest plus vif et plus tendre que moy. Ma santé est entiere graces au Seigneur. Je nay point été incommode dun sermon dune heure que je fis le jour de Noël avec le feu de de trente ans. Cependant Monsieur j'en ay soixante-et-neuf tout prest à etre accomplis. Et quand on en est la quelque bonne sante qu'on possède *Tempus resolutionis instat* <sup>3</sup>. Dieu me fasse la grace de trouver la couronne au bout de la carrière. Jusques à ce terme Monsieur je seray avec un respect et un attachement infini votre tres humble et tres obeissant serviteur.

Jules E. C. d'Agen.

Vous voulez bien Monsieur que jasseure Madame la première présidente que jay pour elle un respect infini.

---

<sup>1</sup> Le millésime manque. On voit par la suite de la lettre que c'est 1702. Mascaron, né en 1634, devait en effet avoir près de 69 ans en décembre 1702.

<sup>2</sup> Cette lettre est adressée à un Premier Président.

<sup>3</sup> II. Tim. IV, 6. — On sait qu'il est mort dans la nuit du 16 au 17 novembre 1703.



LETTRE V.

A Agen le Jeudy saint 1703.

Cest avec un plaisir tres sensible Monsieur que je vous rends l'hommage de mes souhaits a ces festes. Elles ne scauroint estre ni trop saintes ni trop heureuses pour vous à mon gré et je ne me borne pas Monsieur à vous désirer une resurrection spirituelle je prie le Seigneur que vous ressenties des cesteure les avantgoup de la resurrection des corps et que *Renovetur ut Aquilæ inventus tua*<sup>1</sup>. Pour moy Monsieur si jetais immortel vous pourries bien vous asseurer d'un respect et d'un attachement eternels avec lesquels je seray toujours Monsieur vostre tres humble et tres obeissant serviteur.

† Jules, E. C. d'Agen.

---

<sup>1</sup> Ps. CII, 5.

# L'ABBAYE D'EYSSSES EN AGENOIS

---

## APPENDICE I

---

### DOCUMENTS CONCERNANT L'ABBAYE D'EYSSSES

ET

### NOTICE SUR LAMOTHE-VEDEL

---

A la suite du *Mémoire* qu'on vient de lire et du *Synopsis* de D. Du-laura cité dans notre Avant propos, le ms. 12,669 de la Bibliothèque nationale contient encore trois pièces que nous reproduisons sans autre préambule, la première pouvant être considérée comme la préface des deux autres <sup>1</sup>. Quant à la troisième, la notice historique

---

Puisque l'occasion s'en présente, je ferai ici deux petites additions.

On pourrait peut-être reporter à des dates plus anciennes que celles données par le moine bénédictin (p. 24) l'union de Moissac à Cluny et d'Eysses à Moissac — D'après M. Fr. Moulencq (*Documents historiques sur le Tarn-et-Garonne*, t. I, p. 295), l'abbaye de Moissac fut unie à celle de Cluny sur les instances de Bernard, évêque de Cahors, vers 1047. Cette union fut confirmée le 29 juin 1053 par Pons, comte de Toulouse, et en 1025 par le concile de Toulouse. Voir aussi Lagrèze-Fossat, *Etudes historiques sur Moissac*, t. I, p. 126 et suiv. ; *Histoire de Languedoc*, t. III, p. 166, 365, 518. — Le monastère d'Eysses fut donné à l'abbé Durand, évêque de Toulouse et abbé de Moissac, le jour de Pâques 1066, par Foulques, ses neveux et ses cousins, sous la condition qu'il dépendrait de l'abbé et des religieux de Moissac. Cfr. Moulencq, *Documents historiques*, t. I, p. 296 ; — Lagrèze-Fossat, *Etudes*, t. I, p. 411 ; — Collection Doat, vol. 128, fol. 74, à la Bibliothèque Nationale.

A propos de François de Balaguier (v. p. 42), on lit en marge du manuscrit 12,669 une note ajoutée postérieurement et dont voici le texte : — « Il étoit de la maison de Monsalès en Rouergue. Marguerite de Balaguier de Monsalès a été la dernière de cette maison. Elle avoit épousé en premières noces Bertrand-Ebrard de Saint-Suplice (*sic*) qui fut tué à la bataille de Coutras, et ne laissa qu'une fille qui épousa feu M. le duc d'Uzès,

sur Lamothe-Vedel, si chaque terme en est français, le style en est tout à fait latin, et même assez peu varié dans ses tournures; et pourtant cette notice fut composée en 1688, l'année même où parut l'*Histoire des Variations*; mais il n'est pas donné à tout le monde d'être Bossuet.

I. — *Lettre de D. Coudroy, prieur de l'abbaye d'Eysses,  
à D. Germain, religieux bénédictin, à Paris.*

*Pax Christi.*

« MON RÉVÉREND PÈRE,

« Je demande excuse à Votre Révérence d'avoir tant tardé à lui faire réponse sur le mémoire qu'elle nous avoit envoyé, et c'est à cause que le Père Dom Jean Bastide, qui est ici depuis vingt-cinq ans, s'étoit chargé de dresser le mémoire de la réponse, et il ne l'avoit pas fait jusques à présent. Pour l'article qui regarde le gentilhomme qui fut tué au siège de Villeneuve et enterré dans notre église, je m'en suis chargé et vous envoie un mémoire fort ample, afin que vous en preniez ce que vous jugerez à propos. Je vous dirai pourtant que comme nous sommes fort amis de cette famille et lui avons obligation, nous vous serions obligés si vous pouviez faire entrer sept ou huit lignes de digression de notre histoire, en forme d'un petit éloge de cette famille, et y faire entrer les deux personnes qui en restent

---

d'où sont sortis M. le duc d'Uzès, le marquis de Saint-Suplice et le marquis de Monsalès institué archer par ladite dame, à la charge de porter le nom et armes. En secondes noces, ladite dame de Monsalès épousa Bertrand de Monluc, tué au siège de La Fère en Picardie, et n'en eut que feu Madame la marquise de Thémynes, qui n'eut aussi qu'une fille mariée à M. le duc de Ventadour et morte sans enfans. En troisièmes noces, ladite dame épousa Bertrand de La Hire de Vignoles, et n'eut de ce mariage qu'une fille mariée à feu M. le marquis d'Ambres. Ce François de Balaguier, évêque de Bazas, avoit un frère évêque de Laon, un autre appelé le baron de Balaguier tué proche Caussade, un autre prieur de la Ramière, une sœur mariée au baron de Castelnau de Mammy, et une autre, abbesse du monastère de Rhodès, ordre de saint Benoît » (fol. 171 et 172).

encore, et qui, font une belle figure en ce pays par leur mérite ; qui sont le chevalier de La Mothe Vedel fils, qui est capitaine de cavalerie, y étant parvenu par tous les degrés du service, savoir, maréchal de logis, cornette, lieutenant, et capitaine ; il n'est chevalier que de nom. L'autre est le gendre, qui s'appelle Labastie, de la maison de Lagoutte, fort ancienne famille ; ses emplois sont énoncés dans le mémoire. Le P. D. Jean Bastide m'a donné le mémoire de ce qu'il en sait, que je vous envoie. Si vous avez quelque difficulté ou autre demande à faire, nous tâcherons de seconder vos intentions en tout ce qui dépend de nous pour cela et autres choses.

« Le R. P. Dom Prau nous avoit écrit que puisque nous n'avions pas reçu le volume de S. Ambroise <sup>1</sup> qu'il disoit nous avoir envoyé l'année passée, il nous en avoit envoyé un depuis peu, avec quelques images de S. Benoît, Ste Scolastique, etc., et quelques petits livres nouvellement imprimés pour l'usage de nos religieux. Je vous supplie de lui dire que nous n'avons rien reçu, bien qu'il y ait longtemps qu'il nous en a donné avis. Je vous demande aussi la grâce de me croire toujours avec bien du respect, mon Révérend Père, votre très humble et très affectionné confrère. — F. Arnaud Coudroy, m, b. A Eysses, ce 8 juin 1688 <sup>2</sup>. »

II. — *Mémoire qui pourra servir de réponse à une partie des points dont le R. P. Dom Michel Germain demande être éclairci par sa lettre du 4<sup>me</sup> avril 1688 au sujet de l'histoire du monastère d'Eysses.*

1<sup>o</sup> Pour ce qui est du jour de la dédicace de l'église, comme elle a été démolie par trois diverses fois, savoir, du temps de la guerre contre les hérétiques albigeois, et en dernier lieu environ l'an 1511 par les calvinistes, nous n'avons jamais trouvé aucun mémoire, ni pu savoir par aucune tradition, qu'il y ait eu aucune dédicace de cette église, et nous n'en faisons point l'anniversaire.

---

<sup>1</sup> Il s'agit du 1<sup>er</sup> volume des *Œuvres* de saint Ambroise publié en 1686 par les soins de D. du Frische et de D. Le Nourry, bénédictins de la Congrégation de saint Maur.

<sup>2</sup> Bibliothèque Nationale, *Manuscripts*, Fonds latin, n<sup>o</sup> 12, 669,, fol. 477.

2° Ce monastère ayant été entièrement ruiné et brûlé par les calvinistes, tous les lieux réguliers, officines et autres édifices du monastère, ont été rebâties et fort bien disposés, à la réserve de l'église qui ne peut être remise qu'avec des sommes plus grandes que l'état présent de ce monastère ne peut fournir; le cloître aussi n'est pas encore remis, mais comme nous espérons d'y faire travailler au premier jour, on peut dire qu'il est réparé comme le reste des bâtimens, à la réserve de l'église.

3° Le sieur abbé d'Eysses qui est aujourd'hui se nomme le sieur Jean-Jacques-Renault de Barres; c'est un neveu de M. de Millet, jadis sous-gouverneur de M. le Dauphin; le même sieur de Barres est abbé de Blanche Couronne.

4° Il n'y a que deux prieurés qui dépendent de ce monastère, qui ne sont pas unis, qui sont possédés en titre par deux de nos confrères; l'un est *prioratus Sancti Andreæ et sancti Aviti de Monteflanquino*; l'autre est *prioratus Sancti Saturnini de Ribaleyda seu de Barta*.

Les paroisses ou cures qui dépendent de l'abbaye d'Eysses, le revenu desquelles paroisses est uni à la mense conventuelle ou aux offices claustraux, sont: — *S. Saturnini de Exiis cum suis annexis*, *S. Petro de Motaſayet et S. Catharina de Villanova*; — *S. Petri de Corbiaco*; — *S. Martini de Tribus Montibus*, seu de Tremons; — *S. Radegundis de Donuhaco*; — *S. Petri de Soubirous cum sua annexa de nostra Domina de Mazerac*; — *S. Petri de Collongues*; — *B. Mariæ de Bias cum suis annexis*, *S. Nicolao de Pujols et S. Stephano de Villanova*; — *B. Mariæ de Montetejac*, seu de Monségur; — *S. Andreæ et S. Aviti de Aleyros propè Monteflanquinum*.

Tous les susdits prieurés et paroisses sont dans le diocèse d'Agen.

Pour ce qui est de la mort et autres circonstances du sieur de Lamothe-Vedel, qui fut tué et enterré dans notre église lors de la guerre des princes, le mémoire joint à celui-ci en donnera ample connoissance<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Ibid. fol. 178.

### III. — *Notice sur Pierre Lamothe-Vedel.*

Pierre de Lamothe-Vedel, fils de Jean de Lamothe-Vedel, écuyer, et de damoiselle Marguerite de Mallères, naquit le 15 mars 1600 dans la ville d'Auvillars <sup>1</sup> en Armagnac, où son aïeul Jean étoit marié, étant sorti de maison noble de Villefranche de Rouergue, en laquelle ville il y a encore quatre chapelles fondées dont l'ainé de la maison est patron, et auxquelles il pourvoit du dit Auvillar lorsqu'elles se trouvent vacantes. Lequel fut au service de Sa Majesté porter le mousquet, dans la compagnie de Jean de Lamothe son aîné, à l'âge de quinze à seize ans, où il resta fort peu de temps, et de là il se jeta dans une compagnie de carabins commandée par le sieur de Raynac son parent ; lequel fut au siège de Montauban, où il reçut un coup de mousquet dans le visage ; après lequel siège, il s'en fut porter le mousquet dans les Gardes, où ayant resté quelque temps, le feu roi Louis treizième l'ayant trouvé à son gré, le mit dans sa compagnie de cent mousquetaires où il servit quelques années, dans laquelle il fut brigadier jusqu'à ce qu'il en sortit en 1636, ayant été fait lieutenant dans le régiment de Champagne, dans la compagnie de Dupont ; et ensuite fut fait capitaine dans le même régiment le 2 octobre 1637, duquel il fut fait lieutenant-colonel le 8 avril 1643, à l'exclusion de trois capitaines plus anciens que lui, par ses actions signalées au siège de Collioure <sup>2</sup> pour avoir pris la tour royale par assaut, commandant le détachement de l'Armée, le marquis de Turenne en étant mestre de camp et servant en Catalogne. Etant au siège de Leyde commandant ledit régiment, étant pour lors maréchal de bataille, fut blessé d'un coup de canon, et enseveli dans les ruines, d'où il sortit fort incommodé ; ce qui fut cause que le roi lui envoya un brevet de mestre d'hôtel de sa maison, et une lettre le 10<sup>e</sup> mai 1649, par laquelle il lui permet de s'en aller aux bains et le dispense du service. D'où étant revenu, feu M. le duc d'Epéron, lieutenant-général des armées du roi en Guyenne, lui donna le gouvernement et commandement du régiment de Guyenne pour le service du roi, pour conserver les villes et châteaux de Cadillac, Langon,

---

Chef-lieu de canton dans l'arrondissement de Moissac (Tarn-et-Garonne).

<sup>2</sup> Ville située sur la Méditerranée, à 27 kilomètres de Perpignan.

Podensac, Rions et comté de Benauges, suivant son ordre du 15 septembre 1649. Ensuite il reçut une lettre de la Vrillière avec un ordre du roi pour se jeter dans Blaye pour la conservation de la place sous M. le duc de Saint-Simon ; ce qu'il fit, accompagné du sieur de la Pradasse, officier dans le régiment de Champagne, son neveu, où ils restèrent tout le temps qu'il trouva à propos pouvoir rendre du service au roi <sup>1</sup>. Et s'en seroit retourné au régiment de Champagne, qui étoit en la ville de Moissac ; où il resta certain temps et jusqu'à ce que les troupes du roi furent mises en campagne par M. de Saint-Luc pour s'opposer aux desseins de Monseigneur le prince ; où s'étant donné un combat devant Miradoux <sup>2</sup>, et les troupes du roi n'ayant pas eu bon succès, ledit sieur de Lamothe, avec le régiment de Champagne, se seroit jeté dans la ville de Miradoux ; laquelle ayant été attaquée et assiégée par Monseigneur le prince de Condé, à laquelle ayant fait faire plusieurs brèches, nonobstant lesquelles ledit sieur Lamothe défendit ladite ville par ses soins ; qui fut la cause que ledit seigneur fut obligé de se retirer <sup>3</sup>, et qui fut le motif que Sa Majesté lui auroit donné le brevet de maréchal de camp, lequel il

---

<sup>1</sup> Dans une lettre au cardinal Mazarin datée de Libourne le 27 mai 1649, le duc d'Epemon nomme « le sieur de La Motte-Vedel, lieutenant-colonel au régiment de Champagne, » parmi ceux qui se « sont très dignement acquittés de leur devoir. (*Archives historiques de la Gironde*, t. VI, p. 346).

<sup>2</sup> Chef-lieu de canton à 13 kilomètres de Lectoure (Gers).

<sup>3</sup> M. le duc d'Aumale raconte en ces termes l'exploit de Lamothe-Vedel : « Bousculée, l'infanterie du Languedoc se retire par les haies et se barricade dans Miradoux. M. le prince croit avoir affaire à de nouvelles levées, voit un gros coup à frapper, un millier de prisonniers à amasser, autant de recrues pour son armée ; il veut épouvanter ces fuyards, les fait menacer de la corde s'ils ne se rendent à discrétion. Un officier se dresse au-dessus de la muraille et jette à l'assaillant ces seuls mots : « Je suis du régiment de Champagne » : une décharge de mousqueterie appuie cette réponse. C'était bien le régiment de Champagne, le vaillant entre tous, qui venait d'être rappelé de Catalogne, et c'était le même lieutenant-colonel La Mothe-Vedel, à qui l'on avait reproché les violons de Lérida » (*Histoire des princes de Condé* ; Paris, 1892, t. VI, pp 118-119, et pour les violons de « Champagne », t. V, p. 455). Il existe aux Archives Nationales (KK, 1219) une lettre de Lamothe-Vedel au cardinal Mazarin, écrite de Miradoux le 9 mars 1652.

reçut le 6<sup>e</sup> janvier 1652, avec l'applaudissement de toute la France et une lettre de feu Monseigneur le cardinal Mazarin qui contient :

« Monsieur; L'action que vous venez de faire dans la défense de Miradoux est si avantageuse pour le service du roi et si glorieuse pour vous, que de ces deux motifs je ne pouvois recevoir une nouvelle qui me donnât plus de joie. Sa Majesté a parlé de vous en cette occasion avec les éloges que méritent le zèle, la fermeté et la prudence que vous y avez fait paraître ; mais il ne faut pas qu'Elle se borne à recevoir avec simples démonstrations, et il est bien juste que les longs et importants services que vous avez rendus soient récompensés par un bon établissement. Je vous conjure de croire que je vous y servirai de tout mon pouvoir quand l'occasion s'en présentera et que faisant une estime singulière de votre mérite et de votre amitié, je n'oublierai rien pour me la conserver et pour vous faire connaître que je suis parfaitement, Monsieur, votre très affectionné à vous servir. — *Le cardinal MAZARIN.* — A Blois, ce 18<sup>e</sup> mars 1652. »  
Le dessus : « A Monsieur Monsieur de Lamothe-Vedel, maréchal de camps et armées du roi » <sup>1</sup>.

Et ensuite il fut au siège de Villeneuve d'Agenois où il fut tué ; ce qui a été la cause qu'il n'a pas reçu les récompenses qu'il pouvoit espérer de Sa Majesté par les longs services qu'il lui avoit rendus, tant pour lui que pour sa famille ; ce qui arriva le 29<sup>e</sup> juin 1652. Son corps fut porté et enseveli dans l'église de l'abbaye d'Eysses des révérends pères bénédictins audit Villeneuve, étant dans la cinquante-troisième année, ayant laissé à lui survivants neuf enfants, savoir : quatre mâles et cinq filles, qu'il avoit eus de son mariage avec damoiselle Françoise Dasqué de Lasalle-Gonnet, son épouse, en la ville de Puymirol <sup>2</sup> ; dont l'ainé fut au service de Sa Majesté avec ses frères, et étant mort avec le cadet, le second qui étoit le chevalier ayant commencé à porter le mousquet à l'âge de quinze ans dans le régiment de Champagne dans la compagnie de M. de Lasalle-Gonnet, son oncle, gouverneur de Belbès en Sardaigne, où il resta environ un an, ensuite fut en Italie avec M. Dauluc (?), ami particulier de feu son père capitaine de cavalerie dans le régiment du roi, où

---

<sup>1</sup> Cette pièce n'est ni citée, ni même mentionnée dans le t. V des *Lettres du cardinal Mazarin pendant son ministère* ; Paris, Imprimerie Nationale, 1889, in-4<sup>e</sup>.

<sup>2</sup> Chef-lieu de canton de l'arrondissement d'Agen.



il resta jusques à la paix avec l'Italie. Après laquelle il fut en Allemagne, et fut au siège d'Erfort <sup>1</sup>, sous M. Pradel, après lequel s'en revint en France, et fut joindre ledit sieur Dauluc qui le fit maréchal de logis de sa compagnie le 10<sup>e</sup> d'octobre 1665, où il resta l'espace de quatre ans, que le sieur marquis de Fouvillie (*sic*), mestre de camp, ami particulier de feu son père, l'ayant mis dans sa compagnie des gens d'armes de Bourgogne où il servit trois ans et jusques à ce qu'il seroit retourné en Allemagne sous le commandement de M. de Monclar et du comte de Broglie à qui M. de Fouvillie avait rendu sa compagnie ; où il fut fait cornette le 3<sup>e</sup> mars 1672 dans la compagnie du sieur Dumas, de là mestre de camp général, où il servit un an et jusques à ce qu'il fut fait lieutenant de la même compagnie et aide-major du régiment, et major de brigade ; et ayant continué son service, fut fait capitaine de cavalerie le 15<sup>e</sup> octobre 1676, dans le régiment d'Estrade ; et le roi l'ayant sorti d'Estrade, l'auroit incorporé dans le régiment de Lomarya (*sic*) le 5<sup>e</sup> octobre de l'année suivante, où il a servi jusqu'à la réforme, qui fut le 15<sup>e</sup> octobre 1679, dans le régiment de Sceaux, où il a resté ayant plusieurs blessures qu'il avoit reçues en diverses occasions et par un si long service, qui l'obligèrent à quitter afin de se faire traiter pour rappeler sa force et sa vigueur pour le service de Sa Majesté, ce qu'il a obtenu par le vouloir de Dieu et soin de plusieurs habiles medecins ; qui reste à présent en état de retourner à employer le reste de ses jours au service de Dieu et de Sa Majesté à l'imitation de feu son père. — *Nota* : ledit chevalier est vivant (1688).

Une de ses filles, nommée Marguerite, fut mariée avec François de Lagoutte, écuyer, sieur de Labarthe, fils d'autre François de Lagoutte et de damoiselle Germaine de Rêche de la maison de Causade, qui fut lieutenant du roi et commandant de la forteresse de Montmeillan en Dauphiné, sous M. Dalamon qui en étoit gouverneur ; lequel étoit fils de Pierre de Lagoutte et de damoiselle Antoinette Laubert, sieur de Belregard, lequel fut enseveli à l'église de Cours avec ses ancêtres, ayant été tué pour le service du roi et pour le service de la religion catholique, apostolique, romaine, dans les guerres des huguenots ; lequel sieur de La Barthe fut au service de Sa Majesté fort jeune, ayant été fait lieutenant dans le régiment

---

Ou Erfurt, ville d'Allemagne (Saxe).

de Guienne et dans la compagnie du sieur de Causade, son cousin germain ; dans lequel temps il se trouva au siège de Roses <sup>1</sup>, où il fut blessé en danger de mort d'un coup d'épée sur la tête ; après lequel il fut fait par M. le duc d'Epemon aide-major dudit régiment le dernier décembre 1647, étant pour lors en la ville d'Agen ; et l'année suivante, ayant été fait capitaine dudit régiment, ensuite par ses bons services auroit été fait le 26<sup>e</sup> mars 1652 aide de camp des armées du roi, dans lesquels emplois ayant servi avec distinction, le roi lui auroit fait l'honneur de lui donner une compagnie dans Picardie, laquelle compagnie M. le duc de Candale, colonel général de l'Infanterie de France et vice-roi en Catalogne, l'obligea se rendre pour être auprès de sa personne ; et après la mort dudit seigneur, la paix des Pyrénées s'étant faite, ledit sieur de Labarthe se seroit retiré à Puymirol, où étant se seroit marié avec ladite Marguerite, fille dudit sieur de Lamothe-Vedel, où ayant resté jusques au temps de la guerre, que le roi lui fit l'honneur de lui donner une compagnie dans son régiment d'infanterie du roi, qu'il eut l'honneur de commander à la bataille de Senef <sup>2</sup>, après que les anciens furent mis, au commencement de la bataille, hors de combat ; de quoi Sa Majesté ayant été consultée, il eut par son ordre cent pistoles de gratification, qui lui furent données par le sieur intendant de l'armée ; et l'année en suite, Sa Majesté l'auroit honoré de l'emploi de lieutenant du roi de Landrecies <sup>3</sup>, où il auroit commandé en chef pendant quatre ans, par la disgrâce du marquis de Roncherolles, gouverneur de ladite place ; et Sa Majesté dans le même temps lui auroit donné la lieutenance de roi de Puymirol, pendant lequel temps ledit sieur de Labarthe auroit mis dans le service Charles, son fils, à qui Sa Majesté auroit donné peu de temps après une lieutenance dans un régiment d'infanterie du roi ; et y ayant servi trois ans, Sa Majesté voulant en toutes occasions gratifier ledit sieur de Labarthe, auroit donné une compagnie audit Charles son fils dans ledit régiment à l'âge de 20 ans ; et ledit sieur de Labarthe se sentant fort incommodé à cause des blessures qu'il avoit reçues pen-

---

Ville forte d'Espagne (Barcelone), sur la Méditerranée.

<sup>2</sup> Village des Pays-Bas dans le Brabant, célèbre par la victoire que le prince de Condé y remporta le 11 août 1674 sur les Hollandais commandés par Guillaume de Nassau, prince d'Orange et depuis roi d'Angleterre.

<sup>3</sup> Ville du département du Nord et de l'arrondissement d'Avesnes.

dant tous ses services, auroit demandé permission à Sa Majesté de se retirer en ladite ville de Puymirol avec sa famille ; ce qu'elle lui auroit accordé, et en récompense de tous ses services ou de ceux qu'elle espéroit dudit Charles son fils, lui auroit établi et donné une pension de 1650 livres par an au dessus de ses appointements de ladite charge de lieutenant de roi dudit Puymirol ; lequel s'étant trouvé fort incommodé à cause de son voyage et en danger de mort, ledit Charles son fils auroit obtenu ladite charge de lieutenant de roi dudit Puymirol en survivance, et à même temps Sa Majesté en auroit donné le commandement audit sieur de Labarthe père, ès quelles charges lesdits sieurs furent reçus en ladite ville de Puymirol en l'année 1676 ; après lesquelles réceptions, ledit Charles s'en seroit retourné en sa compagnie au service du roi, et ledit sieur Labarthe père resté au dit Puymirol <sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Bibliothèque Nationale, *Manuscrits*, Fonds latin, n° 12,669, f. 179, 180.

## APPENDICE II

---

### LA FONDATRICE DES CARMES DÉCHAUSSÉS D'AGEN

---

M. Philippe Lauzun a raconté en détail la fondation des Carmes Déchaussés d'Agen, appelés également *Petits Carmes*, pour les distinguer des Grands-Carmes qui y possédaient aussi un couvent. L'historien des *Couvents de la ville d'Agen* a dit comment, après une tentative restée infructueuse en 1627, les disciples de saint Jean de la Croix s'établirent en 1660 sur un vaste emplacement absolument désert, situé tout à fait au sud de la ville d'Agen, et autrefois occupé par les Frères Mineurs. C'est là que, le 19 mars 1660, au milieu d'un grand concours de peuple, ils plantèrent leur croix, puis élevèrent leur couvent et leur église dont la première pierre fut posée le 10 novembre 1664. M. de Fontmartin, chanoine de la cathédrale d'Agen, contribua à cette construction par une libéralité de 9,000 livres qu'il donna aux religieux en 1659 ; d'autres donations importantes leur furent aussi faites en ce temps-là, entre autres par François de Carbonneau, sieur des Anges <sup>1</sup>.

Parmi les bienfaiteurs que mentionne M. Lauzun on chercherait vainement le nom d'une personne qui pourtant avait reçu par acte en bonne forme le titre de *fondatrice* des Carmes Déchaussés d'Agen, après avoir, vingt ans auparavant, mérité et obtenu celui de fondatrice du monastère de la Visitation Sainte-Marie de Bordeaux : nous voulons parler de Jeanne de Gallateau, fille d'un conseiller au Parlement de Bordeaux, et épouse de Charles de Guérin, baron de Saucats, aussi conseiller au même Parlement. Lorsque le P. Bernard

---

<sup>1</sup> *Les Couvents de la ville d'Agen avant 1789*, par Ph. Lauzun ; Agen, 1889, t. I, pp. 347-360.

de Sainte-Thérèse, carme déchaussé<sup>1</sup>, vint en 1625 prêcher à Bordeaux le carême dans l'église de Saint-Rémi, la baronne, très adonnée à la piété dès sa jeunesse, se mit sous sa direction, et ce saint homme, connaissant les vues de Dieu sur cette âme, lui inspira le dessein de se livrer aux bonnes œuvres, et lui prédit que Dieu la rendrait féconde en enfants spirituels. En effet, dès l'année suivante, à la suite de ses pieuses exhortations, un neveu de son mari entra dans le couvent des Carmes Déchaussés établi cette année-là même à Bordeaux, et il en fut un des principaux bienfaiteurs ; ce qui n'empêcha pas la généreuse baronne de leur léguer encore par son testament une somme de 3,000 livres, destinées, dit-elle, « à bâtir les cellules qui doivent être bâties par les religieux. »

A l'égard des Carmes Déchaussés d'Agen elle fit plus encore : elle s'en rendit fondatrice par un contrat passé le 8 mars 1660, onze jours avant la plantation de croix dont nous avons parlé plus haut : avec ce qui en fait la substance et le sujet principal, il y a dans cet acte plus d'un détail qui touche à l'histoire même de la fondation de ce couvent : double raison de le reproduire ici en entier.

« Jésus, Maria.

« A la gloire et louange de Dieu soit. Sachent tous qu'aujourd'hui lundi, huitième du mois de mars 1660 après midi, par devant moi François Sarrauste, notaire et tabellion royal et garde notes héréditaire en la ville et cité de Bourdeaux et sénéchaussée de Guyenne soussigné, et en présence des témoins bas nommés, a été présente

---

<sup>1</sup> Bernard de Sainte-Thérèse, appelé *Duval* dans le siècle, naquit à Clamecy (Nièvre) le 22 avril 1597. Il entra en 1614 au couvent des carmes déchaussés à Paris, prononça les vœux solennels le 15 mars de l'année suivante, et prêcha ensuite avec beaucoup de succès dans la capitale et dans les provinces. Ayant été en 1638 fait évêque de Babylone par le pape Urbain VIII, il fut sacré à Rome le 26 août, revint en France, partit en 1639 pour son diocèse où il fit beaucoup de bien, repassa en France pour le consolider et l'augmenter, et fut nommé par Louis XIV administrateur des évêchés de la principauté de Catalogne qui, après s'être révoltée contre Philippe IV, s'était donnée à Louis XIII en 1641 ; il mourut enfin à Paris le 11 avril 1669, dans la 72<sup>e</sup> année de son âge. Cfr. *Bibliotheca carmelitana Aureliana*, 1752, t. I, col. 285.

en sa personne dame Jeanne de Galathea, dame de Saucats, veuve de défunt Monsieur M<sup>e</sup> Charles de Guérin, vivant conseiller du Roi en la Cour du parlement de Bourdeaux, et y demeurant paroisse Sainte-Eulalie, laquelle de son bon gré, ayant grande dévotion à la Sainte-Vierge Marie mère de Dieu et reine des Anges, et à son ordre du Mont-Carmel comme lui étant entièrement dédié, et voyant que les RR. PP. Carmes Déchaussés ont désiré faire une fondation en la ville d'Agén, et que pour cet effet ils ont contracté d'une maison, jardin, terres et vignes, hors ladite ville au lieu appelé aux *Graves*, pour la somme de trois mille livres qu'ils ont empruntée et non encore payée, et de laquelle ils payent l'intérêt, et qu'ils ont trouvée propre pour y établir et bâtir leur monastère, et vu le désir et affection que ladite dame a de la gloire de Dieu et honneur de sa Très Sainte Mère, et exécution du saint désir des RR. PP. Déchaussés d'une si sainte œuvre, — elle désire s'en rendre *fondatrice*, et à ce sujet elle leur veut donner volontairement la somme de six mille livres, comme de fait dès à présent ladite dame de Galathea, en exécutant sa volonté et désir, a donné et donne aux RR. PP. religieux Carmes Déchaussés, le R. Père Ferdinand de Saint-Joseph, provincial dudit ordre en la province d'Aquitaine ici présent, stipulant et acceptant tant pour lui que pour les autres religieux dudit ordre, savoir est ladite somme de six mille livres tournoises que ladite dame promet payer, savoir : trois mille livres pour les employer, comme ledit R. P. provincial promet, en paiement desdite maison, jardin, terres et vignes que lesdits Pères carmes déchaussés ont déjà acquis hors et près ladite ville d'Agén pour s'y établir ; et les autres trois mille livres pour les employer, ou à l'acquisition d'autres terres pour ladite fondation, ou à l'accommodement et bâtiment dudit monastère et chapelle qu'il conviendra y faire : — et à ces fins, ladite dame a déjà baillé et payé comptant, avant ces présentes, audit R. P. provincial la somme de deux mille livres qu'il confesse avoir eue et reçue en demi louis d'argent et d'autres bonnes monnoies, faisant ladite somme de deux mille livres, dont d'icelles ledit R. P. provincial s'en est contenté et en quitte ladite dame, qu'il promet employer au paiement de l'achat desdite maison, jardin, terres et vignes ; — et d'autant qu'il y a deux divers achats desdits lieux, l'un de deux mille livres et l'autre de mille livres, ladite dame promet de leur bailler et payer les mille livres restantes desdits achats dans six mois prochains venants, ou plus tôt si elle en peut retirer de ses débiteurs ; — et qu'aussi lesdits RR. PP. ont acheté

lesdits biens, le premier étant par contrat du dernier jour de décembre 1658, et le second par autre contrat du deuxième jour de mars 1659, reçus par Crusel, notaire royal de ladite ville d'Agen, et que depuis l'emprunt qu'ils ont fait de ladite somme de trois mille livres, les intérêts d'icelle ont couru jusqu'à présent, qui est deux ans entiers, icelle dame désire satisfaire au paiement desdits intérêts, comme de fait elle a réellement comptant payé audit R. P. provincial la somme de cent vingt livres en louis d'argent pour une année desdites deux mille livres jà payées, desquels intérêts il en quitte ladite dame; et pour le regard des intérêts d'une autre année dûs desdites deux mille livres, ladite dame promet aussi les payer à sa commodité et volonté; et pour les intérêts dûs de la somme de mille livres restantes dudit second achat depuis le jour dudit emprunt jusqu'à effectuer ledit paiement, ladite dame promet les payer aussi lorsqu'elle fera le paiement desdites mille livres de capital, et en cas qu'elle paye lesdites mille livres avant lesdits six mois, elle sera et demeurera déchargée desdits intérêts qu'il lui eût fallu payer si elle gardait lesdites mille livres jusqu'au dit terme; — et pour le regard des autres trois mille livres qui resteront desdites six mille livres, ladite dame promet aussi les payer auxdits RR. Pères dans un an prochain à compter de ce jourd'hui, sans aucun intérêt desdites trois mille livres jusques audit terme; — laquelle dame désire aussi que ledit monastère soit dédié à l'Annonciation de l'Ange Gabriel à Notre-Dame de l'heureuse Incarnation du Verbe divin en ses entrailles; — et moyennant ce, ledit R. P. provincial, tant en son nom qu'au nom du définitoire de ladite province, a donné et donne par ces présentes à ladite dame le titre de *fondatrice* dudit couvent, en sorte qu'elle est et demeure dès à présent fondatrice dudit monastère, et jouira des privilèges qui se donnent et lesquels les fondatrices dudit ordre ont accoutumé de jouir; — attendu même que, outre ce dessus, ladite dame a grande affection à ladite fondation et a désir et volonté d'y bailler autres choses, à quoi quant à présent elle n'a voulu s'obliger par le présent contrat; et de ce qu'elle baillera lesdits Révérends seront tenus et obligés de lui en bailler quittance au pied du présent contrat; — et aux fins de l'entretienement et accomplissement d'icelui, à peine de tous dépens, dommages et intérêts, ladite dame a obligé envers lesdits RR. PP. Carmes Déchaussés tous et chacun ses biens meubles et immeubles, présents et à venir, qu'elle a soumis à toutes les cours et juridictions de justice, et a renoncé à toutes les exceptions, remèdes et défenses à ce contraires; ainsi l'a

promis et juré en sa foi et serment. — Fait et passé en l'église du couvent et monastère desdits PP. Carmes déchaussés sis au lieu des Chartreux lès Bourdeaux, en présence de M<sup>e</sup> Laurent Bonneau, avocat en la Cour de parlement de Bourdeaux, Charles Bonneau écolier demeurant audit Bourdeaux, paroisse Saint-Michel, témoins à ce requis et appelés, qui ont signé avec les parties, dont de ce en a été fait deux semblables ; l'un est demeuré par devers ladite dame de Galathea, et l'autre vers ledit R. P. provincial, et signés des parties et témoins, comme le présent. Signés : Jeanne de *Gallateau*, constituante et donatrice susdite ; *F. Ferdinand de Saint-Joseph*, acceptant ; de *Bonneau*, présent : de *Bonneau*, présent ; et moi, *Sarrauste*, notaire royal,

« Et advenant le 9<sup>e</sup> du mois de juin audit an 1660 après midi, par devant moi dit notaire et témoins bas nommés, ont été personnellement établis ledit R. P. Ferdinand de Saint-Joseph, provincial des Carmes Déchaussés d'Aquitaine, et RR. PP. Théodore du Saint-Esprit, Dorothee du Saint-Sacrement, Vincent de la Croix, défniteurs de ladite province, et Bernard de Saint-Clément<sup>1</sup>, prieur des Carmes Déchaussés de Bourdeaux et substitut dans le défnitoire, étant tous assemblés dans ledit défnitoire dudit couvent au son de la cloche à la manière accoutumée, lesquels après avoir ouï et entendu la lecture qui leur a été présentement faite par moi dit notaire du susdit contrat ci-dessus et des autres parts écrit, de leur franche volonté ont icelui contrat et tout le contenu d'icelui volontairement aloué, approuvé et ratifié par ces présentes, accordant par exprès à ladite dame de Galathea absente, mais moi dit notaire stipulant et acceptant, le titre de *fondatrice* dudit couvent d'Agen, avec tous les privilèges dûs aux fondatrices dudit ordre ; veulent et entendent que le tout sorte son plein et entier effet, et promettent l'exécuter et tenir, entretenir en tous ses points et clauses et au contraire ne venir, à peine de tous dépens, dommages et intérêts, sous obligation de tous

---

<sup>1</sup> Né en 1619 dans la ville de Laon, Bernard de Saint-Clément fit profession dans le couvent de Bordeaux, fut prieur des couvents de Perpignan, d'Angoulême et de S. Louis à Bordeaux, où il mourut le 29 novembre 1694. On a de lui : *La vie miraculeuse de la vénérable mère Anne de Saint-Augustin, carmélite déchaussée, traduite de l'espagnol en françois par le P. Bernard de S. Clément* ; Bordeaux, 1685, in-8<sup>o</sup>. Cfr. *Bibliotheca carmelitana*, t. I, col. 273.



les biens et revenus temporels, présents et à venir, dudit ordre, qu'ils ont soumis à toutes cours et juridictions de justice : ainsi l'ont promis et juré à Dieu. Fait dans ledit couvent des Carmes Déchaussés, situé audit chartreux lès Bourdeaux, ès présence de M<sup>e</sup> Laurent Bonneau, avocat en la cour de parlement de Bourdeaux, et Charles Bonneau, écolier demeurant audit Bourdeaux, témoins à ce requis et appelés. *Signés : F. Ferdinand de Saint-Joseph*, provincial ; *F. Théodore du Saint-Esprit* ; *F. Dorothée du Très-Saint Sacrement* ; *F. Vincent de la Croix* ; *F. Bernard de Saint-Clément* ; *De Bonneau* ; *De Bonneau* ; *Sarrauste*, notaire royal <sup>1</sup>.

La pieuse fondatrice fut fidèle à ses engagements et à ses promesses. Dès le 8 janvier 1661, elle délivra au P. Théodore du Saint-Esprit, pour qu'il les remit au P. Provincial, 1.500 livres « en bonnes espèces ; » elle en donna encore 500 autres le 31 mars de la même année ; et le 13 mai 1664, le provincial d'Aquitaine, le définitoire et le prieur du couvent d'Agen capitulairement assemblés à Toulouse dans le couvent des Carmes Déchaussés du faubourg Montgaillard de cette ville, déclarèrent, en présence d'un notaire qui en dressa aussitôt acte, « avoir été entièrement payés et satisfaits de la somme de six mille livres données par la dame Jeanne de Galathea, » ajoutant qu'ils l'avaient « employée conformément au contrat » du 8 mars 1660. Enfin, le 31 mai 1673, elle leur fit encore une donation de 3,000 livres dont elle reçut aussi quittance.

Ce fut là vraisemblablement son dernier acte de libéralité envers ces bons religieux, car elle mourut dans la nuit du 14 au 15 janvier 1675, à Bordeaux en sa maison située rue Veyrines, derrière les Grands Carmes. Elle laissait un testament écrit de sa main où se voit la tendre piété dont elle était animée envers la Très Sainte Vierge et l'affection particulière qu'elle avait pour son ordre du Mont-Carmel. Bien entendu, les Carmes Déchaussés d'Agen ne furent pas oubliés dans cet acte de dernière volonté.

« Dieu, dit-elle, s'étant servi de moi pour faire la fondation d'Agen d'un monastère des Carmes Déchaussés, dédié à la fête de la Purification<sup>2</sup> de Notre-Dame et à saint Joseph son conducteur en ce

---

<sup>1</sup> Archives départementales de la Gironde, série H, *Visitation*.

<sup>2</sup> D'après le contrat cité plus haut, le premier désir de la baronne était que le couvent dont elle se rendait fondatrice fût établi sous le vocable de l'Annonciation : des raisons que nous ne connaissons pas amenèrent sans

mystère, je donne et lègue audit monastère la somme de dix<sup>1</sup> mille livres pour achever de bâtir ou pour payer les dettes qu'ils ont fait en bâtissant ce qui est lorsque je n'y pouvois fournir, et veux et re-mets à ma place mon héritier général ci bas nommé après mon décès, et je veux qu'il demeure leur fondateur et jouisse des privilèges acquis aux fondateurs dudit ordre, et les prie d'aimer mon héritier, et aussi je le prie de les aimer ; et que, le jour de la fête de la Purification de la Sainte Vierge, ils disent à perpétuité une grande messe de Notre-Dame, tant pour le repos de mon âme et que Dieu bénisse la maison de mes héritiers, et qu'ils disent encore 600 messes pour le repos de mon âme incontinent après mon décès. »

Cet « héritier général » était un neveu de la testatrice, fils de Jean de Pichard, conseiller du roi, lieutenant particulier en la sénéchaussée et cour présidiale de Guienne, et de dame Bonaventure de Galatteau. Il se nommait Jean de Pichard comme son père. et il avait en 1652 acquis, moyennant le prix de 70,000 livres, une charge de conseiller au parlement de Bordeaux<sup>2</sup>. En lui transmettant ses biens, sa pieuse tante ne lui transmet pas, hélas ! son cœur libéral et généreux.

Il refusa de payer la totalité du legs fait aux Carmes d'Agen, disant entre autres choses que la donation de 3,000 livres faite le 31 mai 1673, devait être imputée sur le legs énoncé au testament, qui se trouvait ainsi en partie exécuté par la testatrice elle-même<sup>3</sup>. Procès fut donc intenté au sieur de Pichard par les RR. PP. Carmes devant le sénéchal de Bazas ; mais le résultat paraissant douteux aux deux parties, elles transigèrent, le 3 août 1682, aux conditions suivan-

---

doute un changement auquel la baronne dut consentir sans trop de peine, car elle retrouvait dans le nom de son cher couvent un mystère de la Très Sainte Vierge.

<sup>1</sup> Le texte *imprimé* du testament de la baronne tel qu'on le lit dans les *Archives historiques de la Gironde* (t. II, p. 412) porte dix mille ; mais la copie manuscrite de la transaction citée plus bas dit seulement, en chiffres, 6,000 livres.

<sup>2</sup> *Archives historiques de la Gironde*, t. II, p. 418.

<sup>3</sup> Les religieux pouvaient répondre et répondirent probablement que cette somme était une de ces « autres choses » auxquelles Madame de Saucats n'avait voulu s'obliger par son contrat du 8 mars 1660, mais qu'elle avait « désir et volonté de bailler » lorsqu'elle le pourrait.

tes : le P. Paulin de Jésus, des Carmes déchaussés de Bordeaux et mandataire de ceux d'Agen, renonce en faveur du sieur de Pichard aux prétentions, demandes et conclusions prises au procès, et restreint le paiement de la somme de 6,000 livres desdits légat et intérêts prétendus à celle de 2,000 livres, sans y comprendre la susdite somme de 3,000 livres payées suivant la susdite quittance ; en sorte que ledit sieur de Pichard ne devra audit couvent pour le reste, en capital et en intérêt, que la somme de 2,000 livres, laquelle produira annuellement et à perpétuité en faveur dudit couvent la somme de 100 livres de rente annuelle et perpétuelle, portée et rendue dans le couvent d'Agen ; néanmoins, cette rente sera rachetable et amortissable par entier quand bon semblera au sieur de Pichard ou à ses enfants, en payant la somme capitale de 2,000 livres. En outre, la dame Bonaventure de Galathea, dans la maison de laquelle est passée la transaction, pour le bien de la paix et soulagement du sieur de Pichard son fils, se constitue envers ledit couvent débitrice de 500 livres, payables après son décès seulement et sans intérêts jusqu'au dit temps.

De son côté, « en considération dudit relâchement du couvent des diis RR. PP. Carmes d'Agen, le sieur de Pichard renonce purement et simplement en faveur dudit couvent à la qualité de fondateur, et ni lui ni ses héritiers ne pourront à l'avenir s'en servir pour quelque cause et prétexte que ce soit. Cependant le P. Paulin de Jésus promet que ladite grand'messe annuelle sera célébrée à perpétuité dans le couvent d'Agen, tant pour l'âme de la dame de Saucats que pour ses héritiers comme bienfaiteurs, ainsi que les six cents messes dudit légat si elles n'ont pas été dites. » Moyennant ce dessus, les parties consentent que le procès intenté devant le sénéchal de Bazas, demeure éteint et assoupi, et les parties hors de cours et de procès, sans dépens, dommages et intérêts de part et d'autre<sup>1</sup>. »

La baronne avait encore dit dans son testament :

« Je désire être enterrée au monastère d'Agen, devant le grand autel, afin que les religieux sachent l'endroit de ma sépulture et prient Dieu pour moi<sup>2</sup>. » Nul doute que ce désir n'ait été exaucé et que

---

<sup>1</sup> Archives départementales de la Gironde, série H, *Visitation*.

<sup>2</sup> *Archives historiques de la Gironde*, t. II, p. 412.

« les religieux » ne se soient montrés jaloux de posséder la dépouille mortelle de celle qui, après avoir été leur fondatrice pendant sa vie, avait encore voulu être leur bienfaitrice après sa mort. Quant à son neveu, Jean de Pichard, qui était en même temps son « héritier général », il ne paraît pas qu'il ait disputé aux Carmes d'Agen le corps de sa tante : il lui restait pour se consoler les biens de la testatrice.

A. DE LANTENAY.

---

# LES HOPITAUX DE LA VILLE D'AGEN

AVANT 1789

( SUITE )

---

## VII. — L'HOPITAL DU MARTYRE.

Nous aurions dû, si nous nous étions rigoureusement conformé à l'ordre chronologique de fondation, placer l'étude de cet hôpital après celle des hôpitaux Saint-Antoine et Saint-Georges. Nous avons préféré la garder pour la fin de cette première partie, l'hôpital du Martyre ayant, on le sait, été choisi par les Consuls comme lieu de réunion de tous les autres hôpitaux d'Agen. Ce qui pourra permettre à nos lecteurs de suivre ainsi, sans interruption aucune, les diverses phases de ses destinées, depuis les temps obscurs de son origine jusqu'à l'époque toute moderne où, à son tour, il fut réuni à l'hôpital de Las.

L'hôpital du Martyre est en effet un des plus anciens hôpitaux d'Agen. Il était placé au lieu, dit autrefois *lou Martrou* ou le *Martyre*, entre l'église Saint-Caprais actuelle et l'église Sainte-Foy, là où, suivant la tradition, auraient été inhumés, après leurs supplice, les corps de sainte Foy, de saint Caprais et des autres martyrs d'Agen. C'est ce que nous apprend en termes fort précis l'annaliste Proché, lorsqu'il nous dit, dans ses notes manuscrites sur les anciens couvents d'Agen :

« L'hôpital Saint-Jacques était placé dans un lieu appelé autrefois le Martyre, parceque sainte Foy, saint Caprais et plusieurs autres saints d'Agen y avaient été martyrisés, dans le temps que Dacien était préfet de la Gaule, sous l'Empire de Dioclétien, vers 285 de l'ère chrétienne. Saint Dulcide fit déposer toutes leurs reliques en ce lieu et y fit bâtir une église, sous l'invocation de sainte Foy. Mais il ne faut pas croire que c'est celle qui existe aujourd'hui. Ce monument de la pitié de saint Dulcide fut détruit par les Normands.

On éleva dans la suite une église sur les ruines de celle-là, à laquelle on donna le nom de *Saint-Caprais du Martyre*, pour la distinguer de la collégiale, dédiée au même saint. Les restes de cette église subsistent encore sous le sanctuaire de l'église de l'hôpital Saint-Jacques. »

En écrivant ces lignes, Proché ne fait que résumer les divers passages que Saint-Amans, Labrunie, Labénazie, et avant eux Darnalt, consacrent au vieil hôpital d'Agen. Voici en effet comment notre plus ancien chroniqueur rend compte de l'origine du Martyre :

« Comme aussi se revoit une fort chrestienne et remarquable antiquité, dans l'hôpital *Saint-Capraise*, de ceste ville. C'est un lieu sous terrain, creux et profond : *sepulchrum ubi sanctissimorum martyrum reponerantur corpora*. Encor pour ce jourd'huy, le vulgaire l'appelle le *Martyre*. Aussi les premiers temples des chrestiens étaient appelés *Martyria*, parce que les premières esglises se batisaient en l'honneur de Dieu et mémoire des saints Martyrs.... L'occasion et la raison du nom et qualité de ce lieu dans cette ville fut, qu'en ce temps là, le siège Romain et le Prétoire pour les magistrats gouverneurs au nom de l'estat et de l'empire de Rome estait estably en ceste cité, y faisant sa résidence ordinaire ; et partant il se treuve plusieurs grandes et horribles persécutions et supplices y avoir esté faicts et exécutez contre les premiers chrestiens<sup>1</sup>. »

Alors que la ville d'Agen n'avait pas étendu sa première enceinte, et que ses plus anciennes murailles s'élevaient au nord entre l'église Saint-Etienne et l'église Saint-Caprais, il existait, sur l'emplacement même ou fut construite plus tard la collégiale, un terrain bas, humide, formé par divers petits ruisseaux, dont l'un, appelé dans les vieux actes ruisseau de la Bretonnerie, longeait ces premières murailles de la ville, venait se jeter dans la Masse en face la tour Saint-Côme, et formait avec elle en amont une presque île marécageuse, « un lac, dit Labénazie, où furent jetés les corps des saints

---

<sup>1</sup> Darnalt. *Antiquités de la ville d'Agen et pays de l'Agenais*, Chapitre IV, page 27.

**Martyrs.** » Argenton combat l'existence problématique de ce lac. Labrunie et après lui Saint-Amans reconnaissent cependant que cette partie nord des faubourgs d'Agen était un marais, formé par le refoulement des eaux de la Garonne. Quoiqu'il en soit, ils affirment tous l'existence du Martyre, comme étant l'endroit où furent ensevelis les corps de saint Caprais et de sainte Foy, compris depuis dans la dernière enceinte des fortifications<sup>1</sup>.

Ce lieu fut rapidement sanctifié par la piété des fidèles. Et il est probable qu'un oratoire y fut construit dès les débuts afin d'en perpétuer le souvenir. Détruit par les Normands ou par les invasions barbares primitives, on éleva plus tard sur ses ruines une plus vaste église, dite Saint-Caprais du Martyre, bien avant la fondation de la Collégiale actuelle qui ne date que du milieu du <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle. Renversée à son tour ou tombée en désuétude par suite de la construction de sa toute puissante voisine, ses débris furent utilisés pour l'installation d'une hôtellerie ou hôpital, qu'on appela hôpital du Martyre, et qui, nous dit Labénazie, « ne servait originellement qu'aux pèlerins qui venaient visiter le sépulcre et les reliques des martyrs d'Agen<sup>2</sup>. »

A quelle date faut-il faire remonter la construction de cette crypte si intéressante, que l'on voit encore sous l'ancienne église de l'hôpital, naguère la chapelle des Pénitents Gris ? Sa seule et modeste travée en berceau lui assigne-t-elle une origine contemporaine du moment des persécutions, ou seulement de l'époque romane ? C'est ce que nul document n'est venu nous apprendre. Là encore, comme Labénazie et Labrunie, nous en sommes réduit aux conjectures.

« M. Labénazie nous raconte, écrit Labrunie dans son abrégé chronologique, qu'en 1687 les syndics de l'hôpital Saint-Jacques, faisant creuser le sol pour faire la cave de la maison, on découvrit à huit ou dix pieds de profondeur un tombeau de marbre et un autre en briques, dans lesquels se rencontrèrent les ossements de

---

<sup>1</sup> Labrunie : Abrégé chronologique. Saint Amans : Essai sur les Antiquités du département de Lot-et-Garonne, page 46.

<sup>2</sup> Labénazie. Manuscrit. Livre IV, chapitre IX, page 333 et suivantes.

corps entiers. La profondeur de l'endroit où on les trouva fit croire, dit-il, que c'était des corps de ces saints qui, selon notre Propre, souffrirent le martyre avec saint Caprais et sainte Foy, et qui furent jetés dans ce lac ou gouffre que M. Argenton dit être de l'invention de notre bon prier. Tous nos anciens actes, en effet, appellent ce lieu *lou Marlrou*, et la rue qui y conduit est encore connue sous le nom de rue du Martyre. Cependant les gens accoutumés à disserter, voyant que le cimetière de Saint Caprais n'est séparé de l'endroit où furent découverts ces tombeaux que par la rue du Martyre, pensèrent avec plus de vraisemblance qu'on se trouvait en présence d'un retranchement ou reste d'un cimetière primitif, qu'on avait coupé jadis pour y pratiquer ladite rue, et où les corps mis au jour étaient demeurés ensevelis. On ne remarqua sur ces tombeaux ni inscriptions, ni hiéroglyphes sur lesquels la critique put s'exercer. Je visitai avec soin ces tombeaux, poursuit notre bon prier, et je trouvai, dans celui de marbre principalement, lorsqu'on eut enlevé la pierre en dos d'âne qui le couvrait, une croûte de terre limoneuse, grasse et noire, de l'épaisseur de quatre doigts, aussi molle que l'argile dont on fait les moules, et formant comme une voûte sur les ossements renfermés dans ce tombeau. » Labénazie se livre là-dessus à une longue digression sur la nature de cette terre. Il termine en disant que ces ossements et leur enveloppe furent enterrés dans l'église de l'hôpital, à gauche de la nef, près de la première marche de l'autel. Une pierre carrée désignait le lieu où ils avaient été enfouis.

« Lorsqu'on rebâtit l'hôpital en 1772, ajoute Labrunie, on sortit encore deux tombeaux de la cave qu'on y creusait, mais vides. J'en comptai en outre au moins une douzaine qu'on y laissa et qui font comme le sol de ladite cave<sup>1</sup>. »

Ces derniers tombeaux se trouvent encore au-dessous de la cave de la maison qui appartenait naguère à Monsieur Fort, conseiller à la Cour d'appel.

Saint-Amans, dans ses Antiquités, nous donne les dessins de deux

---

<sup>1</sup> Labrunie. Abrégé chronologique, année 1687..



de ces tombeaux en pierre, découverts à une profondeur, dit-il, de quinze pieds dans les caves de l'hôpital. « Une croix grecque sur la couverture désigne seulement qu'ils avaient appartenu à des chrétiens. Tous ces tombeaux étaient en général de six à sept pieds de long sur deux pieds de haut et autant de large <sup>1</sup>. »

Ces deux tombeaux, reproduits par Saint-Amans, n'existent plus. Quant à la pierre indiquant dans la chapelle de l'hôpital l'endroit où furent déposés les ossements, elle a été enlevée depuis où recouverte par le carrellement actuel. Qui pourrait dire les précieuses découvertes que l'on ferait si l'on opérait d'intelligentes fouilles au-dessous et tout autour de l'antique crypte du vieux Martyre d'Agen ?

— L'hôpital du Martyre fonctionnait déjà en 1262. Son existence nous est attestée par les actes suivants qui nous apprennent que le chapitre de Saint-Caprais avait toute autorité sur lui. Il en gérait l'administration, en percevait les revenus, et dictait ses volontés à l'Hospitalier, qui lui devait sa nomination.

« Anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo secundo, Gaïllelmus, prior et capitulum Sancti-Caprasii de Agenno, concessimus Ramundo de Laubareda, presbitero, faciendo sibi gratiam specialem, ut possit in ecclesia de Martyrio celebrare missas usque ab beneplacitum prioris et capituli predictorum, non tamen antequam missa matutinalis in ecclesia sancti Caprasii fuerit celebrata, et si quas oblationes habuerit, totum reddere debet priori et capitulo supradictis, exceptis duobus denariis pro Capellaniâ suâ. Item ista concessio tali modo facta fuit quin servitium quod debet facere in ecclesiâ sancti Caprasii, tam in missis celebrandis quam in aliis officiis ecclesiasticis, in nullo penitus imminuatur, et licet dictus Ramundus sit *custos hospitalis sancti Caprasii*, non est factus dominus hujus gratia rei in hospitali... Si vero aliqua receperit legatâ dictæ ecclesiæ de Martyrio vel quamcumque aliam rem obtentam ipsius ecclesiæ, omnia debet reddere et expendere pro voluntate

---

<sup>1</sup> Saint-Amans. *Antiquités d'Agen*, page 191 et planche N° XII.

supradictorum prioris et capituli, et nihil sibi aliquatenus vindicare cum istud statutum sibi non vindicat locum<sup>1</sup>. »

Et au même martyrologe de Saint-Caprasi, page 91, il y a, nous dit Labénazie, un autre statut contre l'hospitalier du Martyre, en la forme qui suit :

« Anno 1309. Nos supra nominati canonici hoc edictum seu statutum prohibitorium fecimus atque vallavimus perpetuo robore pro nobis et successoribus nostris duraturum, ut hospitalarius noster de cœtero aliquatenus non præsumat aliquos pannos lecti funeris alicujus nostri canonici recipere, nec eos sibi seu hospitali nostro appropriare prætextu aliquo, nisi in quantum dictus canonicus illos seu aliquos ex illis legavit in suâ ultima voluntate hospitalario antedicto ad dicti hospitalis pauperum usus; et s'il l'entreprenait, le chapitre se réserve de l'en punir<sup>2</sup>.

« Si vero nihil legavit totum ordinationi capituli relinquatur, et si hospitalarius contra hujus statuti tenorem aliquid attentare præsumat, careat omnino legato in testamento de functi canonici, et panis restitutus conditioni et panæ arbitrariæ prioris et dicti capituli subjacebit, et quod hospitalarii qui pro tempore fuerint hoc statutum servaturos se proprio juramento promittent<sup>3</sup>. »

« Il se trouve encore un acte dans le livre capitulaire de Savorelli, page 39, par lequel il fut commis un prêtre à l'hôpital par le chapitre. « Anno 1517, die 27 décembre. In hoc capitulo prædicti Domini tradiderunt et dederunt onus et gubernamentum hospitalis de Martyribus Domino Petro Meruli, qui promisit et juravit gerere et disponere bona.

« Le cimetière de l'église Collégiale de saint Caprasi, ajoute enfin Labénazie, fut aux pauvres de l'hôpital; et c'est une église qui est de la mense du chapitre de saint Caprasi, exprimée dans la transaction de Raoul, évêque d'Agen : *Ecclesiam Sancti Caprasii de Martyrio*, comme appartenant au chapitre de saint Caprais, lequel a

---

<sup>1</sup> Martyrologe de Saint Caprais. Extrait reproduit par Labénazie dans son manuscrit. Tome II, livre IV, chapitre IX, page 333 et suivantes.

<sup>2</sup> Idem, page 104.

<sup>3</sup> Idem, page 104.

encore tous les honorifiques dans l'église de l'hôpital. Cet hôpital fut bâti dans le cimetière de saint Caprais. Les tombeaux qu'on a trouvés sous les fondemens de l'hôpital en rendent témoignage. L'Eglise était primitivement la chapelle du cimetière <sup>1</sup>. »

Il ressort donc clairement de tous ces anciens textes du Martyrologe de saint Caprais, malheureusement à tout jamais perdu, que dès les temps les plus reculés une chapelle fut construite au champ du Martyre, que peu après un cimetière y fut établi tout autour, qu'un hôpital, à l'usage des pieux pèlerins, s'éleva dans la suite à ses côtés, et qu'enfin, depuis sa fondation jusqu'au milieu du xvi<sup>e</sup> siècle, cet hôpital appartenait au chapitre de saint Caprais, qui en avait l'administration et en percevait les revenus.

A quelle époque l'hôpital du Martyre ou de saint Caprais fut-il fondé ? Un des actes précédents nous dit formellement qu'il existait en 1262. Fut-il détruit dans la suite, puis reconstruit, ou simplement agrandi ? C'est ce qui semble résulter des termes d'une transaction, passée le 28 mai 1327, entre le chapitre de saint Caprais et les Consuls d'Agen. Cet acte, fort important et plein d'intérêt, nous a été conservé par Argenton, dans son précieux recueil des Pièces Justificatives <sup>2</sup>. Il provient, comme les précédents, du Martyrologe de saint Caprais, et a trait à la délimitation des possessions du chapitre avec les murs de ville et les fossés qui les baignaient au nord et au nord-est. Nous n'en rapporterons ici, vu sa longueur, que le passage relatif au nouvel hôpital. Il s'agit de l'établissement d'une écluse, en aval du pont de « l'hospital Novel » près des moulins de Cajarc et de Bordeilhes, qui sont possessions du chapitre.

« Super eo etiam, quod dicebat ipsum capitulum ipsos Consules

---

<sup>1</sup> Labénazie. Manuscrit. Tome II. Livre IV. Chapitre IX. Page 333 et suivantes.

<sup>2</sup> *Argenton. Recueil des pièces justificatives, etc.* n° 97. On sait que ce précieux manuscrit, provenant de la bibliothèque de Saint Amans, a été acheté par notre zélé archiviste, M. G. Tholin, pour le compte des Archives départementales de Lot-et-Garonne, où il est actuellement déposé. Il a pu échapper ainsi, fort heureusement à temps, au naufrage général de cette importante collection.

et universitatem construxisse seu construi fecisse quamdam clausuram lapideam subtus pontem vocatum de l'*Espital Novel*, occasione cujus sclausæ aqua adeo restangat, quod, ex nimia restagnatione, molendina ipsius Capituli vocata de *Bordhela* molere impediebantur et ingutorgata penitus remanebant in gravem jacturam capituli memorati. Super eo etiam quod ipsum Capitulum discebat et asserebat quoddam molendinarium, quod est scitum infra dictum pontem de l'*Espital Novel*, in rivo vocato de la Massa, esse proprium ipsius capituli et ad ipsum capitulum pleno jure pertinere et pertinere debere. etc. <sup>1</sup> »

Entre le moulin de Bordeilhe et la Masse, cet *hôpital nouveau*, ne pouvait être, près de Cajarc, et appartenant au chapitre de saint Caprais en 1327, que l'hôpital du Martyre, ainsi appelé, soit parce que de nouvelles réparations y avaient été faites, soit pour le distinguer des hôpitaux saint Antoine et saint Georges, ou autres, déjà plus anciens que lui.

— Pendant toute l'époque de l'invasion anglaise, nous perdons la trace de l'hôpital du Martyre. Il fonctionnait toujours cependant, puisque, plus tard, le 27 décembre 1517, nous avons vu, d'après Labénazie, que le chapitre de saint Caprais en confia la direction à maître Pierre Meruli, qui promet et jura de l'administrer fidèlement. Mais les siècles de foi étaient passés. Les pèlerins se faisaient rares aux tombeaux des martyrs ; et les malades étaient dirigés de préférence sur l'hôpital saint Jacques où les autres maisons d'Agen. C'est donc en fort mauvais état et même en ruines que nous le retrouvons en 1560, lors de l'union de tous les hôpitaux. « Attendu que les pauvres de ladite ville sont mal et incommodément logés à l'hôpital appelé du Martire, près l'église saint Caprasy de ladite ville ; que ledit hospital est mal basty et incommode pour y recevoir, nourrir et entretenir lesdits pauvres, comme est notoire.... lesdits syndics et les plus apparens et principaulx de ladite ville ont été d'avis de

---

<sup>1</sup> Cet acte a été reproduit en partie par MM. Magen et Tholin, à la page 318 de leur volume, les *Chartes d'Agen*, d'après une copie informelle déposée aux Archives municipales de la ville. La copie d'Argenton, très claire et très nette, en complète heureusement les parties omises et déchirées.

réédifier et bastir ledit hospital du Martire, afin de nourrir et d'entretenir lesdits pauvres <sup>1</sup>. »

C'est le moment, en effet, où venait d'être modifié du tout au tout le système d'administration des hôpitaux, et où les Consuls d'Agen, investis d'une autorité nouvelle sur les maisons de charité, prirent les mesures radicales que nous avons déjà signalées et que nous allons étudier plus minutieusement.

## CHAPITRE II.

### UNION DES HOPITAUX. — L'HOPITAL SAINT-JACQUES OU DU MARTYRE

Après deux édits importants rendus, l'un par Henri II en 1555, l'autre par François II en juillet 1560, édits qui réglementaient d'une façon toute nouvelle la gestion des hôpitaux dans les principales villes du royaume, Charles IX, résumant leurs prescriptions généralement peu appliquées, ordonna, le 10 mai 1561, « que tous les hôpitaux, maladreries, léproseries et autres lieux pitoyables, soit qu'ils fussent tenus en titre de bénéfice ou autrement, ès villes, bourgades ou villages, seraient régis et gouvernés, et le revenu d'iceux administré par gens de bien et resseans et solvables, deux au moins en chacun lieu ; esquels seront esleus et commis de trois ans en trois ans par les personnes ecclésiastiques ou laiz, à qui par les fondations, le droit de présentation, provision ou nomination appartiendra, autre que leur parens, domestiques ou de leur famille. Et ès lieux qui ne sont en patronage et de fondation de gens d'église ou laiz, encores qu'aucuns soient fondez par nos prédécesseurs, seront les administrateurs commis par les communautéz des villes, bourgades ou villages, sans que les administrateurs, qui seront destituables en cas de malversation, puissent estre continuez après les trois ans. »

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital d'Agen. Reg. 40.

Cette ordonnance, qui confirmait la décision du concile de Vienne, en vertu de laquelle il était défendu de donner les hôpitaux à titre de bénéfice à des clercs séculiers, et prescrivait en même temps d'en remettre l'administration entre les mains des laïques qui prêteraient serment comme tuteurs et rendraient compte tous les ans devant les ordinaires de leur gestion, eût pour effet principal de séculariser ou pour mieux dire de laïciser les hôpitaux de France. Les ecclésiastiques, qui depuis des siècles les administraient, durent se démettre entre les mains des Consuls de leurs fonctions. Il conservèrent bien, en la personne de l'Evêque, la direction du spirituel ; mais ils furent obligés d'abandonner le temporel. Aussi est-ce avec raison qu'en ce qui concerne la ville d'Agen, Labénazie nous apprend que les ecclésiastiques de la ville durent céder aux Consuls d'Agen le soin de nommer les administrateurs des hospices qui furent désormais des séculiers.

« La direction du temporel, écrit-il, dépendit désormais des trois ordres. Mgr l'Evêque d'Agen, avec les députés des chapitres saint Etienne et saint Caprasi, ainsi que le Présidial, y envoient leurs députés, et les consuls de la ville y viennent pour le corps de ville. Ces trois corps assablés règlent les affaires temporelles de l'Hôpital. Les consuls en sont les administrateurs. Ils y commettent des syndics qui rendent les comptes de leur administration par devant les députés des trois ordres.

« Les ecclésiastiques toutefois ne se défirent pas des honorifiques, ni du rang des préséances, ni du soin des affaires. De là vient qu'ils ont encore dans les bureaux le rang d'honneur pour la place et pour la voix. Le spirituel dépend toujours de Mgr l'Evêque d'Agen qui commet seulement le chapelain audit hôpital du Martyre. Le chapitre saint Caprasy qui le commettait autrefois ne le commet plus. Les honorifiques lui restent encore, dont il est en possession<sup>1</sup>. »

Une autre conséquence de l'Edit de 1564, fut la fusion en un seul

---

<sup>1</sup> Labénazie. Manuscrit. Tome II. Livre IV. Chapitre IX.

de tous les anciens hôpitaux d'Agen. Il est bien évident qu'une fois investis de l'autorité supérieure sur l'administration de ces maisons de bienfaisance, les consuls avaient tout intérêt à les grouper, autant que faire se pourrait, en une seule et même maison. Ils la tiendraient mieux en mains, pourraient y exercer une surveillance plus active, et trouveraient tout avantage à en percevoir les revenus multiples. Aussi cette motion fut-elle proposée aux Jurades dès les premiers jour et aussitôt adoptée à l'unanimité.

Nous avons déjà longuement exposé, dans les chapitres relatifs aux hôpitaux Saint-Antoine et Saint-Jacques, comment en conséquence les Consuls décidèrent, en avril 1563, qu'on vendrait ces deux hôpitaux, ainsi que les maisons de l'Ecole-Vieille, des filles Repenties et de Farguet, rue Garonne, « pour, l'argent provenant de ces ventes, être employé à réparer et reconstruire l'hôpital du Martyre ». Nous savons à quelle date ces faits s'accomplirent, quels prix atteignirent les ventes successives, et ce qui en advint définitivement. Nous ne reviendrons pas ici sur ces diverses opérations.

Qu'il nous suffise de rappeler que, dès 1563, les pauvres et les malades qui se trouvaient aux hôpitaux Saint-Antoine et Saint-Jacques furent transportés à l'hôpital du Martyre, et que ce dernier devint, à partir de cette époque, le seul et unique hôpital d'Agen ; « d'autant que le lieu du Martyre, nous dit le procès-verbal de translation, a été trouvé plus commode et plus saing pour y loger lesdites pauvres et infirmes <sup>1</sup> ». On y transporta également à cette date du 9 février 1563 « les pauvres qui étaient à la grange de Renaud, à cause des dangers de Peste, au nombre de trente-six ; et on les mit à l'hôpital du Martyre, près l'église Collégiale, comme estant l'hôpital le plus commode et le plus logeable, en meilleur air, plus espacieux et avec jardin et ruisseau au derrière. »

« Et le 1<sup>er</sup> Mars 1563, lesdits consuls en ont pris possession et y ont mis tous les pauvres de la présente ville, au nombre de 222. . . Et y furent aussi portés les meubles de l'hôpital Saint-Antoine, ainsi

---

<sup>1</sup> Archives municipales. BB. 30,

que furent dressés les lits, réparé ladite chapelle du Martyre, relevé l'autel, et tout aménagé suivant les besoins du service <sup>1</sup>. »

Le nouvel hôpital prit de ce jour indistinctement le nom d'*Hôpital du Martyre ou Saint-Jacques*.

Un règlement fut aussitôt élaboré et adopté par le bureau. Bien que le texte officiel en soit perdu, il est facile, d'après les volumineux dossiers que contiennent les archives de l'hôpital actuel et que nous avons longuement dépouillés, ainsi que d'après le procès-verbal d'installation dont nous venons de citer quelques fragments, d'en résumer et d'en présenter ici les principales dispositions.

L'hôpital était régi par un *bureau d'administration*, souverain en ses décisions, et composé de six membres, dont deux appartenaient au clergé, deux au présidial et deux au corps de ville. Ces derniers étaient généralement deux consuls : l'un d'eux fut quelquefois remplacé par un jurat.

Ce bureau nommait quatre *syndics*, renouvelables d'abord chaque an, puis chaque deux ans, qui étaient chargés de l'administration effective de l'hôpital, et qui devaient à chaque réunion du bureau, « rapporter ce qui avait été fait par eux, aux procès, négoces et affaires dudit hôpital, le tout sous le bon plaisir des administrateurs ». « Sera créé et ordonné, dit à ce sujet le procès-verbal d'installation, quatre procureurs et *syndics* desdits pauvres et hôpitaux, savoir pour la première année : Me<sup>s</sup> Guillaume Séré, Guillaume Miramont, bourgeois et jurats, et sire Jehan Pauquet et Bernard Sicard, marchands de ladite ville, qui ont libéralement pris la charge et prêté le serment en tel cas requis <sup>2</sup>. »

Un de ces syndics remplissait les fonctions de *Trésorier*. Il devait être « honnête, capable, cautionné et offrir toutes les garanties désirables ».

Le bureau nommait en outre l'*hospitalier*, charge importante qui consistait à soigner les pauvres et les malades, à pourvoir à leur nourriture et entretien, à surveiller leurs repas, leurs chambres, et

---

<sup>1</sup> Archives municipales. BB. 30.

<sup>2</sup> Idem.



tenir la haute main sur tous les petits détails de la maison. Économe en quelque sorte de l'hôpital, l'hospitalier assumait une lourde responsabilité. Disons que bien peu d'entre eux furent à la hauteur de leur tâche, et que de déplorables abus, résultant de leur malversations, se produisirent maintes et maintes fois à l'hôpital d'Agen. « L'hospitalier, dit le procès-verbal, pourvoiera également à ce que lesdits pauvres n'aillent mendier en ladite ville. »

L'hôpital du Martyre avait, en effet, pour but de recevoir les pauvres, les malades, les infirmes, les enfants abandonnés ou bâtards, les orphelins, les militaires blessés, et les autres mendiants. Un billet, signé de l'un des administrateurs, était nécessaire pour que chacun put entrer dans ledit hôpital. Là encore nous aurons à constater de fréquents abus.

Les pauvres étrangers, après avoir reçu les premiers soins, devaient être mis hors la ville, déjà trop infestée de ses propres mendiants.

Un aumônier était nommé par le bureau, chargé de célébrer les offices saints les jours de fête et de dimanche, auxquels devaient assister tous les pensionnaires de la maison. Il logeait à l'hôpital et recevait un traitement fixe dont les honoraires varièrent plusieurs fois dans la suite.

Un médecin, un chirurgien et un apothicaire étaient également spécialement désignés par le bureau pour les soins à donner aux malades de l'hôpital.

De nombreuses visites devaient être faites à l'hôpital par les administrateurs, ainsi que d'autres en ville aux pauvres honteux.

Des distributions et des aumônes étaient régulièrement effectuées, ainsi que « des quêtes chez les habitants de la ville, de façon de venir en aide à la nourriture et à l'entretien des pauvres. » Les archives de l'hôpital ont conservé à peu près complets les registres de ces distributions, faites aux pauvres, avec les noms de ces derniers, année par année, depuis la fin du xvi<sup>e</sup> siècle jusqu'à la Révolution. Ces registres contiennent également l'exposé des comptes de gestion des syndics, avec tous les détails des charges et des revenus de l'hôpital, la liste des rentes dues et à percevoir, des legs, des donations et autres actes de générosité si fréquents à cette époque. Au nombre de plus de cent et absolument intacts, ils consti-

tuent un des fonds les plus riches et les plus intéressants des archives de l'hôpital d'Agen.

Le premier bureau fut composé « d'Etienne Thibaut, consul, François de Cahusières, Michel Boissonnade et M<sup>e</sup> Jean Laffargue, procureur général au présidial. Et pour soulager les syndics furent élus, Jean Bonnefoy et Bernard Soubiroux, pour distribuer le pain, le vin et la pitance aux pauvres, iceux conduire et loger à l'hôpital, ou jeter hors ladite ville et faire tout service nécessaire aux gages à eux promis <sup>1</sup>. »

Et maintenant, pénétrons hardiment dans ce fouillis de liasses et de vieux registres poudreux qui renferment, depuis 1560, les annales de notre vieille maison de charité. Et de ce fatras de grimoires souvent inutiles, dégageons ce qui, soit au point de vue de l'administration, soit comme donations, legs ou libéralités quelconques, soit encore comme modifications apportées à la gestion et à l'aménagement intérieur de la maison, peut offrir quelque intérêt à nos lecteurs.

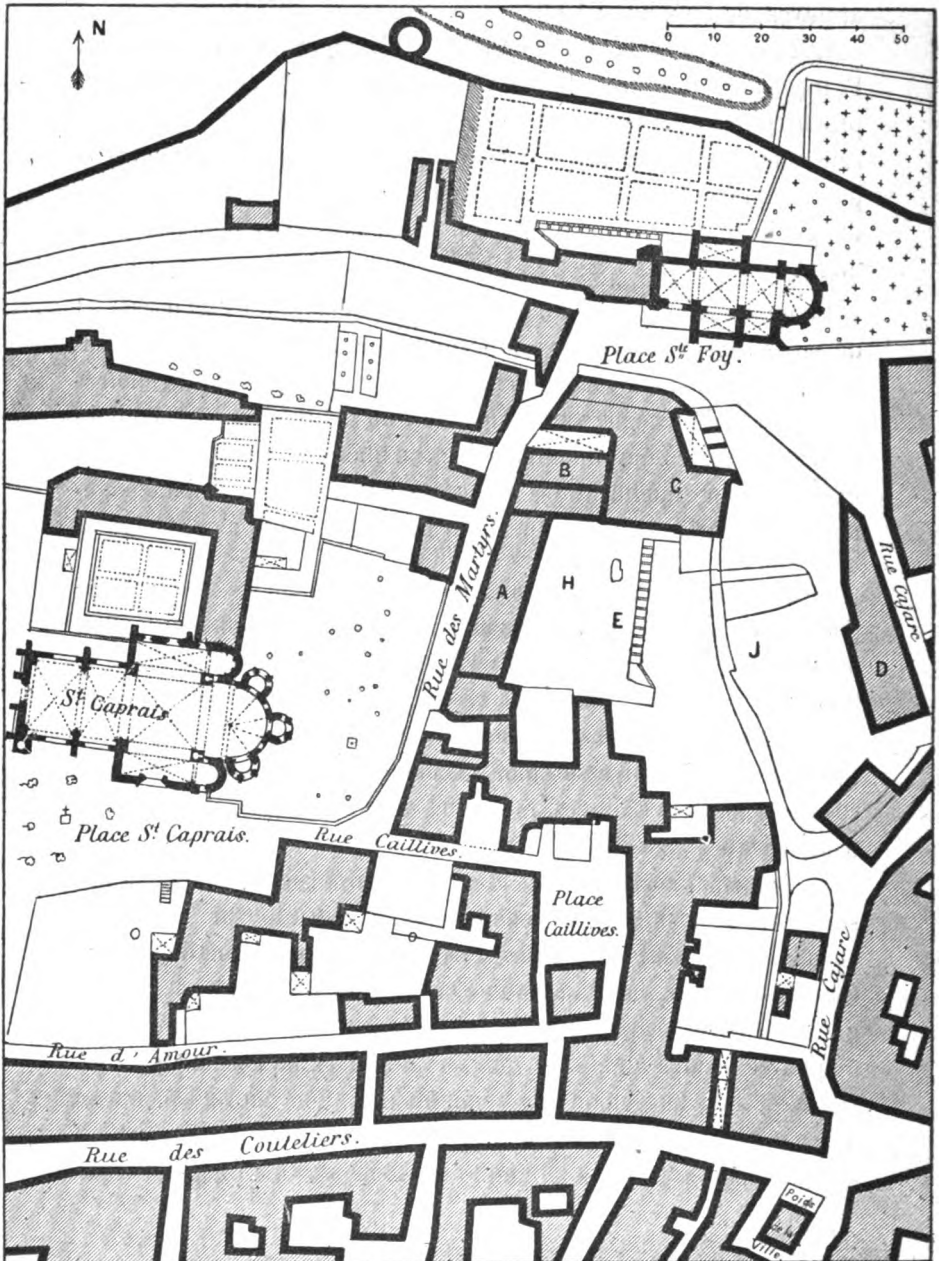
— Et d'abord, indiquons, avec le plan de Lomet à l'appui, l'emplacement qu'occupait au moment de la Révolution, l'ancien hôpital du Martyre. Il se trouvait, ainsi que nous l'avons dit, à l'est de la Collégiale Saint-Caprais et au midi de l'église Sainte-Foy, entre la place Sainte-Foy au nord, la rue des Martyrs à l'ouest, la rue Cajarc à l'est, et diverses maisons au sud qui le séparaient de la rue et de la place Caillives, là où l'on a ouvert de nos jours la rue Saint-Jacques, actuellement rue Cavaignac.

Le principal corps de logis était en A sur la rue des Martyrs. A la suite, au nord, venait la chapelle B, construite sur l'ancienne crypte voûtée en berceau des Martyrs, dont nous avons déjà parlé. Cette chapelle B, encore existante, n'offre aucun intérêt archéologique. Elle est formée d'une seule travée à plafond plat, au-dessus duquel se trouve une salle qui servait, au commencement de ce siècle, de lieu de réunion aux Pénitents Gris. Son chevet est adossé à la maison C, dépendante autrefois de l'hospice et qui appartient actuellement en partie à la famille de Gaulejac. Une rangée d'arca-

---

<sup>1</sup> Archives municipales. BB, 30.

des E séparait à l'intérieur la cour H, dite cour des malades, sur



laquelle s'ouvraient le réfectoire, les cuisines et les principales salles

de la maison, du vaste jardin J, qui s'étendait jusqu'aux décharges D et la rue Cajarc, et sous lequel passait l'ancien ruisseau de la Bretonnerie, affluent de la Masse au moulin de Saint-Côme. De nombreuses acquisitions successives, suivies de quelques ventes, modifièrent d'ailleurs plusieurs fois ces dispositions premières. De nos jours, la rue Saint-Jolifort traverse dans son milieu ce qui fut autrefois le jardin. Quant à la rue Cavaignac, elle indique exactement l'ancienne délimitation de l'hôpital d'avec les maisons qui y étaient attenantes au midi. Nous n'avons retrouvé aucun plan spécial du Martyre, nous permettant de préciser quelle était, à l'intérieur, la distribution particulière de ses appartements.

— L'hôpital du Martyre venait à peine d'être réinstallé sur ces dernières bases, que Darnalt écrivait dans ses *Antiquités d'Agen* : « Et aussi est à remarquer l'hospital Saint-Capraise, avec sa chapelle, bien basti, régi et policé, pour recevoir les pauvres passans, héberger les pèlerins, et nourrir les misérables, vraies marques d'hospitalité charitable ; auquel cy-devant les hospitaux Saint-Anthoine et Saint-Jacques ont esté joints et transférés <sup>1</sup>. »

Les consuls prirent toujours au sérieux leur titre de *Patrons de l'Hôpital*. Dans leur memorandum annuel ils ne manquent jamais de consacrer un chapitre, plus ou moins long, aux soins à apporter à l'Hotel-Dieu d'Agen. De leur côté, les syndics sortants, suivant leur exemple, ne savent trop insister, surtout dès les débuts et jusque vers le milieu du xvii<sup>e</sup> siècle, sur les recommandations à adresser à leurs remplaçants. « Les mémoires, avis et instructions de Messieurs les syndics sortant de charge » nous donnent d'intéressants détails sur la manière dont était administrée en ces temps-là notre maison hospitalière :

« Vous plaira, disent-ils en commençant, de lire souvent les articles et avis généraux qui sont escripts et affichés sur une table, attachée contre la muraille, dans la chambre où se tient le bureau ». Et ils leur spécifient d'avoir égard au logement des pauvres de passage ; de faire établir des troncs dans les hotelleries

---

<sup>1</sup> Darnalt. *Antiquités d'Agen*, p. 119.

pour subvenir aux besoins des pauvres ; de ne point oublier les quêtes de linge, ainsi que les autres quêtes en ville, notamment « celle du Palais les jours d'audience. » Un registre sera tenu régulièrement qui contiendra la date d'entrée des pauvres dans l'hôpital. Celui des dépenses sera souvent contrôlé. Les chirurgiens, apothicaires et surtout l'hospitalier seront surveillés de près. « Il est arrivé, disent-ils, de graves désordres dans la salle des femmes : ce qui nous a obligé d'en renvoyer plusieurs. » L'ermite de Saint-Vincent qui venait trop fréquemment loger à l'hôpital a été également congédié. S'il arrive des comédiens, on priera les consuls de ne les autoriser à jouer en ville qu'à la charge de donner une journée pour les pauvres « à l'imitation et suivant la coutume des bonnes villes. » Il faut faire souvent « des visites en ville et sous la halle, pour recueillir les malades, secourir les vieillards, s'enquérir des pauvres honteux. »

L'exécution rigoureuse des clauses des contrats est indispensable pour assurer la rentrée des fonds nécessaires à l'existence même de la maison. On rappellera à l'Evêque sa promesse de donner quelque bénéfice à l'hôpital afin de pourvoir à l'entretien d'un prêtre. On priera les consuls de tenir une seule porte de ville ouverte et d'interdire l'entrée des pauvres, pour éviter « que les caïmans et vagabonds, estant jettés hors ladite ville par une porte, retournent entrer par une autre. » Un gardien de l'hôpital, qui avait débauché une chambrière, sera immédiatement renvoyé.

On devra s'efforcer d'avoir un prêtre à demeure à l'hospice, pour instruire les pauvres à prier Dieu, lire et écrire, et éviter une infinité d'abus, tels que ceux qui résultent de l'inconduite de quelques femmes, « aucune desquelles nous avons été contrainctz de faire foyter et hoster hors la ville. » Les pauvres étrangers devront être minutieusement inspectés, « aucuns ayant parfois introduit des femmes habillées en hommes. » On ne leur accordera le coucher que pour trois nuits au plus<sup>1</sup>.

Et quelque temps plus tard : Le prêtre, qui avait été choisi, sera renvoyé, attendu qu'il a laissé mourir des malades sans leur donner les secours de la religion. Quant à l'Evêque, il avait donné pour

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital. Registre des délibérations des bureaux (1573-1627).

l'entretien d'un prêtre attaché à l'hospice le bénéfice de Cours ; mais le seigneur dudit lieu s'étant opposé aux provisions et étant dans son droit, les revenus de ce bénéfice ont été perdus pour l'hôpital. Monseigneur refuse, malgré cela, d'octroyer quoi que ce soit de plus à l'hôpital. Comme il s'y est engagé par contrat, la Cour présidiale l'a condamné à payer 500 livres à l'hôpital. Il faut veiller à ce que cet arrêt soit exécuté<sup>1</sup>.

Le nouvel hôpital était à peine installé, que grâce à la générosité des habitants et au zèle des consuls, les donations affluèrent, soit sous forme de legs, soit sous celle de contrats. Ces ressources du reste ne lui firent jamais défaut; et si l'ardeur des premiers temps se ralentit, comme nous le verrons au dix-huitième siècle, il se trouva cependant toujours quelques âmes charitables, qui, dans les mauvais moments, lui vinrent en aide et l'empêchèrent de manquer à ses engagements. Nous n'énumérerons pas, on le pense, la longue série des actes de bienfaisance qui furent passés, durant plus de deux siècles, en faveur de l'hôpital. Tout au plus citerons-nous de temps en temps, et lorsqu'il sera suffisamment connu, le nom de quelque bienfaiteur de haute marque. Notons seulement ici quelques premières donations. Dès 1563, M. Antoine Laroche, conseiller au présidial, fait don à l'hospice de la somme de 200 livres ; le sieur Gaudemary Jacques, 500 livres ; Jean Orlhac, avocat, 110 livres. Par testament de 1564, François Danglars, lègue à l'hôpital une maison, rue de Pèyrone, paroisse Saint-Hilaire, et une autre rue Sigayrol, paroisse Sainte-Foy. Le chanoine de Lalande lègue 300 livres ; Jean Fonfrède, avoué, vingt sacs de blé ; Michel de Cambefort, 100 écus ; le chanoine Charles de Sevin, 1 pipe de blé de rente ; Bernard de Laboulbène, 33 écus, etc.,<sup>2</sup>. » En juillet 1570, Norette de Montmouton, « pauvre femme détenue en carce » c'est-à-dire en prison, à l'hôpital, où elle est depuis dix ans, fait donation en sa faveur de tous ses biens, en reconnaissance des soins qu'elle y a reçue étant enfant. Elle se réserve toutefois un logement dans la maison qu'elle lui abandonne, ainsi qu'une pension

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital. Reg. 1573-1627.

<sup>2</sup> Archives de l'hôpital. Reg. 1563-1601.

de six sols par semaine<sup>1</sup>. La même année, c'est le sieur Joët Coëque qui institue par testament pour ses légataires universels les pauvres de l'hospice d'Agen. Son exemple est suivi par Jean Boutête, ainsi que par François Danglars, dont l'hérédité donna lieu à un assez long procès entre ses héritiers naturels et les syndics de l'hôpital<sup>2</sup>. Le 31 juillet 1572, Françoise de Grave lègue 300 livres aux pauvres de l'hôpital d'Agen ; et Hermand de Sevin, juge-mage de l'Agenais, 50 livres, en même temps que Guillaume de Sevin, chanoine, le 28 août 1571, 1,000 livres<sup>3</sup>.

L'an 1578, la reine-mère Catherine de Médicis donna, lors de son passage à Agen, 50 livres aux pauvres de l'hôpital d'Agen<sup>4</sup>. Et les cessions, donations entre-vifs, et autres libéralités continuèrent ainsi année par année. Quelques-unes même atteignirent d'importantes proportions. Citons entre autres le legs de Jean de Caumont, seigneur de Lamothe-Rouge, qui, par testament du 26 janvier 1618, donna à l'hospice d'Agen tous ses biens meubles et immeubles, y compris son château de Lamothe-Rouge<sup>5</sup>.

Avec de telles ressources qui allaient sans cesse grandissant, l'hôpital d'Agen ne pouvait que prospérer. Aussi voyons-nous dans les livres de comptes les recettes excéder presque toujours les dépenses, ou tout au moins se balancer. Il est vrai qu'à cette époque la vie était à bon marché, les exigences peu nombreuses, le dévouement absolu.

En 1583, le nombre des pauvres enfermés à l'hôpital du Martyre est de vingt-deux. Les distributions leur sont faites régulièrement. Chaque aumône donnée à chaque pauvre varie de un à cinq sous par semaine, et la liste en est dressée à la fin de chaque registre très exactement. Les syndics sont pour cette année : M<sup>e</sup> Guillaume Boyer, procureur au siège de la présente ville, Jehan Durand, notaire royal, et les sieurs Jean Barbut et Jacques Delbery, marchands<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> Archives municipales, GG. 223.

<sup>2</sup> Idem.

<sup>3</sup> Idem. GG. 227.

<sup>4</sup> Idem, GG. 225.

<sup>5</sup> Archives de l'hôpital.

<sup>6</sup> Idem.

Deux ans plus tard, à la fin de 1585, les consuls d'Agen demandent au Roi la permission de construire « une loge ou hôpital provisoire » afin d'y loger les victimes de la peste, l'hôpital central ne devant pas, par mesure de précautions, recevoir les pestiférés. Par lettres patentes du 22 décembre, le Roi, « attendu que les consuls, manans et habitans d'Agen ont démontré que pour subvenir aux mallades de la contagion et peste, il était nécessaire de faire construire une loge ou hospital pour eux, payer les gages des médecins, chirurgiens, apothicaires et autres personnes nécessaires, et frais à faire en cette occasion, les autorise à emprunter sur certains particuliers la somme de 400 écus ou environ <sup>1</sup>. »

C'est l'année, on le sait, où la Reine Marguerite s'était pendant six mois installée à Agen, qu'elle dut abandonner en septembre, y laissant après elle la misère, la peste et la plus grande désolation.

Mais déjà, en 1588, les pauvres malades augmentant, les ressources de l'hôpital commencèrent à devenir insuffisantes. En conséquence, les Consuls délivrent au sieur Berangon Claverie une lettre de recommandation avec mission de quêter dans tous les diocèses et sénéchaussées pour l'hospice d'Agen « dans lequel, écrivent-ils, tous pauvres indifféremment sont logés, nourris et entretenus <sup>2</sup>. »

Nos Consuls se montrent ici plus larges que les magistrats du Parlement de Bordeaux qui venaient d'édicter un arrêt, en vertu duquel les pauvres ne devaient être reçus et nourris que dans les hospices des villes d'où ils étaient originaires, alors que les pauvres étrangers devaient en être impitoyablement expulsés <sup>3</sup>.

Un important inventaire des meubles et titres de l'hôpital d'Agen, fait à la réquisition de Jehan Gautier, bourgeois d'Agen, Géraud Chemillat, avocat, et Bernard Corne, marchand, nous donne, en l'année 1597, son état au vrai. Nous y voyons que la maison comprenait neuf chambres : la première chambre composée de six lits ; la seconde également de six lits ; la troisième de trois lits ; la qua-

---

<sup>1</sup> Archives municipales, CC. 79.

<sup>2</sup> Idem, GG. 227.

<sup>3</sup> Idem, GG. 249.



trième dite *salle neuve* de sept lits ; la cinquième ou *salle basse* de dix lits ; la sixième appelée *l'hôpital vieux* de dix lits ; la septième ou *chambre des religieux* de huit lits ; enfin la huitième et la neuvième destinée à *l'hospitalier*, et contenant les ustensiles de cuisine, ménage, etc. L'église est riche, et renferme une assez grande quantité de « nappes, ornements d'autel, missels, 26 linceuls d'estoupes, 3 douzaines de serviettes, 2 calices, 2 chasubles, 2 missels vieux, » plus, dans une armoire, « l'inventaire des livres et terriers où se trouvent tous les titres de l'hôpital du Martyre, plus un autre livre où sont les contrats, rentes, obligations ; un troisième où sont enregistrés les testaments, legs, donations ; un autre concernant les affaires des pauvres, etc. En tout quatorze livres<sup>1</sup>.

Autres renseignements intéressants dans les mémoires des syndics des années 1596, 1597 et suivantes.

Ils recommandent tout particulièrement à leurs successeurs d'insister auprès de l'Evêque et des deux chapitres, afin qu'ils aient à payer, au plus vite la rente annuelle qu'ils doivent à l'hospice, savoir : l'Evêque 166 écus, et les chapitres pareille somme, « selon l'antienne et louable coutume de tout temps cy-devant et du vivant du déffunct Mgr l'Evesque de Frégouze. » Depuis que l'autorité municipale avait délogé de l'hôpital le haut clergé d'Agen, celui-ci se faisait tirer l'oreille, on le voit, pour s'acquitter envers elle de ses anciennes redevances.

En échange, Monseigneur promet aux Consuls « de demander au Pape des indulgences en faveur de ceux qui donneraient des aumônes à l'hôpital. » Ce mode de paiement ne paraît pas avoir été du goût de messieurs les Consuls.

En cette année 1597, les gages des officiers de l'hôtel-Dieu d'Agen sont ainsi taxés : le greffier, 4 écus ; le chirurgien, 6 écus ; le gardien, 4 écus. Des plaintes les plus graves sont d'ailleurs portées contre ce dernier, « qui vend très-cher aux pauvres le vin et la viande qui leur sont nécessaires, et même les légumes récoltés dans le jardin de l'hospice, dont les produits cependant sont uniquement réservés à la nourriture des pauvres. »

---

Archives de l'hôpital. Reg pour 1597.

Les nouveaux syndics prièrent les consuls d'attribuer à l'hospice les revenus de la ferme de la coupe des chairs pendant le carême, ainsi qu'une partie des produits des amendes.

Ils voudront bien pourvoir à l'entretien « de deux pauvres escolliers, qui font faire les prières du matin et du soir, l'un aux femmes qui sont aux chambres basses, l'autre aux hommes qui sont aux chambres hautes. »

L'hospitalier a été naguère renvoyé « pour ce qu'il avait mal versé. » Les syndics nouveaux chercheront des preuves pour le poursuivre « estant sorti riche dudict hospital de 3 à 4000 livres. »

Ils tiendront un compte exact de leur gestion, « le peuple ne criant pas aultre chose que le pillage des biens de l'hôpital. »

Enfin ils continueront à entretenir les enfants bâtards qui sont actuellement au nombre de dix à douze, au prix de 40 sols par mois pour ceux qui sont en nourrice, et de 20 à 30 sols par mois pour les autres.

Les syndics entrent en plus dans une foule d'autres minutieux détails, tant ils ont à cœur, malgré les abus qui déjà se produisent, de gérer loyalement et honnêtement la maison qui leur est confiée<sup>1</sup>.

Nous nous dispenserons, la liste en étant trop longue, de donner, année par année, les noms des quatre nouveaux syndics. On les trouve fidèlement inscrits, en tête de chaque registre des comptes, ou mieux encore à la première page du procès-verbal de chaque réunion des bureaux<sup>2</sup>. Un exemple entre tous. Sont syndics de l'hôpital en 1607 : Noble Pierre de Secondat, sieur de Roques, M<sup>e</sup> Bernard Verduc, avocat et jurat ; M<sup>e</sup> Bernard Doazan, avocat ; et Pierre Frayssinet, marchand.

Le 19 décembre 1609, les syndics de l'hôpital d'Agen, en la personne de M<sup>rs</sup> Jacques Roques et de Jean Vacquié, bourgeois, demandent aux consuls, patrons de l'hôpital, de vouloir bien autoriser audit hôpital la création d'une *Confrérie dite de la Miséricorde*, pour le soulagement des pauvres, l'entretien des prisonniers, la visite des pauvres honteux, la sépulture des pauvres trépassés,

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital. Reg. 1597-1612. In 4<sup>o</sup>.

<sup>2</sup> Idem.

l'éducation des apprentis et des orphelins, le mariage des filles pauvres, etc.

« Lesquels ont remontré aux sieurs consuls que, dès l'année 1598, il fut proposé d'instituer audit hospice une *Confrairie de la Miséricorde*, pour le soulagement des pauvres. Toutefois ce bon œuvre ayant été discontinué, et afin que Dieu ait agréable leurs actions, reprenant la création d'ung si saint œuvre du gré desdits sieurs consuls, ils auraient fait dresser des articles de ladite frairie et iceux présentés à Messire Claude de Gélas, vicaire général de R. Père en Dieu, Monseigneur Claude de Gélas, évêque dudit Agen, pour les autoriser et esmologuer. . . . En conséquence de quoi, lesdits syndics prient MM. les Consuls, comme patrons dudit hospital, vouloir permettre l'institution de ladite frairie audit hospital, pour la subucation et soullagement desdits pauvres, et que les articles et actes d'approbation d'iceux soient enregistrés aux registres de la maison de ville pour plus grande validité d'iceul. » Lecture desdits articles, qui suivent, a été faite aussitôt. Après quoi lesdits consuls, louant grandement le bon zelle, affection et charité desdits syndics à la promotion d'ung si bon œuvre, autorisent la Confrairie de la Miséricorde à l'hôpital d'Agen<sup>1</sup>. »

Les bureaux se tenaient les premiers temps tous les mois ; plus tard, ce ne fut que chaque trimestre, et lorsque quelque affaire importante nécessitait leur convocation. Une salle spéciale leur était réservée. La présidence revenait de droit à l'Évêque. Nous verrons dans la suite que nos deux grands évêques, Mascaron et François Hébert, ne manquèrent jamais d'y assister et d'y jouer un rôle aussi actif qu'efficace. Généralement les questions pécuniaires absorbaient la plus grande part des délibérations. Acceptations de legs, rentrées d'intérêts et d'arrérages dus, poursuites à exercer, procès à intenter contre les héritiers naturels des bienfaiteurs, achats ou ventes de pièces de terre, réparations à faire aux divers logements, examen des comptes des syndics, surveillance de leur gestion, entretien des pauvres et des malades, etc. tels étaient

---

<sup>1</sup> Archives municipales. BB. 40. p. 394.

les principaux sujets qui étaient traités par les administrateurs. Il est rare de trouver, en dehors de ces questions, quelque passage des procès-verbaux qui présente un intérêt particulier.

En 1614, l'hôpital d'Agen commence à manquer de ressources suffisantes pour l'entretien de ses pensionnaires. C'est ce qui résulte de la délibération d'une jurade, à la date du 28 janvier de cette année. Un édit venait de paraître, portant « l'établissement d'une chambre de la generale reformation des hospitaux, maladreries, aumosnerie, hostels-Dieu et autres lieux de charité, pour donner rémission des comptes desdits lieux, réformer les abus, etc., et ordonnant aux administrateurs desdits hôpitaux d'envoyer en ladite chambre un compte complet de leur administration sous peine d'amendes et peines plus graves... L'assemblée, considérant la qualité de l'hospice de la présente ville qui est pauvre et n'a moyen de nourrir les pauvres qui sont dans icelle, décide qu'on écrira à Monseigneur l'Evêque qui est à Paris afin qu'elle empêche qu'on ne trouble ledit hôpital ». »

Les bureaux constatent, en effet, une grande pauvreté en ces années 1615, 1616 et 1617. L'Evêque semble se désintéresser de l'hôpital. Il n'assiste plus aux séances et il néglige de donner les 500 livres annuelles promises par ses prédécesseurs. Les chanoines eux-mêmes, suivant son exemple, refusent de répondre aux convocations. Aussi sont-ils menacés d'un procès « afin de les forcer à contribuer à l'ordinaire, nourriture et entretenement des pauvres. »

D'un autre côté, des réparations urgentes s'imposent à l'hôpital.

La chapelle n'a pas de sacristie. Il serait bon à cet effet d'avancer l'autel et d'en établir une, derrière. Une chambre est absolument nécessaire pour « les teigneux, » et une autre pour les malades de la dyssenterie qui fait de grands ravages. Enfin, le prêtre, qui sert d'aumônier, ne remplit qu'imparfaitement ses devoirs. On le changera. « Quant à la taxe des drogues et médicaments qui a été faite à l'apothicaire l'année dernière, elle est excessive envers les pauvres, à raison de 10 sols le clistere et de 20 sols la médecine.

Comme se sont présentés anciens apothicaires de ceste ville qui offrent faire meilleur marché desdites drogues et médicaments, soit 8 sols pour le clistere et 16 sols pour la médecine, et ainsi à proportion des autres drogues et médicaments »... on demandera au sieur Rivière, apothicaire dudit hôpital, s'il accepte ces nouveaux tarifs, sinon on le remplacera <sup>1</sup>.

MM. de Monphon, avocat, Pierre Girle, marchand, Pierre Meja, procureur et Jean Cancer, receveur et payeur du présidial, syndics de l'hôpital pour l'année 1618, proposent qu'on détourne le ruisseau qui passe devant l'hôpital, attendu qu'il donne beaucoup d'humidité et entretient les maladies. Ils demandent également que les règlements relatifs aux devoirs du prêtre, chargé du service de l'hôpital, soient modifiés et deviennent plus sévères, et que notamment il soit obligé de confesser les malades qui arrivent à l'hôpital <sup>2</sup>.

En 1619, grâce aux soins des consuls, la situation de l'hôpital s'améliore. « Et après le service de Dieu, disent en effet les consuls de 1618 à ceux de 1619, nous vous recommandons le soing des pauvres et l'instruction de la jeunesse, séminaire de la République. Nous avons le bonheur en ceste ville d'avoir un hôpital et ung collège, biens servis, administrés et réglés, comme nous avons remarqué pendant le cours de cette année... et avons *eu de fort bons syndics à l'hôpital* et de bons regens au collège. L'eslection des syndics et administrateurs dudit hôpital vous appartient. Vous y nommerez des personnes de mérite et fidélité, et par ce moyen, regetant toute brigue et ayant considération, et leur recommanderez d'assembler souvent le bureau et estre soigneux à défendre les droits de l'hôpital, gardant consciencieusement l'autorité que vous avez sur les syndics, vous veillerez à ce qu'ils ne soient pas trop difficiles à exécuter vos mandements... Et affin que les pauvres forains et tainéans ne viennent saccager nostre ville, avons établi des gardiens par quartier pour les surveiller. Nous avons aussi demandé que la moitié ou au moins le quart des draps des

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital. Reg. pour. 1617. Bureau du 8 janvier.

<sup>2</sup> Idem. Bureau de 1618.

morts destinés aux pauvres soient donnés à l'hôpital afin de pouvoir les habiller<sup>1</sup>. »

Ces sages recommandations ne pouvaient avoir que d'excellents effets. Cinq catégories de pauvres furent établies, à partir de cette époque, par les syndics, qui, chaque dimanche présidaient aux distributions. En mai 1621, par exemple, l'hôpital d'Agen secourait : 1° 55 pauvres de la ville ; 2° 120 femmes de la ville ; 3° 12 hommes hors ville ; 4° 8 femmes hors ville ; 5° 10 pauvres honteux. Les aumônes varient entre 2 et 8 sols. La moyenne est 4 sols par personne et par semaine. Dans les moments de crise ou d'épidémie, on répartissait les pauvres par famille et par habitant. Tel se voyait forcé de nourrir et entretenir tant de pauvres à raison de tant de sous par semaine. L'Evêque et le haut clergé, donnaient l'exemple. Monseigneur était taxé de 200 livres par an.

Puis venaient les événements extraordinaires, imprévus, auxquels il fallait obvier, comme les épidémies de peste, le passage des troupes, ou l'arrivée de forts convois de blessés. C'est ce qui advint en 1625, au moment des sièges de Clairac et de Montauban par l'armée royale. Le 26 novembre de cette année, il fut tenu à l'hôpital un bureau extraordinaire, où se trouvaient Mgr l'Evêque, président, MM. Delpech, juge-criminel, et Fabre, avocat du Roy pour le présidial, M. Lescaze, chanoine pour le clergé, MM. de Las et Doazan, consuls, pour le corps de ville, et les syndics Lavergne et Jeyan.

« Et premièrement a esté représenté par ledit Lavergne, premier des syndics, que depuis le despart de Sa Majesté de la présente ville, il ce serait jecté dans icelle ung grand nombre de souldatz malades et blessés, venant tant du siège de Saint-Jean que Clairac, au nombre de douze ou quinze cens personnes, la plus grande partie desquels, par la grâce de Dieu et grande charité des habitants, seraient entrés en reconvallescence, et la plus part d'iceux, guéris de leur maladie et blessures, se seroient acheminés à l'armée devant *Montauban*, de sorte que par le moyen de tant de despans et frais ils pensoient avoir netoyé, purgé l'ospital et du mal et des maladies. Mais à présent il est arrivé que le retour de Sa Majesté et

---

<sup>1</sup> Archives municipales. BB. 46.

de son armée leur a laissé grand nombre de blessés et de malades venant du siège de Montauban, de sorte que, n'ayant fond en main pour les entretenir, panser, médicamenter, ils ont peur que quelque maladie plus grande ne s'engendre dans l'hospital, estant combattue de très grandes nécessités : la première la faim, la seconde la main du chirurgien, drogues et médicaments ; la troisième qu'ils sont fort mal en linge, qu'ils n'ont linceuls pour mestre au liect, ni mesme pour les enterrer, sy la mort y arrive : suppliant Messieurs du bureau d'ordonner là dessus.

« Surquoy, les dits sieurs du bureau ont ordonné que le sieur Jeyan, syndic et trésorier dudit hospital, serait exhorté d'avancer cent livres pour suppléer aux urgentes nécessités dudit hospital, à la charge de le faire remplasser des premiers derniers qui seront levés du fonds ou revenus desdits pauvres, et que pour subvenir à toutes les nécessités desdites, le bureau s'assemblera par tous lundis, où tant ceux qui ont levé des deniers appartenant aux pauvres que ceux qui les ont distribués, se trouveront où ils apporteront les comptes de leur recepte et despance pour iceux veus et examinés<sup>1</sup>. »

Ces mesures furent inefficaces. Les blessés arrivaient chaque jour plus nombreux ; et, malgré la quête ordonnée en ville, les syndics se virent bientôt sans argent et sans pain. Le sieur Escalon, syndic, fut chargé de partir immédiatement pour Bordeaux afin de soumettre la gravité du cas au gouverneur de la province, en même temps que la requête suivante était rédigée par les membres du bureau et adressée au conseil de Sa Majesté.

« Au Roy et Messeigneurs de son Conseil,

« Sire. Les consuls et habitans de la ville d'Agen et les syndics et administrateurs de l'hostel-Dieu de ladite ville vous remonstrent très-humblement que pour subvenir à la nourriture et entretenement des blessés ou malades de vos armées, en nombre de plus de dix mil qui se seraient retirés en ladite ville pendant les voyages faits par Votre Majesté en la province de Guyenne, tant la présente année

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital. Rég. 1621.

que la précédente, ils auraient employé 3 à 4,000 livres du [fonds dudit hospital-Dieu, qu'il est non seulement raisonnable mais plus que nécessaire de remplacer pour l'entretien des pauvres de ladite ville. A ces causes, il vous plaise, Sire, ordonner que ladite somme de 4,000 livres sera remplacée, et à cet effect prise sur les deniers des tailles de ladite ville et juridiction, ou qu'elle sera imposée sur tous les contribuables le plus justement et également que faire se pourra ; et lesdits supplians prieront Dieu pour la santé et prospérité de Votre Majesté<sup>1</sup>. »

Nous ne savons si cette requête aboutit. Il est probable que l'Etat dut subvenir en partie aux besoins de l'hôpital d'Agen. En tous cas, l'Evêque qui avait refusé de faire fournir à l'hospice sa rente annuelle de 500 livres, fut condamné l'année suivante à la payer, par arrêt de la Cour du Parlement de Bordeaux<sup>2</sup>.

D'après le livre de comptes de l'année 1623 et le procès-verbal récapitulatif des commissaires, la recette balance exactement la dépense. Elles se montent toutes les deux à la somme de 2,687 livres, 17 sols, 6 deniers<sup>3</sup>.

L'hôpital d'Agen eut à supporter le contre coup de la terrible épidémie de peste qui ravagea la ville en l'année 1629. Bien que les victimes du fléau eussent été parquées hors ville dans des huttes construites près des champs de Renaud, une partie des lits de la maison du Martyre dut y être transférée, par ordre des consuls. Un des syndics de cette année, Antoine Charpaut, notaire royal, fut même cruellement atteint dans ses enfants qui tous moururent le même jour, frappés par la terrible maladie. A la suite de ce malheur, l'infortuné syndic donna sa démission ; il fut remplacé par Michel de Baulac. Le nombre de pauvres, à qui on distribua cette année des aumônes en ville, fut de 204 hommes, et 31 honteux<sup>4</sup>. Aussi les syndics de l'année suivante, M<sup>e</sup> Jean Boissonnade, procureur, Bernard Mathieu, marchand, Etienne de Corne, receveur des

---

<sup>1</sup> Archives municipales, GG. 229. Idem. BB. 47.

<sup>2</sup> Archives de l'hôpital. Reg. pour 1622.

<sup>3</sup> Idem. Reg. pour 1623.

<sup>4</sup> Idem. Rég. 1629.



tailles, et Hébrard, maître-chirurgien, se donnèrent-ils beaucoup de mal pour subvenir aux dépenses, qui naturellement avaient plus que doublé. En revanche, les donateurs se firent plus nombreux, par suite de l'émotion que venait de ressentir la ville d'Agen. Guillaume Orhac donna 2,000 livres ; Antoine de Mongauzy 270 livres ; Bernard de Cunolio 252 livres, etc. <sup>1</sup>.

Afin d'éviter tous conflits entre eux, les syndics de cette époque eurent l'excellente idée de se répartir officiellement leurs fonctions et obligations respectives. C'est ainsi qu'en 1650 M<sup>e</sup> Pierre Vacqué, avocat en la cour du Parlement de Bordeaux et syndic de l'hôpital, remonstre aux administrateurs que « soudain après la prestation de serment de leur charge faite par MM. Jean de Chemillac, et les sieurs de Verduc et Bataille, eux quatre syndics se sont assemblés et ont arrêté : 1<sup>o</sup> que ledit Chamillac aurait le soin de toutes les affaires contentieuses dudit hôpital, des assemblées des bureaux et la charge de tous les titres, livres et papiers qui en dépendent ; 2<sup>o</sup> que lui, comptable, serait chargé de faire la recette de toutes les sommes et revenus dudit hôpital, des distributions ordinaires et extraordinaires, du paiement des nourrices, de l'entretien des bastards, honteux, des frais extraordinaires et des gages de l'aumônier, du médecin, chirurgien et hospitalier ; 3<sup>o</sup> que ledit sieur Verduc aurait soin et direction des pauvres ; 4<sup>o</sup> finalement que ledit Bataille administrerait et recevrait les intérêts, rentes, revenus et casuel dudit hôpital <sup>2</sup>. »

Ces précautions n'étaient pas superflues, surtout à un moment où l'hôpital d'Agen, ainsi que la plupart des autres institutions de la région, allait avoir à supporter les excès de la Fronde, en même temps qu'une nouvelle épidémie de peste, plus terrible peut-être encore que celle de 1629.

On sait par quelles péripéties diverses passa la ville d'Agen à l'époque de la Fronde, et comment, après avoir acclamé en juin 1651 le prince de Condé comme gouverneur de Guyenne, elle lui ferma

---

<sup>1</sup> Idem. Reg. 1630-1640.

<sup>2</sup> Archives de l'hôpital. Reg. 1630-1640,

l'année suivante ses portes, et se vit durant de longs jours en butte à toutes les divisions des partis rivaux <sup>1</sup>. Les combats que livra l'armée des Princes à Miradoux, au Pergain, à Astaffort et dans toutes les localités voisines d'Agen, amenèrent forcément dans ses murs une grande quantité de soldats malades et blessés des deux armées, qui, par ordre des consuls, furent enfermés et soignés à l'hôpital. Aussi le peu de ressources qui restaient furent-elles vite épuisées et les syndics durent-ils s'imposer de lourdes charges pour subvenir à leurs besoins. « L'hôpital est de plus en plus encombré de soldats de l'armée du Roy, disent-ils aux administrateurs, dans une réunion du bureau de l'année 1652. Il y a eu plus de vingt blessés de l'armée du Prince, si bien qu'on a grand peine à les assister, d'autant que les revenus de l'année, qui ne se montent qu'à peine 4,300 livres, suffisent à peine pour les pauvres malades ordinaires et les pauvres honteux <sup>2</sup>. » Vainement M. d'Hopital légua cette année à l'hôpital la somme de 600 livres, et la marquise de Lusignan une centaine de livres, comme héritière du sieur de Durfort ; ces sommes restaient insuffisantes, et l'hôpital dut s'imposer extraordinairement. C'est ce que firent MM. les syndics de Boissonnade, de Bressolles, Péloubères et Traverse dont la sollicitude ne se démentit jamais pour le bien des pauvres. Plus tard, en 1667, lors de la mort du prince de Conti, leurs successeurs firent valoir auprès de ses héritiers que l'hôpital d'Agen avait fait en 1652 des dépenses extraordinaires, afin de soigner les blessés de l'armée des Princes. Leurs démarches eurent un plein succès. La princesse de Conti, la duchesse de Longueville et M. de Lamoignon, premier président au Parlement de Paris, exécuteurs testamentaires du prince de Conti, accordèrent à l'hôpital d'Agen la somme de 4,200 livres, sur la gratification générale que ce prince avait ordonné de faire en faveur de la province de Guyenne <sup>3</sup>.

Mais jusque là, l'hôpital d'Agen eut à souffrir de la rigueur des

---

<sup>1</sup> Voir notre travail : *Une fête et une émeute à Agen pendant la Fronde*, Agen, 1874.

<sup>2</sup> Archives de l'hôpital. Reg. des bureaux pour 1652,

<sup>3</sup> Idem, Bureau pour 1667,

temps. C'est ainsi qu'en cette même année 1652, l'hospitalier Jean Tissandier représente au bureau que « vu la rigueur des temps et la grande cherté du bois et des vivres, il ne peut, avec ses faibles ressources, entretenir les pauvres malades de l'hôpital, à raison de 3 sols par jour et qu'il lui faut quelque chose au delà ». Ce fut bien pis, quelques mois après, lorsque la peste se déclara si terrible, en l'année 1653.

Il semble que dès que le fléau eut été annoncé, les administrateurs de l'hôpital aient rivalisé de zèle avec les consuls pour essayer d'enrayer le mal. Jamais à aucune époque peut-être les bureaux ne montrèrent plus de courage et de dévouement. Il faut voir, dans les séances qui se succèdent sans intervalle, chaque semaine, quelles précautions sont prises, quelles mesures sont adoptées. Nous avons déjà, au chapitre I<sup>er</sup> de ce tome II, rapporté tout au long le passage de la chronique du frère Hélié, où ce bon frère nous donne sur cette triste époque les plus navrants détails. Compulsons ici les registres des délibérations et voyons avec quelle sollicitude les syndics de cette année s'acquittèrent de leur pénible tâche.

Par exception les syndics de l'hôpital sont pris, pour cette année 1653, parmi les Consuls. Il est dit, en effet, que l'hôpital est régi par MM. de Las de Brimont, de Ratier, avocat, Baratet, bourgeois et marchand, Laboulbène, Donnefort, avocat, et Bernard Gardès, marchand. La peste s'annonce menaçante. « Le mal s'échauffe, dès le mois d'avril, au Nomdieu, à Ségournac, et sur toute la rive gauche de la Garonne. « Défense est faite aux mariniers du Passage de passer les gens qui arrivent de Gascogne. En même temps, on prépare à Agen les loges et les huttes ; on donne une indemnité plus forte au sieur Argenton, chirurgien ; et on garde les désinfecteurs qui reçoivent l'ordre de désinfecter tout d'abord les maisons pauvres, sales et suspectes, ainsi que toutes les marchandises arrivant des lieux contaminés.

Mais ces précautions sont inutiles. La peste éclate dans Agen dès le milieu de juin 1653. Au bureau du 27 juin, on reconnaît qu'« il y a sept ou huit jours que la maladie contagieuse a gagné la ville, ayant commencé par la maison du sieur Ladebat, marchand,

où de suite la femme dudit sieur et une de ses filles sont mortes. La maison a été fermée, les habitants délogés. » Les syndics demandent au bureau qu'il prie les Consuls de réunir au plus tôt les Trois Ordres pour subvenir aux frais de la maladie, et que Mgr l'Evêque s'entoure de tous les religieux aptes à secourir les malades. Le bureau se réunira tous les vendredis.

Le sieur de Labolbène, médecin, ayant soigné la femme du sieur Ladebat, et pouvant être contaminé, sera prié de se retirer trois ou quatre jours à la campagne pour y prendre l'air. De même dès « qu'il se découvrira quelque maison affligée de contagion, si elle est celle d'un bourgeois qui ait des biens à la campagne, il sera contraint de s'y retirer promptement avec toute sa famille et pour les autres, ils seront mis dans les loges, hors la ville, soudain après qu'ils auront été découverts. » Les bourgeois non malades qui voudront se retirer à la campagne devront en demander l'autorisation aux Consuls ; s'ils l'obtiennent, ils laisseront un homme pour aller faire garde aux portes à leur tour.

Dès qu'un habitant ressentira les premières atteintes du mal, il devra, à peine d'amende, prévenir la municipalité. Les rues et ruelles de la ville seront nettoyées chaque jour et on veillera à ce que les ordures n'y demeurent. »

Au bureau du 11 juillet on constate que la maladie fait des progrès effrayants. Les ressources vont manquer. Une quête sera faite dans toute la ville, et simultanément un emprunt pour parer aux événements. Un seul chirurgien ne peut suffire à l'hôpital : on en prendra un second, ainsi que des religieux, pour soigner les pestiférés. Tous les médecins hors la ville seront rappelés. De plus on doublera les sentinelles aux portes et à Saint-Antoine, en même temps qu'un soldat sera mis de garde au clocher des Jacobins pour avertir, au son de la cloche, lorsqu'il découvrira des cavaliers on convais suspects.

La panique gagna la ville. Au 24 juillet, ses habitants la désertent en masse. Il faudrait empêcher les gens bien portant de gagner les champs. L'argent manque. Les Consuls seront priés de remettre à l'hôpital l'argent qu'ils ont en dépôt des personnes décédées de la maladie contagieuse.

Une séance extraordinaire est tenue le 30 juillet, convoquée par MM. de Ratier, Donnefort et Gardès, syndics et consuls, à laquelle assistent Mgr d'Elbène, évêque d'Agen, MM. d'Hopil, grand archidiacre, de Roussel, chanoine théologal, d'Albarel, Boissonnade, Lévignac, chanoines de Saint-Caprais, de Raignac, de Beulac et de Sabouroux, docteurs en médecine. On décide que l'hôpital empruntera de suite 6,000 livres pour subvenir aux besoins des malades. Mais on ne peut trouver que 4,000 livres. Les Consuls feront tout leur possible pour parfaire la somme ; et s'ils ne peuvent y arriver, ils imposeront tous les habitants de la ville jusqu'à concurrence de 10,000 livres, à la charge que chaque obligation n'excèdera pas 100 livres<sup>1</sup>.

Le fléau ne disparut qu'en septembre. Un bureau fut tenu le 28 de ce mois, où il fut constaté que la maladie était passée. De fréquents abus s'étaient produits. Un grand nombre de plaintes furent formulées soit contre les chirurgiens, soit contre les hospitaliers qui avaient exploité les malades. C'est alors qu'apparut Martin Grou, le célèbre désinfecteur, qui entreprit « de mettre la ville en estat » et fonda la petite chapelle de la Loge, dont nous avons déjà longuement raconté l'histoire<sup>2</sup>. Il ne restait plus qu'à combler le déficit provoqué par l'épidémie. C'est ce que cherchèrent à faire, durant les années qui suivirent, les administrateurs de l'hôpital.

— Les syndics de l'hôpital étaient élus primitivement par le bureau tous les quatre à la fois. Dans la suite cet usage fut modifié ; ils furent nommés deux par deux tous les ans, avec mission de remplir leurs fonctions pendant l'époque de deux années. Ce mode d'élection enfanta des abus. C'est ce qu'expliquent à leurs successeurs les Consuls de 1665 :

« Nous vous dirons, Messieurs, qu'au commencement de notre année, on nous fit aviser que les syndics de l'Hôpital, ayant esté faits biennaux depuis peu d'années, entretenoient parmi eux quelque mésintelligence et antipathie qui retardait le bien et le service des

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital. Bureaux pour 1653.

<sup>2</sup> Voir chapitre I<sup>er</sup> de ce tome II. Les Bénédictines de Renaud,

pauvres, et qu'au lieu de concourir par leur union à leur soulagement, ils les faisaient beaucoup souffrir par leur division. Les anciens alléguaient que c'était aux nouveaux de supporter toutes les corvées, et les nouveaux au contraire se défendaient sur leur non expérience et renvoyaient le grief sur les anciens. Sy bien qu'à raison des plaintes qui nous furent faites, nous nous sentimes obligés de remettre en usage l'ordre ancien, ce faisant, *de les élire tous les quatre à la fois, mettant à leur tête un de Messieurs les Consuls nouvellement sorti de charge.* pour davantage autoriser leur eslection et les rendre plus capables de bien administrer, par la connaissance qu'ils avaient eue des affaires des pauvres pendant leur consulat. Vous approuverés cet ordre, et, concourant dans le même dessein que nous avons eu de travailler au bien et à l'avantage des pauvres, vous mettrez dans le syndicat des personnes d'honneur et de probité, comme capables d'ailleurs de répondre de leur administration<sup>1</sup>. »

Cette manière de voir fut partagée par les Consuls de 1666, qui à leur tour la recommandent à leurs successeurs.

PHILIPPE LAUZUN.

(à suivre.)

---

<sup>1</sup> Archives municipales, BB. 58.

## INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

---

REVUE HISTORIQUE. — *Septembre-Octobre 1892*. — A. Réville : *L'Abjuration regni* ; histoire d'une institution anglaise — Ch. Pfister : Note sur le formulaire de Marculf. — Ch. Petit-Dutaillis : Une nouvelle chronique du règne de Philippe Auguste : L'Anonyme de Béthune.

La REVUE HISTORIQUE paraît tous les deux mois, par livraisons grand in-8° de 15 à 16 feuilles et forme à la fin de l'année trois beaux volumes de 500 pages chacun.

Chaque livraison contient : I. Plusieurs *articles de fonds*, comprenant chacun, s'il est possible, un travail complet. — II. Des *Mélanges et Variétés*, composés de documents inédits d'une étendue restreinte et de courtes notices sur des points d'histoire curieux ou mal connus. — III. Un *Bulletin historique* de la France et de l'étranger, fournissant des renseignements aussi complets que possible sur tout ce qui touche aux études historiques. — IV. Une *Analyse des publications périodiques* de la France et de l'étranger, au point de vue des études historiques. — V. Des *Comptes rendus critiques* des livres d'histoire nouveaux.

Abonnements : Un an, Paris, 30 fr. — Départements et étranger, 33 fr. — La livraison, 6 fr.

Les années écoulées se vendent séparément 30 francs, et par fascicules de 6 francs. Les fascicules de la première année se vendent 9 francs.

Première table quinquennale (1876-1880) des matières contenues dans la *Revue historique*, 1 vol. in-8°, 3 francs.

Deuxième table quinquennale (1881-1885), 1 vol. in-8° 3 francs.

Le prix de chaque table est réduit à 1 f. 50 pour les abonnés de la *Revue*.

La REVUE HISTORIQUE, fondée en 1876, a acquis par la solidité de ses travaux, par l'abondance de ses informations et par l'impartialité de

ses jugements, une autorité incontestée dans le monde savant. Indépendamment des *mémoires originaux* insérés dans chaque livraison, et qui sont signés des noms les plus autorisés de la science, elle publie un *bulletin historique* où sont résumés les travaux les plus importants relatifs à l'histoire de France et à celle des autres pays. La rédaction de ces bulletins est confiée à des écrivains d'une compétence reconnue.

La *Revue des publications périodiques françaises et étrangères* est particulièrement soignée ; elle ne se borne pas à de simples sommaires ; elle donne en général une brève appréciation sur la valeur des articles et signale ce qu'ils contiennent de neuf. Enfin une chronique signale les ouvrages nouveaux, soit en préparation, soit en cours de publication, et fournit des renseignements divers intéressant les études historiques, programmes d'enseignement ou de concours, nouvelles des Sociétés savantes, nécrologies, etc.

Intéressante pour toutes les classes de lecteurs, la *REVUE HISTORIQUE* est un répertoire et un guide indispensable pour les historiens de profession, en particulier pour les archivistes et les professeurs, pour ceux qui se destinent à l'enseignement de l'histoire, et l'on peut affirmer qu'elle fournit, sur le mouvement historique en France et à l'étranger, un ensemble de renseignements qu'on ne peut trouver dans aucune autre publication analogue.

On s'abonne sans frais : chez M. FÉLIX ALCAN, éditeur, 108, boulevard Saint-Germain, à Paris ; chez tous les libraires de la France et de l'étranger, et dans tous les bureaux de poste de France et de l'Union postale.

*Bulletin historique ; correspondance ; publications périodiques et Sociétés savantes ; chronique et bibliographie.*

REVUE DE GASCOGNE. — *Novembre 1892.* — R. P. J. Delbrel : L. A de la Tour du Pin Montauban, archevêque d'Auch. — Capitaine Espérandieu : Les inscriptions des Lactorates (*fin*). — A. de Lantelay : Lettres de M. de Prénau, évêque de Périgueux, sur la liturgie d'Auch. — *Compte-rendu des séances de la Société d'archéologie départementale. Nécrologie. Questions et réponses.*

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD. — *Septembre-Octobre 1892.* — H Bruguière : Ouverture du tombeau



de saint Front en 1440. — R. de Laugardière : Essais topographiques, historiques et biographiques sur l'arrondissement de Nontron. — Vicomte de Gérard : Le Président de Vienne (*fin*). — A. de Roumejoux : Cinquième excursion de la Société historique et archéologique du Périgord. — A. Bouché : Peintures gallo-romaines découvertes à Périgueux. — BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE.

SOCIÉTÉ DE BORDA, A DAX. — 3<sup>e</sup> trimestre de 1892. — J. Gardère : Les seigneurs de Bonnuts et Arsague ; La maison noble d'Amen et la famille des Caupenne (*suite et fin*). — P. E. Dubalen : Monographie raisonnée des oiseaux observés dans les départements des Landes, Gironde, Gers, Basses et Hautes Pyrénées et sur le Golfe de Gascogne. — A. Meyranx : Bastide de Cazères-sur-l'Adour (*suite*). — A. Duverger : Acte notarié du xiv<sup>e</sup> siècle. — L'abbé Haristoy : Le capitaine Duvoisin et ses travaux. — J. D... . E. M..... G. C. : L'Aquitaine historique et monumentale.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ RAMOND, A BAGNÈRES-DE-BIGORRE. — M. Gourdon : Les ascensions au Pic de Nethou de 1868 à 1887. — P. Vidal : Andorra, souvenirs d'un touriste. — M. Pée-Lary : Ramond, botaniste. — L. Ch. Frossard : Notes minéralogiques ; Nécrologie. — D<sup>r</sup> Gandy : *Observations météorologiques*.

# ÉLOGE DE M. DE SAINT-GRESSE<sup>1</sup>

---

Joseph-Charles, comte de Saint-Gresse, naquit à Auch, le 17 juillet 1814. Il appartenait à une famille des plus importantes et des plus anciennes de l'Armagnac. Noulens (pp. 425 et suiv.) raconte son origine byzantine et la classe au premier rang de la noblesse Gasconne. Le blason porte « d'azur à une levrette courante d'argent, accolée de gueules, couronne de comte, supporte deux levriers » avec cette devise : « *Usque ad mortem fidelis.* »

Son frère, Gaspard de Saint-Gresse, esprit enthousiaste et chevaleresque, avait, à l'âge de seize ans, suivi les princes dans l'émigration et combattu sous leurs drapeaux dans l'armée de Condé. Il avait vu passer la gloire militaire de l'Empire sans en être ébloui. Elle ne pouvait, à ses yeux, dissimuler l'usurpation ni faire oublier le drame des fossés de Vincennes.

Ce n'est qu'en 1812 qu'il rentrait en France, où, peu après son retour, il se mariait, dans son pays d'origine, devenu le département du Gers, avec Mlle Félicité de Lachapelle, sa compatriote. Caractère ardent, entier, il avait conservé intacts le culte du passé et les illusions d'un autre âge. Nourri, pendant son séjour à l'étranger, des

---

<sup>1</sup> La belle étude que l'on va lire a été communiquée à l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Toulouse. Son auteur, M. le premier Président Fabreguettes, a bien voulu nous autoriser à la reproduire. Nous considérons comme une bonne fortune de pouvoir faire revivre sous les yeux de nos lecteurs l'avocat distingué, le citoyen intègre, l'éminent magistrat et l'homme de bien agissant qui était devenu notre compatriote et dont la mort a été pour la commune de Moncaut, où il avait fait sa retraite, un véritable malheur public.

(La Rédaction).

doctrines absolutistes de Joseph de Maistre, légitimiste intransigeant, forcené même, l'ennemi c'était pour lui ce qu'on osait appeler la « volonté nationale. »

Sa philosophie, sa religion procédaient de sa foi politique. Il incarnait tout dans le roi, personnification même de « la Patrie. » Au-dessus de l'amour de pays, il mettait le devoir monarchique, la fidélité au souverain légitime. C'était en un mot, la négation du dix-huitième siècle, l'adversaire à outrance de l'individualisme, de la souveraineté du peuple. A la déclaration des « Droits de l'homme », il opposait la déclaration des « Droits de Dieu, » de Dieu créateur de tout, placé à l'origine de chacune des facultés et institutions humaines.

Fait chevalier de Saint-Louis, il n'avait guère reçu de la Restauration d'autre récompense à son inaltérable dévouement. Son mariage — tout d'inclination, — ne lui avait point apporté la fortune et il demeurait (*Res angusta domi*) avec son père et ses frères, près d'Auch, dans une terre, faible débris d'une situation jadis opulente.

..

M. Charles de Saint-Gresse vécut donc ses premières années dans la liberté des champs. La vie saine et frugale qu'il y menait, les récits des épreuves de sa famille, les exemples des siens, développaient en lui une généreuse indépendance, l'orgueil le plus noble, le dédain de toute vanité.

Pour lui, comme pour Lamartine, ce fut un déchirement, lorsque pour son éducation, arraché au plein air, à l'activité du corps, il fut envoyé au Petit Séminaire d'Auch. La première impression passée, le captif se mit courageusement au travail, compléta ses études au collège de la même ville, et conquit brillamment, à quinze ans, le diplôme de bachelier.

Rentré auprès de ses parents, de son vieux grand père, de ses oncles, tous fervents disciples de saint Hubert, il se laissa, durant trois années, envahir et imprégner par le charme des grands bois, de la solitude champêtre. Il conserva toujours de cette époque les plus gais et les plus frais souvenirs. Cette grande poésie de la nature l'avait pénétré d'un amour de la campagne que rien n'a pu affaiblir.

Sa mère se désespérait de cette inaction prolongée. C'était une de ces femmes fortes et simples, très pieuses, qui suffirent à tous les

devoirs. Elle comprenait les exigences de la vie moderne, la nécessité d'une carrière. Pourtant, sa tendresse, son inquiétude, si vivement en éveil, ne l'égarèrent-elles pas ?

Ce temps où son fils menait, sans contrainte, une existence rustique, dans un foyer de morale excellente, de bonté, de générosité, pouvait-il être perdu ?

Ses amis s'accordent à dire que l'on sentait, dès lors, dans l'éphèbe, ce bouillonnement de vie intérieure et ce ressort de pensée qui se sont si bien manifestés plus tard. Ce repos préparait la moisson des idées, il laissait se tendre, à l'aise, l'initiative d'une jeune intelligence pleine d'ardeur et se développer les facultés naturelles de l'esprit. L'essor vers le travail n'était pas même engourdi. Sans voir toutes les difficultés de l'avenir, il songeait au temps futur et l'envisageait avec courage.

C'est vers l'étude du droit, vers le barreau, que le dirigeait sa famille, qui en cela mesurait bien ses aptitudes. Du reste, M. de Saint-Gresse père, hostile à la révolution de 1830, ne trouvait pas ailleurs une voie pour son fils.



En 1834, Charles de Saint-Gresse partit pour Paris. Maître d'étude dans un pensionnat de la capitale, chargé d'un cours de philosophie qu'il apprenait (comme l'abbé Morellet, au siècle dernier), pour l'enseigner aux autres et pour laquelle il se passionnait, il allégeait ainsi les sacrifices de ses parents. Dans les intervalles de ses occupations, l'imberbe régent de philosophie suivait les cours de la Faculté de Droit, et peu à peu était entraîné dans le milieu bouillonnant de cette jeunesse lettrée d'alors, admiratrice enthousiaste de l'œuvre de la grande Révolution.

Loin du toit paternel, des préjugés aristocratiques, abandonné à lui-même, M. de Saint-Gresse fut comme fasciné par le spectacle de ces tableaux grandioses déroulés devant ses yeux tout à coup désillés. Vue dans son ensemble majestueux, dans ses causes profondes, ses fécondes conséquences, la Révolution de 1789 lui apparut comme un des plus grands bienfaits de l'humanité.

Quel contraste ! Pour le père, cette Révolution était une catastrophe à jamais déplorable ; pour le fils, elle se révéla comme un bonheur que la France, le monde ne sauraient trop apprécier. Pour

l'un elle représentait l'effondrement et la débâcle ; pour l'autre, elle a été une reconstruction nécessaire, une régénération.

Dans notre siècle, les périodes les plus dissemblables par l'esprit et les tendances se sont succédé, sans transition appréciable, avec une rapidité dont les siècles précédents n'offrent pas d'exemple. Les idées, les opinions, les systèmes changent si vite, qu'il faut, à chaque génération, un grand effort pour comprendre et juger à sa réelle valeur, celle même qui l'a immédiatement précédée.

Cette période de 1834 à 1838 est particulièrement attachante. La politique, la poésie lyrique et dramatique, l'histoire, la philosophie, la religion, la tribune parlementaire, voyaient tourbillonner autour d'elles l'enthousiasme, les élans, les aspirations les plus exaltées. On prenait, comme d'assaut, toutes les questions, et on les agitait avec un zèle vraiment apostolique.

Pardonnez-moi de ressusciter cette époque. C'est dans ce creuset brûlant que M. de Saint-Gresse a fondu ses convictions et ses croyances. Il les a posées, en quelque sorte, sur un fonds d'organisation, de tradition héréditaires. Sorti d'une race solide, attachée au dogme catholique, c'est sur le christianisme que sont écloses les idées démocratiques et républicaines auxquelles mon éminent prédécesseur est demeuré constamment fidèle. Du fruit familial il n'est resté que le cœur du noyau. En vain les siens, ses amis du Gers, qui ne lui pardonnaient pas de se séparer de leurs sentiments politiques, essayèrent d'entraver cette évolution. Il leur répondait : « La vérité est là ! La foi démocratique est une grande lumière pour l'esprit et une force pour le cœur. »

..

Paris, en 1834, était comme une place d'armes dans l'effervescence d'une déclaration de guerre.

Après la Révolution de 1830, il y avait partout les éléments d'une politique opposée à celle qui prévalut, et que Casimir Périer renferma dans le système négatif, défensif, de la résistance au dedans.

Le pays légal était constitué par deux cent mille électeurs pour lesquels il semblait que tout avait été créé.

On se plaint, parfois, de nos jours, des abus des influences parlementaires, des intrigues de couloirs, des sollicitations effrénées. Qu'était-ce donc alors ?

La Monarchie de Juillet, que Béranger appelait « une planche pour traverser le ruisseau, » s'inquiétait peu des infirmités sociales, des revendications populaires. Pourtant, comme l'avait laissé échapper un jour Royer-Collard, « la démocratie coulait déjà à pleins bords » et les grandes émeutes trahissaient le travail de la matière toujours en fusion.

Une chose caractérisait cette phase de notre histoire : l'aversion pour le clergé. Depuis le début de ce siècle, il s'est produit des mouvements religieux que l'on peut aisément mettre en relief. C'est, d'abord, le moment de la restauration du culte pendant le consulat. La réouverture des églises avait été accueillie avec enivrement ; mais ensuite le triomphe de la (Congrégation) et les excès du parti catholique, de 1821 à 1828, avaient frappé de défaveur la religion et inspiré la haine du prêtre.

Après 1831 et dans les années qui suivirent, il surgit une puissante manifestation d'opinion qui n'est pas sans analogie avec les tendances actuelles. Des esprits ouverts, indépendants ; de jeunes écrivains catholiques distingués ; des libéraux, des républicains chez lesquels le sentiment catholique n'était point éteint, s'avancèrent parallèlement, dans des intérêts différents, en une sorte de croisade dont le but était de concilier l'Evangile avec la démocratie, la foi avec la science, la Révolution avec le christianisme, l'esprit moderne avec le dogme.

D'un côté c'était les Ampère, de Tocqueville, de Corcelle, pour ne parler que des libéraux philosophes ; de l'autre les rédacteurs légitimistes de l'*Avenir* : Cazalès, de Carné, Kergolay, Franz de Champagny.

Au centre de ce mouvement, se détachait Laménais, avec ses grands disciples. de Montalembert, Lacordaire, l'abbé Gerbet, s'attachant à démontrer dans le journal *La Démocratie*, ce que le cardinal Lavigerie et la Papauté, admettent, dit-on, aujourd'hui que la soumission à un symbole religieux n'entraîne pas nécessairement l'adhésion à une forme politique.

A l'aile gauche de cette armée, formée d'éléments divers simplement juxtaposés, on voyait Buchez, un homme du plus grand caractère, de la moralité la plus élevée, pour qui le devoir c'était l'âme. Libéral d'une énergie admirable, républicain, homme d'action, combattant de Juillet, admirateur passionné de la Révolution, il avait fondé l'école des néo-catholiques, dont le principe primordial était : que le droit, comme le devoir nous sont donnés par une révélation

divine, et que la Révolution, rédempteur terrestre des déshérités, a complété l'œuvre du christianisme organique.

C'est cette école de Buchez qui séduisit M. de Saint-Gresse. Il trouvait là, tout en respirant à pleins poumons l'air du siècle, un accord avec la foi religieuse de son enfance, de ses proches, et les agitations de sa conscience. Le saint-simonisme l'avait tenté un moment par sa célèbre formule : « Toutes les institutions doivent avoir pour but l'amélioration morale, intellectuelle et physique de la classe la plus pauvre ; » mais Buchez, dans l'intimité duquel il avait eu l'honneur de pénétrer, lui démontra sans peine le mysticisme singulier de l'évolution religieuse de la secte et le danger qu'elle présentait pour la morale humaine.

Dans ce milieu, M. de Saint-Gresse rencontra Bascans, de Toulouse, l'intrépide polémiste de *La Tribune*, les rédacteurs du *National* devenu en 1836, avec Bastide, de Saint-Gaudens et Marrast, l'organe principal du parti républicain.

..

Les articles de M. de Saint-Gresse dans le *National* sont consacrés à la grandeur de l'épopée révolutionnaire. Voici comment il l'analysait et la comprenait, dans un optimisme de conjectures rétrospectives peut-être exagérées :

La Révolution française, qui s'était levée sur le monde comme l'étoile du vrai et du juste, emportée dans un tourbillon d'idées, de réformes qui lui imprimèrent un mouvement trop rapide, fut amenée fatalement à sortir de la légalité et de la justice. Un choc formidable eut lieu entre les deux mondes : le passé, qui tenait au sol par tant de vieilles et profondes racines ; l'avenir, avec ses espérances éblouissantes et ses passions impétueuses et légitimes. Pour refaire la société à l'image d'un idéal sublime, on eut recours à la force, et la force a fait perdre, au moins à nos adversaires, le vrai sens de la Révolution. Elle se heurta contre des obstacles inouis, la féodalité, la royauté, la noblesse, les privilèges, le clergé, l'émigration, l'esprit provincial, l'Europe entière : elle les a vaincus. Le 14 juillet, le 5 et le 6 octobre, le 10 août, le 31 mai, le courant populaire renversa tous ces obstacles. Chacune de ces secousses gigantesques a fait faire, cela est vrai, un pas à la Révolution. Le club des Jacobins et la commune de Paris furent les moteurs de ce mouvement immense d'où est sorti le monde moderne, celui qui, dans un élan de philosophie admirable, proclama les Droits de l'homme, c'est-à-dire de l'humanité entière.

Mais la liberté disparut et la justice devint un moyen d'intimidation. Sans doute, le but de ces mouvements révolutionnaire était légitime. Dans la première période, c'était l'anéantissement de la royauté ; dans la seconde, la grande œuvre de l'unité et de l'indivisibilité de la République contre le fédéralisme personnifié dans la Gironde ; dans la troisième, l'organisation de la défense de la France contre l'Europe coalisée et contre les conspirations des royalistes. Mais la Révolution, dans ces luttes épiques, n'avait pas toujours respecté le droit ; elle avait préparé la nation à la légitimité de la force, en employant la violence au service d'une cause juste.

La conséquence d'une faute en politique ne tarde pas à se faire sentir. La réaction thermidorienne, le 18 brumaire, sont le reflux de la force mise au service, cette fois, des passions basses et égoïstes, des intérêts du passé, des ambitions personnelles. Si la Révolution était resté dans le cercle de la légalité, toutes ses conquêtes, je le crois du moins, seraient devenues définitives. La Cour, le Clergé, la Noblesse, n'auraient pas pour cela ressaisi leurs privilèges ; la liberté aurait pénétré dans les mœurs, dans les lois, dans la conscience même de la nation ; elle serait devenue une force d'opinion indestructible, tandis que l'action orageuse de la Révolution a violé la grande image de la liberté.

Je ne juge pas ces tragiques événements, ni ces hommes dont le désintéressement fut absolu et qui se sont ensevelis sous les ruines de la République, j'en dégage seulement cette conclusion, qui est la conscience de l'Histoire et de notre loi, à savoir que la légalité et la justice ne doivent jamais plier devant la force, et que les moyens comme le but doivent être conformes au droit. Il n'est pas permis, même pour des raisons qu'on appelle d'utilité sociale ou de salut public, raison, hélas ! dont on a tant abusé, de violer les principes permanents et éternels de la liberté et de la justice.

La théorie récente d'un orateur parlementaire, qu'il faut accepter « en bloc » la Révolution aurait surpris M. de Saint-Gresse. Pour lui, c'était d'autre façon que 1789 était devenu une espèce de patrie morale. Ses restrictions ne l'ont pas empêché d'être toujours plein de reconnaissance et de respect pour ces grands cœurs qui, de leur sang, avaient fait la nation libre, et pour ces grands esprits qui avaient allumé tant de rayonnants flambeaux.

Dans le journal *L'Atelier*, avec Corbon et Roux-Lavergne, les lieutenants de Buchez, il se livrait à une propagande socialiste. Laissez-moi retracer quelques lignes dans lesquelles il formulait son *Credo* social :

Le vieil édifice féodal et monarchique s'est écroulé ; le passé a fini dans les résistances suprêmes et les convulsions terribles de 1789 à 1793. L'émancipation du travail, du crédit populaire, la diffusion de l'instruction, l'enseignement gratuit et obligatoire, l'égalité dans l'impôt, le *self-government* de la commune, de l'arrondis-



sement, du département, la suppression des dernières servitudes qui s'opposent à l'expansion de la liberté de l'homme, l'abolition des dernières inégalités sociales, ce sont là les problèmes complexes, économiques, politiques qu'il faut résoudre.

..

Dans cette évolution philosophique et religieuse où l'on se cou-  
doyait, sans s'unir, M. de Saint-Gresse se rencontra avec Lamennais et Lacordaire, dont il devint l'ami.

Le mouvement collectif que je rappelle n'a eu qu'une durée restreinte. On devait, en marchant en avant, s'éloigner peu à peu les uns des autres. Mais l'influence de cette cohabitation morale « sous le même bateau » est restée.

Les uns, comme Lamennais, avec ses *Paroles d'un croyant*, sont passés à la démocratie extrême : les autres sont revenus ou à l'orthodoxie, ou, au contraire, à la pure observation, à la science.

Lacordaire, lui, traversait ces orages, ces luttes intérieures dans lesquels sa grande âme angoissée, oscillait sans cesse entre la raison et la foi.

De pareils doutes n'assiégeaient pas M. de Saint-Gresse. Quoique admirateur de l'éloquence de Lacordaire, dont il suivait les conférences à Notre-Dame, il n'a pas eu les perplexités du célèbre dominicain.

Fortement ancré sur sa doctrine républicaine et chrétienne, il partageait son temps entre le brillant enseignement de la Sorbonne, celui de la Faculté de Droit, les réunions politiques qui le mettaient en contact avec Lamartine et Jules Favre, avec qui il entretenait depuis un commerce d'idées. Il s'affectionnait aussi aux œuvres de Victor Hugo, de Michelet, de Quinet, de Gautier ; elles convenaient à sa nature exubérante et romantique.

..

Devenu docteur en droit, il était envoyé, au début de 1844, comme suppléant provisoire à la Faculté de Toulouse. Il ne fit qu'y paraître. Une petite manifestation des étudiants avait donné au jeune suppléant l'occasion de se solidariser avec eux dans de justes revendications. Cette hardiesse généreuse déplut et il dut quitter l'Université.

On serait tenté de dire *Félix culpa* ! M. de Saint-Gresse n'était point fait pour la chaire. Il abandonna sans regret un enseignement qu'il appelait « les catacombes infréquentées du droit romain, » et, le 17 décembre 1844, il était inscrit au tableau des avocats.

Le nouveau stagiaire provoqua, paraît-il, une curiosité singulière chez ses collègues d'abord et dans tout le Palais ensuite. Un peu plus âgé que ses camarades du stage, il fixait et retenait les regards par sa haute stature, son encolure puissante, son geste pittoresque, son visage toujours rasé, d'une mobilité expressive, sa chevelure luxuriante rejetée en arrière. Il dominait de très haut ses collègues du stage par son instruction générale et l'autorité de sa parole vibrante et imagée.

Assidu aux audiences civiles, attentif aux plaidoiries des maîtres d'alors, chroniqueur judiciaire de *l'Emancipation* dirigée par Gatien Arnoult, suivant avec zèle les séances de la Société de Jurisprudence, les conférences du stage, il fut chargé du discours à leur rentrée. Il traita « de l'éloquence parlementaire depuis 1789. » Cette harangue passionnée, qui fit beaucoup de bruit au Palais, concluait « à la réconciliation d'une bourgeoisie, sans laquelle on ne pourrait rien faire, avec le peuple sans lequel on ne fera non plus jamais rien. »

Quand il se présenta, en 1846, à la barre des tribunaux correctionnels et des cours d'assises, M. de Saint-Gresse, tint et au-delà, les promesses de ses débuts à la conférence. Son talent, dans sa fleur, charmait l'auditoire. Il se distinguait par son coloris, sa flamme, sa vigueur, sa fougue débordante. Servie par un organe retentissant, la pensée jaillissait en périodes larges ; les expressions originales et typiques abondaient. La chaleur de cœur de l'orateur, son entraînement, son imagination, se reflétaient dans l'éclat et la magnificence d'un langage qui se répandait en ondes sonores d'une rare amplitude. On songeait involontairement à cette définition de Quintilien : *Velut quoddam eloquentiæ flumen... cursu magno sonituque fertur*. A l'audience, dans l'action, c'était l'athlète au combat, arrachant les acquittements à des juges, à des jurés, émus et subjugués.

..

Ce fut à cette époque (juin 1847), qu'il réalisa le mariage auquel il a dû le charme et l'équilibre de sa vie. Il s'unit à sa cousine Sophie

de la Roche, fille unique de Lodoïs de La Roche, propriétaire à Moncaut (Lot-et-Garonne), sur les limites du département du Gers, d'un domaine considérable qui est devenu le séjour préféré de M. de Saint-Gresse pendant les vacances, et plus tard sa retraite.

M<sup>me</sup> de Saint-Gresse est une de ces natures affectueuses, délicates qui savent remplir la vie de ceux qui les entourent, sans les absorber ni les détourner un seul jour de leurs féconds travaux. Il a eu ainsi les douceurs, les joies d'un intérieur qui devint le fond même de son existence, son refuge, son repos, rendus plus doux par la venue d'une fille charmante, objet d'un amour accru encore, s'il était possible, par l'épreuve de la mort d'un mari adoré, véritable fils d'adoption.

..

Nous arrivons au 24 février 1848, à la seconde République. Elle surprit M. de Saint-Gresse, à la cour d'assises de la Haute-Garonne, partageant avec M<sup>e</sup> Gasc la défense du frère Léotade, inculpé de l'assassinat de Cécile Combettes. Ce procès célèbre nuisit au défenseur, auprès des hommes politiques appelés au pouvoir. Ils lui reprochèrent d'avoir embrassé avec trop d'ardeur la cause des Frères de la Doctrine chrétienne dont il proclamait l'innocence. On le tint donc à l'écart.

Cependant, en religion comme en politique, l'unité de ses convictions demeurait uniforme. Vous savez ce qui est advenu de l'Eglise catholique après 1848. La Révolution de février, loin de lui nuire, lui permit, à partir de 1849, de faire sentir partout sa rénovation.

Les ordres religieux renaissaient, les Jésuites reconstruisaient, peu à peu, leur édifice démantelé, les séminaires étaient en pleine prospérité, le journalisme catholique se développait. Grâce à la liberté d'enseignement et au privilège de la religion d'Etat, accru par l'instruction officielle dirigée par M. de Falloux, le parti prêtre était redevenu tout-puissant. Avec les moyens de communication qui se développaient étonnamment, Rome se rapprochait de nous : le parti ultramontain était créé et il s'armait contre la société civile, contre les libertés modernes.

M. de Saint-Gresse avait du sentiment chrétien une conception bien différente. Sa croyance, on la peut résumer en ce moment de sa vie, non pas même dans les préceptes du Sermon de la montagne mais dans le pur spiritualisme, quelque chose comme la doctrine

platonicienne, avec le souvenir de la profession, de foi du vicaire savoyard :

Au-dessus de la justice abstraite, il y a le principe vivant dont elle émane, Dieu. Descartes, le vrai génie de la philosophie moderne disait : « J'ai l'idée du parfait, donc Dieu existe. » On pourrait ajouter : « Nous avons l'idée de la justice, donc Dieu existe. »

Cette philosophie spiritualiste qu'Henri Martin appelait l'évangile de la raison humaine a été celle de la première Révolution.

Ecoutez cet homme immortel qui porte sur sa figure, altérée par la misère et le travail orageux de la pensée, les marques fatidiques de la Révolution française, Jean-Jacques Rousseau. Il affirme Dieu et l'immortalité de l'âme dans le livre le plus éloquent des deux derniers siècles ; il écarte, avec l'éclat de sa parole incomparable, le linceul du matérialisme de l'école encyclopédique. Après lui, animée de son esprit, une grande assemblée de la Révolution, celle qui en fut l'âme, proclame dans un décret l'existence de Dieu et pose ce principe au-dessus des abîmes du néant que creusait le parti hébertiste. Ce n'est pas le Dieu de tel ou tel culte, mais le Dieu de la raison humaine, celui de Descartes, de Jean-Jacques. « Eleignez Dieu, dit Lamartine, à propos du décret de la Convention, il fait noir dans l'homme. On peut prendre au hasard la vertu pour le crime ou le crime pour la vertu. »

En politique, il suivait toujours la ligne républicaine. Fondateur avec Duportal, Janot, Roquelaine, Cazeneuve, Lucet, Villa et autres, de l'Association républicaine qui joignait à l'*Emancipation*, son grand organe quotidien, une revue populaire hebdomadaire, il concourait à l'active propagande du groupe toulousain.

Mais M. de Saint-Gresse n'a jamais voulu rien espérer que de la légalité elle-même. Aussi demeura-t-il étranger au mouvement révolutionnaire qui eut son point de départ dans l'émeute du 13 juin 1849. Il prêta, le 14 décembre 1859, aux neufs accusés toulousains déférés aux assises de la Haute-Garonne, l'appui de sa parole et obtint leur relaxe.

..

Cependant les événements se précipitaient. A l'intègre Cavaignac, le suffrage populaire avait préféré le héros des équipées de Strasbourg, de Boulogne, et le nouveau président de la République préparait son futur coup d'Etat. Dans une lettre à Odilon Barrot. (V. *Mémoires d'Odilon Barrot*, t. II, p. 280), le prince-président disait : « Il faut choisir des hommes dévoués à ma personne même, depuis les préfets jusqu'aux commissaires de police...., et réveiller partout le souvenir, non de l'Empire, mais de l'Empereur. »

Le préfet de la Haute-Garonne avait été bien choisi. Il fallait, pour seconder les vues du président, frapper l'opinion publique par des actes significatifs, terroriser les républicains, se faire un titre, vis-à-vis de la bourgeoisie effrayée, d'une répression nécessaire à la sécurité de ses intérêts et à sa tranquillité.

Une liste de suspects fut dressée ; elle comprenait les quarante chefs du parti républicain à Toulouse. Des agents secrets devaient, habilement, déposer des armes, des correspondances, en un mot, tout le matériel nécessaire à la mise en scène d'une conspiration au domicile de ces adversaires gênants. L'auteur de cette odieuse combinaison eut l'imprudence de s'en ouvrir au premier président Piou, dont la figure indignée fit pâlir l'accusateur.

Dans les Mémoires d'Odilon Barrot et les Souvenirs du comte de Falloux, toute cette machination est précisée et longuement racontée. M. Piou appela aussitôt le procureur général Dufresne, avec lequel il dressa procès-verbal de sa conversation avec l'agent provocateur qui venait de se dévoiler, puis il se rendit à Paris et obtint du Garde des Sceaux Daviel l'ordre au procureur général de s'abstenir de tout concert avec le pouvoir administratif. Pourtant on ne désarma pas à la Préfecture.

Agissant en vertu de l'article 10 du code d'instruction criminelle, le préfet transforma son projet d'accusation de complot en imputation d'affiliation à une société secrète. L'action administrative fut encore entravée par le chef de la Cour. Je laisse témoigner à M. de Saint-Gresse sa reconnaissance émue,

M. Piou provoqua un arrêt d'évocation et fit suivre sur l'inculpation de société secrète. Cette procédure était en suspens, lorsque le deux décembre éclata.

Peu de jours après parut un décret qui assimilait les membres des sociétés secrètes aux forçats en rupture de ban et leur appliquait la transportation à Cayenne, assimilation impie que peuvent à peine expliquer la pensée dépravée d'outrager les vaincus et l'ivresse de la victoire. Avant que ce sinistre décret fût exécutoire dans les départements, le premier président provoqua un arrêt de non-lieu. J'étais placé sous le coup de cette double inculpation ; je m'en souviens, sans orgueil comme sans regret. Je figurais sur la liste de ces quarante prédestinés à Nouka-Hiva et à Cayenne. Disons le, parce que c'est justice et que nous la devons à nos adversaires politiques : l'énergique initiative du premier président Piou a sauvé plusieurs d'entre nous de la transportation.

Un dernier détail qui m'est plus personnel et que je ne puis pas taire. En 1858, après l'attentat d'Orsini, l'avènement du général

Espinasse au ministère de l'Intérieur fit passer sur la France un nouveau souffle de violence et de terreur ; des persécutions furent dirigées contre les républicains.

Ce haut magistrat m'a encore défendu, sauvé même peut-être à cette époque, et a épargné à ma famille les amertumes de l'exil ; il a voulu être juste autant qu'il a pu l'être, en un temps où la justice était violée et où il y avait du courage à prononcer ce nom sacré.

Il n'avait alors d'autre préoccupation que la situation de sa femme et de sa fille. Dans la soirée même du 2 décembre 1851, au sortir d'une audience de la Cour d'Agen, il rentrait en toute hâte à Toulouse pour apposer sa signature au bas de la protestation qu'insérait l'*Emancipation*.

Menacé dans sa liberté et retiré trois mois à la campagne, à Moncaut, afin de laisser la tempête s'éloigner, il put étudier, à son tour la lâcheté humaine, dans l'accueil que lui firent au Palais des confrères tremblants d'être compromis par leurs relations avec un républicain inscrit sur la table de proscription. L'attitude de quelques hommes de cœur : au barreau, de Fourtanier, notamment ; sur le siège, de MM. Piou, Saint-Luc-Courborieu et de quelques autres, vint contraster heureusement, avec le triste spectacle de la défaillance des caractères. C'est avec l'adversité qu'on mesure la valeur morale de certaines âmes.

Durant ces années stériles et mornes qui suivirent l'établissement du régime impérial, M. de Saint-Gresse se consacra exclusivement à sa profession d'avocat. L'attachement aux devoirs qu'elle impose pouvait seul adoucir l'amertume de ses déceptions patriotiques. Les cœurs les plus fiers s'étaient alors abrités sous la robe. Réduits au silence par la force, ils cherchaient à retrouver sous les privilèges de la barre, un peu de cette liberté dont la France semblait dégoûtée. Les franchises judiciaires les préservaient relativement encore dans l'enceinte des lois.

Renfermé dans les limites des audiences, M. de Saint-Gresse était assuré de rencontrer dans cet asile, à la fois la dignité du travail et une parole à peu près libre. Au milieu du concert universel d'acclamations pour les bienfaits du pouvoir absolu, il éprouvait une âcre jouissance à rappeler les grandes choses que la liberté avait produites, et ne s'arrêtait qu'en frémissant « à ces inviolabilités dynastiques au nom desquelles on empêchait trop souvent la libre expansion de la parole de l'avocat. »

J'ai marqué tout à l'heure les premiers pas si brillants de sa carrière d'avocat. Vous ne serez pas surpris, qu'en peu de temps, il ait figuré au premier rang d'un ordre qui comptait alors les Féral, Fourtanier, Mazoye, Decamps, Timbal, Bahuaud, Gasc, Dugabé, Fauré d'Avignonet, Tournayre, Joly, Albert, pour ne citer que les plus renommés.

Il ne pouvait être dans ma pensée de le suivre, allant de juridiction en juridiction, franchissant les bornes de notre ressort, se présentant dans les diverses Cours du Midi, se mesurant dignement avec les maîtres du barreau parisien. La plupart des causes civiles ont une renommée éphémère qui expire au seuil du Palais. Celles qui coûtent le plus d'efforts ont souvent la moindre notoriété.

..

Ce qu'il faut surtout rechercher, c'est à quel genre d'affaires s'adaptait l'esprit large et philosophique de M. de Saint-Gresse.

Le droit pratique, qui se rattache à la procédure civile et vit d'elle, ce droit arbitraire, semé de dispositions protectrices, mais aussi d'embûches pour les créanciers, d'embûches où se complaisent les plaideurs de mauvaise foi, ce droit lui répugnait d'instinct, il le connaissait à peine. Ce qui lui convenait c'était ces causes d'un ordre supérieur, intéressant la conscience humaine que nous appelons les questions d'Etat : nationalité, mariage (divorce ou séparation de corps), paternité, filiation, interdiction, dation de conseil judiciaire, etc. A ces affaires se joignaient, par une sorte de parenté, les contestations sur les dispositions testamentaires (insanité d'esprit, capitation, suggestion, interposition de personnes, etc.), les vices de consentement dans les contrats, les responsabilités, etc. Dans tous ces procès il était sans rival.

Le grand criminel lui offrait également une scène appropriée, soit qu'il recherchât le fondement du droit de punir, soit qu'en des envolées superbes, il transfigurât ou réduisit au néant les résultats des enquêtes.

C'est dans ce rôle spécial que, déployant ses belles théories de philosophie juridique, aux aperçus profonds et saisissants, il complétait le sens de la loi à l'aide de l'élément psychologique. Son sujet, longuement étudié et péniblement mûri, s'illuminait d'inspirations qui mettaient en lumière sa profonde connaissance du cœur humain.



Voulez-vous l'entendre discutant les graves et obscurs problèmes des maladies mentales, au travers de tant d'opinions variées, de tant de systèmes soutenus par les Pinel, Esquirol, Broussais, Royer-Collard, Cousin, Maine de Biran, etc. :

« L'âme humaine a des maladies qui lui sont propres et des passions profondes telles que l'orgueil, l'amour, l'égoïsme surtout, dont l'expansion, si elle n'est pas contenue, peut engendrer la folie. Quel est le traité de médecine qui offre une description plus instructive, plus saisissante, plus terrible de certaines passions malades de l'âme que les drames de Shakespeare ? Quelle étude, à la fois plus émouvante et plus vraie, que la figure mélancolique et tourmentée de Macbeth, que ces autres types immortels sortis vivants de son génie, incarnations tragiques de la passion humaine, et où nous voyons comment la passion devient le délire et combien est facile à franchir la borne qui sépare la passion de la folie. Shakespeare n'était pas médecin, mais les divinations du génie avaient devancé les observations patientes d'Esquirol. »

Ecoutez-le repousser une demande en interdiction dirigée contre un joueur à la Bourse, dont la correspondance attestait la frénésie :

« Non ! ce n'est pas avec un pareil dossier qu'on peut jeter sur la tête d'une créature vivante le linceul de l'interdiction. Il n'y a rien dans cette ambition ardente des richesses, espérances que la fantaisie colore, rien qui ne se trouve chez beaucoup d'esprits de notre temps. C'est la température morale, une aspiration fiévreuse à la fortune, des éblouissements passagers ; les plus sensés n'en sont pas à l'abri. Si cela constitue la folie, que de fous il y aurait de nos jours ! Il faudrait alors interdire cette masse de commerçants, de spéculateurs qui courent haletants à la fortune. Il faudrait frapper d'une mort anticipée cette foule de joueurs, de manieurs d'argent qui assiègent les guichets des établissements financiers. Leurs discours, leurs écrits, leurs actes, tout est fiévreux et emporté ! Mais ces excitations intermittentes de la raison sont-elles réellement de la folie ? Non, mille fois non !... »

Avec quel art consommé il excellait à refaire, avec les traits épars dans des dispositions ou des écrits, la physionomie vraie et originale d'un testateur, à lui rendre le mouvement et la vie, à montrer les pièges tendus à son libre arbitre, les atteintes portées à sa personnalité.

Au mois de janvier 1864, dans le fameux procès de la succession de Lacordaire, M. de Saint-Gresse, dans tout l'épanouissement de son talent, put, sans fléchir, supporter contre M<sup>e</sup> Allou le poids d'une discussion grandiose.



Ce fut avec une ampleur souveraine, qu'au cours de trois audiences, dans une plaidoirie magistrale, il évoqua en des accents émouvants la grande âme et le beau génie du célèbre Dominicain. L'abbé Mourey, sous-directeur de l'Ecole de Sorèze, institué légataire général et universel par Lacordaire, avait été à un moment son confesseur. La Cour, pour annuler le testament, décida que lorsqu'il remplissait ce ministère, la maladie à laquelle avait succombé le testateur existait déjà et qu'elle avait été « persévérante dans son cours, fatale dans son issue. » En vain on avait cherché à emprisonner l'avocat dans le texte de la loi. Dans un élan il rompait tous les liens, demandant si l'on pouvait concevoir la surprise dans la cellule d'un tel religieux, la captation sur l'esprit éminent qui, pour continuer son œuvre, avait imposé des charges plutôt que constitué une libéralité.

..

A la force de l'éloquence de M<sup>e</sup> de Saint-Gresse, s'ajoutait son aspect imposant, dont l'ascendant s'augmentait encore des graves habitudes de son caractère, de la noblesse de sa vie. La loyauté de ses rapports, sa constante recherche du bien, doubleraient ses dons de persuasion.

Ce que l'on ne sait guère, c'est par combien de patientes études et de veilles il parvenait à la préparation de ses dossiers. Son travail était lent, ses scrupules de conscience avaient pour effet de l'attarder encore. Il redoutait de ne jamais assez comprendre, de négliger un point de vue utile à l'affaire. Mais dès qu'il s'était assimilé le procès, qu'il en possédait la nette vision, comme l'argument jaillissait ! Il l'enveloppait de la merveilleuse parure, du vêtement magnifique de son imagination.

Cette profession qui lui avait procuré, avec de si beaux succès, des jouissances aussi douces, des satisfactions aussi intimes, il l'a définie :

Les avocats sont, dans les pays démocratiques, la vie même de la liberté, la protestation vivante du droit, la première des institutions sociales ; ils sont, avec la presse, les deux pôles de la liberté individuelle. Le plus humble et le plus déshérité de ce monde trouvera un avocat pour exposer sa plainte. Ce sera le plus grand honneur de ma vie d'avoir exercé vingt-cinq ans cette noble profession.

Entre temps, les mémoires, les consultations l'occupaient. En

1857, il était devenu membre fort actif de « l'Académie de Législation » dont il a eu l'honneur (en 1869) de présider les séances.

Pendant cette laborieuse existence, M. de Saint-Gresse ne cessait de combattre le despotisme impérial. En 1863, il se présenta à la députation dans le département du Gers. L'échec était certain ; il était impossible de lutter contre la pression et la corruption officielle, mais le candidat libéral considérait comme un devoir de lever son drapeau. Je dois dire en passant, qu'un des secrets désirs de la vie de M. de Saint-Gresse, a été d'aboutir à la tribune parlementaire et de se livrer entièrement à la politique.

En 1865, il fut porté à Toulouse sur la liste des conseillers municipaux qui triompha de la liste préfectorale.

Le 19 juillet 1870 il était élu conseiller général dans l'arrondissement de Nérac (Lot-et-Garonne).

FABREGUETTES.

( A suivre )

Ce fut avec une ampleur souveraine, qu'au cours de trois audiences, dans une plaidoirie magistrale, il évoqua en des accents émouvants la grande âme et le beau génie du célèbre Dominicain. L'abbé Mourey, sous-directeur de l'Ecole de Sorèze, institué légataire général et universel par Lacordaire, avait été à un moment son confesseur. La Cour, pour annuler le testament, décida que lorsqu'il remplissait ce ministère, la maladie à laquelle avait succombé le testateur existait déjà et qu'elle avait été « persévérante dans son cours, fatale dans son issue. » En vain on avait cherché à emprisonner l'avocat dans le texte de la loi. Dans un élan il rompait tous les liens, demandant si l'on pouvait concevoir la surprise dans la cellule d'un tel religieux, la capitation sur l'esprit éminent qui, pour continuer son œuvre, avait imposé des charges plutôt que constitué une libéralité.

..

A la force de l'éloquence de M<sup>e</sup> de Saint-Gresse, s'ajoutait son aspect imposant, dont l'ascendant s'augmentait encore des graves habitudes de son caractère, de la noblesse de sa vie. La loyauté de ses rapports, sa constante recherche du bien, doubleraient ses dons de persuasion.

Ce que l'on ne sait guère, c'est par combien de patientes études et de veilles il parvenait à la préparation de ses dossiers. Son travail était lent, ses scrupules de conscience avaient pour effet de l'attarder encore. Il redoutait de ne jamais assez comprendre, de négliger un point de vue utile à l'affaire. Mais dès qu'il s'était assimilé le procès, qu'il en possédait la nette vision, comme l'argument jaillissait ! Il l'enveloppait de la merveilleuse parure, du vêtement magnifique de son imagination.

Cette profession qui lui avait procuré, avec de si beaux succès, des jouissances aussi douces, des satisfactions aussi intimes, il l'a définie :

Les avocats sont, dans les pays démocratiques, la vie même de la liberté, la protestation vivante du droit, la première des institutions sociales ; ils sont, avec la presse, les deux pôles de la liberté individuelle. Le plus humble et le plus déshérité de ce monde trouvera un avocat pour exposer sa plainte. Ce sera le plus grand honneur de ma vie d'avoir exercé vingt-cinq ans cette noble profession.

Entre temps, les mémoires, les consultations l'occupaient. En

1857, il était devenu membre fort actif de « l'Académie de Législation » dont il a eu l'honneur (en 1869) de présider les séances.

Pendant cette laborieuse existence, M. de Saint-Gresse ne cessait de combattre le despotisme impérial. En 1863, il se présenta à la députation dans le département du Gers. L'échec était certain ; il était impossible de lutter contre la pression et la corruption officielle, mais le candidat libéral considérait comme un devoir de lever son drapeau. Je dois dire en passant, qu'un des secrets désirs de la vie de M. de Saint-Gresse, a été d'aboutir à la tribune parlementaire et de se livrer entièrement à la politique.

En 1865, il fut porté à Toulouse sur la liste des conseillers municipaux qui triompha de la liste préfectorale.

Le 19 juillet 1870 il était élu conseiller général dans l'arrondissement de Nérac (Lot-et-Garonne).

FABREGUETTES.

( *A suivre* )

UNE

# VISITE ÉPISCOPALE A SAINT-JEAN-DE-LUZ

## SOUS LOUIS XIV

---

Si la visite d'un évêque dans les localités de son diocèse autres que la résidence épiscopale est encore un événement, cet événement, peut-être, marquait davantage autrefois, par ce fait même que la grande difficulté des communications et les voyages des prélats en Cour le rendaient moins fréquent. Sans préjudice de l'accueil spontané des populations, la réception était alors partout empreinte d'un caractère officiel et toujours conforme à un cérémonial rigoureusement réglé dans ses moindres détails par les coutumes locales.

La mémoire de ces usages s'est effacée en maint endroit. Nous avons cependant retrouvé dans les archives de Saint-Jean-de-Luz<sup>1</sup> l'énoncé de ceux qui étaient, en pareil cas, suivis aux derniers siècles dans cette ville qui termine d'une façon si charmante notre Sud-Ouest français. Nous y avons relevé aussi les comptes presque complets des dépenses faites, en 1702, pour la réception de l'évêque diocésain. Il nous a paru qu'il y avait là matière à une note de quelque intérêt pour l'étude de la vie d'autrefois.

Trois villages qui ont eu des fortunes bien différentes, Biarritz, Bidart, Guéthary bordent, on le sait, la côte entre Bayonne, chef-lieu du diocèse et Saint-Jean-de-Luz. Au jour fixé pour la visite épiscopale, une députation de la communauté Saint-Jean-de-Lu-

---

<sup>1</sup> Ces archives, très bien tenues, nous ont été ouvertes avec la plus aimable courtoisie par le maire, M. le docteur Goyeneche.

zienne formée d'un jurat et du greffier, montait à cheval et se rendait dans la direction de Guétary à la rencontre du prélat pour l'accueillir et signaler son arrivée, aussitôt saluée par six coups de canon. A l'entrée de la ville, l'évêque trouvait le bayle ou maire et les jurats en manteau noir et en chaperon rouge aux armes de France <sup>1</sup>, qui, la grande cloche sonnant à toute volée, le conduisaient d'abord à son logis, puis ensuite à la cure. Là, les officiers municipaux s'agenouillaient devant lui pour recevoir sa bénédiction. Il les reconduisait jusqu'à la porte ; après quoi il procédait à la réception de son clergé.

Le lendemain, l'évêque, allant donner la confirmation, se rendait processionnellement de la cure à l'église sous un dais porté par les jurats et suivi par le bayle, tous dans le même costume que la veille. Il était ramené avec le même cérémonial et retenait le corps de ville à dîner.

Saint-Jean-de-Luz servait de centre au chef du diocèse pour visiter les bourgs environnants. Un jurat l'accompagnait dans ses courses et, à son retour annoncé par trois coups de canon, le bayle le recevait à l'entrée du faubourg. Il visitait alors la maison de ville, l'hôpital et les établissements qu'il jugeait convenable de voir.

Puis, l'heure du départ venue, la grande cloche sonnait de nouveau, le canon tonnait encore et l'évêque reprenait la route de Bayonne, escorté jusqu'au pont de Bidart par le curé et par le jurat qui avait été attaché à sa personne.

On le voit, dans cette cité de corsaires et de hardis marins la note dominante de la réception était presque le canon. Le moment précis des salves était strictement réglé aussi bien que le nombre des coups. La communauté n'en eût pas concédé un de plus, l'évêque n'en eût pas souffert un de moins. Il y avait là une question mûrement pesée de droits réciproques et sur laquelle certainement, dans ces temps où les moindres nuances d'étiquette avaient une importance primordiale, aucune des parties n'eût transigé. Un jour pourtant, vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, par une fatalité inexplicable, le canon manqua. Quand le corps de ville vint saluer l'évêque à la cure, ce manquement grave aux usages fut relevé par le curé avec une âpre verve. Le maire demeurait absolument décontenancé. L'évêque crut

---

<sup>1</sup> Le droit de porter les armes de France sur leur chaperon avait été accordé aux bayle et jurats de Saint-Jean-de-Luz par Louis XIII, en 1615.

charitable d'intervenir : « N'ayez souci, monsieur le maire, dit-il, avec un fin sourire, on a fort bien sonné les cloches et, après tout, c'est là notre artillerie à nous autres gens d'église ! »

Une telle infraction aux coutumes était sans précédent ; et ç'avait été avec le cérémonial plus haut relaté qu'avait été reçu en juillet 1702, Louis XIV régnant. Mgr René-François de Beauvau, qui occupait alors le siège épiscopal de Bayonne.

Les honneurs de Saint-Jean-de-Luz lui furent faits par le curé Michel Chourio de la maison Alamena de Ciboure<sup>1</sup> et par le bayle François de Lasse<sup>2</sup>, membre d'une de ces grandes familles d'armateurs qui firent la gloire et la prospérité de leur ville natale. Les comptes que nous donnons plus loin montrent que tous deux s'efforcèrent de rendre la réception aussi convenable du côté matériel qu'elle était irréprochable au point de vue honorifique. Les frais, supportés pour deux tiers par la communauté et pour un tiers par la cure, montèrent au total à 1226 livres 14 sols.

La table épiscopale fut l'objet de soins particuliers. Fournie de vaisselle par les principaux habitants, elle était garnie de roses et de fleurs. Pour la servir avec la variété désirable, le curé s'était fait envoyer force provisions par son frère et prédécesseur, Pierre de Chourio, curé de Bayonne ; et des exprès étaient allés à Guétary, à Bidart, à Biarritz, à Hendaye et jusqu'à Saint-Sébastien acheter les plus beaux produits de la contrée. Pour les jours maigres, la mer avait donné le thon, les sardines, les mules, les loubines ; la rivière : les truites, les saumons, les lamproies ; le jardin : ses meilleurs légumes, asperges, pois, artichauts et fèves.

Le gras fut à la hauteur du maigre, et l'agneau, le veau, le jambon, les levreaux, les ortolans, les pigeons, les oisons gras figurèrent successivement aux menus. Le dessert : crèmes, massépains, cem-

---

<sup>1</sup> François de Lasse fut bayle de 1701 à 1704 inclusivement et le rede-vint en 1707 et 1708.

<sup>2</sup> La famille Chourio ou de Chourio fournit, à cette époque, plusieurs frères d'un rang élevé à l'église du diocèse de Bayonne. Sylvestre fut curé de la cathédrale de Bayonne de 1681 à 1701 ; Pierre, curé de la même cathédrale de 1702 à 1709, résigna, pour aller occuper ce poste, la cure de Saint-Jean-de-Luz, dont il était précédemment titulaire, en faveur de son frère Michel, celui-là même qui reçut Mgr de Beauvau. (Études historico-religieuses de l'ancien diocèse de Bayonne par MM. l'abbé Haristoy, curé de Ciboure et l'abbé Dubarat, aumônier du lycée de Pau).

berenas <sup>1</sup>, fromage de Hollande, fraises, pommes, amandes, oranges, ne laissa non plus rien à désirer. Comme vins on offrit du Capbreton rouge et blanc, du Navarre et du Rancio, sans préjudice d'un doigt de vieille eau-de-vie de Hendaye pour terminer les repas.

A deux reprises des tambourins furent appelés pour faire entendre au prélat les vieux airs si typiques du pays basque.

Mgr de Beauvau, favorisé par la saison, fit d'ailleurs, pendant les sept jours qu'il résida à Saint-Jean-de-Luz deux excursions dans les environs. Pour les besoins de son ministère, il remonta la Nivelle sur une gabarre remorquée par deux chaloupes jusqu'au bourg d'Ascaïn si joliment tapi dans la verdure au pied des pentes gazonnées de la Rhune. Un autre jour, il se rendit en barque au Socoa, traversant, pour aller admirer la grande vue du golfe, cette rade à la forme gracieuse qu'on eût jadis comparée à une coupe parfaite toute pleine de l'eau bleue de la mer.

Aussi, lorsque, son séjour fini, l'évêque regagna sa ville épiscopale, l'est permis de penser qu'il ne put qu'emporter un bon souvenir d'une réception dont il vit se dérouler l'attrayante mise en scène, mais dont il sera loisible au lecteur de parcourir ci-après les coulisses.

## I

### *ETAT des avances faites par M. le Curé de St-Jean-de-Luz pour la visite de Monseigneur l'Evêque.*

#### *Premièrement :*

|                                                                                                  |              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| <i>Plus en pouletz.....</i>                                                                      | <i>49 l.</i> |
| <i>P. en burre frais.....</i>                                                                    | <i>5 l.</i>  |
| <i>P. en farine pour les sausses.....</i>                                                        | <i>4 l.</i>  |
| <i>P. en pois vertz, asperges, salades, raves,<br/>artichaus et autres herbes potageres.....</i> | <i>45 l.</i> |

---

<sup>1</sup> Cemberaben ou cemberena, suivant les dialectes, est un fromage basque très délicat fait par les bergers avec du lait de brebis.



|                                                                                                                                      |                   |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| <i>P. en epicerie, œufs, lait et plat de terre pour la cuisine.....</i>                                                              | <i>46 l.</i>      |
| <i>P. en fraises.....</i>                                                                                                            | <i>8 l.</i>       |
| <i>P. en bougie.....</i>                                                                                                             | <i>45 l.</i>      |
| <i>P. dix cemberabens a 7 s. chacun.....</i>                                                                                         | <i>3 l. 10 s.</i> |
| <i>P. 72 grosses bouteilles a 7 s. p.....</i>                                                                                        | <i>25 l. 4 s.</i> |
| <i>P. deux serviettes perdues. ....</i>                                                                                              | <i>3 l.</i>       |
| <i>P. en journées des chevaux pour porter les vins et autres vivres de Bayonne à St-Jean-de-Luz.....</i>                             | <i>46 l.</i>      |
| <i>Plus quatorze livres de jambons.....</i>                                                                                          | <i>44 l.</i>      |
| <i>P. deux demi bariques de vin de Capbreton lune de rouge et lautre de blanc a raison de quarante-cinq livres la demi-barique..</i> | <i>90 l.</i>      |

*De ce vin blanc il a resté 30 pintes qui sont devenues aigres pour n'avoir point achevé de tirer tout.*

*Plus il a esté donné environ 26 bouteilles de ce vin blanc à M. de Larralde dont mon neveu rendra compte.*

CHOURIO,  
Curé de Bayonne.

## II

*COMPTE de la despence faite par M. le Curé et la communauté de St-Jean-de-Luz pendant la visite de Monseigneur l'Evesque de Bayonne durant sept jours qu'il y a resté et au retour d'Ascain avec sa suite et la despence des chevaux sçavoir :*

|                                                    |                   |
|----------------------------------------------------|-------------------|
| <i>Une paire doison gras pour quarante sols...</i> | <i>2 l.</i>       |
| <i>Pour les herbes, letues et artichos....</i>     | <i>4 l. 15 s.</i> |
| <i>En sardines freches de Marionna.....</i>        | <i>4 l. 10 s.</i> |

|                                                                                                                                                                                                                         |             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| <i>Deux levreaux acheptés a la place.....</i>                                                                                                                                                                           | 3 l.        |
| <i>Six livres amandes pris de Sansin Handi-<br/>dienea .....</i>                                                                                                                                                        | 4 l. 4 s.   |
| <i>En sardines fresches.....</i>                                                                                                                                                                                        | 4 l. 48 s.  |
| <i>Pour des poids vcrtez, herbes, salades, arti-<br/>chos et asperges pris des Biarroles.....</i>                                                                                                                       | 3 l. 48 s.  |
| <i>Pour les pommes et citrons de Nescacha-<br/>handia .....</i>                                                                                                                                                         | 4 l. 45 s.  |
| <i>Plus en lart et gresse fondue de la fille de<br/>Piarrestonea et autres la somme de.....</i>                                                                                                                         | 22 l. 40 s. |
| <i>Pour trois aigneaux et demy a 50 sols cha-<br/>qu'un.....</i>                                                                                                                                                        | 8 l. 45 s.  |
| <i>Pour deux levreaux achettés a 30 s. l'un..</i>                                                                                                                                                                       | 3 l.        |
| <i>Payé a la fille de Mattarenea de Handaye<br/>pour douze livres de massepain a 28 s. la<br/>livre et pour trois livres cinq sols d'Eau de<br/>vie de Handaye le tout monte la somme de</i>                            | 20 l. 44 s. |
| <i>Pour des oignons, perresil et salades.....</i>                                                                                                                                                                       | 4 l. 47 s.  |
| <i>Pour une paire de pigeons.....</i>                                                                                                                                                                                   | 4 l.        |
| <i>Pour trois paires ditto.....</i>                                                                                                                                                                                     | 3 l.        |
| <i>Une douzene et demy d'ortolans.....</i>                                                                                                                                                                              | 3 l. 45 s.  |
| <i>Cinq lemproy a 20 s chacune.....</i>                                                                                                                                                                                 | 5 l.        |
| <i>Pour des truites neuf sols.....</i>                                                                                                                                                                                  | » 9 s.      |
| <i>Pour douze douzene d'œuf a 4 s. la douzene.</i>                                                                                                                                                                      | 2 l. 8 s.   |
| <i>Pour un compte de la dame de Cachirenea<br/>envoyé a Saint-Sébastien et au Passage<br/>expres avec une femme appelée Guilla-<br/>mette pour achepter du poisson et pour<br/>leur voyage en tout la somme de.....</i> | 23 l. 44 s. |
| <i>Plus de craves.....</i>                                                                                                                                                                                              | 4 l. 40 s.  |
| <i>Plus dix livres de beurre a 10 s. la livre....</i>                                                                                                                                                                   | 5 l.        |
| <i>Dix huit citrons de Saint-Sébastien.....</i>                                                                                                                                                                         | 4 l. 46 s.  |
| <i>Plus en poisson de Mary Peto.....</i>                                                                                                                                                                                | 6 l. 40 s.  |
| <i>A la mesme pour un levreau.....</i>                                                                                                                                                                                  | 4 l. 40 s.  |

|                                                                                                      |                 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| <i>Quatre paires de pigeons a 20 s. la paire</i>                                                     | 4 l.            |
| <i>Plus en sardines freches.....</i>                                                                 | 4 l. 16 s.      |
| <i>Plus a Nescachahandy en pommes oranges<br/>et citrons.....</i>                                    | 4 l. 10 s.      |
| <i>Pour du poisson fait pecher par Chanato a<br/>Handaye.....</i>                                    | 20 l.           |
| <i>Deux charges de charbon.....</i>                                                                  | 3 l. 3 s.       |
| <i>Plus en sardines freches.....</i>                                                                 | 2 l. 3 s.       |
| <i>Plus trente six pommes.....</i>                                                                   | 4 l. 4 s.       |
| <i>En citron.....</i>                                                                                | 4 l. 16 s.      |
| <i>Plus en lait, creme et semberaben.....</i>                                                        | 2 l. 5 s.       |
| <i>Plus en sardines freches.....</i>                                                                 | 4 l. 17 s.      |
| <i>Plus febve, poids, perresil et freses.....</i>                                                    | 3 l. 10 s.      |
| <i>Quatre pains blancs d'une femme d'Urrugne</i>                                                     | 4 l.            |
| <i>Pour des eouf et balais de ches Chisterrenea</i>                                                  | 2 l. 15 s. 6 d. |
| <i>Pour sardines freches.....</i>                                                                    | 3 l. 15 s.      |
| <i>Pour des herbes, letues, poids et freses.....</i>                                                 | 4 l. 8 s.       |
| <i>Pour des fleurs et roses pour la table en di-<br/>verses fois.....</i>                            | 2 l. 16 s.      |
| <i>Pour de petits poids pour de ragouts.....</i>                                                     | 4 l. 1 s.       |
| <i>Quatre pots de terre.....</i>                                                                     | 4 l. 2 s.       |
| <i>Pour des febves et herbes.....</i>                                                                | 4 l. 1 s.       |
| <i>Pour trois grands cremes .....</i>                                                                | > 13 s.         |
| <i>Dix huit citrons.....</i>                                                                         | 4 l. 16 s.      |
| <i>Neuf livres d'huile dolif a 8 s. la livre....</i>                                                 | 3 l. 12 s.      |
| <i>Huit livres de beurre a 10 s. la livre.....</i>                                                   | 4 l.            |
| <i>Pour six conques de froment fin et de farine<br/>pour la table de Mgr a 5 l. 2 s. la conque..</i> | 30 l. 12 s.     |
| <i>Pour trois grosses bouteilles de vinaigrè a<br/>9 s.....</i>                                      | 4 l. 7 s.       |
| <i>Pour du ton en trois fois.....</i>                                                                | 2 l. 8 s.       |
| <i>Pour dix huit petites bouteilles de celle<br/>d'Arroguy.....</i>                                  | 3 l. 12 s.      |

|                                                                                                                                                                                                          |                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| <i>Pour des poids et febves...</i>                                                                                                                                                                       | » 18 s.        |
| <i>Pour dix douzenes d'ouf a 4 s. la douzene.</i>                                                                                                                                                        | 2 l.           |
| <i>Payé a Maripeto pour un saumon, craves,<br/>meull s, lubies, goujons et asperges.....</i>                                                                                                             | 7 l. 40 s.     |
| <i>Pour lait et semberabenes.....</i>                                                                                                                                                                    | 4 l. 4 s. 6 d. |
| <i>Pour des oufs.....</i>                                                                                                                                                                                | 4 l. 12 s.     |
| <i>Dix livres de beurre a 10 s. la livre.....</i>                                                                                                                                                        | 5 l.           |
| <i>Vingt huit livres de chandelle de suif a 8 s.</i>                                                                                                                                                     | 11 l. 4 s.     |
| <i>Quatre pains blanc de la place.....</i>                                                                                                                                                               | 4 l.           |
| <i>En sardines freches.....</i>                                                                                                                                                                          | 4 l. 17 s.     |
| <i>Pour du lait et cremes.....</i>                                                                                                                                                                       | 4 l. 16 s.     |
| <i>Deux boules de beurre frais pesant 10 l. a<br/>10 s. la livre et une douzene et demy de<br/>verres a 4 l. 10 s. de l'envoy de sieur du<br/>Hagon de Bayonne, monte le tout la som-<br/>me de.....</i> | 9 l. 40 s.     |
| <i>Pour 16 sagots de bois a bruler a rendre à M.<br/>de Lohobiague a 3 s. 6 d.....</i>                                                                                                                   | 2 l. 16 s.     |
| <i>Douze paires de pigeons dudit sieur de Lo-<br/>lobiague à 20 s.....</i>                                                                                                                               | 12 l.          |
| <i>Pour un fromage d'Ollande dudit sieur.....</i>                                                                                                                                                        | 3 l.           |
| <i>Trois planches rompues pour les chalupes .</i>                                                                                                                                                        | 4 l. 4 s.      |
| <i>Pour les charpentiers qui ont préparé la ga-<br/>barre pour Ascain..</i>                                                                                                                              | 3 l.           |
| <i>Pour cinq perches pour ladite gabarre cou-<br/>pées a 7 s. ....</i>                                                                                                                                   | 4 l. 15 s.     |
| <i>Pour des clous.....</i>                                                                                                                                                                               | 4 l. 4 s.      |
| <i>Pour charroy de planches, perches, cordes et<br/>ficelle.....</i>                                                                                                                                     | » 18 s         |
| <i>Pour un garçon qui a travaillé a la cousine<br/>et a tourner la broche six jours a 14 s.....</i>                                                                                                      | 4 l. 4 s       |
| <i>A une femme qui a porté l'eau et servy a la<br/>cousine pendant six jours a 10 s.....</i>                                                                                                             | 3 l.           |
| <i>Pour le blanchissage du linge.....</i>                                                                                                                                                                | 8 l. 4 s.      |

|                                                                                                                                         |                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| <i>Pour le louage de la gabarre et des hommes..</i>                                                                                     | <i>6 l.</i>       |
| <i>Pour deux chalupes équipées qui ont tiré la gabarre .....</i>                                                                        | <i>24 l.</i>      |
| <i>Pour une chaloupe équipée lorsque Monseigneur a esté a Soccoa trois escus neuf.....</i>                                              | <i>44 l. 8 s.</i> |
| <i>Pour deux assietes perdus a M. Lohobiague..</i>                                                                                      | <i>2 l. 16 s.</i> |
| <i>Six serviettes perdus au meme a 25 s.....</i>                                                                                        | <i>7 l. 40 s.</i> |
| <i>Six autres serviettes perdus aussy de Matcharde a 30 s. pièce.....</i>                                                               | <i>9 l.</i>       |
| <i>Un plat detain.....</i>                                                                                                              | <i>2 l.</i>       |
| <i>Pour un expres envoyé a Guetary et Bidart pour de pigeons et un autre a Handaye pour de poisson.....</i>                             | <i>»</i>          |
| <i>.....</i>                                                                                                                            |                   |
| <i>.....</i>                                                                                                                            |                   |
| <i>.....</i>                                                                                                                            |                   |
| <i>Pour six aunes de toille neufve pour la cousine a 16 s. l'aune.....</i>                                                              | <i>4 l. 16 s.</i> |
| <i>Pour un expres envoyé d'Ascain pour faire preparer le disné de Monseigneur et 20 sous donné aux matelotz pour boire, en tout....</i> | <i>4 l. 18 s.</i> |
| <i>Un louis d'or donné pour les filles et servantes qui ont eu soin du linge et autres choses et qui ont assisté a la cousine.....</i>  | <i>44 l.</i>      |
| <i>Payé au nommé Loste pour trois charrettées de bois et une charrette de fagotz, le tout...</i>                                        | <i>44 l.</i>      |
| <i>Plus payé trois charretes de charbon.....</i>                                                                                        | <i>5 l. 45 s.</i> |
| <i>Plus payé deux charges de charbon.....</i>                                                                                           | <i>3 l. 49 s.</i> |
| <i>Plus a Monsieur de Gormendy dit Tataguillea une charrete de fagot .....</i>                                                          | <i>4 l.</i>       |
| <i>Payé a un homme d'Accotz un veau.....</i>                                                                                            | <i>44 l.</i>      |
| <i>Payé une charge de charbon.....</i>                                                                                                  | <i>4 l. 45 s.</i> |
| <i>Payé a la dame de Candau pour un bouq de vin de Navarre et un bouq de vin rancio, suivant son compte la somme de.....</i>            | <i>90 l.</i>      |

|                                                                                                                                                                                                                              |                         |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| <i>Payé a Pierre Daguerre dit Horshautchy la somme de 89 l. 13 s. 6 d. pour tous les vins qu'il a fourny tant pour la table de Mgr, pour les domestiques que pour aller a As-cain suivant son compte au meneu cy . . . .</i> | <i>89 l. 13 s. 6 ..</i> |
| <i>Payé a deux tambourins deux fois quy sont venus au logis de Monseigneur pour sonner de leurs instruments la somme de.....</i>                                                                                             | <i>7 l. 12 s. 6 d.</i>  |
|                                                                                                                                                                                                                              | <hr/>                   |
|                                                                                                                                                                                                                              | <i>963 l. 0 0</i>       |
| <i>Plus le montant du compte des fournitures par Monsieur de Churio curé la somme de 263 l. 14 ainsy quapert par le compte qu'il a fourny au meneu cy attaché.....</i>                                                       | <i>263 l. 14 s. »</i>   |
|                                                                                                                                                                                                                              | <hr/>                   |
|                                                                                                                                                                                                                              | <i>1.226 l. 14 s. »</i> |
| <i>Monte toute la despence la somme de mil deux ccns vingt six livres quatorze sols = 1.226 l. 14 s.</i>                                                                                                                     |                         |
| <i>Le tiers de Monsieur le Curé. ....</i>                                                                                                                                                                                    | <i>418 l. 18 s.</i>     |
| <i>Les deux tiers de la Communauté.....</i>                                                                                                                                                                                  | <i>817 l. 16 s.</i>     |
|                                                                                                                                                                                                                              | <hr/>                   |
|                                                                                                                                                                                                                              | <i>1.216 l. 14 s.</i>   |

FRANCISQUE HABASQUE.

# LABRUNIE

---

## SA VIE PENDANT LA RÉVOLUTION, SES TRAVAUX ET SES MANUSCRITS

( SUITE ET FIN )

---

### II

L'année même de sa nomination à la cure de Monbran, en 1769, Labrunie commença ses travaux historiques. Il est probable qu'il avait pris le goût de nos antiquités, dans ses entretiens avec Argenton, alors secrétaire de l'évêché, que ses fonctions devaient appeler souvent au château, résidence ordinaire de nos prélats pendant la belle saison. Son premier essai fut consacré à la rédaction d'un catalogue raisonné des évêques d'Agen. Dans l'avertissement qui précède ce travail, l'auteur déclare franchement l'avoir extrait pour la plus grande partie de l'*Histoire manuscrite de la ville et des évêques d'Agen*, composée par M. Labénazie, et dont l'original est entre les mains de M. Darribeau de Lacassagne. Il ajoute qu'il en a donné la première copie à son ami M. Barsalou, curé de Praisas. Mais il est vraisemblable qu'il l'avait déjà soumise à l'appréciation d'Argenton, lequel reconnaissant chez le curé de Monbran, une réelle vocation historique, n'hésita pas à lui prêter ses notes et ses brouillons. Il lui rendit un autre service ; il lui enseigna sa méthode et l'initia à ces règles de critique que Labénazie avait à peu près ignorées. Aussi, quand Labrunie entreprit en 1779, ce qu'il appelle une seconde édition de son catalogue, ce premier ouvrage sorti de sa plume avait déjà toute la valeur, qu'une longue étude des papiers d'Argenton devait donner à ses derniers écrits. Supérieur à tous au point de vue du style, c'est encore le traité le plus complet de l'histoire des évêques d'Agen. Il y aurait peu de chose à faire pour le mettre au courant des recherches ou des découvertes plus récentes ; il est étonnant que personne n'ait jamais songé à le publier<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> C'est dans ce catalogue, plus détaillé que celui du *Gallia Christiana*, et continué d'ailleurs jusqu'à M. de Bonnac, que se rencontre le récit de l'amusante aventure arrivée à l'évêque Claude Joly, avec les deux curés de Saint-Paul le vieux et de Saint-Paul le jeune. Nous avons peine à comprendre comment M. l'abbé Barrère, a pu le donner comme emprunté à Labénazie.

Dans l'intervalle, Labrunie avait été mis en possession par Argenton des documents et des notes amassés depuis de longues années par ce dernier. Il avait même entrepris dès l'année 1773, la rédaction des mémoires préparés par son savant ami, et que les occupations d'Argenton, ses hésitations peut-être et son embarras quand il se trouvait en demeure de conclure, l'avaient empêché d'achever. A sa mort survenue en 1780, l'ancien secrétaire de l'évêché, devenu chanoine de Saint-Caprais, abandonnant à son disciple les manuscrits qu'il lui avait déjà communiqués, ordonna qu'on lui remit en outre tous les papiers qui se rencontreraient dans sa succession. Il lui confiait en même temps la mission de continuer son œuvre et d'en faire part au public. Contrairement à l'opinion commune, après avoir passé sa vie à faire des recherches, conduites il est vrai, avec un sens critique inconnu aux précédents historiens de l'Agenais, Argenton avait toujours reculé devant la rédaction et la mise au net des notes qu'il avait accumulées. Il ne laissait après lui que des brouillons, des copies de documents, des extraits de toute sorte, mais aucun ouvrage, pas même une simple dissertation entièrement finie et en état d'être publiés<sup>1</sup>. Il était réservé à Labrunie de faire connaître les travaux et la doctrine d'Argenton, en utilisant les matériaux préparés par le savant investigateur des archives de l'évêché. Nous allons voir ce qu'étaient ces matériaux et le parti que Labrunie en a tiré. La chose est d'autant plus facile qu'il a pris soin de nous en instruire lui-même, dans un long appendice ajouté à l'un de ces travaux ou mémoires personnels intitulé : *Table des actes qui ont servi de fondement à M. Argenton, pour son histoire de l'église et des évêques d'Agen*. Cet appendice n'est rien moins qu'une espèce d'inventaire des manuscrits qu'il avait reçus d'Argenton et qu'il devait à son tour transmettre à Saint-Amans. Dans cet amas de papiers qu'il tenait de son savant ami ou qui lui furent délivrés par les sœurs de ce dernier, au décès de leur frère, Labrunie distingue d'abord et met

---

Après avoir tant pratiqué cet auteur, c'était bien peu le connaître. En quelque endroit de ses écrits que vous le preniez, l'ancien prieur de Saint-Caprais est toujours sérieux et ne plaisante jamais. A coup sûr, il aurait cru manquer à la gravité dont il faisait état, en recueillant une aussi joyeuse anecdote.

<sup>1</sup> Cf. Saint-Amans. *Mémoire sur le manuscrit de Beaumesnil*. Recueil de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen, 1<sup>re</sup> série, tome II, p. 243.



en première ligne un manuscrit in-4°, ayant pour titre : *Mémoires chronologiques et critiques pour servir à l'histoire de l'église et des évêques d'Agen* et contenant les dissertations ou mémoires suivants :

- 1° *Dissertation sur les Nitiobriges.*
- 2° *Mémoires sur les livres liturgiques de l'Eglise d'Agen.*
- 3° *Mémoires sur les catalogues des évêques d'Agen.*
- 4° *Dissertation sur l'épiscopat de Saint Caprais.*

Labrunie ajoute, qu'à la suite de cette dernière dissertation, Argenton avait transcrit son Catalogue ou ses notices des évêques d'Agen. Ce manuscrit était l'œuvre capitale du maître. Il y avait déposé toute sa science et toute sa doctrine. Labrunie songea tout de suite à le publier. Dans cette intention, il en fit une copie ; mais comme le catalogue des évêques d'Agen, inséré à la fin du volume, était seulement mis au net jusqu'à Gombaud, (l'an 977), Labrunie, qui se proposait d'achever ce catalogue, l'en détacha pour y substituer deux dissertations, l'une, sur la juridiction temporelle des évêques d'Agen, l'autre relative à leur monnaie, trouvées également en brouillon dans les papiers d'Argenton.

En conséquence, voici qu'elle devait être la table du volume ainsi composé :

- 1° *Dissertation sur les Nitiobriges.*
- 2° *Mémoires sur les livres liturgiques de l'Eglise d'Agen.*
- 3° *Mémoires sur les catalogues des évêques d'Agen.*
- 4° *Dissertation sur l'épiscopat de Saint-Caprais,*
- 5° *Mémoires sur la juridiction temporelle des évêques d'Agen.*
- 6° *Recherches sur la monnaie, dite Arnaldèse, des mêmes évêques.*

Et comme après cette modification introduite dans sa copie, il lui restait encore du papier blanc, Labrunie nous apprend qu'il compléta ce premier tome par l'histoire, d'après les originaux, de la construction du Pont sur Garonne et par la discussion des opinions de Darnalt, de Labénazie et d'Argenton sur la Cathédrale d'Agen. Le tout se terminait par une courte notice sur l'ancien et le nouveau palais épiscopal. Ces additions, cela va sans dire, étaient l'œuvre personnelle de Labrunie.

Quant au catalogue des évêques d'Agen jusqu'à Gombaud, distrait du manuscrit original, il l'utilisa pour la composition d'un second volume dont il résume ainsi le contenu :

« Ce second tome renferme une notice plus ou moins détaillée de nos évêques, d'après le brouillon de M. Argenton. Son cahier original ne contient que celle de nos premiers prélats jusqu'à Gombaudo exclusivement, c'est-à-dire jusqu'en 977. J'ai trouvé dans les papiers de notre auteur, des notices préparées depuis ce Gombaudo jusqu'à Mathieu Baudel inclusivement (ce prélat ce démit en 1555). J'ai employé ces notices pour conduire ce catalogue jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle ; j'ai ensuite étudié tout ce qui me restait de matériaux ; j'y ai réuni tout ce que j'ai pu me procurer d'ailleurs et je suis enfin parvenu, par un travail opiniâtre, à compléter ce tome second que j'ai conduit jusqu'en 1790. Cette malheureuse époque pour l'Eglise et pour l'Etat m'a arraché la plume des mains, et d'ailleurs la Terreur et mes réclusions m'en auraient interdit l'usage, quand j'aurais eu le talent d'écrire ce que j'ai de la peine à croire, quoique je l'aie vu. »

Ces deux manuscrits furent transmis à Saint-Amans avec les originaux qui avaient servi à les composer. Destinés dans la pensée de Labrunie à être publiés, ils faisaient partie de cette série de volumes que, dans son *Discours préliminaire sur les écrivains de l'Agenais*, il promet de laisser « à cet amateur éclairé de nos antiquités qui, déjà familiarisé avec le public, pourra lui faire ce présent ». Saint-Amans, on le sait, ne remplit pas les intentions de Labrunie et les deux précieux volumes n'ont jamais été mis au jour. Que sont-ils devenus ? Dans son étude si détaillée et si complète sur les manuscrits de la bibliothèque de Saint-Amans<sup>1</sup>, notre excellent collaborateur M. Philippe Lauzun nous assure qu'ils sont perdus et que tout a disparu, originaux et copies, y compris le principal registre d'Argenton, écrit tout entier de sa main, de cette écriture fine et serrée qu'il est impossible de ne pas reconnaître, pourvu qu'elle ait passé une fois sous les yeux. Nous dirons plus loin jusqu'à quel point nous devons en déplorer la perte.

Reprenons en attendant, avec Labrunie, l'inventaire des papiers d'Argenton :

• Je trouvai, dit-il, en les parcourant, deux petits cahiers portant ce titre : *Chronologie de l'histoire générale du diocèse d'Agen*. L'auteur y indique sommairement ce qu'il voulait traiter jusqu'en 1653.

---

<sup>1</sup> Voir *Recueil de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen*. 2<sup>e</sup> série, tome XI, p. 323.

Cette espèce de table contenait soixante pages de son écriture plus serrée que la mienne. Comme il y avait beaucoup de renvois, je voulus la mettre au net et étudier avec ce fil tout ce qu'il avait ramassé de matériaux. Il est résulté de mon travail et des secours que je me suis procurés, un brouillon de Chronologie du diocèse d'Agen poussé jusqu'en 1790, ayant six cents pages de mon écriture, format in-4°. *Ce volume n'est pas, au reste, comme les deux autres, destiné à l'impression.* Le style n'en est pas du tout soigné et quelques matériaux pourraient en être suspects. J'ai mis à contribution Pithou, Darnalt, Ducros, le Frère Elie, Labénazie et Malebaysse, bref tous ceux qui ont écrit sur l'Agenais. N'ayant pas refondu leur style, il est aisé de se persuader que l'ouvrage doit se ressentir de cette bigarrure. »

Il ne faut pas être grand clerc pour reconnaître dans ce volume le fonds où Labrunie a puisé l'idée et les éléments de son *Abrégé Chronologique*. Nous y reviendrons en traitant de ce dernier ouvrage. Retenons seulement du passage que nous avons souligné, que les deux volumes, contenant les Antiquités de notre Eglise et le catalogue de nos évêques, et formant un corps complet de notre histoire religieuse, étaient, lorsqu'ils furent remis à Saint-Amans, complètement achevés, et que celui-ci, en ne faisant rien pour les livrer à l'impression, a formellement méconnu les intentions de Labrunie.

Après avoir ainsi décrit ces trois premiers volumes, Labrunie poursuit :

« Je travaillais, quand je fus reclus pour la première fois, en 1793, à la Biographie Agenaise, que M. Argenton avait préparée. J'ai poussé cet ouvrage jusqu'à Florimond de Raymond, qui mourut en 1602, et je n'ai pas eu encore le courage, quoique libre depuis trois ou quatre ans, de reprendre mon travail. Mon âge qui augmente, ma santé qui diminue, les maux dont l'Eglise et l'Etat sont affligés, le peu d'espérance que j'ai qu'ils puissent cesser bientôt, et le chagrin que j'en ressens, malgré ma soumission à la volonté de Dieu, me font craindre de laisser ce volume imparfait. Celui à qui on remettra mes papiers achèvera ma tâche, si je ne puis la remplir. »

M. Philippe Lauzun, qui a vu et touché ce manuscrit, nous fournit à ce propos les renseignements suivants :

« Ainsi que j'ai pu m'en convaincre par moi-même, Labrunie n'arrêta pas son travail à Florimond de Raymond. Il rédigea, dans ces

dernières années, quelques autres biographies de personnages qui lui sont postérieurs. »

Puis ayant donné la table de ce *De viris illustribus*, notre collaborateur ajoute :

« Toute cette Biographie Agenaise écrite, soit par Argenton, soit par Labrunie, soit même par Saint-Amans, qui semble s'être donné le tort de vouloir se l'attribuer, plus tard, en grande partie, a disparu bien avant la vente de sa bibliothèque, Qu'est-elle devenue ? »

Ce qu'elle est devenue, nous l'ignorons ; mais au jugement de personnes compétentes, qui l'avaient eue entre les mains, il n'y a pas lieu de trop s'affliger de sa perte. Il paraît, en effet, que les notices consacrées aux hommes illustres de l'Agenais n'avaient rien d'original et qu'on en retrouverait aisément l'équivalent dans les grands dictionnaires de Bayle, de Moréri et de Chaudon. Il est visible d'ailleurs que tout ce qui concernait les héros de ces notices, envisagés dans leurs rapports avec le pays, tout ce qui pouvait en être utilisé au point de vue local, a passé dans le texte de l'*Histoire du Département de Lot-et-Garonne*, composée par Saint-Amans, ou dans les notes ajoutées par son fils, qui fut aussi son éditeur, à l'ouvrage de son père.

Les seules pertes à regretter dans cet ordre de documents historiques consistent dans ces cahiers d'Argenton, signalés par M. Lauzun, contenant les biographies de Claude Gélas, de Barthélemy d'Elbène, de Claude Joly et d'Hébert, biographies que le savant secrétaire de l'évêché, maître, en raison de ses fonctions, de fouiller à sa guise dans les papiers de ces prélats, et ayant pu recueillir, au moins pour les derniers, les souvenirs des contemporains, était mieux que personne en mesure d'écrire.

La *Biographie Agenaise*, de format pet. in-4°, formait le quatrième tome des manuscrits légués à Saint-Amans.

Restait un cinquième volume, aussi important que les deux premiers, et dont Labrunie parlait en ces termes, au moment où il rédigeait la note dont nous reproduisons les principales indications :

« Ce dernier volume contiendrait toutes les pièces justificatives dont j'ai donné ici la table chronologique. Il serait d'autant plus précieux que peut-être la plupart des actes originaux, dont M. Argenton et moi avons la fidèle copie, ont été dilapidés par les barbares Robespierriens (*sic*) ou brûlés dans l'auto-da-fé qu'ils firent, sur la place du Marché, en 1794. »

Ce renseignement vise, on le voit, le célèbre recueil de *Preuves pour servir à l'histoire de l'Eglise et des Evêques d'Agen*, dans lequel Argenton avait entrepris de transcrire les actes et documents dont il avait fait usage pour la préparation de ses mémoires. Labrunie se trompait heureusement sur l'importance des dégâts commis dans les archives publiques par nos révolutionnaires, comme il se méprenait sur l'année où l'auto-da-fé avait eu lieu. Il avait été allumé, nous l'avons dit, à la fin de septembre 1793 et non en 1794. Mais il résulte des paroles de l'auteur, qu'au moment où il les écrivait, le recueil de *Preuves*, n'était pas encore terminé. Argenton en avait rempli de sa main les cinquante premières pages, mais le reste du registre était demeuré blanc, Labrunie employa ses derniers loisirs à l'achever. Il y transcrivit à son tour les copies sur feuilles volantes, qu'Argenton lui avait laissées, et les pièces inédites que, de son côté, il avait réussi à se procurer. A sa mort, en 1807, le Recueil était plein d'un bout à l'autre. Ce registre, de format in-folio, est aujourd'hui conservé aux archives du Département, où chacun peut en apprécier *de visu* l'intérêt et l'importance.

Tels étaient les principaux manuscrits que Labrunie devait léguer à Saint-Amans et qu'il avait composés en s'aidant des notes et des papiers de son maître. C'étaient là ces fameux manuscrits d'Argenton, dont la réputation a pu être exagérée, mais n'en demeure pas moins méritée. Pendant plus de cinquante ans, tous les travailleurs de l'Agenais en ont convoité la communication. Mais ils avaient affaire à des gardiens inaccessibles à toutes les prières. On conçoit du reste que voulant se donner le mérite de recherches et de travaux qu'ils avaient dérobés à d'autres, Saint-Amans et son fils aient pris leurs précautions pour dissimuler leurs emprunts aux écrits d'Argenton et de Labrunie. N'étaient-ils pas, surtout le fils, de cette puérile école d'écrivains jaloux, enflés d'amour propre académique, qui prétendent imposer au public même leurs erreurs, et qui seraient capables de brûler un document, pour empêcher le lecteur de l'employer au contrôle des théories ou des faits qu'ils en ont tirés ?

La libéralité faite à Saint-Amans ne comportait pas seulement le don de ces cinq volumes.

« On trouvera encore parmi mes papiers, poursuit Labrunie, un cahier de basane, format in-4°, qui contient d'après M. Argenton l'histoire du Calvinisme dans l'Agenais et des guerres qu'il y occa-

sionna au XVI<sup>e</sup> siècle, et la Chronique de l'Ermitage connue sous le nom de Chronique du Frère Elie. »

Il n'y a pas à s'arrêter au cahier de basane. Au dire de M. Lauzun et d'autres qui l'ont parcouru, cette histoire du Calvinisme est moins un travail original, qu'une compilation assez mal faite d'extraits empruntés aux nombreux ouvrages de mémoires, déjà imprimés du temps d'Argenton, concernant les guerres de religion.

Mais le second manuscrit est autrement important et renferme des documents de premier ordre.

La *Chronique du Frère Elie* se compose en premier lieu des mémoires du consul Trinqué, du notaire Redays et du libraire Bru, relatant les événements survenus dans l'Agenais à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle et au commencement du XVII<sup>e</sup>. Le bon Frère a eu la patience d'y copier à la suite, l'entier ouvrage de Darnalt sur les Antiquités de notre pays et celui du P. Cortade sur les Saints tutélaires de l'Agenais. Le tout est complété par le traité de saint Phébadé contre les Ariens, l'oraison funèbre du Frère Eymeric et le catalogue latin des évêques d'Agén par l'archidiacre Soldadié, et divers extraits de moindre valeur recueillis sans plan ni méthode. Il existait deux exemplaires de cette chronique. L'un avait été donné à l'évêché, où il est encore. L'autre, après la Révolution, abandonné à Labrunie, était celui des Ermites, comme en témoigne une note placée en tête du volume et signée de J.-J. Argenton, curé de Saint-Hilaire et parent, selon toute probabilité, du savant secrétaire de l'évêché. Sur les feuillets demeurés blancs de son exemplaire, Labrunie, se conformant à la pratique du Frère Elie, a transcrit de sa main le catalogue de nos évêques, composé par l'abbé du Tems sur les notes d'Argenton, l'enrichissant selon son habitude d'un commentaire plein d'intérêt. Enfin il a réuni dans le même volume le texte roman des coutumes d'Agén et celui des coutumes de Lamothe-Bezat, alors entièrement inédits, et plusieurs autres documents qui n'avaient pu trouver place dans le grand Recueil de Preuves dont il vient d'être question. Comme ce dernier manuscrit, la Chronique du Frère Elie, augmentée des additions de Labrunie, a été acquise, lors de la vente de la bibliothèque de Saint-Amans, pour le compte des archives de la préfecture de Lot-et-Garonne.

Labrunie ajoute à ces renseignements qu'il possédait encore une copie de la Chronique de Labénazie, une autre copie de celle de

Charrière et de plus un extrait du journal de Malebayssé <sup>1</sup>, continué de sa main, jusqu'en 1790.

« De toutes les pièces énoncées ci-dessus, termine notre consciencieux annaliste, j'ai fait pour mon usage personnel un abrégé chronologique de l'histoire de l'Agenais, dont je vais exécuter une copie qui restera dans la famille. »

Il s'était essayé, étant encore à Monbran, en 1783, à la composition de ce qu'il appelle lui-même une première édition d'un semblable abrégé, auquel il avait donné le nom d'*Etrennes Agenaises*, titre au premier abord singulier, mais qui s'explique par la raison que l'auteur avait écrit son abrégé chronologique pour un almanach destiné à l'usage de son évêque, M. de Bonnac. Cette idée d'associer ainsi le calendrier et l'histoire et de faire servir l'almanach à la connaissance des Antiquités était, on le sait, dans le goût du temps, témoin le premier Annuaire du département de Lot-et-Garonne, celui de 1792, où se rencontre, à la suite du calendrier de l'année, l'unique travail sur l'histoire de l'Agenais, qui eût été imprimé depuis Darnalt. Ce précis, qui n'est pas d'ailleurs sans mérite a été quelquefois attribué à Labrunie ; mais s'il n'est pas de Raymond Noubel, éditeur de l'Annuaire, il ne peut être que l'œuvre de Proché. On n'a, pour s'en convaincre, qu'à comparer les dernières lignes du *Précis* avec les premières des *Annales de la Révolution* du même Proché. Dans tous les cas, Labrunie n'en est pas l'auteur.

Ce fut, au contraire, cette publication qui lui suggéra l'idée de reprendre son *Abrégé chronologique* et de le remanier pour lui donner plus d'étendue. Lorsque parut le premier Annuaire du Département, Labrunie était depuis plus de deux ans à Agen. Au milieu des préoccupations, qui percent en mainte page de son œuvre, il se remit au travail, suspendant à peine sa tâche pour s'occuper du catalogue des livres confisqués aux couvents. L'*Abrégé chronologique* reçut donc, en 1792, de nouveaux développements et sa forme à peu près définitive. Il suffit à l'auteur des quelques légères corrections, que nous avons signalées dans les notes, pour mettre, comme on dit, son ou-

---

<sup>1</sup> Ainsi que le Recueil des Pièces justificatives d'Argenton et la Chronique du Frère Elie, le manuscrit original de — ou pour parler plus exactement — des Malebayssé, est entré aux Archives départementales, au cours de notre publication.

vraie au point, lorsqu'il en fit une troisième et dernière copie, en 1790, après ses deux réclusions. A cette époque il avait achevé la préparation des manuscrits dont il voulait confier à Saint-Amans la publication. Soit qu'il ait eu le pressentiment du sort qui attendait entre les mains de ce dernier les papiers d'Argenton et les siens, soit plutôt, comme nous le pensons, pour laisser à sa famille un souvenir de lui, il conçut la pensée de résumer dans une sorte de manuel, qu'il léguerait à ses petits-neveux, l'œuvre de ses dernières années. Il en composa deux volumes dont il expose dans l'avis suivant le dessein et le contenu : « J'ai voulu réunir en un seul corps bien des morceaux de notre histoire que j'avais extraits des écrits de M. Argenton pendant sa vie, ou que j'avais rédigés après sa mort. Voilà l'origine de ces deux petits volumes in-8°. La commodité du format engagera, je l'espère, mes petits-neveux à les conserver dans la famille. Peut-être leurs enfants seront-ils bien aises d'avoir une idée de ce que nous pouvons savoir de nos antiquités, dont la recherche a occupé presque toute la vie de mon bon ami et ancien maître, M. Argenton, et les dernières années de la mienne. On trouvera à la fin du premier tome, la table de tout ce qu'il contient. L'*Abrégé chronologique* fera la matière du second. Je le fis, après que le citoyen Noubel, notre libraire, eût imprimé le précis qu'on lit dans son almanach de 1792. Les fautes que j'y aperçus me déterminèrent à entreprendre de disséquer ainsi les mémoires que j'avais rédigés sur les brouillons de M. Argenton, ce que j'avais eu toujours de la répugnance à faire, n'ignorant pas que les abrégés nuisent souvent aux histoires qu'ils morcellent. Si le mien avait ce défaut, je ne lui pardonnerais pas d'avoir fait perdre ou négliger des manuscrits précieux et pleins de recherches. »

Voici maintenant la table du premier tome annoncé par l'auteur. Elle est ainsi composée :

- 1° *Dissertation sur les Nitiobriges.*
- 2° *Mémoires sur les livres liturgiques de l'Eglise d'Agen.*
- 3° *Dissertation sur l'épiscopat de S. Caprais.*
- 4° *Mémoires historiques et critiques sur la juridiction temporelle des évêques d'Agen.*
- 5° *Recherches sur la monnaie Arnaldèse.*
- 6° *Catalogue de nos évêques.*
- 7° *Mémoire sur les historiens de l'Agenais.*
- 8° *Table des actes qui ont servi de fondement aux Mémoires de M. Argenton.*



Revenons un moment en arrière et plaçons en regard de cette table, celle du premier volume des manuscrits d'Argenton, tel qu'il a été définitivement arrêté et mis au net par Labrunie. Il saute aux yeux, qu'on nous passe l'expression, que dans le premier tome, dont le détail est donné ci-dessus, se trouve contenue toute l'œuvre d'Argenton reproduite en abrégé par son disciple. Et quand même sa vénération pour Argenton ne nous serait pas un sûr garant de la reproduction, Labrunie nous a laissé le moyen d'en vérifier l'exactitude. Dans la note où nous avons puisé la plupart des renseignements qui précèdent, il nous a fourni, page par page, le détail des mémoires préparés plutôt que composés par son savant maître et ami. Nous pourrions au besoin donner nous-même cette analyse, mais M. Lauzon ayant eu l'heureuse idée de le faire avant nous, dans son étude sur les manuscrits de la bibliothèque de Saint-Amans, il nous suffira de renvoyer le lecteur à cet excellent travail. Nous rappellerons seulement que les deux premières dissertations énumérées plus haut, la *Dissertation sur les Nitiobriges* et le *Mémoire sur les livres liturgiques*, ont été publiées, il y a quelques années, dans le *Recueil de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen*. Grâce à l'analyse détaillée, dont nous venons de parler, des Mémoires originaux d'Argenton sur les mêmes sujets, rien n'empêche de comparer le travail du maître et celui du disciple. Suivons avec ce fil, pour employer encore un des termes de Labrunie, ce double travail et nous constaterons que pas un fait, pas un argument, n'ont été omis par le scrupuleux abrégiateur et qu'il nous a conservé l'œuvre d'Argenton, non seulement dans sa substance, mais encore avec l'indication de tous ses développements. Nous oserions même soutenir que les écrits du maître ont gagné à passer par les mains de son élève. En faire la preuve pour tous n'est pas en notre pouvoir. Mais il nous a été donné, au cours de nos recherches, de rencontrer une copie du *Mémoire* relatif aux historiens de l'Agenais, exécutée sur l'original d'Argenton. La différence est, sans contestation possible, tout en faveur de la rédaction qu'en a faite Labrunie et que nous avons publiée en tête de l'*Abrégé chronologique*. Tout ce qu'on pourrait regretter ce sont les preuves, c'est-à-dire les documents ajoutés par Argenton à chacun de ses mémoires. Mais nous savons que ces documents ont été transcrits par lui et par Labrunie, dans le grand recueil actuellement possédé par la préfecture de Lot-et-Garonne.

Sauf les trois mémoires que nous venons de citer, tous les autres sont demeurés inédits, ou du moins aucun n'a été publié sous les

noms d'Argenton et de Labrunie. Car il ne faut pas oublier que les deux Saint-Amans ont puisé sans scrupule dans le fonds déposé entre leurs mains. Ainsi que nous l'avons remarqué dans une note de l'Abbrégé chronologique, le fils s'est bravement approprié la dissertation sur la monnaie Arnaldèse et le père n'avait pas manqué de faire passer, tout au long, dans son *Histoire du Département*, les conclusions du mémoire sur le pouvoir temporel de nos évêques, conclusions dont on lui a fait longtemps honneur. Ce mémoire vient d'être encore largement utilisé par un savant élève de l'Ecole des Chartes, dans le chapitre IV (1<sup>re</sup> partie) de sa thèse sur *la Commune d'Agen au moyen âge*, publiée dans le dernier volume du recueil de notre Société académique. Mais cet auteur, du moins, a su rendre pleine justice aux efforts de ses devanciers pour débrouiller cette question, destinée peut-être à demeurer toujours obscure, en dépit de ses recherches originales et des documents nouveaux qu'il a versés au débat. Selon nous, la publication de cette thèse rend désormais inutile celle du mémoire d'Argenton.

La dissertation sur ou plutôt contre l'épiscopat de saint Caprais est également demeurée inédite, mais tous les arguments en sont connus et ressassés. Elle fournit plutôt que des conclusions définitives, l'état de la science et de la discussion à l'époque où elle fut écrite. Outre qu'elle s'appuie sur des documents dont il faudrait peut-être examiner de plus près l'authenticité, elle contient, sur la construction de l'église de Saint-Caprais, toute une théorie qui témoigne d'une incompétence archéologique au moins égale à celle de Labénazie, relevée par Argenton avec tant d'acrimonie. Au surplus, après la publication par les Bollandistes des actes de sainte Foy, après les savants travaux de M. Leblant et de l'abbé Duchesne sur des sujets analogues, nous estimons que ce n'est plus dans les cahiers de l'érudition locale que la question doit être étudiée. Elle ne saurait être reprise, à moins d'y apporter des vues et des renseignements nouveaux et surtout une préparation, qui manquait à la plupart de ceux qui se sont mêlés, jusqu'à ce jour, à la controverse <sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Nous avons dit dans une note, sur la foi de M. l'abbé Barrère, que les idées de Labrunie sur l'épiscopat de Saint-Caprais différaient de celle d'Argenton, et qu'il croyait personnellement à cet épiscopat. En effet, le passage emprunté à son catalogue des évêques d'Agen et cité dans l'*Histoire religieuse et monumentale du Diocèse*, paraît à cet égard assez probant. Mais il ne faut

Le catalogue des évêques, dont il est fait mention sous le n° 6 de la table précitée, est tellement sommaire qu'il est d'une bien faible utilité, alors surtout que nous possédons celui que Labrunie a dressé d'après Labénazie et qu'il a revu et corrigé sur les observations et sur les notes d'Argenton. Ce dernier travail seul peut nous tenir lieu de cet autre catalogue des évêques d'Agen, directement élaboré par Labrunie sur les papiers d'Argenton, qui formait le second volume des manuscrits confiés à Saint-Amans pour être imprimés et que M. Lauzun croit perdu comme tant d'autres.

Reste la *Table sommaire des actes qui ont servi de fondement aux Mémoires de M. Argenton*. Rédigée avec le plus grand soin, cette table, travail personnel de Labrunie, forme comme un autre précis de notre histoire locale. Si l'*Abrégé chronologique* s'était perdu, elle aurait pu à la rigueur le remplacer. Elle eut été surtout d'un grand secours aux éditeurs, pour l'impression du volume de Preuves dû à la collaboration d'Argenton et de son fidèle continuateur, impression commencée, il y a plus de vingt ans, et que les bizarreries de caractère de M. Casimir de Saint-Amans, qui s'était un moment décidé à prêter le manuscrit, empêchèrent d'achever.

Le second des deux volumes préparés par Labrunie pour ses petits-neveux est entièrement rempli par l'*Abrégé chronologique*, dans son dernier état. Nous savons déjà comment l'idée de cet ouvrage était venue à l'auteur et à quelles sources il a puisé pour composer, tant sa *Chronologie générale*, simple compilation de textes, que cet *Abrégé chronologique*, résumé du précédent travail, mais cette fois disposé et rédigé en forme d'annales. « J'ai mis, dit-il, à contribution, Pithou, Darnalt, Ducros, le Frère Elie, Labénazie, Malebaysse, Charrière, bref tous ceux qui ont écrit sur l'Agenais ». Sans doute, l'aveu est exact et sincère. Mais pour être juste, Labrunie aurait dû ajouter : j'ai surtout emprunté beaucoup à Labénazie. Non pas que l'ancien prieur de Saint-Caprais soit un auteur bien

---

pas oublier que ce passage fût écrit en 1779, ni surtout faire abstraction d'une correction postérieure à cette date, que M. l'abbé Barrère a feint d'ignorer. D'un autre côté, si l'on considère que dans la dissertation sur l'épiscopat de Saint-Caprais, rédigée vingt ans plus tard, Labrunie n'oppose plus aucune objection aux arguments et aux conclusions d'Argenton, il serait peut-être plus sûr de conclure, qu'à tort ou à raison, il avait fini par se rallier à l'opinion de son savant ami.

original, ni que ses écrits constituent des travaux de première main. Compilateur, il l'est autant que personne. Avec une conscience candide il insère sans façon, dans la trame de ses récits, des paragraphes entiers copiés dans les historiens généraux tels que Mézeray, ou provinciaux comme Louvet et Marca, ou simplement dans les chroniques locales rassemblées par le Frère Elie <sup>1</sup>. La chose lui paraît si naturelle qu'il ne se donne même pas la peine d'en avertir le lecteur. Dans toute son œuvre si diffuse, nous ne voyons rien qui lui appartienne en propre, sauf peut-être les détails sur les prélats et les illustres Agenais de son temps et la relation des opérations, qui ont accompagné dans notre pays la révocation de l'édit de Nantes. Mais malgré ses fastidieuses théories et son manque de critique, nul ne le vaut pour l'abondance et le détail des faits <sup>2</sup>. Il est impossible de nier, du reste, ses efforts et ses qualités de chercheur. C'est lui qui le premier a su tirer parti du Martyrologe de Saint-Caprais et des archives de l'évêché, pour nous donner l'exposé si dramatique des démêlés du clergé d'Agen avec les consuls et les agents du roi, lors de la grande querelle de Boniface VIII et de Philippe-le-Bel. On lui doit encore, entre autres documents, la connaissance de plusieurs chartes, qui ont été publiées seulement de nos jours, dans les cartulaires de Conques <sup>3</sup> et de Cluny. Irrité par sa tendance à ne douter de rien et sa

---

<sup>1</sup> Cf. Labénazie, *Chronique agenaise*, p. 75-89 et *Mémoires du Consul Trinquet*. Revue de l'Agenais. Tome X, p. 631.

<sup>2</sup> On peut s'en assurer par la lecture de sa *Chronique agenaise* ou de son *Histoire de la ville d'Agen* publiées récemment (le second ouvrage seulement par extraits) aux frais de M. le vicomte G. de Dampierre. Malheureusement l'éditeur ne s'est pas assez méfié des fautes de lecture et ne s'est pas toujours avisé des interpolations introduites par une main étrangère, dans sa copie. Ces méprises auraient pu facilement être évitées par une collation avec les manuscrits originaux. On sait que ces manuscrits existent encore et qu'ils ont été fidèlement conservés dans la famille de M. Darribeau de Lacassagne, qui les a colligés, c'est-à-dire réunis ou rassemblés, au siècle dernier. Ainsi qu'à bien d'autres, ils nous ont été communiqués par ses héritiers, avec une complaisance dont nous sommes heureux de trouver ici l'occasion de les remercier.

<sup>3</sup> Puisqu'il est question de Conques, qu'on nous permette de rétablir ici une note qui aurait mieux trouvé sa place dans l'*Abrégé chronologique*, à l'endroit où il est fait mention de cette célèbre abbaye. Contrairement à ce

prétention de tout expliquer, autant que par le caractère souvent burlesque de ses imaginations et de ses raisonnements, Argenton l'a poursuivi avec une âpreté qui dépasse véritablement toute mesure et Labrunie, il faut bien l'avouer, n'a que trop exactement suivi, envers Labénazie, la conduite de son maître.

Qui se serait douté que Saint-Amans allait leur faire payer à leur tour ce manque d'égards et cette injustice ? Dans les premiers temps, encore sous le coup des sentiments que lui inspirait la libéralité dont il était redevable à l'ancien curé de Monbran, il sut trouver, pour célébrer ses devanciers des paroles en rapport avec leur mérite et les obligations qu'il leur avait. Ecoutez-le dans son mémoire sur le manuscrit de Beaumesnil, publié, en 1812, dans le *Recueil de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen*. Son début est presque élégiaque : « Labrunie n'était plus. Ses manuscrits, ceux du docte Argenton dont il avait hérité, ceux qu'il avait recueillis dans le cours de ses recherches, formaient un corps de documents unique et précieux dans lequel on devait puiser les matériaux de notre histoire. Le légataire de ces importants travaux en avait reçu le dépôt avec reconnaissance. » Et plus bas, dans une longue note, après avoir parlé de Labénazie et caractérisé très exactement l'œuvre, toute de recherches, d'Argenton, cette reconnaissance s'exprime en ces termes : « M. Joseph Labrunie, chanoine honoraire de l'église d'Agen, intime et digne ami d'Argenton, hérita de ses manuscrits. Egalement versé dans la connaissance de l'antiquité et dans les lettres qu'il avait cultivées et même professées, animé d'un grand zèle pour tout ce qui pouvait contribuer à l'illustration de sa patrie, il employa tous ses moyens et tous ses instants à mettre en ordre et à continuer le travail dont son prédécesseur avait posé les bases. Grâce à ces deux savants, nous ne sommes pas absolument dénués de bonnes notions

---

que craignait Labrunie, les reliques de sainte Foy, conservées à Conques, ont échappé aux dévastations révolutionnaires, ainsi que les objets d'une si haute antiquité et d'un si haut prix qui les entourent. Il a été fait, dans ces dernières années, de ce merveilleux trésor, une description, ornée de planches, par l'éminent archéologue M. Darcel. M. Gustave Desjardins a mis au jour, en 1879, le cartulaire de l'abbaye. Celui de Cluny est en cours de publication dans la collection des *Documents inédits* de l'Histoire de France.

sur l'histoire de notre ville et de l'ancien Agenais. Nous possédons actuellement une *Chronologie manuscrite, en un gros volume in-4°*, continuée jusqu'en 1790, époque où M. Labrunie en a cessé la rédaction ; *deux volumes de mémoires historiques ; une biographie Agenaise presque complète ; des copies exactes de plusieurs coutumes locales très anciennes et de plusieurs actes dont les originaux n'existent plus*, etc. L'ensemble de ces ouvrages m'ayant été légué par M. Labrunie, je l'ai reçu comme la portion la plus précieuse de son héritage et comme un dépôt qui doit être transmis à la postérité. Je me félicite, en terminant cette note, de ce qu'elle m'offre l'occasion de m'acquitter d'une partie de ce que je dois à la mémoire de cet homme respectable, dont je m'honorerai toujours d'avoir mérité la confiance et l'amitié. »

Mais la reconnaissance est comme la tristesse. Avec le temps, la vivacité de ce sentiment s'affaiblit. Malgré sa promesse de transmettre à la postérité le dépôt confié à ses soins, Saint-Amans ne publia rien de son vivant, pas même les deux volumes de mémoires historiques, mentionnés plus haut, et que Labrunie, on s'en souvient, déclarait être tout prêts pour l'impression. Ce fut seulement en 1836, après la mort de Saint-Amans, que son fils mit au jour une *Histoire du département de Lot-et-Garonne* composée par son père, et dans laquelle Argenton et Labrunie sont cités ça et là comme autorités. Encore la part qui leur est faite est-elle singulièrement diminuée par les lignes suivantes de la préface : « Dans la route ténébreuse et stérile où j'osais me hasarder, Argenton et Labrunie se présentaient pour guider mes pas incertains. Au premier coup d'œil, mon espoir semblait justifié ; Argenton, doué d'un esprit supérieur, après avoir fouillé les archives de quelques dépôts publics ou particuliers, composa de savants mémoires sur l'histoire du diocèse d'Agen ; mais n'ayant pour but que la partie ecclésiastique de cette histoire, il s'occupe trop peu de sa partie civile pour m'être d'un grand secours. Labrunie, son disciple, suivit servilement ses traces et se fit un religieux devoir de copier les écrits souvent informes de son ami ; il a laissé cependant une espèce de *Chronologie*, mais si décousue, rédigée avec tant de confusion, avec une critique en général si peu éclairée, que partout où elle cesse d'être regardée comme une table de matières, elle ne pouvait me promettre qu'une bien légère utilité. »

Eh bien, il faut reconnaître qu'elle a tenu plus qu'elle ne promettait. Pour l'honneur de Saint-Amans, nous aurions souhaité que cette préface eût été écrite par un autre ; malheureusement il est im-

possible de confondre son style avec celui de son fils, éditeur des œuvres paternelles, mais dont la collaboration s'est évidemment restreinte aux notes de l'ouvrage. Car, nous devons bien le dire, non seulement Saint-Amans s'est servi des extraits qu'il trouvait à profusion dans la *Chronologie générale*, mais encore il a utilisé l'Abrégé chronologique <sup>1</sup>, dont il a copié mot pour mot nombre de pages, au point d'emprunter à Labrunie, même ses inadvertances ou ses fautes <sup>2</sup>. Le laborieux élève de l'Ecole des chartes dont nous avons cité la thèse sur la commune d'Agen, a eu la patience de rechercher, page par page, ce que Saint-Amans devait à ses devanciers. Il n'hésite pas à déclarer que « Labénazie, Argenton et Labrunie lui ont fourni tout le fonds original de son travail. » Et pourtant M. Ducom semble avoir limité ses investigations à l'*Histoire du département de Lot-et-Garonne*. Que serait-ce donc s'il les avait étendues à l'*Essai sur les Antiquités* du même département, publié seulement en 1859, mais déjà annoncé par Saint-Amans dans son précédent ouvrage. Sauf peut-être quelques remarques de topographie, les renseignements sur les monnaies et les descriptions figurées empruntées au manuscrit de Beaumesnil <sup>3</sup>, tout ici, la doctrine aussi bien que les détails, appartient avec évidence à Argenton et à Labrunie.

Il est vrai qu'on ne saurait parcourir dix pages de Saint-Amans sans y rencontrer cette formule : « Nos manuscrits disent, nos manuscrits prétendent, on lit dans nos manuscrits, etc. » Si ce n'est pas là un procédé de rhétorique employé pour éviter la répétition des noms de Labénazie, d'Argenton et de Labrunie, c'est tout simplement une supercherie, d'ailleurs assez innocente, pour donner le

---

<sup>1</sup> Saint-Amans possédait l'exemplaire de cet abrégé exécuté à Monbran et intitulé : *Etrennes Agenaises*.

<sup>2</sup> En voici un exemple qui nous avait échappé lors de l'impression du paragraphe se rapportant à la guerre de Chilpéric et de Gontran, mentionnée par Labrunie vers l'an 584. L'auteur ayant lu de travers le texte de Grégoire de Tours, a fait de Didier un général de Gontran, tandis que Didier commandait au contraire les troupes de Chilpéric ; et Saint-Amans s'est bien gardé de corriger l'erreur, afin sans doute de prouver, qu'au lieu de lui être utile, Labrunie n'avait fait que lui rendre de mauvais services.

<sup>3</sup> A la mort de M. Casimir de Saint-Amans, ce manuscrit très peu sûr, mais orné de curieux dessins, a été rendu à la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen.

change au lecteur et lui faire croire à l'existence de sources mystérieuses où l'auteur aurait eu seul le privilège de puiser. En réalité, tout ce qui est contenu dans les paragraphes commençant par cette locution se retrouve exactement dans les écrits de nos trois annalistes ou dans les documents utilisés par eux, écrits et documents transmis par Labrunie à Saint-Amans avec une confiance que celui-ci, qui fut pourtant un savant distingué et, à ce qu'on dit, un homme aimable, devait bien peu justifier. Au surplus, tous ceux que ces questions préoccupent, ont maintenant à leur disposition les pièces du procès. Il leur appartient de juger et de conclure.

Après tout ce que nous venons de dire sur les travaux de Labrunie, est-il nécessaire d'insister? Est-il besoin de le défendre de ce reproche, odieux sous la plume de Saint-Amans, d'avoir été un copiste servile, un critique peu éclairé. Est-ce qu'il ne résulte pas des renseignements qu'il nous a lui-même fournis, qu'il fût pour Argenton un collaborateur intelligent, un continuateur aussi actif que judicieux ; et n'est ce pas avec raison qu'il a osé se promettre que son nom et celui de son savant maître et ami seraient inséparables dans l'avenir? Qu'importe d'ailleurs la gloire des lettres à l'honnête homme et au prêtre fidèle, qui subit sans broncher la persécution, et qui, au lendemain de la Révolution, avait le droit de se rendre ce témoignage, si éloquent dans sa fière simplicité : « Je suis demeuré inviolablement attaché à la foi, à l'église Romaine, à mon aimable et bien-faisant prélat. » On peut, à la rigueur, se passer de palmes académiques, lorsqu'on s'est acquis des titres à celle des confesseurs.

En résumé, nous croyons avoir établi que, grâce à Labrunie, rien d'essentiel n'a été perdu de l'œuvre d'Argenton. Sa doctrine et ses recherches originales subsistent dans la série de mémoires, qui sert de préambule à l'Abrégé Chronologique, composé sans doute par son continuateur, mais pénétré d'un bout à l'autre de son esprit rigoureux. Le même esprit se retrouve, du reste, quoique à un moindre degré, dans le catalogue des évêques d'Agen, dressé par Labrunie d'après Labénazie, mais revu et corrigé sur les notes d'Argenton. Ces deux traités, c'est-à-dire, l'Abrégé Chronologique, précédé des mémoires rédigés sur les brouillons d'Argenton, et le Catalogue des évêques d'Agen, constituent, à proprement parler, l'œuvre personnelle de notre laborieux annaliste. Il y faut ajouter, avec certaines dissertations indiquées par M. Lauzun dans sa notice sur les manuscrits de Saint-Amans, le commentaire du catalogue des évêques d'Agen de



l'abbé du Tems que nous avons déjà signalé ; une description très précise et très détaillée du Martyrologe, du Nécrologe et du Cartulaire de Saint-Caprais ; les *Additions* au journal de Malebaysse ; enfin une liste de nos consuls, année par année, empruntée en grande partie au susdit journal, mais contrôlée et complétée sur le registre de Leydet, ancien secrétaire de l'Hôtel-de-Ville ; sans compter une oule d'excellentes notes, qui ne sont pas toujours sans malice, écrites au courant de la plume par Labrunie et répandues à profusion dans les divers manuscrits, qui ont passé entre les mains de cet infatigable travailleur.

Aussi bien que ceux d'Argenton, les manuscrits originaux de Labrunie semblent aujourd'hui perdus et pour notre compte nous n'en avons jamais rencontré aucun ; mais les copies de ces originaux ne sont pas rares. Pour le premier état de l'*Abrégé chronologique*, connu sous le nom d'*Etrennes agenaises*, nous avons déjà dit que nous avions eu communication d'une transcription faite sur l'original, dans la bibliothèque de Saint-Amans. Il existe de l'*Abrégé chronologique* dans son second état, celui que Labrunie appelait son édition de 1792, deux copies augmentées des *Annales de la Révolution* de Proché. La première, qui nous paraît être de l'écriture même de ce dernier auteur, est conservée aux archives du Département ; la seconde appartient à la bibliothèque de la ville d'Agen. Le Petit Séminaire possède une autre copie du même texte, précédée du catalogue des évêques d'après Labénazie. Elle est, nous a-t-on dit, de la main du vénérable M. Tournier, ancien supérieur de la maison. Elle se distingue de la copie de Proché par une préface plus détaillée, dont nous avons tiré l'anecdote relative au janséniste abbé Latour, et par certaines variantes renfermant des allusions aux événements contemporains, variantes supprimées par Proché, parce qu'il lui semblait qu'elles n'avaient plus leur raison d'être lorsqu'il opéra sa transcription : tel est le paragraphe que nous avons rétabli dans la présente introduction et qui se termine par ces mots *Odoretur Dominus sacrificium !* Enfin nous connaissons une dernière copie, la plus importante de toutes, exécutée sur les deux volumes légués par Labrunie à ses petits-neveux, contenant avec l'*Abrégé chronologique* dans son état définitif, les mémoires qui résument la doctrine et les travaux d'Argenton. Notre très regretté collaborateur, M. Amédée Moullié, se l'était procurée, il y a longtemps. Elle est aujourd'hui possédée par son fils, qui, très libéralement, a bien voulu la mettre à notre disposition. Nous avons combiné pour notre publication, les trois états ou éditions de l'*Abrégé*

*chronologique*, mais c'est du manuscrit de M. Moullié que nous avons, on le comprend, le plus souvent usé.

Un dernier mot pour finir. Dans une note relative au manuscrit des coutumes d'Agen appartenant à notre bibliothèque municipale, nous avons dit que M. H. Noubel, alors maire de la ville, avait payé de ses deniers la nouvelle reliure du volume acheté par son ordre. Nous avons su depuis que sa libéralité ne s'était pas bornée à cette dépense, et qu'il avait fait les frais de l'entière acquisition. Issu d'une famille d'imprimeurs lettrés, M. H. Noubel tient de ses ascendants le goût de notre histoire et de nos antiquités locales. Ayant eu l'occasion de causer avec lui du précieux volume qu'il a donné à la ville d'Agen, il nous a déclaré qu'il lui était impossible de partager notre manière de voir sur l'identité de cet exemplaire et du livre juratoire. Il tirait ses raisons de notes inscrites au revers de l'ancienne reliure, déposée aux archives de la mairie. Malgré nos efforts pour les découvrir, ces notes ont échappé à toutes nos recherches. Du reste, les eussions-nous retrouvées, nous aurions eu beaucoup de peine à abandonner notre premier sentiment. Mais cette divergence d'opinion ne saurait nous empêcher d'offrir au généreux donateur, les remerciements que lui doivent tous ceux qui s'intéressent aux vieilles institutions de l'Agenais.

---

LES

# HOPITAUX DE LA VILLE D'AGEN

AVANT 1789

( SUITE )

---

Le total des recettes de l'hôpital s'élève pour cette année 1666 à la somme de 3161 livres, 14 sols, 5 deniers. Les quêtes et aumônes y entrent pour 247 livres, 9 sols ; les revenus des rentes, legs, donations, pour 282 livres, 9 sols ; les dons provenant des funérailles pour 269 livres, 7 sols, 6 deniers ; les intérêts des sommes dues aux pauvres pour 1,743 livres, 5 sols, etc.

Les dépenses se montent à 3,204 livres, 18 sols, 6 deniers, dont 109 livres, 18 sols pour les frais généraux ; 612 livres, 5 sols, pour la nourriture des pauvres et des malades ; 1,522 livres provenant des distributions à faire aux pauvres honteux, nourrices, enfants abandonnés, bâtards, etc ; 179 livres, 16 sols d'honoraires à M<sup>e</sup> Jolie, aumônier ; 120 livres à Pierre Buzet, hospitalier ; 36 livres à M. de Singlande, docteur en médecine ; et 24 livres à M<sup>e</sup> de Cazabel, chirurgien, etc. <sup>1</sup>.

Les enfants abandonnés étaient l'objet de soins tout particuliers de la part des syndics. Le sieur Colliac, qui loge hors ville

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital. Compte pour 1666.

près la Porte Saint-Georges, déclare, en 1668, qu'on expose très souvent des enfants devant la porte de sa maison. Il demande aux syndics l'autorisation de leur apporter tous ceux qu'il pourra trouver. Ce qui est accepté de leur part avec reconnaissance <sup>1</sup>.

Les bâties de l'hôpital, du reste, se trouvent à cette époque en très-mauvais état. « Une muraille au costé de la Tour sur le portal près l'église menace ruine. » Il faut la réparer. Il n'y a presque plus de vitres aux fenêtres des chambres des malades donnant sur la rue. Les lits sont en partie boiteux et défoncés ». Les couvertures manquent, et les malades ont froid. Il faut faire appel à la charité des âmes généreuses.

Cet appel fut entendu : M. Dancelin donna cent livres en 1676; Mlle de Lescazes, qui habitait au couvent des religieuses de Paulin, laissa toute sa fortune à l'hôpital ; M. de Bressolles donna la rente de mille livres aux pauvres de l'hôpital, « à condition que son frère désignerait ceux qu'il voudra pour en jouir... » Un autre bienfaiteur met pour condition expresse « qu'il sera établi un maître bonnetier à l'hôpital, le sieur du Garrus, pour apprendre aux enfants à faire des bas, et par ce moien, gagner leur vie ; ce qui les fera oster du libertinage et de la fainéantise (19 juin 1676) etc. <sup>2</sup>. »

Depuis le milieu du xvii<sup>e</sup> siècle, l'hôpital d'Agen entretenait « de pauvres *escholliers Irlandais* ». C'était des jeunes gens qui se destinaient à l'état ecclésiastique, et qui, chassés pour la plupart de leur patrie où ils ne pouvaient librement se préparer aux études catholiques, étaient venus se réfugier en France, et notamment à Bordeaux, où avait été fondé pour eux un collège spécial, dit *Collège des Irlandais*. L'insuffisance des ressources de cet établissement avait été cause que les administrateurs de l'hôpital d'Agen, sur les instances des magistrats de Bordeaux, et aussi mus par un sentiment de piété et de générosité, avaient consenti à en recevoir quelques-uns au Martyre, où ils étaient logés, nourris et entretenus, quoique très-pauvrement. La lettre ci-jointe, non datée, mais

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital. Bureaux pour 1666.

<sup>2</sup> Idem. 1676-1680.

adressée à M. de Saint-Gillis, premier syndic de l'hôpital Saint-Jacques d'Agen, qui exerçait ces fonctions en 1676, par le Père Fleming, supérieur du séminaire des Irlandais de Bordeaux, nous donne d'intéressants détails sur cette institution.

Ce vénérable prêtre écrit, en effet, que « son séminaire se trouvant chargé, dans un temps de misère publique, de plus de monde qu'il ne peut entretenir, outre le grand nombre de ceux qui se présentent et affluent tous les jours presque de la pauvre patrie des persécutés comme au seul port qu'ils aient en France pour la consolation de ses sujets », il prie MM. les syndics de l'hôpital d'Agen « de garder audit hôpital le nommé Kennedy, qui y a subsisté jusqu'à présent troisième, par la participation de la charité qu'ils ont jusqu'icy fourny à la descharge de cette pauvre maison et comme un refuge de tous, et qui les ont fait toujours considérer au rang de leurs premiers protecteurs et coadjuteurs d'un si saint établissement pour la conservation de la foy catholique en Irlande <sup>1</sup>. » Ce pieux usage fut continué, malgré quelques irrégularités et souvent l'opposition des consuls, jusques vers la fin du xviii<sup>e</sup> siècle.

Cependant de déplorables abus, de plus en plus fréquents, étaient signalés vers ces temps-là aux bureaux, soit par les syndics, soit par les administrateurs de l'hôpital. Il n'est pas un procès-verbal de cette dernière moitié du xvii<sup>e</sup> siècle qui ne contienne, en effet, des plaintes graves formulées contre les hospitaliers. Les consuls du xvi<sup>e</sup> siècle avaient tenu, on le sait, à laïciser autant que possible l'établissement dont ils venaient d'obtenir la direction. Renvoyant les quelques religieux qui desservaient autrefois les hôpitaux d'Agen, ils les avaient remplacés à l'hôpital du Martyre par des laïques, à qui ils avaient confié les soins, nourriture et entretien des pauvres malades. Nous avons déjà indiqué que plus d'une fois certains de ces personnages durent être expulsés, qui ne cherchaient qu'à s'enrichir aux dépens des pensionnaires de la maison.

Avec le xviii<sup>e</sup> siècle ce fut pis encore ; et l'indélicatesse des

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital d'Agen. Liassé.

hospitaliers devint si grande que l'opinion publique s'en émut et que les administrateurs durent songer à les remplacer.

Un jour, par exemple, c'est l'hospitalier qui, faute de soins, a laissé mourir un ou deux malades. Une autre fois, l'hospitalier a, dans le courant de l'année, dépassé de plus de 200 livres la somme attribuée par les syndics à l'entretien des pauvres de l'hôpital. Plus tard, ce sont les griefs les plus vifs formulés « contre l'hospitalier Germain et sa femme, pour le peu d'affection et de charité qu'ils montrent envers les pauvres malades et les mauvais traitements qu'ils leur font subir. » La viande est pourrie, la ration de pain insuffisante, le vin est aigre. « Lesdits sieurs sont avares, cupides, et sont restés quinze jours sans faire le lit aux malades. On les renverra de suite et on cherchera un autre hospitalier <sup>1</sup>. » Remède inefficace. Ils se valent tous ou presque tous; et les plaintes vont toujours croissant.

Cet état de choses ne pouvait durer. C'est alors qu'on pensa à établir à l'hôpital des religieuses, qui seraient spécialement chargées de soigner les malades, et à agir en conséquence. Des négociations furent engagées. Mais elles n'aboutirent que plus tard, sous l'épiscopat de Mascaron.

Dans la jurade du 26 août 1655, le sieur de Maurès représente « qu'au mois de septembre dernier, le 4 septembre 1554, il fut proposé pour la première fois à la jurade qu'il y avait des Religieuses qui faisaient offre, suivant leur règle et fondation, de venir dans l'hôpital de cette ville pour le service et entretien des pauvres malades, sous les conditions qui seront proposées et arrêtées au profit et avantage de l'hôpital. » Cette proposition fut renvoyée aux commissaires du bureau, « lequel estima qu'il serait en effet très avantageux pour l'hôpital et le bien des pauvres de faire venir lesdites religieuses. Sur quoy la jurade, par pluralité de voix, a résolu que lesdites *Religieuses hospitalières* seront, sous l'aveu et acceptation de Mgr l'Evêque d'Agen, reçues en la présente ville aux conditions et propositions contenues au mémoire dont lecture a été faite, et que lesdites religieuses seront obligées de recevoir les

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital. Bureau de décembre 1646.

pauvres passants dans ledit hôpital, suivant la coutume, sur un billet des sieurs syndics et administrateurs de l'hôpital ou de Messieurs les Consuls <sup>1</sup>. »

Et la même année, la même proposition est faite, avec bien plus de détails, au bureau de l'hôpital du 23 février. « Il est proposé en effet, par l'organe du sieur Chaigniac à Messieurs du Conseil, par des personnes d'honneur et de condition, en qualité de patrons et de fondateurs de l'hôpital, qu'il serait le bien et l'avantage des pauvres dudit hôpital d'y admettre ou recevoir des religieuses à l'instar d'autres bonnes villes du royaume, entre autres de celle de Poitiers, pour gouverner les pauvres malades, les blanchir, nettoyer et tenir en bon estat, tant hommes que femmes, selon les règles de leur fondation et sous certaines conditions ; lesquelles, ayant été proposées dans la jurade qui se tint sur ce sujet au mois de septembre de l'année dernière, il fut délibéré que ladite proposition serait communiquée à Messieurs du bureau, pour estre après délibéré ainsi qu'il appartiendrait : à laquelle ledit sieur Chaigniac demande qu'il soit délibéré. »

La délibération fut longue. Monseigneur présidait. On discuta avec grand soin les propositions des religieuses ; et finalement on décida « qu'on recevait la proposition avec remerciements, vu qu'à ces fins lesdites religieuses seront priées de donner par écrit les conditions sous lesquelles elles désirent estre reçues dans l'hôpital pour y rendre le service qu'elles promettent par leurs écrits, et par même moyen le nombre des religieuses et de leurs servantes, vu qu'il est nécessaire qu'il y reste un homme pour le service de la porte et pour rendre le service que les filles femmes ne peuvent rendre <sup>2</sup>. »

Les religieuses obtempérèrent aux désirs du bureau ; et dans la séance du 25 août 1655, présidée toujours par l'Evêque, « leurs conditions furent acceptées et reconnues comme très utiles et avantageuses ». En conséquence, après lecture faite, le bureau pria Messieurs les Consuls de proposer leur admission à l'assemblée des

---

<sup>1</sup> Archives municipales. BB. 57, p. 268.

<sup>2</sup> Archives de l'hôpital. Bureaux pour 1655.

**Jurades** <sup>1</sup>. Nous venons de voir que la jurade du 26 août de cette même année 1655 adopta la proposition.

Voici, dans leur teneur primitive, les articles et conditions desdites religieuses de Poitiers :

**JÉSUS-MARIE-JOSEPH.**

« Response des religieuses hospitalières de Poitiers sur les propositions qu'il a plu à Messieurs du bureau de l'hostel-Dieu de la ville d'Agen leur faire, par le pieux désir qu'ils ont de les établir dans ladite ville, pour le soulagement et secours des pauvres malades :

**De leur Hostel-Dieu.**

« La communauté des sœurs hospitalières de Poitiers est dans le pouvoir et dans le désir, sous le bon plaisir de nos seigneurs les Evesques de Poitiers et d'Agen, d'entreprendre le gouvernement des pauvres malades, tant hommes que femmes de l'hospital de ladite ville, les blanchir, ranger et nettoyer, selon les obligations de leurs saints statuts.

« Lesdites religieuses désirent bien se charger par inventaire de tous les meubles, linges, vaisselle et de tout ce qui appartient au service et usage desdits pauvres, même de leurs ornemens d'église qui pourront estre dans ledit hospital pour en tenir compte à Messieurs les administrateurs dudit lieu.

« Les trois religieuses qui seront choisies de nostre Seigneur pour aller en cette fondation se contenteront de trois cent livres que Messieurs du bureau et administrateurs leur offrent de pension annuelle, et pour un temps seulement, et ce, jusques à ce que leur communauté aye deux mille livres de rente par les dots des filles qu'elles recevront parmy elles, ou legs pieux qui pourront estre faits à leur communauté. Elles agréent aussy tous les autres offres qu'il plaira à Messieurs dudit lieu de leur faire, comme le prêtre pour le service de l'Eglise, des pauvres et de leur communauté religieuse ; et en outre l'Eglise et le logement convenable à leur

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital. Bureaux pour 1655.



condition et institut, tel qu'il se pourra tenir dans l'intérêt de l'hospital, raisonnable et suffisant pour le logement desdites trois religieuses seulement, et tout ainsy que la commodité du lieu le pourra permettre sans incommoder le nécessaire des pauvres.

« Les religieuses ne pourront porter aucune pension dans les lieux où elles sont en fondation ; car leur institut le leur deffend, etc... ( Suivent des détails sur leurs règles et institut particulier. Allusions au couvent de Poitiers et de Niort, etc. )

« Lesdites religieuses ne veulent ni n'entendent aucunement manier le revenu temporel de l'hospital. Car leur institut leur deffend et leur enjoint d'en laisser l'entière administration à Messieurs de la ville, desquels elles suivent les ordres seulement dans la distribution qu'il plaira auxdits Messieurs leur ordonner pour la nourriture et entretien des pauvres malades...

« Et lesdites religieuses se chargeront, moyennant ce, de faire aprestre tout ce qui sera nécessaire à la nourriture des pauvres et mesme de faire blanchir leur linge et de descharger ledit hospital de vallets et servantes, lesquels ne seront que à la charge de ladite communauté des religieuses. Lesdites religieuses se chargeront de recevoir les pauvres passants dans ledit hospital, suivant l'ancienne coustume sous les billets des sieurs syndics de l'hospital et de Messieurs les Consuls.

« Pour les personnes des religieuses et du bien de leur communauté tant spirituels que temporels, elles ne doivent selon leur institut dépendre que des seigneurs évesques des lieux où elles sont establies ; et par conséquent Mgr l'Evêque d'Agen aura l'entière juridiction, droit de visite et de correction sur leurs personnes ou biens de ladite communauté.

« C'est pourquoy s'il plait à Messieurs de la ville d'Agen d'avoir agréables nos personnes pour le service de Dieu et des pauvres aux conditions ci-dessus, il sera nécessaire d'avoir l'agrément de Mgr l'Evêque et consentement de nous establir dans la ville pour y vivre et servir les pauvres malades selon l'esprit de nos règles et saintes coustumes de notre institut, et en outre une requête de Messieurs du Corps de ville ou administrateurs de l'hospital d'Agen à Messieurs les vénérables doyen et chanoines de l'Eglise, afin

qu'il leur plaise nous permettre de nous transporter trois religieuses dans votre ville d'Agen, pour y faire un établissement de notre ordre, pour la gloire de Notre-Seigneur et le secours et soulagement des pauvres malades <sup>1</sup>. »

Pour quelles raisons ces premières religieuses ne purent-elles donner suite à ce projet? Le retard qu'elles mirent à se rendre dans Agen provint-il de leur fait, de celui de l'Evêque, des Consuls, ou bien plutôt des Jurats? Les archives sont muettes à cet égard. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que les religieuses hospitalières de Poitiers ne vinrent pas à Agen, mais bien les filles de Saint Vincent de Paul. L'affaire resta vingt-cinq ans en suspens. Mgr d'Elbène mourut en 1663. Claude Joly le remplaça de 1663 à 1678. Et ce ne fut que deux ans après son arrivée, en 1680, que Mascaron reprit cette importante question, et, grâce à son zèle et à son autorité, y apporta aussitôt une solution définitive.

Dès les premiers jours de l'année 1680, demoiselle Marie de Bonnefoy mourut à Agen, laissant toute sa fortune aux pauvres de l'hôpital, sous la condition expresse « que le revenu de ses biens serait employé à faire venir immédiatement les Filles de la Charité pour soigner les pauvres malades. » Cette clause de son testament fit surgir de nouveau, au sein des bureaux, la question, toujours pendante, du renvoi de l'hospitalier laïque.

Elle fut vivement reprise, au bureau du 15 mars 1680, par les quatre syndics, qui étaient, pour cette année, MM. Jacques de Redon, écuyer, Pierre Bussière, avocat, Pierre Grangier et François Micussens, marchands. « Il a été plusieurs fois résolu, dit le sieur Bussière, par diverses délibérations des bureaux, qu'on mettrait dans le présent hôpital, *deux filles hospitalières de la Congrégation de la Charité*, établie à Paris dans la maison de Saint-Lazare, sous le bon plaisir de Mgr l'Evêque et sous les clauses et conditions qui ont été agréées de part et d'autre. Ce qui est demeuré sans exécution jusqu'à présent ; et d'autant que le désordre de l'hôpital est plus grand que jamais, attendu le peu de soins de ceux qui

---

Archives de l'hôpital. Reg. des bureaux pour 1655, p. 34.

sont proposés à l'entretien et nourriture des pauvres, et que d'ailleurs demoiselle Marie de Bonnefoy, décédée depuis deux mois ou environ, a fait par son testament l'hôpital de la présente ville son héritier, sous cette condition que le revenu de ses biens serait employé à faire venir lesdites filles », il demande que sa volonté soit exécutée.

« Sur quoy le bureau d'une commune voix a délibéré qu'on tâcherait d'avoir deux de ces filles pour mettre dans le présent hôpital et qu'on leur fournirait logement convenable, entretien et nourriture, comme il a été ci-devant convenu et arrêté, et même qu'il leur serait envoyé une somme suffisante à Paris pour leur conduite jusques icy, et la dépense qu'elles pourraient faire par le chemin, après qu'on aura signé le contrat de part et d'autre, le tout sous le bon plaisir de l'Evêque et de Messieurs du bureau, de la dépendance desquels elles seront absolument, conformément à la convention et accord cy-devant faits. Le sieur de Faure écrira à Monseigneur pour l'en informer. » Etaient au bureau, ce jour-là, MM. Pierre Bussière, avocat, et Pierre Grangier, syndics, Geraud de Boissonnade, conseiller, président et juge-mage de la Sénéchaussée d'Aginois, Hermand de Sevin, chanoine de la Cathédrale, Labenaisie, chanoine de Saint-Caprais, de Lacuée, conseiller à la Cour, de Redon, procureur, de Sabouroux, docteur en médecine, et Bernard de Faure, écuyer, consuls<sup>1</sup>.

Sur ces entrefaites, mourut l'hospitalier du Martyre. Plutôt que de le remplacer par un autre, et en attendant que les négociations entamées avec les filles de Saint Vincent de Paul aient abouti, les jurats ne s'étant pas montrés d'abord favorables à cette proposition, les administrateurs de l'hôpital résolurent d'en confier provisoirement la direction à des infirmières laïques. « Il se présente, dit M. de Redon au bureau du lundi 30 décembre 1680, des personnes de piété et de charité qui s'offrent de servir les pauvres malades par charité et pour l'amour de Dieu. » Il propose de les accepter et d'en référer de suite à l'Evêque et aux jurats. Monsei-

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital. Bureau pour 1680.

gneur ayant obtempéré à ses désirs, M. de Raymond, syndic pour 1681, rappelle au bureau du 28 février la proposition de son prédécesseur. « Ces filles s'offrent, dit-il, pour servir les malades par charité, et elles apportent le revenu de tous leurs biens. » Sur l'avis de la jurade, ce bureau décide « que ces filles seront reçues et établies au plus tôt dans l'hôpital pour servir les pauvres, et que lesdits sieurs syndics passeront un contrat avec elles, en présence et du consentement des Consuls. Ils leur donneront un valet pour leur soulagement à la manière accoutumée, à condition qu'il soit présenté à MM. les Consuls <sup>1</sup>. »

Les Consuls acceptent et le rappellent en ces termes à leurs successeurs de 1681 :

« Vostre hospital est en très-mauvais état, depuis la mort de l'hospitalier. Sa veuve gouverne tout. Les syndics n'en sont point maîtres. D'ailleurs ils sont rebutés à cause des grandes avances qu'il leur a fallu faire. *Tout y va de mal en pis.* Il fut résolu dans un bureau, tenu audit hospital pendant notre année, où Monseigneur d'Agen présidait, qu'on appellerait deux *filles hospitalières de Saint-Lazare* de Paris, comme l'unique moyen de le remettre. Mondit seigneur d'Agen promit d'employer tout son crédit pour en avoir deux. Ce qui n'est pas fort aisé à cause qu'il y en a beaucoup dans l'emploi autour de Paris, mesme dans les armées. La résolution du bureau, après plusieurs autres, fust que nostre corps de ville serait prié d'agréer que lesdites filles fussent appelées. Nous *n'avons pas trouvé grande disposition pour cela*, non plus qu'une nouvelle proposition que nous firent, au dernier bureau, deux filles dévotes qui s'offrirent de servir ledit hôpital pour rien et d'y apporter même 2500 livres, le tout sous des conditions très-avantageuses. Messieurs du clergé et du Présidial ont accepté leurs propositions. Et nostre Corps de Ville a nommé des Commissaires pour les examiner. C'est à vous, Messieurs, comme patrons dudit hôpital, de presser l'exécution d'un si beau dessein et d'achever ce que nous n'avons fait qu'ébaucher <sup>2</sup>. »

---

<sup>1</sup> Archives de l'Hôpital. Reg. pour 1681.

<sup>2</sup> Archives municipales, BB. 64.

Les Consuls de 1684 se rangèrent à l'avis du Clergé et du Présidial ; et les deux infirmières laïques furent installées au Martyre au lieu et place de l'ancien hospitalier.

Le premier pas était fait.

Mais Mascaron, soutenu par le bureau de l'hôpital, ne se tint pas pour battu. Il manœuvra si bien qu'il eut vite raison des scrupules, d'ailleurs peu fondés, des Jurats. Quatre ans ne s'étaient pas écoulés, qu'il reprenait sa proposition de faire venir les sœurs de Saint-Vincent de Paul, et que, cette fois, il la faisait acclamer par les trois corps constitués.

Les deux infirmières laïques n'eurent d'abord que des éloges à recevoir. « L'hôpital est présentement beaucoup mieux, dit le procès-verbal d'une jurade de 1682. Les pauvres y sont bien servis. La maison est fort propre. L'on doit cela au zèle de Messieurs les syndics et aux soins de ces filles, en sorte que Monseigneur d'Agen et ceux qui assistèrent au dernier bureau en restèrent extrêmement satisfaits, aussi bien que des ménagemens et des réparations dont les syndics ont rendu compte <sup>1</sup>. » Mais, dès l'année suivante, une de ces filles mourut, et fut remplacée par une autre, qui ne la valait pas. Des tiraillements se produisirent ; si bien que deux ans après, en 1684, le bureau du 18 juin constatait, par l'organe du sieur de Lescazes, syndic, « que les *dames hospitalières* étaient de très mauvaise intelligence entre elles ; que cette désunion pourrait créer de graves désordres dans l'hospice ; et qu'il fallait prier Monseigneur l'Evêque de vouloir se donner la peine d'écrire à Monseigneur d'Angoulême ou à Monseigneur de Périgueux, pour leur demander une fille hospitalière, telle qu'il la fallait à l'hôpital <sup>2</sup>. »

Mascaron fit mieux. Il écrivit directement à Paris, à la maison de Saint-Lazare, et, grâce à l'éclat de son nom, il obtint immédiatement trois sœurs de Saint-Vincent de Paul pour l'hôpital d'Agen.

Ces saintes filles n'arrivèrent qu'en 1686. Le vendredi, 19 avril de cette année, les syndics de l'hôpital, qui étaient Messieurs de Redon, Sabatier, Duteilh et Contenson, convoquèrent le bureau dont

---

<sup>1</sup> Archives municipales. BB. 64.

<sup>2</sup> Archives de l'hôpital. Bureau pour 1684.

Monsieur Jules de Mascaron prit la présidence et qui était composé en outre de MM. de Gardès, de Raigniac, Pélissier, Rattier, de Redon et Brousse. Le sieur de Redon représenta « que par les soins que Monseigneur d'Agén a voulu prendre de procurer des filles de La Charité pour le service des pauvres malades de l'hôpital, Monsieur le Supérieur desdites filles a écrit qu'il en fournirait trois, avec lesquelles il faut passer un contrat, et pour cet effet envoyer une procuration à la ville de Paris, même la somme de 466 livres pour subvenir tant aux frais de leur voyage qu'à l'achat de plusieurs choses qui leur sont nécessaires, suivant l'état que le dit sieur Supérieur en a envoyé.

« Sur quoy, le bureau a délibéré que Messieurs les Consuls, en qualité de patrons de l'Hôpital, enverraient une procuration à Monsieur de Beaulac, leur collègue qui est de présent à Paris, pour passer un contrat avec M. le Supérieur des Filles de la Charité, aux fins de l'établissement de trois de ces filles dans l'hôpital d'Agén ; et, attendu que MM. les syndics ont dit n'avoir de l'argent en mains, qu'ils emprunteraient incessamment de MM. les Directeurs de l'Hôpital Général de cette ville la somme de 466 livres, laquelle ils enverraient au plus tôt audit sieur de Beaulac ' . »

Les quelques difficultés qui se présentaient encore furent vite aplanies de part et d'autres ; et les filles de Saint-Vincent de Paul, arrivèrent enfin à Agén, le 6 septembre 1686, au grand contentement des malades et de la population. Labénazie, Labrunie et tous nos annalistes relatent dans leurs chroniques cet événement mémorable. C'est que déjà la réputation de sainteté et de dévouement de ces admirables filles les avait précédées à Agén, et que depuis cette époque jusqu'à nos jours elle ne se démentit jamais.

— Nous n'entreprendrons pas de raconter ici l'origine de l'Ordre, véritablement providentiel, des Filles de la Charité, que fonda, après la congrégation des Prêtres de la Mission, l'apôtre des pauvres et des deshérités, Saint-Vincent de Paul. On sait comment il fut sou-

tenu, dans sa mission, par le dévouement infatigable de Mademoiselle Legras, et avec quelle ardeur cette sainte fille se mit à la tête de la première association de femmes dont le but était de se consacrer uniquement aux soins des pauvres et des malades. Cette congrégation adopta bientôt les règles les plus sévères et elle fut autorisée par le Roi en 1657, puis confirmée par le Pape en 1660<sup>1</sup>. Son succès fut immense ; elle traversa miraculeusement, sans interruption aucune, la passe terrible de la Révolution, où sombrèrent presque toutes les communautés religieuses ; et, aujourd'hui encore, malgré quelques stupides exceptions, il n'est pas de ville qui ne tienne à honneur d'avoir dans ses murs une maison de cet Ordre, plus honoré, plus respecté que jamais.

Voici, dans sa teneur, la copie exacte du contrat d'établissement des filles hospitalières dans l'hôpital de la ville d'Agen, passé à Paris, le 6 août 1686.

« Par devant les Conseillers du Roy, notaires au *Chastelet* de Paris, soubsignés, furent présens MM. *Jean de Beaulac*, conseiller du roy en la cour présidiale d'Agen, ci-premier consul moderne de ladite ville, estant présentement en cette ville de Paris, demeurant rue Serpente, à l'hostel d'Anjou, paroisse S. Severin, au nom et comme procureur fondé de Messieurs les Consuls modernes de ladite ville, et en cette qualité *patron* de l'hôpital de ladite ville d'Agen, fondé de leur procuration passée par devant Laydet, notaire en ladite ville, presens témoins, le vingt quatre avril dernier, d'une part, — et honnestes et charitables filles sœurs : *Mathurine Guérin*, supérieure de la communauté des *Filles de la Charité*, servantes des pauvres malades, demeurant au faubourg Saint-Lazare, paroisse Saint Laurent, Marie Pélerin, assistante, Marie Moreau, économe, Magdelaine Paumier, dépenzière, officière et présentement en charge, faisant, suivant l'usage de leur compagnie, au nom et pour toute ladite communauté autorisées, à l'effet des présentes, de Messire *Edme Jolly*, supérieur général de la Mission et supérieur de la

---

<sup>1</sup> Voir Père Helyot, tome VII, page 301 ; — Idem : Vie de Saint Vincent de Paul, par Louis Abelly, évêque de Rhodéz ; — Idem de Mademoiselle Legras, par Gobillon, etc., etc.

communauté desdites filles, demeurant dans la maison de S. Lazaré, pour ce comparant, d'autre part.

« Lesquelles officières, pour contribuer au bon desseing que lesdits sieurs Consuls de la ville d'Agen ont de faire assister les pauvres malades de leur hôpital par quelques vues desdites Filles de la Charité, à l'exemple de ce qui se pratique dans plusieurs lieux où elles sont établies à la gloire de Dieu et au soulagement des pauvres malades, sont demeurés d'accord avec ledit sieur de Beaulac audit nom de ce qui s'ensuit :

« C'est assavoir que la Supérieure et les officières de ladite communauté présentes et à venir seront obligées d'envoyer et tenir toujours dans ledit hôpital d'Agen trois desdites filles de La Charité ou plus grand nombre sy besoin est, pour assister les pauvres malades d'icelluy suivant leur institut et y vivre selon les règles de leur communauté ;

« Que lesdites filles de La Charité seront obligées d'avoir tout le soin qui dépendra d'elles seulement des pauvres malades qui seront dans ledit hôpital, tant pour raison de leurs alimens que remèdes nécessaires et autres services dont ils auront besoin, et rendront compte tous les mois aux syndics, et les syndics à Messieurs du Bureau dudit hôpital, quand ils en seront requis, de l'argent qui leur aura esté donné pour l'achapt des choses necessaires, pour l'entretien et soulagement desdits pauvres malades, sans qu'elles soient tenues d'assister aucune personne de leur sexe dans les accouchemens, ny aussy n'assisteront qui que ce soit au dehors dudit hôpital.

« Seront pareillement reçus dans ledit hôpital les passans et en la forme accoutumée par le préposé dudit hôpital à la charité de hospitalité, duquel lesdites filles seront tenues de veiller ;

« Quelles feront tous les ans le lendemain de la Saint Jean un inventaire ou reveüe de tous les meubles ou autres choses dudit hôpital en présance desdits sieurs du bureau et des syndics dudit hôpital.

« Que lesdits syndics seront tenus et obligés de fournir auxdites filles un logement commode dans un appartement dudit hôpital avec des meubles convenables, ensemble les alimens à elles neces-



saires pour leur entretien et subsistance, dans lequel logement elles n'admettront aucunes filles ny femmes.

« Que pour les habits et linge dont elles auront besoin pour leur usage particulier, lesdits sieurs syndics seront tenus de leur bailler et payer annuellement la somme de cent quatre vingt livres, qui est pour chacune soixante livres, dont elles ne seront tenues de rendre aucun compte.

« Que lesdits sieurs syndics fourniront l'argent nécessaire pour les frais des voyages desdites trois filles de Paris audit Agen ;

« Que lesdites filles seront toujours considérées comme filles de la maison et non comme mercenaires, et que sy quelques unes d'elles deviennent hors d'estat de pouvoir travailler, après toutefois y avoir demeuré six ans, elles ne pourront estre renvoyées ; au contraire elles seront nourries et entretenues aux frais et despans dudit hospital, dans iceluy : auquel cas lesdites filles de la Charité seront tenues d'en envoyer d'autres en leur place, dont les frais de voyage seront fournis par ledit hospital ; et où ledit supérieur pour d'autres raisons et cas tels qu'ils puissent estre donnés ou à propos de faire quelque changement et d'envoyer d'autres filles, les dépenses des voyages desdites filles, qui seront envoyées, seront faites par lesdites sœurs de la Charité de Paris.

« Que lesdites filles demeureront sous la conduite et dépendance dudit sieur Supérieur général de la Congrégation de la Mission, qui pourra les visiter, et, par lui-mesme ou par tel autre qu'il voudra députer, les confesser avec l'approbation de Monseigneur l'Evesque et désigner un confesseur approuvé par le diocèse ;

« Que lorsque quelqu'une desdites filles viendra à décéder, lesdits sieurs syndics pourvoiront à la despanse de ses funérailles qui seront faites sans aucune pompe.

« Car ainsi a esté accordé en passant à ces présentes, et que lesdits sieurs Consuls n'entendent faire aucun préjudice à leur droit de patrons dudit hospital, qu'ils se réservent par exprès, et aussy à la charge que lesdites présentes seront ratifiées par lesdits sieurs Consuls, et de leur ratification délivrée incessamment avec une expédition du présent contrat en bonne forme auxdites Supérieure et officière de ladite Communauté des filles de la Charité, franchement

et quittement avant le départ de leurs sœurs pour Agen, ainsi que ledit sieur de Beaulac audit nom le promet et s'y oblige ; et pour l'exécution des présentes et dépendances, les parties ont esleu leur domicile esdites maisons où elles demeurent et logent, auxquels lieux, etc., nonobstant promettant et obligeant, etc.

« Fait et passé à l'esgard desdits sieurs Jolly et de Beaulac en la maison de St-Lazare lez Paris, lesdites supérieure et officières en leur maison audit faubourg, *l'an mil six cent quatre vingt six, le sixiesme jour d'Aoust*, avant midy ; et ont signé avec lesdits notaires, la minute des présentes, demeurée à Lefebure, l'un d'iceux. »

« Ensuit la teneur de ladite procuration :

« Dans la Chambre du Conseil de l'hostel de ville d'Agen, ce-jourdhui, 22 avril 1686, après midy, pardevant moy notaire et secrétaire de ladite ville soubsigné, présents les témoins bas-nommés, a esté présent sieur Antoine de Faure, bourgeois, M<sup>e</sup> Jean Brousse, procureur en la Cour présidiale, noble Jean de Singlande, escuyer, sieur de Naux, M<sup>e</sup> Barthelemy Monin, avocat au Parlement, et sieur Louis Clarens, bourgeois et consuls modernes, en qualité de patrons de l'hospital de la présente ville, et, en conséquence du pouvoir à eux donné par le corps de ville par acte de délibération de Jurade du 7<sup>e</sup> janvier dernier ont fait et constitué leur procureur général et spécial, M<sup>e</sup> Jean de Beaulac, à l'effet d'établir les sœurs de la Charité à l'hôpital d'Agen, aux conditions ci-dessus énoncées <sup>1</sup>. »

— Du jour où les sœurs de Saint-Vincent de Paul entrèrent à l'hôpital d'Agen, tout y changea comme par enchantement. Les abus furent réformés, les plaintes des malades cessèrent, et des économies sérieuses furent réalisées, qui se manifestèrent dès les débuts par un excédant de recettes. Dès le 23 mai 1687, le bureau décide que, sur la demande des religieuses, on ne recevra plus à l'hôpital « des femmes ni filles de mauvaise vie et scandale, sans une expresse délibération <sup>2</sup>. » Quelques temps après, « de pauvres

---

<sup>1</sup> Archives municipales d'Agen, GG. 230.

<sup>2</sup> Archives de l'hôpital. Bureau pour 1687.

femmes se plaignent que, vu la misère des temps, elles n'ont pas de pain et que, en état de nourrices, elles ont perdu leur lait. » Sur les instances des sœurs de l'hôpital, le bureau est d'avis que « bien qu'il ne soit que pour fournir aux nécessités des pauvres malades, il leur sera distribué quelques secours. » Plus tard, les sœurs estiment que l'achat de la farine est une charge considérable : « Il y aurait, disent-elles, une grande espargne pour l'hôpital et beaucoup à ménager d'avoir pour l'usage de la maison un moulin à tamiser la farine. » Le bureau décide qu'on l'achètera<sup>1</sup>. Et de même pour toutes les mesures sages et prudentes, qui devaient assurer quelques économies à l'hôpital.

Bien plus, moins de dix ans après leur installation, les services que les filles de la Charité rendaient à l'hôpital furent si universellement appréciés, qu'on songea à augmenter leur nombre. Le sieur Ducros, syndic pour l'année 1692, représente, en effet, au bureau du 6 mai, « que les filles, qui actuellement servent les pauvres de l'hôpital, sont si dévouées et se ménagent si peu, qu'elles ne sauraient résister à la peine qu'elles sont obligées de prendre pour le service desdits pauvres, dont le nombre augmente sans cesse ; et, comme elles ne peuvent pas trouver de filles pour les soulager, le bureau décide qu'on fera en sorte de faire venir deux filles de Paris, de celles qui servent dans l'hôpital général, comme estant toutes propres pour ledit service, soit par leur expérience, soit qu'elles y soient élevées<sup>2</sup>. »

Nous verrons, à la fin de ce travail, que Mascaron, non content d'avoir régénéré par sa sage autorité l'hôpital d'Agen, fonda également dans notre ville un hôpital général ou manufacture de Las, du nom de son principal bienfaiteur, et que cette institution, à laquelle il apporta tous ses soins, ne fut pas une des moindres gloires de son épiscopat, si fécond en bonnes œuvres.

Il ne put empêcher néanmoins, bien que ce fut lui qui, durant ses séjours à Agen, présidât toujours les bureaux de l'hôpital, qu'un

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital, 1687.

<sup>2</sup> Archives de l'hôpital. Bureau pour 1692.

conflit n'éclatât à cette époque entre Messieurs du Clergé, du Présidial et les Consuls, touchant certaines questions de préséance et d'administration de l'hôpital. Les consuls de 1679 rappellent, en très-nobles termes, à leurs successeurs de 1680 quelle conduite ils doivent tenir à cet égard :

« La cause des pauvres, leurs disent-ils, doit animer votre charité, et vous leur devés la même justice que vous rendriés aux plus grands. Au della de cela, vous êtes les patrons de l'hôpital de cette ville, pour l'entretien duquel il vous faut prendre un soin particulier. Et pour que vos droits ne soient pas empiétés, nous vous dirons à ce sujet que Messieurs du Chapitre de S. Caprasi prétendent que la chapelle de l'hôpital est dans leur mense, et par là avoir droit d'y exposer le Saint-Sacrement les fêtes de Noël, et qu'un syndic doit les en aller prier. Ils prétendent encore avoir droit d'y établir un chapelain et un hospitalier. Mais vous êtes en possession de tout cela. Il s'y faut maintenir, et sans doute, il y aura des titres dans l'hôtel-de-ville pour le soutenir. Nous vous dirons aussi que les syndics que nous y avons établis, sont obligés de vous porter une liste de deux personnes d'honneur et solvables pour chaque rang, qui sont ordinairement quatre, et que vous avez droit de les choisir tous quatre d'entre les proposés ou bien d'autres personnes plus propres pour le plus grand bien de l'hôpital. Nous vous donnons cet avis, parce que, dans un bureau, on résolut de faire continuer un ou deux des syndics, et par là faire une nouveauté, et vous priver du droit de nomination pour les quatre rangs. Vous y remedierez par vos prudences <sup>1</sup>. »

En 1700, ils émettent une nouvelle prétention. Les chanoines de Saint-Etienne et de Saint-Caprais, qui étaient MM. de Boissonnade et du Treils, « ayant exigé, dit le procès-verbal du bureau du 1<sup>er</sup> mars, que le second syndic les aille chercher en personne pour assister à la séance, le bureau, d'une commune voix, décide qu'on passera outre et que la séance sera tenue sans eux. » Détail piquant : Monseigneur présidait ce bureau du 1<sup>er</sup> mars.

---

<sup>1</sup> Archives municipales. BB. 64.

Enfin, dès 1691, une longue lutte s'engagea entre les délégués du Clergé et ceux du Présidial, relative, en l'absence de l'Evêque, à la présidence des bureaux. Battus par la majorité des administrateurs, les chanoines refusèrent désormais d'assister aux réunions. Vainement Mascaron insista-t-il pour les faire revenir sur leur décision. Il ne put y parvenir. Ce ne fut qu'en 1722 que ce différend prit fin. Au bureau du 23 décembre, en effet, M<sup>e</sup> Andrieu, chanoine et député du chapitre de Saint-Etienne, déclare au nom de tous les membres du corps du clergé que « les contestations, qui se sont élevées depuis longtemps entre Messieurs du Clergé et du Présidial pour la présidence, les avaient obligés de s'absenter du bureau, lorsque Monseigneur ne s'y trouvait pas. Mais, leur corps ayant considéré que leur abstention affaiblissait le bureau de deux voix et pouvait être préjudiciable aux intérêts des pauvres, il a été résolu, par cette considération, que Messieurs les députés du Clergé assisteraient dorénavant aux bureaux, même lorsque Mgr l'Evêque ne pourrait pas s'y rendre, et qu'ils feraient, comme le fait aujourd'hui le sieur Andrieu, leurs protestations au sujet de la présidence, qu'ils déclarent toujours leur être due <sup>1</sup> ». Le bureau continua à se montrer hostile ; et ce jour-là même M. de Coquet, juge-mage fut réélu président, en l'absence de Monseigneur. C'est l'époque du reste où, par son ordonnance du 12 décembre 1698, Louis XIV régla définitivement l'administration des hôpitaux et chercha par ce fait à éviter tout conflit entre les autorités qui pouvaient en revendiquer l'unique gestion.

Malgré ces incidents, l'hôpital restait toujours prospère ; et les recettes équilibraient à peu de chose près les dépenses. C'est ainsi, notamment, que pour 1690, les recettes se montent à la somme totale de 61,430 livres, 9 sols ; et les dépenses à celle de 61,533 livres, 10 sols, 3 deniers ; ces dernières excédant seulement les premières de 103 livres, 1 sol, 3 deniers <sup>2</sup>.

Du reste, les legs et les donations ne se ralentissaient pas. Chaque registre en contient une longue énumération. En 1687, dame

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital. Bureaux pour 1691 et 1722.

<sup>2</sup> Idem. Comptes pour 1690.

Guillaume Fillol, veuve de Pierre Cruzel, notaire, lègue tous ses biens à l'hospice d'Agen, à condition qu'on dira, pour le repos de son âme, une messe tous les jours dans la chapelle de cet établissement. Et pour cet obit, elle réserve une somme de 300 livres à donner au chapelain de l'hôpital. Dans l'inventaire des meubles de cette dame, annexé au dossier, on y voit de nombreux tableaux religieux, des bagues, un saint-esprit d'or avec petite pierre blanche, un reliquaire d'or émaillé où est l'image de la Vierge, un miroir garni d'écaille de tortue à plaques d'argent, etc. Plus tard, MM. de Codoing lèguent 1,000 livres, de Beaulac, 200 livres, M<sup>lle</sup> d'Artigues, 100 livres pour une messe, etc., etc., ce qui permit aux syndics de l'année 1699, d'acheter, pour agrandir l'hôpital du Martyre, deux petites maisons et un jardin y attenant, « autrement dites la chapelle de Rovère ».

Mais le principal bienfaiteur des deux hôpitaux d'Agen, à cette époque, fut encore Mascaron.

On sait que notre illustre évêque mourut dans son palais épiscopal d'Agen, le 17 novembre 1703, et que, sentant sa fin prochaine, il avait, par son testament, daté du 30 octobre de la même année, au château de Monbran, disposé, en dehors de legs fort nombreux faits à sa famille et à ses amis, de toute sa fortune en faveur des pauvres des hôpitaux d'Agen.

« J'institue, écrit-il dans son testament, les pauvres qui sont ou qui seront renfermés cy-après dans l'hôpital général de la ville d'Agen, et les malades de l'hôpital de Saint-Jacques de ladite ville, mes héritiers universels de tous les biens qui me resteront après l'exécution des articles ci-dessus de mon présent testament, sçavoir : *les pauvres de l'hôpital général de la Manufacture pour les deux tiers de tous mes biens, et les pauvres malades de l'hôpital Saint-Jacques pour l'autre tiers seulement.*

« Je conjure les directeurs et chapelains de ces dicts hôpitaux de faire souvenir les pauvres de prier Dieu pour moy, voulant que l'on conserve auxdits pauvres de la Manufacture les deux tiers de

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital. Bureau pour 1699.

mon hérité, et aux pauvres malades de l'hôpital Saint-Jacques l'autre tiers, dans le meilleur et le plus favorable état qu'il se pourra. J'espère de la justice et de l'honnêteté de Messieurs les directeurs de ces saintes maisons qu'ils n'auront aucun différend pour le partage de mes biens <sup>1</sup> ».

Ce vœu de l'illustre prélat ne fut malheureusement point réalisé. Noble Gratien de Raymond, un des exécuteurs testamentaires de Mascaron, nous apprend, dans ses livres de raison, que, malgré ses efforts, tout fut fait au rebours des volontés du testateur, et que l'inventaire de sa succession provoqua même un conflit d'attributions entre les officiers du Présidial et Jacques Bonhome, juge-ordinaire d'Agen.

Quoiqu'il en soit, les deux hôpitaux d'Agen firent procéder de suite (31 décembre 1703 – 1<sup>er</sup> mars 1704), au nom de leurs directeurs, à un inventaire des biens meubles du regretté donateur ; lequel inventaire, fort curieux et reproduit en deux copies semblables, a été retrouvé par nous dans les Archives de l'hôpital, non seulement avec la liste des différents effets, mais encore avec les prix qui leur furent attribués lors de leur mise en vente, et les noms des principaux acquéreurs <sup>2</sup>. L'argent qui provint de ces différentes ventes fut réparti très-exactement dans la suite entre les deux hôpitaux, selon les proportions exigées par le testateur. Il permit, notamment en ce qui concerne l'hôpital Saint-Jacques, aux sœurs de saint Vincent de Paul d'améliorer sa situation, déjà compromise par la négligence des débiteurs et la misère toujours plus considérable des temps. « La sainte société des dames pieuses qui prenaient

---

<sup>1</sup> Le testament de Mascaron a été publié de nos jours par M. le chanoine Delrieu dans sa *Notice historique sur la vie et l'épiscopat de Mgr Jacoupy* (Agen, imp. Noubel, 1874). Il avait été déjà imprimé par P. Gayau, imprimeur agennais, en 1703.

<sup>2</sup> Archives de l'hôpital d'Agen. Notre savant collègue et ami, M. G. Tholin, avait déjà, avant cette dernière découverte, reproduit et publié dans le Bulletin du Comité des Travaux historiques (Paris, 1870), l'inventaire du mobilier de Mascaron, d'après le fonds du Présidial (Archives départementales, B. 1513)). Cet inventaire, précédé d'une excellente introduction de M. G. Tholin, ne donne que la liste des objets inventoriés.

soin des pauvres hontenx et souffrants, disait Labénazie dans son oraison funèbre de l'illustre évêque, a subsisté grâce à ses libéralités. Il en fut tellement lui seul le soutien qu'il est à craindre qu'elle ne soit en danger de périr, si nous ne réveillons notre charité pour suppléer à la perte de cette source tarie de miséricorde<sup>1</sup> ».

Les craintes du bon prieur ne se réalisèrent pas. L'hôpital Saint-Jacques eut au XVIII<sup>e</sup> siècle, comme tous les établissements du même genre et la plupart des maisons] religieuses, de mauvaises heures à passer. Mais la prudente gestion de ses administrateurs, en même temps que la piété et la générosité de nos pères, le maintinrent toujours dans un état, sinon florissant, du moins qui lui permit d'exister honorablement.

Sa comptabilité fut de tous temps très-exactement tenue. Les nombreux registres des comptes, ainsi que ceux des *lièves*, nous fournissent, année par année, l'état de ses recettes et de ses dépenses, avec celui, toujours très-fidèle, « des sommes capitales dues aux pauvres malades de l'hôpital d'Agen, pour servir à MM. les syndics, où les intérêts retardés et courants sont au bout de chaque article<sup>2</sup> ».

En même temps de fréquentes réparations étaient effectuées à l'intérieur. En 1712, la grange, qui est au bout du jardin de l'hôpital, menaçant ruine, est remise à neuf. En 1715, les papiers qui sont dans les archives de l'hôpital sont dans un grand désordre: un des syndics en dressera un état et un inventaire détaillé. Une clef sera mise à la porte. En plus, on établira des gradins « pour couvrir une cave qui est près de l'autel de l'église » (crypte du Martyre). La tribune de l'église sera consolidée. etc.

L'hôpital d'Agen continue, comme au XVII<sup>e</sup> siècle, de loger et de pensionner quelques pauvres Irlandais. « Il est arrivé, dit le procès-verbal d'un des bureaux de 1713, un *Hibernois*, qui avait eu

---

<sup>1</sup> Oraison funèbre de Messire Jules de Mascaron, évêque, comte d'Agen, prononcée par M. Labénazie, chanoine de l'église collégiale d'Agen, le 20 novembre 1703, à son enterrement. (Petit in-12 de 47 p. Agen, 1704.)

<sup>2</sup> Archives de l'hôpital. Reg. des comptes et lièves (XVIII<sup>e</sup> siècle).



l'honneur de faire sa révérence à Monseigneur et de lui présenter ses certificats et attestations de religion, avec l'assurance qu'il voulait demeurer à Agen, pour se rendre digne de la prêtrise. » Il demande qu'on lui accorde le logement dans la chambre destinée aux personnes de sa vocation. Le bureau obtempère à sa demande.

Et plus tard, le 7 mai 1723, « il est représenté que le sieur Guillaume Marphi, jeune homme Irlandais, étudiant en cette ville, occupant, depuis le 1<sup>er</sup> mars dernier, dans l'hôpital, une des places destinées pour ceux de cette nation, qui ont été obligés d'abandonner leur patrie à cause de la religion catholique, demande, en conséquence d'une attestation du supérieur du séminaire irlandais de Bordeaux du 20 dudit mois de mars, signé Eugène Mac-Caroli, les 40 sols par mois que l'hôpital a coutume de donner à ceux qui occupent ces places. » Sa requête est également agréée <sup>1</sup>.

— Cependant les mauvaises années étaient arrivées ; les revenus de l'hôpital commençaient à décroître, et les dépenses augmentaient d'une façon inquiétante. En 1725, malgré le désintéressement absolu des sœurs et leurs efforts pour réaliser quelques économies, la situation paraît très compromise. Au bureau du 12 septembre 1726, les syndics représentent « qu'il y a impossibilité absolue de continuer à pourvoir à la subsistance des pauvres malades, s'ils ne reçoivent de l'Etat le secours qu'on leur fait espérer depuis longtemps ». La bourse est vide, le crédit entièrement épuisé. La maison n'a plus qu'un sac de farine et une demi-barrique de vin. Le boucher refuse de fournir la viande habituelle. Il faut que le bureau prenne une décision urgente et qu'il cherche par tous les moyens possibles à remédier à cet état de choses.

En conséquence, après une longue délibération, les administrateurs décident qu'on exposera au plus vite cette situation au Procureur du Roy « afin qu'il y donne tous ses soins et représente au Receveur des tailles qu'il ait à acquitter sans délai ce qui reste dû à l'hôpital pour l'année 1725, ainsi que les mandemens tirés sur lui pour l'année 1726 pour les sommes dues audit hôpital, imposées annuelle-

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital. Bureaux pour 1713 et 1723.

ment sur le pays d'Agenois, en quoi consistent actuellement presque tous les revenus de ladite maison. En attendant, le bureau permet d'emprunter jusqu'à la somme de 1,000 livres pour pourvoir aux besoins les plus urgents <sup>1</sup>.»

Même situation l'année suivante. Les syndics, qui étaient MM. Guiral du Coulombier, avocat, Lafon et Barsalou, exposent, en novembre 1727, que le nombre de malades va toujours croissant et qu'ils n'ont pu faire rentrer que très peu de revenus. Ils ont été obligés d'entretenir à leurs frais un nombre très-considérable de pauvres malades depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à ce moment, en sorte qu'ils sont déjà en avance de 1500 livres. De plus, il y a vingt-trois enfants trouvés, dont l'entretien augmente considérablement les charges de l'hôpital. Ils demandent donc qu'il soit pourvu d'une manière convenable aux frais nécessités par la subsistance de tant de misérables, sans quoi ils seront forcés d'abandonner l'administration de l'hôpital, « s'estant entièrement épuisés pour l'entretenir, depuis le 1<sup>er</sup> de janvier jusqu'à présent, et n'estant pas obligés de faire ces avances ». Le bureau leur promet qu'il prendra toutes les mesures pour qu'ils ne perdent rien, et que, comme les enfants-trouvés doivent être entretenus aux frais du Roi, il priera le procureur général de faire exécuter pour Agen l'arrêt rendu le 5 avril 1702 en faveur de l'hôpital de Villeneuve, qui décharge cette maison de l'entretien desdits enfants et les confie au domaine <sup>2</sup>.

Cette requête aboutit. Dès l'année suivante, l'hôpital d'Agen fut déchargé, du moins momentanément, du soin d'entretenir les enfants-trouvés.

Une malheureuse affaire vint encore aggraver cette année la situation déjà bien précaire de l'hôpital. Nous voulons parler du procès qui fut engagé par les syndics de 1730, contre ceux de l'année 1728, et où ces derniers étaient accusés de malversation et de dilapidation des ressources de la maison. Les Archives de l'hôpital nous ont conservé tout le dossier de ce déplorable événement dont la responsabilité retomba tout entière sur l'ancien trésorier, le sieur B.

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital. Bureaux pour 1726.

<sup>2</sup> Idem, 1727.

Sur son refus de rendre ses comptes, comme il était d'usage, et de laisser vérifier ses livres, le bureau chargea deux des syndics de 1730, les sieurs Bory et Dartus, de le poursuivre devant le Parlement de Bordeaux, qui le condamna à payer la somme de 2682 livres, 17 sols, 6 deniers, montant du reliquat de sa gestion. Vainement le sieur B. chercha-t-il à prouver que l'erreur ne provenait que d'omissions involontaires ; vainement exhiba-t-il différents reçus qu'on lui avait fournis ; l'arrêt fut maintenu ; ce qui provoqua de sa part une série de lettres injurieuses à l'adresse de ses persécuteurs. Cette résistance, « qui, au dire des bureaux de 1731, causait le plus grand préjudice à l'hôpital » ne fit qu'envenimer la question et provoquer chez les nouveaux syndics un acharnement encore plus grand contre le malheureux comptable. On envoya plusieurs fois le sieur Dartus auprès du Parlement, qui rendit, en 1732, un dernier arrêt fort sévère, qui ne tarda pas à être mis à exécution. Une saisie de tous ses meubles fut en effet opérée dans les deux maisons d'Agen et de la campagne, et le sieur B. ne put arrêter provisoirement les poursuites qu'en offrant de donner à l'hôpital, comme premier à compte, la somme de 533 livres à prendre sur le bois, charbon, sarments, toile, fil et vin qu'il possédait. Ce qui fut accepté. Puis l'affaire traina en longueur. Absolument ruiné, le sieur B. mourut peu de temps après de chagrin, et sa veuve, désirant s'acquitter du reliquat du compte de son mari, adressa au bureau de l'hôpital, à la date du 21 mai 1737, une requête dans laquelle elle exposait qu'elle avait tout perdu, que la grêle venait de ravager ses récoltes, qu'elle était sans crédit pour emprunter, depuis les saisies que l'hôpital avait pratiquées chez elle, qu'elle était réduite à la plus extrême misère, et, à ce titre, digne de la charité du bureau, et qu'elle le priait en conséquence de réduire à 500 livres le reliquat du compte de son mari ; lesquelles seraient payées, à savoir : 250 livres par la demoiselle Marie B. sœur de son mari, qui les céderait de façon à ce qu'on puisse les prendre chez les Dames du Tiers-Ordre ; 50 livres qui seront payées de suite, et les 200 dernières payables dans quatre ans. » Le bureau<sup>1</sup>, mû de

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital. Bureaux de 1730 à 1737.

pitié, accepta ces conditions, qui mirent fin à cette longue procédure.

— De trois qu'elles étaient au début, les sœurs de saint Vincent de Paul, atteignirent, depuis 1692, le nombre de cinq à l'hôpital d'Agen. C'était encore insuffisant. Un des syndics de 1732 représente, en effet, au bureau du 2 juin, que le service de l'hôpital est devenu beaucoup plus pénible qu'autrefois, soit à cause de l'augmentation des malades, soit par le soin qu'il faut avoir pour les enfants trouvés, que les sœurs se plaignent qu'elles ne peuvent plus soutenir la peine et la fatigue que leur service exige, et qu'il faudrait une sixième sœur en plus. Le bureau, faisant droit à cette requête, promet qu'on écrira à la supérieure générale des Sœurs Grises, pour lui demander une sixième sœur. que le bureau se réserve toutefois de renvoyer, quand il le jugera nécessaire. <sup>1</sup>

Le 1<sup>er</sup> septembre 1730, les filles de la Charité exposent au bureau qu'elles ont l'intention de fêter solennellement la fête de leur fondateur. Messieurs les administrateurs décident que cette fête se fera dans l'hôpital, et que pour aider lesdites sœurs à faire la dépense convenable, on leur donnera le pain, le vin, la viande de boucherie nécessaires pendant trois jours, et en plus la somme de cent livres en argent. <sup>2</sup>

Les lits manquent, et ceux qui restent sont brisés. Monseigneur donne 500 livres pour en acheter de neufs. Les religieuses de l'Annonciade donnent également, en 1731, la somme de 1000 livres à l'hôpital. Elle servira à réparer la chambre des femmes, à remplacer les portes et les fenêtres qui font défaut, à acheter du linge, à placer des poêles pour chauffer les salles et à décorer l'autel qui a été érigé dans la salle neuve. De plus « il faudra mettre le jardin en communication avec la cour afin de grandir celle-ci et donner plus d'air aux malades, et acquérir, s'il se peut, les emplacements qui sont de l'autre côté du ruisseau. » <sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital. Bureau de 1732.

<sup>2</sup> Idem.

<sup>3</sup> Idem. Bureaux 1732-1735.

Les syndics ont placé une somme de 4000 livres sur le clergé du diocèse d'Agen, au moyen d'un contrat de cession de pareille somme que Monsieur de Maniban, premier Président au Parlement de Toulouse, aurait consenti en faveur de l'hôpital d'Agen.<sup>1</sup> A cet effet le sieur Sembauzel, syndic pour 1735 et trésorier de l'hôpital, serait allé nouvellement à Toulouse. Mais comme ni M. de Maniban, ni le syndic du clergé, n'ont voulu supporter en aucune façon les frais de son voyage, qui se montent en tout à 72 livres, 4 sols, le bureau prend cette dépense à sa charge <sup>2</sup>.

Une grosse affaire surgit vers cette époque entre les administrateurs du bureau de l'hôpital Saint-Jacques d'Agen et le duc d'Aiguillon, engagé de l'Agenais, au sujet de l'entretien des enfants-trouvés. Nous avons vu que depuis longtemps cette charge grevait les dépenses de l'hôpital et que le bureau cherchait par tous les moyens possibles à s'en débarrasser, ou tout au moins à la faire diminuer. Déjà en 1735 il fut décidé que l'hôpital Saint-Jacques ne serait tenu de la nourriture et entretien de ces pauvres deshérités que jusqu'à l'âge de sept ans. Passé cet âge, ils seraient envoyés à la Manufacture où on leur enseignerait un métier. Mais cet arrêt ne fut que très-imparfaitement exécuté, les femmes qui les avaient élevés les renvoyant sans cesse à l'hôpital.

C'est ainsi que les bureaux découvrirent que, en sa qualité d'engagé du domaine d'Agenais, ainsi qu'en vertu de nombreux décrets précédents, le duc d'Aiguillon était tenu de se charger, au nom du Roi, des enfants-trouvés de l'hôpital d'Agen. Le dernier décret datait de 1728. On était en 1738. Or, depuis dix ans, les syndics avaient dépensé pour eux la somme de 42,823 livres. C'est cette somme que le bureau prétendit réclamer dans son entier au duc d'Aiguillon. Ce dernier, on le pense, protesta de

---

<sup>1</sup> Gaspard de Maniban, seigneur du Busca, Lagardère, Ampeils, Valence, Massencome, Ayzieu, Campagne, etc., fut un des magistrats les plus célèbres et les plus fastueux du Parlement de Toulouse au XVIII<sup>e</sup> siècle. Nous avons écrit l'histoire de sa famille dans notre *Monographie des châteaux de Lagardère et du Busca*, en Armagnac. (Voir *Revue de Gascogne*.)

<sup>2</sup> Archives de l'hôpital. Bureau de 1735.

toutes ses forces, ne niant pas le principe, mais trouvant la somme par trop exagérée. Il écrivit dans ce sens aux syndics et réclama un mémoire détaillé des dépenses. Il fut fait droit à sa demande, et Messieurs Dorty, de Boissonnade, chanoines, de Couloussac et Bory furent chargés de le rédiger, et, une fois approuvé par le bureau, de l'envoyer au duc. Ce mémoire fort long, que nous ont conservé les archives de l'hôpital, conclut à ce que l'hôpital soit relaxé de la demande du seigneur-engagiste, et à ce que ce dernier soit condamné envers l'hôpital à la restitution des frais de nourriture et entretien des enfants exposés non seulement depuis dix ans, mais encore depuis vingt-neuf ans. « Il sera distrait toutefois, ajoute-t-il, les années que le domaine a fournies aux dépenses, en conséquence de l'arrêt du 5 mai 1728. »

Le duc refusa net, alléguant que ces soins appartenaient à l'hôpital, et le procès fut entamé entre les deux parties.

L'affaire traina naturellement en longueur. Durant le temps des procédures, l'hôpital saisit certaines sommes sur les fermages du duc, qui de son côté attaqua l'hôpital devant le Parlement de Bordeaux, en la personne de M. de Couloussac. Le Roi envoya alors 3,000 livres au bureau, qui répondit à cette générosité en faisant aussitôt donner main-léevée des saisies opérées sur les fermiers du duc. Une transaction intervint néanmoins à la fin de l'année suivante, où, le 3 octobre 1739, comparut devant le bureau « M<sup>e</sup> Daniel Mautort, avocat, lequel dit qu'en conséquence des ordres qu'il a reçus de M. le duc d'Aiguillon, engagiste du Comté d'Agenais, il offre de se charger provisionnellement des enfants-trouvés, ou qui pourraient l'être à l'avenir, dans la présente ville et juridiction, batardeaux ou supposés tels, et payer leur nourriture et entretien, mais depuis le 1<sup>er</sup> septembre dernier seulement, et de continuer, à fin de compte, sous les conditions qu'il se réserve, de faire avec les nourrices qui en sont chargées, déclarant que l'offre par luy présente-ment faite est sans rien nuire ny préjudicier à l'instance pendante au Conseil, entre M. le duc et les syndics de l'hôpital; nommant en outre les sieurs Mautort et Espinasse, notaire, pour se charger desdits enfants; ce qu'ils promettent de faire. » Le bureau accepta ces offres. Mais l'affaire principale n'en continua pas moins de se discuter encore pendant de longs temps. Les fermiers du duc,

se prétendant lésés, attaquèrent à leur tour les syndics de l'hôpital, qui délèguèrent le sieur Bory pour rédiger un second mémoire, lequel fut envoyé à M<sup>e</sup> Ausonne, leur avocat devant le Conseil du Roi <sup>1</sup>. Ce n'est que vingt-huit ans plus tard, à un des bureaux de 1768, que nous voyons enfin le duc d'Aiguillon, alors ministre et à l'apogée de sa fortune, déclarer vouloir se charger de l'entretien des enfants-trouvés de l'hôpital d'Agen, et, à cet effet, offrir audit hôpital la somme de 2,400 livres annuelles, à la condition expresse qu'il n'aurait à entrer dans aucun menu détail de nourriture et d'entretien.

Le bureau hésita longtemps. Bref, il finit par repousser ces offres, trouvant la somme trop minime, et n'ayant pas confiance en l'avenir. Qu'advierait-il en effet si M. le Duc mourait, ou bien s'il était forcé d'abandonner le pouvoir? Tout ce qu'il voulut faire, ce fut de consentir à passer un traité avec lui, « mais pour six ans et à raison de cinq livres par mois pour chacun des enfants exposés, sans être tenu d'aucune poursuite vis-à-vis des personnes qui les exposeraient <sup>2</sup>. » Cette dernière proposition fut acceptée de part et d'autre; et les enfants-trouvés demeurèrent ainsi à la charge du duc d'Aiguillon. Plus de vingt registres, renfermant de nombreux détails sur leur compte, procès-verbaux de levée ou remise desdits batards, frais de nourrices, d'habillement, d'entretien, etc., se retrouvent encore soit aux archives de l'hospice, soit à celles de la Mairie, jusqu'à la Révolution <sup>3</sup>. Les nourrices étaient payées à cette époque six livres par mois.

— L'hôpital eut, en 1740, un autre long procès à soutenir, en sa qualité d'héritier d'une partie des biens de Mascaron. Déjà quatre ans avant, en 1736, Mgr d'Yse de Saléon, évêque d'Agen, avait assigné les syndics, afin qu'ils eussent à prendre part, à ce titre, aux réparations qui étaient devenues indispensables aux églises dépendantes de l'Evêché, maison épiscopale, et à la fourniture de

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital. Bureau de 1739.

<sup>2</sup> Archives de l'hôpital. Bureau du 9 mai 1768.

<sup>3</sup> Archives municipales. GG. 231-247.

certain ornements. En 1740, l'instance fut reprise ou plutôt continuée par les Prêtres de la Mission, héritiers de feu Mgr Hébert, qui assignèrent à nouveau les syndics de l'hôpital devant le sénéchal, afin qu'ils fissent effectuer lesdites réparations auxquelles ils étaient tenus comme héritiers de M. de Mascaron. Le bureau décida qu'on s'entendrait avec l'hôpital-Manufacture, assigné aux mêmes fins et pour le même motif <sup>1</sup>.

L'hôpital se trouvait créancier vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, de la plupart des principales familles d'Agen ou des environs. Dans les longues listes de ses débiteurs, nous relevons les noms des Consuls d'Agen, des Etats du pays d'Agenais, de presque toutes les Communautés religieuses, de Messieurs de Champier, de Raymond, de Bressolles, de Lamouroux, de Cunolio, de Sabouroux, de Rissan, de l'Escale de Verone, etc., etc. Les Jésuites, débiteurs d'une somme de 2,700 livres, demandent à se libérer ou bien à ne payer les intérêts qu'au denier 25. Leur proposition est repoussée par un des bureaux de 1760. Ils paieront, ou le capital en son entier, ou les intérêts au denier 20 <sup>2</sup>.

Les chirurgiens de l'hôpital abusent des billets d'entrée qu'ils donnent aux malades. Ces derniers seront scrupuleusement visités, et les sœurs tiendront avec le plus grand soin un registre des entrées et sorties des malades, avec leur nom, le lieu de leur demeure, et l'indication de la maladie.

Malgré sa prétention de se procurer où bon lui semblera les draps, lainages et autres marchandises de ce genre pour l'habillement des pauvres, le sieur Dutrouilh, syndic et trésorier de l'hôpital en 1759, reçoit ordre de la part du bureau, et sur les vives réclamations de son collègue, le sieur Lafargue, marchand de draperies, d'avoir à se servir dorénavant chez lui et pas chez d'autres fournisseurs de la ville <sup>3</sup>.

— La situation matérielle de l'hôpital Saint-Jacques était à cette

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital. Bureaux de 1736-1740.

<sup>2</sup> Livres de comptes de l'hôpital.

<sup>3</sup> Archives de l'hôpital. Bureau de 1759.



époque dans le plus triste état. Depuis longtemps les syndics, à court d'argent, n'y avaient effectué aucune réparation, et de nombreux corps de logis menaçaient ruine. La position devint si dangereuse en 1767 qu'il fallut à tout prix prendre un parti, sous peine de voir les sœurs et les malades ensevelis à courte échéance sous cet amas de vieilles mesures qui craquaient de toutes parts. Mais comme toujours, la caisse était vide. On dut s'adresser au Roi.

Une volumineuse correspondance, relative à cette affaire de reconstruction de l'hôpital Saint-Jacques, nous a été conservée soit aux Archives nationales de Paris, soit à celles de l'hôpital ou de la Communauté d'Agen. Elle nous fournit d'intéressants détails.

En octobre 1767, les Consuls prennent l'initiative et écrivent à M. de Jarente, évêque d'Orléans et agent général du clergé, pour qu'il s'intéresse à la situation de l'hôpital d'Agen, et lui fasse obtenir quelque secours. Ce prélat leur répond :

« J'ay reçu, Messieurs, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 4 de ce mois d'octobre. Vous ne devés pas douter combien je serais charmé de seconder les sentimens de charité qui vous animent ; mais le Roy, vu pareilles représentations faites pour nombre d'hôpitaux dont les secours paraissent aussi pressants que ceux de l'hôpital d'Agen, s'est expliqué nettement qu'il ne pouvait ni ne devait même leur procurer des secours par la voye des bénéfices ni sur les fonds des économats destinés à la subsistance des nouveaux convertis et dont l'application ne peut être changée. C'est à M. le Controllleur général à qui on doit représenter l'état de votre hôpital et de porter ce ministre à engager Sa Majesté de vous procurer les moiens de le rétablir sur les fonds de ses domaines. J'ay l'honneur d'être, Messieurs, etc. ' . »

Immédiatement, les Consuls s'adressent à M. de Fargès, intendant de la généralité de Bordeaux de 1766 à 1770, et lui envoient tout le dossier de l'affaire, où se trouve notamment la requête très éloquente de la sœur Angélique, supérieure des filles de la Charité de l'hôpital d'Agen en 1767. Cette pieuse fille représente en effet

---

' Archives municipales. GG. 230.

« que de tous côtés l'hôpital menace ruine, que depuis longtemps on n'y a rien fait pour empêcher sa chute, et qu'on ne peut plus y habiter sans un danger évident d'être enseveli sous ses ruines <sup>1</sup>. » M. de Fargès appuie chaudement la demande des syndics auprès de M. de Laverdy, commissaire général des finances à Paris, et il lui représente que « la supérieure de l'hôpital Saint-Jacques expose qu'elle est obligée avec ses sœurs d'abandonner cette maison qui menace d'une chute prochaine, et que le bien de l'humanité et celui du service du Roi pour les soldats malades ne permettent pas que l'on laisse ces hospitalières et leurs malades plus longtemps exposés à un danger aussi imminent. Vous devez donc prendre incessamment des mesures pour placer ailleurs toutes les personnes de cette maison qui ne peuvent plus y habiter <sup>2</sup>. »

Reconnaissant la justesse de ces raisons, M. le Commissaire général se hâte de répondre que le Conseil du Roi va prendre l'affaire en mains et que, sous peu, il enverra des secours à l'hôpital d'Agen. Immédiatement, en effet, Monsieur d'Ormesson écrit à plusieurs reprises à M. de Fargès, qui demande une somme de 24,000 livres, pour les réparations à effectuer ; et, finalement, par arrêt du 2 août 1768, le Roi ordonne la reconstruction de l'hôpital d'Agen « moyennant que cette dépense sera imposée en 1769 sur l'élection d'Agen, suivant l'adjudication qui en sera faite par M. l'Intendant. Le montant du devis s'élève à la somme de 27,511 livres. » Le Roi prescrit, en dernier lieu, que cette somme sera imposée en deux années sur les communautés de l'Election d'Agen au marc la livre de la taille, savoir, celle de 13,755 livres en l'année 1772, et pareille somme en 1773 <sup>3</sup>.

Les réparations commencèrent, dès 1769, aux deux grands corps de logis de l'hôpital. Les syndics étaient, cette année, MM. de Raignac, de Varenne, Dorville et Bonneau. Sœur Marie Anne était supérieure, sœur Angélique assistante. A cause des réparations, ces

---

<sup>1</sup> Archives municipales. GG 230.

<sup>2</sup> Idem.

<sup>3</sup> Archives nationales, H, 90.

dernières sont obligées de quitter leur appartement. Le bureau leur assigne provisoirement la salle des femmes <sup>1</sup>. Mais les travaux traînent en lenteur. Les entrepreneurs se plaignent qu'ils ne trouvent pas d'ouvriers. Néanmoins ils s'engagent « à reconstruire à neuf les deux corps de logis et à avoir terminé dans deux ans et six mois, sous peine de réduction de prix. »

D'un autre côté l'argent fait souvent défaut. Il faut, pendant ces années de réorganisation de l'hôpital, réduire le nombre des entrées. « L'hôpital, dit un des membres du bureau, n'est que pour les malades susceptibles de guérir, et non pour les incurables. Il faut expressément défendre aux sœurs d'admettre ces derniers. » Et comme celle-ci exposent que, dans la nuit du 28 au 29 novembre 1770, on a volé une grande partie du linge de l'hôpital et qu'on ne peut laisser les malades sans linge, le bureau décide qu'on prendra immédiatement les 2,000 livres que Monsieur de Fargès vient encore d'envoyer pour solder la suite des réparations, et qu'on affectera cette somme à un achat important de toile, qu'ensuite les sœurs accommoderont <sup>2</sup>.

En 1773, les réparations étaient terminées. Le sous-délégué d'Agen, M. Sarrazin, écrit à cette date à son chef hiérarchique de Bordeaux : « Monsieur l'Intendant ne sera pas mécontent du nouvel hôpital. Il y reste encore bien de l'ouvrage à faire, mais s'il ne vient qu'au 10 du mois prochain (avril), ainsi qu'on me l'a dit, il trouvera l'hospitalité rétablie dans cette maison. Déjà on travaille à y monter les lits. Mais s'il est satisfait de cette partie, il ne le sera guère de ce qui fait le principal sujet de son voyage, l'exécution des ordonnances relatives au logement des troupes, etc <sup>3</sup>. » Peu de jours après, les religieuses prenaient possession du nouveau logement qui leur était affecté. La sœur Marie Catherine Hulot était alors supérieure de l'hôpital d'Agen.

Nous avons déjà dit, avec Labrunie, que c'est, en cette année

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital. Bureau de 1769.

<sup>2</sup> Idem. Bureau de 1771.

<sup>3</sup> Archives départementales de la Gironde. C. 539.

1772, lors de la reconstruction de l'hôpital Saint-Jacques, que l'on découvrit dans la cave de l'hôpital plusieurs nouveaux tombeaux.

Il semble qu'une fois remis à neuf, l'hôpital d'Agen ait dû reprendre sa prospérité d'autrefois. Il n'en fut rien. Vainement quelques âmes pieuses et charitables continuèrent à le gratifier de leurs libéralités, comme Mademoiselle d'Escayrac, qui veut notamment que les revenus de son domaine de Lamothe-Blanche soient affectés aux pauvres de l'hôpital; ou encore Messieurs les Consuls, qui consentent, le 19 juin 1773, une constitution de rente au capital de 4,000 livres en faveur de l'hôpital, pour subvenir à ses besoins les plus urgents. Malgré ces efforts isolés, la situation ne fit qu'empirer, les dépenses s'accroissant chaque année d'une façon désespérante. Un état très-exact nous fournit, en 1773, la preuve de cette rapide décadence.

La recette de 1772, « une des plus fortes qui ait jamais été faite » ne se monte qu'à 5,826 livres, 16 sols, 10 deniers. Les dépenses atteignent le chiffre de 9,152 livres, 2 sols, 4 deniers. En 1773, la différence est plus considérable encore. Les recettes ne donnent que 5,581 livres, 8 sols, 10 deniers. Les dépenses se montent à 11,339 livres, 14 sols, 2 deniers. Dans ce nombre, détaillons quelques chapitres : Les honoraires de l'aumônier sont de 300 livres ; la pension de six religieuses, à 60 livres chacune, 360 livres : les honoraires des Carmes 200 livres ; du chapelain de La Royère, 60 livres ; du médecin, 50 livres ; des deux chirurgiens, 80 livres ; les frais des Irlandais, 48 livres ; les gages des domestiques, 72 livres ; le loyer payé à l'aumônier, 54 livres ; les dépenses journalières des sœurs, 288 livres, etc. On a dépensé 1,000 livres pour les remèdes et frais de l'apothicaire, et 1,000 autres livres pour achat de linge. Il ne reste pour achat de viande, bois vin, réparations et autres menus frais qu'environ 2,000 livres ; ce qui est très-insuffisant.

« Il y a communément dans l'hospice 70 malades ; mais il y en aurait bien davantage, s'il s'y trouvait plus de lits, puisque les 35 lits qui sont tant dans la salle des hommes que dans celle des femmes ont servi, la majeure partie du temps, à loger les militaires. Il en est entré, dans la seule année 1773, 1764 ; l'année précédente,

1400. » Avec si peu de ressources, l'hôpital ne saurait exister plus longtemps <sup>1</sup>.

La situation devenait grave. Il fallait y remédier au plus vite. Le 21 février 1774, sur la requête des syndics d'abord, puis des consuls, une importante réunion des Trois-Ordres fut tenue à l'Hôtel-de-ville, afin de venir en aide à l'hôpital Saint-Jacques d'Agen. Elle fut présidée par Monseigneur d'Usson de Bonnac, évêque et comte d'Agen. Il y fut rappelé que le dernier bureau de l'hôpital, ayant constaté que les revenus ne se montaient plus qu'à 3,000 livres, alors que les dépenses atteignaient au minimum le chiffre de 8000 livres, qu'en outre les administrateurs ne voulaient ni fondre les capitaux, ni diminuer le nombre des malades à recevoir, on avait fait appel à la communauté afin qu'elle vint au secours de l'hôpital menacé.

Monsieur de Raymond, maire d'Agen, proposa alors, au nom du Corps municipal, que, tous les moyens dont disposait le bureau étant épuisés, et le nombre de malades et surtout de soldats qui entraient à l'hôpital s'accroissant chaque jour, le revenu annuel de l'hôpital serait augmenté de 8,000 livres de rente, « attendu qu'un établissement d'une telle utilité ne pouvait être fermé. » Monseigneur prit également la parole et abonda dans ce sens. Finalement, il fut décidé à l'unanimité : « qu'il fallait recourir aux bontés du Roi ; et qu'en conséquence il serait présenté un placet à Sa Majesté pour la supplier de venir en aide audit hôpital et de lui réunir le prieuré de Saint-Cosme, près la ville d'Aiguillon, cy-devant possédé par les cy-devant Jésuites, dont les revenus avaient été déjà réunis aux économats depuis la dissolution de cette société : ou bien de vouloir établir en faveur dudit hôpital une pension annuelle d'environ 6,000 livres à prendre sur les économats ou sur les biens des religieux fugitifs ou sur tels autres fonds et revenus destinés aux œuvres pies qu'il croira utile à Sa Majesté de déterminer. On écrira dans ce sens aux ministres, au maréchal de Richelieu, gouverneur de la province, à Monsieur de Fumel, commandant, et à Monsieur

---

<sup>1</sup> Archives municipales. GG. 230.

d'Esmangart, intendant de Guyenne, afin d'implorer leur protection <sup>1</sup> ».

Le Roi prit en pitié l'hôpital d'Agen et envoya des fonds, qui assurèrent son existence jusqu'à la Révolution.

Quelques dernières libéralités lui vinrent encore utilement en aide. Le 16 avril 1777, Monsieur Darribeau cède, au profit de l'hôpital Saint-Jacques et du chapitre de la cathédrale, la somme de 6976 livres, 12 sols, à prendre sur la municipalité d'Agen <sup>2</sup>. Sept ans après, c'est Monseigneur de Bonnac qui, à son tour, abandonne la même somme à l'hôpital Saint-Jacques, « laquelle sera prise sur la communauté d'Agen, qui en est restée débitrice, à la suite de l'achat qu'elle avait fait, le 6 mai 1780, des bâtisses et terrains restant de l'emplacement de l'ancien palais épiscopal, près l'église Saint-Etienne <sup>3</sup>. »

Les Consuls signalent à cette époque à M. l'Intendant, qui leur demandait de lui fournir un état des nègres résidants à Agen, que trois négresses domestiques desservent l'hôpital d'Agen <sup>4</sup>.

Enfin, l'hospice hérita, à la fin de 1778, de tous les biens meubles et immeubles de messire Guillaume de Monfourton, prêtre, chanoine du chapitre de l'église séculière collégiale de Saint-Caprais, ancien conseiller en la grand chambre du Parlement de Bordeaux, lequel, par testament du 26 août de cette année, institua pour ses héritiers les pauvres de l'hôpital Saint-Jacques, et chargea d'exécuter ses dernières volontés, Messieurs Jacques-Joseph de Couloussac, prieur du chapitre de Saint-Caprais, Michel-François de Lamothe-Vedel, chanoine dudit chapitre, et Georges Lamouroux, conseiller du Roy, receveur des consignations de la Sénéchaussée d'Agenois. Messieurs Jean-Baptiste Vaqué de Falagret, conseiller du Roi au Présidial, et Pierre Guenin, négociant, syndic de l'hôpital pour cette année 1778, furent chargés par le bureau de recevoir ladite hérédité. Par leurs soins, il fut procédé à un inventaire très-détaillé des meu-

---

<sup>1</sup> Archives municipales, BB. 83, et GG. 230.

<sup>2</sup> Archives municipales, GG. 230

<sup>3</sup> Idem.

<sup>4</sup> Idem.

bles du chanoine de Monfourton, lequel résidait à la maison cano-  
niale de Saint-Caprais. Conservé dans les Archives de l'Evêché,  
ce document fort intéressant nous donne une idée très-juste du  
luxue relatif dans lequel vivaient, à la fin du dernier, siècle ces hom-  
mes d'église, moitié prêtres et moitié grands seigneurs, qui ne se  
refusaient ni le plaisir de la chasse, ni celui des livres, des beaux  
tableaux, des objets précieux, encore moins les jouissances de la  
bonne chère et du bon vin. La liste interminable d'objets de va-  
leur, à la rédaction de laquelle six jours suffirent à peine, en fait  
pleinement foi. Citons dans le nombre : un beau portrait de Made-  
moiselle de La Vallière avec cadre doré, un autre du Pape Clé-  
ment XIV, du maréchal de Richelieu, de monsieur de Louventhal,  
du chanoine Monfourton lui-même ; une très grande quantité de ta-  
bleaux d'église, des gouaches, des aquarelles, des fusains, une col-  
lection assez riche d'armes et d'objets de chasse, de très belles  
tapisseries d'Aubusson, des faïences, tout un service de vaisselle  
d'argent, et une très-volumineuse bibliothèque, très mélangée, où  
les livres de religion, de philosophie, d'histoire, de voyage, s'ac-  
commodent fort bien du voisinage des romans, chansons et opéras à  
la mode. Une berline à quatre roues, des harnais dorés, des bijoux  
précieux, un jeu de billard, une cave surtout bien remplie et qui  
renferme les vins des meilleurs crus, complètent fort heureusement  
les pages de ce fastueux et très-curieux inventaire, dont profitèrent,  
disons-le à la louange du bon chanoine, les pauvres de l'hôpital  
d'Agen<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Archives de l'hôpital. Pièce détachée.

PH. LAUZUN.

(A suivre.)

# CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALES

---

## I

### *M. Henri Delmas de Grammont*<sup>1</sup>.

M. Henri Delmas de Grammont, mort en septembre dernier à l'âge de soixante-deux ans, n'était pas un érudit de carrière. Soldat et fonctionnaire, c'est sur le tard qu'il avait découvert sa vocation d'historien. D'abord engagé volontaire aux zouaves, puis élève à l'école militaire de Saint-Cyr, M. de Grammont avait fait, en qualité de lieutenant, la campagne de Crimée. Quelques années plus tard, devenu capitaine, il quittait l'armée et entrait dans l'administration des finances. Pendant la guerre de 1870-71, où un de ses frères fut tué à l'ennemi et les deux autres grièvement blessés, il reprit du service et fut nommé chef de bataillon à l'armée de l'Est. A la paix, il démissionna de nouveau et alla s'établir auprès d'Alger.

Ce fut là que lui vint le goût de l'histoire, goût de famille au surplus, car il avait pour cousin germain et beau-frère M. Tamizey de Larroque. Curieux de connaître le passé du pays où il vivait, il se mit à étudier la période de la domination Turque. Son premier mémoire, sur l'auteur du R'azaouat, parut en 1873 (*Le R'azaouat est-il l'œuvre de Khier-el-din Barberousse ?* Villeneuve-sur-Lot, Dutéils, in-8°).

Il fut suivi de nombre d'autres. Parmi eux, les lecteurs de la *Revue* n'ont certainement pas oublié ses articles sur la *Course*, l'*Es-*

---

<sup>1</sup> Nous empruntons à la *Revue Historique*, dirigée par M. Monod, (Tome LI, p. 99.) la notice suivante qui fait si bien connaître les mérites de notre très distingué et très regretté compatriote, M. H. Delmas de Grammont dont le principal ouvrage, *Histoire d'Alger sous la domination Turque*, fut, il y a deux ans, ici-même, très sérieusement apprécié.

(La Rédaction.)



*clavage et la Rédemption dans l'ancienne régence d'Alger* (*Revue historique*, t. XXV, XXVI et XXVII, 1884-1885, tirés à part); cette trilogie, qui reste, croyons nous, son chef d'œuvre, constitue un ensemble historique de tous points parfait : sûreté et variété d'information, rigueur de méthode, qualités de composition et de style, rien n'y manque. Le couronnement et la synthèse de ces études de détail fut l'*Histoire d'Alger sous la domination Turque, 1515-1830* (Paris, Leroux, 1 vol. gr. in-8°). Mais la mise au jour de cette œuvre maîtresse n'arrêta pas M. de Grammont dans ses travaux. Lorsqu'il est mort, il avait sur le chantier, outre une seconde édition de l'histoire d'Alger qui doit être toute préparée, deux volumes au moins, l'un consacré aux entreprises européennes contre la Régence, l'autre où il comptait esquisser les figures les plus originales de l'Algérie d'après la conquête.

Comme historien de notre colonie d'Afrique, M. de Grammont mérite d'être mis au premier rang. Entre ses travaux et ceux de ses devanciers, la distance est immense.

On peut dire de lui, sans aucune flatterie, qu'il a créé l'histoire algérienne, auparavant presque inconnue ou maladroitement dénaturée. Sans doute, on ajoutera des faits à ceux qu'il a découverts et exposés, on élucidera certains points qu'il a laissés dans l'ombre, on rectifiera quelques dates ou quelques noms ; mais nous ne pensons point que les grandes lignes de son œuvre et sa conception générale de l'Etat d'Alger en soient jamais altérées ; dans l'ensemble, son tableau des révolutions algériennes au temps des Turcs doit être considéré comme définitif. Ajoutons qu'au tempérament de l'historien M. de Grammont joignait celui des lettres ; il écrivait naturellement bien, avec une chaleur ou plutôt une bonne humeur irrésistible qui donne à toutes ses productions un agrément du plus haut goût.

Après l'historien qu'il soit permis à l'auteur de ces lignes<sup>1</sup> qui s'honore d'avoir connu et aimé M. de Grammont, d'apprécier aussi l'homme. Il valait mieux encore que l'historien ; d'une bienveillance discrète et inépuisable, il ne voyait personne autour de lui, qu'il ne tint à cœur d'obliger.

Il prodiguait ses bons offices avec tant de spontanéité que le service était rendu avant même d'avoir été demandé. Jnsque dans les mois qui ont précédé sa fin, alors qu'il souffrait cruellement et presque sans intermittence, il n'a cessé de penser aux autres et de s'employer pour eux.

Indépendamment des trois ouvrages mentionné plus haut. M. de

Grammont a fait paraître en 1874 : *Relation de l'Expédition de Charles-Quint contre Alger*, par Nicolas Durand de Villegaignon, suivie de la traduction du texte latin par Pierre Tolet (Paris, Aubry-Alger, Juillet-Saint-Lager); et dans la *Revue Africaine*, dont il a été le principal collaborateur de 1878-1890, les articles suivants :

1. *Quel est le lieu de la mort d'Aroudj Barbarousse ?* (T. xxii, 1878).

2. *Relations entre la France et la Régence d'Alger au xvii<sup>e</sup> siècle* (quatre parties parues de 1879 à 1885, t. xxiii, xxviii et xxix; tirées à part. Alger, Jourdan, in-8°.)

3. *Histoire des rois d'Alger*, par Fray Diego de Haedo, abbé de Fromesta, traduite et annotée d'après l'édition de Valladolid de 1612 (t. xxiv et xxv, 1880 et 1881; tirée à part, Alger, Jourdan.

4. *Le timbre de la revue et les armes d'Alger* (t. xxv, 1881.)

5. *Un épisode diplomatique à Alger au xvii<sup>e</sup> siècle* (t. xxvi, 1882.)

6. *Etudes Algériennes*. — (a) *Relation des préparatifs faits pour surprendre Alger*, par Jeronimo Conestaggio (t. xxvi, 1882; à part, Alger, Jourdan, 1882.) — b) *Un Académicien captif à Alger* (1674-1675) t. xxvi, 1882; à part, Alger, Jourdan, 1883.)

7. *Un manuscrit du père Dan* (Les illustres captifs. Histoire générale de la vie, des faits et des aventures de quelques personnes notables prises par les infidèles musulmans) (t. xxvii, 1883 et xxvii, 1884; à part, sous le titre : *Les illustres captifs*, manuscrit du père Dam analysé par MM. L. Piesse et H. D. de Grammont; Alger, Jourdan. 1884.)

8. *Le nom de Barberousse dérive-t-il de Baba-Aroudj ?* (t. xxix, 1885.)

9. *Un pacha d'Alger, précurseur de M. de Lesseps, 1580* (t. xxix, 1885.) — A part, Alger, 1886.

10. *Documents Algériens* (t. xxix, xxx-xxxi et xxxiii, 1885-1888.)

11. *Correspondance des consuls d'Alger* (t. xxxi-xxxii et xxxiii, 1887-1889; à part, Alger, Jourdan, 1890, in-8°)

Le n° 3 des *Plaquettes Gontaudaises* de M. Tamizey de Laroque, contient une *Histoire du massacre des Turcs à Marseille en 1620*,

publiée avec avant-propos, notes et appendice, par H. de Grammont. (Paris, Champion ; Bordeaux, Lefebvre, 1879, in-8°.) — Il a fourni à la *Revue critique* de 1879 à 1890 de nombreux et excellents articles.

H. JACQUETON.

## II

484. — *Paul de Viau, capitaine huguenot et frère du poète Théophile (1624-1629)*, par Ch. GARRISSON. Paris, 1892. Gr. in-8 de 26 pages.

Paul de Viau a été immortalisé dans une des plus belles strophes de Théophile, celle qui commence ainsi :

« Mon frère, mon dernier appuy. »

Mais en dehors des œuvres du poète, il n'est presque nulle part mentionné. M. Garrisson a bien fait de s'occuper de ce personnage qui non seulement fut

« Amy ferme, ardent, généreux, »

mais qui prit part à toutes les luttes des protestants du Midi et, comme le dit son biographe, se sacrifia « pour son parti, pour sa religion ». M. G. raconte, à l'aide des relations du *Mercure*, des *Mémoires* de Castelnaut et de quelques documents montalbanais (notamment les *Mémoires* inédits de Natalis et l'histoire, également inédite, du chanoine Perrin), les faits de guerre auxquels participa, dans le Languedoc et dans la Guyenne, Paul de Viau, un des plus habiles et des plus dévoués lieutenants du duc de L. Force. Ce fut surtout à Clairac<sup>1</sup> que le frère aîné du poète se distingua par son intrépidité, entrant le premier (février 1621) dans la petite ville occupée par l'armée royale qui perdit en quelques heures cinq cents

---

<sup>1</sup> M. G. appelle (p. 3) « la petite Canaan de l'Agenois » ce « noyau d'églises germées entre la Garonne et le Lot, Clérac, Monbeurt, Grateloup, Tonneins ». L'orthographe actuelle est *Clairac*. Notons aussi que le manoir des frères de Viau s'appelle *Boussières* et non *Boussières* et est situé beaucoup plus près de Port-Sainte-Marie que de Clairac.

hommes, (deux cents tués, trois cents prisonniers). Il ne se montra pas moins courageux dans les petites batailles livrées, en 1628, autour de Montauban, marchant « à la tête des troupes, un hallebarde en main, secourant les points menacés et soutenant partout le combat. M. Garriſſon n'a pu préciser l'époque du décès de son héros. Il constate seulement que Paul de Viau était déjà mort en 1650 et il ajoute (p. 25) : « S'il avait vécu jusque là, il aurait pu voir la dernière de ses filles épouser le fils de ses vieux compagnons des luttes montalbanaises, Robert de Garriſſon. » Ce dernier nom nous apprend que la sympathie avec laquelle le zélé biographe a parlé de Paul de Miau n'est pas seulement celle d'un coreligionnaire et d'un compatriote, mais aussi celle d'un parent, d'un descendant. Cette sympathie a donné à la notice une chaleur, un accent qui achèvent d'en rendre la lecture particulièrement attachante <sup>1</sup>.

TAMIZEY de LARROQUE.

---

<sup>1</sup>. Signalons (p. 17) une intéressante discussion bibliographique à propos de l'*Estat de Montauban depuis la descente de l'Anglais en Ré, le 22 juillet 1627, jusqu'à sa reddition de la Rochelle*, par Pierre Bérauld, pasteur et professeur en théologie (S. L. Montauban), (1628, in-8° de 161 p.) M. G. établit contre Michel Nicolas, suivi par la *France protestante*, que ce livre devenu presque introuvable, est bien celui-là même qui fut censuré par le synode de Charenton en 1631 et que jamais n'a existé un autre ouvrage de Bérauld que l'on aurait condamné et qui aurait disparu. M. Garriſſon reproduit (p. 21-22) une curieuse lettre inédite de ce Bérauld (du 25 août 1629), qu'il a eu la bonne fortune de retrouver et qui donne à un habitant de la Rochelle des nouvelles de divers événements de la région montalbanaise.

# TABLE MÉTHODIQUE

DES

## • MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME XIX.

---

### HISTOIRE

#### **Histoire régionale.**

Les Ibères, par M. J.-F. Bladé. 181.

Une visite épiscopale à Saint-Jean-de-Luz, sous Louis XIV, par M. F. Habasque, 470.

#### **Histoire municipale.**

La Ville d'Agen pendant les guerres de religion du xvi<sup>e</sup> siècle (Suite), par M. G. Tholin. 22, 118.

#### **Histoire militaire.**

Mémoires du capitaine Jérôme-Etienne Besse, ancien soldat de la grande armée, (Suite et fin). 40, 134, 255, 308.

#### **Histoire monastique.**

Les Couvents de la Ville d'Agen, avant 1789, (Couvents de femmes), (Suite), par M. Philippe Lauzun :

— Le Refuge, ou Maison du Bon Pasteur, 5, 97.

— Les Hôpitaux, 277, 416, 500.

Mémoire pour l'histoire de l'abbaye lès-Villeneuve d'Agenois, avec deux Appendices, par M. A. de Lantenay, 151, 221, 397.

**Bibliographie régionale historique.**

Encore un Evêque d'Agen inconnu jusqu'à nos jours. Note critique sur le premier concile de Clichy (628), par Mgr Hébrard, protonotaire apostolique, vicaire général. (*Adr. Lavergne*). 95.

La jeunesse de Marat ; Marat romancier, par Pierre de Witt. (*Ph. Tamizey de Larroque*). 273.

Histoire générale du Languedoc, par Dom Vaissette. Tomes XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup>. (*Ad. Magen*). 354.

Indications bibliographiques diverses. 450.

**DOCUMENTS HISTORIQUES.**

L'Agenais dans le Tome IV du catalogue des actes de François I<sup>er</sup>, par M. Ph. Tamizey de Larroque. 270.

Les Religionnaires d'Agenois émigrés en 1685, par M. Ch. Baradat de Lacaze, 321.

Notes prises sur le registre formant l'état-civil de la paroisse d'Anthé (canton de Tournon-d'Agenais), de 1700 à 1790, par M. G. Tholin. 346.

Lettres inédites de Mascaron, publiées par M. l'abbé Durengues. 390.

**LITTÉRATURE.**

**Littérature étrangère.**

Les successeurs de Shakespeare, par M. A. de Tréverret. 55, 263, 335.

**Contes populaires.**

Henri IV et le Charbonnier de Capchicot (suite et fin), par M. l'abbé Léopold Dardy. 76.

**Variétés littéraires.**

Paysage de montagne. Mon bois de sapin, par M. G. du Mont. 92.

**BIOGRAPHIE.**

Labrunie. Sa vie pendant la Révolution, ses travaux et ses manuscrits. Préface à l'Abbrégé Chronologique, par M. O. Fallières. 357, 480.

Eloge de Monsieur de Saint-Gresse, par M. le Président Fabreguettes. 453.

M. Henri Delmas de Grammont, par M. H. Jacqueton, 537.

Paul de Viau, par Ch. Garriçon (*Ph. Tamizey de Larroque*), 540.

2721

10.



**PERIODICAL**

PERIODICAL



